LÉNINE

œuvres

tome
20

1913
juillet
1914

LÉNINE

notes critiques sur la question nationale • du droit des nations à disposer d'elles-mêmes • la lutte idéologique dans le mouvement ouvrier • rapport du comité central du parti ouvrier social-démocrate de russie et instruction à la délégation du comité central à la conférence de bruxelles • paysannerie et travail salarié • la question agraire en russie

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

20

L'EDITION RUSSE EST PUBLIEE
PAR DECISION DU IX^e CONGRES DU P.C.(b)R.

ET DU II^e CONGRES DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА—ЛЕНИНИЗМА при ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
20

Décembre 1913 - août 1914

EDITIONS SOCIALES ★ PARIS
EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES ★ MOSCOU
1959

PREFACE

Le tome 20 contient les œuvres de Lénine écrites de décembre 1913 à août 1914. Le seul texte qui fasse exception est l'article « Notes critiques sur la question nationale », rédigé quelque peu avant et qui fut publié par fragments du mois d'octobre au mois de décembre 1913.

La plus grande partie de ce tome est constituée par des textes consacrés à la lutte des bolchéviks contre l'opportunisme dans le mouvement ouvrier russe et international : contre les liquidateurs, les trotskistes, le groupe « Vpériod », les socialistes-révolutionnaires et les opportunistes de la IIe Internationale. C'est le cas, notamment, des textes suivants : « La désagrégation du bloc « d'Août », « La violation de l'unité aux cris de : « Vive l'unité ! », « Le populisme et le courant liquidateur, facteurs de division du mouvement ouvrier », « La lutte idéologique dans le mouvement ouvrier », « A propos des «gens du «Vpériod» et du groupe « Vpériod », « Rapport du Comité central du P.O.S.D.R. et instructions à la délégation du Comité central à la conférence de Bruxelles », « A vouloir trop se hâter on se couvre de ridicule », « A propos d'une lettre de Kautsky », et d'autres.

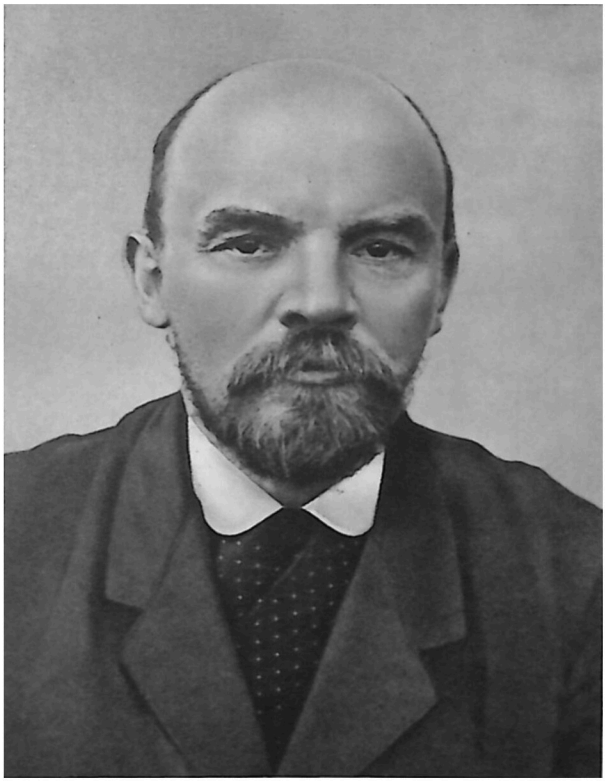
Le programme bolchévik sur la question nationale est fondé en théorie et développé dans « Notes critiques sur la question nationale » et « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes».

Les articles sur la question agraire tiennent une large place dans ce tome. Citons parmi eux : « Paysannerie et travail salarié », « Le servage à la campagne », « La question agraire en Russie ».

Certains écrits sont publiés pour la première fois dans les Œuvres de Lénine. Ce sont les articles : « Les décisions des marxistes lettons et les liquidateurs » et « Réponse à un article de *Leipziger Volkszeitung* » où Lénine s'en prend aux liquidateurs, qui dénaturaient les décisions du Parti et dissimulaient les données objectives sur les collectes de fonds pour la presse marxiste et pour celle des liquidateurs. Ce sont aussi le « Projet de loi sur l'égalité en droits des nations et sur la défense des droits des minorités nationales », et l'article : « L'opposition social-démocrate de Pologne à la croisée des chemins », publiés antérieurement dans le Recueil Lénine n° XXX.

Les « Instructions » à la délégation du Comité central à la conférence de Bruxelles sont complétées par une nouvelle lettre de Lénine.

Dans les éditions antérieures des Œuvres, le projet de discours « A propos du budget du ministère de l'Agriculture », était publié d'après le manuscrit, dont quatre pages avaient été égarées. Dans la présente édition, ce projet de discours est complété par l'adjonction des pages manquantes, retrouvées en 1941.



V. LENINE
1914

NOTES CRITIQUES SUR LA QUESTION NATIONALE[1]

Ecrit d'octobre à décembre 1913.
Publié en 1913 dans les numéros 10, 11 et 12 de la revue «Prosvéchtchénié».
Signé: V. Iline

Conforme au texte de la revue

Que la question nationale occupe actuellement une place de premier plan parmi les problèmes de la vie sociale en Russie, c'est l'évidence même. Le nationalisme militant de la réaction, le passage du libéralisme contre-révolutionnaire, bourgeois, au nationalisme (surtout grand-russe, et puis aussi polonais, juif, ukrainien, etc.), et enfin l'accentuation des flottements nationalistes parmi les différents social-démocrates « nationaux » (c'est-à-dire non grands-russes), qui va jusqu'à leur faire violer le programme du parti : tout cela nous oblige indiscutablement à accorder plus d'attention qu'auparavant à la question nationale.

Le présent article vise tout spécialement à examiner dans leur ensemble ces flottements de programme des marxistes et des pseudo-marxistes dans la question nationale. Dans le n° 29 de la *Sévernaïa Pravda*[2] (5 septembre 1913, « Les libéraux et les démocrates dans la question des langues »)*, j'ai eu l'occasion de parler de l'opportunisme des libéraux dans la question nationale ; cet article a suscité une critique acerbe de M. F. Liebmann, dans le journal juif opportuniste *Zeit*[3]. D'autre part, le programme des marxistes russes sur la question nationale a été critiqué par l'opportuniste ukrainien M. Lev Iourkévitch (*Dzvin*[4], 1913, nos 7-8). Ces deux publicistes ont soulevé tant de problèmes que, pour leur répondre, il nous faut envisager les aspects les plus divers de notre thème. Et il me semble que le plus commode sera de commencer par reproduire l'article de la *Sévernaïa Pravda*.

* Voir Lénine, Œuvres, t. 19, « Les libéraux et les démocrates dans la question des langues ». (*N R.*)

1. LES LIBERAUX ET LES DEMOCRATES DANS LA QUESTION DES LANGUES

Les journaux ont mentionné à maintes reprises le rapport du gouverneur général du Caucase, qui présente cette caractéristique de ne pas être ultra-réactionnaire, mais teinté d'un timide « libéralisme ». Le gouverneur général y prend notamment position contre la russification artificielle des populations non russes. Dans le Caucase, les représentants des nationalités non russes s'efforcent *eux-mêmes* d'apprendre aux enfants le russe : par exemple, dans les écoles ecclésiastiques arméniennes où l'enseignement de la langue russe est facultatif.

Un des journaux libéraux les plus répandus en Russie, le *Rousskoïé Slovo*[5] (n° 198), qui signale ce fait, conclut très justement qu'en Russie, l'attitude d'hostilité envers la langue russe « provient exclusivement » de l'implantation « artificielle » (il aurait fallu dire : par la contrainte) de cette dernière.

« Point n'est besoin de s'inquiéter du sort de la langue russe. Elle s'imposera d'elle-même dans toute la Russie », écrit le journal. Et il a raison, car les nécessités économiques obligeront toujours les nationalités habitant un même Etat (aussi longtemps qu'elles voudront vivre ensemble) à étudier la langue de la majorité. Plus le régime de la Russie sera démocratique, et plus vigoureux, plus rapide et plus large sera le développement du capitalisme, plus les nécessités économiques pousseront impérieusement les diverses nationalités à étudier la langue la plus commode pour les relations commerciales communes.

Mais le journal libéral se hâte de se contredire et de démontrer son inconséquence libérale.

« Il n'est guère probable, écrit-il, que quelqu'un, même parmi les adversaires de la russification, s'avise de contester que, dans un Etat aussi vaste que la Russie, il doive exister une seule langue commune, et que cette langue... ne puisse être que le russe. »

Logique à rebours ! La petite Suisse ne subit aucun préjudice, mais tire au contraire avantage du fait qu'au lieu *d'une seule* langue commune à l'Etat, elle en a trois : l'allemand, le français et l'italien. En Suisse, 70% de la

population sont des Allemands (en Russie, il y a 43% de Grands-Russes), 22% des Français (en Russie, 17% d'Ukrainiens), 7% des Italiens (en Russie, 6% de Polonais et 4,5% de Biélorusses). Si les Italiens de Suisse parlent souvent le français au Parlement commun, ils ne le font pas sous la férule de quelque loi policière barbare (il n'en existe pas en Suisse), mais simplement parce que les citoyens civilisés d'un Etat démocratique préfèrent d'eux-mêmes la langue intelligible pour la majorité. La langue française n'inspire pas de haine aux Italiens, car c'est la langue d'une nation libre et civilisée, et qui n'est pas imposée par d'abominables mesures policières.

Pourquoi donc la « vaste » Russie, beaucoup plus bigarrée et terriblement arriérée, doit-elle *freiner* son développement par le maintien d'un privilège quelconque pour une de ses langues ? N'est-ce pas le contraire qui est vrai, messieurs les libéraux? La Russie ne doit-elle pas, si elle veut rattraper l'Europe, en finir le plus vite possible, le plus complètement possible, le plus énergiquement possible avec tous les privilèges quels qu'ils soient ?

Si tous les privilèges sont abolis, si l'une des langues cesse d'être imposée, tous les Slaves apprendront vite et facilement à se comprendre et ne redouteront pas cette idée « horrible» qu'au Parlement commun, des discours se feront entendre dans différentes langues. Les nécessités économiques *détermineront* elles-mêmes la langue du pays que la majorité aura *avantage* à connaître dans l'intérêt des relations commerciales. Et cette détermination sera d'autant plus ferme qu'elle aura été adoptée librement par la population des diverses nations, d'autant plus rapide et plus large que le démocratisme sera plus conséquent et que, de ce fait, le capitalisme connaîtra un développement plus rapide.

Dans la question des langues, comme à l'égard de tous les problèmes politiques, les libéraux se comportent en mercantis hypocrites qui tendent une main (ouvertement) à la démocratie, et l'autre (derrière leur dos) aux réactionnaires et aux policiers. Nous sommes contre les privilèges, clame le libéral tout en cherchant en sous-main à obtenir des réactionnaires tel ou tel privilège.

Telle est la caractéristique de *tout* nationalisme bourgeois libéral : non seulement du nationalisme grand-russe (le pire de tous en raison de son caractère oppressif et de sa parenté avec les Pourichkévitch[6]), mais aussi du nationalisme polonais, juif, ukrainien, géorgien et de tous les autres. Sous le mot d'ordre de la « culture nationale », la bourgeoisie de *toutes* les nations d'Autriche comme de Russie travaille *en fait* à la division des ouvriers, à l'affaiblissement de la démocratie, se livre à des transactions mercantiles avec les réactionnaires, à qui elle vend les droits et la liberté populaires.

Le mot d'ordre de la démocratie ouvrière n'est pas la « culture nationale », mais la culture internationale du démocratisme et du mouvement ouvrier mondial. La bourgeoisie peut bien essayer de tromper le peuple par toutes sortes de programmes nationaux « positifs ». L'ouvrier conscient lui répondra : il n'y a qu'une seule solution du problème national (pour autant, d'ailleurs, que ce problème puisse être résolu dans le monde du capitalisme, monde du lucre, des antagonismes et de l'exploitation), à savoir le démocratisme conséquent.

Les preuves : la Suisse en Europe occidentale, pays de vieille culture, et la Finlande en Europe orientale, pays de jeune culture.

Le programme de la démocratie ouvrière dans la question nationale, le voici : suppression absolue de tout privilège pour quelque nation et quelque langue que ce soit ; solution du problème de l'autodétermination politique des nations, c'est-à-dire de leur séparation et de leur constitution en Etat indépendant, par une voie parfaitement libre, démocratique ; promulgation d'une loi générale de l'Etat en vertu de laquelle toute disposition (de zemstvo, de municipalité, de communauté et ainsi de suite) qui accorderait quelque privilège que ce soit à une des nations, qui violerait l'égalité en droits des nations ou les droits d'une minorité nationale, serait déclarée illégale et nulle, tout citoyen de l'Etat ayant le droit d'exiger l'abrogation d'une telle disposition comme contraire à la Constitution, ainsi que des sanctions pénales à l'encontre de ceux qui s'aviseraient de la mettre en pratique.

Aux querelles nationales que se livrent entre eux les différents partis bourgeois pour des questions de langue, etc., la démocratie ouvrière oppose la revendication suivante : unité absolue et fusion totale des ouvriers de *toutes* les nationalités dans *toutes* les organisations ouvrières syndicales, coopératives, de consommation, d'éducation et autres, contrairement à ce que prêchent tous les nationalistes bourgeois. Seules une telle unité et une telle fusion peuvent sauvegarder la démocratie, sauvegarder les intérêts des ouvriers contre le capital, — lequel est déjà devenu et devient de plus en plus international, — sauvegarder les intérêts de l'humanité évoluant vers un mode de vie nouveau, étranger à tout privilège et à toute exploitation.

2. LA « CULTURE NATIONALE »

Comme le voit le lecteur, l'article de la *Sévernaïa Pravda* part d'un exemple, à savoir la question d'une langue d'Etat, pour faire ressortir le manque d'esprit de suite et l'opportunisme de la bourgeoisie libérale qui, dans la question nationale, tend la main aux féodaux et aux policiers. Chacun comprend que la bourgeoisie libérale se comporte avec non moins de traîtrise, d'hypocrisie et de stupidité (même du point de vue des intérêts du libéralisme) dans toute une série d'autres questions du même ordre.

La conclusion ? C'est que *tout* nationalisme bourgeois libéral corrompt profondément le milieu ouvrier et porte un immense préjudice à la cause de la liberté et à celle de la lutte de classe prolétarienne. Cela est d'autant plus dangereux que la tendance bourgeoise (et la tendance bourgeoise féodale) *se camoufle* sous le mot d'ordre de la «culture nationale». Au nom de la culture nationale, — grand-russe, polonaise, juive, ukrainienne, etc., — les Cent-Noirs et les cléricaux, et aussi les bourgeois de *toutes* les nations, accomplissent une sordide besogne réactionnaire.

Ainsi se présente la vie nationale actuelle, si on l'envisage en marxiste, c'est-à-dire du point de vue de la lutte des classes, en confrontant les mots d'ordre avec les intérêts et la politique des classes, et non avec les «principes

généraux», les déclamations et les grandes phrases vides de sens.

Le mot d'ordre de la culture nationale est une duperie bourgeoise (souvent inspirée aussi par les Cent-Noirs et les cléricaux). Notre mot d'ordre à nous, c'est la culture internationale du démocratisme et du mouvement ouvrier mondial.

Ici, le bundiste M. Liebmann part en guerre et me foudroie par cette tirade meurtrière :

« Quiconque est tant soit peu versé dans la question nationale sait que la culture internationale n'est pas une culture non nationale (une culture sans forme nationale) ; une culture non nationale qui ne soit ni russe, ni juive, ni polonaise, mais rien qu'une culture pure, est un non-sens ; les idées internationalistes ne peuvent devenir familières à la classe ouvrière que si elles sont adaptées à la langue que parle l'ouvrier, ainsi qu'aux conditions nationales concrètes dans lesquelles il vit ; l'ouvrier ne doit pas être indifférent à la situation et au développement de sa culture nationale, car c'est par elle, et seulement par elle, qu'il acquiert la possibilité de prendre part à « la culture internationale du démocratisme et du mouvement ouvrier mondial ». Tout cela est connu de longue date, mais V.I.ne veut pas en entendre parler...»

Considérez ce raisonnement typique d'un bundiste, raisonnement appelé, voyez-vous, à démolir la thèse marxiste que j'ai énoncée plus haut. De l'air d'un homme parfaitement sûr de lui et «versé dans la question nationale», M. le bundiste nous présente comme des vérités «connues de longue date» des conceptions bourgeoises rebattues.

En effet, chez le bundiste, la culture internationale n'est pas non nationale. Personne ne l'a prétendu. Personne n'a proclamé l'existence d'une culture «pure» quelle qu'elle soit : polonaise, juive, russe, etc., de sorte que votre assemblage de mots creux tend uniquement à détourner l'attention du lecteur et à masquer le fond de la question sous un flot de paroles ronflantes.

Chaque culture nationale comporte des *éléments*, même non développés, d'une culture démocratique et socialiste, car dans *chaque* nation, il existe une masse laborieuse et exploitée, dont les conditions de vie engendrent forcément une idéologie démocratique et socialiste. Mais, dans *chaque* nation, il existe également une culture bourgeoise (et qui est

aussi, la plupart du temps, ultra-réactionnaire et cléricale), pas seulement à l'état d'« éléments », mais sous forme de culture *dominante*. Aussi, d'une façon générale, la « culture nationale » *est* celle des grands propriétaires fonciers, du clergé, de la bourgeoisie. Cette vérité fondamentale, élémentaire pour un marxiste, le bundiste l'a laissée dans l'ombre, il l'a « noyée » dans son verbiage, c'est-à-dire qu'en réalité, *au lieu* de mettre en lumière l'abîme de classe, il n'a fait que le dissimuler au lecteur. *Pratiquement*, le bundiste a adopté la position de la bourgeoisie, qui a tout intérêt à propager la foi en une culture nationale hors classes.

En formulant le mot d'ordre de « la culture internationale du démocratisme et du mouvement ouvrier mondial », nous empruntons à *chaque* culture nationale *uniquement* ses éléments démocratiques et socialistes, nous les empruntons *uniquement* et *absolument* par opposition à la culture bourgeoise, au nationalisme bourgeois de *chaque* nation. Pas un démocrate et, à plus forte raison, pas un marxiste ne nie l'égalité des langues ou la nécessité de polémiser dans la langue maternelle avec« sa » propre bourgeoisie, de propager les idées anticléricales ou antibourgeoises parmi« sa » propre paysannerie et « sa » propre petite bourgeoisie. Inutile de s'étendre là-dessus : ces vérités incontestables servent au bundiste à masquer l'objet même du litige, c'est-à-dire le fond réel de la question.

La question est de savoir s'il est admissible pour les marxistes d'adopter, directement ou indirectement, le mot d'ordre de la culture nationale, ou s'ils doivent absolument lui *opposer* dans toutes les langues, en « s'adaptant » à toutes les particularités locales et nationales, le mot d'ordre de *l'internationalisme* des ouvriers.

La signification du mot d'ordre de la « culture nationale » ne dépend pas des promesses ou des bonnes intentions de tel ou tel intellectuel de pacotille désireux d'« interpréter » ce mot d'ordre « comme un moyen de propager la culture internationale ». Cette façon de voir serait un subjectivisme puéril. La signification de ce mot d'ordre découle de la situation et des rapports objectifs de toutes les classes d'un pays donné et de tous les pays du monde La culture nationale de la bourgeoisie est un *fait* (et, je le répète, la bourgeoisie est partout de mèche avec les grands

propriétaires fonciers et le clergé). Le nationalisme bourgeois militant, qui abêtit, décervelle, désunit les ouvriers pour les placer sous la houlette de la bourgeoisie : tel est le fait essentiel de notre temps.

Quiconque veut servir le prolétariat doit grouper les ouvriers de toutes les nations et lutter sans défaillance contre le nationalisme bourgeois, qu'il s'agisse du « *sien propre* » ou des autres. Quiconque défend le mot d'ordre de la culture nationale a sa place parmi les petits bourgeois nationalistes, et non parmi les marxistes.

Prenons un exemple concret. Un marxiste grand-russe peut-il adopter le mot d'ordre de la culture nationale grand-russe ? Non. Il faudrait alors le ranger parmi les nationalistes, et non parmi les marxistes. Notre tâche est de combattre la culture nationale dominante grand-russe de la bourgeoisie et des Cent-Noirs, en développant exclusivement dans un esprit internationaliste et en alliance étroite avec les ouvriers des autres pays les germes qui existent aussi dans l'histoire de notre mouvement démocratique et ouvrier. Notre tâche n'est pas de prêcher ou de tolérer le mot d'ordre de la culture nationale, mais de lutter au nom de l'internationalisme contre nos propriétaires fonciers et nos bourgeois grands-russes, contre leur « culture », en «s'adaptant » aux particularités des Pourichkévitch et des Strouvé.

On doit en dire autant de la nation la plus opprimée et la plus traquée, la nation juive. La culture nationale juive, c'est le mot d'ordre des rabbins et des bourgeois, le mot d'ordre de nos ennemis. Mais il est d'autres éléments dans la culture juive et dans toute l'histoire juive. Sur les 10 millions et demi de Juifs existant dans le monde entier, un peu plus de la moitié habitent la Galicie et la Russie, pays arriérés, à demi sauvages, qui maintiennent les Juifs *par la contrainte* dans la situation d'une caste. L'autre moitié vit dans un monde civilisé, où il n'y a pas de particularisme de caste pour les Juifs et où se sont clairement manifestés les nobles traits universellement progressistes de la culture juive : son internationalisme, son adhésion aux mouvements progressifs de l'époque (la proportion des Juifs dans les mouvements démocratiques et prolétariens est partout supérieure à celle des Juifs dans la population en général).

Quiconque proclame directement ou indirectement le mot d'ordre de la « culture nationale » juive est (si excellentes que puissent être ses intentions) un ennemi du prolétariat, un partisan des éléments *anciens* et frappés d'un *caractère de caste* de la société juive, un complice des rabbins et des bourgeois. Au contraire, les Juifs marxistes qui se fondent dans des organisations marxistes internationales avec les ouvriers russes, lituaniens, ukrainiens, etc., en apportant leur obole (en russe et en juif) à la création de la culture internationale du mouvement ouvrier, ces Juifs-là, qui prennent le contre-pied du séparatisme du Bund[7], perpétuent les meilleures traditions juives en combattant le mot d'ordre da la « culture nationale ».

Le nationalisme bourgeois et l'internationalisme prolétarien sont deux mots d'ordre irréductiblement opposés qui correspondent aux deux grands camps de classe du monde capitaliste et qui traduisent *deux* politiques (plus encore : deux conceptions du monde) dans la question nationale. En défendant le mot d'ordre de la culture nationale, en faisant reposer sur lui tout un plan et le programme pratique de ce qu'on appelle l'« autonomie nationale culturelle », les bundistes propagent *en fait* le nationalisme bourgeois dans le milieu ouvrier.

3. L'EPOUVANTAIL NATIONALISTE DE L'« ASSIMILATIONNISME »

Le problème de l'assimilationnisme, c'est-à-dire de la perte des particularités nationales et du passage dans une autre nation, permet de se représenter nettement les conséquences des flottements nationalistes chez les bundistes et leurs partisans.

Reprenant fidèlement les arguments — ou plutôt les procédés — habituels des bundistes, M. Liebmann a traité de « *vieille fable assimilationniste* » la revendication de l'unité et de la fusion des ouvriers de toutes les nationalités d'un Etat donné au sein d'organisations ouvrières uniques (voir plus haut la fin de l'article de la *Sévernaïa Pravda*).

« Par conséquent, dit M. F. Liebmann à propos de la conclusion de l'article de la *Sévernaïa Pravda*, à la

question : A quelle nationalité appartenez-vous ? l'ouvrier doit répondre : Je suis social-démocrate. »

Notre bundiste croit cela extrêmement spirituel. En réalité, il ne fait que se démasquer définitivement par *ce genre* de traits d'esprit et d'attaques véhémentes contre l'« assimilationnisme », qu'il *oppose* à un mot d'ordre démocratique conséquent et *marxiste*.

Le capitalisme connaît au cours de son développement deux tendances historiques en ce qui concerne la question nationale. La première réside dans l'éveil de la vie nationale et des mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'Etats nationaux. La seconde réside dans le développement et la multiplication de relations de toutes sortes entre les nations, dans la destruction des barrières nationales et la création de l'unité internationale du capital, de la vie économique en général, de la politique, de la science, etc.

Ces deux tendances constituent la loi universelle du capitalisme. La première domine au début de son développement, la seconde caractérise le capitalisme déjà mûr et qui va vers sa transformation en une société socialiste. Le programme national des marxistes tient compte des deux tendances en défendant, en premier lieu, l'égalité des nations et des langues, l'opposition à tout *privilège* quel qu'il soit à cet égard (et en défendant aussi le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ce dont nous parlerons plus loin) ; en défendant, en second lieu, le principe de l'internationalisme et de la lutte intransigeante contre la contamination du prolétariat par le nationalisme bourgeois, fût-il le plus raffiné.

Une question se pose : de quoi veut parler notre bundiste, quand il vocifère à tous les échos contre l'« assimilationnisme»? Sûrement *pas* de violences exercées contre des nations, ni de *privilèges* accordés à l'une d'entre elles, car le mot « assimilationnisme » ne convient absolument pas en la matière ; car tous les marxistes, pris séparément ou dans leur ensemble comme un tout officiel, ont condamné d'une façon très nette et sans équivoque jusqu'à la moindre contrainte, oppression ou inégalité en droits dans le domaine national ; car, enfin, l'article de la *Sévernaïa Pravda* qui s'est attiré les foudres de notre bundiste a repris

catégoriquement cette idée admise par tous les marxistes.

Non. Il n'y a ici aucune possibilité de faux-fuyant. En condamnant l'« assimilationnisme », M. Liebmann n'entendait par ce terme *ni* la contrainte, *ni* l'inégalité, *ni* les privilèges. Reste-t-il quelque chose de réel dans l'idée d'assimilationnisme si l'on en retranche toute violence et toute inégalité ?

Oui, assurément. Il reste la tendance historique universelle du capitalisme à la destruction des barrières nationales, à l'effacement des distinctions nationales, à l'*assimilation* des nations, tendance qui s'affirme toujours plus puissante, et qui constitue l'un des plus importants facteurs de transformation du capitalisme en socialisme.

Celui-là n'est pas marxiste, ni même démocrate, qui ne reconnaît ni ne défend l'égalité des nations et des langues, qui ne lutte pas contre toute oppression ou inégalité nationale. Cela ne fait pas de doute. Mais il n'est pas douteux non plus que le pseudo-marxiste qui agonit d'injures le marxiste d'une autre nation en le taxant d'« assimilationnisme » n'est en réalité qu'un simple *petit bourgeois nationaliste*. C'est à cette catégorie peu honorable de gens qu'appartiennent tous les bundistes et (comme nous le verrons tout à l'heure) les national-sociaux ukrainiens tels que MM. Iourkévitch, Dontsov et Cie.

Pour montrer concrètement tout ce qu'il y a de réactionnaire dans les conceptions de ces petits bourgeois nationalistes, nous ferons appel à trois sortes d'arguments.

Les critiques les plus violentes contre l'« assimilationnisme » des marxistes orthodoxes russes viennent des nationalistes juifs de Russie en général, et des bundistes en particulier. Or, on a vu plus haut que sur dix millions et demi de Juifs dans le monde entier, *près de la moitié* vivent dans le monde *civilisé*, dans les conditions du *plus grand* « assimilationnisme », alors que les Juifs de Russie et de Galicie, malheureux, accablés, privés de droits, écrasés par les Pourichkévitch (russes et polonais), sont les seuls à vivre dans les conditions du *moindre* « assimilationnisme », du plus grand particularisme, qui va jusqu'à la « zone de résidence forcée » pour les Juifs, jusqu'au *numerus clausus* et autres beautés à la Pourichkévitch.

Dans le monde civilisé, les Juifs ne constituent pas une nation ; ils se sont assimilés plus que les autres, disent K. Kautsky et O. Bauer. Les Juifs de Galicie et de Russie ne constituent pas une nation ; malheureusement (*pas* par leur faute, mais par celle des Pourichkévitch) ils sont encore une *caste*. Tel est le jugement incontestable d'hommes qui connaissent incontestablement l'histoire juive et tiennent compte des faits cités plus haut.

Qu'est-ce que cela prouve ? Que seuls peuvent crier à l'« assimilationnisme » les petits bourgeois réactionnaires juifs qui veulent faire tourner à rebours la roue de l'histoire, non pas du régime de la Russie et de la Galicie vers le régime de Paris et de New York, mais inversement.

L'assimilationnisme n'a jamais été vilipendé par les meilleurs d'entre les Juifs qui, inscrivant leurs noms glorieux dans l'histoire, ont fourni au monde des guides avancés de la démocratie et du socialisme. Seuls les contemplateurs admiratifs du passé juif s'élèvent contre l'assimilationnisme.

Quant au rythme général du processus d'assimilation des nations dans le cadre actuel du capitalisme avancé, on peut s'en faire une idée approximative en se référant, par exemple, aux données sur l'émigration vers les Etats-Unis d'Amérique du Nord. L'Europe y a laissé partir en dix ans, de 1891 à 1900, 3,7 millions de personnes ; et en neuf ans, de 1901 à 1909, 7,2 millions de personnes. Le recensement de 1900 a dénombré aux Etats-Unis plus de 10 millions d'étrangers. L'Etat de New York, où ce même recensement a enregistré plus de 78 000 Autrichiens, 136 000 Anglais, 20 000 Français, 480 000 Allemands, 37. 000 Hongrois, 425 000 Irlandais, 182 000 Italiens, 70 000 Polonais, 166 000 personnes originaires de Russie (pour la plupart des Juifs), 43 000 Suédois, etc., ressemble à un moulin en train de broyer les distinctions nationales. Et ce qui se passe à New York dans de vastes proportions internationales se produit aussi dans *chaque* grande ville et *chaque* localité industrielle.

Quiconque n'a pas sombré dans les préjugés nationalistes ne peut pas ne pas voir dans ce processus d'assimilation des nations par le capitalisme un immense progrès historique, la destruction de la routine nationale des différents coins perdus, notamment dans les pays arriérés tels que la Russie.

Considérez la Russie et l'attitude des Grands-Russes envers les Ukrainiens. Certes, tout démocrate, pour ne rien dire des marxistes, luttera avec énergie contre les humiliations inouïes dont sont victimes les Ukrainiens et revendiquera à leur profit une entière égalité de droits. Mais ce serait une trahison directe envers le socialisme et une politique à la petite semaine, *même* du point de vue des « tâches nationales » bourgeoises des Ukrainiens, que de *relâcher* la liaison et l'alliance actuellement existantes, au sein du même Etat, entre le prolétariat ukrainien et le prolétariat grand-russe.

M. Lev Iourkévitch, qui se dit également « marxiste » (pauvre Marx !) fournit un modèle de cette politique à la petite semaine. En 1906, écrit-il, Sokolovski (Bassok) et Loukachévitch (Toutchapski) ont affirmé que le prolétariat ukrainien était entièrement russifié et qu'il n'avait pas besoin d'une organisation particulière. Sans chercher à produire un seul fait *quant au fond de la question*, M. Iourkévitch s'en prend à ces deux auteurs, en clamant hystériquement—tout à fait dans l'esprit d'un nationalisme de mauvais aloi, borné et réactionnaire — que c'est là de la « passivité nationale », du « reniement national », que ces gens ont « provoqué une scission(!!) parmi les marxistes ukrainiens », etc. Aujourd'hui, malgré « l'essor de la conscience nationale ukrainienne parmi les ouvriers », une *minorité* des ouvriers de chez nous est « nationalement consciente », assure M. Iourkévitch, tandis que la majorité « se trouve encore sous l'influence de la culture russe ». Et notre tâche, s'écrie le petit bourgeois nationaliste, « n'est pas de suivre les masses, mais de les mener derrière nous, de les éclairer sur leurs tâches nationales » (*Dzvin*, p. 89).

Tout ce raisonnement de M. Iourkévitch est de bout en bout celui d'un nationaliste bourgeois. Mais, même du point de vue des nationalistes bourgeois, dont certains veulent la complète égalité et l'autonomie de l'Ukraine et les autres un Etat ukrainien indépendant, ce raisonnement ne résiste pas à la critique. A l'aspiration des Ukrainiens à la liberté s'opposent la classe des propriétaires fonciers grands-russes et polonais, et aussi la bourgeoisie de ces mêmes deux nations. Quelle est la force sociale capable de briser la résistance de ces classes ? Le début du XX[e] siècle a fourni une

réponse concrète : cette force ne peut être que la classe ouvrière qui entraîne avec elle la paysannerie démocratique. En s'efforçant de diviser et, par là même, d'affaiblir la force véritablement démocratique dont la victoire rendrait impossible l'oppression nationale, M. Iourkévitch trahit les intérêts non seulement de la démocratie en général, mais encore ceux de sa patrie, l'Ukraine. Si les prolétaires grands-russes et ukrainiens agissent dans l'unité, l'Ukraine libre est *possible* ; sans cette unité, il ne saurait en être question.

Mais les marxistes ne se bornent pas au point de vue national bourgeois. Depuis plusieurs dizaines d'années, le Sud, c'est-à-dire l'Ukraine, connaît un développement économique plus rapide qui attire de la Grande-Russie des dizaines et des centaines de milliers de paysans et d'ouvriers sur les domaines capitalistes, dans les mines, dans les villes. L'« assimilation » — dans ces limites — du prolétariat grand-russe et ukrainien est un fait indubitable. Et *ce* fait est *indiscutablement* progressif. Le capitalisme remplace le paysan grand-russe ou ukrainien, borné, routinier, sédentaire et scandaleusement inculte, par le prolétaire actif, dont les conditions de vie brisent l'étroitesse spécifiquement nationale, qu'elle soit grand-russe ou ukrainienne. Admettons qu'une frontière d'Etat passe un jour entre la Grande-Russie et l'Ukraine : même dans ce cas, le caractère historiquement progressif de l'« assimilation » des ouvriers grands-russes et ukrainiens ne fera aucun doute, de même que le brassage des nations en Amérique. Plus l'Ukraine et la Grande-Russie seront libres, *plus large et plus rapide* sera le développement du capitalisme qui, dès lors, attirera encore davantage les ouvriers de *toutes* les nations de toutes les régions de l'Etat et de tous les Etats voisins (si la Russie se trouvait être un Etat voisin par rapport à l'Ukraine), vers les villes, les mines, les usines.

M. Lev Iourkévitch se comporte comme un véritable bourgeois et, qui plus est, comme un bourgeois myope, étroit, borné, c'est-à-dire comme un petit bourgeois, lorsqu'il sacrifie l'union, la fusion, l'assimilation du *prolétariat* des deux nations au succès momentané des tâches nationales ukrainiennes. Les tâches nationales d'abord, les tâches

prolétariennes ensuite, disent les nationalistes bourgeois et, à leur suite, les Iourkévitch, les Dontsov et autres pseudo-marxistes. Les tâches prolétariennes avant tout, disons-nous, car elles répondent non seulement aux intérêts durables et vitaux du travail et de l'humanité, mais également à ceux de la démocratie ; or, sans la démocratie, aucune Ukraine autonome ni indépendante n'est possible.

Enfin, il est encore un autre point à relever dans le raisonnement, infiniment riche en perles nationalistes, de M. Iourkévitch. C'est une minorité des ouvriers ukrainiens qui est nationalement consciente, dit-il ; « la majorité se trouve encore sous l'influence de la culture russe ».

Lorsqu'il est question du prolétariat, opposer la culture ukrainienne dans son ensemble à la culture grand-russe également dans son ensemble, c'est trahir de la façon la plus éhontée les intérêts du prolétariat au profit du nationalisme bourgeois.

Chaque nation contemporaine comprend deux nations, dirons-nous à tous les national-sociaux. Chaque culture nationale comprend deux cultures nationales. Il y a une culture grand-russe des Pourichkévitch, des Goutchkov et des Strouvé, mais il y a également une culture grand-russe caractérisée par les noms de Tchernychevski et de Plékhanov. *De même*, il y a *deux* cultures ukrainiennes, comme il y en a deux également en Allemagne, en France, en Angleterre, chez les Juifs, etc. Si la majorité des ouvriers ukrainiens se trouvent sous l'influence de la culture grand-russe, nous savons pertinemment que, parallèlement aux idées de la culture grand-russe cléricale et bourgeoise, les idées de la démocratie et de la social-démocratie grand-russes exercent aussi leur influence. En combattant la « culture » du premier genre, un *marxiste* ukrainien fera toujours une distinction entre elle et la seconde, et dira aux ouvriers ukrainiens : « Il faut absolument saisir, utiliser, affermir de toutes nos forces toute possibilité d'union avec l'ouvrier conscient grand-russe, avec sa littérature, avec le cercle de ses idées. C'est ce qu'exigent les intérêts vitaux du mouvement ouvrier *et* ukrainien *et* grand-russe. »

Si un marxiste ukrainien se laisse entraîner par une haine *parfaitement légitime et naturelle* contre les oppresseurs

grands-russes *au point* de reporter ne serait-ce qu'une parcelle de cette haine, ou même un sentiment d'hostilité, sur la culture prolétarienne et l'œuvre prolétarienne des ouvriers grands-russes, il glissera par là même dans le bourbier du nationalisme bourgeois. De même, un marxiste grand-russe glissera dans le bourbier du nationalisme, non seulement bourgeois, mais aussi ultra-réactionnaire, s'il oublie un seul instant la revendication de la complète égalité en droits pour les Ukrainiens ou leur *droit* de constituer un Etat indépendant.

Les ouvriers grands-russes et ukrainiens doivent défendre ensemble — et, pendant qu'ils vivent dans le cadre d'un seul Etat, dans l'unité et la fusion organique la plus étroite — la culture commune ou internationale du mouvement prolétarien, en manifestant la plus parfaite tolérance pour ce qui est de la langue dans laquelle se fait la propagande et des *questions de détail* purement locales ou purement nationales relatives à cette propagande. C'est là une exigence absolue du marxisme. Toute tentative d'établir une séparation entre les ouvriers d'une nation et ceux d'une autre, toute attaque contre l'« assimilationnisme » marxiste, toute opposition — dans les problèmes concernant le prolétariat — d'une culture nationale considérée comme un tout à une autre culture nationale prétendument une et indivisible, etc., s'inspire du nationalisme *bourgeois*, contre lequel il faut absolument lutter sans merci.

4. « L'AUTONOMIE NATIONALE CULTURELLE »

Le mot d'ordre de la « culture nationale » est pour les marxistes d'une importance capitale, non seulement parce qu'il définit le contenu idéologique de toute notre propagande et de notre agitation dans la question nationale, en soulignant ce qui les différencie de la propagande bourgeoise, mais aussi parce que tout un programme de la fameuse autonomie nationale culturelle est basé sur ce mot d'ordre.

Le défaut essentiel de ce programme, son défaut de principe, c'est qu'il s'efforce de mettre en pratique le nationalisme le plus raffiné et le plus absolu, poussé jusqu'à son terme : chaque citoyen se fait inscrire dans une nation

ou une autre, et chaque nation forme un tout juridique, ayant tout pouvoir d'imposer des charges fiscales à ses membres, possédant un Parlement national (diète) et des « secrétaires d'Etat » nationaux (ministres).

Cette idée, appliquée à la question nationale, ressemble à l'idée de Proudhon appliquée au capitalisme. Ne pas supprimer le capitalisme et la production marchande qui en est la base, mais *débarrasser* cette base des abus, des excroissances, etc.; ne pas supprimer l'échange et la valeur d'échange, mais, au contraire, la « constituer », la rendre générale, absolue, « *juste* », privée d'hésitations, de crises, d'abus. Telle est l'idée de Proudhon.

Autant Proudhon est petit-bourgeois, autant sa théorie érige en absolu, en chef-d'œuvre de la création, l'échange et la production marchande, et autant sont petit-bourgeois la théorie et le programme de l'« autonomie nationale culturelle » qui érige le nationalisme bourgeois en absolu, en chef-d'œuvre de la création, en le débarrassant de la violence, des injustices, etc.

Le marxisme est inconciliable avec le nationalisme, fût-il le plus « juste », le plus « pur », le plus fin et le plus civilisé. A la place de tout nationalisme, le marxisme met l'internationalisme, la fusion de toutes les nations dans une unité suprême qui se développe sous nos yeux avec chaque nouvelle verste de chemin de fer, chaque nouveau trust international, chaque association ouvrière (internationale par son activité économique et aussi par ses idées, par ses aspirations).

Le principe de la nationalité est historiquement inéluctable dans la société bourgeoise, et, compte tenu de cette société, le marxiste reconnaît pleinement la légitimité historique des mouvements nationaux. Mais, pour que cette reconnaissance ne tourne pas à l'apologie du nationalisme, elle doit se borner très strictement à ce qu'il y a de progressif dans ces mouvements, afin que cette reconnaissance ne conduise pas à obscurcir la conscience prolétarienne par l'idéologie bourgeoise.

Le réveil des masses sortant de la torpeur féodale est progressif, de même que leur lutte contre toute oppression nationale, pour la souveraineté du peuple, pour la souveraineté de la nation. De là, le devoir *absolu* pour le marxiste

de défendre le démocratisme le plus résolu et le plus conséquent, dans tous les aspects du problème national. C'est là une tâche surtout négative. Le prolétariat ne peut aller au-delà quant au soutien du nationalisme, car plus loin commence l'activité « positive » de la *bourgeoisie* qui vise à *renforcer* le nationalisme.

Secouer tout joug féodal, toute oppression des nations, tous les privilèges pour une des nations ou pour une des langues, c'est le devoir absolu du prolétariat en tant que force démocratique, l'intérêt absolu de la lutte de classe prolétarienne, laquelle est obscurcie et retardée par les querelles nationales. Mais aider le nationalisme bourgeois *au-delà* de ce cadre strictement limité et situé dans un contexte historique nettement déterminé, c'est trahir le prolétariat et se ranger aux côtés de la bourgeoisie. Il y a là une ligne de démarcation souvent très mince et que les national-sociaux bundistes et ukrainiens oublient tout à fait.

La lutte contre tout joug national ? Oui, certainement. La lutte *pour* tout développement national, *pour* la « culture nationale » en général ? Non, certainement. Le développement économique de la société capitaliste nous montre dans le monde entier des exemples de mouvements nationaux incomplètement développés, des exemples de constitution de grandes nations par la fusion ou au détriment de certaines petites, des exemples d'assimilation des nations. Le principe du nationalisme bourgeois, c'est le développement de la nationalité en général, d'où le caractère exclusif du nationalisme bourgeois, les querelles nationales sans issue. Quant au prolétariat, loin de vouloir défendre le développement national de toute nation, il met au contraire les masses en garde contre de telles illusions, préconise la liberté la plus complète des échanges capitalistes et salue toute assimilation des nations, excepté l'assimilation par la contrainte ou celle qui s'appuie sur des privilèges.

Consacrer le nationalisme en le contenant dans de « justes limites », « constituer » le nationalisme, dresser des barrières solides et durables entre toutes les nations au moyen d'un organisme d'Etat particulier : telle est la base idéologique et le contenu de l'autonomie nationale culturelle. Cette idée est bourgeoise de bout en bout et fausse de bout

en bout. Le prolétariat ne peut donner son soutien à aucune consécration du nationalisme ; au contraire, il soutient tout ce qui aide à effacer les distinctions nationales et à faire tomber les barrières nationales, tout ce qui rend la liaison entre nationalités de plus en plus étroite, tout ce qui mène à la fusion des nations. Agir autrement, c'est se ranger aux côtés de la petite bourgeoisie nationaliste réactionnaire.

Lorsque le projet d'autonomie nationale culturelle vint en discussion au congrès de Brünn (en 1899) des social-démocrates autrichiens, on ne prêta aucune attention ou presque à l'examen théorique de ce projet. Il est cependant significatif que ce programme ait soulevé les deux objections suivantes : 1° il entraînerait un renforcement du cléricalisme; 2° « il aurait pour résultat de perpétuer le chauvinisme, de l'introduire dans chaque petite communauté, dans chaque petit groupe » (p. 92 des procès-verbaux officiels du congrès de Brünn en langue allemande. Il existe une traduction russe éditée par le parti nationaliste juif « S.E.R.P. »[8]

Il est hors de doute que la « culture nationale » dans l'acception ordinaire du mot, c'est-à-dire l'école, etc., se trouve actuellement sous l'influence dominante des cléricaux et des chauvins bourgeois dans tous les pays du monde. Lorsque les bundistes, défendant l'autonomie « nationale culturelle », disent que la constitution des nations aura pour effet *d'épurer* la lutte des classes se déroulant dans leur sein de toutes considérations étrangères, ils énoncent un sophisme évident et ridicule. Dans toute société capitaliste, la lutte des classes — véritablement sérieuse — se déroule avant tout dans le domaine économique et politique. Faire un sort *à part* au domaine scolaire, c'est en premier lieu une utopie absurde, car il est impossible de détacher l'école (comme aussi la « culture nationale » en général) de l'économie et de la politique ; en second lieu, c'est précisément la vie économique et politique du pays capitaliste qui *oblige*, à chaque instant, à abattre les cloisons et les préjugés d'ordre national, absurdes et surannés ; en mettant à part l'école, etc., on ne ferait que conserver, aggraver et renforcer le cléricalisme « pur » et le « pur » chauvinisme bourgeois.

Dans les sociétés par actions, des capitalistes de différentes nations siègent de concert, en parfaite communion.

A la fabrique, des ouvriers de différentes nations travaillent ensemble. Dans toute question politique vraiment sérieuse et profonde, le groupement se fait par classes, et non par nations. « Eliminer du ressort de l'Etat » l'école et les autres domaines similaires et les remettre aux nations, c'est précisément tenter de *séparer* de l'économie, qui fusionne entre elles les nations, le domaine pour ainsi dire le plus idéologique de la vie sociale et qui se prête le plus facilement à la culture nationale « pure » ou à l'épanouissement sur la base nationale du cléricalisme et du chauvinisme.

Dans son application pratique, le plan d'autonomie « extraterritoriale » (non liée au territoire sur lequel vit telle ou telle nation) ou « nationale culturelle » ne signifierait qu'une chose : *la division de l'école par nationalités*, c'est-à-dire l'introduction de curies nationales dans le domaine scolaire. Il suffit de se représenter clairement ce qu'est *réellement* le fameux plan bundiste pour en comprendre tout le caractère réactionnaire, même du point de vue de la démocratie, sans même parler du point de vue de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme.

Un exemple et un projet de « nationalisation » de l'école montreront clairement de quoi il s'agit. Dans toute la vie des Etats-Unis d'Amérique du Nord subsiste encore la division du pays en Etats du Nord et du Sud; dans les premiers prédominent les traditions de liberté et de lutte contre les propriétaires d'esclaves; dans les seconds prédominent les traditions esclavagistes, avec les vestiges de la persécution des Nègres sur qui pèsent l'oppression économique, le retard culturel (44% d'illettrés parmi les Nègres et 6% parmi les blancs), etc. Eh bien, dans les Etats du Nord, Nègres et blancs vont à la même école. Dans le Sud, il existe des écoles particulières — « nationales » ou raciales, comme vous voudrez — pour les Nègres. C'est là, ce me semble, le seul exemple pratique de « nationalisation » de l'école.

Dans l'Est européen, il existe un pays où sont encore possibles des affaires Beylis [9], où les Juifs sont voués par les Pourichkévitch à un sort pire que celui des Nègres. Dans ce pays, un ministère a établi dernièrement un projet de *nationalisation de l'école juive*. Heureusement, cette utopie réactionnaire n'a guère de chances de se réaliser, de même que celle des petits bourgeois autrichiens qui, désespérant

de voir se réaliser la démocratie conséquente et cesser les dissensions nationales, ont inventé de mettre les nations *sous globe* dans le domaine scolaire, afin qu'elles ne puissent s'entre-déchirer *au sujet du partage* des écoles..., mais qu'elles se « constituent » en vue de dissensions *éternelles* entre « cultures nationales ».

En Autriche, l'autonomie nationale culturelle est restée essentiellement une invention de littérateur, que les social-démocrates autrichiens eux-mêmes n'ont pas prise au sérieux. En revanche, en Russie, elle a été inscrite au programme de tous les partis bourgeois juifs et de quelques éléments petits-bourgeois et opportunistes de différentes nations, comme les bundistes, les liquidateurs caucasiens, la conférence des partis nationaux de Russie appartenant à la tendance populiste de gauche. (Cette conférence — notons-le entre parenthèses — eut lieu en 1907, et la décision fut votée à la majorité, tandis que les socialistes-révolutionnaires russes et les social-patriotes polonais du P.S.P. [10] *s'abstenaient*. Cette abstention trahit une attitude singulièrement caractéristique des socialistes-révolutionnaires et des P.S.P. à l'égard d'une question de principe aussi importante concernant le programme national !)

En Autriche, c'est précisément Otto Bauer, le principal théoricien de l'« autonomie nationale culturelle », qui a consacré tout un chapitre de son livre à démontrer l'impossibilité de proposer un tel programme pour les Juifs. En Russie, précisément parmi les Juifs, tous les partis bourgeois et leur sous-fifre le Bund ont adopté ce programme *. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que l'histoire a dénoncé par l'exemple concret de la politique d'un autre

* Que les bundistes nient souvent avec une ardeur invraisemblable le fait de l'adoption de l'« autonomie nationale culturelle » par *tous* les partis bourgeois juifs, cela se conçoit. Ce fait révèle avec trop d'évidence le vrai rôle du Bund. Lorsqu'un des bundistes, M. Manine, a essayé dans le *Loutch*[11] de le nier une fois de plus, N. Skop l'a parfaitement démasqué (voir *Prosvéchtchénié* n° 3). Mais lorsque M. Lev Iourkévitch dans le *Dzvin* (1913, n° 7-8, p. 92), cite la phrase de N. Sk. tirée du *Prosvéchtchénié* n° 3, p. 78 : « Les bundistes, de concert avec tous les partis et groupes juifs bourgeois, préconisent depuis longtemps l'autonomie nationale culturelle » et qu'il *déforme* cette citation en en *retranchant* le mot « bundistes » et en *remplaçant* les mots « l'autonomie nationale culturelle » par les mots : « les

Etat l'absurdité de l'invention de Bauer, exactement comme les bernsteiniens russes (Strouvé, Tougan-Baranovski, Berdiaïev et Cie) ont dénoncé, par leur rapide évolution du marxisme au libéralisme, le véritable contenu idéologique de la bernsteiniade allemande.

Ni les social-démocrates autrichiens, ni les social-démocrates russes n'ont inclus l'autonomie « nationale culturelle » dans leur programme. Mais les partis bourgeois juifs du pays le plus arriéré et plusieurs groupes petits-bourgeois prétendument socialistes *l'ont adoptée* pour porter sous une forme raffinée les idées du nationalisme bourgeois dans le milieu ouvrier. Ce fait parle de lui-même.

Puisque nous en sommes venus à parler du programme autrichien sur la question nationale, force nous est de rétablir la vérité, si souvent altérée par les bundistes. Au congrès de Brünn *a été* présenté un programme *pur* d'« autonomie nationale culturelle ». C'est le programme du parti social-démocrate des Slaves méridionaux, dont le paragraphe 2 est ainsi rédigé : « Tout peuple habitant l'Autriche, sans égard au territoire occupé par ses membres, constitue un groupe autonome qui règle d'une façon pleinement indépendante toutes ses affaires nationales (ressortissant à la langue et à la culture).» Ce programme a été défendu non seulement par Kristan, mais aussi par l'influent Ellenbogen. Pourtant, il fut retiré, car il n'y eut pas une seule voix en sa faveur. On adopta un programme *territorialiste*, c'est-à-dire ne créant *aucun* groupe national « sans égard au territoire occupé par les membres de la nation ».

Le paragraphe 3 du programme adopté porte : « Les *régions* à administration autonome d'une seule et même nation forment ensemble une union nationale unique qui règle ses affaires nationales en toute indépendance» (cf. *Prosvéchtchénié*, 1913, n° 4, p. 28)[12]. Il est clair que ce programme de compromis

---

droits nationaux », on ne peut que hausser les épaules !! M. Lev Iourkévitch n'est pas seulement un nationaliste et un homme affligé d'une ignorance stupéfiante en matière d'histoire de la social-démocratie et de son programme, il va jusqu'à *truquer purement et simplement les citations* au profit du Bund. Il faut croire que la situation du Bund et des Iourkévitch n'est pas des plus brillantes !

est également erroné. Expliquons-nous par un exemple. La communauté des colons allemands de la province de Saratov, plus le faubourg allemand des ouvriers de Riga ou de Lodz, plus la bourgade allemande aux environs de Pétersbourg, etc., formeront un « ensemble national unique » des Allemands de Russie. Il est évident que les social-démocrates ne peuvent pas *exiger* une chose pareille et *consacrer* une telle union, encore qu'ils ne nient aucunement, bien entendu, la *liberté* de toute association, y compris l'association de toutes les communautés qu'on voudra de n'importe quelle nationalité dans un Etat donné. Quant à rassembler spécialement, en vertu d'une loi d'Etat, les Allemands, par exemple, des différentes localités et classes de Russie en un ensemble national allemand unique, seuls peuvent s'atteler à cette tâche les popes, les bourgeois, les petits bourgeois, n'importe qui, mais pas les social-démocrates.

5. L'EGALITE DES NATIONS ET LES DROITS DE LA MINORITE NATIONALE

Le procédé le plus répandu des opportunistes de Russie, dans la discussion du problème national, consiste à invoquer l'exemple de l'Autriche. Dans mon article de la *Sévernaïa Pravda* * (*Prosvêchtchénié* n° 10, pp. 96-98), contre lequel les opportunistes sont partis en guerre (M. Semkovski dans la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*[13], M. Liebmann dans *Zeit*) j'affirme que la seule solution du problème national, pour autant que celui-ci puisse être résolu dans le monde capitaliste, est le démocratisme conséquent. Pour prouver cette affirmation, je me réfère notamment à la Suisse.

Cette référence ne plaît pas aux deux opportunistes que j'ai nommés plus haut ; ils cherchent à la réfuter ou à en minimiser la portée. Kautsky, voyez-vous, a dit que la Suisse était un cas d'espèce : qu'il existe prétendument en Suisse une décentralisation tout à fait particulière, une histoire particulière, des conditions géographiques particulières, une répartition extrêmement originale de la population allogène, etc., etc.

* Voir le présent tome, pp. 12-15. (*N.R.*)

Ce ne sont là que des tentatives de *se dérober* sur le fond de la discussion. Certes, la Suisse est un cas d'espèce en ce sens qu'elle n'est pas un Etat national homogène. Mais le même cas d'espèce (ou le même état arriéré, ajoute Kautsky) se retrouve en Autriche et en Russie. Certes, en Suisse, seules des conditions particulières, originales, de son histoire et de ses mœurs ont pu assurer *plus* de démocratisme que dans la plupart des pays européens limitrophes.

Mais toutes ces considérations n'ont rien à voir ici, puisqu'il est question d'emprunts à faire à un *modèle*. Dans les conditions actuelles, les pays où telle ou telle institution a été réalisée selon les principes d'un démocratisme *conséquent* sont tous des cas d'espèce. Est-ce que cela nous empêche, dans notre programme, de préconiser l'application d'un démocratisme conséquent dans toutes les institutions ?

Ce qui fait la particularité de la Suisse, c'est son histoire, ses conditions géographiques et autres. Ce qui fait la particularité de la Russie, c'est, à l'époque des révolutions bourgeoises, un prolétariat d'une force sans précédent et un retard général effrayant du pays, qui suscite objectivement la nécessité d'un progrès exceptionnellement rapide et résolu, sous peine d'entraîner toutes sortes d'inconvénients et de défaites.

Nous élaborons un programme national en partant du point de vue du prolétariat. Depuis quand doit-on prendre pour modèles les pires exemples, au lieu des meilleurs ?

En tout cas, ne demeure-t-il pas incontestable et indiscutable qu'en régime capitaliste, la paix nationale a été réalisée (pour autant qu'elle puisse l'être) *exclusivement* dans les pays où le démocratisme est appliqué d'une façon conséquente ?

Du moment que la chose est indiscutable, les opportunistes qui se réfèrent obstinément à l'Autriche, au lieu de la Suisse, agissent exactement à l'instar des cadets, qui copient toujours les pires Constitutions européennes, au lieu de s'inspirer des meilleures.

Il existe en Suisse *trois* langues d'Etat, mais les projets de loi, lors des referendums, sont imprimés en *cinq* langues, c'est-à-dire dans les trois langues d'Etat plus deux dialectes « romans ». Ces deux dialectes, d'après le recensement de 1900, sont parlés en Suisse par 38 651 habitants sur 3 315 443,

soit un peu plus d'*un pour cent*. Les officiers et sous-officiers de l'armée « ont toute latitude de s'adresser aux soldats dans leur langue maternelle ». Dans les cantons des Grisons et du Valais (chacun compte un peu plus de 100 000 habitants), les deux dialectes jouissent d'une égalité totale *.

La question se pose : devons-nous propager et préconiser cette *expérience* vivante d'un pays avancé ou emprunter aux Autrichiens des *inventions* jamais encore essayées nulle part dans le monde (et que les Autrichiens eux-mêmes n'ont pas encore adoptées), dans le genre de l'« autonomie extraterritoriale » ?

Préconiser cette invention, c'est prêcher la division de l'école suivant les nationalités, c'est-à-dire se livrer à une propagande franchement nuisible. Or, l'expérience de la Suisse montre qu'il est *pratiquement* possible — et que cela *a été réalisé* — d'assurer la paix nationale la plus grande (relativement) sous le régime d'un démocratisme conséquent (toujours relativement) dans l'ensemble de l'Etat.

« En Suisse, disent les gens qui ont étudié la question, *le problème national n'existe pas* dans l'acception est-européenne. Le terme même (de problème national) est inconnu ici...» « La Suisse a dépassé la lutte des nationalités à une époque déjà lointaine, en 1797-1803 **.»

Cela veut dire que l'époque de la grande Révolution française, qui a résolu de la façon la plus démocratique les questions du moment concernant le passage du féodalisme au capitalisme, *a su « résoudre »* en passant la question nationale.

Que les Semkovski, les Liebmann et autres opportunistes essaient maintenant d'affirmer que cette solution « exclusivement suisse » est *inapplicable* à n'importe quel district ou même à une partie d'un district de Russie où, déjà sur 200 000 habitants, il existe *deux dialectes* parlés par 40 000 citoyens désireux de jouir dans leur pays d'une *complète égalité en droits* en ce qui concerne la langue !

La propagande d'une égalité complète des nations et des langues ne groupe, dans chaque nation, que les éléments favorables à une application conséquente des principes

* Voir René Henry, *La Suisse et la question des langues*, Berne 1907.

** Voir Ed. Blocher, *Die Nationalitäten in der Schweiz*, Berlin 1910.

démocratiques (c'est-à-dire uniquement les prolétaires), en les *unissant* non par nationalité, mais par leur aspiration à des améliorations profondes et sérieuses de la structure générale de l'Etat. Au contraire, la propagande de l'« autonomie nationale culturelle », malgré les pieux souhaits de certains groupes et personnes, *divise les nations* et rapproche en fait les ouvriers d'une nation avec *leur* bourgeoisie (adoption de ladite « autonomie nationale culturelle » par tous les partis bourgeois juifs).

Le principe de la complète égalité en droits est indissolublement lié à la garantie des droits des minorités nationales. Dans mon article de la *Sévernaïa Pravda*, ce principe a été exprimé presque de la même manière que dans la décision postérieure, officielle et plus exacte, de la conférence des marxistes. Cette décision exige « l'inclusion dans la Constitution d'une loi fondamentale déclarant nul et non avenu tout privilège accordé à l'une des nations et toute violation des droits d'une minorité nationale ».

Essayant de tourner cette formule en dérision, M. Liebmann demande : « Et comment saura-t-on en quoi consistent les droits d'une minorité nationale ?» Le droit d'avoir « son programme » dans les écoles nationales ferait-il partie du nombre ? Quelle doit être l'importance d'une minorité nationale pour qu'elle puisse bénéficier du droit d'avoir ses juges, ses fonctionnaires, ses écoles dans sa langue maternelle ? M. Liebmann désire tirer de ces questions la nécessité d'un programme national « *positif* ».

En réalité, ces questions montrent nettement quelle marchandise réactionnaire veut faire passer notre bundiste à la faveur d'une discussion ne portant en apparence que sur de menus détails et particularités.

« Son programme » dans son école nationale !... Chez les marxistes, cher national-social, il existe un programme scolaire *commun*, qui exige, par exemple, une école absolument laïque. Du point de vue des marxistes, on ne saurait jamais et nulle part, dans un Etat démocratique, *s'écarter* de ce programme commun (et c'est à la population du lieu qu'il appartient d'y introduire des matières « locales », langues, etc.). Quant au principe visant à « éliminer du ressort de l'Etat » le domaine scolaire et à le livrer aux nations, il en découle que nous, les ouvriers, dans notre Etat démocrati-

que, devons laisser la possibilité aux « nations » de dépenser les deniers du peuple pour l'école cléricale ! Sans même s'en apercevoir, M. Liebmann a nettement expliqué ce qu'il y a de réactionnaire dans l'« autonomie nationale culturelle » !

« Quelle doit être l'importance d'une minorité nationale ?» Même le programme autrichien si cher aux bundistes est muet sur ce point. Il déclare (d'une façon encore plus brève et encore moins claire que chez nous) : « Les droits des minorités nationales sont garantis par une loi spéciale rendue par le Parlement d'Empire » (§ 4 du programme de Brünn).

Pourquoi donc personne n'a-t-il jamais pris à partie les social-démocrates autrichiens en leur demandant des précisions sur cette loi ? En s'enquérant des droits exacts dont il s'agit et de la minorité à laquelle il est question de les garantir ?

Parce que tous les gens sensés comprennent qu'il est inopportun et impossible de définir dans le programme des questions de détail. Le programme n'établit que les principes fondamentaux. Dans le cas présent, le principe fondamental est sous-entendu chez les Autrichiens et nettement exprimé dans la décision de la dernière conférence des marxistes de Russie. Il consiste à ne tolérer aucun privilège national ni aucune inégalité nationale.

Prenons un exemple concret pour éclairer le bundiste sur cette question. Dans la ville de St-Pétersbourg, le recensement scolaire du 18 janvier 1911 a indiqué que les écoles primaires du ministère de l'« instruction » publique comptaient 48 076 écoliers, dont 396 Juifs, soit moins d'un pour cent. Il y avait aussi deux Roumains, un Géorgien, trois Arméniens, etc. [14] Est-il possible de dresser un programme national « positif » embrassant cette diversité de rapports et de conditions ? (Bien entendu, Pétersbourg n'est pas la ville nationale la plus « bigarrée » de Russie, loin de là.) Il semble que même des spécialistes en « subtilités » nationales, comme les bundistes, renonceront à dresser un tel programme.

Or, s'il y avait dans la Constitution de l'Etat une loi fondamentale proclamant non valable toute mesure violant le droit des minorités, chaque citoyen pourrait exiger la levée d'une disposition interdisant, par exemple, d'engager

aux frais de l'Etat des professeurs spéciaux de langue juive, d'histoire juive, etc., ou de réserver un local officiel à des cours destinés aux enfants juifs, arméniens et roumains, et même à un seul enfant géorgien. En tout cas, il n'est pas du tout impossible de satisfaire à tous les désirs raisonnables et équitables des minorités nationales sur la base de l'égalité en droits, et personne ne dira que préconiser cette égalité soit nuisible. Au contraire, préconiser la division de l'école par nations en réclamant, par exemple, une école juive réservée aux enfants juifs de Pétersbourg, serait certainement nuisible ; quant à la création d'écoles nationales pour *toutes* les minorités nationales, à l'usage de 1, 2 ou 3 enfants, elle est tout simplement impossible.

Ensuite, aucune loi générale de l'Etat ne peut préciser l'importance numérique nécessaire à une minorité nationale pour avoir droit à une école particulière ou à des maîtres particuliers sur des matières d'enseignement complémentaires, etc.

Par contre, la loi générale de l'Etat sur l'égalité en droits peut parfaitement être détaillée et développée par des ordonnances spéciales, des arrêtés de diètes régionales, de villes, de zemstvos, de communautés, etc.

6. CENTRALISATION ET AUTONOMIE

M. Liebmann écrit dans sa réponse :

« Considérez chez nous la Lituanie, les régions baltes, la Pologne, la Volhynie, le Sud de la Russie, etc., et vous trouverez partout une population *mêlée* ; il n'existe pas une seule ville qui ne possède une nombreuse minorité nationale. Si poussée que soit la décentralisation, on trouvera partout, dans diverses localités (principalement dans les communautés urbaines) des nationalités différentes vivant ensemble ; or, le démocratisme précisément soumet la minorité nationale au pouvoir de la majorité nationale. Mais, comme on le sait, V. I. se montre hostile à cette organisation fédérative de l'Etat et à cette décentralisation à l'extrême qui existent dans la Confédération Helvétique. On se demande pourquoi il a cité l'exemple de la Suisse. »

J'ai déjà expliqué plus haut pourquoi j'ai cité l'exemple de la Suisse. De même, j'ai expliqué que le problème de la protection des droits d'une minorité nationale *ne* peut être résolu *que* par la promulgation d'une loi générale de l'Etat,

dans un Etat démocratique conséquent qui ne s'écarte pas du principe de l'égalité en droits. Mais, dans le passage cité, M. Liebmann répète une des objections (ou des remarques sceptiques) les plus courantes (et les plus fausses) que l'on oppose généralement au programme national marxiste et qui, par conséquent, méritent d'être examinées ici.

Les marxistes sont, bien entendu, hostiles à la fédération et à la décentralisation pour cette simple raison que le développement du capitalisme exige que les Etats soient les plus grands et les plus centralisés possibles. *Toutes conditions etant égales*, le prolétariat conscient sera toujours partisan d'un Etat plus grand. Il luttera toujours contre le particularisme médiéval et verra toujours d'un œil favorable se renforcer la cohésion économique de vastes territoires sur lesquels pourra se développer largement la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie.

Le large et rapide développement des forces productives par le capitalisme *exige* de grands territoires rassemblés et unis au sein d'un même Etat ; c'est seulement sur de tels territoires que la classe bourgeoise peut se grouper en anéantissant tous les vieux cloisonnements médiévaux, de caste, de particularismes locaux ou confessionnels, de petites nationalités et autres, en même temps que se regroupe parallèlement et inéluctablement à l'autre pôle la classe des prolétaires.

Nous traiterons à part du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire à se séparer et à constituer un Etat national distinct *. Mais aussi longtemps et pour autant que diverses nations constituent un seul Etat, les marxistes ne préconiseront en aucun cas ni le principe fédératif, ni la décentralisation. Un grand Etat centralisé constitue un énorme progrès historique conduisant du morcellement moyenâgeux à la future unité socialiste du monde entier, et il n'y a pas, il ne peut y avoir d'autre voie vers le socialisme que celle *passant par* un tel Etat (*indissolublement* lié au capitalisme).

Mais il serait impardonnable d'oublier qu'en défendant le centralisme, nous défendons exclusivement le centralisme *démocratique*. A cet égard, l'esprit petit-bourgeois en général

* Voir le présent tome, pp. 415-481. (*N.R.*)

et l'esprit petit-bourgeois nationaliste (feu Dragomanov[15] y compris) en particulier ont tellement embrouillé ce problème qu'il nous faut une fois de plus consacrer un certain temps à démêler l'écheveau.

Loin d'exclure l'autonomie administrative locale avec *l'autonomie* des régions présentant des particularités quant à leur économie, leur genre de vie, leur composition nationale, etc., le centralisme démocratique exige, au contraire, *l'un et l'autre*. On confond constamment chez nous le centralisme avec l'arbitraire et le bureaucratisme. L'histoire de la Russie devait, naturellement, engendrer cette confusion, mais elle n'en est pas moins inadmissible pour un marxiste.

Le plus simple est de prendre un exemple concret.

Dans son grand article : « La question nationale et l'autonomie » *, parmi beaucoup d'autres erreurs amusantes (dont je parlerai plus loin), Rosa Luxembourg en commet une particulièrement plaisante en essayant de *borner* la revendication de l'autonomie à la seule Pologne.

Mais voyez d'abord *comment* elle définit l'autonomie.

Rosa Luxembourg reconnaît — étant marxiste, elle a naturellement le devoir de le reconnaître — que toutes les questions économiques et politiques d'une importance capitale pour la société capitaliste doivent être du ressort, non pas de diètes autonomes régionales, mais exclusivement d'un Parlement central, d'un Parlement commun à tout l'Etat. Ces questions comprennent : la politique douanière, la législation industrielle et commerciale, les voies de communication et moyens de transmission (chemins de fer, poste, télégraphe, téléphone, etc.), l'armée, le système fiscal, le droit civil ** et pénal, les principes généraux régissant le domaine scolaire (par exemple, la loi assurant la laïcité absolue de l'école, la loi sur l'instruction générale, sur le programme minimum, sur l'organisation démocratique du régime scolaire, etc.), les lois sur la protection du travail, sur les libertés politiques (le droit de coalition), etc., etc.

---

* *Przeglad Socjaldemokratyczny*[16], Krakow 1908 et 1909. (Revue Social-Démocrate. — *N.R.*)

** Rosa Luxembourg développe son idée jusque dans les détails en mentionnant par exemple — avec juste raison — la législation sur le divorce (n° 12, p. 162 de la revue citée).

Sont du ressort des diètes autonomes — sur la base de la législation générale de l'Etat — les questions d'ordre purement local ou régional, ou purement national. En développant cette idée d'une façon, elle aussi, extrêmement — pour ne pas dire excessivement — détaillée, Rosa Luxembourg mentionne, par exemple, la construction de chemins de fer d'intérêt local (n° 12, p. 149), les routes locales (nos 14-15, p. 376), etc.

Il est parfaitement évident qu'on ne saurait se représenter un Etat moderne véritablement démocratique *sans* une telle autonomie, pour toute région présentant des particularités tant soit peu notables dans le domaine de l'économie ou du genre de vie, ayant une composition nationale particulière, etc. Le principe du centralisme, nécessaire pour développer le capitalisme, n'est en rien compromis par une telle autonomie (locale ou régionale) ; au contraire, c'est grâce à elle qu'il est mis en œuvre, d'une façon *démocratique* et non bureaucratique. Le développement large, libre et rapide du capitalisme serait impossible ou du moins extrêmement difficile *sans* une telle autonomie, qui *facilite* à la fois la concentration des capitaux, le développement des forces productives, le regroupement de la bourgeoisie et du prolétariat à l'échelle *de l'Etat tout entier*. Car l'intervention bureaucratique dans les questions *purement* locales (régionales, nationales, etc.) constitue un des plus grands obstacles au développement économique et politique en général et, en particulier, un des obstacles au *centralisme* dans les questions les plus importantes, les questions fondamentales.

Aussi est-il difficile de retenir un sourire en voyant notre excellente Rosa Luxembourg s'attacher, de l'air le plus sérieux et en termes « purement marxistes », à démontrer que la revendication de l'autonomie est applicable *uniquement* à la seule Pologne, *uniquement* à titre d'exception ! Naturellement, il n'y a pas là la moindre trace de patriotisme « de clocher », il n'y a que des raisons « pratiques »... notamment en ce qui concerne la Lituanie.

Rosa Luxembourg considère quatre provinces : celles de Vilna, de Kovno, de Grodno et de Souwalki, en s'efforçant de persuader les lecteurs (et de se persuader elle-même) qu'elles sont habitées « principalement » par des Lituaniens.

Groupant les habitants de ces provinces, elle trouve une proportion de Lituaniens atteignant 23% de toute la population ; même en ajoutant aux Lituaniens les Jmouds, on n'arrive qu'à 31% de la population, soit moins d'un tiers. La conclusion est donc que l'idée de l'autonomie de la Lituanie est « arbitraire et artificielle » (n° 10, p. 807).

Le lecteur informé des défauts universellement connus de notre statistique officielle russe verra tout de suite l'erreur de Rosa Luxembourg. Pourquoi fallait-il considérer la province de Grodno, où les Lituaniens ne sont que 0,2%, *zéro virgule deux pour cent* ? Pourquoi fallait-il considérer toute la province de Vilna, et non pas le seul district de Troki, où les Lituaniens forment la *majorité* de la population ? Pourquoi fallait-il considérer toute la province de Souwalki, en évaluant le pourcentage des Lituaniens à 52 % de sa population et non les districts lituaniens de cette province, c'est-à-dire cinq districts sur sept, où les Lituaniens constituent 72% de la population?

Il est ridicule de parler des conditions et des nécessités du capitalisme moderne et de se baser sur les divisions administratives officielles de la Russie, qui ne sont ni « modernes », ni « capitalistes », mais médiévales, féodales, bureaucratiques, et en les prenant au surplus sous leur forme la plus sommaire (en considérant les provinces et non les districts). Il est clair comme le jour qu'il ne saurait être question d'aucune réforme locale quelque peu sérieuse en Russie sans l'abolition de ces divisions et leur remplacement par des divisions *véritablement* « modernes » et répondant vraiment aux intérêts *non pas* du Trésor, de la bureaucratie, de la routine, des grands propriétaires fonciers, du clergé, mais du capitalisme. On peut être sûr, à ce propos, que, parmi les besoins actuels du capitalisme, figurera la nécessité de l'homogénéité la plus grande possible de la composition nationale de la population, car le caractère national, l'identité de la langue, est un facteur important pour la conquête totale du marché intérieur et pour la liberté totale des échanges économiques.

Chose curieuse, cette erreur évidente de Rosa Luxembourg est reprise par le bundiste Médem, qui tient à démontrer non pas les particularités « exceptionnelles » de la Pologne, mais l'inanité du principe de l'autonomie nationale territoriale

(les bundistes sont partisans de l'autonomie nationale extraterritoriale !). Nos bundistes et nos liquidateurs recueillent dans le monde entier toutes les erreurs et tous les flottements opportunistes des social-démocrates de divers pays et de diverses nations, en reprenant chaque fois à leur compte *ce qu'il y a de pire* dans la social-démocratie mondiale : en rassemblant des extraits des griffonnages bundistes et liquidateurs, on pourrait constituer un vrai *musée* social-démocrate *du mauvais goût*.

L'autonomie régionale, déclare sentencieusement Médem, est bonne pour une région, pour un « territoire », mais non pour les arrondissements letton, estonien, etc., dont la population compte d'un demi-million à 2 millions de personnes et dont le territoire s'étend à une province. « *Ce ne serait pas une autonomie, mais un simple zemstvo...* Au-dessus de ce zemstvo, il faudrait construire une véritable autonomie... » et l'auteur condamne la « démolition » des vieilles provinces et des vieux districts *.

En réalité, il y a « démolition » et mutilation des conditions du capitalisme contemporain par le maintien des divisions administratives officielles, médiévales et féodales. Seuls des gens imbus de l'esprit qui a présidé à ces divisions peuvent, « avec des mines de savants connaisseurs », raisonner sur l'opposition entre le « zemstvo » et l'« autonomie » et défendre le schéma réservant l'« autonomie » aux grandes régions et le zemstvo aux petites. Le capitalisme actuel n'a que faire de ce schéma bureaucratique. Pourquoi ne peut-il y avoir d'arrondissements nationaux autonomes avec une population non seulement d'un demi-million, mais même de 50 000 habitants ? Pourquoi ces arrondissements ne peuvent-ils s'unir sous les formes les plus diverses avec des arrondissements voisins de différentes dimensions pour constituer un seul « territoire » autonome si la chose est commode, si elle est nécessaire pour les rapports économiques ? Tout cela demeure le secret du bundiste Médem.

Notons que le programme national de Brünn de la social-démocratie se place entièrement sur le terrain de l'autonomie nationale-territoriale ; il propose de diviser

* V. Médem, « Position de la question nationale en Russie », *Vestnik Evropy*[17], 1912, nos 8 et 9.

l'Autriche, « au lieu des terres historiques de la couronne », en arrondissements « délimités nationalement » (§ 2 du programme de Brünn). Nous ne serions pas allés aussi loin. Sans aucun doute, la composition nationale homogène de la population est un des facteurs les plus sûrs d'un commerce libre et large, véritablement moderne. Sans aucun doute, nul marxiste — et même nul démocrate décidé — ne s'avisera de défendre les terres de la couronne autrichienne et les provinces et les districts russes (sans être aussi mauvais que les terres de la couronne autrichienne, ils sont cependant très mauvais), ni de contester la nécessité de substituer à ces divisions surannées des divisions tenant compte autant que possible de la composition nationale des populations. Sans aucun doute, enfin, il importe au plus haut point, pour supprimer toute oppression nationale, de créer des arrondissements autonomes, même très petits, ayant une composition nationale homogène, autour desquels pourraient « graviter », entrant avec eux dans des rapports et des associations libres de toutes sortes, les membres de la nationalité considérée, dispersés en différents points du pays ou même du globe. Tout cela est indiscutable et ne peut être contesté que d'un point de vue routinier et bureaucratique.

Mais la composition nationale de la population n'est que *l'un* des facteurs économiques essentiels, ce n'est *ni le seul ni* le plus important. Ainsi, les villes jouent un rôle économique *très important* en régime capitaliste ; or, elles se distinguent partout — en Pologne, en Lituanie, en Ukraine, en Grande-Russie, etc. — par une composition nationale très bigarrée. Détacher les villes, pour des motifs d'ordre « national », des villages et arrondissements qui gravitent économiquement autour d'elles, serait absurde et impossible. Par conséquent, les marxistes ne doivent pas se placer entièrement et exclusivement sur le terrain du principe « national territorialiste ».

Aussi la solution préconisée par la dernière conférence des marxistes russes est-elle beaucoup plus juste que la solution autrichienne du problème. Cette conférence a adopté, sur ce point, la thèse suivante :

...« il faut... une large autonomie régionale » (non pas, bien entendu, pour la seule Pologne, mais pour toutes les régions de la Russie) « et une administration autonome locale parfaitement démo-

cratique, les frontières des régions d'auto-administration et des régions autonomes étant fixées » (non à partir des frontières des provinces actuelles, des districts actuels, etc.), « mais en tenant compte de l'appréciation portée par la population locale elle-même sur les conditions économiques, le genre de vie, la composition nationale de la population, etc... »*

La composition nationale de la population est placée ici *à côté* des autres conditions (au premier chef des conditions économiques, puis du genre de vie, etc.), qui doivent servir de base à la fixation de nouvelles frontières correspondant au capitalisme actuel et non à un état de choses bureaucratique et asiatique. La population locale peut seule « apprécier » avec une rigueur suffisante toutes ces conditions, et c'est à partir de cette appréciation que le Parlement central de l'Etat déterminera les frontières des régions autonomes et les attributions des diètes autonomes.

* *
*

Il nous reste à examiner la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Sur ce point, une flopée d'opportunistes de toutes les nationalités se sont attelés à la « popularisation » des erreurs de Rosa Luxembourg : le liquidateur Semkovski, le bundiste Liebmann, le national-social ukrainien Lev Iourkévitch. Nous consacrerons l'article suivant à ce problème, embrouillé à plaisir par tous ces messieurs.

* Voir Lénine, Œuvres, t. 19, «Résolution sur la question nationale». (*N.R.*)

ENCORE UN MOT SUR LE BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL ET LES LIQUIDATEURS

L'hypocrisie exacerbée par une malignité impuissante, caractéristique essentielle des publicistes de la *Novaïa Likvidatorskaïa Gazéta*, n'en était encore jamais arrivée aux bornes atteintes par leurs articles consacrés à la décision du Bureau international[18] .

Que le secrétaire du Bureau socialiste international, Huysmans, se soit vu contraint, dès leurs premiers articles à ce sujet, d'autoriser le camarade Popov à transmettre aux ouvriers de Russie sa protestation contre les tentatives faites par la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* pour « exploiter dans l'intérêt de sa fraction le manque d'information » des lecteurs russes, et qu'il ait protesté contre « l'infidélité et la déloyauté absolue » des informations publiées par les liquidateurs sur les décisions du Bureau, voilà qui montre assez à quel point ils en sont arrivés.

Après cette caractéristique... retentissante administrée aux publicistes de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* par le secrétaire du Bureau, nous pouvons, en toute sérénité, dédaigner leurs tentatives de *nous* accuser de dénaturer le caractère véritable des décisions prises à Londres. Des gens publiquement convaincus par le secrétaire du Bureau d'avoir « exploité dans l'intérêt de leur fraction » les décisions adoptées par le Bureau et d'avoir eu une attitude « déloyale » à leur égard peuvent bien, autant qu'il leur plaira, clamer leur respect pour l'Internationale, etc. Je doute qu'il se trouve quelqu'un pour leur faire con-

fiance. Tous les ouvriers connaissent désormais le vrai nom des manipulations grâce auxquelles Monsieur D.[19] tire à grand-peine de la résolution du Bureau ce qu'il dit des « méthodes d'édification » du Parti, de la « condamnation » des Six, du « rejet » de nos « prétentions », de la « reconnaissance » du caractère social-démocrate de l'aile gauche du P.S.P. Se livrer à des jongleries littéraires à propos de résolutions du Bureau, ce n'est vraiment pas faire preuve de respect pour ces résolutions, Monsieur D.!

Mais l'embarras de ces escamoteurs est bien grand ! Voyez donc comme ils sont contraints, à chaque pas, de se démentir eux-mêmes !

1) Dans le n° 102, Monsieur D. annonce solennellement : « Le Bureau socialiste international *a condamné* l'attitude des six députés qui ont quitté la fraction » ; deux numéros après, dans le n° 104, un autre escamoteur, Monsieur L.S. [20], déclare non moins solennellement : « Le Bureau socialiste international n'a décerné ni félicitations, *ni blâmes* ». Et — remarquez-le bien ! — ces deux vénérables personnages sont grandement satisfaits de la décision du Bureau : l'un, parce qu'il a « condamné », et l'autre parce qu'il n'a prononcé aucune condamnation ! Peut-on imaginer plus grand désarroi ?

Il y avait bien, en effet, de quoi provoquer le désarroi de messieurs les liquidateurs ! Le point essentiel de la résolution du Bureau déclare sans équivoque : *avant d'accomplir le moindre pas pratique vers l'unité, il faut élucider les désaccords existants.*

Décision parfaitement juste.

Si nous ne voulons pas, sous le nom d'« unité », offrir à la classe ouvrière un mélange informe d'éléments absolument disparates, si nous voulons une unité effective *dans le travail*, il faut de toute nécessité commencer par élucider exactement les « points de divergence ». Que ces derniers soient précisés au cours d'un « échange général d'opinions », et il apparaîtra clairement si l'on peut envisager tel ou tel pas pratique vers l'union. C'est ainsi que la résolution du Bureau a posé la question, d'une façon que nous approuvons sans réserve. Nous avons répondu à la proposition du Bureau en invitant les ouvriers à examiner une fois de plus, tranquillement, avec le plus grand soin, les désaccords et à

exprimer leur opinion sur les points de divergence. Nous nous sommes engagés, pour notre part, à aider de notre mieux les camarades de l'étranger à prendre connaissance des désaccords existants. La résolution publiée dans le n° 9 de la *Prolétarskaïa Pravda* résume très fidèlement les thèses qui nous opposent aux liquidateurs [21]. Telle doit être notre réponse à la proposition du Bureau, et il est évident qu'il n'y avait pas et qu'il n'y a pas d'autre manière de procéder pour quiconque prend au sérieux la décision du Bureau de provoquer « un échange général d'opinions sur les points de divergence ».

Mais — tout est là ! — pour MM. les liquidateurs, il n'est rien de plus désagréable, de plus indésirable, de plus inacceptable que de porter au grand jour les principaux points de désaccord concernant la théorie, le programme, la tactique et l'organisation. Toutes leurs falsifications, leurs déformations et leurs critiques outrageantes à propos de la résolution du Bureau ne visent qu'à *escamoter* l'invitation, formulée dans la résolution, à élucider au préalable les points de désaccord. Et Messieurs L.S. et D. s'empressent d'anticiper : ne pourrait-on pas, disent-ils, « s'unir» d'une façon ou d'une autre sans « enquête » sur les « états de service» idéologique des parties intéressées? Ne pourrait-on pas se dispenser « des citations empruntées aux revues et aux journaux d'autrefois », s'inquiète Monsieur L. S. ? Ne pourrait-on pas s'abstenir d'évoquer « le passé », se préoccupe Monsieur D. ? Nous les comprenons fort bien : il n'y a rien d'agréable pour Monsieur L.S. dans le rappel de certains articles sur l'organisation clandestine (n° 15 (101) du *Loucth*) et, pour Monsieur D., dans le rappel du mot d'ordre de « lutte pour la légalité ». Et nous nous associons pleinement à la décision du Bureau qui invite à ne pas exhumer les erreurs du passé. Cette amnistie pour les « erreurs du passé » que sollicitent MM. les liquidateurs, nous ne refuserons pas de l'accorder. Le passé ne nous intéresse pas pour lui-même ; ce qui nous intéresse, c'est le travail d'aujourd'hui et celui de demain. Et c'est au sujet de ce travail que nous voulons savoir si les organes de presse des liquidateurs *continueront* à dénoncer l'action illégale; s'ils *continueront* à prétendre que les « trois piliers » [22] ne répondent pas aux exigences du moment ; s'ils continue-

ront à défendre la falsification du programme commise par les gens du « bloc d'Août » [23], etc.

Elucider ces questions et les divergences qu'elles entraînent, telle est, d'après la résolution du Bureau, la condition *préalable* à tout pas en avant vers l'unité, à moins de considérer l'« unité » à la façon des liquidateurs, comme la mise en tas — sans discernement idéologique — de tous ceux à qui il a plu de se dire social-démocrates.

« Les chefs d'accusation sont déjà formulés », tonne Monsieur L.S. Nous ne voudrions pas rappeler ici le proverbe « qui se sent morveux se mouche », mais pourquoi donc considère-t-il comme des « accusations » de simples conditions de paix ? Nous disons que l'organisation à naître de l'union devrait reposer sur tels et tels principes : sur la reconnaissance de l'ancien programme, d'une certaine forme d'organisation, de mots d'ordre non-tronqués [24], d'une tactique déterminée, etc. Et vous déclarez aussitôt que cette formulation du programme, de la tactique et des tâches d'organisation n'est pas autre chose que la « liste complète des péchés des liquidateurs ». Nous le regrettons infiniment pour vous, mais ni nous ni le Bureau ne connaissons d'autre moyen de mettre sur pied de nouvelles organisations que celui qui consiste à faire toute la lumière sur leur programme, leur tactique, etc.

Mais nous avons un crime encore plus grave à notre actif. Non seulement nous avons posé les conditions pour créer une organisation, c'est-à-dire que nous n'avons pas seulement élucidé les conditions de la paix, mais nous les avons encore soumises au jugement des ouvriers.

Nous maintenons que le moyen dont nous avons fait le choix est le seul qui permette d'appliquer la décision du Bureau.

Le Bureau appelle *tous* ceux qui se disent social-démocrates à élucider les divergences qui les opposent, cette confrontation devant préluder à la solution de la question de l'unité.

Nous avons réagi à l'appel du Bureau en publiant une résolution comportant la « liste » de nos vues sur les questions fondamentales de programme, de tactique et d'organisation, et en soumettant cette « liste » au jugement des camarades ouvriers. Si MM. les liquidateurs suivaient notre

exemple, nous disposerions, à plus ou moins brève échéance, des opinions clairement exprimées par toutes les parties, et nous saurions exactement de quel côté se trouve la majorité des ouvriers organisés. La tâche posée au prolétariat de Russie par le Bureau socialiste international serait sur le point d'être réalisée. Mais, de toute évidence, les liquidateurs refuseront jusqu'au bout de s'engager dans cette voie, pour la simple raison que leur groupe n'a intérêt ni à formuler exactement ses conceptions politiques ni à les soumettre au jugement de larges milieux d'ouvriers.

Dès lors, ils s'efforceront inévitablement de substituer à la méthode claire et précise d'« élucidation des divergences », que réclame le Bureau, des chicanes mesquines, des querelles personnelles, des falsifications et des altérations, tout juste capables de compliquer le travail du Bureau et qui leur vaudront constamment des leçons de « loyauté » comme celle que le secrétaire de l'Internationale a déjà été contraint d'infliger à MM. les liquidateurs.

« Prolétarskaïa Pravda » n° 11, 19 décembre 1913

Conforme au texte de la « Prolétarskaïa Pravda »

LE NATIONAL-LIBERALISME ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

Pour tirer d'embarras M. Moguilianski, la rédaction du journal libéral la *Retch* [25] a publié récemment (dans le n° 340) une déclaration non signée, c'est-à-dire exprimant l'opinion officielle de la rédaction, sur l'importante question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Eludant une réponse directe, M. Moguilianski assurait que son point de vue « n'avait rien à voir avec la négation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». Maintenant la *Retch* déclare officiellement que le programme du parti cadet fournit, en son §11, « une réponse directe, claire et précise à la question du droit de libre détermination *culturelle.* »

Le mot que nous soulignons est particulièrement important, *car ce n'était pas*, justement, de la libre détermination « culturelle » qu'il était question, ni dans le premier article de M. Moguilianski, ni dans la réponse que lui a faite M. Dontsov, ni dans la polémique engagée par M. Moguilianski contre M. Dontsov. Il était question de libre détermination *politique* des nations, c'est-à-dire du droit des nations à la sécession, alors que, par « libre détermination culturelle » (expression dénuée de sens, ampoulée, et qui va à l'encontre de *toute* l'histoire de la démocratie) les libéraux n'entendent en fait que la liberté des langues.

La *Retch* prétend maintenant que la *Prolétarskaïa Pravda* confond irrémédiablement la libre détermination et le « séparatisme », c'est-à-dire sécession de telle ou telle nation.

De quel côté commet-on une confusion irrémédiable (ou peut-être préméditée...) ?

Nos « constitutionnels-démocrates » éclairés vont-ils nier que, dans toute l'histoire de la démocratie internationale, et particulièrement depuis le milieu du XIX^e siècle, on entend précisément par droit des peuples à disposer d'eux-mêmes la libre détermination *politique*, c'est-à-dire le droit à la sécession, à la constitution d'un Etat national indépendant ?

Nos « constitutionnels-démocrates » éclairés vont-ils nier que le congrès socialiste international de Londres, en réaffirmant en 1896 ce principe démocratique bien établi (à quoi il ne s'est évidemment pas borné), entendait lui aussi, précisément, la libre détermination *politique*, et non je ne sais quelle libre détermination « culturelle » ?

Nos « constitutionnels-démocrates » éclairés vont-ils nier que, par exemple, lorsque Plékhanov parlait, des 1902, de la libre détermination, il entendait par là, précisément, la libre détermination politique ?

De grâce, messieurs, expliquez-vous plus exactement, ne privez point la « populace » des fruits de vos « lumières » !

Sur le fond de la question, la *Retch* déclare :

« C'est un fait que les cadets ne se sont jamais mêlés de défendre le droit « des nations à se séparer » de l'Etat russe. »

Magnifique ! Nous vous remercions pour cette franchise et pour cette déclaration parfaitement conforme aux principes ! Nous attirons l'attention de la *Rossia*, du *Novoïé Vrêmia*, de la *Zemchtchina*[26], etc., sur cette déclaration « parfaitement loyale » de l'organe officieux des cadets !

Mais alors, messieurs les cadets, ne vous formalisez pas si cela vous vaut l'appellation de *national-libéraux*. Là réside l'une des bases de votre chauvinisme et de votre collusion politique et idéologique avec les Pourichkévitch (ou de votre dépendance politique et idéologique à leur égard). Les Pourichkévitch et leur classe inculquent à la masse ignorante la « ferme » conscience du « droit » qu'elle a «d'en user à sa guise envers les non-Russes ». Messieurs les cadets ont étudié l'histoire et savent fort bien à quels agissements... « assimilables à des pogroms », pour employer un euphémisme,

a conduit plus d'une fois l'exercice de ce « droit traditionnel ». Un démocrate ne saurait rester démocrate (pour ne rien dire de la démocratie prolétarienne) s'il ne prêchait pas systématiquement, précisément aux masses grand-russes et en langue russe, la « libre détermination » des nations, au sens politique et non pas « culturel » du mot.

La caractéristique essentielle du national-libéralisme est qu'il se place toujours et partout sur les positions (et dans les limites) déterminées par la classe des Pourichkévitch et défendues (souvent en dépit des exigences du développement économique et de la « culture ») par les méthodes des Pourichkévitch. Cela signifie qu'il se plie, en fait, aux intérêts des féodaux et aux pires préjugés nationalistes de la nation dominante, au lieu de lutter systématiquement contre ces préjugés.

« Prolétarskaïa Pravda » n° 12, 20 décembre 1913

Conforme au texte de la « Prolétarskaïa Pravda »

LE POPULISME ET LE COURANT LIQUIDATEUR, FACTEURS DE DIVISION DU MOUVEMENT OUVRIER

Un journal populiste de Pétersbourg, la *Sévernaïa Mysl* [27], a publié récemment un article de son correspondant de Riga sur la marche de la campagne pour les élections aux Conseils des assurances sociales [28]. L'auteur, B. Braines, y disait notamment :

« Le courant de boycottage n'est sensible que chez les cordonniers, parmi lesquels se sont constitués des groupes de boycottage. Les principaux animateurs de ces groupes sont, hélas, des populistes. Dans les autres entreprises, la campagne se développe mollement. »

Cet aveu sincère éclaire d'un jour cru la situation actuelle du populisme en Russie et sa signification politique. La justesse de l'appréciation portée par la conférence des marxistes [29] sur le populisme se trouve confirmée, avec un relief particulier et d'une manière inattendue, par les populistes eux-mêmes.

Pensez donc : un journal populiste de gauche reproduit, sans pouvoir y opposer le moindre démenti, un article de son correspondant *regrettant* que les *populistes* soient les « *principaux animateurs* » des groupes de boycottage !

Voilà un échantillon de la décomposition politique du populisme. Voilà un échantillon de l'absence, chez les Russes, d'esprit de parti et de leur insouciance à l'égard de cet esprit de parti. Et il faut s'y arrêter, parce que cet exemple tiré de la vie d'un parti « étranger » au nôtre nous montre de toute évidence les causes véritables d'un mal fort répandu et dont nous souffrons atrocement.

A l'époque de la contre-révolution, il s'était formé chez les populistes maints groupes et maints courants divers, presque indépendants, en fait, les uns des autres. A cet égard, populistes et marxistes avaient visiblement subi l'influence de causes communes ayant leurs racines dans tout le climat historique du système du 3 juin. Parmi les populistes, par exemple, intervenaient séparément, d'une part, des groupes bien plus liquidateurs que les nôtres (publications de Paris des années 1908-1910) et, d'autre part, des groupes d'un caractère déjà pleinement anarchiste, tandis que les auteurs populistes les plus en vue dégringolaient au niveau des libéraux et des renégats (M. V. Tchernov dans les *Zavéty* [30], etc.).

Néanmoins, d'un point de vue formel, et aux yeux du monde extérieur, les populistes paraissent bien plus « unis » que les marxistes. Il n'y a pas chez eux de franche scission ; il n'y a pas de lutte interne acharnée, obstinée, systématique et interminable ; ils ont toujours — à première vue — un certain lien commun : on rencontre à tout bout de champ dans leurs écrits d'orgueilleux rappels de l'« unité » populiste, par opposition au « penchant » « marxiste » (et avant tout « bolchévik ») « pour les dissensions et les scissions ».

Quiconque veut comprendre le sens et la portée de ce qui se passe dans le mouvement ouvrier et dans le socialisme en Russie se doit de méditer longuement sur cette opposition entre les « scissions marxistes » et l'« unité populiste ».

Chez nous, parmi les marxistes et les pseudo-marxistes, il y a aussi bon nombre de groupes, de sous-groupes et de groupuscules presque indépendants, en fait, les uns des autres, et qui prêchent avec zèle l'« unité » (à la sauce populiste) tout en condamnant, avec encore plus de zèle, les « scissions marxistes ».

De quoi s'agit-il ? Devons-nous envier l'« unité populiste » ? Devons-nous rechercher les causes de la différence signalée dans les défauts personnels de « certains » « chefs » (procédé très répandu) ou dans le déplorable penchant des marxistes pour le « dogmatisme », l'«intolérance », etc. ?

Voyez les faits. Ils attestent que les populistes sont infiniment plus tolérants, plus conciliants, qu'ils sont plus

« unis », que l'abondance des groupes ne s'accompagne pas chez eux de scissions violentes. Et, dans le même temps, ils nous montrent, sans aucune contestation possible, que les populistes sont *impuissants* au point de vue politique, qu'ils n'ont pas de liens organisés et solides avec les masses, qu'ils ne peuvent mener *aucune* action politique de masse. L'attitude des populistes de Riga devant le boycottage ne fait qu'illustrer avec éclat ce que l'on a pu constater, non seulement dans la campagne pour les élections aux Conseils des assurances sociales, mais aussi aux élections pour la Douma d'Etat, au cours du mouvement gréviste, dans la presse ouvrière (et même plus largement : dans la presse démocratique en général), dans les syndicats, etc. Par exemple, dans le n° 2 du journal populiste de gauche *Sévernaïa Mysl* nous lisons ceci :

« *A l'honneur des marxistes il faut noter qu'à l'heure actuelle, dans les unions* » (*il s'agit des syndicats*), « *ils jouissent d'une grande influence, tandis que nous, les populistes de gauche, y agissons sans plan défini et qu'ainsi nous ne nous sommes presque pas fait remarquer.* »

N'est-ce pas étrange ? Chez les populistes conciliants, tolérants, « unis », ignorants des scissions, larges d'esprit, non dogmatiques, *il n'y a — en dépit de leur ardent désir et de leurs efforts* — ni campagne pour les élections aux Conseils des assurances sociales, ni influence dans les syndicats, ni groupe organisé à la Douma d'Etat. Tandis que chez les marxistes « dogmatiques », « perpétuellement en cours de scission », ce qui, dit-on, les affaiblit, nous constatons une campagne remarquablement organisée pour les élections à la IVe Douma, un travail fructueux dans les syndicats, une excellente campagne menée au coude à coude pour les élections aux Conseils des assurances sociales, un travail pas mauvais du tout dans le mouvement gréviste ; nous constatons des décisions cohérentes, conséquentes dans leurs principes, derrière lesquelles marche fraternellement, fermement, avec conviction, l'incontestable et indiscutable majorité des ouvriers conscients.

N'est-ce pas étrange ? L'« esprit de conciliation » des populistes, etc., etc., et toutes leurs belles qualités morales, tout cela ne serait-il qu'un *fruit sec* ?

Eh oui, ce n'est qu'un fruit sec ! L'« unité » des groupuscules d'intellectuels de toutes les nuances possibles et imaginables s'achète, chez les populistes, au prix de leur totale impuissance politique dans les masses. De même, chez nous, les marxistes, les groupuscules qui s'égosillent le plus en faveur de l'unité — les trotskistes, les liquidateurs, les « conciliateurs », les « tychkistes » offrent *aussi* l'image de l'impuissance des intellectuels, tandis que les campagnes politiques concrètes, non pas fantaisistes mais nées de la vie elle-même (campagne électorale, campagne pour les élections aux Conseils des assurances sociales, presse quotidienne, campagne gréviste, etc.), démontrent que la *majorité* des ouvriers conscients se rassemble autour de ceux que l'on traite le plus souvent, avec le plus de zèle et d'acharnement, de « scissionnistes ».

La conclusion est claire, et, si déplaisante qu'elle soit pour la masse des petits groupes d'intellectuels, la marche du mouvement ouvrier *obligera* à l'accepter. Cette conclusion est que les tentatives faites pour réaliser l'« unité » par l'« accord » ou l'« alliance » de ces petits groupes d'intellectuels dont l'orientation est, *en fait*, *nuisible* au mouvement ouvrier (populisme, courant liquidateur, etc.), ne mènent qu'à la décomposition complète et à l'impuissance. Le populisme et le courant liquidateur l'ont *démontré*, l'un et l'autre, par leur triste exemple.

C'est seulement *contre* ces groupes, sous-groupes et groupuscules que se forge (dans un dur combat que rendent inévitable les conditions de la société bourgeoise et la masse des fluctuations petites-bourgeoises), l'unité réelle des masses ouvrières dirigées par la majorité des prolétaires conscients.

Les naïfs demanderont: mais comment distinguer les petits groupes d'intellectuels, nuisibles au mouvement ouvrier, qui le désagrègent et le condamnent à l'impuissance, de ceux ou de celui qui exprime sur le plan idéologique le mouvement ouvrier, qui le cimente, l'unifie et le renforce ? Cette distinction ne peut se faire que par deux moyens : la théorie et l'expérience pratique. Il faut analyser

à fond le contenu théorique des *courants de pensée* tels que le populisme et le courant liquidateur (les plus importantes des tendances petites-bourgeoises qui décomposent le mouvement ouvrier). Il faut étudier attentivement l'expérience pratique du mouvement ouvrier de masse du point de vue du rassemblement de la majorité des ouvriers conscients autour de décisions de principe cohérentes, soigneusement élaborées, convenant à la fois aux élections, aux assurances sociales, au travail dans les syndicats, au mouvement gréviste, à l'organisation clandestine, et ainsi de suite.

Quiconque réfléchira bien à la théorie du marxisme et étudiera de près l'expérience pratique de ces dernières années, comprendra que le rassemblement des éléments d'un véritable parti ouvrier est en train de se réaliser en Russie *en dépit* des groupuscules populistes, liquidateurs, etc., bigarrés, bruyants, criards (mais, en fait, vains et nuisibles). L'unité de la classe ouvrière se développe à mesure que ces groupuscules se divisent et se détachent du prolétariat.

« Prolétarskaïa Pravda » n° 12, 20 décembre 1913

Conforme au texte de la « Prolétarskaïa Pravda »

A PROPOS D'UNE LETTRE DE KAUTSKY [31]

K.Kautsky s'est aperçu (enfin !) que le cercle tychkiste de « Tychko » et de Rosa Luxembourg n'est pas représentatif des ouvriers social-démocrates de Pologne, et qu'il faut prendre en considération les collectifs de Varsovie et de Lodz.

C'est très bien qu'il ait enfin compris des choses que connaissent *depuis des années* les militants marxistes de Russie. Mais le fait précisément que, *pendant des années*, Rosa L. et Tychko aient pu faire passer une *fiction* pour la réalité montre combien les social-démocrates allemands, y compris Kautsky, sont lamentablement informés !

Kautsky fait preuve d'une ignorance encore plus profonde lorsqu'il écrit que l'aile « gauche » du P.S.P. s'est « pour autant qu'il le sache », détachée de la « droite » de ce parti, afin d'adopter une position *pleinement* social-démocrate.

Il est certain — on peut le dire — qu'en l'occurrence, Kautsky ne sait *absolument pas* de quoi il parle. Que le lecteur prenne connaissance ne serait-ce que de l'article d'Henri Kamenski : « Du nationalisme au courant liquidateur » (*Prosvêchtchénié* n° 10). L'auteur est un Polonais, et il *connaît* bien ce dont il parle. Son article montrera aux lecteurs que l'aile gauche du P.S.P. *n'*est absolument *pas* social-démocrate. D'ailleurs, il est ridicule de penser que des gens désireux et *capables* d'adopter une position pleinement social-démocrate aient pu conserver « leur » programme et une appellation autre que celle de parti social-démocrate.

Le prochain « échange d'opinions » de *toutes* les fractions social-démocrates de Russie et de Pologne, sous l'égide du Comité exécutif du Bureau socialiste international, fera apparaître l'erreur de Kautsky et montrera que la *totalité* des social-démocrates de Pologne *ne* considèrent *pas* et ne peuvent pas considérer l'aile gauche du P.S.P. comme un parti social-démocrate.

Ajoutons que Kautsky n'a pas le moindre mot de désaveu (bien qu'il écrive précisément dans le *Vorwärts* [En Avant !] pour la façon dont ce même *Vorwärts* a résumé son discours sur « la disparition du vieux parti » de Russie. Cette erreur monstrueuse de Kautsky sera également élucidée par le prochain « échange d'opinions ».

« Prolétarskaïa Pravda » n° 12, 20 décembre 1913

Conforme au texte de la « Prolétarskaïa Pravda »

LE *NOVOIE VREMIA* ET LA *RETCH* A PROPOS DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

Comme il fallait s'y attendre, le *Novoïé Vrémia* s'est intéressé à la polémique entre les social-démocrates et les cadets au sujet du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Dans son n° 13 563, l'organe principal du nationalisme grand-russe écrit :

« Ce qui, pour les social-démocrates, constitue un axiome de sagesse politique » (c'est-à-dire la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à se séparer) « commence aujourd'hui à provoquer des désaccords même parmi les cadets. »

Malgré ce coup d'épingle des Cent-Noirs aux libéraux (le petit mot : « même »), le *Novoïé Vrémia* est obligé de mentionner la déclaration de la *Retch*, selon laquelle « les cadets ne se sont jamais mêlés de défendre le droit des nations à se séparer de l'Etat russe ».

Déclaration tellement directe que le *Novoïé Vrémia* doit exécuter une pirouette. Il écrit :

« A en juger par les faits, la notion élastique de libre détermination culturelle ne diffère visiblement de la défense du séparatisme, dans l'esprit des cadets, que par les moyens d'action. »

Mais le *Novoïé Vrémia* a très bien compris, pour sa part, la différence qu'il y a entre l'absurde libre détermination « culturelle » et la libre détermination réelle, c'est-à-dire *politique*, car il écrit plus loin :

« MM. les cadets ne se sont jamais mêlés, en effet, de défendre le droit des nations à se séparer de l'Etat russe... autrement que par la voie infiniment plus civilisée des subsides que les allogènes et les Juifs réservent à leurs organes de presse. »

Toujours ce vieux procédé des Cent-Noirs, rebattu et ridicule, qui consiste à reprocher aux libéraux de se faire aider par les Juifs ! Mais ces procédés stupides ne peuvent cependant faire oublier l'essentiel : le *Novoïé Vrémia* a parfaitement compris la différence qu'il y a entre les social-démocrates et les cadets, puisqu'il reconnaît que les cadets ne se sont jamais mêlés de défendre le *droit de sécession*.

Cette différence, c'est ce qui distingue les national-libéraux des démocrates conséquents.

« Prolétarskaïa Pravda » n° 16, 25 décembre 1913

Conforme au texte de la « Prolétarskaïa Pravda »

LETTRE A LA REDACTION

M. Martov *a confirmé* ce qu'avait déjà signalé la *Prolétarskaïa Pravda*, à savoir que je ne faisais pas partie de la *sous-commission* des grèves, et qu'en *commission*, je suis intervenu *contre* « l'assimilation de la grève à son délit de droit commun, punissable comme tel » *. Il me reste seulement à ajouter que si je suis intervenu, ce n'est pas pour « limiter » cette assimilation, comme M. Martov déclare « s'en souvenir », mais évidemment pour déclarer cette assimilation *totalement inadmissible*. Et je n'ai pas eu à proposer d'amendement, car le projet à l'étude ne contenait *absolument rien* de semblable, et il y eut simplement une vaine tentative de M. Dan pour l'y introduire (même L. Martov s'était alors décidé à répliquer à Monsieur F. Dan).

« Prolétarskaïa Pravda » n° 17, 29 décembre 1913.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Prolétarskaïa Pravda »

* V. Lénine, Œuvres, t. 19, « La défense persistante d'une mauvaise affaire», (*N.R.*)

4 000 ROUBLES PAR AN ET LA JOURNEE DE TRAVAIL DE 6 HEURES

Tel est le cri de guerre des ouvriers conscients d'Amérique. Chez nous, disent-ils, il n'y a qu'un problème politique : celui du salaire des ouvriers et de leur journée de travail.

A première vue, cette façon de ramener toutes les questions sociales et politiques à une seule paraîtra extrêmement étrange et incompréhensible à l'ouvrier russe. Mais aux Etats-Unis d'Amérique, dans cet Etat le plus avancé qui jouit d'une liberté politique à peu près totale et des institutions démocratiques les plus développées et où la productivité du travail enregistre des progrès extraordinaires, il est parfaitement naturel que la question du socialisme passe au premier plan.

En Amérique, grâce à la pleine liberté politique, il est possible d'évaluer la production totale des richesses du pays et d'établir un bilan statistique de la production dans des conditions meilleures que partout ailleurs. Et ce calcul, basé sur des données indiscutables, montre qu'il y a en Amérique, en chiffres ronds, 15 millions de familles ouvrières.

Prises ensemble, ces familles ouvrières produisent annuellement pour 60 milliards, c'est-à-dire 60 000 millions de roubles, d'articles de consommation. Soit 4 000 roubles par an et par famille ouvrière.

Mais à l'heure actuelle, étant donné la structure capitaliste de la société, la moitié seulement de cette production colossale, soit 30 000 millions, revient aux ouvriers qui constituent les neuf dixièmes de la population. L'autre

moitié, la classe des capitalistes la prend pour elle, alors qu'elle ne constitue en tout, en comptant tous ses défenseurs et tous ses parasites, que la dixième partie de la population.

En Amérique, comme dans les autres pays, le chômage sévit et le coût de la vie augmente sans cesse. La gêne des ouvriers devient chaque jour plus pénible et plus intolérable. Les statistiques américaines ont montré que *près de la moitié* du nombre total des ouvriers ne sont employés que *partiellement*. Et quelle masse de travail social est gaspillée par le maintien de la petite entreprise, absurde, archaïque, morcelée, notamment dans l'agriculture et le commerce !

Grâce à la pleine liberté politique et à l'absence de grands propriétaires fonciers féodaux, on emploie en Amérique les machines plus que partout ailleurs. Dans la seule industrie de transformation, la puissance des machines y atteint un total de *18 millions* de chevaux-vapeur. Et la prospection de toutes les sources d'énergie hydraulique a établi, selon un rapport en date du 14 mars 1912, que l'Amérique pouvait, en transformant en électricité l'énergie de ses chutes d'eau, disposer d'un seul coup de *60 millions* de chevaux-vapeur supplémentaires !

Le pays est, dès maintenant, immensément riche, et il peut d'un seul coup *tripler* ses richesses, *tripler* la productivité de son travail social en assurant ainsi à *toutes* les familles ouvrières un revenu décent, digne d'un être humain, pour une journée de travail qui ne soit pas excessive : 6 heures par jour.

Mais, de par la structure capitaliste de la société, à côté d'un chômage et d'une misère épouvantables dans les grandes villes d'Amérique, ainsi que dans les campagnes, à côté d'une dilapidation stérile du travail de l'homme, nous constatons un luxe inouï des milliardaires, des richards dont la fortune se chiffre par milliards.

La classe ouvrière d'Amérique s'instruit rapidement et se rassemble dans un puissant parti prolétarien, qui gagne de plus en plus la sympathie des travailleurs. En travaillant avec des machines remarquables, en voyant à chaque pas les merveilles de la technique et les magnifiques progrès réalisés grâce à l'organisation de la grande production,

les esclaves salariés d'Amérique commencent à prendre une claire conscience de leurs tâches et à poser des revendications simples, évidentes, immédiates : 4 000 roubles de revenu par famille ouvrière et la journée de travail de 6 heures.

L'objectif que se fixent les ouvriers américains est parfaitement à la portée de tous les autres pays civilisés; mais, pour cela, il faut que soient créées les conditions essentielles garantissant la liberté...

Et il n'est pas d'autre chemin vers un avenir de liberté que celui qui passe par l'organisation des ouvriers eux-mêmes sur le plan culturel, syndical, coopératif et politique.

« Prolétarskaïa Pravda » n° 19, 1er janvier 1914.
Signé : I.

Conforme au texte de la « Prolétarskaïa Pravda »

FAUT-IL UNE LANGUE OFFICIELLE OBLIGATOIRE ?

Les libéraux se distinguent des réactionnaires en ce sens qu'ils reconnaissent, au moins pour l'école *primaire*, le droit à l'enseignement dans la langue maternelle. Mais ils rejoignent complètement les réactionnaires quand ils disent qu'une langue officielle est obligatoire.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie, pratiquement, que la langue des Grands-Russes, qui constituent la *minorité* de la population de la Russie, est imposée à tout le reste de la population. Dans chaque école, l'enseignement de la langue officielle doit être *obligatoire*. Toutes les affaires officielles doivent obligatoirement être expédiées dans la langue officielle et non dans la langue de la population locale.

Comment les partis qui la défendent justifient-ils la nécessité de cette langue officielle obligatoire ?

Les « arguments » des Cent-Noirs sont brefs, comme on peut bien le penser : il faut tenir en bride tous les allogènes et ne pas tolérer leur « débraillement ». La Russie doit être indivisible, et tous les peuples doivent se soumettre à l'autorité des Grands-Russes, lesquels — selon les Cent-Noirs — ont été les bâtisseurs et les rassembleurs de la terre russe. Aussi la langue de la classe au pouvoir doit-elle être la langue officielle obligatoire. Messieurs les Pourichkévitch verraient même d'un bon œil l'interdiction pure et simple de ces « jargons » dans lesquels s'expriment près de 60% de la population non grand-russe de la Russie.

La position des libéraux est nettement plus « raffinée » et plus « nuancée ». Ils estiment qu'on doit, dans certaines

limites (par exemple, à l'école primaire), admettre la langue maternelle. Mais ils préconisent en même temps l'emploi obligatoire d'une langue officielle, nécessaire selon eux, dans l'intérêt de la « culture », de la Russie « une » et « indivisible », etc.

« L'organisation étatique est l'affirmation d'une unité culturelle... La culture à échelle d'un Etat implique nécessairement l'existence d'une langue officielle... Qui dit Etat dit unité du pouvoir, et la langue officielle est un instrument de cette unité. Elle a la même force coercitive et le même caractère obligatoire que toutes les autres formes de manifestation étatique...

Si la Russie doit demeurer une et indivisible, il faut défendre avec fermeté le principe préconisant l'usage obligatoire de la langue littéraire russe du point de vue des intérêts de l'Etat. »

Telle est la philosophie typique du libéral en ce qui concerne la nécessité d'une langue officielle.

Nous avons emprunté ces passages à l'article de M. Patrachkine, paru dans le journal libéral *Dien*[32] (n° 7). Pour des raisons bien compréhensibles, le journal des Cent-Noirs *Novoïé Vrémia* a sauté au cou de leur auteur. M. Patrachkine a exprimé là « des idées parfaitement saines », a déclaré le journal de Menchikov (n°13 588). C'est pour ces idées parfaitement « saines » que les Cent-Noirs ne tarissent pas d'éloges pour le journal national-libéral *Rousskaïa Mysl*[33]. Et comment ne pas les louer, puisque les libéraux préconisent, à grand renfort d'arguments « culturels », ce qui plaît tant aux gens du *Novoïé Vrémia* ?

La langue russe est grande et puissante, nous disent les libéraux. Seriez-vous donc opposés à ce que les habitants de toutes les régions périphériques de la Russie connaissent cette langue si grande et si puissante ? Ne voyez-vous donc pas que la langue russe enrichira la littérature des allogènes, qu'elle leur donnera la possibilité d'avoir accès aux plus hautes valeurs culturelles, etc. ?

Tout cela est exact, messieurs les libéraux, leur répondons-nous. Nous savons mieux que vous que la langue de Tourguéniev, de Tolstoï, de Dobrolioubov, de Tchernychevski, est grande et puissante. Plus que vous, nous voulons voir s'établir entre les classes opprimées de toutes les nations qui peuplent la Russie sans en excepter aucune, les relations les plus étroites et une unité fraternelle. Et nous

désirons, cela va de soi, que chaque habitant de la Russie ait la possibilité d'apprendre la grande langue russe.

Il n'y a qu'une chose dont nous ne voulons pas : la *contrainte*. Nous ne voulons pas pousser les gens au paradis à coups de trique. Car vous avez beau aligner de belles phrases sur la « culture », instaurer une langue officielle *obligatoire*, c'est l'enfoncer dans la tête par la contrainte. Nous pensons que la grande et puissante langue russe n'a pas besoin qu'on oblige qui que ce soit à l'apprendre *sous la menace de la trique*. Nous sommes persuadés que le développement du capitalisme en Russie et, d'une façon générale, tout le cours de la vie sociale, conduit à un rapprochement mutuel des nations. Des centaines de milliers de gens sont brassés d'un bout de la Russie à l'autre, les populations des différentes nationalités se mélangent, le particularisme des nations encroûtées dans leur isolement est appelé à disparaître. Ceux qui, de par leurs conditions de vie et de travail, ont besoin de connaître le russe, l'apprendront sans encourir la trique. Quant à la coercition (la trique), elle aura pour seule conséquence de gêner la pénétration de la grande et puissante langue russe dans les autres groupes nationaux ; surtout, elle exacerbera l'hostilité, elle créera mille nouveaux points de friction, elle renforcera l'irritation, l'incompréhension mutuelle, etc.

A qui cela profitera-t-il ? Pas au peuple de Russie, pas à la démocratie russe. Le peuple de Russie n'admet *aucune* oppression nationale, quand bien même ce serait « dans l'intérêt de la culture et de l'Etat russes ».

C'est pourquoi les marxistes russes disent qu'*il ne doit pas y avoir* de langue officielle obligatoire, mais qu'il faut mettre à la disposition de la population des écoles où l'enseignement sera donné dans toutes les langues locales, et inclure dans la Constitution une loi fondamentale qui abolira tous les privilèges, quels qu'ils soient, accordés à l'une quelconque des nations, et supprimera toutes les violations, quelles qu'elles soient, des droits d'une minorité nationale...

« Prolétarskaïa Pravda » n° 14 (22), 18 janvier 1914

Conforme au texte de la « Prolétarskaïa Pravda »

A K. HUYSMANS

Voici, comme vous me l'aviez demandé, un bref rapport *, que je vous adresse à titre privé, en m'excusant par avance de ses lacunes, imputables au manque extrême de temps. Le Comité central de notre Parti aura probablement l'occasion de faire parvenir à la Commission exécutive du Bureau socialiste international son rapport officiel** et de corriger les erreurs éventuelles de mon rapport personnel.

En quoi consistent les dissentiments *** qui opposent le Comité central de notre Parti au *Comité d'organisation* ? Telle est la question. Ces dissentiments peuvent se ramener aux six points suivants :

I

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie a été fondé en 1898 en tant que parti *illégal*, et il est *toujours* demeuré tel. Aujourd'hui encore, il ne peut exister qu'illégalement, car, en Russie, même le parti des libéraux modérés n'est pas autorisé par la loi.

Mais avant la révolution de 1905 en Russie les libéraux possédaient un organe illégal à l'étranger [34]. Après l'échec

---

* Les mots « bref rapport », écrits en russe, sont répétés entre parenthèses, en français. (*N. du Trad.*)

** Voir le présent tome, pp. 243-246. (*N.R.*)

*** Le mot « dissentiments » est répété entre parenthèses, en français. (*N. du Trad.*)

de la révolution, ils se sont détournés de cette dernière et repoussent avec indignation l'idée d'une presse illégale. Et, depuis la révolution, l'aile opportuniste de notre parti en arrive à cette idée qu'il faudrait renier le parti illégal, le *liquider* (d'où le nom de « *liquidateurs* »), le *remplacer* par un parti légal (« ouvert »).

A deux reprises, en 1908 et en 1910, l'ensemble de notre Parti a condamné *formellement* et absolument le courant liquidateur [35]. Sur ce point le désaccord est absolument inconciliable. On ne peut restaurer et bâtir un parti illégal en compagnie de gens qui n'ont pas foi en lui et se refusent catégoriquement à le mettre sur pied.

Le Comité d'organisation et la Conférence d'août 1912 qui l'a élu reconnaissent *en paroles* le parti illégal. Mais *en fait*, le journal des liquidateurs de Russie (le *Loutch* et la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* en 1912-1913) a continué, après les décisions de la Conférence d'août, à *attaquer* dans la presse légale l'existence même du parti illégal (nombreux articles de L.S., F.D., Zassoulitch, etc.).

Ainsi, ce qui nous oppose au Comité d'organisation, c'est que ce dernier n'est qu'une fiction qui, en paroles, ne s'avoue pas aux ordres des liquidateurs mais qui, en fait, protège le groupe des liquidateurs de Russie et fait son jeu.

Ce qui nous oppose au Comité d'organisation, c'est qu'il ne veut pas (et ne peut pas, car il est impuissant contre le groupe des liquidateurs) condamner résolument et irrévocablement le courant liquidateur.

Nous ne pouvons édifier un parti illégal autrement qu'en luttant contre ceux qui l'attaquent dans la presse légale. Il existe actuellement en Russie (depuis 1912) *deux* quotidiens ouvriers à Saint-Pétersbourg : l'un (la *Pravda*) applique les décisions du parti illégal, les met en pratique ; l'autre (le *Loutch* et la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*) attaque le parti illégal, le tourne en dérision, essaie de persuader les ouvriers que ce parti est inutile. Tant que ce journal du groupe des liquidateurs n'aura pas changé radicalement son orientation, ou bien tant que le Comité d'organisation ne l'aura pas condamné définitivement,

n'aura pas rompu avec lui, l'unité du parti illégal avec le groupe qui lutte contre l'existence de celui-ci sera impossible.

II

Ce qui nous oppose aux liquidateurs, ce sont les divergences qui séparent partout réformistes et révolutionnaires. Mais ce qui, chez nous, avive particulièrement ces divergences et les rend inconciliables, c'est que les liquidateurs luttent dans la presse légale contre les mots d'ordre révolutionnaires. L'unité est impossible avec un groupe qui, par exemple, déclare dans la presse légale que les mots d'ordre de république ou de confiscation des terres des grands propriétaires fonciers ne peuvent servir de moyens d'agitation parmi les masses. Nous ne pouvons pas réfuter dans la presse légale cette propagande, qui équivaut objectivement à une trahison du socialisme et qui revient à faire des concessions au libéralisme et à la monarchie.

Or la monarchie russe est telle qu'il faudrait encore une série de révolutions pour amener nos tsars au régime constitutionnel.

L'unité de notre parti illégal qui, réfugié dans la clandestinité, organise des grèves et des manifestations révolutionnaires, est impossible avec un groupe de publicistes qui qualifient dans la presse légale le mouvement gréviste de « frénésie gréviste ».

III

Ce qui nous sépare, c'est la question nationale. Question qui se pose en Russie avec beaucoup d'acuité. Le programme de notre Parti ne reconnaît absolument pas ce qu'on appelle l'« autonomie nationale exterritoriale ». La défendre, c'est pratiquement se faire l'apôtre d'un nationalisme bourgeois raffiné. Cependant, en violation flagrante du programme du Parti, la Conférence d'août des liquidateurs (1912) a reconnu cette « autonomie nationale exterritoriale ». Le camarade Plékhanov, qui observe une attitude de neutralité entre le Comité central et le Comité d'organisation, s'est élevé contre cette violation du programme, qu'il a quali-

fiée d'accommodement du socialisme à la sauce nationaliste.

Nous sommes en opposition avec le Comité d'organisation du fait que ce dernier n'entend pas revenir sur sa décision, qui viole le programme de notre Parti.

IV

Ce qui nous oppose encore, c'est la question nationale en matière d'organisation. Le congrès de Copenhague a nettement condamné la division des syndicats par nationalités [36]. Et l'expérience autrichienne a montré que, sous ce rapport, on ne peut faire de différence entre les syndicats et le parti politique du prolétariat.

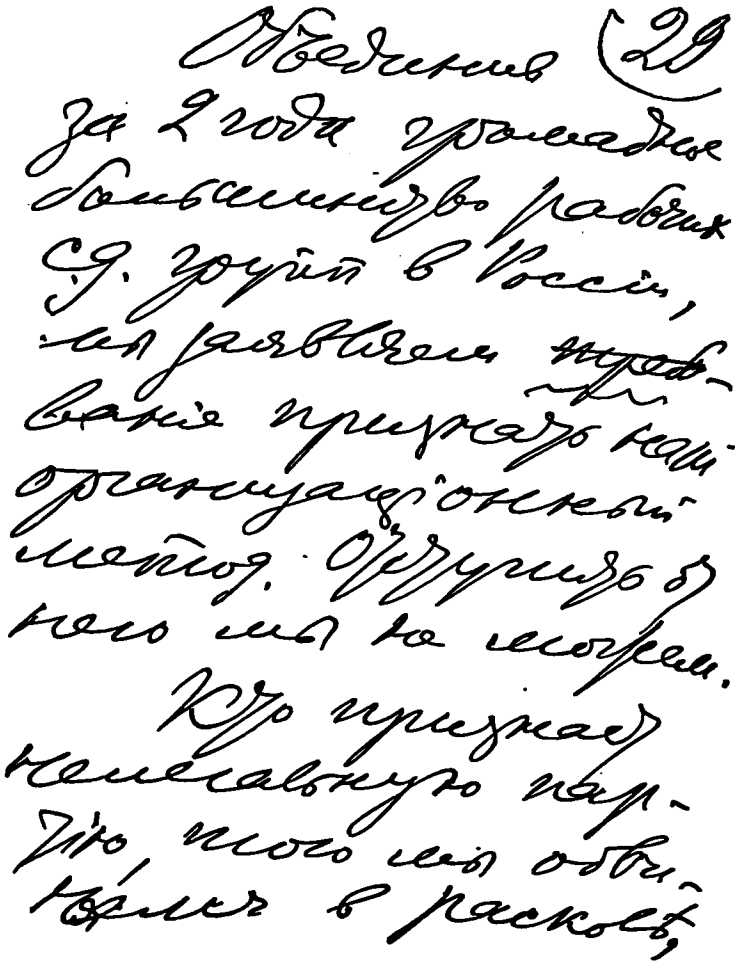
Notre Parti a toujours soutenu la nécessité d'une organisation unique, internationale, du parti social-démocrate. En 1908, avant la scission, il a de nouveau réclamé la fusion, sur la base locale, de toutes les organisations social-démocrates nationales.

Ce qui nous oppose au Bund, qui organise à part les ouvriers juifs et soutient le Comité d'organisation, c'est qu'en dépit des décisions du Parti, il refuse tout net de proclamer le principe de l'unité de toutes les organisations nationales locales et de faire passer cette union dans les faits.

Il faut souligner que le Bund se refuse à réaliser cette union, non seulement avec les organisations dépendant de notre Comité central, mais aussi avec le Parti social-démocrate letton, avec la social-démocratie polonaise et avec l'aile gauche du Parti socialiste polonais. C'est pourquoi nous dénions au Bund le droit de se prétendre unitaire, et déclarons que c'est lui qui fait œuvre de scissionniste en ne réalisant pas l'union internationale des ouvriers social-démocrates au sein des organisations locales.

V

Nous sommes en opposition avec le Comité d'organisation lorsqu'il préconise l'union des liquidateurs et du Bund avec un parti qui n'est pas social-démocrate, l'aile gauche du P.S.P., *contrairement* aux deux fractions de la social-démocratie polonaise.



Pages 29-30 de la lettre de V. Lénine
à K. Huysmans.—31 janvier 1914

(30)

если он не усвоит принцип нашей организационной методы, подтвержденной двадцатилетним опытом и волей большинства сознательных рабочих.

Таков мой краткий доклад.

С с.-д. прив. Н. Ленин.

в Брюсселе

Брюссель 31/I – 1/II. 1914.

La social-démocratie polonaise est entrée dans notre Parti depuis les années 1906-1907.

L'aile gauche du P.S.P. n'y est *j a m a i s* entrée.

Le Comité d'organisation commet un acte scandaleusement scissionniste en s'alliant au P.S.P. *contre* les deux fractions de la social-démocratie polonaise.

Le Comité d'organisation et ses partisans parmi les députés à la Douma commettent un acte scandaleusement scissionniste en accueillant dans la fraction social-démocrate de la Douma le député non social-démocrate Jagiello, membre du P.S.P., en dépit des protestations formelles des deux fractions de la social-démocratie polonaise.

Ce qui nous oppose au Comité d'organisation, c'est qu'il ne veut pas condamner et rompre cette union dissidente avec l'aile gauche du P.S.P.

VI

Enfin, ce qui nous oppose au Comité d'organisation et aux nombreux groupes et organisations fictives de l'étranger, c'est que nos adversaires ne veulent pas reconnaître franchement, loyalement et sans restriction, le soutien que l'immense majorité des ouvriers conscients de Russie accorde à notre Parti.

Nous attachons à cela une importance énorme, car on répand souvent à l'étranger, sur la foi d'affirmations gratuites et qu'aucune donnée précise et vérifiable ne vient confirmer, des mensonges éhontés sur l'état des choses en Russie.

De deux choses l'une : ou bien nos adversaires reconnaissent qu'il existe des divergences inconciliables entre eux et nous (et alors leurs discours sur l'unité sont hypocrites), ou bien ils ne voient pas de divergences inconciliables (et alors ils doivent reconnaître loyalement, sous peine d'être considérés comme des scissionnistes, que la majorité est indiscutablement de notre côté).

Quels sont donc les faits, avérés et vérifiables, qui permettent de *démontrer* de quel côté se trouve effectivement la majorité des ouvriers social-démocrates conscients et organisés de Russie ?

Premièrement, les élections à la Douma d'Etat.

Deuxièmement, les données tirées des deux journaux social-démocrates pour toute l'année 1912 et presque toute l'année 1913.

On comprendra facilement que les quotidiens de Saint-Pétersbourg des deux tendances, considérés pendant ces deux années, fournissent les seuls renseignements valables sur les questions qui nous divisent.

Troisièmement, les données sur les déclarations publiques des ouvriers de Russie (parues dans *les deux* journaux) en faveur de l'une ou l'autre des deux fractions social-démocrates à la Douma.

Ces trois sortes de données ont été publiées dans le rapport officiel de notre Comité central au Bureau socialiste international (session du 14 décembre 1913). Je les résume brièvement :

Primo. Aux élections à la IIe Douma (1907), les « bolchéviks » (c'est-à-dire nos partisans), réunissaient 47% de tous les députés de la curie ouvrière ; à la IIIe (1907-1912), 50% ; à la IVe, 67%.

Secundo. Pendant 21 mois, du 1er janvier 1912 au 1er octobre 1913, les deux journaux ouvriers de Saint-Pétersbourg ont publié les rapports financiers des groupes ouvriers : 556 chez les liquidateurs et *tous* leurs alliés ; 2 181 pour notre Parti.

Tertio. 4 850 ouvriers s'étaient prononcés (au 20 novembre 1913), *signatures à l'appui*, en faveur de notre fraction à la Douma, contre 2 539 aux liquidateurs (et à tous leurs alliés : Bund, Caucasiens, etc., etc.).

Ces données, précises et vérifiables, démontrent que *nous avons rassemblé*, pendant ces deux années, malgré les difficultés inouïes rencontrées par un parti illégal en Russie, l'*immense majorité* des ouvriers des groupes social-démocrates de ce pays.

(Notre supériorité en matière de publications clandestines et d'organisation de conférences clandestines strictement de parti est encore plus grande.)

Pour avoir rassemblé en deux ans l'immense majorité des ouvriers des groupes social-démocrates, nous déclarons exiger que soit reconnue notre méthode d'organisation. Nous ne pouvons pas y renoncer.

Nous accusons de scissionnisme quiconque reconnaît

la nécessité d'un parti illégal sans vouloir reconnaître notre méthode d'organisation, corroborée par une expérience de deux ans et la volonté de la majorité des ouvriers conscients.

Tel est mon bref rapport.

Recevez mon salut social-démocrate. *N. Lénine*

Bruxelles, 31. I.-1. II. 1914

Publié pour la première fois en 1924 dans la revue « Proletarskaïa Révolutsia » n° 8 (26)

Conforme au manuscrit

A PROPOS DES TACHES DE LA STATISTIQUE DES ZEMSTVOS

(Zemstvo de la province de Penza. Bilan des recherches et évaluations statistiques dans la province de Penza. Série III. Etude de la propriété foncière. IIe partie. Recensement par exploitation paysanne. Ire section. Renseignements sur les agglomérations et tableaux détaillés établis d'après les données du recensement général par feu. Fascicule 3 : district de Krasnaïa Sloboda. Penza. 1913. Prix : 1 rouble. Pages X + 191.)

Le zemstvo de Penza procède à une évaluation statistique suivant un programme si complet et si détaillé qu'il présente un intérêt exceptionnel pour quiconque étudie le régime économique de la Russie.

On effectue un recensement général par feu de *toutes* les exploitations paysannes, en établissant une fiche *abrégée* par exploitation. Après quoi, une exploitation sur trois est décrite sur une fiche *succincte* plus complète ; une sur neuf, sur une fiche encore plus complète, dite *détaillée* ; une sur *vingt-sept* est décrite sur une fiche *spéciale* encore plus complète ; enfin, 25 exploitations par district (ce qui représente probablement près de 1/1000 du nombre total des exploitations) sont l'objet d'une étude *budgétaire* des plus détaillées.

Au total, il y a donc *cinq* degrés de précision dans l'enquête, chaque étape supérieure englobant obligatoirement toutes les questions des étapes inférieures. Dans le préambule, les auteurs définissent de la façon suivante le champ d'investigation de chacune de ces *cinq* formes de description :

« Le budget englobe toute la production et toute la consommation du feu.

La description spéciale étudie, par exploitation, les ventes et les achats de produits agricoles et le cycle de l'élevage (sur un formulaire spécial), ainsi que toutes les questions figurant dans la fiche détaillée.

La fiche détaillée dénombre tous les biens, entreprises et occupations des membres de l'exploitation, note les renseignements sur le sexe, l'âge, le degré d'instruction des membres de la famille, la valeur du cheptel mort et vif, ainsi que des bâtiments, et évalue les revenus des entreprises et des occupations, la récolte, les frais de main-d'œuvre.

La fiche succincte ne retient que les renseignements sur le sexe, l'âge, le degré d'instruction des membres de la famille, et dénombre les biens, entreprises et occupations, ainsi que le cheptel mort et vif.

La fiche abrégée indique l'effectif de la famille par sexe, le nombre de travailleurs hommes, les biens, les entreprises de la famille, à l'exclusion de ce qui est pris à bail, le gros bétail, le degré d'instruction et les métiers d'appoint des travailleurs hommes, ainsi que le nombre des garçons et des filles qui vont à l'école. »

Malheureusement, on n'a pas joint à l'ouvrage le texte intégral des questionnaires correspondant aux cinq formes de description. Il n'y figure que la fiche la plus courte (la fiche « abrégée »), qui fournit sur l'exploitation une description (à peu près) aussi détaillée que les fiches de recensement agricole établies à l'européenne.

Si les statisticiens de Penza étudient toute la province suivant le programme qui vient d'être exposé, les données rassemblées seront — on peut le dire sans exagération — proches du résultat idéal. Supposons qu'il y ait dans cette province 270 000 feux (en réalité, il y en a vraisemblablement davantage) ; nous aurions alors 90 000 descriptions contenant des données sur le fermage, sur tout le cheptel vif et mort ; puis, 30 000 descriptions avec des données sur les récoltes (*de chaque exploitation*), les dépenses en main-d'œuvre, la valeur du matériel et des bâtiments ; ensuite, 10 000 descriptions concernant la vente et l'achat des produits agricoles, ainsi que le « cycle de l'élevage » (c'est-à-dire, vraisemblablement, la description précise des conditions d'entretien et d'alimentation du bétail, les renseignements sur la productivité de l'élevage, etc.) ; enfin *250* budgets qui, en comptant dix groupes-types d'exploitations agricoles, donneraient une description *exhaustive*, de *chaque* groupe, à raison de 25 budgets par groupe,

ce qui est pleinement suffisant pour obtenir des moyennes constantes.

Bref, ce programme étant réalisé, l'économie paysanne de la province de Penza serait étudiée d'une façon excellente, incomparablement mieux qu'avec les recensements tels qu'on les pratique en Europe occidentale (il est vrai que ces derniers ne sont pas pratiqués à l'échelle d'une province, mais de tout un pays).

Le tout est de procéder à l'*élaboration* de ces données excellentes. Là est la principale difficulté. C'est le point le plus faible des statistiques de nos zemstvos, admirables par leur minutie et le souci du détail. Les renseignements réunis sur chacun des 300 000 feux (ou sur chacun des 90 000, des 30 000, des 10 000) peuvent bien être remarquables, leur valeur n'en sera pas moins presque nulle pour la science, pour la compréhension de l'économie de la Russie, si leur élaboration n'est pas satisfaisante. Car des moyennes globales par communauté, par canton, par district, par province, sont d'un très mince intérêt.

On assiste actuellement en Russie à un processus de transformation capitaliste de l'agriculture semi-médiévale (patriarcale et de type féodal). Ce processus a commencé depuis plus d'un demi-siècle. Au cours de ce vaste laps de temps, la littérature économique de notre pays a réuni une masse énorme d'*indications* partielles relatives aux différents traits de ce processus. L'essentiel, maintenant, est que les abondantes données de la statistique des zemstvos, si parfaites par leur recherche du détail, par la minutie de leur collectage et le soin apporté à leur vérification, soient dûment *élaborées*. Elles doivent l'être de façon à *fournir une réponse* précise, objective, établie en tenant compte de la masse des données recueillies, à *toutes* les questions *posées*, ou ébauchées, au cours de plus d'un demi-siècle d'analyse de l'économie russe après l'abolition du servage (et, à l'heure actuelle, la législation agraire de Stolypine pose quantité de nouvelles questions du plus haut intérêt sur l'économie *postrévolutionnaire* de la Russie).

Les données statistiques doivent être élaborées de façon à *permettre* l'étude du processus de destruction de l'ancienne économie naturelle fondée sur le servage, la corvée et les prestations de travail, et de son remplacement

par une agriculture marchande, capitaliste. Aucun homme, si informé qu'il soit (du point de vue de l'économie politique) ne peut douter maintenant de l'existence de ce processus. Le tout est de savoir *comment* élaborer ces remarquables données par feu, afin qu'elles *ne soient pas perdues*, afin qu'on puisse, à leur lumière, étudier *tous* les aspects de ce processus extrêmement complexe et multiforme.

Pour satisfaire à ces conditions, l'élaboration des données par feu doit offrir, de la façon la plus rationnelle et la plus détaillée, le plus grand nombre possible de *tableaux récapitulatifs et de tableaux synoptiques* permettant l'étude particulière de *tous les types* d'exploitations déjà constitués ou *en cours de constitution* (ce qui n'est pas moins important). Sans tableaux récapitulatifs et synoptiques diversifiés et rationnellement établis, ces données si riches seront tout simplement perdues. C'est là l'immense danger des statistiques contemporaines, qui souffrent de plus en plus souvent, ces temps-ci, de ce que j'appellerais une sorte de « crétinisme statistique », où la forêt disparaît derrière les arbres, où, derrière des monceaux de chiffres, disparaissent les *types économiques* des phénomènes étudiés. Ces types *ne* peuvent apparaître *que* grâce à des tableaux récapitulatifs et synoptiques diversifiés et rationnellement établis.

Et, pour qu'ils soient *rationnellement* établis, il faut avant tout que le processus de développement du capitalisme puisse être suivi dans toutes ses ramifications et sous toutes ses formes. On ne peut considérer comme rationnelle qu'une étude permettant de dégager le type d'exploitation naturelle qui s'est le mieux conservé et les divers degrés de son remplacement par l'agriculture marchande et capitaliste (suivant les régions, l'agriculture marchande prend des formes diverses, axant sur la production pour le marché telle ou telle autre branche de l'économie rurale). Il faut distinguer avec le plus grand soin les différents types d'exploitations qui font la transition entre l'agriculture naturelle intégrale et la *vente* de la force de travail (il s'agit des « métiers d'appoint », caractérisés par la vente de la force de travail), ainsi que son *achat*. Il faut distinguer avec le plus grand soin les différents types d'exploitation en fonc-

tion de leur situation financière (estimée d'après de degré et les *possibilités* de constitution et d'accumulation de capitaux), puis selon le volume global de la production agricole, ainsi que selon l'importance des branches de cette production qui, dans une région donnée et à un moment donné, sont les plus susceptibles de se transformer en agriculture *marchande* ou en élevage *marchand*, etc., etc.

L'essentiel, dans l'étude économique de l'agriculture contemporaine, c'est précisément cette transformation de l'économie naturelle en économie *marchande*, et les innombrables erreurs et les préjugés qu'on trouve dans la « théorie » officielle des professeurs libéraux, des populistes petits-bourgeois et des opportunistes viennent de ce qu'ils méconnaissent cette transformation ou sont incapables de la suivre à travers l'extrême diversité de ses aspects.

A en juger par le recueil en question, le travail des statisticiens de Penza n'est pas une œuvre de bureaucrates, mais d'hommes qui s'intéressent effectivement à leur sujet et sont capables de procéder à une étude scientifique d'une valeur considérable. Pourtant, il ne laisse pas de produire une impression de surcroît de routine statistique ou de « statistique pour la statistique » ; il pèche du point de vue de l'économie politique, par insuffisance d'analyse et de claire vision.

Le recueil contient, tout d'abord, des renseignements sur les localités ; cela représente un peu moins du dixième de l'ensemble de l'ouvrage. Les autres neuf dixièmes correspondent à des tableaux par commune. A chaque groupe de paysans (déterminé en fonction de la quantité de terre possédée), de chaque commune et de chaque localité est consacrée une ligne horizontale particulière (1 009 en tout pour le district), contenant 139 colonnes verticales. Les 9/10 de ces renseignements, extraordinairement détaillés, ne serviront sans doute jamais, même aux plus curieux des habitants de l'endroit.

Mais cet invraisemblable souci du détail révèle une sorte de manie de la statistique quand nous voyons les colonnes 119 à 139, soit *vingt-et-une* colonnes, donner pour chacune des mille subdivisions du district des *valeurs relatives*, c'est-à-dire des chiffres de pourcentages ! ! ! Les statisticiens ont effectué, pour un seul district, des milliers et

des milliers de calculs qui ne peuvent avoir une utilité, même pour les gens de la région, que dans des cas absolument exceptionnels. Ils ont fait, approximativement, de 15 000 à 20 000 calculs dont dix ou vingt peut-être pourront servir *aux seuls* habitants du coin ; et encore pourraient-ils effectuer *eux-mêmes* le calcul nécessaire dans le cas, improbable, où ils en auraient besoin.

Le travail colossal abattu en pure perte par nos statisticiens est à déduire de la somme totale de travail qu'ils peuvent consacrer à leurs recherches (eu égard à leurs forces et à leur budget — les crédits que les zemstvos affectent aux statistiques sont des plus modestes !). Et ce recueil, qui contient des milliers de chiffres d'un « luxe » statistique dont personne n'a besoin, n'indique *pas un seul* total. Tous les totaux seront donnés dans les fascicules à venir. D'abord, nous ne sommes pas sûrs que ces fascicules verront le jour, et les statisticiens des zemstvos de Russie, qui dépendent trop de l'arbitraire de la police, ne peuvent non plus avoir cette assurance. Et puis, sans le *contrôle* de tableaux (récapitulatifs et synoptiques) au niveau du district, on ne pourra jamais élaborer un système parfaitement satisfaisant, du point de vue scientifique, de tableaux récapitulatifs et synoptiques au niveau de la province.

En attendant, nous avons le triste devoir de constater la valeur scientifique infime, quasi-nulle, d'un recueil de statistiques qui a englouti une quantité énorme de travail et qui renferme une foule de renseignements extrêmement riches, précieux, nouveaux (*les résultats de la loi du 9 novembre !*), mais pas totalisés, pas collationnés, pas résumés, pas synthétisés.

Indiquons, au moins, quelques-unes des classifications qui pourraient et devraient être établies pour tirer parti du très riche matériel de ces statistiques de zemstvo. Il serait désirable de diviser district et province d'après les zones d'extension maximum de l'agriculture marchande des divers types (transformation en alcool des céréales et de la pomme de terre ; écoulement des produits laitiers ; huileries, plantes industrielles, etc., etc.) ; ensuite, d'après les métiers artisanaux et les industries exercées hors-village ; d'après les conditions de l'économie seigneuriale (proximité ou absence de domaines de grands propriétaires

fonciers ; prédominance de l'économie seigneuriale de type féodal, prestations de travail, corvée, métayage, travail à la tâche, etc., ou ayant la forme capitaliste et reposant sur le salariat) ; ensuite, d'après le degré de développement du commerce et, plus généralement, des échanges capitalistes (précision extrêmement importante que l'a b c de l'économie politique considère comme absolument nécessaire et qu'il est aisé d'apporter, bien qu'on ne le fasse généralement pas : classement des localités d'après la distance qui les sépare du chemin de fer, des marchés, des centres commerciaux, etc.) ; d'après l'importance des localités (dans le district de Krasnaïa Sloboda, il y a environ 30 000 feux répartis dans 278 localités, mais les 19 localités les plus importantes comptent plus de 9 000 feux ; d'où, vraisemblablement, des conditions différentes).

Il est désirable et nécessaire de répartir les feux en groupes correspondant, non seulement à la superficie de terre possédée, mais aussi à la superficie ensemencée (les auteurs déclarent dans l'avant-propos que les paysans de la province de Penza cultivent « essentiellement leur propre terre et non pas des terres prises à bail », mais cette appréciation est d'un caractère trop général, et la question du fermage a une telle importance qu'elle exige une étude détaillée) ; ensuite, il faudrait un classement tenant compte de la superficie ensemencée en plantes industrielles, pour autant qu'on puisse les recenser et les différencier des autres cultures ; puis, un classement d'après les « métiers artisanaux » (non pas sous la forme approximative à laquelle on se borne habituellement, par une sorte de dérision de l'économie politique, et qui consiste à distinguer les « exploitations employant des artisans » et celles qui n'en emploient pas, mais en précisant obligatoirement la situation de l'individu à l'intérieur de la profession artisanale : exploitations dont un nombre important, moyen ou réduit d'ouvriers vont se louer ailleurs, exploitations employant dans leurs entreprises, grandes ou petites, un nombre insignifiant, moyen ou important (d'ouvriers salariés, etc.) ; d'après le nombre de têtes de bétail (ce qui est fait partiellement dans le recueil), etc.

Des tableaux synoptiques au nombre de dix, par exemple, répartissant les exploitations en dix groupes (toujours à

titre approximatif) en fonction des divers indices de la pénétration du capitalisme dans l'agriculture, auraient nécessité — en supposant 80 colonnes verticales — 8 000 nouveaux calculs, c'est-à-dire qu'ils auraient pris beaucoup moins de place que les 20 000 calculs indiquant les pourcentages par commune et qui ne sont d'aucune utilité pour personne.

La valeur scientifique de ces tableaux synoptiques, dont la diversité tiendrait compte de l'incroyable variété des formes de subordination de l'agriculture et de l'agriculteur par rapport au marché, serait énorme. On peut dire sans la moindre exagération qu'ils provoqueraient une véritable révolution dans la science de l'économie agricole.

« Prosvéchtchénié » n° 1, janvier 1914.
Signé : V. Iline

Conforme au texte de la revue « Prosvéchtchénié »

COMPTE RENDU D'UN LIVRE

Documents sur la protection du travail présentés à l'Exposition d'hygiène de Russie organisée à Saint-Pétersbourg en 1913. St.-Pétersbourg 1913 — 78 pages. Sans indication de prix.

Cette publication extrêmement utile donne une brève analyse des matériaux présentés à l'Exposition d'hygiène de Russie au sujet de la protection du travail. Sur toute une série de problèmes de la vie ouvrière, elle fournit quantité de précieuses données statistiques : nombre d'ouvriers dans certaines branches de l'industrie, travail des femmes et des enfants, durée de la journée de travail et montant des salaires, conditions d'hygiène et protection du travail, morbidité et mortalité des ouvriers, alcoolisme, assurances ouvrières, etc., etc.

En supplément, un excellent index bibliographique sur la protection du travail.

Le défaut de l'ouvrage est l'absence, dans de nombreux cas, de chiffres absolus (on n'y donne que des moyennes) et d'une table générale *analytique*, qui permettrait de trouver rapidement les renseignements correspondant aux différentes questions.

Il serait souhaitable que ces défauts soient corrigés dans les éditions ultérieures. Tous ceux qui s'intéressent à la question ouvrière, toutes les associations syndicales, d'assurances et autres sociétés ouvrières feront certainement leur profit de cet ouvrage. Dans les éditions ultérieures, il pourrait et devrait se transformer en un recueil systématique des matériaux relatifs aux conditions et à la protection du travail en Russie.

« Prosvêchtchénié » n° 1, janvier 1914.
Signé : V. I.

Conforme au texte de la revue « Prosvêchtchénié »

TENTATIVES DE CORRUPTION DES OUVRIERS PAR DES THESES LIBERALES

Le boycottage ou plus exactement le bavardage échevelé à prétentions radicales, qui devient de plus en plus l'unique sujet des écrits des liquidateurs, dissimule fréquemment aux lecteurs le *fond* de leur propagande. Et c'est précisément ce que les politiciens libéraux du mouvement ouvrier désirent : profiter du bruit, du tapage, du feu d'artifice d'un verbiage ultra-radical pour faire avaler subrepticement les platitudes bourgeoises dirigées *contre* l'organisation marxiste.

Mais les ouvriers conscients ne se laisseront pas duper par le vacarme des pseudo-« campagnes politiques » que lancent les démolisseurs de l'organisation ouvrière. Ce qu'ils prisent avant tout et par-dessus tout, dans chaque organe de presse, c'est la fidélité aux principes. Que veut-on inculquer, en fait, aux ouvriers, sous le couvert d'attaques et de vociférations « oppositionnelles », sous couleur de défendre leurs intérêts ? — telle est la question la plus importante, la question essentielle et, à dire vrai, la seule qui compte, pour l'ouvrier qui réfléchit. Car l'ouvrier qui réfléchit sait que les plus dangereux des conseilleurs, ce sont précisément ces amis libéraux des ouvriers qui se chargent de défendre les intérêts de ces derniers et qui détruisent, en fait, l'indépendance de classe du prolétariat et son organisation.

Aussi notre premier devoir est-il d'ouvrir les yeux des ouvriers sur la façon dont les liquidateurs mènent cette entreprise de destruction. Jetez un coup d'œil, par exem-

ple, sur le programme que contient l'éditorial du Nouvel An de l'organe des liquidateurs. On nous dit :

« La classe ouvrière va vers un parti politique du prolétariat agissant au grand jour et suffisamment fort et large pour qu'aucun régime politique ne puisse user envers lui de mesures d'exception, ne puisse le priver de la possibilité de remplir ses fonctions normales de direction politique. »

Et voilà le verbiage libéral « *normal* » dans toute sa splendeur ! Aucun libéral intelligent ne refusera d'approuver des deux mains cette excellente formule par laquelle le journal liquidateur *masque* le fait qu'il « va » et court vers la destruction de tout ce qui a été réalisé avec tant de mal au cours des vingt dernières années pour rassembler le prolétariat sous le drapeau du marxisme.

Plus loin, c'est encore plus franc :

« La marche vers un parti politique légal, c'est en même temps la marche vers l'unité du Parti. »

Il a été mille et mille fois proclamé de la façon la plus formelle, la plus solennelle, dès 1908, dès 1910, que de tels propos étaient un désaveu, la liquidation du passé. Mais MM. les liquidateurs, sans se laisser troubler, chantent toujours la même antienne, espérant tromper la crasse ignorance en criant : « Vive l'unité. »

Traîtres à tout le passé marxiste qui poussent des cris en faveur d'un « parti légal », — et de l'« unité » !... N'est-ce pas se moquer des ouvriers conscients ? N'est-ce pas se moquer, même, de cette conférence « d'août » 1912 où une poignée de naïfs ont cru que les liquidateurs renonçaient au honteux mot d'ordre libéral du « parti légal ».

Mais, précisément, la bande des plumitifs libéraux, tous ces messieurs F. D., Gamma, L.M., Em-El, Rakitine [37], etc., etc., mènent *leur* lutte libérale pour détruire l'organisation marxiste, en négligeant sciemment les résolutions de 1908 et de 1910 et en s'efforçant de tromper les ouvriers les moins conscients. Il se trouvera bien encore, se disent-ils, des gens assez ignorants pour croire à la promesse d'un « parti légal » et pour ne pas voir qu'il s'agit simplement d'une variété de la lutte des libéraux contre l'existence d'une organisation marxiste digne de ce nom ! Et tant qu'il y aura des ignorants, la poignée de

plumitifs libéraux qui font table rase du passé continuera sa sale besogne, en dépit de notre affirmation mille fois répétée que l'« unité » avec ces démolisseurs et ces désorganisateurs est une absurdité et une duperie.

L'« éditorial » du Nouvel An du journal des liquidateurs n'est pas un fait isolé, loin de là. Tous les liquidateurs lui font écho, tel Monsieur Karpov qui, dans n° 5 (123) de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*, assure que

« surmonter (tous les obstacles qui empêchent l'organisation de congrès ouvriers), c'est, ni plus ni moins, lutter de la façon la plus authentique pour la liberté de coalition, c'est-à-dire pour la légalité du mouvement ouvrier, en liaison étroite avec le combat pour le droit à une existence ouvertement affirmée du parti social-démocrate ouvrier. »

Pas un seul libéral, et même pas un seul octobriste, ne refusera sa sympathie à la lutte pour la légalité du mouvement ouvrier ! Pas un seul libéral n'élèvera la moindre objection contre le « parti légal » : il soutiendra plutôt ceux qui le préconisent, car il verra en eux ses meilleurs complices dans l'entreprise de mystification des ouvriers.

Remplissant notre devoir, nous ne cesserons pas de répéter aux ouvriers conscients : la propagande en faveur d'un parti ouvrier légal est une calembredaine libérale qui tend à corrompre les ouvriers et à détruire l'organisation marxiste. L'existence et le développement de cette dernière sont *impossibles* sans une lutte décisive et sans merci contre ceux dont tous les efforts visent à la destruction de cet organisme marxiste auquel l'essor de ces deux dernières années a insufflé de nouvelles forces vitales.

« Pout Pravdy » n° 9,
31 janvier 1914.
Signé : K. T.

Conforme au texte
du journal « Pout Pravdy »

LETTRE A LA REDACTION

Dans sa lettre parue au n° 16 de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*, A. Bogdanov a gardé le silence sur la raison essentielle de ses divergences avec la *Pravda*.

Cette raison est la suivante : depuis de longues années, il se comporte en adversaire de la philosophie marxiste et défend des points de vue idéalistes bourgeois contre le matérialisme de Marx et d'Engels.

Pour cette raison les marxistes bolchéviks ont jugé de leur devoir de prendre position contre lui, il y a déjà quelques années. Pour cette même raison, les marxistes menchéviks, en la personne de G. Plékhanov, sont en polémique avec lui. Enfin, c'est pour cette même raison que la rupture s'est faite entre Bogdanov et le groupe dit « Vpériod » [38].

C'est un fait que, dès le début de la collaboration de Bogdanov à la *Pravda*, nous doutions qu'il puisse s'abstenir de transporter sa lutte contre la philosophie marxiste dans les colonnes du journal ouvrier. Et, malheureusement, il s'est empressé de confirmer nos craintes. Après avoir fait insérer dans la *Pravda* quelques petits articles de vulgarisation sur des sujets inoffensifs, il a bientôt envoyé à la rédaction un article intitulé « L'idéologie » dans lequel il engageait — sous une forme très « populaire » — le combat contre la philosophie marxiste. *La rédaction a refusé de passer cet article antimarxiste. Et c'est de là qu'est né le conflit.*

Nous conseillons à Bogdanov, au lieu de déplorer les mœurs « népotiques », de *publier* l'article *en question*, intitulé « L'idéologie » (le journal des liquidateurs ne refusera certainement pas l'hospitalité à un article antimarxiste).

Et tous les marxistes verront alors en quoi consiste effectivement notre divergence avec Bogdanov, divergence dont il n'a pas dit *un seul mot* dans sa lettre pourtant si prolixe.

Nous estimons que si les ouvriers ont fondé un journal à eux, c'est pour y voir *défendre* le marxisme, et non pour permettre qu'on y altère le marxisme dans l'esprit des « savants » bourgeois.

Nous sommes également très heureux que Bogdanov ait, une fois de plus, soulevé la question de son article paru cet été dans la *Pravda* à propos du groupe « Vpériod ». Puisqu'il le désire, il trouvera (dans la revue *Prosvéchtchénié*) les éclaircissements les plus circonstanciés sur les nombreuses entorses que présentait cet article et sur tout le mal que ce groupe aventurier a causé au mouvement ouvrier de Russie*.

« Pout Pravdy » n° 9,
31 janvier 1914

Conforme au texte
du journal « Pout Pravdy »

* Voir le présent tome, pp. 516-523. (*N.R.*)

LE CHEF DES LIQUIDATEURS PRECISE LES CONDITIONS LIQUIDATRICES DE L'«UNITE»

Dans n'importe quel mouvement chaque crise, chaque tournant qui s'y produit présente un grand intérêt (et est particulièrement utile à ceux qui participent au mouvement), parce que les tendances fondamentales, les lois fondamentales de ce dernier se manifestent avec force et clarté.

La décision prise par le Bureau socialiste international d'organiser un « échange d'opinions » entre toutes les fractions du mouvement ouvrier de Russie marque aussi une certaine crise ou un certain tournant dans l'histoire de ce mouvement. « Echanger des opinions » d'une façon loyale, comme le dit la résolution du Bureau socialiste international, c'est-à-dire avec sincérité, devant un collège international compétent, est une chose assurément utile. Cela obligera *tout le monde* à considérer plus clairement, en allant au fond des choses, la *marche* du mouvement ouvrier de Russie.

Il faut être particulièrement reconnaissant au chef bien connu des liquidateurs, Monsieur F.D., d'avoir présenté *en personne*, dans le n°108 de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*, un exposé très précieux, à peine couvert d'un voile de bienséance et de pudeur, de ses vues sur l'« unification ». Nos meilleures félicitations à Monsieur F.D. ! Il est beaucoup plus agréable de causer avec son adversaire *lui-même* qu'avec des comparses dont la pensée est moins claire et l'importance bien moindre !

Monsieur F.D. expose et compare, avec une franchise des plus louables, *d e u x* points de vue sur l'unification : il repousse l'un, comme « profondément erroné » ; il approuve et fait sien le second.

Voici comment Monsieur F. D. expose lui-même le premier de ces points de vue :

« On peut raisonner de la façon suivante : les divergences qui opposent les courants social-démocrates de Russie sont insignifiantes. Partant de là, il faut donc, avec l'aide de l'Internationale, imaginer une *forme* quelconque *d'organisation* permettant l'unification — soit une fédération, soit un équilibre des tendances, une limitation de la liberté d'action de toute majorité éventuelle. Qu'une *forme extérieure* valable de l'« unite » soit trouvée, et les divergences insignifiantes « s'élimineront » d'elles-mêmes—le temps aidant, on finira bien par s'accommoder ! »

Ce point de vue, Monsieur F.D. le trouve « profondément erroné », tout en s'abstenant, pourquoi ? de nommer ses partisans (Trotski, Kautsky et, d'une façon générale, tous les « conciliateurs »). Sans doute le voile de bienséance ou de pudeur l'a-t-il empêché de donner les noms, que chacun connaît, des partisans de cette idée « profondément erronée » ! Mais la dissimulation de la vérité ne profite, *pratiquement*, qu'aux adversaires de la classe ouvrière !

Ainsi donc, les vues des conciliateurs sont « profondément erronées ». Pourquoi ?

Répondant à cette question, Monsieur F.D. jette un triple voile sur sa face pudique. « Cela fera tout exploser », dit-il, « cela entraînera la désagrégation », « *que les divergences soient importantes ou minimes!!* »

Cette phrase, que nous avons soulignée deux fois, trahit entièrement Monsieur F. D. La vérité finit toujours par percer, même si on la dissimule au fond d'un sac ; à plus forte raison si on la cache derrière un « voile ».

Etant donné votre grande franchise, Monsieur F.D., ces petits subterfuges sont inutiles et ridicules. De deux choses l'une : ou les divergences sont *minimes*, ou elles *ne le sont pas* ? Dites-le donc sans ambages. Il n'y a pas de milieu en la matière, car il s'agit précisément de savoir si l'unité *est possible* (*oui, elle est possible*, quand les divergences sont insignifiantes ou minimes) ou impossible (*non, elle est impossible*, quand les divergences *ne sont pas* « insignifiantes »).

En condamnant le point de vue sur les divergences « insignifiantes », Monsieur F. D. a reconnu *par là même*

qu'elles étaient considérables. Mais il n'a pas osé le dire ouvertement (que diraient les « Sept »[39] ? Que diraient Trotski, les bundistes, An[40] et tous les conciliateurs ?). Et il s'est efforcé de dissimuler sa réponse sous des considérations longues, infiniment longues, ennuyeuses, *à propos du second* point de vue sur l'unité.

On peut néanmoins extraire facilement, même de ces longueurs, un bref passage résumant le fond du problème :

« Cette plate-forme (c'est-à-dire celle qui correspond aux vœux de Monsieur F. D. et qu'il juge acceptable) doit garantir aux non-léninistes la pleine possibilité, dans le cadre d'une social-démocratie unique, de préconiser et de mener la lutte pour une existence légale de la social-démocratie. »

Cela suffit ! Cela suffit amplement, Monsieur F. D. Le fond de l'affaire est là, et non pas dans les phrases et les déclamations.

Assurer aux liquidateurs la pleine possibilité de lutter contre l'organisation clandestine, voilà à quoi se réduit la « plate-forme » de Monsieur F. D., car chacun comprend fort bien que, sous la feuille de vigne de la « lutte pour une existence légale », on veut dissimuler la lutte, que tous les ouvriers connaissent de longue date, contre l'« organisation clandestine ».

Tel est le fond de la question, et tous les Trotski, les An, les bundistes, les conciliateurs, les partisans du groupe des « Sept », etc., sont de braves gens, mais des zéros en politique. Le fond de la question, c'est le groupe de Monsieur F. D., le « vieux » groupe des liquidateurs.

Les divergences qui opposent l'organisation marxiste à ce groupe sont absolument inconciliables, car il ne saurait être question d'entente (je ne dis même pas : d'unité) non seulement avec ceux qui renient l'« organisation clandestine », mais même avec ceux qui ont des hésitations à ce sujet. Il y a longtemps que les ouvriers ont compris en quoi consiste cette position des Messieurs les liquidateurs, *aussi les ont-ils chassés de leurs postes* dans *tous* les domaines du mouvement ouvrier.

Il fut un temps où l'organisation marxiste blâmait les liquidateurs (1908-1909). Ce temps est bien révolu. Il fut un temps où l'organisation marxiste promettait le pardon et la paix à tous ceux qui étaient prêts à désavouer le

courant liquidateur (1910-1911). Ce temps est bien révolu. Il fut un temps où elle reconstituait son organisation *contre* les liquidateurs (1912-1913). Ce temps, lui aussi, est révolu. Une nouvelle époque s'est ouverte, au cours de laquelle l'organisation marxiste *a gagné à soi* l'immense majorité des ouvriers conscients en triomphant des liquidateurs de tout poil, y compris *leurs* alliés.

Des faits incontestables l'ont prouvé. Représentant 47% de la curie ouvrière lors des élections à la IIe Douma, les bolchéviks sont passés à 50% à la IIIe, et à 67% à la IVe (automne 1912). En 21 mois du 1er janvier 1912 au 1er octobre 1913, le parti a rassemblé *deux mille* groupes ouvriers, alors que les liquidateurs et *tous* leurs alliés n'en rassemblaient qu'un *demi-millier*. Non seulement messieurs F. D. et ses amis n'ont pas essayé de réfuter ces faits incontestables, mais ils ont *eux-mêmes* reconnu, par la bouche de M. Rakitine dans *Nacha Zaria* [41], que les *masses ouvrières* étaient pour les bolchéviks.

Il est évident qu'on se moque purement et simplement de l'« unité » lorsqu'on propose à l'organisation marxiste une « plate-forme » accordant aux liquidateurs la « pleine possibilité » de liquider cette organisation ! — lorsqu'on prétend, « au nom de l'unité », ne pas reconnaître et ne pas respecter la volonté de l'immense majorité des ouvriers conscients.

Vous voulez l'unité ? Acceptez de renier sans restriction le courant liquidateur, la « lutte pour une existence légale », acceptez loyalement de vous soumettre à la majorité. Vous ne voulez pas ? — libre à vous, mais alors ne pleurez pas si, d'ici quelques mois, vous vous retrouvez sans un seul ouvrier, si vous devenez des intellectuels non plus « proches du parti », mais « proches des cadets ».

« Pout Pravdy » n° 18.
4 février 1914.
Signé : K. T.

Conforme au texte du journal « Pout Pravdy »

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DU PROGRAMME NATIONAL EN AUTRICHE ET EN RUSSIE

En Autriche, le programme national de la social-démocratie a été débattu et adopté au congrès de Brünn, en 1899. L'opinion erronée suivant laquelle ce congrès aurait adopté le principe de l'« autonomie nationale culturelle » est extrêmement répandue. Or, il n'en est rien. Ce principe a été *unanimement rejeté*.

Le parti social-démocrate des Slaves méridionaux avait présenté à ce congrès de Brünn (voir la page XV des procès-verbaux officiels en langue allemande) un programme d'autonomie nationale culturelle ainsi formulé :

(§2) « tout peuple habitant l'Autriche, *sans égard au territoire occupé par ses membres*, constitue un groupe autonome qui règle d'une façon pleinement indépendante toutes ses affaires nationales (ressortissant à la langue et à la culture) ».

Les mots soulignés par nous expriment d'une façon particulièrement claire l'*essence* de l'« autonomie nationale culturelle » (dite aussi exterritoriale) : le compartimentage doit être consacré par l'Etat dans le domaine scolaire, etc., chaque individu étant libre de s'inscrire dans la nation de son choix.

Kristan et l'influent Ellenbogen défendirent ce programme devant le congrès. Puis, le programme fut retiré, n'ayant pas obtenu une seule voix. Le chef du parti, Victor Adler, avait déclaré : « ... je doute qu'il se trouve quelqu'un, à l'heure actuelle, pour croire que ce plan est pratiquement réalisable » (p. 82 des procès-verbaux).

Parmi les différentes objections de principe, Preisler fit la suivante : « les propositions des camarades Kristan et Ellenbogen conduiraient à ce résultat que le chauvinisme se perpétuerait et pénétrerait dans chacune des plus petites communautés, dans chacun des plus petits groupes » (p. 92, *ibidem*).

Dans le programme adopté par le congrès de Brünn, le paragraphe 3, qui a trait à cette question, porte :

« les *régions* à administration autonome d'une seule et même nation forment ensemble une union nationale unique qui règle ses affaires nationales en toute indépendance ».

C'est là un programme *territorialiste* qui *exclut nettement* de ce fait même, l'autonomie nationale culturelle *juive*, par exemple. Le principal théoricien de l'« autonomie nationale culturelle », Otto Bauer, a consacré un *chapitre spécial* de son ouvrage (1907) à prouver l'impossibilité de réclamer ladite autonomie pour les Juifs.

Remarquons, quant au fond, que les marxistes sont pour la pleine liberté des associations, y compris celles de n'importe quelles régions nationales (districts, cantons, villages, etc.) ; mais les social-démocrates ne peuvent absolument pas accepter qu'une loi d'Etat *consacre* des *unions nationales* au sein de l'Etat.

En Russie, *tous* les partis bourgeois juifs (ainsi que le Bund, qui est pratiquement leur satellite) *ont adopté* le programme d'« autonomie exterritoriale (nationale culturelle) » repoussé par tous les théoriciens d'Autriche et par le congrès des social-démocrates autrichiens ! !

Il est aisé de vérifier ce fait — que les bundistes ont souvent essayé de nier, et on comprend très bien pourquoi, — en se référant à l'ouvrage fort connu : *Les formes du mouvement national* (Saint-Pétersbourg 1910) et aussi à la revue *Prosvéchtchénié*, 1913, n° 3 [42].

Ce fait montre clairement que la structure sociale plus arriérée et plus petite-bourgeoise de la Russie a amené une contamination bien plus importante d'une partie des marxistes par le nationalisme bourgeois.

Les flottements nationalistes du Bund avaient déjà été condamnés, formellement et catégoriquement, par le *second* congrès (1903), qui *avait purement et simplement repoussé*

l'amendement du bundiste Goldblatt sur « la création d'institutions propres à garantir le libre développement des nationalités » (un autre nom pour l'« autonomie nationale culturelle »).

Quand, à la conférence des liquidateurs en août 1912, les menchéviks du Caucase — qui avaient jusque-là, pendant dix ans, combattu le Bund avec énergie — glissèrent à leur tour vers le nationalisme dans l'atmosphère *nationaliste* de la contre-révolution, les bolchéviks *ne furent pas les seuls* à les condamner, loin de là. Le menchévik Plékhanov, selon qui leur décision « accommodait le socialisme à la sauce nationaliste », les condamna, lui aussi, résolument.

« Les camarades caucasiens qui ont parlé d'autonomie culturelle au lieu d'autonomie politique, écrivait Plékhanov, ont tout simplement démontré leur soumission peu raisonnable à l'hégémonie du Bund. »

A part les partis bourgeois juifs, le Bund et les liquidateurs, l'« autonomie nationale culturelle » n'a été adoptée que par la conférence des partis nationaux petits-bourgeois de la tendance populiste de gauche. Et même là, il n'y a eu que quatre partis (le S.E.R.P., parti ouvrier socialiste juif, la « Gromada » de Biélorussie, le Dachnaktsoutioun et les socialistes-fédéralistes géorgiens) [43] pour adopter ce programme, tandis que les deux plus importants *se sont abstenus* : les populistes de gauche de Russie, ainsi que les « fraks » (le P.S.P.) de Pologne !

Les populistes de gauche de Russie, notamment, se prononcèrent contre les unions de nationalités déterminées par une loi d'Etat et ayant un *caractère d'obligation*, que prévoyait le fameux plan des bundistes.

Ce bref rappel historique permet de comprendre pourquoi la conférence des marxistes de février 1913, ainsi que celle de l'été de la même année, ont résolument condamné l'idée petite-bourgeoise et nationaliste de l'« autonomie nationale culturelle » *.

« Pout Pravdy » n° 18, 5 février 1914. Signé : M.

Conforme au texte du « Pout Pravdy »

* Voir Œuvres, 4e édition russe, t. 18, « De la fraction social-démocrate à la Douma. Sur les organisations social-démocrates « nationales », et t. 19, « Résolution sur la question nationale ». (*N.R.*)

L'EXCELLENTISSIME PROPRIETAIRE FONCIER LIBERAL ET LA «NOUVELLE RUSSIE DES ZEMSTVOS»

L'éclat des belles phrases débitées couramment par nos libéraux nous fait trop souvent oublier la position de classe réelle des vrais « maîtres » du parti libéral. Dans le n° 12 de la *Rousskaïa Mysl*, le prince Eugène Troubetskoï met parfaitement en lumière cette position en montrant concrètement à quel point les Troubetskoï, propriétaires fonciers libéraux, et les Pourichkévitch, propriétaires fonciers de droite, se rejoignent maintenant sur toutes les questions importantes.

L'une de ces questions d'extrême importance est celle de la politique agraire de Stolypine. L'Excellentissime propriétaire foncier libéral déclare à ce propos :

« Depuis le début du ministère Stolypine, tous les embarras concernant la campagne du gouvernement sont commandés, en gros, par deux ordres de considération : la crainte de la jacquerie " qui a causé tant de maux en 1905, et la volonté de créer, pour contrebalancer la jacquerie, un type nouveau de paysan : le paysan aisé, donc attaché à la propriété et insensible à la propagande révolutionnaire »...

Déjà, par le simple petit mot de « jacquerie », notre libéral révèle son plein accord avec les Pourichkévitch. La seule différence, c'est que les Pourichkévitch prononcent ce mot d'une voix féroce et chargée de menace, alors que les Troubetskoï le prononcent d'un ton placide, doucereux et lénifiant, avec de belles phrases sur la culture, des exclamations odieusement hypocrites sur « la nouvelle organisation sociale de la paysannerie » et « la démocra-

tisation des campagnes », avec des discours attendris sur le divin.

Grâce à la nouvelle politique agraire, la bourgeoisie paysanne se développe beaucoup plus vite qu'auparavant. Chose incontestable. Une bourgeoisie paysanne ne peut pas ne pas se développer quel que soit le régime politique et agraire de la Russie, celle-ci étant un pays capitaliste complètement entraîné dans l'orbite du capitalisme mondial. Le petit prince libéral ne l'ignorerait pas s'il possédait au moins une notion élémentaire sur les « principes fondamentaux du marxisme », dont il parle avec infiniment d'aplomb et non moins infiniment d'ignorance. Mais le petit prince ne ménage pas ses efforts pour estomper la question essentielle, qui est de savoir comment se développe le capitalisme *sans* les Pourichkévitch et *avec* la toute-puissance de leur classe. Il délire d'allégresse devant les succès des coopératives et de la culture des plantes fourragères, devant « l'essor du bien-être », mais il ne souffle mot ni de la cherté de la vie, ni de la ruine massive des paysans, ni de leur misère atroce et des famines qui les accablent, ni des prestations de travail, etc. « Les paysans s'embourgeoisent », cela le petit prince le voit, et il en est ravi ; mais qu'ils deviennent des ouvriers salariés dans les conditions du maintien des rapports de servitude et de servage, notre propriétaire foncier libéral ne veut pas le voir.

« Le premier contact de l'intelliguentsia, écrit-il, avec les larges masses paysannes eut lieu dès 1905, mais il eut alors un tout autre caractère, un caractère destructeur et non pas constructif. L'union se fit à cette époque uniquement pour démolir en commun les anciennes formes de vie, et c'est pourquoi elle fut superficielle. L'intellectuel démagogue n'enrichissait pas par un apport personnel la conscience et la vie paysannes, mais se laissait plutôt guider lui-même par les instincts des masses populaires, les flattant et y adaptant le programme et la tactique de son parti. »

On les connaît, ces propos à la Pourichkévitch ! Un tout petit exemple : si l'on établit, sur les 2 000 déciatines de terres des sieurs Troubetskoï, 80 petites fermes paysannes de 25 déciatines chacune, c'est une « destruction» ; mais installer une ou deux dizaines de fermes semblables sur la terre des membres ruinés d'une commune, ce sera une « création ». N'est-il pas vrai, votre Excellence?

Est-il difficile de se rendre compte que, dans le premier cas, la Russie serait effectivement « démocratique bourgeoise », alors que, dans le second, elle reste, pour de longues dizaines d'années, pourichkévitchienne ?

Mais le prince libéral, qui se dérobe aux questions désagréables, assure les lecteurs que les grands propriétaires fonciers vendent leurs terres et disparaîtront définitivement, « bientôt, très bientôt ».

« Si le gouvernement ne précipite pas trop, par ses mesures, la révolution à venir, on constatera, quand celle-ci se fera, que la question de l'« aliénation forcée » ne se posera pratiquement plus, car il n'y aura presque plus rien à aliéner. »

Les dernières statistiques du ministère de l'Intérieur[45] établissent que 30 000 grands propriétaires fonciers possédaient en 1905 70 millions de déciatines, autant que 10 000 000 de paysans, mais notre prince libéral ne s'en soucie guère ! S'il assure ses lecteurs que les Pourichkévitch disparaîtront très « bientôt », c'est afin de protéger les Pourichkévitch. La seule chose qui l'intéresse vraiment, c'est qu'

« il y aura dans les campagnes assez de gens attachés à la propriété pour lutter, non seulement contre la propagande en faveur de la jacquerie, mais aussi contre toute espèce de propagande socialiste ».

Merci pour la franchise !

« Comment cela se terminera-t-il ? » demande le prince libéral « Le gouvernement rééduquera-t-il les paysans, avec l'aide de l'intelliguentsia » (entrant dans les coopératives, etc.), « pour en faire des petits propriétaires fonciers bien pensants, ou, au contraire, l'intelliguentsia les éduquera-t-elle à sa façon, en mettant à profit les prêts du gouvernement ? »

Ni l'un, ni l'autre, estime le prince. Mais ce n'est là qu'une façon de parler hypocrite. En fait, nous l'avons vu, il appelle de toute son âme une rééducation qui fasse des paysans des « petits propriétaires fonciers bien pensants », et il assure ses lecteurs que « l'intelliguentsia pousse ses racines dans la vie paysanne », et qu'il n'y aura plus de place pour le « programme agraire démagogique » des socialistes (qui est en contradiction formelle — de l'avis de Son Excellence — avec les « principes fondamentaux du marxisme », ne riez pas, lecteurs !).

De telles opinions ne sont pas pour surprendre, de la part d'un grand propriétaire foncier. Son indignation devant les progrès de l'athéisme et ses discours dévots ne nous étonnent pas. L'étonnant, c'est qu'il y ait encore en Russie des gens assez sots pour ne pas comprendre que, aussi longtemps que des propriétaires fonciers et des politiciens de cet acabit donneront le ton à l'ensemble du parti libéral, y compris les cadets, il sera ridicule d'espérer qu'une défense effective des intérêts du peuple puisse être organisée « avec le concours » des libéraux et des cadets.

« Pout Pravdy » n° 13,
6 février 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

LE POPULISME ET LA CLASSE DES SALARIES

Le dixième anniversaire de la mort du publiciste Mikhaïlovski, de tendance populiste libérale, a fourni un prétexte aux populistes pour ranimer la vieille querelle sur le sens de la lutte des marxistes contre les populistes. Cette querelle présente un intérêt non négligeable : d'abord, d'ordre historique, car il y était question de la naissance du marxisme en Russie ; en second lieu, d'ordre théorique : le débat a porté sur des questions fondamentales de la théorie du marxisme ; troisièmement, d'ordre pratique, *pour autant que* le journal populiste de gauche de Pétersbourg tente d'attirer les ouvriers dans son camp. Le populiste Rakitnikov écrit :

« Certes, personne aujourd'hui ne posera la question sous la forme où elle le fut dans les années 60 et 70, à savoir si la Russie peut éviter la phase » (c'est-à-dire l'étape, la période) « du capitalisme. Elle s'y trouve déjà. »

Cette intéressante déclaration d'un populiste de gauche nous introduit d'emblée au « cœur » de la question. Est-il exact que les années 60 et 70 soient les seules où l'on ait discuté de la possibilité pour « la Russie d'éviter la phase du capitalisme » ? Non, ce n'est absolument pas exact. Et dans les années 80 et dans les années 90, les populistes en général, et les publicistes de la revue *Rousskoïé Bogatstvo*[46] (c'est-à-dire du groupe Mikhaïlovski) en particulier, en ont discuté. Il suffit de nommer, par exemple, N. Nikolaï —on[47].

Pourquoi donc M. Rakitnikov *a-t-il caché* aux lecteurs les années 80 et 90 ? Serait-ce uniquement afin de voiler les erreurs des populistes et de faciliter ainsi la diffusion de ces erreurs parmi les ouvriers ? C'est un bien mauvais

procédé, et elles vont bien mal, les affaires de quiconque use de tels procédés.

Quel est le sens de la théorie sur « la possibilité pour la Russie d'éviter la phase du capitalisme », théorie de Mikhaïlovski et de son groupe qui a persisté jusqu'aux années 1890?

C'était une théorie socialiste utopique, petite-bourgeoise, c'est-à-dire un *rêve* d'intellectuels petits-bourgeois qui cherchaient une issue au capitalisme, *non pas dans la lutte de classe* des ouvriers salariés contre la bourgeoisie, mais dans des *appels* à « l'ensemble du peuple », à « la société », *c'est-à-dire à cette même bourgeoisie.*

Avant la naissance du mouvement ouvrier, tous les pays ont vu prédominer ce genre de doctrines « socialistes » qui n'étaient en fait que des rêves de théoriciens petits-bourgeois s'efforçant d'échapper à la lutte de classe, de trouver le moyen de s'en passer. Dans tous les pays, de même qu'en Russie, le mouvement ouvrier conscient a dû soutenir une lutte opiniâtre contre ce genre de doctrines dont le « socialisme » petit-bourgeois correspondait à la situation et au point de vue des petits patrons.

Le mouvement ouvrier ne peut pas exister et se développer avec succès avant que cette théorie des bons patrons sur la possibilité d'« éviter » le capitalisme n'ait été réfutée. Dissimulant l'erreur fondamentale du groupe Mikhaïlovski, M. Rakitnikov embrouille par là même la théorie de la *lutte de classe.* Or, cette théorie est la seule qui ait indiqué aux ouvriers une issue à leur situation et montré comment les ouvriers peuvent et doivent lutter eux-mêmes pour leur émancipation.

« La Russie se trouve déjà dans la phase du capitalisme », écrit M. Rakitnikov.

Cet aveu remarquable revient à reconnaître l'erreur fondamentale de Mikhaïlovski et de son groupe.

Plus encore : il équivaut à un désaveu total du populisme.

Les populistes de gauche qui reprennent cet aveu à leur compte ne luttent plus contre le marxisme en tant que populistes, mais comme des opportunistes au sein du mouvement socialiste, comme des partisans d'abandons petits-bourgeois par rapport au programme socialiste.

En effet, s'il est vrai que « la Russie se trouve déjà dans la phase du capitalisme », c'est que la Russie est un pays capitaliste. C'est qu'en Russie, comme dans tous les pays capitalistes, les *petits patrons* — y compris les paysans — sont des petits bourgeois. C'est qu'en Russie, comme dans tous les pays capitalistes, la lutte de classe des salariés contre la bourgeoisie est la seule voie qui puisse mener à l'instauration du socialisme.

Le programme des populistes de gauche (pour ne rien dire de leurs amis de *Rousskoïé Bogatstvo*) ne se décide pas encore à considérer la Russie comme un pays capitaliste. M. Rakitnikov défend le populisme en *capitulant* devant les marxistes sur le programme des populistes! Défense peu sûre.

Il discute avec les marxistes, non pas en tant que populiste, mais en tant qu'opportuniste, quand il dit :

« soutenir l'économie paysanne ne signifie nullement vouloir lutter sottement contre le développement économique inéluctable. *Et un nombre croissant de socialistes, en Occident, adoptent précisément ce point de vue* ».

Nous avons souligné les mots qui démasquent les batteries du pauvre « populiste de gauche » ! On sait qu'en Occident *seule* la classe des ouvriers salariés a su, en tant que classe, fonder des partis socialistes. On sait que la *paysannerie*, en tant que classe, y fonde des partis, non pas socialistes, mais bourgeois. On sait que *ce ne sont pas* les socialistes, mais les opportunistes, qui soutiennent en Occident l'économie des petits bourgeois.

« Soutenir l'économie paysanne »!... Regardez autour de vous. Les *patrons*-paysans organisent des unions afin de vendre plus cher le blé, le foin, le lait, la viande, afin de louer moins cher leurs ouvriers. Plus les paysans sont libres, plus ils ont de terre, et plus cela est visible.

M. Rakitnikov impose à la classe des ouvriers salariés le « soutien de l'économie » des petits bourgeois. Le beau « socialisme » que voilà !!!

Les ouvriers salariés ne soutiennent que la lutte des paysans contre le servage et ses tenants. Cela n'a rien, absolument rien à voir avec ce que désire M. Rakitnikov.

En Russie, les glorieuses années de 1905 à 1907 ont définitivement montré que seule la classe des salariés est intervenue et s'est unie en tant que force socialiste. La paysannerie, elle, est intervenue et s'est unie en tant que force démocratique bourgeoise. Chaque jour du développement du capitalisme rend plus nette la différence de ces classes.

La propagande « populiste de gauche » se réduit en fait à la corruption et à la désorganisation du mouvement de classe des salariés par des mots d'ordre petits-bourgeois. MM. les populistes de gauche feraient mieux de s'orienter vers un travail démocratique parmi les paysans : c'est une tâche pour laquelle *on n'a pas besoin* d'être socialiste.

« Poul Pravdy » n° 15,
18 février 1914.
Signé : V. I.

Conforme au texte
du « Poul Pravdy »

ENCORE UN MOT SUR LE «NATIONALISME»

« A notre époque » où l'on tente de monter une seconde affaire Beylis, il est bon de voir plus fréquemment où en est l'agitation des inationalistes. Le second congrès des représentants de l'« union nationale de Russie », qui a eu lieu récemment, a montré avec une évidence particulière la nature de cette agitation.

Et ce serait une grave erreur que de considérer cette agitation comme insignifiante, en partant du fait que toute cette « union de Russie », représentée en tout et pour tout par 21 délégués venus de tous les points du pays, est insignifiante et fictive. L'« union nationale de Russie » est bien, en effet, insignifiante et fictive, mais sa propagande est appuyée par tous les partis de droite et par toutes les administrations *officielles*, et reprise dans chaque école de campagne, dans chaque caserne, dans chaque église.

Voici une information de presse concernant l'un des rapports lus à ce congrès le 2 février :

« Le membre de la Douma d'Etat Savenko a présenté un rapport sur le « mazeppisme »[48] ce qui est l'appellation, dans le langage des nationalistes, du mouvement ukrainien. Le rapporteur considère comme particulièrement dangereuses les aspirations au séparatisme (c'est-à-dire à la sécession) qui se manifestent parmi les Biélorusses et les Ukrainiens. Le mouvement ukrainien, en particulier, représente un grand et réel danger pour l'unité de la Russie. Le programme immédiat des Ukrainiens se ramène au fédéralisme et à l'autonomie de l'Ukraine.

Les Ukrainiens fondent leurs espoirs concernant la réalisation de leur autonomie sur la défaite de la Russie dans la guerre à venir qui l'opposera à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne. Sur les ruines de la grande Russie seront fondées, sous le sceptre des Habsbourgs,

dans les limites de l'Autriche-Hongrie, une Pologne et une Ukraine autonomes.

Si les Ukrainiens réussissent vraiment à arracher 30 millions de Petits-Russiens au peuple russe, ce sera la fin du grand Empire de Russie. (*Applaudissements.*) »

Pourquoi donc ce « fédéralisme » ne porte-t-il pas atteinte à l'unité des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, ni à celle de la Suisse ? Pourquoi l'« autonomie » ne met-elle pas en danger l'unité de l'Autriche-Hongrie ? Pourquoi l'« autonomie » a-t-elle même renforcé pour longtemps l'unité de l'Angleterre et d'un grand nombre de ses colonies ?

M. Savenko a présenté d'une façon tellement absurde le « nationalisme » cher à son cœur qu'il a facilité à l'extrême la réfutation de ses idées. L'autonomie de l'Ukraine, voyez-vous, « menace » l'unité de la Russie, tandis que le suffrage universel et l'autonomie de différentes parties de l'Autriche-Hongrie *renforcent* l'unité de cette dernière ! N'est-ce point étrange ? La propagande « nationaliste » n'incitera-t-elle pas ses lecteurs et auditeurs à se demander pourquoi l'unité de la Russie ne pourrait pas être *renforcée par* l'octroi de l'autonomie à l'Ukraine ?

Le nationalisme des grands propriétaires fonciers et des bourgeois s'efforce, par la persécution des « allogènes », de diviser et de corrompre la classe ouvrière afin de pouvoir l'endormir plus facilement. Les ouvriers conscients ripostent à cette manœuvre en défendant *dans la pratique* l'égalité absolue des droits et l'*unité* des ouvriers de toutes nationalités.

En déclarant allogènes les Biélorusses et les Ukrainiens, MM. les nationalistes oublient d'ajouter qu'en Russie, la population ne comprend pas plus de 43% de Grands-Russes (les seuls à ne pas être des « allogènes »). C'est dire que les « allogènes » sont en majorité ! Comment donc la minorité peut-elle retenir la majorité sans lui accorder des *avantages*, les avantages de la liberté politique, de l'égalité nationale, de l'autonomie locale et régionale ?

En persécutant les Ukrainiens, etc., pour leur « séparatisme », pour leur aspiration à l'autonomie, les nationalistes défendent par là même le *droit de possession privilégié* des propriétaires fonciers grands-russes et de la

bourgeoisie grand-russe sur « leur » Etat. La classe ouvrière est contre *tous* les privilèges ; c'est pourquoi elle défend le *droit* des nations à disposer d'elles-mêmes.

Les ouvriers conscients ne prêchent pas la *séparation* ; ils connaissent les avantages des grands Etats et de l'union de vastes masses d'ouvriers. Mais les grands Etats ne peuvent être démocratiques que si toutes les nations jouissent de l'égalité en droits la plus absolue, et une telle égalité implique aussi le *droit* à la séparation.

La lutte contre le joug nationaliste et contre les privilèges nationalistes est indissolublement liée à la défense de ce droit.

« Pout Pravdy » n° 17,
20 février 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

PAYSANNERIE ET TRAVAIL SALARIE

Il n'y a pas, chez les populistes, de slogan plus courant que celui-ci : les marxistes font « s'entrechoquer front à front » les travailleurs, en séparant les ouvriers salariés des paysans et en opposant les premiers aux seconds. Et il n'y a pas non plus de slogan plus mensonger, dissimulant la défense des intérêts du petit patron, du petit bourgeois, de l'exploiteur de salariés.

Voici des données intéressantes tirées de l'édition de 1913 des statistiques du zemstvo de Moscou (*Recueil économico-statistique*, fasc. VII, Moscou 1913). Les statisticiens de Moscou ont étudié la culture maraîchère et l'horticulture du district de Moscou. Cette étude porte sur plus de 5 000 feux, répartis par les statisticiens en 7 régions suivant leur proximité de Moscou et le caractère plus ou moins intensif de la culture (c'est-à-dire suivant la dépense plus ou moins grande de capital et de travail par déciatine de terrain).

Le problème des ouvriers salariés employés par les paysans est étudié assez en détail. Que constatons-nous ?

Le nombre des feux employant des ouvriers se monte à 67% (soit plus des deux tiers du nombre total) dans les quatre premières régions ; dans les autres, il va de 43 à 64%. Il en ressort clairement que l'immense majorité des feux paysans des environs de Moscou est constituée par des exploitations de petits capitalistes employant des ouvriers.

Les données sur le nombre de feux employant des ouvriers à l'année et des ouvriers à terme sont encore plus

intéressantes. Le pourcentage de ces feux s'établit comme suit :

Dans la	première région	26,6%
»	deuxième »	16,7%
»	troisième »	16,4%
»	quatrième »	19,0%
»	cinquième »	9,9%
»	sixième »	5,0%
»	septième »	6,4%

En règle générale, plus une région applique des méthodes intensives, et plus est élevé le pourcentage des paysans embauchant des ouvriers à l'année ou à terme.

Mais les données concernant les régions prises en bloc confondent, dans chacune de ces dernières, les paysans pauvres et les paysans riches. Elles sont, par conséquent, très approximatives et *fardent* la réalité en *dissimulant* le contraste entre la pauvreté et la richesse, entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Prenons les chiffres relatifs aux exploitations classées d'après l'utilisation du sol (c'est-à-dire d'après la quantité de terre mise en culture). Ces données sont beaucoup plus sûres que celles concernant les propriétaires de lots, car, jusqu'ici, *même dans les environs de Moscou*, cette propriété conserve un caractère administratif et porte l'empreinte du servage : parmi les propriétaires de petits lots, il y a des paysans riches qui prennent de la terre à bail, et parmi ceux qui possèdent des lots importants, il y a des paysans pauvres qui donnent leurs lots à terme ou sont sans terre, plus exactement, sans exploitation.

Chez les paysans sans exploitation, le pourcentage des salariés est égal à zéro dans toutes les régions. Cela se conçoit. Le paysan sans exploitation n'est autre qu'un prolétaire.

Paysans à la tête d'une exploitation de moins de $^1/_2$ déciatine de terre : le pourcentage des feux employant des salariés oscille entre 0 (zéro) et 57% (nous prenons un seul des trois sous-groupes, pour ne pas compliquer les choses).

Propriétaires de $^1/_2$ à 1 déciatine : feux employant des salariés, de 0 à 100%.

Propriétaires de 1 à 3 déciatines : feux employant des salariés, de 46 à 100% (suivant les régions).

Propriétaires de 3 à 5 déciatines : feux employant des salariés, de 66 à 97%.

Propriétaires de 5 à 10 déciatines en culture : feux employant des salariés, de 75 à 100%.

Cela nous montre clairement que les paysans sans exploitation ne sont autres que des prolétaires (des ouvriers salariés). Et plus importante est l'exploitation, *plus souvent* fait-on usage du travail salarié : même chez les propriétaires de 3 à 5 déciatines, ce sont *déjà* les $^2/_3$ *au moins* du nombre total des propriétaires qui exploitent le travail salarié !!

Voilà donc un fait très simple, connu de tous et bien évident, que dénaturent les populistes. Ce qui a lieu aux environs de Moscou se produit — à un plus faible degré — partout ailleurs. Chacun sait que *toute* ville, *tout* kilomètre de voie ferrée entraîne l'économie paysanne dans le cycle commercial et capitaliste. Seuls les « populistes de gauche » se refusent à voir cette vérité qui démolit leur théorie petite-bourgeoise.

Cette vérité est que *chaque* kilomètre de voie ferrée, *chaque* nouvelle boutique qui s'ouvre à la campagne, *chaque* coopérative facilitant les achats, *chaque* fabrique, etc., entraîne l'exploitation paysanne dans le cycle commercial. Cela signifie que les paysans *se divisent* en prolétaires et en *petits patrons* employant des salariés.

Aucune amélioration de l'économie paysanne *ne peut se produire* sans aggraver l'exploitation du travail salarié.

C'est pourquoi les marxistes sont les seuls à défendre les intérêts du travail lorsqu'ils soulignent la situation particulière des prolétaires, des salariés, aussi bien à la campagne qu'à la ville.

Quant aux populistes, ils défendent (en fait) les intérêts des *exploiteurs* du travail salarié quand ils parlent de la « paysannerie », de l'« économie paysanne », car plus le paysan ressemble à un « patron », et *plus il exploite* le travail salarié.

Les intérêts de la bourgeoisie (derrière laquelle se traînent aveuglément les populistes) exigent qu'on *confonde* le prolétariat paysan et la bourgeoisie paysanne.

Les intérêts du prolétariat exigent qu'on lutte contre cette confusion et que les classes soient *partout* clairement délimitées, y compris parmi les paysans. Il ne sert à rien de se leurrer soi-même et de leurrer les autres en dissertant sur la « paysannerie » : il faut comprendre soi-même et faire comprendre aux paysans que, même au sein de la paysannerie, le fossé devient chaque jour plus profond entre le prolétariat et la bourgeoisie.

« Pout Pravdy » n° 17,
20 février 1914.
Signé : V. I.

Conforme au texte
du «Pout Pravdy »

M. STROUVE ET L'« ASSAINISSEMENT DU POUVOIR »

M. Strouvé appartient au nombre des libéraux les plus franchement contre-révolutionnaires. Aussi est-il souvent très instructif d'examiner les raisonnements politiques de ce publiciste qui a confirmé d'une façon éclatante l'analyse marxiste de l'opportunisme (car M. Strouvé, comme on le sait, a débuté par l'opportunisme, par la « critique de Marx » pour en arriver, quelques années plus tard, au national-libéralisme bourgeois et contre-révolutionnaire).

Dans la livraison de janvier de la *Rousskaïa Mysl*, M. Strouvé disserte sur l'« assainissement du pouvoir ». Il reconnaît en tout premier lieu la *faillite* de la politique de Stolypine[49], comme de toute la réaction des années 1907-1914, et de l'octobrisme. La réaction « a buté contre la crise », écrit-il. Les tentatives de réformes rétrogrades, du genre de celle qui consiste à transformer la Douma en assemblée consultative, auront à son avis pour résultat de « placer le pouvoir dans la situation même où il se trouvait déjà avant 1905 », avec cette différence essentielle que le peuple est devenu autre. « Les sympathies et les intérêts des masses populaires se sont déplacés en 1905 du côté de l'intelliguentsia. »

Voilà ce qu'écrit l'un des publicistes des *Viékhi*, un adversaire acharné de la révolution, un partisan des théories les plus obscurantistes. Et il est obligé de reconnaître que les *masses* se sont orientées à gauche ; quant à dire d'une façon plus nette, plus claire et plus précise, de quelles classes il s'agit à l'intérieur de ces masses et à quels

partis elles se sont ralliées, notre libéral ne peut s'y résoudre !

« Notre peuple n'est pas encore formé et ne s'est pas encore différencié. Le fait qu'il ait été longtemps inerte et que, pour ainsi dire d'un seul coup, il soit devenu révolutionnaire, n'augure rien de ce qu'il sera quand toutes les possibilités qui sont en lui pourront se développer. »

Voilà le type de phrases derrière lesquelles les bourgeois *dissimulent* les vérités qui leur sont désagréables. Par le mot : peuple il faut entendre manifestement la paysannerie, car la bourgeoisie (pour ne rien dire des grands propriétaires fonciers) et la classe ouvrière sont suffisamment formées, suffisamment différenciées. Notre libéral ne se résout point à reconnaître franchement que la *paysannerie bourgeoise* « n'est pas encore formée », *en dépit* des efforts convulsifs de la nouvelle politique agraire.

« Quelle est donc l'issue à la situation ainsi créée ? » demande M. Strouvé, qui répond : « Il ne peut y avoir que deux issues : ou bien une aggravation progressive de l'effervescence dans l'Etat, au cours de laquelle les classes moyennes et les éléments modérés qui les expriment... » (ainsi, les éléments modérés « expriment » les classes moyennes?— Ce n'est pas très correctement dit, mais c'est suffisamment clair du point de vue politique ; et quels sont les éléments qui « expriment » la paysannerie et les ouvriers ?) « seront de nouveau rejetés à l'arrière-plan sous la pression spontanée des masses populaires inspirées par des éléments extrémistes, ou bien l'*assainissement du pouvoir*. Il n'entre pas dans notre propos, pour l'instant, d'examiner la première issue. C'est en toute conscience que nous adoptons, dans les conditions qui sont celles de la Russie, un point de vue excluant pour nous la possibilité aussi bien de tendre activement vers cette issue que même simplement de la désirer... » (Merci de votre franchise, M. Strouvé ! Voilà une rectitude et une franchise dont nos liquidateurs pourraient prendre de la graine, plutôt que de tourner autour du pot, comme le fait L. M. dans le numéro de janvier de la revue *Nacha Zaria*.)

...« Aussi ne nous reste-t-il qu'à soumettre explicitement la seconde issue à la conscience publique, comme un problème urgent qui doit être résolu grâce aux efforts communs de toutes les forces de progrès et, en même temps, de conservation. »

Mais M. Strouvé ne peut rien dire de cette seconde issue, absolument rien, sinon des phrases vides de sens. La bourgeoisie est pour la modération, et les masses pour l'« extrémisme », voilà ce que le libéral a été contraint de reconnaître. Mais M. Strouvé n'ose même pas s'interroger sur la structure sociale (le régime, l'organisation) du « pouvoir » qu'il s'agit d'assainir, sur les appuis de classe dont il jouit, sur ce que sont devenus les grands propriétaires fonciers qui régnaient et gouvernaient sans partage avant la bourgeoisie. Impuissance, faiblesse, absence d'idéologie, tels sont inéluctablement les traits de la bourgeoisie libérale tant qu'elle rampe (comme M. Strouvé et Cie) aux pieds des Pourichkévitch.

« Si étrange que cela paraisse, écrit M. Strouvé, il n'est rien qu'on ne puisse autant souhaiter au pouvoir que d'oublier qu'il y eut naguère les événements, les faits et les états d'esprit qu'il est convenu d'appeler la révolution russe. »

Quel excellent conseil politique, profond, intelligent et sérieux! Que « le pouvoir oublie », — il arrive bien parfois que les vieillards oublient tout ce qui leur arrive et se passe autour d'eux !

C'est à leur propre aune que les représentants séniles et gâteux du libéralisme russe mesurent les gens.

« Pout Pravdy » n° 18.
21 février 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

LES POPULISTES ET N. MIKHAILOVSKI

Le dixième anniversaire de la mort de N. Mikhaïlovski (décédé le 28 janvier 1904) a été marqué par la publication d'un flot d'articles élogieux dans les journaux de la bourgeoisie libérale et des populistes (c'est-à-dire des démocrates bourgeois). Il n'est pas étonnant que les uns et les autres fassent l'éloge de N. Mikhaïlovski, mais on ne peut laisser passer sans les dénoncer l'altération criante de la vérité et la corruption de la conscience de classe prolétarienne que constituent les tentatives de présenter Mikhaïlovski comme un socialiste et de montrer que sa philosophie et sa sociologie bourgeoises peuvent se concilier avec le marxisme.

Mikhaïlovski fut l'un des meilleurs représentants et porte-parole de la démocratie bourgeoise russe dans le dernier tiers du siècle passé. La masse paysanne, qui est en Russie l'unique représentant valable (sans compter la petite bourgeoisie des villes) des idées démocratiques bourgeoises, dormait encore, à cette époque, d'un profond sommeil. Les meilleurs de ses hommes et les gens pleins de sympathie pour sa pénible situation, ceux qu'on appelait les roturiers — principalement la jeunesse des écoles, les instituteurs et d'autres intellectuels — s'efforçaient d'éclairer et de réveiller cette masse paysanne endormie.

Le grand mérite historique de Mikhaïlovski, au sein du mouvement démocratique bourgeois qui œuvrait à l'émancipation de la Russie, fut de manifester une ardente sympathie pour les paysans opprimés, de lutter avec énergie contre toutes les manifestations du servage, de défen-

dre dans la presse légale, dans la presse qui pouvait s'exprimer au grand jour,—ne fût-ce que par allusions, — la sympathie et l'estime que méritait le « mouvement clandestin » où agissaient les roturiers démocrates les plus conséquents et les plus décidés, et de lui venir même personnellement et directement en aide. A notre époque, où non seulement les libéraux, mais encore les liquidateurs, populistes (le *Rousskoïé Bogatstvo*) aussi bien que marxistes, ont envers le mouvement illégal une attitude honteuse et vont souvent jusqu'à se comporter en renégats, on ne peut manquer de rendre hommage à ce mérite de Mikhaïlovski.

Mais, tout en étant un chaud partisan de la liberté et des masses paysannes opprimées, il partageait toutes les faiblesses du mouvement démocratique bourgeois. Il lui semblait que la remise de toute la terre aux paysans — surtout sans rachat — était quelque chose de « socialiste » ; aussi se considérait-il lui-même comme un « socialiste ». C'était là, bien entendu, une grave erreur, dénoncée à fond par Marx et par l'expérience de *tous* les pays civilisés, où les démocrates bourgeois, avant la disparition complète du servage et de l'absolutisme, se sont *toujours* imaginés être des « socialistes ». La remise de toute la terre aux paysans, surtout dans les conditions envisagées, est une mesure très utile lorsque le pouvoir appartient aux féodaux de la terre. Mais c'est une mesure démocratique bourgeoise. Tout socialiste digne de ce nom sait cela aujourd'hui. L'expérience de tous les pays a démontré que plus les paysans recevaient de terre seigneuriale (et plus elle était à bon marché), plus il y avait « de terre et de liberté », et *plus rapidement* se développait le capitalisme, *plus vite* se manifestait la nature *bourgeoise*. Si M. Rakitnikov (dans le n° 3 de la *Vernaïa Mysl*) n'a pas encore compris que le soutien apporté par le prolétariat à la paysannerie démocratique *bourgeoise* contre les féodaux n'a rien de « socialiste », on ne peut que sourire d'une telle naïveté. Il est fastidieux de réfuter des erreurs que tous les ouvriers conscients ont depuis longtemps condamnées.

Non seulement en matière économique, mais également en philosophie et en sociologie, les opinions de Mikhaïlovski étaient des opinions *démocratiques bourgeoises*

dissimulées sous une phraséologie *pseudo*-socialiste. C'est le cas de sa « formule du progrès », de sa théorie de la « lutte pour l'individualité », etc. En philosophie, il *a reculé d'un pas* par rapport à Tchernychevski, le plus grand représentant du socialisme utopique en Russie. Tchernychevski était matérialiste et, jusqu'à la fin de sa vie (c'est-à-dire jusqu'aux années 80), il a tourné en dérision les petites concessions à l'idéalisme et à la mystique que se permettaient « les positivistes » à la mode (les kantiens, les machistes, etc.). Mikhaïlovski, lui, était à la remorque de ces positivistes. Et ces idées philosophiques réactionnaires règnent jusqu'à présent parmi les disciples de Mikhaïlovski, même parmi les plus « à gauche » des populistes (du genre de M. Tchernov).

Que le « socialisme » de Mikhaïlovski et des populistes ne soit qu'une phrase démocratique bourgeoise, c'est ce qu'a définitivement démontré l'expérience de l'action de toutes les classes et de leur lutte de masse pendant les années 1905-1907. La majorité des députés paysans à la Ire comme à la IIe Douma s'est rangée *non pas* du côté des populistes de gauche, mais du côté des « troudoviks » et des « socialistes populaires ». C'est un fait qu'on ne doit pas oublier ni dénaturer. A la suite des marxistes, les populistes de gauche ont été eux-mêmes contraints en la personne, par exemple, de MM. Vikhliaïev, Tchernov, etc., de reconnaître le caractère bourgeois des socialistes populaires troudoviks !!

Que les quelques ouvriers qui sympathisent avec les populistes de gauche demandent à leurs maîtres *toutes* les œuvres écrites par les populistes de gauche *contre* les « socialistes populaires troudoviks » pendant les années 1906-1907.

L'action de masse des paysans au cours de ces années a montré définitivement que la position de la paysannerie était bien *démocratique bourgeoise*. Le populisme de gauche n'est tout au plus qu'une petite aile de la démocratie paysanne (c'est-à-dire bourgeoise) en Russie. Les ouvriers ont soutenu et soutiendront les paysans (contre les féodaux), mais confondre ces classes, confondre la démocratie bourgeoise et le prolétariat socialiste, n'est qu'une aventure réactionnaire qui sera résolument combattue par

tous les ouvriers conscients, maintenant surtout que la grande expérience de la lutte de masse des années 1905-1907 a pleinement démontré la différenciation des classes qui s'affirme chaque jour plus nettement dans nos campagnes.

Mikhaïlovski fut très longtemps, pendant plus de dix ans, la tête et l'âme du groupe des publicistes du *Rousskoïé Bogatstvo*. Qu'est-il sorti de ce groupe pendant les années glorieuses de 1905-1907?

Il en est sorti les premiers liquidateurs nés au sein du mouvement démocratique !

Que les quelques ouvriers qui sympathisent avec les populistes de gauche demandent à leurs maîtres la livraison d'août 1906 de *Rousskoïé Bogatstvo*, ainsi que tous les écrits des populistes de gauche, où les membres de ce groupe étaient traités de « social-cadets », etc. !

Du groupe Mikhaïlovski sont issus les premiers liquidateurs qui, en automne 1906, ont proclamé un « parti légal » et désavoué le « mouvement clandestin » et ses mots d'ordre deux ou trois ans avant nos propres liquidateurs, les liquidateurs marxistes. Et qu'est-il sorti du « parti légal » de MM. Miakotine, Péchékhonov et autres compagnons de lutte de Mikhaïlovski ? Il en est sorti une absence complète de tout parti, une rupture totale entre le groupe « légal » des adeptes opportunistes du populisme et les masses.

On ne peut étendre à M. Mikhaïlovski, qui n'a jamais désavoué le mouvement illégal (ou, plus exactement, qui est mort peu avant l'adhésion de son groupe au courant liquidateur) la responsabilité intégrale du pitoyable et méprisable opportunisme des Péchékhonov, des Miakotine et Cie. Mais n'est-il pas symptomatique que, dans le n° 3 de la *Vernaïa Mysl*, consacré à Mikhaïlovski, nous retrouvions le bloc pourri des populistes « de gauche » et des « social-cadets » du *Rousskoïé Bogatstvo* ? Et si l'on se souvient de ce que Mikhaïlovski écrivait à Lavrov à propos de son attitude envers les révolutionnaires, ne devra-t-on pas reconnaître que les « social-cadets » sont, dans l'ensemble, ses fidèles continuateurs ?

Nous rendons hommage à Mikhaïlovski pour la sincérité et le talent avec lesquels il a lutté contre le servage, la « bureaucratie » (que l'on me pardonne cette impropriété),

etc., pour l'estime qu'il portait au mouvement illégal et pour l'aide qu'il lui a prêtée, mais non pas pour ses opinions démocratiques bourgeoises, ni pour ses flottements à l'égard du libéralisme, ni pour son groupe des « social-cadets » du *Rousskoïé Bogatstvo*.

Si la démocratie bourgeoise de Russie, c'est-à-dire, au premier chef, la paysannerie, hésite entre les bourgeois libéraux et le prolétariat, ce n'est pas par hasard, mais en vertu de sa situation de classe. La tâche des ouvriers est de libérer la paysannerie de l'influence des libéraux, en luttant sans merci contre les théories « populistes ».

« Pout Pravdy » n° 19,
23 février 1914.
Signé : V. Iline

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

A PROPOS DE A. BOGDANOV

La rédaction a reçu, signée de 13 « bolchéviks de gauche » et portant la suscription « Tiflis-Caucase », une lettre demandant son sentiment au sujet de la collaboration de A. Bogdanov. Les auteurs de cette lettre se disent « les partisans idéologiques du groupe « Vpériod », et leur ton est manifestement et incontestablement hostile à notre journal.

Malgré cela, nous estimons nécessaire de nous expliquer avec eux une fois pour toutes.

Pourquoi la collaboration de A. Bogdanov est-elle devenue impossible dans les revues et les journaux ouvriers qui s'en tiennent au point de vue du marxisme conséquent ? Parce que A. Bogdanov n'est pas un marxiste.

Prenant le sentier que leur a tracé Bogdanov lui-même dans sa lettre à un journal liquidateur, les auteurs de la lettre voudraient expliquer la disparition de sa signature des pages de nos journaux en invoquant des questions personnelles, des intrigues perfides de certains, etc. Ce ne sont là que des sornettes qui ne méritent ni analyse ni commentaires. La chose est beaucoup plus simple et plus claire.

Si les auteurs de la lettre s'intéressaient non pas aux « questions personnelles», mais à l'histoire des rapports d'organisation et des rapports idéologiques parmi les marxistes, ils sauraient que, déjà en mai 1909, après une longue et minutieuse discussion préalable, une assemblée de bolchéviks dûment habilitée à cet effet *a décliné la responsabilité* des articles et des prises de position politiques de A. Bogdanov[50]. Si les auteurs de la lettre attachaient un peu moins d'importance aux commérages et aux cancans, mais tenaient un peu plus compte de la lutte idéologique parmi

les marxistes, ils sauraient que A. Bogdanov a élaboré dans ses ouvrages un certain système philosophique et social et que *tous* les marxistes, sans distinction, se sont prononcés contre ce système, parce qu'il est non marxiste et antimarxiste. Tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du marxisme et du mouvement ouvrier en Russie savent — et quiconque ne le sait pas *se doit* d'étudier, de lire et d'apprendre, — que derrière la question de la collaboration de A. Bogdanov à la presse ouvrière il s'en pose une autre plus essentielle, une question de principe, celle des rapports de la philosophie de Marx et de la doctrine de A. Bogdanov. Cette question a été analysée, examinée, disséquée dans des livres, des brochures et des articles. Se placer au point de vue politique pour savoir si tel ou tel auteur peut collaborer à la presse ouvrière, ce n'est pas porter un jugement sur son style, son esprit, son talent de vulgarisation, mais considérer sa tendance générale du point de vue de l'*apport* que ses conceptions font aux masses ouvrières. Les marxistes sont convaincus que l'ensemble de l'activité de A. Bogdanov en sa qualité de publiciste, se réduit à des tentatives d'inoculer au prolétariat, sous une étiquette d'emprunt, les notions idéalistes des philosophes bourgeois.

Si quelqu'un pense qu'il en est autrement et que, dans le débat sur les fondements philosophiques du marxisme, ce n'est pas Plékhanov qui a raison, ni Iline[51], mais Bogdanov, ce quelqu'un se doit de présenter une défense du système de ce dernier, et non pas indiquer que tel ou tel de ses articles de vulgarisation pourrait trouver place dans les pages d'un journal ouvrier. Mais nous ne connaissons pas de défenseurs du système de Bogdanov parmi les marxistes. Sa doctrine a été combattue, non seulement par ses adversaires «fractionnels», mais aussi par les anciens collaborateurs qu'il comptait dans son groupe politique.

Voilà où en sont les choses avec Bogdanov. Ses tentatives pour « amender » et « corriger » le marxisme ont été analysées par les marxistes et reconnues étrangères à l'esprit du mouvement ouvrier contemporain. Les groupes avec lesquels il travaillait ont décliné toute responsabilité en ce qui concerne son activité en matière littéraire et dans tous les autres domaines. On peut, après cela, penser ce

qu'on voudra de Bogdanov, mais réclamer pour lui une place dans la presse ouvrière appelée à développer l'a b c du marxisme, c'est ne rien comprendre ni au marxisme, ni à la doctrine de Bogdanov, ni aux tâches posées par l'éducation marxiste des masses ouvrières.

En matière d'éducation marxiste des masses ouvrières, à laquelle se consacre notre journal, Bodganov et nous ne suivons pas la même route, car nous comprenons différemment cette éducation. Voilà le fond de l'affaire, qu'on embrouille à des fins intéressées par des allusions à des rapports d'ordre personnel. Les ouvriers qui tiennent à la *ligne* de leur journal, doivent repousser, comme des immondices ne méritant qu'un coup de balai, toutes ces tentatives faites pour ramener l'affaire à des « questions personnelles » de tels ou tels écrivains ; ils doivent essayer de voir clair dans la question concernant le caractère de la doctrine de Bogdanov. Et quand ils auront commencé à y voir clair, ils arriveront rapidement à la même conclusion que nous : une chose est le marxisme, une autre, tout à fait différente, est la doctrine de Bogdanov. Quant au journal ouvrier, il a pour tâche de débarrasser la conscience du prolétariat de toute souillure idéaliste bourgeoise, et non pas de présenter dans ses pages cette mixture indigeste.

Pourtant, nous dira-t-on, la *Pravda* a publié quelques articles de A. Bogdanov. En effet.

Mais, comme tout le monde le voit clairement aujourd'hui, cela n'était qu'une erreur, inévitable dans une entreprise aussi nouvelle que la mise sur pied du premier journal ouvrier de Russie. Les camarades responsables de cette entreprise espéraient que, dans les articles de vulgarisation que Bogdanov proposait au journal, la propagande de l'a b c du marxisme rejetterait au second plan les traits spécifiques de la doctrine de leur auteur. Comme on aurait dû s'y attendre, il en fut tout autrement. Après les premiers articles plus ou moins neutres Bogdanov en proposa un dans lequel il tentait manifestement de transformer la presse ouvrière en instrument de propagande, non du marxisme, mais de son empiriomonisme. Il attachait visiblement une telle importance à cet article qu'après celui-ci, c'est-à-dire depuis le printemps de 1913, il n'en a plus envoyé aucun autre.

La question de sa collaboration se posa à la direction d'un point de vue de principe, et elle fut résolue dans le sens que savent les lecteurs.

Quelques mots, maintenant, sur le groupe « Vpériod », qui fut qualifié dans notre journal de groupe « aventurier »*.

Etant donné que les auteurs de la lettre sont incapables de penser politiquement, autrement qu'en petits bourgeois bornés, ils ont vu ici aussi des allusions à la personne des membres du groupe. C'est là, une fois de plus, une absurdité. Les marxistes qualifient d'« aventurière » la politique des groupes qui ne se tiennent pas sur le terrain du socialisme scientifique (anarchistes, populistes-terroristes, etc.). Personne n'osera contester les déviations des membres du groupe « Vpériod» vers l'anarcho-syndicalisme, leur tolérance à l'égard de la « construction de Dieu » prêchée par Lounatcharski, à l'égard de l'idéalisme de Bogdanov, des théories anarchisantes de St. Volski, etc. Et, dans la mesure où la politique des membres du groupe « Vpériod » s'est fourvoyée dans l'anarchisme et le syndicalisme, tout marxiste la qualifiera de politique aventurière.

C'est tout simplement un fait, que confirme la complète désintégration du groupe « Vpériod ». Dès que le mouvement ouvrier a recommencé à vivre, ce groupe, ramassis d'éléments hétérogènes, sans ligne politique définie, sans compréhension des fondements de la politique de classe et du marxisme, s'est entièrement désagrégé.

Sans s'inquiéter de ces groupes, des « empiriomonistes », des « constructeurs de Dieu », des « anarchistes », etc., le mouvement ouvrier poursuivra sa route sous le drapeau du marxisme.

« Pout Pravdy » n° 21,
25 février 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

* Voir le présent tome, p. 92. (*N. R.*)

COMMENTAIRE DE LA REDACTION A L'ARTICLE DE VETERAN: «LA QUESTION NATIONALE ET LE PROLETARIAT DE LETTONIE»

C'est avec plaisir que nous insérons l'article du camarade Vétéran [52], qui donne un aperçu historique de la question nationale en Lettonie en général et chez les social-démocrates lettons en particulier. Des projets d'amendements ou d'additions émanant des marxistes lettons et s'appliquant à la décision prise au cours de la réunion de l'été 1913 [53] seraient très souhaitables. Les sympathies que les social-démocrates de Lettonie éprouvaient de longue date pour le Bund ont été ébranlées d'abord, à la suite de la critique théorique des marxistes, en second lieu, à la suite des tendances au séparatisme manifestées concrètement par les bundistes, notamment après 1906. Nous souhaitons que la discussion sur la question nationale se poursuive chez les social-démocrates lettons et qu'elle aboutisse à des décisions tout à fait précises.

Au sujet des remarques formulées par le camarade Vétéran, nous nous bornerons quant au fond à l'observation suivante : Notre référence à la Suisse * lui paraît peu probante, car il s'agit là-bas de trois nations ayant une histoire et égales en droits dès l'origine. Mais on ne peut trouver d'exemple et de modèle pour les « nations sans histoire » nulle part ailleurs (si ce n'est dans une utopie) que parmi les nations ayant une histoire. Quant à l'égalité en droits des

---

* Voir le présent tome, pp. 12-15. (*N. R.*)

nations, c'est le point de-départ des partisans de l'« autonomie nationale culturelle » eux-mêmes. Par conséquent, l'expérience de l'humanité civilisée nous dit que, *dans les conditions* d'une égalité en droits effective des nations et d'un démocratisme conséquent, l'« autonomie nationale culturelle » est superflue, et que, *en l'absence* de ces conditions, elle demeure utopique, et la propagande faite en sa faveur est celle d'un nationalisme raffiné.

« Prosvéchtchénié » n° 2, février 1914

Conforme au texte de la revue « Prosvéchtchénié »

AVANT-PROPOS AU RECUEIL : « LE MARXISME ET LE COURANT LIQUIDATEUR »[54]

Le recueil que nous présentons au lecteur se compose d'articles écrits entre 1909 et 1914. C'est une époque au cours de laquelle le mouvement ouvrier de Russie a connu des difficultés particulièrement graves. Mais les marxistes ne se sont pas contentés, et ne pouvaient pas se contenter, de faire état purement et simplement de ces difficultés, de se plaindre purement et simplement du désarroi général, de la désagrégation, etc. Il fallait déterminer les causes économiques et politiques de ce désarroi, considérées du point de vue de cette étape particulière dans le développement du capitalisme en Russie ; il fallait préciser la signification *de classe* du courant le plus important qui exprimait cette désagrégation, à savoir le courant *liquidateur*.

La réponse fondamentale à cette question extrêmement importante pour le mouvement ouvrier fut fournie par les marxistes sous la forme de décisions parfaitement précises et officielles, prises en bonne et due forme en décembre 1908 [55]. Ces décisions, il fallait les expliquer, les diffuser, les appliquer aux problèmes quotidiens que pose le mouvement économique et politique. C'est ce qui est fait dans les articles du présent recueil, hélas, bien incomplet, pour des motifs « indépendants de la rédaction ».

Aujourd'hui, alors qu'une presse quotidienne marxiste existe à Pétersbourg depuis près de deux ans, la question de la signification du courant liquidateur et du jugement porté sur lui au point de vue non seulement de la théorie, mais aussi de la pratique, se trouve déjà entièrement *confiée*

—si l'on peut s'exprimer ainsi — à la décision des ouvriers eux-mêmes. C'est là une chance énorme pour le mouvement ouvrier de Russie et un indice capital de sa maturité. Les ouvriers conscients cherchent eux-mêmes à découvrir la vérité et ils la découvriront, ils détermineront la signification de classe du courant liquidateur, ils vérifieront par la pratique du mouvement de masse le jugement porté sur lui, ils élaboreront les moyens adéquats pour le combattre.

Nous voudrions, par la publication du présent recueil, venir en aide à tous les ouvriers qui s'intéressent aux destinées du mouvement de leur classe. Les articles y sont répartis, non pas suivant l'ordre chronologique, mais par *thèmes* dans l'ordre (approximatif) du passage de la théorie à la pratique.

En premier lieu (section I) sont posées les questions fondamentales sans la solution desquelles il ne saurait être question d'établir rationnellement une tactique et une politique. Le lecteur y trouvera une appréciation du moment historique et de la signification de classe de la lutte que se livrent les courants marxistes, puis une analyse du problème de l'hégémonie du prolétariat en liaison avec la critique du principal « ouvrage » des liquidateurs (*le Mouvement social*), enfin, des articles sur l'« évolution à gauche » de la bourgeoisie.

Viennent ensuite (section II) des articles sur la campagne électorale, sur les résultats des élections à la IVe Douma et sur la tactique appliquée à la Douma.

Puis (section III) est abordée la question du « parti légal » et celle de l'unité, indissolublement liée à la précédente.

La section IV est consacrée à la politique ouvrière des libéraux dans ses diverses manifestations. Après un jugement général sur le réformisme, on y étudie les questions des « revendications partielles », de la liberté de coalition, du mouvement gréviste, de l'attitude des liquidateurs envers les libéraux et inversement.

Enfin, dernier sujet (section V) : les liquidateurs et le mouvement ouvrier. Le lecteur y trouvera le jugement formulé par l'un des chefs du courant liquidateur (Koltsov) dans le principal de ses ouvrages, sur le mouvement ouvrier pendant les années 1905-1907, ainsi qu'une étude

sur l'attitude pratique des ouvriers à l'égard des liquidateurs, et des matériaux très actuels sur l'histoire de la formation de la fraction ouvrière social-démocrate à la Douma.

Dans la « conclusion » on a tenté de dresser une sorte de bilan général de la lutte des courants au sein du mouvement ouvrier contemporain.

Nous nous permettons d'espérer que notre recueil aidera les ouvriers à déterminer et étudier les points de divergence. Il va de soi que nous *n'avons pas pu* présenter beaucoup de choses très importantes. D'autre part, un recueil d'articles rédigés par des auteurs différents et s'étendant sur de nombreuses années comporte inévitablement des redites. Il existe aussi, évidemment, des nuances propres à la personnalité des différents auteurs. Mais l'ensemble de leurs articles, considérés comme un tout, n'est que le commentaire, une application des décisions prises officiellement par les marxistes et dont la reconnaissance distingue, entre autres, les ouvriers marxistes conscients et organisés des liquidateurs du parti ouvrier et des gens qui s'écartent de ce parti. Elucider ces décisions et les vérifier par les faits, aider à les rectifier et à les compléter si, avec le temps, cela devient nécessaire, tel est l'un de nos principaux objectifs.

Février 1914.

Publié en 1914 dans le recueil « Le marxisme et le courant liquidateur », IIe partie.
Editions « Priboï », Saint-Pétersbourg

Conforme au texte du recueil

LES DISCUSSIONS POLITIQUES PARMI LES LIBERAUX

Vendredi dernier, le *Pout Pravdy* (n°18) a publié un article intitulé :« M. Strouvé et l'assainissement du pouvoir »,* qui mettait ses lecteurs au courant du jugement porté sur la situation politique en Russie par l'un des libéraux contre-révolutionnaires les plus francs et les plus conséquents.

Le lendemain, le journal *Retch* publiait un très long exposé « de principe » de M. Milioukov « contre » M. Strouvé à propos de son article sur l'assainissement du pouvoir. Il est utile de s'arrêter sur le débat qui oppose ces deux libéraux, car, premièrement, il concerne des questions extrêmement importantes de la politique russe, et, deuxièmement, il met en lumière *deux types politiques* d'hommes publics bourgeois. Des types qui vont avoir pendant longtemps, pendant des dizaines d'années, une importance politique considérable en Russie, analogue à celle qu'ils ont dans tous les pays capitalistes. Le prolétariat a intérêt à les connaître.

M. Strouvé a très nettement exprimé son point de vue au cours de ces dernières années, d'une manière particulièrement claire, dans le recueil *Viékhi* [56]. C'est le point de vue d'un libéral contre-révolutionnaire, partisan de la religion (et de l'idéalisme philosophique, qui est la voie la plus sûre et la plus « scientifique » pour y arriver) et adversaire de la démocratie. C'est un point de vue clair

---

* Voir le présent tome, pp. 115-117. (*N.R.*)

et précis, qui a une signification non pas individuelle, mais de classe, car, en fait, *toute la masse* de la bourgeoisie octobriste et *cadette* de la Russie a partagé exactement ce point de vue entre 1907 et 1914.

Le fait essentiel est le tournant à droite aussi bien de la bourgeoisie octobriste que de la bourgeoisie cadette, qui se sont éloignées de la démocratie. Le fait essentiel est que cette bourgeoisie craint davantage le peuple que la réaction. Le fait essentiel est que ce tournant n'est pas dû au hasard, mais à la lutte de classe qui se déroule entre la bourgeoisie et le prolétariat. Le fait essentiel est que Strouvé, et à sa suite Maklakov, ont dit seulement avec plus de franchise que les autres cadets la vérité sur leur classe, sur leur parti.

Cette vérité a offusqué les diplomates du parti cadet (avec à leur tête M. Milioukov) qui estiment nécessaire de faire des avances à la démocratie, considérant que le rôle de cette dernière n'est pas encore complètement joué et que la bourgeoisie devra peut-être vivre et agir non seulement sous un régime établi par les Pourichkévitch, mais — sait-on jamais ? — sous un régime créé par la démocratie, par la « plèbe », par la « rue », par les ouvriers.

Tout en suivant la même ligne que M. Strouvé et M. Maklakov, M. Milioukov veut cacher son jeu, faire le beau devant le public, duper la démocratie et la mener en laisse. Aussi *fait-il semblant* de s'en prendre aux *Viékhi*, de s'en prendre à Strouvé, de démentir Maklakov, alors qu'*en fait* il apprend simplement à l'un et à l'autre à dissimuler plus habilement leurs pensées.

L'essentiel du long article de M. Milioukov contre Strouvé est l'accusation qu'il porte contre lui d'avoir présenté un « imbroglio sans issue ».

Jugement sévère et péremptoire, n'est-il pas vrai ?

Où donc est l'imbroglio ? Dans le fait que Strouvé exprime « avec optimisme » sa foi dans l'assainissement du pouvoir, tout en disant cependant lui-même que le pouvoir ne tire aucune leçon des « perturbations » et qu'il les rend, par là même, inévitables. L'issue, d'après M. Strouvé, c'est ou bien l'effervescence ou bien l'assainissement du pouvoir. A la première issue, Strouvé ne veut « ni y tendre activement » ni même la « désirer ».

Il existe bien, en effet, un imbroglio chez Strouvé, mais *tout autant chez Milioukov*. Car le parti cadet, avec son chef Milioukov, ne peut également ni « désirer » cette première issue ni « y tendre activement ».

Ce ne sont pas des paroles qui le démontrent (bien niais sont ceux qui, en politique, jugent les hommes et les partis d'après leurs paroles), mais les *faits*, c'est-à-dire *toute l'histoire* du parti cadet de 1905 à 1914, pendant près de dix ans.

Le parti cadet craint davantage de se mettre du côté des ouvriers (en ce qui concerne le programme-minimum, s'entend) que de dépendre des Pourichkévitch.

Cela est vrai de tout ce parti, de toute la bourgeoisie, cadette et octobriste, et Milioukov est tout bonnement ridicule quand il essaie d'en tirer argument pour s'attaquer exclusivement à Strouvé.

Dans tous les pays, l'expérience de l'histoire nous montre la bourgeoisie progressive prise dans ce dilemme : se mettre du côté des ouvriers ou dépendre des Pourichkévitch. Dans tous les pays — et plus ils sont civilisés et libres, plus cela se fait sentir — on observe deux types de politiciens bourgeois. L'un tend franchement vers la religion, vers les Pourichkévitch, vers la lutte directe contre la démocratie, et s'efforce de donner à cette tendance une assise théorique, d'en faire un système. L'autre se spécialise dans la *dissimulation* de cette même tendance sous le couvert d'un *flirt* avec la démocratie.

Des Milioukov diplomates, il y en a partout, et il faut que les ouvriers sachent immédiatement en voir le « bout de l'oreille ».

« Pout Pravdy » n° 25, 1er mars 1914

Conforme au texte du « Pout Pravdy »

LA PAYSANNERIE « LABORIEUSE » ET LE COMMERCE DE LA TERRE

Les propos des populistes de gauche sur la paysannerie « laborieuse » constituent une duperie si flagrante et une tentative tellement scandaleuse de corrompre la conscience *socialiste* des ouvriers qu'il est indispensable de revenir une fois de plus sur l'analyse de cette duperie.

Plus nos populistes de gauche font parade de phrases creuses, de lieux communs et de discours doucereux, et plus il importe de leur opposer des données précises sur l'économie paysanne.

Il n'y a rien qu'un populiste de gauche craigne autant que des données *précises* sur la bourgeoisie paysanne et le prolétariat paysan.

Prenons donc celles du dernier ouvrage des statisticiens de zemstvo sur les paysans des environs de Moscou [57]. L'agriculture a pris dans cette région un caractère marchand relativement très développé, du fait de la très grande extension de l'horticulture et des cultures maraîchères. Cet exemple d'une région où se fait davantage sentir l'influence de la domination du marché nous montre avec d'autant plus de relief les traits *fondamentaux* de *toute* économie paysanne en régime capitaliste.

La première zone d'économie paysanne des environs de Moscou (nous ne prenons que la première zone, parce que les statisticiens ne nous ont malheureusement pas donné les chiffres d'ensemble) englobe *plus de 2 000* exploitations paysannes. Ce nombre est assez élevé pour permettre l'étude des rapports typiques qui existent entre le prolétariat et la bourgeoisie au sein de la paysannerie « laborieuse ».

Il est intéressant de noter qu'une agriculture capitaliste se développe ici, sur une terre de qualité moyenne, alors que les exploitations sont d'une superficie extrêmement réduite. Pour 2 336 exploitations, il y a 4 253 déciatines de lots — moins de deux déciatines, en moyenne, par exploitation. En ajoutant 1 761 déciatines prises à bail et en retranchant 625 déciatines données à bail, on obtient 5 389 déciatines, soit moins de deux déciatines par exploitation. Or, les deux tiers des paysans emploient cependant des ouvriers salariés !

Plus le niveau de la technique agricole est élevé, plus l'exploitation est intensive, plus l'influence du marché est forte, et plus on rencontre souvent une *grosse* production sur de *petites* parcelles. C'est ce qu'oublient constamment les professeurs bourgeois et nos populistes de gauche qui s'émerveillent des petites exploitations (petites par leur superficie) et *estompent* le caractère capitaliste des petites exploitations d'aujourd'hui qui emploient des ouvriers salariés.

Examinons le commerce des lots. Les chiffres concernant la terre prise et donnée à bail montrent que ce commerce est très important. La moitié environ de la terre prise à bail est constituée par des *lots*. En tout, 625 déciatines de *lots* sont données à ferme, et 845 sont prises à bail. Il est évident que l'ancienne forme de propriété foncière par lots, que tout rattachait au servage et au moyen âge, devient un *obstacle* au système marchand et capitaliste contemporain. Le capitalisme *détruit* l'ancienne propriété foncière par lots. L'économie ne s'accommode pas du lot *administratif*, elle exige le *libre* commerce de la terre qui doit être prise et donnée à bail librement, conformément aux exigences du marché, aux exigences du régime économique bourgeois.

Prenons le prolétariat agricole. Il faut avant tout y ranger les 405 feux (sur 2 336) qui sont sans terre ou qui possèdent moins d'une demi-déciatine de terre exploitée. Ces 405 feux totalisent 437 déciatines de lots. Mais il s'agit de paysans pauvres, presque tous sans cheval. Ils n'ont pas les moyens d'exploiter pour leur compte. Alors ils donnent à bail 372 déciatines — la plus grande partie de leur terre — et deviennent des salariés : sur les 405 feux il

y en a 376 qui « fournissent » soit des ouvriers agricoles, soit des ouvriers industriels qui désertent l'agriculture.

Prenons la bourgeoisie paysanne la plus riche. 526 feux exploitent chacun plus de trois déciatines : c'est déjà une agriculture capitaliste, quand il s'agit d'horticulture et de cultures maraîchères. Sur ces 526 exploitants, 509 emploient des ouvriers. Pour 1 706 ouvriers familiaux, il y a 1 248 salariés (à l'année et au temps), sans compter les journaliers (51 000 journées de travail payées à la journée).

Ils sont propriétaires de 1 540 déciatines — moins de trois déciatines de lots par feu. Mais s'ils donnent à bail 42 déciatines en tout, ils en prennent à bail 1 102, dont 512 déciatines de lots ! En « rassemblant » ainsi la terre, ces paysans « laborieux » qui ont *chacun trois* ouvriers *familiaux* par exploitation, deviennent des bourgeois typiques : en moyenne 2 *salariés* $^1/_2$ et presque cent jours de travail salarié payé à la journée. L'achat et la vente des *produits* de la terre a pour résultat de développer l'achat et la vente de la *terre elle-même* (prise et donnée à bail), et puis l'achat et la vente de la *force de travail.*

Réfléchissez maintenant à l'affirmation des populistes de gauche selon laquelle, en abolissant la propriété privée de la terre, on « éliminerait » celle-ci du circuit commercial ! Ce n'est là qu'une fable petite-bourgeoise. En fait, ce serait exactement le contraire : cette abolition *renforcerait* considérablement l'intégration de la terre dans le circuit commercial. Elle libérerait des capitaux dépensés actuellement pour l'achat de terres, elle abattrait les barrières d'ordre bureaucratique et hérités du servage qui s'opposent au libre passage de la terre de mains en mains ; elle entraînerait un développement encore plus poussé du capitalisme, le prolétariat donnant la terre à bail et la bourgeoisie continuant à la « rassembler ».

Une mesure utile du point de vue de la lutte contre les féodaux est présentée par les populistes de gauche comme du « socialisme », alors qu'elle est, en fait, une mesure bourgeoise. Les prolétaires paysans ont avec les bourgeois paysans des intérêts *communs* contre les hobereaux, voilà qui est indiscutable. N'importe quel ouvrier marxiste le sait, mais *obscurcir* la conscience de l'opposition de classe

qui existe entre prolétariat et bourgeoisie par des bavardages sur la paysannerie « laborieuse », c'est passer du côté de la bourgeoisie, c'est se ranger aux côtés des ennemis du socialisme.

L'agriculture des environs de Moscou nous montre — comme à travers une loupe — ce qui se passe, à un moindre degré et sous une forme moins visible, dans *toute* la Russie. Le paysan qui ne se loue pas lui-même ou qui n'embauche pas un « salarié » devient déjà partout une exception. Chaque jour amène, même dans les coins les plus reculés, un accroissement du commerce, un nouvel approfondissement de l'abîme qui sépare les prolétaires (les ouvriers salariés) des petits exploitants, petits bourgeois, paysans.

Le rôle du prolétariat des villes est de développer la claire conscience de cette opposition de classe, qui est *masquée* à la campagne par les caractères particuliers de l'agriculture et les vestiges du servage. Le rôle de la bourgeoisie, derrière laquelle se traînent, par manque de discernement, les populistes de gauche petits-bourgeois, est *d'entraver* la prise de conscience de cette opposition de classe au moyen de phrases creuses, vides de sens et profondément mensongères sur la paysannerie « laborieuse ».

« Pout Pravdy » n° 26, 2 mars 1914.
Signé : V. I.

Conforme au texte du « Pout Pravdy »

LA PREOCCUPATION DES LIBERAUX

Ces derniers temps, à l'occasion des discours à la Douma de V. Maklakov et de ses prises de position dans les journaux en faveur du « nouveau » plan visant à unifier la tactique des cadets et celle des octobristes, on a beaucoup parlé d'une renaissance du libéralisme. Le banquet des zemstvos, à Moscou, a également renforcé ces bruits.

Il vaut la peine de noter qu'à ce propos, on a tout spécialement souligné que *même* V. Maklakov, le plus mesuré et le plus enclin à l'octobrisme des libéraux, a perdu « la foi dans la possibilité de trouver une issue à l'impasse sans en arriver à des explosions et à des catastrophes révolutionnaires ». C'est ce qu'a écrit textuellement dans la *Retch*, l'organe principal des libéraux, M. Chingarev, qui s'est livré, en compagnie de M. Milioukov, à une critique *soi-disant « de gauche »* des cadets « de droite », V. Maklakov et P. Strouvé.

Mais les disputes des cadets entre eux sont de bien petites choses. Leur désaccord porte sur le point de savoir si la proposition faite aux octobristes de passer dans l'opposition était nouvelle ou non, s'il valait la peine de répéter pour la cent et unième fois cette proposition déjà faite cent fois et qui n'a jamais abouti à rien. Ces discussions absolument vides de sens laissent presque complètement dans l'ombre la *préoccupation* générale et essentielle des libéraux, qui freine l'émancipation de la Russie à peine un peu moins que les hésitations des octobristes. Vous vous disputez sans cesse avec les octobristes et à leur sujet, Messieurs les libéraux ! Vous feriez mieux de jeter un coup d'œil sur vous-mêmes.

Voyez donc la petite encyclopédie politique publiée par le journal *Retch* sous le titre d'*Annuaire* pour 1914, avec la collaboration des cadets les plus en vue et les plus responsables, des chefs reconnus du parti, MM. Milioukov et Chingarev en tête. Dans l'aperçu de « notre vie publique » (de M. Izgoïev), nous lisons le jugement de principe suivant sur les problèmes fondamentaux de la politique intérieure de la Russie :

« Par son zèle excessif, l'administration ne fait qu'affaiblir les forces antirévolutionnaires de la société elle-même. »

N'est-il pas ridicule, Messieurs les cadets, de jeter feu et flamme contre les octobristes, alors que vos propres publications prêchent l'octobrisme le plus authentique ?

La lutte « désespérée et inconsidérée » que mène l'administration contre les établissements culturels, écrit M. Izgoïev, entraîne

« les aberrations, dont la conséquence est l'affaiblissement de l'activité sociale pure (!) qui élabore les antidotes spirituels contre les idées menaçant effectivement le pays ».

Voilà un ton qui n'est plus seulement octobriste[58], mais qui est celui, en vérité, d'un procureur, d'un Chtchéglovitov[59]. Et notre libéral déclare, comme pour mieux expliquer ce que sont ces « idées menaçant le pays »:

« On comprend (en raison des aberrations une administration qui manque de bon sens) pourquoi les bolchéviks l'emportent sur les chefs plus calmes et plus cultivés (!?) du mouvement ouvrier, dans les réunions ouvrières et dans les syndicats. »

Cette appréciation politique sur les liquidateurs, les libéraux l'expriment et la répètent à satiété. En réalité, nous avons affaire ici ni plus ni moins qu'à une alliance politique des libéraux et des liquidateurs. Quand ces derniers se détournent de l'organisation clandestine et qu'ils prêchent un parti légal, ils font dans la classe ouvrière exactement le genre de besogne dont ont besoin les libéraux.

« Pout Pravdy » n° 39,
6 mars 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

LES POPULISTES ET LES LIQUIDATEURS DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL

(DE PRÉCIEUX AVEUX)

Dans les derniers numéros du journal des populistes de gauche, à côté de doléances sur notre « fractionnisme » (à nous pravdistes), nous trouvons de précieux aveux de certains populistes affirmant que, dans l'importante question du mouvement syndical, leur point de vue concorde avec celui des liquidateurs. Nous l'avons toujours soutenu. Mais il est particulièrement agréable d'en entendre l'aveu de la bouche de nos adversaires.

— « Sur cette question, nous avons de très fortes divergences avec les bolchéviks, car ils considèrent le syndicat comme leur fief (!)... Quant aux « menchéviks » (les populistes disent, on ne sait pourquoi, « menchéviks » au lieu de « liquidateurs »), qui considèrent le syndicat comme une organisation en dehors des fractions, leur point de vue est identique au nôtre (au point de vue populiste). C'est peut-être ce qui explique nos bons rapports avec les menchéviks dans notre travail passé.» Ainsi s'est exprimée la *Vernaïa Mysl* dans son n° 6.

— « La ligne de conduite des directions des syndicats qui furent toujours entre les mains des populistes de gauche ne s'est jamais en rien distinguée de celle des syndicats dits liquidateurs », ajoutait ce même journal des populistes de gauche.

Que voilà des aveux d'une rare franchise et d'un grand prix ! De leur propre aveu, nos populistes « terriblement à gauche » se comportent dans le mouvement syndical absolument de la même façon que les liquidateurs.

D'où ces blocs (alliances, ententes) des liquidateurs et des populistes contre les marxistes, que nous avons déjà plus d'une fois mentionnés dans notre presse.

Le journal populiste *Stoïkaïa Mysl* défend même ouvertement ces blocs antimarxistes des populistes de gauche et des liquidateurs.

A l'heure actuelle, à cette époque de prépondérance pravdiste dans les organisations syndicales... il n'y a rien de terrible ni d'étrange dans les ententes temporaires que les populistes réalisent avec les loutchistes, écrit la *Stoïkaïa Mysl* dans son n° 2*.

Les liquidateurs ne sont pas aussi francs. Ils savent qu'on « le » fait mais qu'on n'« en » parle pas. Se proclamer social-démocrates et, dans le même temps, contracter alliance avec un parti étranger contre la social-démocratie, voilà une « tactique » qu'on ne peut appliquer qu'en sourdine.

Mais cela ne change rien à l'affaire. L'alliance des liquidateurs et des populistes dans le mouvement syndical (et dans les sociétés éducatives) est un *fait*. Et, dans l'état actuel des choses, elle est inéluctable. Les liquidateurs et les populistes sont unis par leur hostilité commune au marxisme conséquent dans tous les domaines d'activité. Et ce qui les unit dans le travail syndical, c'est le fait que les uns et les autres sont les représentants du « neutralisme *de la faiblesse* », du « neutralisme *bon gré mal gré* ». Ni les uns ni les autres n'ont d'influence sérieuse dans le mouvement syndical. En tant que faible minorité, ils recherchent la « parité » avec les marxistes. Pour défendre cette revendication « en théorie », on ne peut partir que d'un point de vue neutraliste. D'où le « neutralisme » de tous les groupes qui ont une influence minime dans le mouvement ouvrier.

* L'auteur de l'article, M. Boris Voronov, roule de gros yeux en racontant comme un exemple incroyable d'« esprit de fraction», qu'aux réunions de la direction d'un syndicat « on discute de l'aide à la presse pravdiste, on traite de questions rédactionnelles techniques (comment mieux alimenter la rubrique des correspondants, etc.)». Quelle horreur ! Quel crime d'aider par des correspondances, etc., un journal qui rassemble les 9/10 des ouvriers d'avant-garde ! Comment, après cela, les populistes ne se jetteraient-ils pas dans les bras des liquidateurs ?...

Les populistes disent qu'ils s'allient aux liquidateurs « *exclusivement pour maintenir les organisations ouvrières hors de la lutte fractionnelle, et ce contre les prétentions excessives des pravdistes* » (*Stoïkaïa Mysl*, nos2 et 4).

En quoi consistent donc ces « prétentions » des pravdistes ? Ont-ils fermé les portes d'un syndicat ou d'une organisation à des ouvriers qui avaient d'autres conceptions politiques ? Ont-ils collé une « étiquette » sur l'un quelconque des syndicats ? Ont-ils divisé quelque organisation ? Rien de tel ! Nos adversaires n'ont pas pu avancer le moindre *fait*, et ils ne le pourront pas. Ils qualifient de « prétentions excessives » des pravdistes le fait que ces derniers ne veulent pas s'associer à la politique petite-bourgeoise des populistes et des liquidateurs, et qu'*à l'intérieur du syndicat uni*, tout en se soumettant loyalement à la majorité des ouvriers, ils luttent pour faire valoir leurs idées marxistes.

Les crimes qu'on nous prête, nous n'y étions pour rien. Ce sont justement les populistes et les liquidateurs qui s'en sont rendus coupables. Voici des faits. Il y a quelques années, les populistes avaient obtenu la majorité dans le syndicat des cheminots. Cela s'était produit parce qu'ils avaient trouvé un appui, non pas auprès des ouvriers, mais auprès des employés des chemins de fer, ainsi que pour d'autres raisons fortuites. Qu'ont fait les populistes ? Ils ont aussitôt « collé une étiquette » sur ce syndicat, ils l'ont obligé à adopter leur propre « plate-forme », ils ont évincé les social-démocrates et les sans-parti, en les contraignant à fonder, parallèlement, un autre syndicat.

Voilà un exemple réel de « prétention excessive ». Ils se sont hâtés de consolider une première victoire fortuite en collant une étiquette. S'ils ne le font pas dans d'autres syndicats, ce n'est pas parce qu'ils sont pleins de vertu, mais parce que leur influence est partout *extrêmement faible* parmi les ouvriers.

Il en va de même pour les liquidateurs. Quand le syndicat des métaux fut entre leurs mains, ils en firent une filiale des liquidateurs. Ils publièrent dans l'organe du syndicat des articles provocateurs contre l'organisation clandestine (voyez *Nach Pout* n° 20, p. 2, le *Métallist* n° 3, etc.)[60], bien qu'aucune assemblée générale des syndiqués

n'ait donné la moindre approbation à la ligne des liquidateurs.

Tels sont les faits. On parle de « prétentions excessives» des pravdistes, lorsque ceux-ci cherchent à faire régler les problèmes par les ouvriers eux-mêmes, à la majorité des voix. Si, à l'Assemblée générale des métallurgistes, 3 000 personnes se prononcent pour les pravdistes et une centaine ou deux pour les liquidateurs alliés aux populistes, nous devrions, au nom d'un soi-disant « non-fractionnisme», accepter la parité entre 3 000 et 200! C'est ainsi que les liquidateurs et les populistes comprennent le « non-fractionnisme ».

Nous ne défendons pas le neutralisme, nous en sommes les adversaires. Mais nous ne nous comportons pas comme l'ont fait les populistes et les liquidateurs dès qu'ils ont pu obtenir fortuitement la majorité dans tel ou tel syndicat. Seuls les groupes faibles, sans principes, perdent la tête à la première « victoire » et s'empressent, à la majorité d'une dizaine de voix, de « consolider » leur victoire. « Dans l'émotion et dans la hâte », pour ne pas manquer une chance heureuse, ils revisent d'urgence leurs « principes », oublient leur neutralisme et collent leur étiquette. Ce n'est pas le cas des marxistes. Ils ne sont pas des hôtes de hasard dans le mouvement ouvrier. Ils savent que, tôt ou tard, les syndicats adopteront tous des positions marxistes. Ils sont persuadés que l'avenir appartient à leurs idées, et ils ne forcent pas les événements, ils ne mènent pas les syndicats à la cravache, ils ne leur collent pas d'étiquettes, ils ne provoquent pas leur scission.

Ils poursuivent avec calme et assurance leur propagande marxiste. Patiemment, tirant argument des leçons de la vie, ils enseignent le marxisme aux ouvriers. Et aucune collusion de groupes sans principes ne pourra les détourner de cette voie.

Il fut un temps où les liquidateurs d'aujourd'hui réclamaient l'appartenance des syndicats au Parti et leur représentation au Parti en tant qu'organisations. Il fut un temps où les populistes obligeaient le syndicat des cheminots à prêter officiellement un serment de fidélité à leur programme. Aujourd'hui, les uns et les autres ont viré de

bord et se font les défenseurs du neutralisme. C'est la faiblesse politique de leur position qui les y a contraints.

Nous suivons notre chemin, où nous nous sommes depuis longtemps engagés et que préconise l'ensemble des marxistes. Les liquidateurs ont le droit absolu de contracter alliance avec les populistes. Mais cette alliance brille par son absence de principes et sa faiblesse. Le chemin que propose aux syndicats le bloc des liquidateurs et des populistes n'est pas celui qu'entendent suivre les ouvriers d'avantgarde.

«Pout Pravdy» n° 30,
7 mars 1914

Conforme au texte
du «Pout Pravdy»

VŒUX PIEUX

Les journaux libéraux ont, ces jours-ci, publié et commenté favorablement un appel de K. Arséniev qui souhaite qu'on s'attache davantage à recueillir des renseignements concernant les déportations par mesure administrative.

« Si nombreuses que soient, écrivait K. Arséniev, les illégalités et les manifestations de l'arbitraire administratif divulguées par les journaux, il y en a une quantité d'autres, non moins scandaleuses, qui ne sont pas relevées et passent inaperçues. Cette lacune pourrait être comblée, dans une large mesure, si l'on appliquait un minimum de méthode dans le collectage des renseignements. Ce n'est que par hasard et, de ce fait, incomplètement, que l'on apprend les raisons des déportations par mesure administrative et des arrestations, encore très largement pratiquées, surtout parmi les ouvriers. Et c'est par hasard aussi que pénètrent dans la presse les nouvelles concernant la situation des condamnés sur les lieux de déportation. »

Rien n'est plus vrai! Il serait très facile aux partis libéraux, aux membres libéraux de la Douma, aux avocats libéraux, aux journalistes libéraux, à divers groupes de libéraux, etc., de rassembler et de publier, dans les limites des possibilités légales et au-delà, une documentation extrêmement complète et systématique sur *chacun* de ces cas « très largement pratiqués, surtout parmi les ouvriers ».

Le journal *Retch*, par exemple, « a chaleureusement accueilli tous ces conseils et ces appels du distingué homme public » K. Arséniev.

Qu'à cela ne tienne, Messieurs! De qui pourrait-on dire qu'il a autant que vous de possibilités et de moyens d'organiser dans de bonnes conditions le collectage et la divulgation des renseignements concernant ce « phénomène social » de la vie russe qui vous indigne tous, que vous

condamnez tous, dont vous parlez tous constamment! Or, voyez vous-mêmes : pas un seul journal libéral, pourtant mille fois plus « garanti » (dans tous les sens du mot) pour ce qui est des empêchements et obstacles de toutes sortes, ne rassemble des renseignements précis sur *tous* les cas de déportation et d'arrestation.

Force nous est de dire que nos libéraux sont très forts en matière de vœux pieux, mais lorsqu'il s'agit de publier dans le *Vestnik Evropy* d'Arséniev lui-même, ou encore dans les *Rousskié Viédomosti*[61] ou dans la *Retch*, les noms de tous les déportés, des renseignements sur eux, des données systématiques sur leur sort, on ne trouve plus personne.

Il est sans doute plus facile (et moins dangereux) d'« appuyer » des appels par des paroles que de *faire* quelque chose de *concret* en leur faveur...

« Pout Pravdy » n° 32,
9 mars 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

UN PROFESSEUR LIBERAL PARLE D'EGALITE

Monsieur le professeur libéral Tougan-Baranovski est parti en guerre contre le socialisme. Cette fois il aborde la question, non pas sous l'angle politico-économique, mais sous celui de considérations générales sur l'égalité (peut-être le professeur a-t-il estimé que ces généralités entraient davantage dans le cadre des entretiens philosophico-religieux où il a eu l'occasion de prendre la parole ?).

« Si l'on considère le socialisme, a proclamé M. Tougan, non pas comme une théorie économique, mais comme un idéal de vie, il se rattache sans aucun doute à un idéal d'égalité, mais l'égalité est une notion... qui ne peut être tirée ni de l'expérience ni du bon sens. »

Voilà comment raisonne un savant libéral, qui se borne à reprendre des arguments incroyablement rebattus et éculés : l'expérience et le bon sens, dit-on, prouvent clairement que les hommes *ne sont pas* égaux ; or, le socialisme base son idéal sur l'égalité. Donc, voyez-vous, le socialisme est une absurdité, il est en contradiction avec l'expérience et le bon sens et ainsi de suite !

M. Tougan reprend le vieux procédé des réactionnaires : on commence par dénaturer le socialisme en lui attribuant des absurdités, après quoi on réfute victorieusement ces mêmes absurdités ! Quand on dit qu'il ressort de l'expérience et du bon sens que les hommes *ne sont pas* égaux, on entend par égalité celle des *aptitudes* ou bien l'*identité* des forces physiques et des dons intellectuels des hommes.

Il va de soi qu'en ce sens les hommes *ne sont pas* égaux. Aucun homme de bon sens et aucun socialiste ne l'oublie.

Seulement, une *telle* égalité n'a *aucun* rapport avec le socialisme. Si M. Tougan est absolument incapable de *penser*, il est en tout cas *capable* de lire et il lui suffirait de prendre le célèbre ouvrage que l'un des fondateurs du socialisme scientifique, Friedrich Engels, a écrit contre Dühring, pour pouvoir y lire que, par égalité dans le domaine économique, il est absurde d'entendre quoi que ce soit d'autre que l'*abolition des classes*. Mais quand MM. les professeurs se mêlent de réfuter le socialisme, on ne sait de quoi il faut le plus s'étonner, de leur stupidité, de leur ignorance ou de leur mauvaise foi.

Il va falloir commencer par les rudiments, puisqu'on a affaire à M. Tougan.

Par égalité, les social-démocrates entendent, dans le domaine politique, l'*égalité des droits*, et, dans le domaine économique, comme il a déjà été dit, l'*abolition des classes*. Quant à réaliser l'égalité entre les hommes dans le sens de l'égalité des forces et des aptitudes (physiques et intellectuelles), cela ne vient même pas à l'esprit des socialistes.

Vouloir l'égalité des droits, c'est revendiquer des droits politiques identiques pour *tous* les citoyens de l'Etat, qui ont atteint un certain âge et ne souffrent pas de débilité mentale, qu'elle soit du type courant ou de celui dont sont atteints les professeurs libéraux. Revendication qui a été formulée pour la première fois, non pas par les socialistes, ni par le prolétariat, mais par la *bourgeoisie*. L'expérience historique de tous les pays du monde est là pour l'attester, comme chacun le sait, et M. Tougan aurait pu très facilement le savoir, s'il ne s'était pas référé à l'« expérience » dans le but exclusif de duper les étudiants et les ouvriers, dans le but de complaire aux détenteurs du pouvoir, en procédant à l'« anéantissement » du socialisme.

La bourgeoisie a formulé cette revendication de l'*égalité* en droits de tous les citoyens au cours de sa lutte contre les privilèges de castes, produits du moyen âge, de la féodalité, du servage. En Russie, par exemple, contrairement à ce qui se passe en Amérique, en Suisse, etc., les privilèges de la noblesse se sont maintenus jusqu'ici dans toute la vie politique, dans les élections au Conseil d'Etat et à la Douma, dans l'administration locale, en matière d'impôts, et dans maints autres domaines.

Même l'individu le moins perspicace et le moins averti peut comprendre que, pris un à un, les hommes qui appartiennent à la caste des nobles *ne sont pas* égaux quant à leurs aptitudes physiques et intellectuelles, de même que *ne sont pas* égaux entre eux ceux qui appartiennent à la caste des paysans, à la caste « taillable », « plébéienne », « inférieure » ou « non privilégiée ». Mais tous les nobles sont *égaux* quant à leurs *droits*, et tous les paysans sont égaux dans leur absence de droits.

Monsieur le docte et libéral professeur Tougan saisit-il maintenant la différence qu'il y a entre l'égalité au sens d'égalité des droits et l'égalité au sens d'égalité des forces et des aptitudes ?

Passons maintenant à l'égalité au sens économique du mot. Aux Etats-Unis d'Amérique, comme dans d'autres pays avancés, il n'y a pas de privilèges médiévaux. Tous les citoyens sont égaux du point de vue des droits politiques. Mais sont-ils égaux *quant à leur situation dans la production sociale* ?

— Non, M. Tougan, ils ne le sont pas. Les uns possèdent la terre, les fabriques, les capitaux, et vivent du travail non payé des ouvriers : ils sont une infime minorité. Les autres, l'immense masse de la population, ne possèdent aucun moyen de production et ne vivent que de la vente de leur force de travail : ce sont les prolétaires.

Il n'y a pas de nobles aux Etats-Unis d'Amérique, et les bourgeois et les prolétaires ont des droits politiques *égaux*. Mais ils *ne sont pas* égaux quant à leur situation *de classe* ; les uns, la classe des capitalistes, possèdent les moyens de production et vivent du travail non payé des ouvriers ; les autres, la classe des ouvriers salariés, des prolétaires, ne possèdent pas de moyens de production et vivent de la vente sur le marché de leur force de travail.

Abolir les classes, c'est placer *tous* les citoyens dans une situation *identique* par rapport aux *moyens de production* de la société tout entière. C'est dire que tous les citoyens ont un droit *identique* au travail effectué à l'aide des moyens sociaux de production, sur la terre appartenant à la société, dans les fabriques appartenant à la société, et ainsi de suite.

Cette explication sur la nature du socialisme était indispensable pour éclairer le docte professeur libéral Tougan,

qui comprendra peut-être maintenant, au prix d'un effort, qu'il est absurde de penser que la société socialiste réalise l'*égalité* des forces et des aptitudes humaines.

En bref : quand les socialistes parlent d'égalité, ils entendent toujours par là l'égalité *sociale*, l'égalité de la situation sociale, et en aucune façon l'égalité des aptitudes intellectuelles et physiques des individus.

Le lecteur restera peut-être perplexe en se demandant comment le docte professeur libéral a pu oublier ces vérités élémentaires, connues de quiconque a lu le premier exposé venu sur les conceptions des socialistes. La réponse est simple : les caractéristiques *personnelles* des professeurs d'aujourd'hui sont telles qu'on peut rencontrer parmi eux jusqu'à des individus d'une rare stupidité comme Tougan. Mais la position *sociale* des professeurs au sein de la société bourgeoise est telle que seuls sont admis à cet emploi ceux qui prostituent la science aux intérêts du capital, ceux qui acceptent de débiter contre les socialistes les plus invraisemblables sottises, les absurdités et les stupidités les plus impudentes. La bourgeoisie leur passe tout cela, pourvu qu'ils s'attachent à « anéantir » le socialisme.

« Pout Pravdy » n° 33,
11 mars 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

LES LIBERAUX ANGLAIS ET L'IRLANDE

Ce qui se passe actuellement au parlement anglais, en relation avec le projet de loi sur le *home rule* de l'Irlande (l'auto-administration ou, plus exactement, l'autonomie de l'Irlande), offre un intérêt éminent du point de vue des rapports de classes, comme de la compréhension des questions nationale et agraire.

Pendant des siècles l'Angleterre a tenu l'Irlande sous sa coupe, faisant éprouver aux paysans irlandais les affres de la famine et de la mort par la faim, les chassant de leurs terres, les contraignant à s'expatrier par centaines de milliers et par millions et à s'établir en Amérique. Au début du XIX^e^ siècle, l'Irlande comptait 5 millions et demi d'habitants ; aujourd'hui, il n'y en a plus que 4 millions 1/3. L'Irlande s'est dépeuplée. Au cours du XIX^e^ siècle, plus de cinq millions d'Irlandais ont émigré en Amérique, et il y a *plus* d'Irlandais aujourd'hui aux Etats-Unis qu'en Irlande !

Les malheurs et les souffrances incroyables des paysans irlandais sont un exemple édifiant qui montre de quoi sont capables les grands propriétaires fonciers et les bourgeois libéraux d'une nation « dominante ». Le « brillant » développement économique de l'Angleterre, l'« épanouissement » de son industrie et de son commerce reposent pour une grande part sur des actions d'éclat contre la paysannerie irlandaise qui font penser à la Saltytchikha, grande dame russe et propriétaire de serfs.

L'Angleterre « florissait », l'Irlande se mourait et restait un pays inculte, à moitié sauvage, essentiellement agricole, peuplé de paysans tenanciers misérables. Mais, quel que fût le désir de la bourgeoisie anglaise, « éclairée

et libérale », de perpétuer l'asservissement de l'Irlande et sa misère, la réforme n'en était pas moins imminente, d'autant plus que les explosions révolutionnaires de la lutte du peuple irlandais pour sa liberté et pour la terre se faisaient toujours plus redoutables. En 1861, se constituait l'organisation révolutionnaire irlandaise des *fénians*. Les Irlandais émigrés en Amérique l'aidaient par tous les moyens.

A partir de 1868, avec le ministère de Gladstone, ce héros des bourgeois libéraux et des petits bourgeois bornés, commence *l'époque des réformes* en Irlande, époque qui s'est prolongée le plus heureusement du monde jusqu'à nos jours, c'est-à-dire pendant près d'un demi-siècle. Oh ! les hommes d'Etat éclairés de la bourgeoisie libérale savent très bien « se hâter lentement » dans leurs « réformes » !

Karl Marx vivait alors depuis plus de 15 ans à Londres, et il a suivi avec le plus grand intérêt, avec la plus grande sympathie, la lutte des Irlandais. Le 2 novembre 1867, il écrivait à Friedrich Engels :« Je me suis efforcé de susciter par tous les moyens une manifestation des ouvriers anglais en faveur de la lutte que mènent les fénians. Auparavant, je considérais la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre comme impossible. Aujourd'hui, je la considère comme inévitable, dût-on après la séparation aboutir à la fédération... » Dans une lettre du 30 novembre de la même année, Marx revient sur ce sujet : « ... La question se pose de savoir ce que nous devons conseiller aux ouvriers anglais. A mon avis, ils doivent poser comme un des points de leur programme l'abolition de l'union » (de l'Irlande avec l'Angleterre), — « bref, la revendication de 1783, mais démocratisée et adaptée aux conditions actuelles. La séparation de l'Irlande est l'unique forme légale et, pour cette raison, la seule forme possible de l'affranchissement de l'Irlande, qui puisse être adoptée par le programme du parti ouvrier *anglais* ». Et, plus loin, Marx montrait que les Irlandais avaient besoin de leur autonomie administrative et de leur indépendance vis-à-vis de l'Angleterre, ainsi que d'une révolution agraire et d'une protection douanière contre l'Angleterre.

Tel était le programme que K. Marx proposait aux ouvriers anglais dans l'intérêt de la liberté de l'Irlande, afin de hâter l'évolution sociale et la libération des ouvriers

anglais ; car les ouvriers anglais ne pouvaient pas conquérir leur liberté tant qu'ils appuyaient (ou même tant qu'ils toléraient) le maintien en esclavage d'un autre peuple.

Mais, hélas ! les ouvriers anglais, pour des raisons historiques particulières, se sont trouvés pendant le dernier tiers du XIX^e^ siècle sous la dépendance des libéraux et imprégnés de l'esprit de la politique ouvrière libérale. Ils se sont trouvés, non pas à la tête des peuples et des classes en lutte pour leur liberté, mais à la remorque des misérables valets du sac d'écus, de messieurs les libéraux anglais.

Et les libéraux ont fait traîner *pendant un demi-siècle* la libération de l'Irlande, inachevée encore aujourd'hui ! C'est seulement au XX^e^ siècle que le paysan irlandais a commencé à s'affranchir de l'état de tenancier et à devenir le libre propriétaire de sa terre, mais messieurs les libéraux lui ont imposé *le rachat à un prix « équitable »* ! Ce sont des millions et des millions de tribut qu'il paie et qu'il paiera encore durant de longues années aux grands propriétaires fonciers anglais pour les remercier de l'avoir pillé pendant plusieurs siècles et de l'avoir réduit à de continuelles famines. Les bourgeois libéraux anglais ont contraint les paysans irlandais à s'acquitter en beaux deniers comptants de ces bontés des propriétaires fonciers...

Aujourd'hui, le parlement anglais examine une loi sur le *home rule* (l'administration autonome) de l'Irlande. Mais il y a en Irlande la province septentrionale de l'Ulster, qui est peuplée, pour une part, de gens originaires d'Angleterre et qui sont protestants, alors que les Irlandais sont catholiques. Et voilà que les conservateurs anglais, avec à leur tête le grand propriétaire foncier Cent-Noir Pourichkévitch... je veux dire Carson, hurlent comme des enragés contre l'autonomie de l'Irlande. Ce serait, disent-ils, placer les habitants de l'Ulster sous la coupe d'hétérodoxes et d'allogènes ! Lord Carson a brandi la menace d'une insurrection et organisé des bandes armées de Cent-Noirs.

Vaine menace, évidemment. Il ne saurait être question d'une insurrection de la part d'une poignée de voyous. Et il ne saurait, non plus, être question d'un « asservissement » des protestants par le parlement irlandais (dont les pouvoirs seront définis par une loi *anglaise*).

Il s'agit seulement d'une manœuvre d'*intimidation* des libéraux par les propriétaires fonciers Cent-Noirs.

Et les libéraux sont pris de panique, ils font des courbettes aux Cent-Noirs, leur accordent des concessions, leur proposent de procéder à une *consultation générale spéciale* (dite referendum) en Ulster et de retarder de *six* ans la réforme pour l'Ulster !

Le marchandage entre libéraux et Cent-Noirs continue. La réforme attendra : les Irlandais ont attendu un demi-siècle, ils attendront encore ; on ne peut tout de même pas « faire grief » aux propriétaires fonciers !

Evidemment, si les libéraux faisaient appel au peuple d'Angleterre, au prolétariat, la bande de Cent-Noirs de Carson fondrait et disparaîtrait sur-le-champ. La pleine liberté de l'Irlande serait assurée pacifiquement.

Mais comment imaginer que les bourgeois libéraux fassent appel à l'aide du prolétariat contre les grands propriétaires fonciers ? Les libéraux, en Angleterre, ne sont-ils pas de même les valets du sac d'écus, qui ne peuvent que ramper devant les Carson.

«Pout Pravdy», n° 34, 13 mars 1914

Conforme au texte du «Pout Pravdy»

LE SYSTEME TAYLOR, C'EST L'ASSERVISSEMENT DE L'HOMME PAR LA MACHINE

Le capitalisme ne peut marquer le pas, ne serait-ce qu'une minute. Il doit aller sans cesse de l'avant. La concurrence, particulièrement aiguë dans les époques de crise telles que la nôtre, fait qu'on invente constamment de nouveaux procédés visant à réduire le prix de revient. Et l'hégémonie du capital transforme chacun de ces procédés en un instrument d'oppression accrue de l'ouvrier.

Le système Taylor est l'un de ces procédés.

Il n'y pas bien longtemps, les partisans de ce système, en Amérique, ont imaginé les méthodes suivantes.

On fixe sur la main d'un ouvrier une lampe électrique. On photographie les mouvements de l'ouvrier et on étudie les déplacements de la lampe. On découvre que tels et tels mouvements sont « superflus » et on oblige l'ouvrier à les éliminer, c'est-à-dire à travailler plus intensément, à ne pas perdre une seconde pour se reposer.

On dresse des plans de nouveaux bâtiments industriels de façon à ne pas perdre une seule minute pendant la livraison des matériaux à la fabrique, pendant leur transport d'un atelier à un autre, pendant l'enlèvement du produit fini. Le cinéma est utilisé de façon systématique pour étudier le travail des meilleurs ouvriers et pour accroître son intensité, c'est-à-dire pour « aiguillonner » l'ouvrier.

Par exemple, on a filmé le travail d'un monteur au cours d'une journée entière. Après étude de ses gestes, on a mis à sa disposition un banc spécialement conçu d'une hauteur telle qu'il ne perdait plus de temps à se baisser. On a adjoint

un apprenti chargé de lui présenter chacune des parties de la machine d'une manière bien déterminée, la plus rationnelle possible. Au bout de quelques jours, le monteur assemblait sa machine dans le *quart* du temps qu'il mettait auparavant !

Quel succès dans la productivité du travail !... seulement le salaire de l'ouvrier n'augmente pas de quatre fois, mais d'une fois et demie, pas plus, et encore *uniquement dans les premiers temps.* Dès que les ouvriers se sont faits au nouveau système, on ramène le salaire à son niveau antérieur. Le capitaliste touche un gros bénéfice ; mais l'ouvrier, lui, fournit un effort quatre fois plus intense, il épuise ses nerfs et ses muscles quatre fois plus vite.

L'ouvrier nouvellement embauché est conduit au cinéma de l'usine, où on lui montre l'exécution « modèle » de son travail. On le contraint à « rattraper » ce niveau. Au bout d'une semaine, on lui montre au cinéma son propre travail et on le compare au « modèle ».

Tous ces perfectionnements poussés se font *contre* l'ouvrier ; ils visent à l'écraser et à l'asservir encore davantage, sans aller au-del à d'une distribution rationnelle et raisonnée du travail *à l'intérieur de la fabrique.*

Une question se pose tout naturellement : et la distribution du travail à l'intérieur de la société tout entière ? Quelle masse de travail se fait pour rien à l'heure actuelle, du fait de l'incohérence, de l'état chaotique où se trouve plongé l'ensemble de la production capitaliste ! Que de temps gaspillé pendant l'acheminement de la matière première jusqu'au fabricant, à travers des centaines d'accapareurs et de revendeurs et dans l'ignorance de la demande du marché ! Il y a non seulement perte de temps, mais aussi perte et détérioration des produits eux-mêmes. Et la perte de temps et de travail dans la livraison du produit fini aux consommateurs à travers une masse de petits intermédiaires qui, eux non plus, ne peuvent pas connaître les exigences des acheteurs et font une quantité non seulement de mouvements, mais d'achats inutiles, de courses inutiles et ainsi de suite !

Le capital organise et rationalise le travail à l'intérieur de la fabrique pour accroître l'oppression de l'ouvrier et augmenter ses bénéfices. Mais, dans l'ensemble de la

production sociale, règne un chaos grandissant qui amène des crises, pendant lesquelles les richesses accumulées ne trouvent pas d'acheteurs, tandis que des millions d'ouvriers dépérissent et meurent de faim parce qu'ils ne trouvent pas de travail.

A l'insu de ses auteurs et contre leur volonté, le système Taylor prépare le temps où le prolétariat prendra en main toute la production sociale et désignera ses propres commissions, des commissions ouvrières, chargées de répartir et de régler judicieusement l'ensemble du travail social. La grande production, les machines, les chemins de fer, le téléphone, tout cela offre mille possibilités de réduire de quatre fois le temps de travail des ouvriers organisés, tout en leur assurant quatre fois plus de bien-être que maintenant.

Et, avec l'aide des syndicats ouvriers, les commissions ouvrières sauront appliquer ces principes de répartition rationnelle du travail social quand celui-ci aura été délivré de l'asservissement où le tient le capital.

« Pout Pravdy » n° 35,
13 mars 1914.
Signé : M. M.

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

L'«OPPOSITION RESPONSABLE» ET LA PARTICIPATION DES CADETS A LA CONFERENCE DU 1er MARS

Les journaux ont déjà beaucoup parlé de la conférence qui a réuni, le 1er mars, des représentants du gouvernement et certains députés à la Douma. Mais la signification de cette conférence, du point de vue de la situation et des tâches de l'« opposition » à la Douma, a été mise en lumière d'une façon très insuffisante.

Rappelons que juste avant le 1er mars, nombre d'organes de la presse libérale, à Pétersbourg, à Moscou et en province, ont soulevé et discuté vivement la question du calme plat qui régnait à la Douma, de l'impuissance et de l'inertie de cette dernière, des députés qui la fuyaient, des tâches de l'opposition, etc.

Juste avant le 1er mars, les chefs les plus en vue du parti « constitutionnel-démocrate », MM. Milioukov et Chingarev, ont fait paraître dans les journaux des deux capitales des articles où ils attaquaient M. Strouvé pour ses appels en faveur de l'« assainissement du pouvoir », et le cadet de droite V. Maklakov pour ses appels « à la fois pessimistes et optimistes » en faveur d'une entente avec les octobristes. Juste avant le 1er mars, M. Milioukov a cherché, de toutes ses forces, à se donner pour l'adversaire du « viékhisme », c'est-à-dire des idées conséquentes et sincères du libéralisme contre-révolutionnaire *.

*Voir le présent tome, pp. 132-134. (*N.R.*)

La composition et le caractère de la conférence du 1er mars ont montré une fois de plus que toutes ces petites réserves des chefs du parti cadet à l'égard de Strouvé et de V. Maklakov, tous ces efforts pour se montrer « plus à gauche » que ces politiciens ne sont qu'hypocrisie et visent à duper les démocrates. *En fait*, ce qui a triomphé à cette conférence, c'est la politique des libéraux «viékhistes», la politique de MM. Strouvé et V. Maklakov, et non pas celle des chefs et des diplomates officiels du parti cadet, MM. Milioukov, Chingarev et Cie.

N'ont participé à la conférence que les porte-parole des partis gouvernementaux et de l'opposition bourgeoise libérale ; ni les social-démocrates ni les troudoviks (la démocratie bourgeoise) n'y avaient été invités (le motif allégué était qu'il s'agissait d'« antimilitaristes par principe qui votent toujours contre tous les crédits militaires », mais la vraie raison est qu'on ne désirait pas s'attirer un refus motivé et public, qui ne faisait aucun doute, tout au moins en ce qui concerne les social-démocrates).

Quand les députés de l'opposition — d'après le compte rendu très officiel de la *Retch* — « *tentèrent de soulever également la question de notre politique intérieure* », il leur fut déclaré qu'il ne devait être question que des crédits militaires et que « les représentants du gouvernement ne jugeaient pas possible de fournir à la présente conférence des éclaircissements sur des questions de politique intérieure ».

« *Néanmoins*, écrivait la *Retch*, quelques députés, dont I. Efrémov, A. Chingarev et d'autres, *ont évoqué* dans leurs discours des questions concernant également notre situation intérieure. »

D'autant plus — convient-il de dire à propos de cette déclaration — d'autant plus intempestif, dérisoire, absurde et indigne fut le rôle joué par les députés cadets, constitutionnels-démocrates. Si leur parti s'était appelé parti modéré libéral-monarchiste, c'est-à-dire s'il avait porté un nom exprimant fidèlement son essence de classe et sa véritable nature politique, le comportement des députés cadets aurait été conforme à la mission de ce parti ! Mais lorsqu'il s'agit d'hommes qui se donnent pour des démocrates, d'hommes dont même les plus à droite, du genre de V. Maklakov, déclarent publiquement qu'ils *ont perdu la*

foi « dans la possibilité de trouver une issue à l'impasse sans en arriver à des explosions et à des catastrophes révolutionnaires » (c'est exactement en ces termes que M. Chingarev *en personne* traduisait l'opinion de V. Maklakov dans le n°55 de la *Retch* du 26 février,— et M. Milioukov *en personne* s'était exprimé d'une façon analogue dans le numéro du 25 février), — lorsqu'il s'agit de tels hommes, participer à une conférence en compagnie de gens de droite et d'octobristes, c'est s'administrer un soufflet public.

Messieurs les cadets se sont administré eux-mêmes un soufflet. Ils ont abjuré publiquement — par leur participation — leurs propres propos sur « la perte de leur foi ». Ils ont démontré publiquement qu'ils étaient prêts à manifester *la vitalité de leur foi*, c'est-à-dire à servir avec zèle et fidélité.

Car les cadets, eux, comprennent mieux que personne le lien indissoluble qu'il y a entre la politique intérieure et la politique extérieure, ainsi que le sens d'une « affectation » de crédits...

« Pout Pravdy » n° 36,
14 mars 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

LA DESAGREGATION DU BLOC «D'AOUT»

Tous ceux qui s'intéressent au mouvement ouvrier et au marxisme en Russie savent qu'en août 1912 s'est formé un bloc (une alliance) rassemblant les liquidateurs, Trotski, les Lettons, les bundistes, les Caucasiens.

On l'annonça à grand orchestre dans le journal *Loutch*, fondé grâce à de l'argent qui n'était pas celui des ouvriers et juste au moment des élections de Pétersbourg, afin de faire échec à la volonté de la majorité des ouvriers organisés. On y exaltait le « grand nombre » des participants à ce bloc, l'union de « marxistes de diverses tendances », l'« unité » et l'absence d'esprit de fraction ; on fulminait contre les « scissionnistes », qui avaient adhéré à la conférence de janvier 1912 [62].

La question de l'« unité » se posa donc aux ouvriers conscients sous une forme nouvelle, une forme pratique. Les faits devaient montrer qui avait raison : ceux qui glorifiaient la plate-forme d'« unification » et la tactique des « partisans du bloc d'Août », ou ceux qui disaient qu'il s'agissait d'une enseigne mensongère dissimulant sous une apparence nouvelle les mêmes liquidateurs en faillite.

Il s'est écoulé depuis tout juste *dix-huit* mois. Un laps de temps considérable pour la période d'essor des années 1912-1913. Et voilà qu'en février 1914 se fonde sous le nom de *Borba* [63] une nouvelle revue, cette fois vraiment « unificatrice », tout particulièrement et pour de bon « non fractionnelle », dirigée par un « *véritable* » partisan de la plate-forme d'août, par Trotski.

Et tout observateur attentif remarque aussitôt, à la fois par le contenu du premier numéro de la *Borba* et par

ce qu'ont publié les liquidateurs au sujet de la *Borba* avant sa parution, que le bloc d'Août *s'est désagrégé* et qu'on déploie des efforts convulsifs pour masquer cette désagrégation, pour tromper les ouvriers. Mais cette tromperie, elle aussi, sera vite démasquée.

Avant la parution de la *Borba*, la rédaction de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* a publié cet entrefilet plein de fiel : « La véritable physionomie de cette revue dont on a beaucoup parlé ces temps derniers dans les milieux marxistes, nous paraît encore assez vague. »

Songez un peu, lecteur : depuis le mois d'août 1912, Trotski figure parmi les meneurs du bloc unificateur d'Août, mais tout au long de l'année 1913 il s'est tenu à l'écart du *Loutch* et du groupe « loutchiste ». En 1914, ce Trotski fonde sa *propre* revue tout en continuant à figurer, fictivement, aussi bien à la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* qu'à *Nacha Zaria*. « *Dans certains milieux on parle beaucoup* » d'une « note » secrète de Trotski, camouflée par les liquidateurs et dirigée *contre* les loutchistes, messieurs F. D., L. M. et autres personnages « inconnus ».

Et l'honnête, la non-fractionnelle, l'unificatrice rédaction de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* écrit : « Cette physionomie nous paraît encore assez vague » !

Ils ne voient pas encore que le bloc d'Août s'est désagrégé ! !

Mais si, Messieurs F.D., L.M. et autres loutchistes, tout cela est parfaitement « clair » pour vous, et vous cherchez tout simplement à duper les ouvriers.

Le bloc d'Août s'est révélé — comme nous le disions déjà à l'époque, en août 1912, — un simple camouflage des liquidateurs. *Il est rompu. Même* ses amis russes ne sont pas restés ensemble. Les fameux unificateurs n'ont pas même réussi à s'unir entre eux, et il s'est formé *deux* tendances « d'août » : la tendance loutchiste (*Nacha Zaria* et *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*) et la tendance trotskiste (*Borba*). Chacune tient un lambeau du drapeau d'août « unifié » qu'elles ont elles-mêmes déchiré, et toutes les deux crient « unité ! » d'une voix enrouée !

Quelle est la tendance de la *Borba* ? Trotski a écrit à ce sujet un fort long article dans le n° 11 de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*, mais la rédaction du journal liquidateur lui

a répondu, très justement, que « cette physionomie paraît encore assez vague ».

Effectivement, les liquidateurs ont *leur propre* physionomie, qui est libérale, et non pas marxiste. Quiconque est familier des écrits de F. D., L. S., L. M., Ejov [64], Potressov et Cie, connaît cette physionomie.

Mais Trotski n'a jamais eu aucune « physionomie », et il n'en a aucune ; il n'a à son actif que des migrations, que des désertions qui l'ont fait passer des libéraux aux marxistes et vice versa, des bribes de mots d'esprit et de phrases ronflantes, pillés à droite et à gauche.

Sur quelque question litigieuse que ce soit, la *Borba* ne dit *pas un* mot vaillant.

C'est invraisemblable, mais c'est un fait.

La question de l'« organisation clandestine ». *Pas le moindre mot.*

Trotski partage-t-il les idées d'Axelrod, de Zassoulitch, de F. D., de L. S. (n° 101 du *Loutch*), etc. ? *Motus.*

Le mot d'ordre de lutte pour un parti légal ? — *Pas traître mot.*

Les propos libéraux des Ejov et autres loutchistes sur les grèves ? L'abrogation du programme sur la question nationale ? *Rien.*

Les interventions de L. Sédov et d'autres loutchistes *contre deux* « piliers » [65] ? — *Pas un mot.* Trotski assure qu'il est partisan d'associer les revendications partielles à l'objectif final, mais sa position à l'égard de la manière employée *par les liquidateurs* pour réaliser cette « association », il la garde sous le boisseau !

En fait, sous le couvert de phrases bien sonores, vides de sens et fumeuses, Trotski embrouille les ouvriers les moins conscients et assume la défense des liquidateurs en passant sous silence la question de l'organisation illégale, en affirmant qu'il n'existe pas en Russie de politique ouvrière d'inspiration libérale, etc.

S'adressant au groupe des sept députés dirigé par Tchkhéidzé, Trotski leur fait de longs sermons sur la façon *plus subtile* dont il faudrait combattre l'organisation clandestine et le parti. Ces plaisants sermons annoncent clairement la *désagrégation incessante* des Sept. Bourianov les a quittés. Ils n'ont pu s'entendre sur la réponse à donner à Plékhanov.

Les voilà qui hésitent maintenant entre Dan et Trotski, pendant que Tchkhéidzé, visiblement, déploie tous ses talents de diplomate pour essayer de colmater la nouvelle lézarde.

Et ces hommes qui gravitent autour du Parti, qui ne savent pas s'unir sur *leur propre* plate-forme « d'Août », veulent tromper les ouvriers avec leurs appels à l'« unité » ! Vains efforts !

L'unité, c'est la reconnaissance de l'« ancien » et la lutte contre ceux qui le rejettent. L'unité, c'est le rassemblement de la majorité des ouvriers de Russie autour des décisions que tous connaissent depuis longtemps et qui ont condamné le courant liquidateur. L'unité, c'est la liaison entre les députés à la Douma et la volonté de la majorité des ouvriers, ce qui a été réalisé par le groupe des six députés ouvriers.

Quant aux liquidateurs et à Trotski, quant aux « Sept » et à Trotski, qui ont rompu leur propre bloc d'Août, qui ont rejeté toutes les décisions du Parti, qui ont rompu avec l'organisation illégale et avec les ouvriers organisés, ce sont les pires dissidents. Heureusement, les ouvriers l'ont déjà compris, et tous les ouvriers conscients édifient *pratiquement* leur unité *contre* les liquidateurs qui veulent la détruire.

« Poul Pravdy » n° 37,
15 mars 1914

Conforme au texte
du « Poul Pravdy »

LE CAPITALISME ET LA PRESSE

Quand deux voleurs se battent, c'est toujours d'un certain profit pour les honnêtes gens. Quand des « personnalités » de la presse bourgeoise se brouillent à mort, ils étalent devant le public la vénalité et les fourberies des « grands » journaux.

N. Snessarev, du *Novoïé Vrémia*, s'est querellé avec son journal ; il avait tapé dans la caisse et a été chassé à grand scandale. Il a publié maintenant une « œuvre » de 135 pages intitulée : « Le mirage du *Novoïé Vrémia*. Un quasi-roman. Saint-Pétersbourg 1914 ». Jouant, comme il se doit, à l'« honnête » homme, M. Snessarev décrit des mœurs depuis longtemps implantées dans les pays capitalistes d'Occident et qui gagnent de plus en plus le monde journalistique bourgeois de Russie, grâce à des conditions, certes, particulièrement favorables aux combinaisons les plus louches et les plus infâmes et à l'impunité en matière de corruption, de flagornerie, etc.

« Tous se sont habitués, peu à peu, à vivre bien au-dessus de leurs moyens », écrit avec une gracieuse naïveté la « victime » du *Novoïé Vrémia*. — « Impossible de dire quand et par quel moyen la société se libérera de ce phénomène, et si elle y parviendra. Mais qu'il en soit ainsi, aujourd'hui, c'est un fait reconnu. » Et l'un des moyens magiques qui permettent de dépenser plus qu'on ne reçoit est la « *participation* » des journaux bourgeois à l'octroi de concessions.

« On peut citer, raconte l'homme du *Novoïé Vrémia*, des dizaines de concessions diverses obtenues, non seulement grâce à telles ou telles relations, mais aussi grâce à tels articles parus dans tels ou tels journaux. Le *Novoïé Vrémia* ne fait naturellement pas exception. » Par exemple, M. Snes-

sarev reçut un jour la visite d'un représentant de la Compagnie de télégraphie sans fil Marconi, de Londres, qui lui proposa de rédiger les statuts d'une société russe Marconi et un projet de concession au bénéfice de cette société. « La rémunération de ce travail était fixée à 10 000 roubles, et l'accord fut conclu. »

Cette pauvre victime de Snessarev narre qu'il n'est pas seul à s'être vendu aux capitalistes pour cette somme, mais que tout le journal *Novoïé Vrémia* s'est vendu pour « une campagne en faveur de la concession », obtenant une remise de 50% sur les télégrammes, ainsi qu'une « sinécure » de fondateur de la société, avec 50 000 roubles d'actions.

Les capitalistes de Londres — le détroussement des Russes — la concession accordée par le gouvernement russe — la participation de la presse — la vénalité générale — l'achat et la vente de n'importe qui pour quelques dizaines de milliers de roubles — tel est le tableau véridique que brosse ce voleur ulcéré de Snessarev.

L'entreprise de plusieurs millions qu'est le *Novoïé Vrémia* est en train de s'effondrer. Les rejetons du renégat millionnaire A. Souvorine font la fête avec ces millions et les dilapident. Il faut sauver le noble journal. « P. Bark, directeur-administrateur de la banque Volga-Kama », entre en scène (p. 85). Il persuade A. Souvorine de céder l'affaire à une société qui, en août 1911, a été dotée de statuts approuvés *en haut lieu*, et dont 650 parts sur 800 échoient à A. Souvorine. (La part = 5 000 roubles.) A la constitution de la société on établit un bilan fictif (p. 97), explique M. Snessarev, qui ajoute qu'« un tel bilan ne pouvait être accepté, lors de la fondation de la société, que par des gens ne connaissant absolument rien aux chiffres ou bien par des gens de l'espèce de M. Goutchkov, c'est-à-dire qui avaient fort bien compris de quoi il retournait, mais qui poursuivaient des fins strictement personnelles ». Les héros de la fondation de cette société (assemblée constitutive en date du 10 novembre 1911) furent *Snessarev lui-même*, P. Bark, V. Bourénine, l'octobriste membre de la Douma Choubinski, les rejetons du noble renégat A. Souvorine, etc.

Depuis novembre 1911, cette très honorable compagnie a œuvré, comme le voit le lecteur, avec un zèle remarquable.

Et *depuis 1912*, raconte notre pauvre victime de Snessarev, le privilège que possédait le *Novoïé Vrémia* de recevoir les annonces des banques agricoles (« un revenu pas si important que ça » : seulement 15 000 roubles par an, ou « quelque chose dans ce genre » !), ce privilège est devenu subside. Car, d'après la loi, les annonces doivent aller au journal qui jouit de la plus forte diffusion. Le *Novoïé Vrémia n'était pas*, à cette époque, le journal le plus répandu, mais « il fit jouer » (« pour la première fois », jure l'honnête Snessarev) des influences occultes et les relations qu'il avait dans les sphères gouvernementales, afin de se faire réserver les annonces des banques agricoles ». Quand on résolut cette question au Conseil des ministres, il fut décidé, après d'assez sérieuses hésitations, de laisser ces annonces au *Novoïé Vrémia* » (p. 21).

On monte un club littéraire et artistique, « à vrai dire, une maison de jeu » (p. 69) ; « dans les livres de dettes du club, les noms des collaborateurs du *Novoïé Vrémia* étaient portés pour des milliers de roubles. On passait tout simplement ces sommes aux profits et pertes. »

L'agioteur Manus, qui s'est enrichi à la Bourse, qui a amassé par ses tripotages une fortune « de plusieurs millions » (120), mène campagne dans le *Novoïé Vrémia*, avec la participation de MM. Menchikov et autres, pour obtenir la destitution du ministre Kokovtsev. On laisse aux lecteurs le soin de deviner combien de dizaines de milliers de roubles ont touchés tous ces « personnages » et combien il leur reste à toucher.

Valse des millions. Bilan de cinq millions du *Novoïé Vrémia*, dont trois environ sont fictifs. Emoluments et honoraires de 2 ou 3 mille roubles *par mois* aux collaborateurs de second ordre, de troisième ordre. Des centaines de milliers et des millions de roubles gaspillés. Emprunts aux banques de centaines de milliers. Vénalité générale. Prostitution en tous genres, illégale et légale, sanctifiée par le mariage. La meilleure et la plus haute société de Pétersbourg. Millionnaires, ministres, boursiers, étrangers de marque. Maisons de jeu. Chantage de toute espèce. « Pas de convictions politiques » (p. 36). Rivalités et crocs-en-jambe. Amfitéatrov et Snessarev provoquant en duel un ingénieur qui avait offensé la rédaction du *Novoïé Vrémia*,

laquelle avait traîné dans la boue les étudiants. A. Souvorine qui « aime beaucoup » Amfitéatrov mais « ne peut résister au plaisir de lui causer un ennui » : il laisse passer un article de Bourénine contenant une « vilaine » sortie contre l'actrice Raïskaïa, la femme d'Amfitéatrov. Bourénine flanque Amfitéatrov à la porte. Les rejetons de Souvorine, qui font des centaines de milliers de roubles de dettes.

Déficit du *Novoïé Vrémia* en 1905 : 150 000 roubles.

Les négociants-usiniers de Moscou, épouvantés par l'année 1905, offrent 100 000 roubles pour créer un journal ouvrier de tendance patriotique. Sur leur demande, le *Novoïé Vrémia* se charge d'organiser la chose.

Le journal « traîna une misérable existence » pendant deux ans et cessa de paraître. Les industriels de Moscou perdirent 100 000 roubles, les gens du *Novoïé Vrémia*, 150 000 (61).

Voleurs, hommes publics à vendre au plus offrant, écrivains vénaux, journaux vénaux. Voilà notre « grande presse ». Voilà la fleur de la « haute » société. Ces gens, « tout le monde » les connaît, ils ont « partout » des relations... L'impudence éhontée des féodaux enlaçant dans l'ombre la vénalité éhontée de la bourgeoisie, la voilà, la « sainte Russie ».

« Pout Pravdy » n° 41,
20 mars 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

L'OPINION D'UN BOURGEOIS RADICAL SUR LES OUVRIERS DE RUSSIE

Il est parfois utile de jeter un coup d'œil sur la façon dont on nous juge *de l'extérieur*, dont on voit notre presse ouvrière, nos syndicats ouvriers, notre mouvement ouvrier, etc. Il y a intérêt à connaître les opinions de nos ennemis avoués ou camouflés, celles de gens qui n'ont pas d'idées bien arrêtées, celles de gens qui « sympathisent » plus ou moins vaguement avec nous, pour autant qu'il s'agisse de personnes tant soit peu intelligentes, compétentes et s'entendant plus ou moins à la politique.

C'est à cette dernière catégorie qu'appartient, sans aucun doute, le « troudovik » ou « socialiste populaire » — ou, pour respecter la vérité, le bourgeois radical ou le démocrate bourgeois Monsieur S. Elpatievski.

Cet auteur est l'un des plus fidèles compagnons d'idées et frères d'armes de N. Mikhaïlovski, qu'exaltent actuellement avec si peu d'intelligence les « populistes de gauche » désireux, en dépit du bon sens, de passer pour socialistes. Monsieur S. Elpatievski est un observateur attentif de la vie petite-bourgeoise en Russie, dont il interprète les réactions avec beaucoup de « finesse ».

On peut dire qu'il fait partie de l'avant-garde des liquidateurs russes, car lui et ses amis, dès l'automne 1906 (voir la livraison tristement célèbre d'août 1906 du *Rousskoïé Bogatstvo*), ont proclamé la nécessité d'un « parti légal », attaqué l'étroitesse de l'« organisation clandestine » et entrepris de corriger les mots d'ordre les plus importants de cette dernière dans l'esprit d'un parti ouvert, c'est-à-dire légal. D'après les paroles et dans la pensée intime de ces « social-cadets » (comme étaient *obligés* de les appeler à l'époque

même les populistes de gauche), s'ils reniaient l'organisation illégale et proclamaient le mot d'ordre liquidateur de «parti légal» ou de «lutte pour un parti légal», c'était pour aller «aux masses», pour organiser les masses.

En réalité, le plan de messieurs les « socialistes populaires » n'avait pas d'autre contenu qu'une pusillanimité de petits bourgeois et de philistins (par rapport aux masses) et une grande crédulité (par rapport au pouvoir). La propagande d'un « parti légal » leur valut d'être menacés du violon, ou, pour quelques-uns, d'y être enfermés, et en fin de compte ils se retrouvèrent sans lien aucun, ni légal ni autre, avec les masses, et sans parti, ni légal ni d'aucune autre espèce. Ils se retrouvèrent dans la situation actuelle de nos liquidateurs, celle d'un groupe de liquidateurs-légalistes, d'un groupe de publicistes « indépendants » (indépendants de l'organisation clandestine — mais dépendants, sur le plan idéologique, du libéralisme).

Les années d'abattement, de désorganisation et de désagrégation sont passées. Un souffle nouveau s'est fait sentir. Et, sensible aux réactions des petits bourgeois, Monsieur S. Elpatievski publie dans le numéro de janvier 1914 du *Rousskoïé Bogatstvo* un article consacré à l'état d'esprit des différentes classes de la société russe, sous le titre qui se veut profond : « La vie suit son cours. »

La vie suit son cours, s'écrie notre populiste, en évoquant le souvenir de toutes sortes de congrès, du discours de Salazkine, de l'affaire Beylis. La province s'anime indiscutablement, bien que « parfois on ne puisse distinguer de nos jours, non seulement un cadet de droite d'un octobriste de gauche, mais parfois aussi un socialiste-révolutionnaire et un social-démocrate » (pris parmi les liquidateurs, n'est-il pas vrai, monsieur le liquidateur populiste ?) « d'un cadet de gauche, à en juger par la tactique pratiquée sur le plan local » (il s'agit uniquement, bien sûr, de la tactique légale). « Il se produit une sorte de rassemblement de la Russie de part et d'autre de la cloison qui la partage. D'un côté se sont rassemblés la noblesse unifiée, la bureaucratie unifiée, les fonctionnaires et les petits bourgeois qui, d'une façon ou d'une autre, « vivent aux crochets du gouvernement » ; de l'autre, le simple petit bourgeois, masse profonde de la société provinciale ».

Comme vous voyez, l'horizon de notre populiste n'est pas très large, et son analyse est bien maigre : c'est toujours le même point de vue libéral, qui consiste à opposer le pouvoir à la société. Quant à la lutte de classe à l'intérieur de la société, quant à la bourgeoisie et aux ouvriers, au désaccord qui s'accentue entre le libéralisme et la démocratie, il est bien difficile d'en dire quoi que ce soit du point de vue d'un petit bourgeois de province.

En ce qui concerne les couches inférieures des campagnes, il est difficile de tirer des conclusions, écrit Monsieur S. Elpatievski.

« ... Les ténèbres et le silence s'étendent sur les campagnes, où l'on voit mal, d'où l'on entend mal »... Le mouvement coopératif « a jailli subitement et s'est largement répandu » ...la lutte des otroubniki[66] et des paysans des communautés... « *tout cela a été insuffisamment mis en lumière.* »

« Oui, il faut reconnaître que le mur entre les otroubniki et les paysans des communautés, dressé par les efforts du gouvernement dans le but de diviser et d'éparpiller la masse paysanne, s'élève toujours plus haut, mais il semble que les sentiments et l'état d'esprit répondant aux vues du gouvernement, ne se sont pas encore fait jour dans les campagnes. Comme par le passé, le désir et l'attente de la terre brûlent avec autant d'éclat dans le cœur des uns et des autres, et le désir de la liberté, des droits, précédemment étouffé par la « terre », devient visiblement chaque jour plus vif et plus impérieux. »

Et, pour terminer, après avoir souligné que « ce sont précisément les milieux de droite qui répètent maintenant avec obstination le mot de révolution », que ces milieux « se sont effrayés pour de bon, qu'ils s'attendent effectivement à un conflit, qu'ils sont persuadés qu'une catastrophe est imminente », notre peintre de la vie russe dit ce qui suit sur les ouvriers :

« *Je n'ai rien à dire ici des ouvriers organisés. Inutile en ce domaine, d'aller à l'aveuglette dans ses déductions: tout y est clair et bien visible. Les opinions y sont assez nettement établies, il n'y est pas question de désirs et d'espérance, mais aussi de revendications, présentées avec énergie et résolution, non pas par des flambées spontanées, mais par des méthodes systématisées et élaborées...* (les points de suspension sont de M. Elpatievski). *Et il ne fait aucun doute que les idées, les désirs, les espérances existant dans ce milieu organisé s'insinuent dans celui des campagnes dont il est issu.* »

Voilà ce qu'écrit un homme qui n'a jamais été marxiste et qui s'est toujours tenu à l'écart des « ouvriers organisés ». Et cette appréciation *émanant de l'extérieur* est d'autant plus précieuse pour les ouvriers conscients.

M. Elpatievski, l'un des chefs « d'avant-garde » du courant liquidateur, devrait réfléchir à la signification de ce qu'il lui a fallu reconnaître aujourd'hui.

Premièrement, parmi *quels* ouvriers les « opinions » sont-elles « assez nettement établies » et « les méthodes systématisées et bien élaborées»? *Seulement* parmi les adversaires du courant liquidateur (car, chez les liquidateurs, c'est le chaos absolu des opinions et des méthodes), *seulement* chez ceux qui ne se sont pas détournés précipitamment et avec pusillanimité de l'organisation illégale. C'est *seulement* chez eux qu'en effet « *tout est clair et bien visible* ». Cela semble paradoxal, mais c'est un fait: le chaos est chez ceux qui ont la nostalgie du « parti légal », — « tout est clair et bien visible », « les opinions sont assez nettement établies et les méthodes bien élaborées » uniquement chez les partisans de l'« organisation clandestine », chez ceux qui observent fidèlement les consignes de cette organisation clandestine prétendument étriquée et nécrosée (voir *Nacha Zaria*, le *Loutch*, la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*, la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*).

Le premier de ceux qui ont donné naissance au courant liquidateur (le chef de file du *Rousskoïé Bogatstvo*, M. Elpatievski) a été également le premier à signer son arrêt de mort, à prononcer en son honneur une « oraison funèbre ».

Il se peut que M. Elpatievski n'en ait pas lui-même conscience, mais la question qu'il soulève dépasse de loin les limites de l'entendement propre de tels ou tels politiciens.

Deuxième point, le plus important. Pourquoi donc pendant l'une des périodes les plus troubles et les plus pénibles de l'histoire de la Russie, au cours des cinq années qui vont de 1908 à 1913, le prolétariat a-t-il été la seule de *toutes* les classes du peuple russe à ne pas marcher « à tâtons » ? Pourquoi est-ce seulement chez lui que tout s'est trouvé être « clair et bien visible » ? Pourquoi sort-il de cette grande débandade idéologique, de ce désarroi et de ces flottements de toutes sortes en matière de programme, de tactique et d'organisation — qu'ont connus et les libéraux et les populistes,

et les intellectuels qui se disent « marxistes eux aussi » — avec « des opinions assez nettement établies », avec « des méthodes systématisées et bien élaborées » ? Ce n'est pas seulement parce que l'organisation illégale a établi ces opinions et élaboré ces méthodes, mais parce qu'il y a des causes sociales très profondes, des conditions économiques, des facteurs dont l'action est de plus en plus forte avec chaque nouveau kilomètre de voie ferrée, avec chaque progrès du commerce, de l'industrie, du capitalisme à la ville et à la campagne, des facteurs qui accroissent, renforcent, retrempent et cimentent le prolétariat, qui l'aident à ne pas marcher *à la traîne* des petits bourgeois, à ne pas connaître les mêmes flottements qu'eux, à ne pas renier peureusement l'organisation clandestine.

Quiconque méditera là-dessus comprendra le préjudice énorme que causent les tentatives de « fondre » en un seul parti les hommes d'avant-garde de la classe des ouvriers salariés et la paysannerie petite-bourgeoise inévitablement vacillante et instable.

« Prosvéchtchénié » n° 3, mars 1914

Conforme au texte de la revue « Prosvéchtchénié »

LEÇONS POLITIQUES

Le Conseil d'Etat a, il y a quelque temps, éliminé l'usage de la langue polonaise du projet d'autonomie administrative de la Pologne. Ce vote, qui a eu lieu en dépit de la volonté du chef du gouvernement, nous explique bien des choses en ce qui concerne les classes dirigeantes de Russie et les « particularités » de la structure et de la gestion de notre Etat.

La presse a déjà révélé la longue histoire des discussions au sujet de la langue polonaise dans le projet d'autonomie administrative de la Pologne. Les grands propriétaires fonciers russes, qui tiennent les rênes du pouvoir, menaient depuis longtemps déjà, depuis 1907, des négociations sur ce point avec la haute aristocratie polonaise. Ils essayaient d'établir une certaine collaboration, ou tout simplement une cohabitation relativement pacifique, des Cent-Noirs de Russie et des Cent-Noirs de Pologne, le tout, bien entendu, entièrement et exclusivement au nom des intérêts de la « culture nationale ».

Les propriétaires fonciers polonais défendaient la culture nationale polonaise en essayant de se faire garantir l'autonomie administrative (au lieu de l'autonomie tout court) et l'usage de la langue polonaise. Les propriétaires fonciers grands-russes défendaient la culture nationale russe en affirmant (ils étaient les maîtres absolus et n'avaient pas à réclamer des garanties) la suprématie de cette dernière et en insistant pour que la région « russe » de Chelm soit séparée de la Pologne. Les deux parties avaient entrepris de

conclure un accord dirigé notamment *contre* les Juifs, frappés par avance d'un « numerus clausus », afin que la Pologne ne restât pas en retard sur la Russie dans la persécution des Juifs et dans leur oppression par les Cent-Noirs.

Stolypine, nous informe-t-on, a mené personnellement ces pourparlers avec l'aristocratie polonaise, avec les propriétaires fonciers, les magnats de Pologne. Il a fait des promesses. Des projets ont été déposés. Mais... la région de Chelm a été détachée, et notre Conseil d'Etat *a éliminé* l'usage de la langue polonaise du projet d'autonomie administrative de la Pologne. Kokovtsev a défendu « avec zèle et fidélité » la cause de Stolypine, mais en pure perte. La droite du Conseil d'Etat ne l'a pas suivi.

Voici encore un exemple, bien que peu important, de contrat « déchiré ». Goutchkov disait récemment, au nom de la bourgeoisie russe, qu'elle avait conclu un pacte tacite avec le gouvernement de la contre-révolution : « le soutenir en échange de réformes ». Le soutien a été prêté, mais les réformes *n'ont pas* suivi.

Dans notre exemple, ce n'est pas la bourgeoisie, ce n'est pas l'opposition, mais les propriétaires fonciers pur sang qui avaient, eux aussi, conclu un pacte tacite : « nous » faisons un pas vers Stolypine, et on nous accorde l'autonomie administrative avec la langue polonaise. Ils ont fait le pas, mais ils n'ont pas obtenu l'usage de la langue polonaise.

De riches leçons politiques découlent de ce petit exemple. La lutte des nationalités se transforme sous nos yeux en un marché des classes dirigeantes de deux nations qui a pour condition l'oppression poussée d'une troisième (la nation juive). N'oublions pas que c'est là le comportement de toutes les classes dirigeantes, non seulement des grands propriétaires fonciers, mais aussi de la bourgeoisie, si démocratique qu'elle puisse être.

La structure et la gestion réelles de la Russie apparaissent dans leur fondement de classe : les propriétaires fonciers commandent, décident, règlent les affaires. Cette classe est toute-puissante. Elle ne « concède » à la bourgeoisie que le droit... de signer des pactes, qu'ensuite elle *déchire*.

Mais ce n'est pas assez. Il apparaît que, même *au sein* de la classe dirigeante, les pactes sont « déchirés » avec une aisance peu commune, vraiment extraordinaire. Et cela distingue la Russie des autres Etats de classe ; c'est ce qui fait notre originalité, dont le résultat est de laisser sans solution des problèmes résolus il y a cent ou deux cents ans par l'Europe.

« Prosvéchtchénié » n° 3,
mars 1914.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte
de la revue « Prosvéchtchénié »

PROJET DE LOI SUR L'EGALITE EN DROITS DES NATIONS

Camarades,

La Fraction ouvrière social-démocrate de Russie a décidé de déposer à la IVe Douma d'Etat le projet de loi que vous trouverez ci-après et qui tend à abroger les restrictions aux droits des Juifs et des autres « allogènes ».

Ce projet de loi est consacré à l'abrogation de toutes les restrictions de caractère national frappant toutes les nations : Juifs, Polonais, etc. Mais il s'arrête plus particulièrement sur les restrictions imposées aux Juifs. Cela se conçoit : aucune nationalité de Russie n'est aussi opprimée et persécutée que la nation juive. L'antisémitisme pousse des racines toujours plus profondes parmi les couches possédantes. Les ouvriers juifs gémissent sous le poids d'un double joug, qui les frappe en tant qu'ouvriers et en tant que Juifs. Les persécutions contre les Juifs ont pris, dans les dernières années, des proportions absolument invraisemblables. Il suffit de rappeler les pogroms antisémites et l'affaire Beylis.

Ceci étant, les marxistes organisés doivent accorder à la question juive toute l'attention qu'elle mérite.

Il va de soi que cette question ne peut être résolue de façon valable que conjointement avec les questions fondamentales qui attendent leur solution en Russie. On conçoit que nous n'attendons pas de la IVe Douma influencée par les nationalistes à la Pourichkévitch qu'elle abroge les restrictions à l'encontre des Juifs et des autres « allogènes ». Mais la classe ouvrière se doit d'élever la voix. Et l'oppression

nationale doit être résolument condamnée par la voix de l'ouvrier *russe*.

En publiant notre projet de loi, nous espérons que les ouvriers juifs, polonais et les ouvriers des autres nationalités opprimées feront savoir ce qu'ils en pensent et qu'ils proposeront des amendements, s'ils le jugent nécessaire.

Et nous espérons, en même temps, que les ouvriers russes soutiendront notre projet de loi avec la plus grande énergie par des déclarations, etc.

Nous joindrons à ce projet de loi, conformément à l'article 4, une liste rédigée à part, des règlements et des dispositions à abroger. Ce supplément comportera environ 100 dispositions légales concernant les seuls Juifs.

PROJET DE LOI SUR L'ABROGATION DE TOUTES LES RESTRICTIONS AUX DROITS DES JUIFS ET, D'UNE FAÇON GENERALE, DE TOUTES LES RESTRICTIONS LIEES A L'ORIGINE OU A L'APPARTENANCE A QUELQUE NATIONALITE QUE CE SOIT

1. Les citoyens de toutes les nationalités qui peuplent la Russie sont égaux devant la loi.

2. Aucun citoyen de Russie, sans distinction de sexe ni de religion, ne peut être lésé dans ses droits politiques et, d'une façon générale, dans aucun de ses droits, du fait de son origine ou de son appartenance à quelque nationalité que ce soit.

3. Sont abrogés toutes les lois, tous les règlements temporaires, tous les additifs aux lois, etc., limitant les droits des Juifs dans tous les domaines de la vie sociale et publique. Est abrogé l'article 767 t. IX stipulant que « les Juifs relèvent des lois générales dans tous les cas *où il n'a pas été établi de règlements particuliers à leur sujet*». Sont abrogées les restrictions de toutes sortes imposées aux Juifs en ce qui concerne le droit de résidence et de déplacement, le droit à l'instruction, le droit d'être employé dans les services d'Etat et les services publics, le droit de vote, l'obligation militaire ; le droit d'acquérir et de prendre en location des biens immobiliers dans les villes, les villages, etc. ; sont abrogées

toutes les restrictions imposées aux Juifs dans l'exercice des professions libérales, etc., etc.

4. Ci-joint la liste des lois, dispositions, règlements temporaires, etc., ayant pour objet la limitation des droits des Juifs et qui sont à abroger.

« Pout Pravdy » n° 48,
28 mars 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

LE SALAIRE DES OUVRIERS AGRICOLES

On sait que, dans l'industrie usinière, les salaires ont augmenté depuis 1905 *d'environ 20 %*.

La première étude de cette question, en ce qui concerne le salaire *des ouvriers agricoles*, a été entreprise dans la récente brochure de I. Drozdov : *Le salaire des ouvriers agricoles de Russie dans ses rapports avec le mouvement agraire des années 1905-1906* (Saint-Pétersbourg 1914, éditeur M. Sémènov, prix : 50 copecks). Notons les conclusions essentielles de cet intéressant travail.

Le salaire journalier moyen de l'ouvrier agricole dans la Russie d'Europe, exprimé en copecks, a évolué de la façon suivante :

			Copecks	En %
Moyenne pour les années		1902-1904	64,0	100,0
»	en	1905	64,8	101,2
»	»	1906	72,0	112,5
»	»	1907	73,1	114,2
»	»	1908	72,4	113,1
»	»	1909	75,8	118,4
»	»	1910	76,6	119,6

Ces chiffres montrent que la plus importante hausse de salaire a lieu en 1906, c'est-à-dire, précisément, l'année où l'influence du mouvement de 1905 a dû se faire sentir le plus nettement.

Ainsi, à partir de 1905, le salaire invraisemblablement bas des ouvriers agricoles a pu, lui aussi, progresser. Que cette progression soit encore de beaucoup insuffisante, c'est ce que montre la comparaison du salaire en espèces et du prix des céréales. L'auteur de la brochure a établi cette comparaison et il a exprimé le salaire en espèces que nous venons

d'indiquer *en céréales* (en seigle) d'après la moyenne des prix locaux. Il se trouve que le salaire exprimé en céréales *est tombé* de 0,93 poud en 1902-1904 à 0,85 en 1905, et qu'il était de 0,91 poud en 1906.

Autrement dit : avec son salaire journalier, l'ouvrier agricole de Russie pouvait acheter 0,93 poud de seigle en 1902-1904 et seulement 0,91 poud en 1906. Bien entendu, sans le coup de pouce des années 1905 et 1906, la diminution du salaire *réel* aurait été encore plus forte.

En certaines années le salaire varie sensiblement, selon les récoltes et pour d'autres raisons : par exemple, de 1905 à 1907, le salaire a augmenté, bien que très irrégulièrement ; puis, en 1908 (année de la plus forte réaction), le salaire *baisse*, pour augmenter de nouveau légèrement en 1909 et en 1910.

Etant donné la variation du salaire d'une année à l'autre, il convient de comparer entre elles, non pas les années prises séparément, mais des périodes de dix ans. En procédant à cette comparaison, M. Drozdov évalue le salaire moyen de l'ouvrier agricole dans la Russie d'Europe à 55,08 copecks pour la période 1891-1900 et à 69,18 copecks pour la période suivante (1901-1910). L'augmentation est de 25,5%.

Cela veut dire que les *trois millions* d'ouvriers agricoles de la Russie (chiffre, sans aucun doute, considérablement sous-estimé) ont obtenu une augmentation de salaire qui représente, en ne comptant que deux cents jours ouvrables dans l'année, une somme d'environ *80 millions de roubles par an*.

Il est vrai que, dans le même temps, les prix des produits de consommation courante ont augmenté en moyenne de 20,5 %. C'est-à-dire que l'augmentation *effective* du salaire, autrement dit, l'augmentation du salaire réel, a été très faible. En exprimant le salaire journalier en céréales, l'auteur trouve que l'augmentation au cours de la période décennale englobant la révolution, par rapport à la période prérévolutionnaire, est seulement de 3,9%. Par conséquent, tous les efforts des ouvriers ont eu pour résultat de *maintenir* le salaire à l'ancien niveau et de ne l'augmenter que de *très peu*.

En revanche, la comparaison, pour ces deux mêmes périodes des variations du salaire des ouvriers et *du prix de la terre* révèle un accroissement *formidable* des revenus de *messieurs les propriétaires fonciers*. L'achat de la terre, c'est

l'achat du *revenu* que fournit la terre, l'achat de la *rente* ; le prix de la terre est donc la rente capitalisée. Et nous constatons que le prix moyen d'une déciatine de terre est passé, pour les deux périodes considérées plus haut, de 69,1 roubles à 132,4 roubles, *c'est-à-dire qu'il a presque doublé!*

Le gain de millions d'ouvriers salariés a augmenté *d'un quart*. Les revenus des grands propriétaires fonciers *ont doublé*. L'augmentation du salaire des ouvriers suit à grand-peine la hausse des prix des produits de consommation. Alors que les propriétaires fonciers augmentent leurs revenus cinq fois plus vite que ne s'accroissent les prix des produits. Les propriétaires fonciers et les paysans qui sont dans la situation de *patrons* aisés s'enrichissent de plus en plus.

Il faut en outre considérer que l'accroissement de la rentabilité de la terre et la hausse des prix des produits agricoles approfondissent régulièrement et inéluctablement l'abîme de classe qui sépare le bourgeois de la campagne du prolétaire rural, le *petit patron* (serait-il « laborieux ») de l'ouvrier salarié. C'est pourquoi celui qui dit au paysan « laborieux » : ta petite exploitation ne te sauvera pas, en régime capitaliste, de la misère et du besoin ; ton salut *n'est que* dans l'alliance avec les ouvriers salariés, celui-là dit la vérité. Mais celui qui, tels nos « populistes », prétend défendre les intérêts de *l'entreprise agricole* « fondée sur le travail » et déclare viable en régime capitaliste la petite exploitation, celui-là prête appui aux aspirations bourgeoises, à l'« âme » bourgeoise — et non prolétarienne — du petit patron, celui-là parle comme un bourgeois.

« Pout Pravdy » n° 49,
29 mars 1914.
Signé : V. I.

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

LES OUVRIERS LETTONS ET LA SCISSION AU SEIN DE LA FRACTION SOCIAL-DEMOCRATE

Les ouvriers qui lisent la presse des liquidateurs savent avec quelle insistance les liquidateurs russes se sont vantés d'avoir les ouvriers marxistes lettons de leur côté. Quand les liquidateurs eurent provoqué la scission au sein de la fraction social-démocrate de la Douma, ils continuèrent d'invoquer l'attitude des Lettons. Personne, écrivaient-ils, n'osera accuser les ouvriers social-démocrates lettons de renier l'« organisation illégale », et voilà que même ces ouvriers lettons sont de notre côté.

Quiconque était bien au courant des faits savait en toute certitude que les liquidateurs... s'écartaient de la vérité. Lorsque la question des « Six » et des « Sept » fut soumise au jugement des ouvriers lettons, ceux-ci, dans leur immense majorité, se prononcèrent pour les « Six ». La *Pravda* publia des dizaines de résolutions émanant de centaines et de centaines d'ouvriers lettons social-démocrates et de maints groupes de Riga, de Mitau, de Libau et d'autres lieux, qui approuvaient la position des six députés ouvriers. Après Pétersbourg, ce fut Riga, le centre ouvrier le plus important de Lettonie, qui se prononça dans ce sens avec le plus d'ardeur. Les résolutions de l'immense majorité des ouvriers de Riga exprimaient la fidélité la plus chaleureuse aux idées du marxisme conséquent et traduisaient l'indignation la plus sincère contre les liquidateurs.

Pourtant, il faut reconnaître que le « sommet » des social-démocrates de Lettonie prit ardemment le parti des liquidateurs et de leurs « sept » députés. Le journal letton, alors aux mains des liquidateurs, publia contre les « Six »

des articles qui, par la véhémence de leur ton et leur contenu liquidateur, ne le cédaient en rien aux articles du journal des liquidateurs russes de Pétersbourg.

A vrai dire, seul un nombre tout à fait insignifiant d'*ouvriers* lettons soutint cette campagne des liquidateurs. Mais l'organisme « dirigeant » était du côté de ces derniers, qui continuaient à parler « au nom » du prolétariat organisé de Lettonie...

Quelque temps plus tard eut lieu une réunion des délégués de tous les ouvriers marxistes lettons [67]. La scission au sein de la fraction social-démocrate de la Douma tint, bien entendu, une place fort importante dans les débats. Les liquidateurs « dirigeants » firent tout le possible et l'impossible pour soutenir les « Sept », ou tout au moins pour étouffer la question. Hélas ! Ils en furent pour leurs frais. Les ouvriers social-démocrates de Lettonie, en la personne de leurs délégués officiels [68], adoptèrent la résolution suivante (nous la citons textuellement, avec uniquement les modifications inévitables) :

A propos de la scission survenue au sein de la fraction social-démocrate de la Douma d'Etat.

— « Les délégués de tous les ouvriers marxistes lettons expriment leur très profond regret au sujet de la scission survenue au sein de la fraction social-démocrate de la Douma d'Etat, et estiment qu'elle a été la conséquence inéluctable de la division qui règne hors de la fraction, parmi les marxistes russes.

Ils soulignent que l'unité de la fraction est indispensable et sont d'avis qu'elle peut être réalisée

1° en adoptant comme base d'entente les décisions arrêtées avant la scission du bloc marxiste, par ses instances supérieures : *le programme du bloc marxiste, ses statuts, les décisions de Londres, les résolutions de la représentation des marxistes de Russie en décembre 1908 et en janvier 1910 ;*

2° *en trouvant un mode d'activité commune qui garantisse les droits de la minorité au sein de la fraction.*

Les ouvriers marxistes lettons

chargent leur organisme dirigeant d'appuyer toutes démarches faites en vue de l'unification, en accord avec les idées exprimées dans la présente résolution.»

Telle est cette résolution. Son point central, comme le voit le lecteur, est qu'elle pose comme condition expresse à l'unification la reconnaissance de l'*ancien* bloc marxiste. L'unité est impossible avec quiconque ne reconnaîtra pas le programme, les statuts, les décisions de 1907, 1908, 1910. Voilà ce qu'ont dit les ouvriers lettons. Et c'est ce qui fait l'importance de leur résolution.

Il ne fait pas de doute qu'au congrès des Lettons les tendances conciliatrices furent très fortes. Les Lettons n'ont pas voulu déclarer nettement et ouvertement au groupe liquidateur de la Douma qu'il était un groupe de scissionnistes allant à l'encontre des ouvriers, qu'il devait se démettre de ses mandats à la Douma. Ils ne l'ont pas voulu parce que la minorité lettone ne va pas aussi loin que les liquidateurs russes, et parce que les Lettons conservent encore l'espoir de trouver un terrain d'entente avec la fraction Tchkhéidzé.

Mais, en tout cas, les ouvriers lettons ont formulé d'une façon claire et précise les *conditions* de l'unité.

En effet, comment les questions en litige qui ont divisé la fraction doivent-elles être tranchées du point de vue de la résolution lettone ?

Les Lettons exigent, tout d'abord, la reconnaissance du programme. Cela veut dire qu'ils *condamnent* la fameuse « autonomie nationale culturelle » réclamée du haut de la tribune de la Douma. Car le programme a repoussé officiellement cette revendication ; car le liquidateur L. Martov a lui-même reconnu que l'« autonomie nationale culturelle » s'accorde mal avec ce programme. Pour que l'unité devienne possible, les liquidateurs doivent renoncer à l'autonomie nationale culturelle. Tel est le sens de la réponse des Lettons sur le premier point de divergence.

Ensuite, il y a litige sur l'admission dans la fraction du député Jagiello. *Comment* les ouvriers lettons règlent-ils ce litige ? Ils disent : voyez la décision de décem-

bre 1908. Nous nous reportons au document correspondant et nous lisons :

— « Au sujet de l'union avec l'«aile gauche » du P.S.P.

— Après avoir entendu la proposition des camarades menchéviks sur l'union avec l'aile gauche du P.S.P., la conférence des marxistes de Russie passe sans discussion à l'ordre du jour. » (Voir le compte rendu, p. 46.)

Voilà qui est clair. La décision de la conférence de 1908 ne voulait entendre parler d'aucune union avec le parti de Jagiello. Les liquidateurs *ont enfreint* cette décision. Cela veut dire qu'ils doivent annuler leur décision scissionniste concernant Jagiello.

Ensuite, les Lettons exigent la reconnaissance générale de toutes les décisions de principe de décembre 1908 et de janvier 1910. Quelles sont ces décisions, quel jugement portent-elles sur le courant liquidateur ? Nous nous reportons aux documents correspondants et lisons :

— « Constatant qu'en maints endroits, un certain nombre d'intellectuels du Parti prétendent liquider l'« organisation clandestine » et lui substituer à toute force une union amorphe dans le cadre de la légalité, cette dernière, dût-elle être réalisée au prix d'un renoncement manifeste au programme, à la tactique et aux traditions du bloc marxiste... *affirme la nécessité d'une lutte à outrance contre les tentatives des liquidateurs* — et appelle tous les travailleurs vraiment marxistes, sans distinction de fractions et de tendances, à s'opposer le plus énergiquement possible à ces tentatives. »

Voilà comment les décisions de 1908 (voir p. 38 du compte rendu) ont condamné le courant liquidateur. Les Lettons ont réclamé la reconnaissance de ces décisions.

Viennent ensuite les décisions de janvier 1910. Nous y lisons : « La situation historique dans laquelle se développe le mouvement social-démocrate à l'époque de contre-révolution bourgeoise engendre inévitablement, *en tant que manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat...* le rejet du parti illégal dont on minimise le rôle et l'importance, les tentatives visant à tronquer les objectifs et les mots d'ordre du programme et de la tactique élaborés par le bloc marxiste. »

C'est ainsi que les décisions de 1910 ont condamné le courant liquidateur. Et c'est encore les Lettons, répétons-le, qui ont exigé des liquidateurs la reconnaissance de ces décisions.

La résolution lettone a été adoptée *à l'unanimité. Même* les liquidateurs lettons présents n'osèrent voter contre. Ils avaient reçu une bonne leçon de la part des ouvriers lettons qui tenaient en estime l'« organisation illégale » et qui reconnaissaient les décisions de l'ancien bloc marxiste. Voter contre cette résolution aurait signifié, pour eux, lancer un défi à tous les prolétaires lettons et perdre leurs derniers partisans parmi les ouvriers.

Telle fut la décision prise par les ouvriers lettons (plus de 3 000 ouvriers organisés étaient représentés).

Sous une forme très courtoise, sans la moindre violence verbale, mais avec fermeté et insistance, les ouvriers lettons ont déclaré à la fraction Tchkhéidzé :

— Vous voulez l'unité ? Reconnaissez les importantes décisions de l'ancien bloc marxiste, abandonnez vos violations du programme et des décisions de 1908-1910, désavouez ceux qui ont désavoué l'« organisation illégale » ; placez-vous, en un mot, sur le terrain du marxisme.

La dernière organisation réellement ouvrière, au nom de laquelle prétendait parler la fraction Tchkhéidzé, s'est détournée d'elle. Derrière les sept députés qui penchent vers les liquidateurs ne sont restés — comme il fallait s'y attendre — que des petits groupes de liquidateurs. Tout ce qui est prolétaire les quitte et les a quittés.

Une fraction sans ouvriers, voilà ce qu'est la fraction des liquidateurs à la Douma.

Depuis la décision des Lettons, c'est une chose absolument indiscutable.

« Poul Pravdy » n° 50,
30 mars 1914

Conforme au texte
du « Poul Pravdy »

LA FICTION « D'AOUT » DEMASQUEE

En août 1912, il y a de cela plus d'un an et demi, un événement s'est produit qui devait avoir une assez grande importance pour l'histoire du mouvement ouvrier en Russie. A la veille des élections à la IV^e^ Douma d'Etat, les liquidateurs « se sont unis », comme ils disaient, avec les représentants de diverses tendances au cours de la conférence d'août, pour montrer qu'ils n'étaient pas du tout des liquidateurs, qu'ils n'avaient rien liquidé et qu'ils ne liquidaient rien, qu'il pouvait parfaitement être question d'« unité » entre eux et des organisations marxistes ouvrières notoirement sérieuses, ayant une existence réelle.

Du fait de cette conférence d'août, le différend entre les liquidateurs et leurs adversaires se trouva reporté sur un nouveau plan : il ne s'agissait plus seulement de savoir si la théorie et la tactique des liquidateurs étaient justes, mais également si *leurs propres* actes confirmaient ou démentaient leurs paroles. *Leur* conférence d'août était-elle une fiction, une hypocrisie, une supercherie, un propos en l'air, ou bien une affaire sérieuse, une démarche sincère, une preuve tangible qu'ils *pouvaient* s'amender ?

C'est ainsi que la question se posait désormais.

Par leurs actes, par ce qu'allait donner leur conférence d'août, les liquidateurs devraient fournir une réponse à cette question.

Aujourd'hui, cette réponse est faite par les seuls éléments marxistes, les marxistes lettons, qui ont été reconnus par *tous* les courants et *toutes* les fractions sans exception comme des marxistes n'ayant pas enfreint les décisions du Parti et qui ont passé *eux-mêmes* par la fameuse expérience d'août. On nous fait savoir de source parfaitement bien

informée, qu'une réunion de représentants hautement autorisés des marxistes lettons organisés de Russie vient de terminer ses travaux. La haute autorité de cette réunion n'a été contestée par personne, par aucun courant, par aucune fraction ; bien au contraire, y assistaient des délégués dûment mandatés et responsables, non seulement de la majorité des ouvriers de Russie (antiliquidateurs), mais *également des liquidateurs*, de leur organisme directeur issu de la conférence d'août, ainsi que du Bund et de l'aile gauche du P.S.P.

L'expérience longue d'un an et demi, réalisée par les blocs et les organismes issus de la conférence d'août, a été soumise à l'examen et au jugement les plus circonstanciés de ceux qui avaient eux-mêmes participé à cette expérience en vue d'aider les liquidateurs à mettre fin à leur activité liquidatrice.

Et quelle fut la conclusion de cet examen et de ce jugement ?

...«*La tentative faite par les conciliateurs, spécifie la décision prise par les marxistes organisés lettons pour réaliser à tout prix l'unité avec les liquidateurs (conférence d'août 1912) s'est révélée inopérante, et les unificateurs sont eux-mêmes tombés sous la dépendance idéologique et politique des liquidateurs*»... .

Voilà la décision officielle d'un collège impartial de marxistes ; elle démasque pleinement et définitivement la fiction de la conférence d'août !

Ce que nous avons répété pendant deux ans — et que les liquidateurs niaient en en appelant à Dieu et à tous les saints et en nous couvrant de millions d'injures, — est aujourd'hui démontré et proclamé officiellement *par ceux-là mêmes qui ont participé* à la conférence d'août, au bloc d'Août et à l'organisme directeur issu de cette conférence.

Les marxistes organisés de Lettonie ont reconnu officiellement qu'« au centre de la lutte qui sévit à l'intérieur du Parti depuis les cinq dernières années se trouve la question du courant liquidateur » depuis longtemps condamné

par l'ensemble du Parti, et ils ont déclaré que leur représentant, à eux Lettons, au sein de l'organisme directeur issu de la conférence d'août serait *rappelé*, car cet organisme (dit la décision des marxistes lettons) *« ne s'est pas désolidarisé des liquidateurs »*.

Par conséquent, les événements ont pleinement démontré la justesse de nos affirmations en démasquant une fois de plus les liquidateurs. Nous avions raison d'affirmer que la conférence d'août était une fiction, une supercherie, l'habituelle (dans les mœurs des partis et des groupes petits-bourgeois) *supercherie électorale*. Les liquidateurs n'ont pas osé se présenter aux élections sous leur bannière, en affirmant honnêtement leurs convictions, et ils se sont retranchés derrière le bloc d'Août, en jurant leurs grands dieux qu'ils n'envisageaient aucune liquidation.

Les Lettons ont démasqué la supercherie.

Et remarquez que ces Lettons étaient et sont demeurés sur une position *neutre* : ils sont tellement neutres qu'ils ont décidé de n'entrer en relations organiques avec aucun courant des marxistes organisés de Russie ! Le fait que la fiction de la conférence d'août et la mascarade électorale des liquidateurs ont été dénoncées par des organisations *neutres* accroît encore la portée de cette prise de position.

Nous aurons encore à revenir plus d'une fois sur les décisions des marxistes lettons, qui ont montré et démontré à quel point nous étions dans le vrai en affirmant que l'unité des ouvriers marxistes de Russie n'est possible que *contre* les liquidateurs. Bornons-nous à citer, en conclusion, la décision particulièrement importante sur la question du principe national au sein de l'organisation marxiste.

Les marxistes lettons sont, eux-mêmes, les représentants des ouvriers d'une nation opprimée et lésée dans ses droits ; ils travaillent eux-mêmes dans des centres urbains très hétérogènes quant à la composition nationale de la population. Ainsi, à Riga, ils ont affaire à un prolétariat allemand, russe, letton, juif et lituanien. Et de longues années d'expérience les ont entièrement convaincus de la justesse du principe de l'*unité internationale* des organisations locales de la classe ouvrière.

...« *Leur décision porte: Dans chaque ville il doit y avoir une seule organisation unifiée des prolétaires marxistes, agissant sur les bases approuvées par le Congrès de Stockholm et conformément aux commentaires de la conférence de 1908 de Russie.* »

On sait que ce commentaire condamne *expressément* le principe fédératif. Pas de fédération d'organisations ouvrières nationales, mais unité internationale, avec une organisation unique menant son travail dans *toutes* les langues du prolétariat local.

Tel est le seul principe juste vraiment marxiste. Tel est le seul moyen, répondant aux exigences du socialisme, de faire échec aux petits bourgeois nationalistes qui s'efforcent de *diviser* le prolétariat en *groupes nationaux*. Voilà ce qu'exige la décision prise par tout le Parti et que le Bund a violée et continue de violer de la façon la plus flagrante.

Il sera bientôt mis fin à ces manœuvres tendant à duper les ouvriers, auxquelles se sont livrés les liquidateurs et les bundistes, qui fomentaient eux-mêmes la scission au cri de : « unité ! » La décision des marxistes lettons, qui sont neutres dans la lutte que nous menons en Russie, montre définitivement à tous les ouvriers que, pour bâtir concrètement l'*unité*, on doit nécessairement combattre les scissionnistes qui refusent de se conformer à cette exigence déjà ancienne, et constamment répétée par l'ensemble du Parti, qui commande de renoncer à l'activité liquidatrice et à la division des organisations ouvrières d'après les nationalités.

« Pout Pravdy » n° 50, 30 mars 1914

Conforme au texte du « Pout Pravdy »

ENCORE UN ANÉANTISSEMENT DU SOCIALISME [69]

Publié en mars 1914 dans la revue « Sovrémenny Mir » nº 3. Signé : V. Iline

Conforme au texte de la revue

Moins de dix ans nous séparent de l'époque orageuse de 1905, et cependant le changement qui s'est opéré en Russie pendant ce court laps de temps paraît énorme. On dirait que la Russie s'est transformée, d'un seul coup, de pays patriarcal en pays capitaliste moderne. L'idéologue de l'ancienne Russie, Léon Tolstoï, a exprimé cette métamorphose dans une tirade caractéristique et plaisamment nostalgique, en déplorant que le peuple russe « ait appris étonnamment vite à faire la révolution et des Parlements » [70].

Il va de soi que la « soudaine » transformation de la Russie en un pays bourgeois n'a pu se faire en cinq ou dix ans, au XX^e^ siècle, que parce que toute la seconde moitié du siècle précédent avait été l'une des étapes du remplacement du servage par le régime de la bourgeoisie.

Il n'est pas sans intérêt de noter le changement d'attitude que ce remplacement a opéré dans notre économie politique officielle, universitaire, à l'égard du marxisme. Dans le bon vieux temps, l'« anéantissement » de Marx était, chez nous, l'apanage exclusif des professeurs d'extrême-droite, acquis au gouvernement. Quant à l'ensemble des professeurs populistes libéraux, ils traitaient Marx avec égard, « reconnaissaient » la théorie de la valeur-travail, et suscitaient ainsi les naïves illusions des « populistes de gauche » sur l'absence en Russie de terrain favorable à la formation de la bourgeoisie.

Dernièrement, nous avons vu « brusquement» apparaître une foule de « bouffeurs de Marx » libéraux et

progressistes, du genre de M. Tougan-Baranovski * ou de M. Strouvé et consorts. Ils *ont* tous *révélé* le contenu et la signification véritables de l'« égard » affiché pour Marx par les populistes libéraux : dans les mots, cet égard demeure ; dans les faits, la vieille incompréhension de la dialectique matérialiste et de la théorie de la lutte des classes a conduit à toute logique à nier également la théorie de la valeur-travail.

Jusqu'en 1905, la bourgeoisie ne se voyait pas d'autres ennemis que les féodaux et les « bureaucrates » ; aussi s'efforçait-elle d'étendre sa sympathie à la théorie du prolétariat européen, de ne pas voir d'« ennemis à gauche ». Après 1905 apparaît en Russie une bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire, et la science des professeurs libéraux, *ne perdant absolument rien* de son prestige dans la « société », entreprend sérieusement d'anéantir Marx.

Nous nous proposons de faire connaître au lecteur le tout dernier travail scientifique de l'un de ces « graves » savants.

I

V. Riabouchinski a édité, l'an dernier, la première partie de l'ouvrage de M. Piotr Strouvé : *Economie et prix* (Moscou 1913). La fameuse « union de la science et de l'industrie », que Riabouchinski célébra d'abord en publiant les réflexions de M. Strouvé sur la « grande Russie », a mûri et définitivement atteint l'âge viril. La simple union de la science et de l'industrie est devenue celle de la science, de l'industrie et du pouvoir : le docte travail de M. Strouvé a été présenté par lui en vue de l'obtention d'un grade universitaire, lequel a été conféré à son auteur.

M. Strouvé affirme, dans l'avant-propos, qu'il a conçu son ouvrage il y a environ 15 ans. Nous avons donc toutes les raisons d'attendre quelque chose de sérieux et de solide.

L'auteur se fait, quant à lui, une très haute opinion de son œuvre, qui doit, annonce-t-il, « réviser » (dans un sens « critique », bien entendu) « plusieurs problèmes et

* Voir le présent tome, pp. 148-151. (*N.R.*)

principes traditionnels de l'économie politique ». La révision embrasse notamment la signification du prix « en tant que concept fondamental de l'économie politique ».

...« Cette révision nous amènera à poser les nouveaux problèmes méthodologiques de notre science dans l'esprit d'un empirisme conséquent, s'appuyant sur des notions précises et des distinctions claires rigoureusement élaborées. »

Ces phrases, que nous avons empruntées aux dernières lignes du « travail » de M. Strouvé, renferment, pour ainsi dire, le leitmotiv de son ouvrage. L'auteur présente sa doctrine comme un « empirisme conséquent » (ainsi commence obligatoirement, à notre époque, tout philosophe à la mode, quel que soit le genre d'obscurantisme clérical onctueux auquel il ramène sa théorie) et une « rigoureuse élaboration de notions précises et de distinctions claires ». Refrain bien connu du fameux « criticisme », qui se réduit si souvent à une scolastique toute verbale...

L'« empirisme conséquent », M. Strouvé veut surtout le voir dans la partie de son livre, fort importante par son étendue, où il présente « des études et des matériaux sur la phénoménologie historique du prix » (presque toute la 2e section de la 1re partie y est consacrée). Quant à la « rigoureuse élaboration de notions précises et de distinctions claires », cette définition s'applique aux réflexions de la première section ainsi que de l'introduction « sur quelques thèses philosophiques fondamentales dans l'évolution de la pensée économique », sur « l'économie et la société », etc.

Nous commencerons par ces réflexions théoriques fondamentales de M. Strouvé.

II

« La notion éthique normative de valorisation (de valeur. M. Strouvé s'obstine à employer une terminologie incorrecte, disant « valorisation » au lieu de « valeur », bien que cette incorrection lui ait été depuis longtemps signalée) qui continue de prévaloir également chez les théologiens, n'est pas du tout aussi éloignée qu'on pourrait le croire de la notion de valorisation en tant que « fondement » interne ou « loi » du prix. En effet, nous voyons que la

« bonitas intrinseca », la « valor », le « pretium naturale » * des théologiens deviennent l'« intrinsic value » ou la « natural value » ou le « natural price », ** c'est-à-dire la valorisation objective *** des économistes de ces toutes dernières années » (XXV).

Nous voyons ici l'idée maîtresse (ou, plus exactement, l'idéophobie maîtresse) de M. Strouvé et les procédés typiques de cet auteur. Afin de discréditer la loi scientifique de la valeur, M. Strouvé s'évertue à la rapprocher de la loi « éthique » des théologiens. Bien entendu, il n'apporte pas l'ombre d'une preuve. S'il écrit « nous voyons » en se référant, en note, à un passage (totalement étranger à la question) de l'œuvre d'un kantien russe de 1810, on peut imaginer combien notre savant a eu de mal à trouver ses preuves !

M. Strouvé ne peut ignorer que toute loi scientifique, et pas seulement la loi de la valorisation, était considérée au moyen âge dans un sens religieux et éthique. Les lois de la nature, étaient, elles aussi, interprétées de la même façon par les théologiens. Aussi est-il absolument impossible de prendre au sérieux le rapprochement auquel il se livre entre la loi du prix chez les théologiens et chez les représentants de l'économie politique classique. Cette « idée » de M. Strouvé ne saurait être qualifiée d'idée ; il ne s'agit ici que d'une idéophobie, dissimulée derrière un stratagème vraiment puéril.

M. Strouvé continue :

« La loi de la valorisation » devient une « idée fixe **** » de l'économie politique. Et ce thème « universaliste » (« réaliste ») de la pensée se manifeste en ce domaine avec le plus d'éclat chez un auteur où il s'associe à la conception philo-

---

* « Utilité intrinsèque », « prix, valeur », « prix naturel ». (*N.R.*)

** « Valeur intrinsèque, réelle », « valeur naturelle, objective », « prix naturel ». (*N.R.*)

*** En reconnaissant que les économistes « de ces toutes dernières années » (par rapport aux théologiens médiévaux) considèrent précisément la « valorisation » *objective*, M. Strouvé révèle du même coup, notons-le en passant, le mal-fondé de l'insistance qu'il met à donner au mot « valorisation » un sens subjectif par opposition à la *valeur* objective.

**** En français dans le texte. (*N.R.*)

sophique générale de la science économique accusant le maximum d'envergure, je veux parler de *Marx*. Il s'allie, chez lui, à une conception matérialiste du monde non élaborée dans les détails, mais, par là même, plus générale. La valorisation-travail ne devient pas seulement une loi, mais la « substance » même du prix. Nous nous sommes arrêtés à plusieurs reprises, dans nos ouvrages, sur la façon dont cette conception mécanico-naturaliste et, dans le même temps, « réaliste », de la valorisation tente vainement d'englober le monde des phénomènes empiriques de la vie économique et aboutit à une contradiction grandiose et sans issue. »

Et voilà les procédés « scientifiques » de M. Strouvé ! Voilà sa façon d'anéantir Marx ! Quelques termes pseudo-scientifiques, une vague référence aux « thèmes » de la pensée et un renvoi à un articulet paru en 1900 dans la revue *Jizn* [71], voilà tout son bagage. C'est un peu maigre, Monsieur le professeur...

M. Strouvé n'a pas pu, dans ses méchants articles de revue, faire la preuve, non seulement d'une « grandiose » contradiction, mais même de quelque contradiction que ce soit, chez Marx, entre les livres I et III du *Capital*, entre la théorie de la valeur-travail et la formation des prix moyens conformément à la loi de la valeur.

La « distinction » médiévale entre le nominalisme et le réalisme, puis l'opposition universalisme-singularisme, dont joue M. Strouvé, n'apportent absolument rien ni à la compréhension de la théorie de Marx, ni à sa critique, ni à l'explication de la propre théorie de M. Strouvé (ou à ce qu'il prétend être sa théorie). Ce n'est là qu'un jeu, un fatras pseudo-scientifique, et non de la science. Evidemment, la lutte des nominalistes et des réalistes au moyen âge offre des analogies avec la lutte des matérialistes et des idéalistes, mais on peut établir des analogies et trouver des rapports historiques avec quantité d'autres théories, en remontant non seulement jusqu'au moyen âge, mais jusqu'à l'Antiquité. Une étude sérieuse des rapports entre les querelles médiévales et l'histoire du matérialisme, par exemple, exigerait à elle seule des recherches particulières. Mais, chez notre auteur, il n'y a pas trace d'une étude sérieuse de ce genre. Il saute de sujet en sujet, effleurant au

passage mille questions, n'en examinant aucune et donnant valeur de décrets, avec une amusante audace, à des conclusions sans appel.

Il a dû lui-même reconnaître, dans la citation ci-dessus, que chez Marx la philosophie et l'économie politique faisaient partie intégrante d'une conception matérialiste *générale* du monde. Que la conception philosophique générale de Marx était de *grande envergure !*

Ce ne sont pas là des aveux sans importance. L'homme qui a été contraint de les faire et qui disserte sur une révision critique de l'économie politique et sur les nouveaux problèmes méthodologiques de cette science aurait dû se sentir obligé d'examiner sérieusement *chacune* des différentes parties constituantes de cette conception matérialiste « générale » du monde qui est celle de Marx. M. Strouvé ne fait même pas le moindre effort dans ce sens ! Il se borne à des remarques dédaigneuses dirigées contre le « matérialisme métaphysique ». Qui ne sait que, du point de vue des théories à la mode de l'agnosticisme (du kantisme, du positivisme, du machisme, etc.), le matérialisme conséquent aussi bien que l'idéalisme philosophique conséquent sont assimilés à de la « métaphysique ». En faisant ce genre de remarques, M. Strouvé ne *fait allusion* qu'à sa propre conception philosophique du monde, qui manque totalement d'unité. Mais ces remarques ne peuvent dispenser leur auteur d'analyser et d'étudier la conception matérialiste *générale* du monde qui est celle de Marx. Ce serait tout bonnement se délivrer un certificat d'indigence.

III

En revanche, le parallèle établi entre le marxisme et la théorie scolastique du péché originel est une telle perle dans l'ouvrage scientifique de M. Strouvé que nous ne pouvons pas nous empêcher de nous y arrêter en détail. Nous prions par avance le lecteur d'excuser nos longues citations ; mais, en l'occurrence, il faut être précis afin de clouer plus solidement au pilori les procédés utilisés par les professeurs libéraux d'aujourd'hui.

« Pour moi, il est parfaitement clair, écrit M. Strouvé, que la théorie de la valorisation-travail de Marx eut, il

y a de nombreux siècles, de par sa structure logique, un prototype grandiose dans la théorie scolastique du péché originel, qui reposait sur une base « réaliste » et avec laquelle elle présente une grande analogie... De même que, chez Marx, les « prix » empiriques sont déterminés par la loi de la valorisation et empruntent, pour ainsi dire, leur existence à la substance de la valorisation, de même, pour la scolastique, les actes empiriques des hommes sont déterminés par le péché originel.

Voici quelques rapprochements.

Marx : « Pour représenter la chose de la façon la plus claire, nous considérerons d'abord que toute la masse de marchandises est issue d'une seule branche de production, qu'elle représente une seule marchandise et que la somme des prix de la multitude de marchandises identiques est condensée en un seul prix. Ce qui a été dit pour la marchandise isolée est valable ici, mot pour mot, pour la masse de marchandises issue d'une branche de production donnée et se trouvant sur le marché. Le fait que la valeur individuelle de la marchandise correspond à sa valeur sociale est maintenant plus réel et mieux défini, en ce sens que la masse totale contient le travail social nécessaire à sa production et que la valeur de cette masse est égale à sa valeur de marché [72] ».

Thomas d'Aquin : « Nous devons dire que tous les hommes qui naissent d'Adam peuvent être considérés comme un seul homme, pour autant qu'ils coïncident en leur nature, qu'ils ont reçue de leur ancêtre, de même que, par exemple, tous les hommes vivant dans un même comté sont tenus pour un seul corps et tout le comté pour un seul homme... »

Cela suffit, je pense ? M. Strouvé affirme que cela « n'est pas un jeu d'analogies à effet (! ? ?) ni un jeu de l'esprit ». Peut-être. Mais c'est, sans contredit, un jeu de plates analogies ou, plus exactement, une simple arlequinade. Si des savants qui se considèrent comme des libéraux et des progressistes peuvent tolérer parmi eux les héros d'une semblable arlequinade, si l'on confère à ces héros des grades scientifiques et qu'on leur confie l'enseignement de la jeunesse, cela montre simplement pour la centième et pour la millième fois une « loi » de l'époque bourgeoise : plus

on met d'effronterie et d'impudence à bafouer la science afin d'anéantir Marx, et plus on est couvert d'honneurs.

M. Strouvé a dû masquer par une arlequinade sa complète impuissance à réfuter Marx. Que toutes les marchandises issues d'une branche donnée de la production soient échangées contre la somme des marchandises issues des autres branches, voilà qui est indiscutable. Que tous les « empiristes » déterminent le prix moyen en prenant la masse des marchandises et en en divisant le prix global par le nombre d'unités, c'est également un fait. La statistique chère à M. Strouvé (qu'il ne fait également, comme nous le verrons plus loin, qu'effleurer au passage, au lieu d'en aborder l'étude) témoigne à chaque instant de l'application du procédé utilisé par Marx. Mais qu'est-ce que tout cela peut faire aux « bouffeurs de socialisme » professionnels ? L'essentiel est de décocher une ruade à Marx, le reste viendra par surcroît.

Quelles sont les autorités philosophiques sous la bénédiction de qui M. Strouvé vaque à cette noble occupation ? On le voit, entre autres, aux propos que voici de notre professeur :

« Dans ce travail (celui qui consiste à dresser le bilan d'ensemble de l'activité intellectuelle du XIXe siècle), la postérité impartiale devra accorder une place importante au grand métaphysicien français Renouvier, à qui l'on doit de nombreuses idées critiques et positives de notre temps » (43).

Renouvier est le chef de l'école française de l'« idéalisme néo-criticiste », — « un obscurantiste de haute école », — comme l'appelait l'empiriocriticiste (c'est-à-dire un philosophe hostile au matérialisme) Willy (voir mes remarques sur Renouvier dans l'ouvrage : *Matérialisme et empiriocriticisme. Notes critiques sur une philosophie réactionnaire.* Moscou 1909, p. 247) *. Renouvier écrit le mot « loi » avec une majuscule et en fait directement la base de la religion.

Voyez donc par quels procédés M. Strouvé anéantit « la conception matérialiste intégrale de son propre aveu — du monde » qui est celle de Marx : Marx est assimilé à un

* Editions en langues étrangères, Moscou 1952, p. 240 et Editions Sociales, Paris 1948, p. 189. (*N.R.*)

théologien médiéval pour cette seule raison qu'il additionne les prix des marchandises d'une même branche de la production, et que le théologien médiéval Thomas d'Aquin additionnait les hommes issus de leur ancêtre Adam pour trouver des arguments en faveur de la théorie du péché originel. Et, en même temps, Marx est anéanti au nom du « grand » Renouvier qui, au XIX^e^ siècle, prêchait un idéalisme philosophique faisant de la notion de « loi » la base de la religion !

O Monsieur Strouvé ! O disciple du « grand » Renouvier ! O maître reconnu de la jeunesse russe !

IV

« Au cours de la vaste refonte, écrit M. Strouvé, que connut, après la poussée de l'historisme aussi bien mystique que matérialiste, l'édifice de l'économie politique basée sur l'idée de loi naturelle, cette idée fait fiasco. On découvrit la contradiction interne fondamentale qu'elle recélait. Celle-ci apparut avec la plus grande netteté, peut-être, dans l'économie politique « naturelle », qui était devenue la base théorique du libéralisme économique bourgeois... En effet, si la vie économique est sous le régime de la loi naturelle, elle ne peut contenir de phénomènes non conformes à cette dernière, qui l'enfreignent. Or, l'économie politique « naturelle » libérale a constamment lutté, dans les livres et dans la vie, contre de tels phénomènes... Après le fiasco de l'économie politique bourgeoise libérale, il devint même, en quelque sorte, indécent de parler de « loi naturelle ». D'une part, il était manifestement antiscientifique de détacher du processus social et économique, unique par principe et formant un tout, certains aspects, rapports et phénomènes considérés comme « naturels », et de les traiter comme une catégorie particulière de faits. D'autre part, bien que la proclamation de la « loi naturelle » reposât, dans le libéralisme économique lui-même, sur un mobile éthique inconscient, elle était éthiquement discréditée en tant que procédé de justification destiné à perpétuer certains rapports sociaux et certaines formes sociales n'ayant qu'une valeur provisoire, en tant qu'apologétique « bourgeoise » (56-57).

Voilà comment notre auteur exécute l'idée de loi naturelle. Et ces lignes ont été écrites par un homme contraint de reconnaître que « le matérialiste Marx tend la main, à travers tout le XVIII^e^ siècle, au matérialiste Petty » (56) et que « Petty est le plus brillant, le plus remarquable interprète du puissant courant qui, à cette époque, allait des sciences de la nature à la sociologie » (50).

Le puissant courant allant des sciences de la nature à

la sociologie n'existait pas seulement, comme on le sait, à l'époque de Petty, mais aussi à celle de Marx. Il est resté au moins aussi puissant, sinon plus, au XX^e siècle. Comment peut-on, dans un ouvrage qui se veut scientifique et qui s'assigne pour tâche l'étude des « thèmes philosophiques de la pensée économique », comment peut-on soulever la question de ce « courant » et du matérialisme de Petty et de Marx sans apporter le moindre éclaircissement au sujet des prémisses et des conséquences philosophiques des sciences de la nature ? ?

Mais telle est précisément la manière de Strouvé : soulever, ou plus exactement effleurer, mille et une questions, « débiter des riens », faire semblant d'avoir pesé et considéré tous les problèmes, mais ne rien servir d'autre, en fait, qu'un brouet de citations et de remarques superficielles.

Contrevérité flagrante que de prétendre que l'idée de loi naturelle a fait fiasco en économie politique, qu'il est « indécent » d'en parler. C'est exactement le contraire. C'est justement le « courant allant des sciences de la nature à la sociologie » qui a renforcé cette idée, qui la renforce et la rend nécessaire. C'est justement l'« historisme matérialiste » qui a donné à cette idée une assise définitive après l'avoir débarrassée des absurdités et des défauts métaphysiques (au sens marxiste du terme, c'est-à-dire antidialectiques). Prétendre que la « loi naturelle » des classiques est « discréditée éthiquement » en tant qu'apologétique bourgeoise, c'est énoncer une absurdité sans nom, c'est falsifier de la façon la plus cavalière les classiques aussi bien que l'« historisme matérialiste ». Car les classiques ont cherché et trouvé à tâtons toute une série de « lois naturelles » du capitalisme, sans comprendre le caractère transitoire de ce dernier, sans y discerner la lutte des classes. Ces deux défauts ont été corrigés par l'historisme matérialiste, et le « discrédit éthique » est invoqué ici sans rime ni raison.

En employant des mots-« massue » volontairement outrés (il est « indécent » de parler de « loi naturelle »), M. Strouvé tente vainement de masquer sa *peur* de la science, sa *peur* d'une analyse scientifique de l'économie contemporaine, cette peur qui est le propre de la bourgeoisie. Un scepticisme de grand seigneur caractérise cette dernière,

comme toutes les classes qui vont sur leur déclin. Mais l'idée d'une loi naturelle régissant le fonctionnement et l'évolution de la société n'est pas près de décliner ; au contraire, elle se renforce chaque jour davantage.

V

Voyons maintenant quelles sont ces « notions précises, rigoureusement élaborées, et ces distinctions claires » promises par M. Strouvé en vue de « l'établissement de nouveaux problèmes méthodologiques » en économie politique.

« ... Nous définissons l'économie, lisons-nous à la page 5, comme l'unité téléologique subjective de l'activité économique rationnelle ou de la gestion économique. »

Voilà qui fait « terriblement savant », mais c'est jouer sur les mots dans l'abstrait. L'économie définie par la gestion économique ! De l'huile huileuse... Quant à l'« unité subjective de la gestion économique », cela peut exister dans un rêve, ou dans une création romanesque.

Craignant de parler de la fabrication des produits *matériels* (« matérialisme métaphysique » !), M. Strouvé a proposé un joujou, et non une définition. Après avoir écarté tous les éléments et indices ressortissant aux rapports sociaux, il a « inventé », comme à dessein, une « économie » qui n'a jamais été et qui ne peut être l'objet de l'*économie politique*.

Et voici, tels qu'il les établit, les « trois types fondamentaux de structure économique » : 1) un ensemble d'économies juxtaposées ; 2) un système d'économies en état d'interaction et 3) une « société-économie », en tant qu'« unité téléologique subjective ». Se rattachent au premier type, voyez-vous, les économies qui n'ont entre elles ni rapports ni interaction (essai de ressusciter le fameux Robinson !) ; au second, tout à la fois, l'esclavage, le servage, le capitalisme et la simple production marchande ; au troisième, le communisme qui « a été réalisé dans l'Etat des Jésuites, au Paraguay, si tant est qu'il soit réalisable ». Cette magnifique classification, qui ne contient pas la moindre trace de réalité historique, est complétée par la distinction entre structure économique et structure sociale.

Les catégories *économiques*, nous enseigne M. Strouvé, « expriment les rapports économiques avec le monde extérieur propres à tout individu exerçant une activité économique » ; les catégories *interéconomiques* « expriment les phénomènes qui découlent de l'interaction des économies autonomes » ; les catégories *sociales* « découlent de l'inégalité sociale des hommes exerçant une activité économique et se trouvant en état d'interaction ».

Ainsi, la structure économique de l'esclavage, du servage, du capitalisme, peut, du point de vue logique, économique et historique, être étudiée en faisant abstraction de l'inégalité sociale !! C'est précisément ce qui ressort des efforts maladroits que fait M. Strouvé pour introduire de nouvelles définitions et de nouvelles distinctions. « Un ensemble d'économies juxtaposées peut — si l'on raisonne dans l'abstrait — coexister avec des rapports d'égalité ou d'inégalité. Il peut être démocratie paysanne et société féodale ».

Ainsi raisonne notre auteur. C'est d'une absurdité criante, aussi bien d'un point de vue théorique ou logique que d'un point de vue économique ou historique. En faisant entrer tout ce qu'il lui plaît dans la notion d'« ensemble d'économies juxtaposées », il révèle de la façon la plus évidente l'inconsistance de cette notion. La démocratie paysanne, le féodalisme des patrons vivant côte à côte (dans le même escalier et au même étage d'une même maison de Pétersbourg), — tout cela, c'est un « ensemble d'économies juxtaposées » ! L'auteur a déjà oublié que cet ensemble doit, dans son système, caractériser *l'un des trois* types fondamentaux de structure économique. Les définitions et les distinctions « scientifiques » de M. Strouvé ne sont que des contes à dormir debout.

Mais ce jeu grossier et vulgaire, cette caricature de la logique et de l'histoire, n'est pas dénué d'un certain « sens », celui du désespoir et du « je m'enfichisme » * (comme disent les Français) qui caractérisent la bourgeoisie. Celle-ci désespère de pouvoir analyser scientifiquement le présent, elle renonce à la science, tend à bafouer toutes les généralisations, à se dérober à toutes les « lois » du déve-

* « Je m'en fiche » est en français dans le texte. (*N.R.*)

loppement historique et cacher la *forêt* derrière les arbres : tel est le sens de classe de ce scepticisme bourgeois à la mode, de cette scolastique morte et mortifiante que nous trouvons chez M. Strouvé. *Il ne faut pas* expliquer les « inégalités sociales » par la structure économique, c'est *impossible* (puisque la bourgeoisie le trouve indésirable); voilà la « théorie » de M. Strouvé. Que l'économie politique s'occupe de truismes et de scolastique, ainsi que de la chasse absurde aux petits faits (voir des exemples plus loin), et que la question des « inégalités sociales » soit reléguée dans le domaine moins dangereux des considérations sociologico-juridiques, où il est plus facile de « se débarrasser » des questions épineuses de ce genre.

La réalité économique nous montre, avec une évidence qui crève les yeux, que la division de la société en classes est le fondement de la structure économique du capitalisme aussi bien que du système féodal. Depuis la naissance de l'économie politique, l'attention de la science est tournée vers l'*explication* de cette division en classes. Toute l'économie politique classique a réalisé quelque avance dans cette voie ; Marx a fait un pas de plus. Et la bourgeoisie d'aujourd'hui est tellement effrayée par ce pas, tellement inquiète des « lois », trop évidentes, trop suggestives, de l'évolution économique contemporaine, que les bourgeois et leurs idéologues sont prêts à jeter par-dessus bord tous les classiques et toutes les lois, pourvu que l'on puisse reléguer aux archives de la jurisprudence... toutes ces... comment dire ?... inégalités sociales.

VI

M. Strouvé serait particulièrement désireux de reléguer aux archives la notion de valeur. « La valorisation, écrit-il, considérée comme quelque chose de distinct du prix, d'indépendant de lui et le déterminant, est une chimère » (96). « La catégorie de la valorisation objective n'est, pour ainsi dire, que le doublet métaphysique de la catégorie de prix » (97).

Pour anéantir le socialisme, M. Strouvé a choisi la méthode la plus... radicale et la plus aisée, mais aussi la plus superficielle, qui consiste à nier la science en général. Le

scepticisme de grand seigneur du bourgeois blasé et effrayé atteint ici au *nec plus ultra*. De même que certain avocat de Dostoïevski, défendant son client accusé d'avoir commis un meurtre ayant le vol pour mobile, en arrivait à soutenir qu'il n'y avait eu ni vol ni meurtre, de même M. Strouvé « réfute » la théorie de la valeur de Marx *en affirmant* tout bonnement que la valeur est une chimère.

« Aujourd'hui, il n'y a même pas à la réfuter » (la théorie de la valeur objective) ; « il suffit de la décrire, comme nous venons de le faire ici et comme nous l'avons fait dans notre « Introduction », pour montrer qu'elle n'a pas sa place et qu'elle ne peut l'avoir dans les constructions de la science » (97).

Eh bien ! Comment ne pas appeler cette méthode « radicale » la plus superficielle entre toutes ? Depuis des milliers d'années, l'humanité constate que le phénomène de l'échange obéit à des lois ; elle s'efforce de comprendre sa nature logique et de l'exprimer d'une manière plus précise, vérifie ses explications par des millions et des milliards d'observations quotidiennes portant sur la vie économique ; et voilà que soudain un représentant à la mode d'un passe-temps à la mode — la collection des citations (j'allais dire : la collection des timbres-poste) — « tire un trait sur tout cela »: « la valorisation est une chimère ».

Ce n'est pas sans raison que l'on a dit, il y a déjà longtemps, que si les vérités mathématiques heurtaient les intérêts des hommes (les intérêts des classes en lutte, plus exactement), elles seraient vigoureusement contestées. Pour contester les vérités inattaquables de la science économique, il suffit d'un tout petit, petit bagage. Glissons, par exemple, une petite phrase affirmant que la valeur, *considérée comme quelque chose de distinct du prix*, est une chimère, — et le tour est joué !

Peu importe que cette phrase soit absurde. Le prix est la manifestation de la loi de la valeur. La valeur est la loi des prix, c'est-à-dire l'expression généralisée du phénomène prix. Pratiquer la « distinction » précitée, c'est tout simplement se moquer de la science, qui nous montre dans tous les domaines de la connaissance la manifestation de lois fondamentales à travers le chaos apparent des phénomènes.

Prenons, par exemple, la loi de la transformation des

espèces et de la formation des espèces supérieures à partir des espèces inférieures. Rien ne serait plus facile que de traiter de chimères les généralisations des sciences de la nature, les lois déjà découvertes (reconnues par tout le monde, malgré la multitude des exceptions et des dérogations apparentes que révèle la diversité des cas particuliers), les recherches visant à corriger ces lois ou à les compléter. En ce qui concerne les sciences naturelles, quiconque dirait que les lois des phénomènes du monde naturel sont une chimère, serait enfermé dans une maison de fous, ou serait simplement la risée de tous. Dans le domaine des sciences économiques, un homme faisant preuve d'une telle audace... dans le plus simple appareil... est volontiers bombardé professeur, car il est vraiment tout indiqué pour abêtir les rejetons de la bourgeoisie.

« Le prix est un fait. Disons : le prix est la notion du rapport réel d'échange entre les biens échangés, il est le rapport d'échange réalisé.

La valorisation est une norme. Disons : la valorisation est la notion de la corrélation idéale ou nécessaire entre les biens dans le processus d'échange » (88).

N'est-il pas vrai que ce « disons » jeté avec dédain, avec une désinvolture affectée, est bien caractéristique de la manière de M. Strouvé ? Lui qui affecte délibérément une lourdeur pédante et fait étalage de termes compliqués et de néologismes, le voilà qui prend tout à coup un ton de feuilletoniste... Il aurait été bien difficile sans cela de définir la valeur comme une chimère.

Si le prix est « un rapport d'échange réalisé », on a le droit de demander entre qui s'établit ce rapport. Evidemment, entre les économies pratiquant l'échange. Si ce « rapport d'échange » n'apparaît pas fortuitement, comme une exception, et pour un bref moment, mais s'il se répète avec une régularité constante, partout et chaque jour, il est clair que ce « rapport d'échange » unit en *un tout économique* l'ensemble des économies ; il est clair qu'entre ces économies existe une division stable du travail.

Et voilà que s'écroule *déjà*, comme un château de cartes, tout l'astucieux échafaudage de M. Strouvé au sujet des rapports « entre économies », rapports *séparables*, à son avis, des rapports sociaux. M. Strouvé a chassé par la

porte la notion de production marchande pour la faire rentrer subrepticement par la fenêtre. Le fameux « empirisme » de M. Strouvé consiste à chasser de la science les généralisations désagréables aux bourgeois, mais qu'on est cependant obligé de reconnaître, pour ainsi dire, officieusement.

Si le prix est un rapport d'échange, il faut inévitablement saisir la différence qu'il y a entre le rapport d'échange unique et le rapport permanent, entre le rapport fortuit et le rapport général, entre le rapport momentané et celui qui embrasse de longs laps de temps. Cela acquis, — et c'est incontestablement acquis, — nous nous haussons tout aussi inévitablement du fortuit et de l'unique au constant et au général, du prix à la valeur. La tentative de M. Strouvé pour déclarer la valeur « nécessaire » et la rapprocher de l'éthique ou de la doctrine des théologiens, etc., s'effondre comme un château de cartes.

En appelant « empirisme » le fait de déclarer la valeur une chimère et « métaphysique » l'aspiration (qui va d'« Aristote » à Marx — page 91 — il faudrait encore ajouter : en passant par toute l'économie politique classique !) à découvrir la *loi* de la formation et de la variation des prix, M. Strouvé reprend le procédé des philosophes réactionnaires récents qui considèrent comme une « métaphysique » le matérialisme des sciences de la nature en général, et qualifient d'« empirisme » le pas qu'ils font vers la religion. Vouloir éliminer de la science les *lois*, c'est tout bonnement vouloir, en fait, *introduire en fraude les lois de la religion*. M. Strouvé a tort de s'imaginer que ses « petites astuces » pourront tromper qui que ce soit en ce qui concerne ce fait simple et indubitable.

VII

Comme nous l'avons vu, M. Strouvé s'est refusé à affronter directement les marxistes et a choisi de se retrancher derrière un scepticisme général. C'est avec d'autant plus de zèle qu'il truffe son livre de remarques contre le marxisme, destinées à mystifier le lecteur, écrasé sous une masse de citations disparates cueillies au petit bonheur.

Par exemple, on donne une toute petite citation de Saint-Simon, on fournit toute une liste d'ouvrages sur

Saint-Simon (ce recopiage des index bibliographiques allemands est pratiqué par notre « savant » d'une manière systématique, comme étant, visiblement, le plus sûr chemin qui mène... à un grade scientifique) ; on cite abondamment des passages de Renouvier sur Saint-Simon.

Et la conclusion ?

La voici : « Pour paradoxal que cela puisse paraître, c'est un fait historique tout simplement indiscutable que la forme supérieure du socialisme dite socialisme scientifique est issue de l'union de la pensée révolutionnaire et de la pensée réactionnaire » (51-52). La voie qui mène au socialisme scientifique passe par Saint-Simon ; or, « Saint-Simon est le disciple à la fois des encyclopédistes du XVIII^e^ siècle et des réactionnaires de la fin du XVIII^e^ et du début du XIX^e^ » (53). « Rappelons que le matérialisme historique est, par essence, le fruit de la réaction contre l'esprit du XVIII^e^ siècle. Il est, premièrement, la réaction de la conception organique contre le rationalisme ; en second lieu, la réaction de l'économisme contre le politicisme. De plus, Saint-Simon représente, dans sa période religieuse, la réaction du sentiment et de la religion contre le droit et la justice humaine » (54-55). Et pour donner plus de poids à ses dires, M. Strouvé insiste une fois de plus : « Le marxisme, ce sont les formules de l'école théocratique française et, d'une façon générale, de la réaction contre-révolutionnaire historique, traduites dans la langue du positivisme, de l'athéisme et du radicalisme. Ayant donné congé à la raison, Marx est resté révolutionnaire et socialiste » (55)...

Si Marx a su assimiler et développer, d'une part, « l'esprit du XVIII^e^ siècle » en lutte contre les forces féodales et cléricales du moyen âge et, d'autre part, l'économisme et l'historisme (ainsi que la dialectique) des philosophes et des historiens du début du XIX^e^ siècle, cela montre seulement la profondeur et la force du marxisme et renforce l'opinion de ceux qui voient en lui le *dernier mot* de la science. Qu'il y ait eu, dans des doctrines d'historiens et de philosophes réactionnaires, des idées profondes au sujet des lois présidant à la succession des événements politiques et de la lutte des classes qui s'y manifeste, Marx l'a toujours montré avec une clarté qui ne laisse de place pour aucun malentendu.

M. Strouvé continue cependant ses cabrioles et prétend que le marxisme est le fruit de la réaction ; et il ajoute que le précurseur du marxisme *n'est pas* le Saint-Simon *clérical*, mais le Saint-Simon historien et économiste !!

Ainsi, au moyen d'une phrase à l'emporte-pièce, sans avoir dit *un seul* mot valable sur la nature du progrès que Saint-Simon a fait faire à la science sociale *après* les philosophes du XVIII^e^ siècle et *avant* Marx, notre auteur *passe par-dessus* toute la science sociale en général.

Etant donné que ce sont, tout d'abord, les économistes classiques qui ont édifié cette science, en découvrant la loi de la valeur et la division fondamentale de la société en classes, — *étant donné* que cette science a été enrichie, à leur suite, par les encyclopédistes du XVIII^e^ siècle dressés contre le féodalisme et l'obscurantisme clérical, — *étant donné* que les historiens et les philosophes du début du XIX^e^ siècle, en dépit de leurs opinions réactionnaires, l'ont fait progresser en élucidant encore davantage la question de la lutte des classes, en développant la méthode dialectique et en l'appliquant, ou en commençant à l'appliquer, à la vie sociale, — il s'ensuit que le marxisme, qui a réalisé une avance considérable précisément dans cette voie, est l'*aboutissement suprême* de toute la science historique, économique et philosophique de l'Europe. Telle est la conclusion logique. Tandis que la conclusion de M. Strouvé est celle-ci : *pour ces raisons*, il ne vaut pas la peine de réfuter le marxisme, il ne vaut pas la peine de parler des lois de la valeur, etc., le marxisme est le fruit de la réaction !

M. Strouvé pense-t-il vraiment tromper ses auditeurs et masquer son obscurantisme à l'aide de procédés aussi grossiers ?

VIII

L'ouvrage scientifique de M. Strouvé ne lui aurait assurément pas valu un grade scientifique s'il n'y avait pas « démontré » l'impossibilité du socialisme.

Peut-être pensez-vous qu'il y a là quelque exagération ? Comment « démontrer » l'impossibilité du socialisme dans un ouvrage consacré à la question du prix et de l'économie, ainsi qu'à « quelques thèmes philosophiques »

de l'économie politique, sans même aborder l'étude des tendances historiques du capitalisme ?

Oh ! pour M. Strouvé, c'est très, très simple ! Ecoutez plutôt :

« En fin de compte, le libéralisme économique admet la coïncidence absolue — sur la base de l'accomplissement de la « loi naturelle » — du rationnel et du nécessaire avec le naturel et l'absolument nécessaire au cours du processus social et économique ; il admet la rationalisation intégrale de ce dernier. ... Tout en niant la « loi naturelle », le socialisme, sous sa forme la plus parfaite du socialisme historique ou « scientifique », partage néanmoins cette idée fondamentale du libéralisme économique. Il pose aussi en principe qu'une harmonie est possible entre la construction rationnelle et le cours naturel des choses, qu'une rationalisation intégrale du processus social et économique est possible » (p. 58). Quelques phrases pleines de dédain sur cette « foi » (p. 59), et nous en arrivons à une conclusion hautement scientifique (p. 60). (Paragraphe 7 du chapitre 2, 1re partie du « travail » de M. Strouvé) :

« En confrontant l'idéal socialiste et l'idéal libéral avec le monde de la réalité, l'analyse scientifico-empirique aboutit nécessairement à cette conclusion que, de son point de vue, la foi impliquée par ces deux idéaux n'a aucune raison d'exister. D'un point de vue formel, ces deux idéaux sont également irréalisables, également utopiques. »

A la lecture de telles choses, on n'en croit vraiment pas ses yeux. A quel point de crise, de décadence et de prostitution est tombée la science des professeurs d'aujourd'hui ! M. Strouvé sait fort bien que le socialisme scientifique s'appuie sur le fait que la production est socialisée par le capitalisme. Ce fait est démontré par une masse de phénomènes observés dans le monde entier. On possède une très riche documentation « empirique » sur le degré d'évolution et la rapidité de développement de ces phénomènes.

Mais notre savant n'a cure de la socialisation de la production et, sans avoir effleuré, au cours de son « analyse scientifico-empirique », *aucun* des domaines où les faits abondent, il déclare la question résolue scientifiquement sur la base de quelques phrases creuses relatives au libéralisme et à la rationalisation !

Il est faux que le libéralisme admette une rationalisation intégrale. Il est faux que le marxisme *nie* la « loi naturelle ». D'une façon générale, toute la phrase concernant la « rationalisation intégrale » est fausse et vide de sens : ce ne sont là que de pitoyables subterfuges, qu'une plaisanterie de mauvais goût, dont le seul but est d'éluder le problème posé en termes clairs et précis par le socialisme scientifique et de déconcerter la jeunesse des écoles en proclamant à cor et à cri l'impossibilité du socialisme.

IX

Une très grande partie du travail de M. Strouvé, bien plus de la moitié de l'ouvrage, est consacrée à des « études et matériaux sur la phénoménologie historique du prix ».

C'est là qu'aurait pu réellement s'illustrer notre ardent partisan d'un « empirisme conséquent », lui qui déclare la valeur une chimère et qui étudie les *prix* en tant que faits !

Ces dernières années, les statistiques sur les prix ont fait d'énormes progrès. Dans tous les pays une riche documentation a été rassemblée. Il existe maints travaux sur l'histoire des prix. Si notre sévère savant ne peut s'abaisser à réfuter la théorie de la valeur de Marx, pourquoi n'analyserait-il pas au moins quelques-unes des questions fondamentales sur lesquelles repose cette théorie en s'aidant des matériaux « empiriques » tirés de l'histoire des prix et des statistiques dont ils font l'objet ? On peut trouver dans l'histoire de leurs prix des milliers de marchandises et des centaines de sections ou de périodes au cours desquelles on peut faire abstraction de toutes sortes de facteurs accessoires — à l'exclusion du « *facteur* » travail — et pour lesquelles on possède des données précises sur la quantité de travail nécessitée par la production de telle ou telle marchandise. Pourquoi notre partisan d'un « empirisme conséquent » *n'effleurerait-il pas* ces données dans son « analyse scientifique » du prix, dans sa section de la « phénoménologie historique du prix » ?

Pourquoi ? Tout simplement parce que M. Strouvé avait bien trop conscience de défendre une position désespérée, d'être hors d'état de réfuter la théorie de la valeur objecti-

ve, de la valeur-travail, et qu'il sentait d'instinct la nécessité de *fuir au pas de course* toute espèce d'analyse scientifique.

Les centaines de pages que M. Strouvé consacre aux « études et matériaux sur la phénoménologie historique du prix » représentent un spécimen tout à fait remarquable de la manière dont les savants bourgeois d'aujourd'hui tournent le dos à la science. Que n'y trouve-t-on pas ! Des remarques sur le prix taxé et le prix libre — quelques observations au sujet des Polynésiens — des passages du règlement sur les marchés promulgué (érudition, érudition !) par l'unificateur de Madagascar, le roi Andrianampouinimérina (178 ?-1810) — quelques articles de la loi du roi Hammourabi de Babylone (approximativement 2 100 ans av. J.-C.) sur les honoraires dus au médecin pour une opération — quelques citations, surtout en latin et hautement savantes, sur la tarification du prix d'achat de la femme dans le droit coutumier des Germains — la traduction de sept articles ayant trait au droit commercial, empruntés aux œuvres des législateurs sacrés de l'Inde, Manou et Iaïnavalkia * — la protection de l'acheteur dans le droit romain, et ainsi de suite, jusqu'à des échantillons hellénistiques de la réglementation des prix par la police de Rome et à la christianisation des règlements de police romains dans la législation des Carolingiens.

On peut s'attendre à ce que Monsieur V. Riabouchinski, qui a édité l'ouvrage de M. Strouvé, immortalise sa propre gloire à titre de mécène, et celle de M. Strouvé en tant que savant digne de ce nom, en éditant encore cent ou deux cents tomes d'études et de matériaux ayant trait à la méthodologie historique du prix, mettons, par exemple, les descriptions des marchés de tous les temps et de tous les peuples, avec des illustrations dans le texte et des notes où M. Strouvé aura pillé les meilleures bibliographies allemandes. L'empirisme conséquent triomphera, et les chimères des diverses « lois » de l'économie politique s'évanouiront en fumée.

* Monsieur S. Oldenbourg, répondant aimablement à la demande de M. Strouvé, lui écrit que « les livres des lois, en ce qui concerne les questions abordées par vous (M. Strouvé), étaient probablement le proche reflet de la vie » (Note 51b au § 8 de la 2e subdivision du chapitre II de la 2e section de la 1re partie de l'ouvrage de M. Strouvé).

X

Dans la vieille Russie prérévolutionnaire, les savants se divisaient en deux vastes camps : ceux qui se pliaient aux injonctions ministérielles et ceux qui restaient indépendants, les premiers comprenant des plumitifs franchement vénaux et des gens travaillant sur commande.

Cette division grossière, qui correspondait à des rapports patriarcaux, mi-asiatiques, a incontestablement vieilli et doit être reléguée aux archives. La Russie s'européanise rapidement. La bourgeoisie de chez nous a presque atteint sa maturité, elle commence même à blettir sous certains rapports. Ses savants sont « indépendants » du gouvernement, ils sont absolument incapables d'écrire sur commande, ils étudient les problèmes sincèrement et en toute conscience, d'un point de vue et avec des méthodes qu'en toute sincérité et en toute conscience ils estiment coïncider avec les intérêts des « chefs » de notre commerce et de notre industrie, du genre de Monsieur V. Riabouchinski. A notre époque, où tout a pris une telle avance, mériter la réputation d'un savant sérieux et voir ses travaux officiellement reconnus, c'est prouver l'impossibilité du socialisme à l'aide de quelques définitions « à la Kant »; c'est anéantir le marxisme en expliquant aux lecteurs et aux auditeurs qu'il ne vaut même pas la peine d'être réfuté et en se référant à des milliers de noms et de titres d'ouvrages de professeurs européens ; c'est jeter par-dessus bord toutes les lois scientifiques, quelles qu'elles soient, pour faire place aux lois de la religion ; c'est entasser des montagnes de fatras et de bric-à-brac hautement érudit, afin de bourrer le crâne de la jeunesse des écoles.

Si tout cela a une allure beaucoup plus grossière que chez les savants bourgeois d'Allemagne, ce n'est pas grave. Car il faut apprécier à sa valeur le fait que la Russie s'est tout de même engagée définitivement dans la voie de l'européanisation.

A PROPOS DES FORMES DU MOUVEMENT OUVRIER [73]

(LOCK-OUT ET TACTIQUE MARXISTE)

Les lock-outs, c'est-à-dire les licenciements massifs d'ouvriers par des patrons agissant de connivence, sont un phénomène aussi normal et aussi inévitable, dans la société capitaliste, que les grèves ouvrières. Le capital, qui pèse de tout son poids sur les petits producteurs qu'il accule à la ruine et sur le prolétariat, fait constamment planer sur les ouvriers la menace d'une véritable famine et de la mort par la faim. Il y a eu dans tous les pays des exemples, portant même sur des périodes entières de la vie des peuples, où l'absence de riposte de la part des ouvriers a plongé ces derniers dans une misère inimaginable et leur a fait subir toutes les horreurs de la famine.

La riposte des ouvriers découle des conditions mêmes de leur existence — de la vente de leur force de travail. C'est uniquement grâce à cette riposte qu'ils parviennent, malgré les énormes sacrifices exigés par la lutte, à s'assurer un niveau de vie tant soit peu supportable. Mais le capital se concentre sans cesse, les cartels de fabricants se développent, le nombre des nécessiteux et des sans-travail s'élève, ainsi que, parallèlement, la misère du prolétariat, et lutter pour un niveau de vie supportable devient de plus en plus difficile. La cherté de la vie, en augmentation rapide ces dernières années, réduit souvent à néant les efforts des ouvriers.

En entraînant une masse toujours plus grande du prolétariat à la lutte organisée, les organisations ouvrières et, au premier chef, les syndicats, rendent la riposte plus

méthodique et plus systématique. Etant donné le caractère massif et la diversité des syndicats, l'action par la grève devient plus opiniâtre : les grèves sont plus rares, mais chaque conflit prend plus d'ampleur.

Les lock-outs sont provoqués par l'accentuation de la lutte qu'ils exacerbent à leur tour. Le prolétariat, qui réalise son union dans le combat, qui développe en combattant sa conscience, son organisation, son expérience, acquiert chaque jour davantage la conviction de plus en plus ferme qu'une transformation économique intégrale de la société capitaliste est nécessaire.

La tactique marxiste consiste à combiner les *différents* moyens de lutte, à passer habilement de l'un à l'autre, à élever sans cesse la conscience des masses et à élargir constamment l'ampleur de leurs actions collectives, dont chacune prise isolément peut être tantôt défensive, tantôt offensive, mais qui toutes ensemble aboutissent à un conflit toujours plus profond et plus décisif.

En Russie fait défaut la condition fondamentale nécessaire à un développement de la lutte *tel* que nous l'observons dans les pays d'Europe occidentale : la participation des syndicats importants et qui se développent systématiquement.

A la différence de l'Europe, où la liberté politique existe depuis longtemps, chez nous, dans les années 1912-1914, le mouvement de grève a débordé le cadre étroitement professionnel. Cela, les libéraux l'*ont nié*, les politiciens libéraux du mouvement ouvrier (les liquidateurs) ne l'ont pas compris, ou bien ont refusé de le voir. Mais le fait s'est imposé de lui-même. Le discours de Milioukov à la Douma d'État à la suite de l'interpellation sur les événements de la Léna a eu nettement le sens d'un aveu *forcé*, tardif, embarrassé, platonique (c'est-à-dire accompagné, non d'une aide réelle, mais de simples soupirs), reconnaissant la portée *générale* du mouvement ouvrier. Par leurs discours libéraux sur la « frénésie gréviste », *contre* la combinaison des objectifs économiques et autres dans le mouvement de grève (rappelons que Messieurs Ejov et C^ie^ se sont mis à faire de *tels* discours dès 1912 !), les liquidateurs ont suscité le dégoût légitime des ouvriers. C'est pour cette raison que ces

derniers ont sciemment et fermement « démis de leurs fonctions » au sein du mouvement ouvrier ces messieurs les liquidateurs.

L'attitude des marxistes à l'égard du mouvement gréviste n'a provoqué aucune hésitation et aucun mécontentement parmi les ouvriers. La signification des lock-outs avait été analysée, formellement et officiellement, par les marxistes organisés *dès février* 1913 (c'était, il est vrai, dans une arène que n'aperçoivent pas les larbins des libéraux, ces messieurs les liquidateurs). Dès cette date, une résolution formelle adoptée par les marxistes avait nettement et fortement attiré l'attention sur les lock-outs et la nécessité d'en *tenir compte* dans la tactique [74]. Comment en tenir compte ? En étudiant avec plus de soin l'opportunité de telle ou telle action, en modifiant les formes de la lutte, en remplaçant (il s'agissait bien d'un remplacement et pas d'autre chose !) certaines formes par d'autres, le passage à des formes *supérieures* devant, de toute façon, demeurer la tendance constante. Les ouvriers conscients connaissent fort bien aussi quelques-unes des formes concrètes d'élévation, éprouvées plus d'une fois au cours de l'histoire et qui ne paraissent « incompréhensibles » et « étrangères » qu'aux seuls liquidateurs.

Le 21 mars, aussitôt après l'annonce du lock-out, les pravdistes ont formulé clairement leur mot d'ordre : choisir le moment et les formes d'action *non* au gré des patrons, ne pas faire grève tout de suite. Les syndicats ouvriers et les marxistes organisés savaient et voyaient que ce mot d'ordre était *leur propre mot d'ordre*, mis au point par cette même majorité du prolétariat d'avant-garde qui a introduit ses représentants au Conseil des assurances sociales [75] et qui dirige *tout* le travail des ouvriers pétersbourgeois, *en dépit* des glapissements désorganisateurs et libéraux des liquidateurs.

Le mot d'ordre du 21 mars, de ne pas faire grève tout de suite, était celui d'ouvriers sachant qu'ils pourraient *remplacer* une forme par une autre, et que leur but présent et futur, à travers tous les changements des formes du mouvement, était d'obtenir une élévation générale de son niveau.

Ils savaient que les désorganisateurs du mouvement ouvrier — les liquidateurs et les populistes — tenteraient,

là encore, de nuire à la cause ouvrière, et ils avaient préparé à l'avance leur riposte.

Le 26 mars, les groupes liquidateur et populiste de désorganisateurs et de saboteurs de la volonté de la *majorité* des ouvriers conscients de Pétersbourg et de Russie publièrent dans leurs journaux les platitudes bourgeoises dont ils sont coutumiers : les populistes parlaient à tort et à travers (à la satisfaction des liquidateurs) de « légèreté » (les ouvriers conscients savent depuis longtemps qu'il n'y a pas plus « léger » que les populistes) ; les liquidateurs tenaient des discours libéraux (déjà analysés et stigmatisés dans le n° 47 du *Pout Pravdy*) et préconisaient le remplacement des grèves... non par des formes répondant à la situation, par des formes supérieures, mais... par des pétitions et des « résolutions » !!!

Rejetant les honteux conseils libéraux des liquidateurs, repoussant les bavardages futiles des populistes, les ouvriers d'avant-garde ont suivi fermement leur propre chemin.

Ils connaissaient bien l'ancienne décision relative au remplacement des grèves, dans *certains* cas de lock-out, par *certaines* formes de lutte adéquates et supérieures, et ils l'ont mise en pratique comme il se doit.

La provocation des patrons a fait fiasco. Les ouvriers n'ont pas accepté le combat sur le terrain où leurs ennemis voulaient le leur imposer ; ils ont appliqué en temps opportun la décision des marxistes organisés et, conscients de la portée de leur mouvement, ils poursuivent leur chemin encore plus délibérément avec une énergie décuplée.

« Pout Pravdy » n° 54,
4 avril 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

COMMENT LES POPULISTES DE GAUCHE IDEALISENT LA BOURGEOISIE

Dès que Messieurs les populistes de gauche abandonnent leurs phrases creuses et générales sur la « paysannerie laborieuse », ce verbiage dont tout le monde a par-dessus la tête, et qui trahit leur ignorance du *Manifeste Communiste* et du *Capital*, dès qu'ils abordent des *données précises*, on s'aperçoit aussitôt qu'ils idéalisent la bourgeoisie.

Le caractère bourgeois de *toute* leur théorie de la « paysannerie laborieuse », camouflé sous leurs belles phrases et leurs exclamations, est mis à nu par les faits et par l'étude de la théorie de Marx.

Dans le n° 14 de la *Stoïkaïa Mysl*, un certain M. Batrak [76] qui écrit une langue de pur intellectuel, disserte sur « le socialisme et la paysannerie ».

« *Les entreprises agricoles fondées sur le travail se multiplient* » — déclare M. Batrak qui cite des chiffres concernant la France et l'Allemagne. Les statistiques sont un domaine où l'on ne se tire pas d'affaire par des phrases et des exclamations, et la tromperie y est tout de suite découverte.

En France, la superficie occupée par les « petites exploitations », c'est-à-dire celles allant *de 5 à 10 hectares* (l'hectare est légèrement inférieur à la déciatine), a augmenté.

Fort bien, M. Batrak ! Mais n'avez-vous pas entendu dire que plus la culture devient intensive, et plus souvent on rencontre le *travail salarié* dans les « *petites* » (d'après la superficie) exploitations ? N'est-ce point idéaliser la bourgeoisie que de passer sous silence les données relatives au travail salarié ? Qu'en pensez-vous, M. Batrak ?

Prenons les statistiques ayant trait à l'Allemagne. Dans les 652 798 exploitations de 5 à 10 hectares, il y a 487 704 *ouvriers salariés*. Vous vous rendez compte ? La plupart des petits propriétaires exploitent des ouvriers salariés ! Et en France ? La culture de la vigne y est beaucoup plus développée qu'en Allemagne, et elle nécessite du *travail salarié* sur des petits lopins de terre.

La théorie de l'«entreprise agricole fondée sur le travail » trompe les ouvriers en passant sous silence les données touchant le travail salarié.

M. Batrak prend l'Allemagne. Il entend faire passer pour des entreprises agricoles « fondées sur le travail » les « petites et moyennes » économies (une langue complaisante peut baptiser « laborieux » le patron qui lui plaît). Et c'est ainsi que M. Batrak déduit un accroissement des entreprises agricoles « fondées sur le travail » de celui des « petites » et « moyennes » économies.

Mais jetez donc un coup d'œil sur les chiffres présentés par ce nouveau défenseur de la bourgeoisie.

Il examine, pour commencer, les exploitations allant *jusqu'à* 2 hectares. Leur pourcentage était de 58,03% en 1882 ; de 58,22% en 1895 et de 58,89% en 1907. Une augmentation, n'est-il pas vrai ?

Mais que cela représente une élévation du nombre des ouvriers salariés, notre « populiste de gauche » *s'est bien gardé de le dire!!!*

Les statistiques qu'il altère disent nettement : sur les 3 378 509 économies de moins de 2 hectares (en 1907), 474 915 *seulement*, c'est-à-dire à peine plus de 1/10 (un dixième), appartiennent à des exploitants indépendants dont l'agriculture constitue la profession principale. *Or, la majorité des cultivateurs est formée d'ouvriers salariés* (1 822 792).

Sur 3 378 509 exploitations, 2 920 119, soit l'immense majorité, sont des économies *auxiliaires* ; la source principale de revenu *n'*y est *pas* l'agriculture.

N'est-ce pas idéaliser la bourgeoisie et le capitalisme que de faire passer pour des « patrons laborieux » *des valets de ferme et des journaliers*, des ouvriers salariés ? !

Le vocable niais de « patron laborieux » ne sert-il pas, en la circonstance, à *dissimuler* l'abîme qui sépare le prolétariat (les ouvriers salariés) et la bourgeoisie ? Ne sert-il pas à faire passer subrepticement les théories bourgeoises ??

Poursuivons. Les exploitations de 2 à 5 hectares représentaient 18,60% du total en 1882 ; 18,29% en 1895 ; et 17,57% en 1907. C'est ce qu'écrit M. Batrak.

La conclusion ? *Il n'en dit mot.*

Or, cette conclusion est : *diminution*, et non augmentation. Et c'est justement parmi ces exploitations, et seulement parmi elles, qu'il n'y a pas entière prédominance des *embaucheurs* (ceux qui achètent le travail d'autrui) et des *embauchés*. On compte (d'après le nombre des ouvriers salariés) 411 311 embaucheurs et 104 251 embauchés (ce qui n'est d'ailleurs pas le nombre total, les statistiques étant incomplètes sur ce point). Additionnez et vous obtiendrez : 515 000, alors qu'il y a en tout 1 006 277 économies de ce type, ce qui signifie que, même ici, une bonne moitié s'embauche ou pratique l'embauche ! ! !

Le joli vocable de l'«entreprise agricole fondée sur le travail » sert à tromper les ouvriers en *dissimulant* les données concernant *l'achat et la vente de la force de travail.*

Ensuite, M. Batrak passe aux exploitations de 5 à 20 hectares et montre qu'elles sont en augmentation.

Et le travail salarié ? Il n'en souffle mot. Les théoriciens de l'« entreprise agricole fondée sur le travail » sont chargés par la bourgeoisie de camoufler les chiffres relatifs au travail salarié.

Examinons ces données. Les 652 798 exploitations (en 1907) de 5 à 10 hectares comptaient 487 704 ouvriers salariés, c'est-à-dire que plus de la moitié était aux mains d'exploiteurs du travail salarié.

Les 412 741 économies de 10 à 20 hectares comptaient 711 867 ouvriers salariés ; *il en résulte que tous les propriétaires, ou presque tous, étaient des exploiteurs du travail salarié.*

Comment qualifier un homme qui se donne pour « socialiste » et qui range parmi les « patrons laborieux » les *exploiteurs du travail salarié* ?

Les populistes de gauche, comme l'ont maintes fois expliqué les marxistes, sont des petits bourgeois qui idéalisent la bourgeoisie et estompent l'exploitation du travail salarié à laquelle elle se livre.

Nous reviendrons sur les théories bourgeoises des populistes de gauche, et de M. Batrak en particulier. Pour l'instant, résumons-nous brièvement.

La théorie de l'« entreprise agricole fondée sur le travail » est une invention bourgeoise qui tend à tromper les ouvriers et qui repose, notamment, sur la *dissimulation* des données concernant l'achat et la vente de la force de travail.

Parmi les « petits et moyens » paysans, que messieurs les populistes de gauche aiment à considérer en bloc, il y a, en réalité, une énorme majorité qui vend ou achète de la force de travail, qui s'embauche ou qui pratique l'embauche. La théorie bourgeoise de l'« entreprise agricole fondée sur le travail » voile ce *fait fondamental.*

Le prolétaire dit au petit paysan : tu es toi-même un semi-prolétaire : *suis* les ouvriers, il n'y a pas d'autre voie de salut pour toi.

Le bourgeois dit au petit paysan : tu es toi-même un petit patron, un « patron laborieux ». L'entreprise agricole fondée sur le travail « se développe » en régime capitaliste également. Tu dois te comporter en propriétaire, et non en prolétaire.

Le petit exploitant a deux âmes : une âme de prolétaire et une âme de « patron ».

Les populistes de gauche épousent *pratiquement* la doctrine de la bourgeoisie en *corrompant* les petits paysans par des illusions « patronales ». Voilà pourquoi les marxistes luttent résolument contre cette entreprise de corruption bourgeoise des petits paysans (et des ouvriers retardataires) par les populistes de gauche.

« Pout Pravdy » n° 56,
6 avril 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

A PROPOS DE LA POLITIQUE NATIONALE[77]

Je voudrais m'arrêter sur la politique de notre gouvernement en ce qui concerne la question nationale. Parmi les questions qui sont chez nous « du ressort » du ministère de l'Intérieur, celle-ci est l'une des plus importantes. Depuis le dernier examen du budget de ce ministère à la Douma d'Etat, nos classes dirigeantes mettent le problème national à l'ordre du jour et celui-ci revêt un caractère toujours plus aigu.

L'affaire Beylis a attiré une fois encore sur la Russie l'attention du monde civilisé en révélant le honteux état de choses qui règne dans notre pays. Il n'y a rien, en Russie, qui ressemble de près ou de loin à la légalité. Tout est permis à l'administration et à la police quand il s'agit de persécuter les Juifs, sans cérémonies et sans vergogne; tout est permis, jusques et y compris la dissimulation et l'étouffement d'un crime. C'est ce qui se dégage de l'affaire Beylis, qui a prouvé l'existence d'une liaison étroite et intime...*

Pour montrer que je n'exagère pas en parlant de l'atmosphère de pogrom qui pèse sur la Russie, on pourrait invoquer le témoignage d'un auteur de « tout repos », le plus conservateur, de l'homme qui « fait les ministres », je veux parler du prince Mechtcherski. Voici ce que dit « un russe de Kiev », dont il rapporte les paroles dans sa revue *Grajdanine*[78]:

* La page suivante du manuscrit n'a pas été retrouvée. (*N.R.*)

« L'ambiance dans laquelle nous vivons nous suffoque : où qu'on aille, ce ne sont que des chuchotements de conspirateurs, partout la soif de sang, partout la puanteur des dénonciations, partout la haine, partout des plaintes, partout des gémissements... »*

l'air politique que l'on respire en Russie. Dans une telle atmosphère, parler ou rêver de droit, de légalité, de Constitution et autres naïvetés libérales est tout simplement ridicule ; — ou plutôt, ce serait ridicule si ce n'était... grave!

Tout habitant de notre pays, pour peu qu'il soit conscient et attentif, souffre quotidiennement de cette situation. Mais tout le monde n'a pas assez de courage pour se rendre clairement compte *du sens* de ce climat de pogrom. Pourquoi cette atmosphère règne-t-elle chez nous ? Pourquoi *peut*-elle y régner ? Uniquement parce que le pays connaît, en fait, un état de *guerre civile* mal dissimulée. Il est très désagréable pour certains de reconnaître cette vérité, d'autres prétendent jeter un voile là-dessus. Nos libéraux — les progressistes comme les cadets — se plaisent particulièrement à confectionner ce voile avec des lambeaux de théories quasiment « constitutionnelles ». Mais je me permets de penser qu'il n'est rien de plus nocif, de plus criminel, pour des représentants du peuple, que de prêcher du haut de la tribune de la Douma d'Etat des « mensonges sublimes ».

Toute la politique du gouvernement à l'égard des Juifs et des autres «allogènes » — excusez cette expression « gouvernementale » — deviendra d'emblée intelligible, naturelle, inévitable, si l'on regarde la vérité en face et si l'on admet ce fait indéniable que le pays est le théâtre d'une guerre civile mal camouflée. Le gouvernement n'administre pas, il fait la guerre.

S'il choisit à cet effet des moyens « authentiquement russes », qui tiennent du pogrom, c'est parce qu'*il n'en a pas d'autres à sa disposition*. Chacun se défend comme il peut. Pourichkévitch et ses amis ne peuvent se défendre que par une politique « de pogrom », car ils n'en ont pas d'autre à *leur* disposition. Rien ne servirait de se lamenter,

---

* La page suivante du manuscrit n'a pas été retrouvée. (*N.R.*)

et il serait stupide de s'en croire quitte avec des phrases sur la Constitution, sur le droit ou sur le système de gouvernement, car il s'agit tout simplement des intérêts de la *classe* des Pourichkévitch et consorts, de la situation difficile de cette classe.

Ou bien « régler le compte » de cette classe, résolument et pas seulement en paroles, ou bien reconnaître que, dans toute la politique de la Russie, une ambiance de « pogrom » est inéluctable et fatale. Ou bien s'accommoder de cette politique, ou bien soutenir le mouvement populaire, le mouvement des masses, et avant tout du prolétariat, qui se dresse contre cette politique. C'est l'un ou l'autre. Il ne peut y avoir de moyen terme.

En Russie, les statistiques gouvernementales, c'est-à-dire celles qui comportent notoirement des exagérations et des falsifications conformes aux « vues du gouvernement», ne dénombrent elles-mêmes, dans toute la population du pays, que 43% de Grands-Russes. Ces derniers constituent *moins* de la moitié de la population de la Russie. Même les Petits-Russiens ou Ukrainiens sont assimilés chez nous officiellement, comme l'a déclaré Stolypine « *en personne* », aux « *allogènes* ». Cela signifie que 57% de la population de la Russie, partant la majorité des habitants, près des $^3/_5$ et, en réalité, certainement davantage, sont des « allogènes ». J'ai été élu député à la Douma d'Etat par la province d'Ekatérinoslav, où l'écrasante majorité de la population est composée d'Ukrainiens. L'interdiction des cérémonies en l'honneur de Chevtchenko a été une mesure si excellente, si merveilleuse, si parfaite et si réussie du point de vue de l'agitation contre le gouvernement, qu'on ne saurait guère en imaginer de meilleure sous ce rapport. Nos plus habiles agitateurs social-démocrates n'auraient jamais pu, ce me semble, remporter contre le gouvernement, en aussi peu de temps, des succès aussi étourdissants que ceux obtenus par cette mesure. Grâce à elle, des millions de « philistins » ont commencé à devenir des citoyens conscients et à se persuader que la Russie est vraiment une « prison des peuples ».

Nos partis de droite et nos nationalistes crient actuellement si fort contre les « mazeppistes », notre célèbre Bobrinski déploie une si belle ardeur de démocrate pour

défendre les Ukrainiens contre l'oppression du gouvernement *autrichien* qu'on pourrait lui prêter l'intention de s'inscrire au parti social-démocrate d'Autriche. Mais si l'on appelle « mazeppisme » un penchant pour l'Autriche et une préférence pour ses mœurs politiques, Bobrinski ne sera peut-être pas parmi les derniers des « mazeppistes », car il proteste et fulmine à propos de l'oppression que subissent les Ukrainiens d'Autriche !! Songez donc à ce que peuvent éprouver les Ukrainiens de Russie, ne serait-ce que les habitants de la province d'Ekatérinoslav que je représente, lorsqu'ils lisent ou entendent ce genre de propos! Si Bobrinski « en personne», si le nationaliste Bobrinski, si le comte Bobrinski, si le propriétaire foncier Bobrinski, si l'usinier Bobrinski, si le Bobrinski qui a ses entrées dans la plus haute société (presque dans les « hautes sphères ») trouve injuste et vexatoire la situation faite aux minorités nationales en Autriche, où il n'y a rien de semblable à la honteuse zone de résidence obligatoire pour les Juifs, ni aux odieuses déportations de Juifs selon le caprice de gouverneurs-despotes, ni à l'interdiction d'user de la langue maternelle dans les écoles, que dire alors des Ukrainiens de Russie?? que dire des autres « allogènes » de Russie ??

Se peut-il que Bobrinski et les autres nationalistes, ainsi que les hommes de droite, ne s'aperçoivent pas que grâce à eux les « allogènes » de Russie, donc les $^3/_5$ de la population du pays, prennent conscience de l'*état arriéré* de la Russie, *même* si on la compare au plus arriéré des Etats européens qu'est l'Autriche ??

Car la situation de la Russie gouvernée par les Pourichkévitch ou, plus exactement, gémissant sous la botte des Pourichkévitch, a ceci d'original que les discours du nationaliste Bobrinski expliquent et attisent à merveille l'agitation social-démocrate.

Continuez, continuez, excellentissime usinier et propriétaire foncier Bobrinski : vous nous aiderez sûrement à éveiller, à éclairer et à secouer les Ukrainiens, ceux de Russie aussi bien que ceux d'Autriche !! J'ai entendu dire à Ekatérinoslav, par plusieurs Ukrainiens, qu'ils voulaient envoyer au comte Bobrinski une adresse de remerciements pour son utile propagande en faveur de la sépa-

ration de l'Ukraine d'avec la Russie. Et je n'en ai pas été surpris. J'ai vu des tracts qui portaient, au recto, le texte du décret interdisant de célébrer la mémoire de Chevtchenko et, au verso, des extraits des éloquents discours de Bobrinski *en faveur* des Ukrainiens. J'ai conseillé d'adresser ces tracts à Bobrinski, à Pourichkévitch et aux *autres* ministres.

Mais si Pourichkévitch et Bobrinski sont des agitateurs de premier ordre en faveur de la transformation de la Russie en une république démocratique, par contre nos libéraux, y compris les cadets, désirent cacher à la population *leur accord* avec les Pourichkévitch sur certaines questions majeures de la politique nationale. Parlant du budget du ministère de l'Intérieur, qui pratique la politique nationale que l'on sait, je faillirais à mon devoir si je ne mentionnais pas cet *accord* du parti cadet avec les principes dont s'inspire ce ministère.

En effet, n'est-il pas évident que celui qui désire — exprimons-nous avec modération : — « s'opposer » au ministère de l'Intérieur doit connaître également les alliés *idéologiques* que celui-ci possède dans le camp des cadets ?

D'après une information du journal *Retch*, le parti cadet, ou « parti de la liberté du peuple », a tenu sa conférence ordinaire les 23-25 mars de cette année, à Saint-Pétersbourg.

« Les questions nationales — écrit la *Retch* (n° 83) — furent débattues... avec une extrême vivacité. Les députés de Kiev auxquels se sont joints N. Nekrassov et A. Kolioubakine, ont indiqué que la question nationale est un puissant facteur en train de mûrir, et qu'on doit l'aborder plus résolument qu'on ne l'a fait jusqu'ici. F. Kokochkine a montré, cependant, que le programme aussi bien que l'expérience politique déjà acquise exigent qu'on en use avec beaucoup de prudence à l'égard des « formules élastiques » de la libre disposition politique des « nationalités ».

Ainsi s'exprime la *Retch*. Bien que cet exposé ait été sciemment présenté de telle façon que *le moins possible* de lecteurs puissent saisir le fond de l'affaire, ce fond n'en est pas moins fort clair pour quiconque est attentif et capable de réfléchir. La *Kievskaïa Mysl*, qui a de la

sympathie pour les cadets et épouse leurs idées, relate le discours de Kokochkine en le faisant suivre de cette remarque explicative: « Car cela peut conduire à la dislocation de l'État ».

Tel était, sans nul doute, le sens du discours de Kokochkine. Son point de vue l'a emporté, chez les cadets, même sur le très timide démocratisme des Nékrassov et des Kolioubakine. Sa position est celle d'un nationaliste libéral-bourgeois *grand-russe*, qui défend les privilèges des *Grands-Russes* (encore qu'ils soient une minorité en Russie), qui les défend *la main dans la main* avec le ministère de l'Intérieur. Kokochkine a soutenu « sur le plan théorique » la politique du ministère, tel est le fond, tel est le nœud de l'affaire.

«Doucement avec la libre disposition politique » des nations ! Pourvu qu'elle ne conduise pas « à la dislocation de l'Etat » ! Tel est le *contenu* de la politique nationale de Kokochkine, qui *concorde entièrement* avec la ligne fondamentale de la politique du ministère de l'Intérieur. Mais Kokochkine et les autres chefs des cadets ne sont pas des enfants. Ils connaissent parfaitement la maxime : « Ce n'est pas l'homme qui est fait pour le samedi, mais le samedi qui est fait pour l'homme. » Ce n'est pas le peuple qui est fait pour l'Etat, mais l'Etat qui est fait pour le peuple. Kokochkine et les autres chefs des cadets ne sont pas des enfants. Ils comprennent parfaitement que l'Etat, chez nous, c'est (en fait) la classe des Pourichkévitch. L'intégrité de l'Etat, c'est l'intégrité de la classe des Pourichkévitch. Voilà ce qui préoccupe les Kokochkine, si l'on va au *fond* de leur politique, débarrassée de ses voiles diplomatiques.

Pour m'expliquer concrètement, je me permettrai de donner un simple exemple. On sait qu'en 1905 la Norvège s'est séparée de la Suède, malgré les protestations véhémentes des hobereaux suédois qui brandissaient la menace de la guerre. Heureusement, en Suède, les féodaux ne sont pas tout-puissants comme ils le sont en Russie, et la guerre n'eut pas lieu. La Norvège, dont la population constituait une minorité, s'est séparée de la Suède pacifiquement, démocratiquement, d'une façon civilisée, et non comme le voulaient les féodaux et le parti de la guerre. Et alors ? Le

peuple y a-t-il perdu quoi que ce soit ? Les intérêts de la culture en ont-ils souffert ? ou les intérêts de la démocratie? ou ceux de la classe ouvrière ?

Absolument pas ! La Norvège comme la Suède sont du nombre des pays incomparablement plus civilisés que la Russie — *précisément parce qu'*elles ont su appliquer démocratiquement la formule de la libre « disposition politique » des nations. La rupture d'un lien *reposant sur la contrainte* signifiait : *renforcer* les rapports économiques fondés sur le libre consentement, resserrer les contacts culturels, approfondir le respect mutuel de ces deux peuples si proches par la langue et par d'autres traits. Le sentiment de communauté, d'amitié des peuples suédois et norvégien *a gagné* en fait à la séparation, car celle-ci a été la rupture de liens *reposant sur la contrainte.*

Cet exemple montre clairement, je l'espère, que Kokochkine et le parti cadet s'en tiennent purement et simplement au point de vue du ministère de l'Intérieur quand ils agitent, pour nous effrayer, l'épouvantail d'une « dislocation de l'Etat » et recommandent une « attitude prudente » à l'égard de la « libre disposition politique » des nationalités, formule absolument nette et indiscutable pour toute la démocratie internationale. Nous autres, social-démocrates, sommes les ennemis de *tout* nationalisme et les partisans du *centralisme* démocratique. Nous sommes les adversaires du particularisme ; nous sommes persuadés que, *toutes choses égales par ailleurs*, les grands Etats peuvent résoudre avec infiniment plus de succès que les petits les problèmes engendrés par le progrès économique et ceux que pose la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Mais nous n'admettons que des rapports fondés sur le libre consentement, et jamais sur la contrainte. Partout où nous voyons des liens *de contrainte* entre des nations, nous défendons résolument et *inconditionnellement*, sans prêcher le moins du monde la sécession obligatoire de chaque nation, le *droit* pour chacune d'elles de déterminer librement son destin politique, c'est-à-dire de se séparer.

Défendre, préconiser, reconnaître ce *droit*, c'est défendre l'égalité en droits des nations, répudier les liens *de contrainte*, lutter contre tous les privilèges politiques de quelque nation que ce soit, c'est donc aussi cultiver

parmi les ouvriers des différentes nations une entière solidarité de classe.

La solidarité de classe des ouvriers des diverses nations gagne au remplacement des liens de contrainte, féodaux, militaires, par des relations fondées sur le libre consentement.

Nous attachons une valeur toute particulière à l'égalité en droits des nations en ce qui concerne la liberte du peuple et la lutte pour le socialisme...*

et de la défense des privilèges des Grands-Russes. Et nous disons : aucun privilège pour *aucune* nation, mais égalité en droits totale des nations et union, rassemblement des ouvriers de *toutes les nations*.

Il y a 18 ans, en 1896, le Congrès international de Londres des organisations ouvrières et socialistes adoptait, à propos de la question nationale, une résolution qui, seule, indique les voies justes, tant pour satisfaire les aspirations à une « liberté populaire » réelle que pour marcher au socialisme. Voici ce que dit cette résolution :

« Le congrès déclare qu'il est partisan du droit intégral de toutes les nations à la libre disposition et que sa sympathie va aux ouvriers de tout pays qui subit, à l'heure actuelle, le joug d'un despotisme militaire, national ou autre. Le congrès appelle les ouvriers de tous ces pays à entrer dans les rangs des ouvriers conscients du monde entier afin de lutter en commun pour vaincre le capitalisme international et pour atteindre les objectifs de la social-démocratie internationale.»

Nous aussi, nous appelons les ouvriers de toutes les nations de la Russie à s'unir, car seule cette union est en mesure de garantir l'égalité en droits des nations, la liberté du peuple et les intérêts du socialisme.

L'année 1905 a rassemblé les ouvriers de toutes les nations de la Russie. La réaction s'efforce d'attiser la haine nationale. La bourgeoisie libérale de *toutes* les nations, — et la bourgeoisie grand-russe plus que toute autre, — lutte pour les privilèges de *sa* propre nation (exemple : l'hostilité du Kolo polonais [78] à l'égalité en

* Les deux pages suivantes du manuscrit n'ont pas été retrouvées. (*N.R.*)

droits des Juifs en Pologne), pour le particularisme national, l'exclusivisme national et, par là, elle *appuie* la politique de notre ministère de l'Intérieur.

Mais la démocratie véritable, la classe ouvrière en tête, lève le drapeau de la pleine égalité en droits des nations et du rassemblement des ouvriers de toutes les nations dans leur lutte de classe. De ce point de vue, nous rejetons l'autonomie dite « nationale culturelle », c'est-à-dire la division des établissements d'enseignement dans un même Etat suivant les nationalités ou le retrait de l'école de la gestion de l'Etat et sa transmission à des ligues nationales constituées séparément. Un Etat démocratique doit reconnaître l'autonomie des différentes régions, surtout des régions et des districts d'une composition nationale différente. Cette autonomie ne contredit en rien le centralisme démocratique ; au contraire, ce n'est qu'au moyen de l'autonomie des régions, dans un grand Etat à composition nationale hétérogène, qu'*il est possible* de réaliser un centralisme démocratique réel. Un Etat démocratique doit reconnaître sans réserve la *liberté totale* des différentes langues et répudier les privilèges *quels qu'ils soient*, de l'une de ces langues. Un Etat démocratique ne saurait tolérer la répression, la mise en tutelle, d'aucune nationalité par une autre dans aucun domaine, dans aucune des activités publiques.

Mais retirer l'école des mains de l'Etat pour la diviser suivant les nations organisées à part dans leurs ligues, c'est une mesure nuisible du point de vue de la démocratie, et plus encore du point de vue du prolétariat. Cela ne conduirait qu'au raffermissement du particularisme des nations, alors que nous devons nous efforcer de les rapprocher. Cela aboutirait au développement du chauvinisme, alors que nous devons marcher vers l'union la plus étroite des ouvriers de toutes les nations, vers la lutte commune contre *tout* chauvinisme, contre *tout* exclusivisme national, contre *tout* nationalisme. La politique scolaire des ouvriers de toute nationalité est la même : liberté de la langue maternelle, école démocratique et *laïque*.

Je terminerai en exprimant une fois de plus ma reconnaissance à Pourichkévitch, à Markov 2 et à Bobrinski pour leur utile propagande contre l'ensemble du régime

politique de la Russie, pour *leurs leçons de choses* sur l'inéluctabilité de la transformation de la Russie en une république démocratique.

Ecrit après le 6 (19) avril 1914.
Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 3(26) de la revue « Proletarskaïa Révolutsia »

Conforme au manuscrit

LA CRISE CONSTITUTIONNELLE EN ANGLETERRE

Décrivant, dans le n° 34 du *Pout Pravdy*, les intéressants événements d'Irlande, nous avons parlé de la politique des libéraux anglais qui s'étaient laissés intimider par les conservateurs*.

Depuis, de nouveaux événements se sont produits, qui ont transformé un conflit particulier (entre les libéraux et les conservateurs), provoqué par la question de l'autonomie de l'Irlande, en une crise constitutionnelle générale.

Comme les conservateurs menaçaient d'un « soulèvement » des protestants de l'Ulster contre le *home rule* (autonomie, administration autonome) de l'Irlande, le gouvernement libéral mobilisa une partie de l'armée, afin de faire respecter la volonté du Parlement.

Que se passa-t-il ?

Les généraux et les officiers de l'armée anglaise s'insurgèrent!

Ils déclarèrent qu'ils ne se battraient pas contre les protestants de l'Ulster, que cela était en contradiction avec leur « patriotisme », qu'ils donnaient leur démission!

Le gouvernement libéral fut complètement abasourdi par cette révolte des hobereaux qui sont à la tête de l'armée. Les libéraux avaient pris l'habitude de se rassurer au moyen d'illusions constitutionnelles et de belles phrases sur la légalité, et ils ne voulaient pas voir le rapport effectif des forces, la lutte des classes. Or, ce rapport des

---

* Voir le présent tome, pp. 152-155. (*N.R.*)

forces atteste qu'il y avait et qu'il y a encore en Angleterre, de par la couardise de la bourgeoisie, toute une série d'institutions et de privilèges moyenâgeux, *antérieurs* à l'avènement de la bourgeoisie, qui jouent en faveur de MM. les propriétaires fonciers.

Pour briser la révolte des officiers-aristocrates, le gouvernement libéral aurait dû se tourner vers le peuple, vers les masses, vers les prolétaires, mais c'était ce que messieurs les bourgeois libéraux « éclairés » craignaient le plus au monde. Et le gouvernement *s'inclina, en fait*, devant les officiers insurgés, les engagea à reprendre leur démission et leur donna l'*assurance par écrit* que les troupes ne seraient pas utilisées contre l'Ulster.

On s'est efforcé de cacher au peuple le fait scandaleux que cette attestation écrite a été délivrée (le 21 mars, nouveau style); les chefs des libéraux, Asquith, Morley et d'autres ont menti dans leurs déclarations officielles de la manière la plus incroyable et la plus impudente. Mais la vérité a fini par percer. Le fait que les promesses ont été données par écrit aux officiers n'a pas été contesté. Il y a eu visiblement « pression » de la part du roi. La démission du ministre de la Guerre, Sealy, dont le portefeuille a été confié à Asquith « en personne », la réélection de ce dernier, la circulaire à l'armée sur le respect de la légalité — tout cela relève de la pure hypocrisie officielle. Un fait demeure : le recul des libéraux devant les grands propriétaires fonciers qui ont violé la Constitution.

Il y eut après cela, au Parlement anglais, toute une suite de scènes des plus orageuses. Les conservateurs traitèrent le gouvernement libéral avec le mépris sarcastique qu'il méritait pleinement, et le député ouvrier Ramsay MacDonald, un des hommes politiques libéraux les plus modérés, protesta de la façon la plus véhémente contre la conduite des réactionnaires. « Ces gens-là, a-t-il dit, sont toujours prêts à faire du zèle et à fulminer contre les grévistes. Mais quand il s'est agi de l'Ulster, ils ont refusé d'accomplir leur devoir, car la loi sur l'autonomie de l'Irlande heurte leurs intérêts et leurs préjugés de classe. » (Les grands propriétaires fonciers d'Irlande sont des Anglais, et l'autonomie de l'Irlande, autrement dit, autonomie administrative des bourgeois et des paysans irlandais,

menace de freiner légèrement les appétits de pillage de ces messieurs les nobles lords.) « Ces hommes, poursuit R. MacDonald, ne pensent qu'à faire la guerre aux ouvriers, mais quand il s'agit d'obliger les riches et les grands propriétaires fonciers à respecter les lois, ils refusent de s'acquitter de leur devoir .»

La signification de cette révolte des grands propriétaires fonciers contre le « tout-puissant » Parlement d'Angleterre (comme l'ont pensé et déclaré des millions de fois les cruches libérales, et notamment les intellectuels libéraux) est extrêmement importante. Le 21 mars (le 8 mars ancien style) 1914 sera une date historique, celle où les nobles seigneurs, les lords d'Angleterre, faisant voler en éclats la Constitution et la légalité anglaises, ont donné une magnifique leçon de lutte de classes.

Il est impossible d'estomper les contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie de l'Angleterre par la politique ambiguë, hypocrite, pseudo-réformiste des libéraux. Telle est la leçon qui se dégage de l'événement. Elle ne sera pas perdue pour l'ensemble du mouvement ouvrier d'Angleterre ; la classe ouvrière va désormais se débarrasser rapidement de sa confiance petite-bourgeoise dans le chiffon de papier appelé légalité et Constitution anglaises, que les aristocrates ont déchiré aux yeux du peuple tout entier.

Ces aristocrates se sont conduits en révolutionnaires *de droite*, et ils ont déchiré ainsi les conventions et les voiles de toute sorte qui cachaient aux yeux du peuple la réalité désagréable, mais indéniable, de la lutte de classes. Tout le monde a vu ce qui était hypocritement dissimulé par la bourgeoisie et les libéraux (partout et en tous lieux ils sont hypocrites, mais il est douteux que cette hypocrisie atteigne, où que ce soit, autant d'ampleur et de raffinement qu'en Angleterre). Tout le monde a vu que le complot ourdi en vue de briser la volonté du Parlement avait été préparé de longue date. La domination de classe réelle s'exerçait et s'exerce *hors* du Parlement. Les institutions médiévales auxquelles il a été fait allusion plus haut, et qui n'avaient pas fonctionné depuis longtemps (plus exactement : qui semblaient ne pas fonctionner), entrèrent rapidement en action et se révélèrent *plus fortes*

que le Parlement. Quant aux libéraux petits-bourgeois, avec leurs discours sur les réformes et sur la puissance du Parlement par lesquels ils endormaient les ouvriers, ils firent la preuve concrète de leur nullité et apparurent comme des marionnettes dont on usait pour duper le peuple, mais dont les fils avaient été « *cassés* » incontinent par l'aristocratie qui détenait le *pouvoir*.

Combien de livres ont été écrits, surtout par les libéraux allemands et russes, à la gloire de la légalité et de la paix sociale en Angleterre ! On sait bien, n'est-ce pas, que la mission historique des libéraux allemands et russes est de s'incliner servilement devant les résultats de la lutte de classes en Angleterre et en France, et de les qualifier de « vérités de la science », qui seraient « *au-dessus des classes* ». En réalité, « la légalité et la paix sociale » de l'Angleterre n'étaient que le résultat temporaire de la léthargie du prolétariat anglais de 1850 à 1900 environ.

Le monopole de l'Angleterre a pris fin. La concurrence mondiale s'est accentuée. La vie est devenue chère. Les cartels des gros capitalistes ont écrasé les petits et les moyens patrons et se sont abattus de tout leur poids sur les ouvriers. Le prolétariat anglais s'est à nouveau réveillé, après la fin du XVIII[e] siècle, et après le chartisme des années 1830 et 1840.

La crise constitutionnelle de 1914 constituera une des grandes étapes de l'histoire de ce réveil.

« Poul Pravdy » n° 57,
19 avril 1914

Conforme au texte
du « Poul Pravdy »

L'UNITE

Trois numéros de la revue *Borba*, qui se proclame « non-fractionnelle », ont déjà paru à Pétersbourg. La ligne fondamentale de cette revue est la défense de l'unité.

Unité avec qui? — *avec les liquidateurs.*

La dernière livraison de la *Borba* publia deux articles en faveur de l'*unité avec les liquidateurs.*

Le premier est de la plume d'un représentant bien connu du courant I. Larine, le même Larine qui écrivait récemment dans un des organes liquidateurs :

« La voie du développement capitaliste sera débarrassée des vestiges de l'absolutisme sans aucune révolution... La tâche immédiate consiste... à inculquer aux milieux les plus larges cette idée directrice que, dans la période qui vient de s'ouvrir, la classe ouvrière doit s'organiser non « pour la révolution », non « dans l'attente de la révolution »...

Eh bien, c'est ce même liquidateur qui défend à présent l'unité dans la *Borba* et qui suggère, à cet effet, la forme d'une *fédération.*

Une fédération implique un accord entre organisations égales en droits. Larine propose donc de placer *sur un pied d'égalité*, quand il s'agit de déterminer la tactique de la classe ouvrière, la volonté de l'immense majorité des ouvriers, ralliés aux « mots d'ordre non-tronqués », et celle d'insignifiants groupuscules liquidateurs, qui partagent, à un degré quelconque, le point de vue exprimé plus haut. Selon le plan ingénieux du liquidateur Larine, la majorité des ouvriers perd le droit de prendre quelque initiative

que ce soit tant qu'elle n'aura pas obtenu l'accord de MM. les liquidateurs de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta.*

Les ouvriers ont répudié les liquidateurs ; à présent, selon le plan de Larine, ces derniers doivent retrouver un rôle dirigeant grâce à la fédération. La fédération proposée par Larine est donc, tout simplement, une tentative d'imposer de nouveau aux travailleurs la volonté des liquidateurs repoussés par le mouvement ouvrier. On nous a empêchés d'entrer par la porte, raisonnent les liquidateurs, grimpons par la fenêtre et donnons à cette violation pratique de la volonté exprimée par la majorité des ouvriers le nom d'« unité par la fédération ».

La rédaction de la revue *Borba* polémise avec Larine. La fédération, c'est-à-dire l'entente graduelle des liquidateurs et des marxistes, *en tant que parties égales en droits*, ne satisfait pas cette rédaction.

Elle veut, non une entente avec les liquidateurs, mais une nouvelle fusion avec eux « sur la base de décisions tactiques communes », autrement dit : l'immense majorité des ouvriers, groupés autour de la ligne tactique du *Pout Pravdy*, doit *renoncer* à ses décisions au nom d'une *tactique commune avec les liquidateurs.*

A en croire la rédaction de la *Borba*, la tactique élaborée par les ouvriers conscients, vérifiée par l'expérience de tout le mouvement de ces dernières années, doit être mise au rancart. Pour quelle raison ? Pour réserver une place aux plans tactiques des liquidateurs, aux conceptions condamnées par les ouvriers eux-mêmes et par toute la marche des événements.

Un mépris total de la volonté, des décisions et des vues des ouvriers conscients — voilà sur quoi repose la propagande en faveur de l'unité avec les liquidateurs à laquelle se livre la rédaction de la *Borba.*

La volonté des ouvriers s'est manifestée nettement, avec précision. Tout homme sain d'esprit saura indiquer exactement la tactique qui recueille la sympathie de l'immense majorité des ouvriers. Mais voici venir le liquidateur Larine qui déclare : la volonté de la majorité des ouvriers n'est pour moi que balivernes ; que cette majorité s'efface et qu'elle reconnaisse la volonté du

groupuscule de liquidateurs comme égale en droits et équivalente à la volonté de la majorité des ouvriers conscients.

Le liquidateur est suivi par le conciliateur de la *Borba* lequel proclame : les ouvriers ont élaboré une tactique déterminée et s'emploient à la réaliser ? Bagatelles ! Qu'ils renoncent à cette tactique éprouvée, au nom de *décisions tactiques communes avec les liquidateurs.*

C'est cette violation de la volonté clairement exprimée de la majorité des ouvriers, dans le dessein d'assurer une place égale en droits aux liquidateurs, que les conciliateurs de la revue *Borba* appellent *unité.*

Mais cela n'est pas l'unité, c'est bafouer l'unité et la volonté des ouvriers.

Ce n'est pas ainsi que les ouvriers marxistes comprennent l'unité.

Il ne saurait y avoir d'unité, fédérative ou autre, avec les politiciens libéraux, les désorganisateurs du mouvement ouvrier, avec ceux qui violent la volonté de la majorité. Il peut et il doit y avoir unité de tous les marxistes conséquents, de tous les défenseurs du bloc marxiste et des « mots d'ordre non-tronqués », indépendamment des liquidateurs et en dehors d'eux.

L'unité est une grande chose et un grand mot d'ordre! Mais ce qu'il faut à la cause ouvrière, c'est l'*unité des marxistes*, et non l'unité des marxistes avec les ennemis et les falsificateurs du marxisme.

A quiconque parle d'unité, nous devons demander : unité avec qui ? avec les liquidateurs ? — Alors, nous n'avons rien à faire ensemble.

Mais s'il s'agit d'une unité vraiment marxiste, alors nous dirons : dès l'apparition des journaux pravdistes, nous avons appelé à la cohésion de toutes les forces du marxisme, à l'unité par en bas, à l'unité dans le travail pratique.

Pas de coquetteries avec les liquidateurs, pas de pourparlers diplomatiques avec les cercles de destructeurs du bloc marxiste, — et engageons toutes nos forces pour rassembler les ouvriers marxistes autour des mots d'ordre marxistes, autour du bloc marxiste. Les ouvriers conscients considéreront comme un crime toute tentative visant à

leur imposer la volonté des liquidateurs, et tiendront pour un crime non moins grave l'éparpillement des forces des marxistes authentiques.

Car l'unité se fonde sur la discipline de classe, sur la reconnaissance de la volonté de la majorité, sur le travail en commun dans les rangs de cette majorité et de concert avec elle. Nous ne nous lasserons pas d'appeler tous les ouvriers à cette unité, à cette discipline, à ce travail au coude à coude.

« Pout Pravdy » n° 59,
12 avril 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

L'AVIS DES MARXISTES ORGANISES SUR L'INTERVENTION DU BUREAU INTERNATIONAL

On nous informe que le Bureau international a reçu la réponse des marxistes organisés au sujet de la proposition du Bureau d'intervenir dans les affaires des social-démocrates de Russie[80]. Nous publions ci-après les parties essentielles de cette réponse.

* * *

Après avoir reçu l'*Annexe* au n° 11 du *Bulletin périodique du Bureau international*, les représentants des marxistes organisés de Russie estiment de leur devoir d'exprimer leur profonde reconnaissance au Bureau international et à son Comité exécutif pour le soutien qu'il apporte au mouvement ouvrier et le souci qu'il prend pour le renforcer et le consolider en assurant son unité.

La situation actuelle parmi les marxistes russes se présente comme suit :

En 1907-1908, la situation générale a provoqué une terrible crise idéologique parmi les marxistes et a disloqué leurs organisations. En 1908 et en 1910, les marxistes organisés ont formellement constaté l'existence de la théorie des *liquidateurs*, qui liquident, qui renient l'ancien parti, et qui rêvent d'un nouveau parti, d'un parti légal. Ce courant a été condamné résolument et irrévocablement par une décision expresse. Mais les liquidateurs ne se sont pas pliés à cette décision et ont continué leur activité de scission et de sape du « bloc » marxiste.

En janvier 1912, le bloc marxiste fut rétabli *contre* les liquidateurs, reconnus comme étant en dehors de celui-ci.

Depuis lors, l'écrasante majorité des ouvriers conscients de Russie s'est groupée autour des décisions prises en janvier 1912[81] et autour de l'organisme dirigeant qui fut élu à la même époque. Cet événement, connu de tous les ouvriers de Russie, peut et doit être confirmé par des faits objectifs, en raison de la multitude incroyable d'affirmations absolument gratuites et bafouant la vérité qui sont répandues par les liquidateurs et divers groupes à l'étranger :

1) En Russie, la loi électorale classe les ouvriers dans une curie ouvrière spéciale. Le pourcentage des députés bolchéviks élus dans cette curie était de 47% à la IIe Douma (1907), de 50% à la IIIe (1907-1912) et de 67% à la IVe (1912-1914).

Les élections à la IVe Douma eurent lieu en septembre 1912, et la majorité (des 2/3) qui s'y affirma, démontra la victoire complète du marxisme organisé sur le courant liquidateur.

2) En avril 1912 commença à paraître un quotidien marxiste, la *Pravda*. Les liquidateurs créèrent contre elle, également à Pétersbourg, un organe concurrent, scissionniste, le *Loutch*. En deux ans, du 1er janvier 1912 au 1er janvier 1914, selon les chiffres du journal liquidateur lui-même, *750* groupes ouvriers lui vinrent en aide, ainsi qu'à tous ses alliés représentés par de nombreux groupes étrangers et par le «Bund», alors que, durant la même période, la *Pravda*, combattant pour une ligne marxiste, rassembla *2 801* groupes ouvriers.

3) Au début de 1914 eurent lieu à Pétersbourg les élections de délégués des caisses-maladie ouvrières au Conseil des assurances sociales de Russie et au Conseil d'administration des assurances sociales de la capitale. Les ouvriers élirent à la première institution 5 titulaires et 10 suppléants et, à la seconde, 2 titulaires et 4 suppléants. Dans les deux cas, *ce furent les listes des partisans de la « Pravda » qui passèrent intégralement*. Aux dernières élections, le président établit qu'on comptait *37* partisans de la *Pravda*, *7* liquidateurs, *4* populistes et *5* abstentions.

Nous nous bornerons à ces informations, brèves et concrètes. Il en ressort que l'unité effective des marxistes de Russie progresse d'une façon continue et qu'elle a déjà rallié la majorité des ouvriers conscients sur la base des décisions de janvier 1912.

Le document caractérise ensuite l'activité désorganisatrice des différents groupes à l'étranger et des liquidateurs qui tentent obstinément de *faire échec à la volonté* de la majorité des ouvriers de Russie.

A l'étranger opèrent actuellement, outre les partisans du maintien du parti et les liquidateurs, au moins *cinq* groupes social-démocrates *russes* distincts, sans compter les groupes nationaux. Au cours de ces deux dernières années, en 1912 et en 1913, on n'a décelé nulle part la moindre trace de données objectives concernant la liaison de ces groupes avec le mouvement ouvrier en Russie. Les liquidateurs ont formé en août 1912 ce qu'on a appelé le « bloc d'Août », auquel ont adhéré, entre autres, Trotski, le « Bund » et la social-démocratie lettone. Le caractère fictif de ce « bloc » qui couvrait en fait les liquidateurs, a été dénoncé depuis longtemps. A présent, il s'est définitivement désagrégé : le congrès de la social-démocratie lettone, tenu en février 1914, a décidé d'en rappeler ses délégués, étant donné que le bloc ne s'était pas désolidarisé des liquidateurs. C'est également en février 1914 que Trotski a fondé la revue de son groupe, dans laquelle il étaie ses *cris* à l'unité par sa *rupture* avec le bloc d'Août !

Le « Comité d'organisation », qui représente actuellement le « bloc d'Août », est une pure fiction, et il va de soi qu'il est impossible de nouer des relations quelconques avec une fiction. Si les liquidateurs parlent d'« unité » et d'« égalité en droits », il convient de noter que le premier devoir des partisans de l'unité est de renoncer à désorganiser l'immense majorité des ouvriers qui se sont unis, et de désavouer résolument les liquidateurs, les saboteurs du « bloc » marxiste. Les discours sur l'« unité » dans la bouche des liquidateurs sont une caricature de l'unité réelle de la majorité des ouvriers de Russie, au même titre que le seraient des appels lancés par le « parti d'Allemane-Cambier » en France ou le « P.S.P. » en Allemagne.

Ensuite, les auteurs prient instamment le Comité exécutif du Bureau socialiste international d'accélérer par tous les moyens « l'échange d'opinions entre toutes les fractions social-démocrates sur les questions litigieuses » (résolution du Bureau international prise à la Session de décembre 1913), afin que soient démasqués devant l'Internationale, devant cet aréopage impartial, le caractère éminemment fictif du « bloc d'Août » et du « Comité d'organisation » des liquidateurs et toute leur activité désorganisatrice à l'égard de la majorité unie des ouvriers social-démocrates de Russie.

« Poul Pravdy » n° 61,
16 avril 1914

Conforme au texte
du « Poul Pravdy »

L'EGALITE EN DROITS DES NATIONS

Dans le n° 48 (28 mars) du *Pout Pravdy*, la fraction ouvrière social-démocrate de Russie a publié un projet de loi sur l'égalité en droits des nations ou, pour employer son titre officiel, un « Projet de loi sur l'abrogation de toutes les restrictions aux droits des Juifs et, d'une façon générale, de toutes les restrictions liées à l'origine ou à l'appartenance à quelque nationalité que ce soit »*.

Au milieu des soucis et des angoisses occasionnés par la lutte pour la vie, pour le morceau de pain, les ouvriers russes ne peuvent ni ne doivent oublier l'oppression nationale qui pèse sur les millions d'« allogènes » peuplant la Russie. La nationalité dominante — les Grands-Russes — constitue environ 45% de l'ensemble de la population de l'Empire. Sur 100 habitants, plus de 50 sont des « allogènes ».

Et cette immense population connaît des conditions d'existence encore plus inhumaines que celles qui sont le lot du Russe.

La politique d'oppression nationale est une politique de *division* des nations. C'est, en même temps, une politique de *corruption* systématique de la conscience du peuple. C'est sur l'opposition des intérêts des différentes nationalités, c'est sur l'intoxication de la conscience des masses ignorantes et accablées que les Cent-Noirs fondent leurs calculs. Prenez n'importe quelle feuille ultra-réactionnaire, et vous verrez que la persécution des « allogènes », que l'excitation à la méfiance réciproque entre le paysan, le petit bourgeois ou l'artisan russes et le paysan, le petit bourgeois ou l'artisan juifs, finnois, polonais, géorgiens, ukrainiens, alimentent la clique des Cent-Noirs.

---

* Voir le présent tome, pp. 178-180. (*N. R.*)

Or, la classe ouvrière a besoin *d'union et non de division.* Elle n'a pas de pires ennemis que les préjugés et les superstitions barbares que ses adversaires répandent au sein des masses abusées. L'oppression des « allogènes » est une arme à double tranchant. D'une part, elle frappe l'« allogène »; de l'autre, le peuple russe.

C'est pourquoi la classe ouvrière doit se prononcer haut et clair contre toute oppression des nationalités.

A l'agitation des Cent-Noirs qui tentent de détourner son attention par la persécution des allogènes, elle doit opposer sa conviction de la nécessité d'une totale égalité en droits, d'un renoncement plein et entier à quelque privilège que ce soit, de quelque nation que ce soit.

Une agitation particulièrement haineuse est entretenue par les Cent-Noirs contre les Juifs. Les Pourichkévitch tentent de faire du peuple juif le bouc émissaire de tous leurs mauvais coups.

Aussi, la fraction ouvrière social-démocrate de Russie accorde-t-elle très justement, dans son projet de loi, la place principale à l'arbitraire dont sont victimes les *Juifs.*

L'école, la presse, la tribune parlementaire, tout est mis en œuvre pour semer une haine aveugle, sauvage, imbécile à l'égard des Juifs.

A cette besogne infâme s'attellent, non seulement la pègre des Cent-Noirs, mais aussi les intellectuels réactionnaires, professeurs, savants, journalistes, députés. Des milliards de roubles sont engloutis pour empoisonner la conscience du peuple.

C'est une question d'honneur pour les ouvriers *russes* que de recueillir des dizaines de milliers de signatures et de déclarations de prolétaires à l'appui du projet de loi contre l'oppression nationale, déposé par la fraction ouvrière social-démocrate de Russie... C'est le meilleur moyen de renforcer l'unité *totale*, l'union de tous les ouvriers de Russie sans distinciton de nationalité.

« Pout Pravdy » n° 62,
16 avril 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

LES LIQUIDATEURS ET LE MOUVEMENT OUVRIER LETTON

La récente décision de tous les ouvriers lettons organisés, qui condamnait le courant liquidateur et appuyait la ligne marxiste, a porté un coup décisif au « bloc d'Août », en faisant la preuve que tous les éléments prolétariens rompent tôt ou tard avec les liquidateurs. La *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* fait des pieds et des mains pour parer ce coup désagréable et « sauver la face ». Cette tâche malaisée est échue à L.M. et F.D.

Nous n'allons pas nous mêler de la querelle mesquine que soulèvent les liquidateurs. Seul importe pour nous l'aspect qui touche aux questions politiques et d'organisation.

Les liquidateurs disent : d'accord, les marxistes lettons ont quitté le « bloc d'Août », mais ils ne sont pas passés aux « léninistes ».

Très juste, messieurs ! Les marxistes lettons sont effectivement restés *neutres*. Dès nos premiers articles concernant leurs décisions, nous avons dit qu'ils n'avaient fait *qu'un premier pas* et que, d'une façon générale, ils s'étaient comportés en *conciliateurs**.

Mais les liquidateurs ont-ils réfléchi à ce qui découle de là ?

Si les Lettons sont en effet des conciliateurs, s'ils sont des partisans de l'unité à tout prix, s'ils sont neutres dans la lutte qui se déroule autour des questions d'organisation, l'appréciation politique portée sur le courant liquidateur par les marxistes lettons enclins à la conciliation est *d'autant plus cruelle pour les liquidateurs.*

---

* Voir le présent tome, pp. 184-188. (*N. R.*)

Quant à cette appréciation, elle est, du point de vue politique, absolument claire et sans équivoque. Les ouvriers lettons ont confirmé résolument l'ancienne décision disant que le *courant liquidateur est une manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat*. Ils ont déclaré que s'unir avec les liquidateurs, c'était tomber « sous leur dépendance politique et idéologique ».

Oui, Messieurs L.M. et F.D., les Lettons sont effectivement restés neutres ; oui, ils ne se sont pas encore débarrassés de leurs illusions « conciliatrices » ; oui, ils n'ont pas encore tiré toutes les conclusions pratiques découlant de leur position ; oui, ils ont été encore trop doux à l'égard des groupes qui vous défendent. Mais ce sont précisément ces gens doux et neutres qui vous ont signifié que votre ligne liquidatrice reflète tout simplement l'influence exercée par la *bourgeoisie* sur les couches retardataires des ouvriers.

Les articles parus dans la *Zeit*, le journal des liquidateurs juifs, montrent à quel point les liquidateurs se sont drôlement embrouillés en voulant porter un jugement sur les décisions des Lettons. Dans des articles interminables, M. Ionov y relate que « les camarades lettons ne sont pas pour la scission ; au contraire, ils sont les adversaires les plus acharnés d'une telle tactique ».

Et le même auteur déclare que « l'esprit général de la résolution [des Lettons] est, sans aucun doute, un esprit léniniste. Elle [la résolution] est bâtie sur l'hostilité au courant liquidateur, sur la nécessité de le combattre » (*Zeit* n° 14).

Accordez vos violons, messieurs les liquidateurs, et écrivez quelque chose qui se tienne.

Les liquidateurs espèrent que les Lettons pourraient encore faire *un pas en arrière*, vers le courant liquidateur. Nous espérons, nous, qu'ils feront un pas en avant, vers la position des marxistes russes. Qui verra ses espoirs comblés ?— l'avenir nous le montrera. Nous nous en remettons tranquillement à la marche du mouvement ouvrier letton et de l'ensemble du mouvement ouvrier de Russie. Mais, à l'heure actuelle, un fait est acquis : les Lettons ont porté un coup mortel au « bloc d'Août » et ont reconnu le caractère bourgeois du courant liquidateur.

Encore quelques mots sur la décision des Lettons quant à la scission au sein de la fraction social-démocrate. Les 6 députés liquidateurs n'ont pas donné de réponse franche à la question de savoir s'ils acceptaient les conditions des Lettons. Avec l'aide de Monsieur F.D., ils s'efforcent, comme on dit, d'en faire accroire. Ils n'y réussiront pas.

Considérez les « arguments » de Monsieur F.D. On lui rappelle la décision de 1908 (*ratifiée* par les Lettons) condamnant l'union avec le parti de Jagiello. Il réplique que la fraction de la IIe Douma a admis... les social-démocrates lituaniens. La « petite » différence consiste tout simplement en ceci que les marxistes russes ont pris plus d'une fois la décision de *faire l'union* avec les Lituaniens, mais qu'ils ont décidé de *ne pas s'unir* au P.S.P., attendu que ce dernier parti *n'est pas* marxiste. La différence est que les députés lituaniens sont entrés à la Douma en bénéficiant de l'appui total de tous les social-démocrates locaux, alors que Jagiello y est entré *à l'encontre* des social-démocrates polonais, *à l'encontre* de la majorité des électeurs ouvriers.

Les Lettons ont posé comme condition de l'unité la reconnaissance des décisions adoptées par l'ensemble des marxistes russes en 1908 et en 1910, qui condamnaient le courant liquidateur en tant que tendance *bourgeoise*. La fraction Tchkhéidzé accepte-t-elle cette condition ? Que peut dire à ce sujet son défenseur, Monsieur F.D. ? Uniquement que « le manque de place ne nous [c'est-à-dire ne lui] permet pas de nous arrêter » sur ces décisions des marxistes de Russie.

Eh bien, nous attendrons que la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* trouve davantage de place libre, pour dire enfin comment elle envisage les décisions prises par le bloc marxiste en 1908 et en 1910, et qui dénonçaient le caractère bourgeois du courant liquidateur.

Quant aux ouvriers, ils sauront sans aucun doute tirer leurs conclusions de ces faux-fuyants des liquidateurs, et se convaincront que, pour la cause du marxisme, ces gens sont morts et enterrés.

« Pout Pravdy » n° 62,
16 avril 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

LE SERVAGE A LA CAMPAGNE

Nos libéraux refusent absolument d'admettre que le servage se pratique encore sur une très vaste échelle dans les campagnes russes. Le servage est toujours vivant. Car, lorsqu'un paysan à demi-indigent peine avec son misérable bétail et ses pauvres outils pour payer ses dettes ou le loyer de sa terre au propriétaire foncier dont il subit ainsi le joug, c'est là l'essence économique même du servage.

En régime capitaliste, l'ouvrier ne possède ni terre ni instruments de travail. Sous le régime du servage, le travailleur exploité possède l'un et l'autre, mais tout cela ne sert qu'à l'asservir, à l'*attacher* au « seigneur propriétaire foncier ».

Voilà que la revue *Rousskaïa Mysl*, connue pour prêcher le *respect* de la grande propriété foncière, a, dans son numéro de mars, *laissé transpirer par mégarde* la vérité.

« Les louées d'hiver[82], y lisons-nous, ne sont-elles pas une absurdité à notre siècle, au siècle de l'électricité et des aéroplanes ? Or, cette forme de servage et d'assujettissement continue à prospérer de nos jours, telles des sangsues sur l'organisme du paysan.

Les louées d'hiver constituent un phénomène curieux et caractéristique de la Russie. Elles ont conservé dans toute sa fraîcheur le terme féodal de paysans « redevables »[83].

Voilà ce qu'écrit, non pas un organe « de gauche », mais la revue des libéraux contre-révolutionnaires !

D'après des renseignements locaux se rapportant au printemps 1913, le pourcentage des feux «redevables» atteint parfois 56%, par exemple, dans la province de Tchernigov, soit près des *trois cinquièmes* du nombre total des feux. Or, à la louée d'hiver, le paysan touche pour son travail ***deux ou trois fois*** moins qu'à la louée d'été.

Un assujettissement relevant du servage pur et simple et la misère noire des paysans voisinent avec ces « progrès » que sont les « otroubs »*, les cultures fourragères, l'emploi des machines, etc., et qui enthousiasment tant certains naïfs. En réalité, étant donné la persistance de la misère atroce et de la servitude de la masse des paysans, ces progrès ne font qu'aggraver leur situation, rendre la crise encore plus inéluctable, accentuer la contradiction entre les impératifs du capitalisme contemporain et la barbare, la moyenâgeuse, l'asiatique « louée d'hiver».

Le métayage, c'est-à-dire le travail de la terre rétribué par la moitié de la récolte ou la fenaison rétribuée par un tiers des meules, constitue également une survivance manifeste du servage. Des statistiques récentes attestent que la superficie des terres cultivées en métayage atteint 21 à 68% des terres appartenant *en propre* aux paysans, dans diverses régions de la Russie. Quant aux prairies où se pratique le même système, leur superficie est encore supérieure, 50 à 185% de la terre appartenant en propre aux paysans !...

« Dans certains cas, nous apprend cet organe libéral modéré, outre le paiement de la terre par l'abandon de la moitié de la récolte, et du foin par la livraison des deux tiers, le métayer s'engage à *travailler gratuitement*, pendant une ou deux semaines, dans le domaine du grand propriétaire foncier, le plus souvent avec son cheval ou avec un jeune garçon. »

En quoi cela diffère-t-il du servage ? Le paysan travaille gratuitement pour le propriétaire foncier, et reçoit la terre à moitié fruit!

Nos libéraux abordent constamment la « question paysanne » du point de vue de la « pénurie de terre » des paysans ou de la nécessité d'une « réglementation par l'Etat » de leur mode de vie, ou de la distribution des lots suivant une « norme » déterminée (les populistes pèchent par le même travers). Un tel point de vue est profondément erroné. Il s'agit de la lutte des classes sur le terrain des rapports de servage. Et de rien d'autre. Le maintien de la grande propriété foncière dans son état actuel rend *inévitable* celui de l'assujettissement, du servage, et, selon l'expression

* Voir note 66.

de la *Rousskaïa Mysl*, de l'esclavage. Aucune « réforme », aucune disposition de caractère politique n'y fera rien. On a affaire à la propriété foncière d'une classe qui réduit la marche de tout « progrès » à des pas de tortue, qui fait de la masse des paysans des miséreux accablés et asservis au « seigneur ».

Ce n'est pas d'une norme de « consommation » ou de « production » qu'il s'agit en l'occurrence (ce sont là des billevesées de populiste), ni de la « pénurie de terre », ni du « lotissement des terres », mais de l'abolition du joug féodal d'une classe qui freine le développement capitaliste du pays. Ce n'est qu'ainsi, et seulement ainsi, qu'on peut parvenir à comprendre l'expression connue, le « pilier »[84] des ouvriers russes conscients.

« Poul Pravdy » n° 66,
30 avril 1914

Conforme au texte du « Poul Pravdy »

DU PASSE DE LA PRESSE OUVRIERE EN RUSSIE

L'histoire de la presse ouvrière en Russie est indissolublement liée à celle du mouvement démocratique et socialiste. Partant, seule la connaissance des principales étapes du mouvement d'émancipation permet de bien comprendre pourquoi la préparation et la naissance de la presse ouvrière ont suivi tel chemin et non tel autre.

Le mouvement d'affranchissement est passé en Russie par trois étapes essentielles correspondant aux trois classes principales de la société russe qui l'ont marqué de leur empreinte : 1) la période nobiliaire, approximativement de 1825 à 1861 ; 2) la période roturière ou démocratique bourgeoise, de 1861 à 1895 environ ; 3) la période prolétarienne, de 1895 à nos jours.

Les hommes d'action les plus éminents de la période nobiliaire furent les décembristes et Herzen. En ce temps-là, à l'époque du servage, il ne pouvait être question qu'une *classe* ouvrière se dégageât de la masse des serfs, de cette *caste* privée de droits, « inférieure », « plébéienne ». Le rôle de précurseur de la presse ouvrière (démocratique prolétarienne ou social-démocrate) incomba à la presse illégale qui défendait l'ensemble des idéaux démocratiques, avec le *Kolokol*[85] de Herzen à sa tête.

De même que les décembristes éveillèrent Herzen, de même Herzen et son *Kolokol* aidèrent à l'éveil des *roturiers*, ces représentants cultivés de la bourgeoisie libérale et démocratique qui n'appartenaient pas à la noblesse, mais à la couche des fonctionnaires, à la petite bourgeoisie, au corps des marchands, à la paysannerie. C'est

V. Bièlinski qui, à l'époque du servage, préluda, dans notre mouvement d'émancipation, à l'éviction complète des nobles par les roturiers. La célèbre *Lettre à Gogol* [86], qui dressait le bilan de l'activité littéraire de Biélinski, fut une des meilleures œuvres de la presse démocratique illégale, qui n'ont rien perdu, aujourd'hui encore, de leur immense portée ni de leur actualité.

La chute du servage fit des roturiers les principaux promoteurs du mouvement massif d'affranchissement en général et de la presse démocratique illégale en particulier. Répondant au point de vue du roturier, le populisme devint l'orientation dominante. En tant que courant social, il n'a jamais pu se démarquer du libéralisme sur sa droite, et de l'anarchisme sur sa gauche. Mais Tchernychevski, qui développa à la suite de Herzen les vues populistes, fit, par rapport à ce dernier, un énorme pas en avant. Il fut un démocrate beaucoup plus conséquent et combatif. Ses œuvres respirent l'esprit de la lutte de classes. Tchernychevski dénonça avec véhémence les trahisons du libéralisme, suivit cette ligne politique qui provoque toujours la haine des cadets et des liquidateurs. Il fut, en dépit de son socialisme utopique, un critique remarquablement profond du capitalisme.

La période 1860-1880 connaît un bon nombre de publications illégales de caractère combatif, démocratique ou socialiste utopique, qui commençaient déjà à se répandre dans les « masses ». Parmi les militants de cette époque, une place éminente revient aux ouvriers Piotr Alexéïev, Stépane Khaltourine et d'autres. Toutefois, dans le flot général du populisme, le courant démocratique prolétarien ne pouvait encore se dégager. Cela ne devint possible qu'après l'affirmation, sur le plan idéologique, du courant marxiste russe (le groupe « Libération du travail », 1883), et lorsque le mouvement ouvrier commença à se développer d'une façon continue (les grèves de Pétersbourg en 1895-1896) en connexion avec la social-démocratie.

Mais avant d'en arriver à cette époque, où apparaît à proprement parler la presse ouvrière en Russie, nous citerons des chiffres qui montrent nettement la différence *de classe* entre les mouvements des trois périodes historiques que nous venons de noter. Il s'agit du pourcentage des per-

sonnes jugées pour crimes contre la sûreté de l'Etat (c'est-à-dire politiques), réparties selon les ordres auxquels elles appartiennent et leurs occupations (par classes)* :

	nobles	petits bourgeois et paysans	paysans	ouvriers	intellectuels
En 1827-1846	76	23	?	?	?
» 1884-1890	30,6	46,6	7,1	15,1	73,2
» 1901-1903	10,7	80,9	9,0	46,1	36,7
» 1905-1908	9,1	87,7	24,2	47,4	28,4

Dans la période nobiliaire, qui se situe à l'époque du servage (1827-1846), les nobles, qui forment une infime minorité de la population, fournissent l'énorme majorité (76%) des « politiques ». Dans la période populiste, roturière (1884-1890 ; ces données font malheureusement défaut pour la période 1860-1880), les nobles passent au second plan, mais leur proportion reste cependant considérable (30,6%). Les intellectuels forment l'immense majorité des participants au mouvement démocratique (73,2%).

Dans la période 1901-1903, qui est justement celle de la *vieille Iskra*, le premier journal politique marxiste, la proportion des ouvriers (46,1%) devient *supérieure* à celle des intellectuels (36,7%), cependant que le mouvement est en pleine démocratisation (10,7% de nobles et 80,9% de « non privilégiés »).

Notons, en anticipant sur la suite, que la période du premier mouvement de masse (1905-1908) apporte comme *unique* changement l'éviction des intellectuels (28,4% contre 36,7%) par la paysannerie (24,2% contre 9,0%).

Ce fut le groupe «Libération du travail», constitué à l'étranger en 1883, qui fonda la social-démocratie en Russie. Les publications de ce groupe, imprimées sans censure à l'étranger, furent les premières à exposer méthodiquement, avec toutes les conclusions pratiques qui en découlent, les idées marxistes qui, comme l'a prouvé l'expérience du monde entier, sont les seules à exprimer fidèlement l'essence du

* Voir Lénine, Œuvres, t. 19, pp. 294-296, « Le rôle des castes et des classes dans le mouvement de libération ». (*N. R.*)

mouvement ouvrier et ses objectifs. En douze ans, de 1883 à 1895, il y eut, croyons-nous, une seule tentative de créer une presse ouvrière social-démocrate en Russie ; ce fut l'édition en 1885 à Pétersbourg du *Rabotchi*, journal social-démocrate, illégal bien entendu, dont il ne parut que deux numéros. L'absence d'un mouvement ouvrier de masse ne permettait pas à la presse ouvrière de prendre une large extension.

C'est à partir de 1895-1896, depuis les célèbres grèves de Pétersbourg, que commence un mouvement ouvrier de masse, avec la participation de la social-démocratie. C'est de cette époque que date l'apparition, à proprement parler, de la presse ouvrière en Russie. Cette presse publiait surtout des tracts clandestins, la plupart du temps polycopiés, et consacrés à l'agitation « économique » (et aussi non économique), c'est-à-dire à l'exposé des besoins et des revendications des ouvriers de diverses fabriques et branches d'industrie. Il va de soi que, sans une participation très active des ouvriers d'avant-garde à la composition et à la diffusion de ces publications, cette presse n'aurait pu exister. Parmi les ouvriers de Pétersbourg qui jouèrent alors un rôle actif, on peut citer Vassili Chelgounov qui, plus tard, ayant perdu la vue, ne put déployer la même activité, et Ivan Babouchkine, ardent partisan de l'*Iskra* (1900-1903) et « bolchévik » (1903-1905), fusillé à la fin de 1905 ou au début de 1906 pour avoir pris part à l'insurrection en Sibérie.

Les tracts étaient édités par des groupes, cercles et organisations social-démocrates dont la plupart commencèrent, dès la fin de 1895, à se dénommer « Unions de lutte pour la libération de la classe ouvrière ». En 1898, un congrès des représentants des organisations social-démocrates locales fonda le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie ».

Après les tracts, on vit paraître des journaux ouvriers illégaux, par exemple à Saint-Pétersbourg, en 1897, le *Sanct-Péterbourgski Rabotchi Listok*[87] et la *Rabotchaïa Mysl* qui fut bientôt transférée à l'étranger. Des journaux social-démocrates locaux paraissent dans la clandestinité presque sans interruption à partir de cette époque et jusqu'à la Révolution ; bien entendu, ils sont continuelle-

ment anéantis, mais réapparaissent sans cesse dans tous les coins de la Russie.

Les tracts ouvriers et les journaux social-démocrates de cette période, qui remonte à vingt ans, sont dans leur ensemble les précurseurs directs et immédiats de la presse ouvrière d'aujourd'hui : mêmes « révélations » accusatrices sur la situation dans les fabriques, même chronique de la lutte « économique », même interprétation de principe des objectifs du mouvement ouvrier sous l'angle du marxisme et du démocratisme conséquent ; enfin, c'est la *même double orientation*, marxiste et opportuniste, dans la presse ouvrière.

Fait remarquable et qui est encore loin d'avoir été apprécié à sa juste valeur : dès qu'un mouvement ouvrier *de masse* est apparu en Russie (1895-1896), il s'est divisé aussitôt en un courant marxiste et un courant opportuniste, et cette division, tout en changeant de forme, d'aspect, etc., subsiste, sans se modifier quant au fond, depuis 1894 jusqu'en 1914. Il existe évidemment des racines sociales profondes, des racines de classe, qui expliquent précisément ce genre de division et de lutte interne entre les social-démocrates.

La *Rabotchaïa Mysl*, mentionnée plus haut, représentait le courant *opportuniste* de ce temps, dit « économisme». Cette tendance s'est dessinée dès 1894-1895, lors des discussions entre les militants du mouvement ouvrier en Russie. A l'étranger, où l'éveil des ouvriers russes amena dès 1896 une floraison éclatante de la presse social-démocrate, l'apparition et le rassemblement des « économistes » aboutirent à une scission au printemps 1900 (c'est-à-dire avant la fondation de l'*Iskra*, dont le premier numéro sortit tout à la fin de 1900).

L'histoire de la presse ouvrière de 1894 à 1914 est celle des deux courants du marxisme russe et de la social-démocratie russe (ou plutôt de Russie). Pour *comprendre* l'histoire de la presse ouvrière en Russie, il faut connaître non seulement et même pas tellement les noms des divers journaux, — qui ne disent rien au lecteur contemporain et ne font que le dérouter, — mais le *contenu*, le caractère, l'orientation idéologique des diverses parties de la social-démocratie.

Les principaux organes des « économistes » étaient la *Rabotchaïa Mysl* (1897-1900) et le *Rabotchéïé Diélo* (1898-1901). A la tête de ce dernier journal se trouvaient B. Kritchevski, qui passa plus tard aux syndicalistes, A. Martynov, menchévik notoire et maintenant liquidateur, et Akimov, actuellement « social-démocrate indépendant », qui est d'accord avec les liquidateurs sur toutes les questions essentielles.

La lutte contre les économistes ne fut menée d'abord que par Plékhanov et tout le groupe « Libération du travail » (la revue *Rabotnik*, etc.), et ensuite par l'*Iskra* (de 1900 au mois d'août 1903, jusqu'au IIe Congrès du P.O.S.D.R.). En quoi consistait l'essence de l'« économisme » ?

Les « économistes » défendaient très énergiquement, en paroles, le caractère de masse du mouvement ouvrier et l'initiative ouvrière, insistant sur l'importance primordiale de l'agitation « économique » et la nécessité d'un passage modéré ou graduel à l'agitation politique. Comme le voit le lecteur, ce sont les mêmes vocables que les liquidateurs affectionnent et dont ils font parade. En fait, les « économistes » pratiquaient une politique ouvrière libérale, dont M. S. Prokopovitch, qui était alors un des chefs de l'« économisme », a brièvement exprimé l'essence dans la formule : « Aux ouvriers la lutte économique, aux libéraux la lutte politique. » En réalité, les « économistes », qui faisaient tant de vacarme autour de l'initiative ouvrière et du mouvement de masse, formaient l'aile opportuniste du mouvement ouvrier, aile petite-bourgeoise des intellectuels.

L'immense majorité des ouvriers conscients dont le pourcentage, parmi les inculpés de crimes d'Etat, était dès 1901-1903 de 46% contre 37% pour les intellectuels, prit parti pour la *vieille Iskra* contre l'opportunisme. Trois années d'action (1901-1903) permirent à l'*Iskra* d'élaborer le programme du parti social-démocrate, les fondements de sa tactique et les formes de coordination de la lutte économique et de la lutte politique des ouvriers sur la base du marxisme conséquent. Autour de l'*Iskra* et sous sa direction idéologique, la presse ouvrière se développa considérablement dans les années précédant la révolution. Le nombre de feuilles illégales et d'imprimeries clandes-

tines était très grand et s'accroissait rapidement en tous les points de la Russie.

La victoire complète de l'*Iskra* sur l'« économisme », de la tactique prolétarienne conséquente sur la tactique des intellectuels opportunistes, qui se produisit en 1903, amena dans les rangs de la social-démocratie un nouvel afflux de « compagnons de route » et l'opportunisme ressuscita *sur le terrain de l'iskrisme*, comme une partie intégrante de ce dernier, sous l'aspect du « menchévisme ».

Le menchévisme se constitua au IIe Congrès du P.O.S.D.R. (août 1903), à partir de la *minorité* des « iskristes » (d'où le nom de menchévisme) et *de tous les adversaires opportunistes de l'« Iskra »*. Les « menchéviks » firent retour à l'« économisme », naturellement sous une forme quelque peu renouvelée ; tous les « économistes » restés dans le mouvement s'en vinrent grossir, A. Martynov en tête, les rangs des « menchéviks ».

La *nouvelle Iskra* qui, à dater de novembre 1903, parut avec un comité de rédaction remanié, devint l'organe principal du « menchévisme » : « il y a un abîme entre la vieille et la nouvelle *Iskra* », déclara ouvertement Trotski, qui était alors un fougueux menchévik. Les principaux organes des « bolchéviks », qui défendaient la tactique du marxisme conséquent, fidèle à la vieille *Iskra*, étaient le *Vpériod* et le *Prolétari*[88] (1905).

Les années 1905-1907, années de la révolution, mirent à l'épreuve les deux courants principaux, bolchévik et menchévik, de la social-démocratie et de la presse ouvrière, quant à la force réelle de leur liaison avec les masses et en tant qu'interprètes de la tactique des masses prolétariennes. La presse social-démocrate légale n'aurait pu paraître dès l'automne 1905 si l'activité des ouvriers d'avant-garde, étroitement liée aux masses, n'avait préparé un terrain propice. Et si la presse social-démocrate légale aussi bien en 1905, en 1906 qu'en 1907 fut celle de *deux* courants et de deux fractions, on ne saurait l'expliquer autrement que par la différence qui sépare la ligne petite-bourgeoise et la ligne prolétarienne dans le mouvement ouvrier de cette époque.

La presse ouvrière légale parut pendant les trois périodes d'essor et de « liberté » relative : à l'automne 1905 (la

Novaïa Jizn[89] des bolchéviks, le *Natchalo*[90] des menchéviks — nous ne citons que les principaux organes parmi une quantité d'autres), au printemps 1906 (la *Volna*, l'*Echo*[91], etc., chez les bolchéviks ; la *Narodnaïa Douma*[92] et d'autres, chez les menchéviks), et au printemps 1907.

L'essence de la tactique menchévique de cette époque a été récemment définie par L. Martov lui-même : « Le menchévisme ne voyait pas pour le prolétariat d'autre possibilité de participer avec fruit à cette crise que de prêter son concours à la démocratie libérale bourgeoise qui s'efforçait d'écarter du pouvoir d'Etat la partie réactionnaire des classes possédantes, concours que le prolétariat devait apporter en conservant toutefois sa pleine indépendance politique (Roubakine, *Parmi les livres*, t. II, p. 772). Or, cette tactique de « concours » aux libéraux signifiait en réalité la *dépendance* des ouvriers à leur égard ; elle était en fait une politique ouvrière libérale. En revanche, la tactique bolchévique garantissait l'indépendance du prolétariat dans la crise bourgeoise par la lutte visant à pousser cette crise jusqu'au bout, par la dénonciation des trahisons du libéralisme, par les efforts visant à éclairer et à rallier la petite bourgeoisie (rurale surtout), à l'encontre de ces trahisons.

On sait—et les menchéviks eux-mêmes, y compris les liquidateurs actuels : Koltsov, Lévitski, etc., l'ont maintes fois reconnu—que, pendant ces années (1905-1907), les masses ouvrières marchaient avec les bolchéviks. Le bolchévisme exprimait l'essence prolétarienne du mouvement ; le menchévisme représentait son aile opportuniste, petite-bourgeoise et intellectuelle.

Nous ne pouvons caractériser ici avec plus de détails le contenu et la signification de la tactique des deux courants de la presse ouvrière. Nous devons nous borner à préciser les faits essentiels, à définir les lignes principales du développement historique.

L'histoire de la presse ouvrière en Russie est vieille de près d'un siècle : elle a connu d'abord une phase préparatoire, c'est-à-dire celle du mouvement d'émancipation *non* ouvrier, *non* prolétarien, mais d'une portée « démocratique générale », c'est-à-dire du mouvement démocratique bourgeois, et ensuite une phase correspondant à son histoi-

re propre, aux vingt années d'histoire du mouvement prolétarien, de la démocratie prolétarienne ou social-démocratie.

Nulle part au monde le mouvement prolétarien n'a surgi et ne pouvait surgir « d'emblée », sous une pure forme de classe, de toutes pièces, comme Minerve sortant du cerveau de Jupiter. Ce n'est que par une longue lutte et un âpre travail des ouvriers d'avant-garde eux-mêmes, de tous les ouvriers conscients, que le mouvement de classe prolétarien a pu se renforcer et se dégager de toutes les superstitions, restrictions, étroitesses et altérations petites-bourgeoises. La classe ouvrière vit côte à côte avec la petite bourgeoisie qui, en se ruinant, fournit constamment de nouvelles recrues au prolétariat. Or, la Russie est le pays le plus petit-bourgeois de tous les pays capitalistes, qui ne connaît que maintenant l'époque des révolutions bourgeoises, franchie par l'Angleterre au XVII^e^ siècle, par la France au XVIII^e^ siècle et dans la première moitié du XIX^e^.

En s'attelant aujourd'hui à une tâche qui le touche de près, lui tient au cœur, une tâche vitale : la mise sur pied, la consolidation et le développement de la presse ouvrière, l'ouvrier conscient n'oubliera pas les vingt ans d'histoire du marxisme et de la presse social-démocrte en Russie.

Ils rendent un bien mauvais service au mouvement ouvrier, ses amis intellectuels aux nerfs délicats, qui se dérobent à la lutte au sein de la social-démocratie et remplissent l'air de cris et d'exhortations à s'en écarter. Ce sont de braves gens, mais des esprits futiles, et futiles sont leurs appels.

Ce n'est qu'en étudiant l'histoire de la lutte du marxisme contre l'opportunisme, en apprenant à connaître à fond, dans tous ses détails, la façon dont s'est dégagée de la confusion petite-bourgeoise la démocratie prolétarienne indépendante, que les ouvriers d'avant-garde fortifieront définitivement leur conscience et leur presse ouvrière.

« Rabotchi » n° 1, 22 avril 1914

Conforme au texte du « Rabotchi ».

CE QU'IL NE FAUT PAS IMITER DANS LE MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND

L'un des représentants les plus en vue et les plus responsables des syndicats allemands, K. Legien, a publié récemment le compte rendu de son voyage en Amérique sous la forme d'un livre assez volumineux intitulé : *Du mouvement ouvrier américain*.

Représentant notoire du mouvement syndical, non seulement allemand mais international, K. Legien a entouré son voyage d'une solennité particulière, comme s'il s'agissait d'une affaire d'Etat. Pendant des années, il avait mené des pourparlers à ce sujet avec le Parti socialiste d'Amérique et aussi avec la « Fédération américaine de la classe ouvrière » (American Federation of Labor)[93], l'union des organisations syndicales dirigée par le célèbre (le tristement célèbre) Gompers. Lorsque Karl Liebknecht se rendit en Amérique, Legien ne voulut pas entreprendre son voyage en même temps, « afin d'éviter la présence simultanée aux Etats-Unis de deux orateurs dont les conceptions sur la tactique du parti et sur l'importance et la valeur des différents aspects du mouvement ouvrier ne concordent pas entièrement ».

K. Legien a recueilli une énorme documentation sur le mouvement syndical d'Amérique, mais il a été absolument incapable d'en tirer parti dans son ouvrage, où il a surtout fourré pêle-mêle des scènes de voyage dans le genre de feuilletons, et qui sont même pires que des feuilletons, vu le caractère ennuyeux de l'exposé. Même les statuts des syndicats américains, qui intéressaient tout particulière-

ment Legien, ne sont ni étudiés, ni analysés, mais seulement traduits, sans méthode et incomplètement.

Un épisode du voyage de Legien est extrêmement instructif et met en relief, d'une manière frappante, les *deux tendances* du mouvement ouvrier mondial en général, et allemand en particulier.

Legien visita la Chambre des représentants des Etats-Unis, qu'on appelle le « Congrès ». Les usages démocratiques de la république produisirent une impression agréable sur un homme élevé dans l'Etat policier prussien, et il remarqua avec un plaisir compréhensible que l'Etat américain met à la disposition de chaque député, non seulement une pièce pourvue de tout le confort moderne, mais aussi un secrétaire appointé qui s'acquitte d'une foule de travaux incombant aux élus. La simplicité des manières des députés et du président de la Chambre faisait un vif contraste avec ce qu'avait vu Legien dans les autres Parlements d'Europe et surtout en Allemagne. En Europe, il était inconcevable qu'un social-démocrate pût prononcer une allocution devant un Parlement bourgeois au cours d'une de ses séances officielles ! Alors qu'en Amérique, cela s'est fait très simplement, et le nom de social-démocrate n'a effrayé personne... sauf ce *social-démocrate lui-même !*

C'est là que se sont manifestées la manière bourgeoise américaine de « tuer par la douceur » les socialistes flasques, et la manière opportuniste allemande d'abdiquer le socialisme par complaisance pour une bourgeoisie « douce », aimable et démocratique.

L'allocution de Legien fut traduite en anglais (la démocratie n'a été nullement effrayée par une langue « étrangère » au sein de son Parlement), et plus de 200 députés serrèrent à tour de rôle la main de Legien, « hôte » de la République ; quant au président, il le remercia tout spécialement.

« La forme et le contenu de mon discours, écrit Legien, furent accueillis avec sympathie par la presse socialiste, tant aux Etats-Unis qu'en Allemagne. Quelques rédacteurs, en Allemagne, crurent cependant devoir indiquer que mon allocution prouvait une fois de plus qu'un social-démocrate ne pouvait tenir un discours social-démocrate devant un auditoire bourgeois. S'ils avaient été à ma place, ils auraient sans doute prononcé un discours contre le capitalisme et en faveur de la grève générale, alors que moi, j'ai considéré qu'il était

important de souligner devant ce Parlement que les ouvriers social-démocrates et syndiqués d'Allemagne voulaient la paix entre les peuples et que, par le moyen de la paix, ils désiraient le développement maximum de la culture. »

Pauvres « rédacteurs », comme ils ont été anéantis par notre Legien, dans son allocution d'« homme d'Etat »! Dans le mouvement ouvrier allemand l'opportunisme des chefs syndicaux en général, et de Legien en particulier, est un fait connu de longue date et apprécié à sa juste valeur par de très nombreux ouvriers conscients. Mais chez nous, en Russie, où l'on parle trop souvent du « modèle » que constituerait le socialisme *européen*, et où l'on retient ce faisant les pires traits, les traits négatifs du « modèle », il n'est pas inutile d'étudier un peu plus en détail le discours de Legien.

Le chef de l'armée des deux millions de syndiqués allemands, plus exactement des syndicats social-démocrates, et qui est aussi membre de la fraction social-démocrate du Reichstag allemand, tient un discours du plus pur esprit bourgeois libéral devant l'assemblée suprême des représentants de l'Amérique capitaliste. Il est évident qu'aucun libéral, aucun octobriste même, n'aurait refusé de contresigner des phrases sur la « paix » et la « culture ».

Et quand les socialistes d'Allemagne déclarent que ce n'est pas là un langage de social-démocrate, notre « chef » des esclaves salariés du capital les écrase de son superbe mépris. Des « rédacteurs », qu'est-ce donc en comparaison d'un « habile homme politique » et d'un collecteur des gros sous des ouvriers ! Notre Narcisse petit-bourgeois nourrit à l'égard des rédacteurs le même mépris qu'éprouvait à l'égard du troisième élément[94] certain satrape policier d'un certain Etat.

Eux, « ces rédacteurs », ils auraient assurément tenu un discours « contre le capitalisme ».

Songez à ce qui suscite le sarcasme de ce pseudo-socialiste : qu'un socialiste puisse avoir l'idée de la nécessité de parler *contre* le capitalisme ! Une telle idée est absolument étrangère aux « hommes d'Etat » de l'opportunisme allemand: ils parlent de façon à *ne pas blesser* le « capitalisme ». Et, non contents de se déshonorer par ce reniement servile du socialisme, ils se vantent de leur déshonneur.

Legien n'est pas le premier venu. Il représente l'armée,

ou, plus exactement, le corps des officiers de l'armée des syndicats. Son discours n'est pas du tout un effet du hasard, un lapsus, une incartade, l'erreur d'un « assesseur » allemand perdu au fond d'un bureau de province et qui se serait troublé devant les capitalistes américains si aimables et non contaminés par la morgue policière. S'il ne s'agissait *que de cela*, il n'y aurait pas lieu de s'arrêter sur le discours de Legien.

Mais il s'agit, notoirement, de tout autre chose.

Au congrès international de Stuttgart, la moitié de la délégation allemande, constituée de semblables socialistes de pacotille, a voté en faveur d'une résolution archi-opportuniste sur la question coloniale [95].

Prenez la revue allemande *Cahiers socialistes mensuels*[96] (??) et vous y verrez constamment des interventions de gens comme Legien, d'opportunistes sur toute la ligne n'ayant *rien* de commun avec le socialisme, des interventions qui portent sur *toutes* les questions essentielles du mouvement ouvrier.

Et si l'explication « officielle » du parti « officiel » allemand consiste à soutenir que « personne ne lit » les *Cahiers socialistes mensuels*, qu'ils n'ont pas d'influence, etc., c'est une *contrevérité*. L'« incident » de Stuttgart l'a démontré. Les responsables les plus marquants, les parlementaires, les chefs des syndicats qui écrivent dans les *Cahiers socialistes mensuels* inculquent constamment et méthodiquement leurs opinions à la masse.

L'« optimisme officiel » du parti allemand a été souligné depuis longtemps déjà, dans son propre camp, par ceux qui ont mérité de Legien le qualificatif méprisant (pour un bourgeois) et flatteur (pour un socialiste) de « ces rédacteurs ». Et plus les libéraux et les liquidateurs de Russie (dont Trotski, évidemment) s'efforcent de *transplanter sur notre sol* ce trait charmant, plus notre riposte doit être vigoureuse.

La social-démocratie allemande a d'immenses mérites. Elle possède une théorie rigoureusement élaborée, grâce à la lutte de Marx contre tous les Höchberg, les Dühring et consorts, une théorie que nos populistes tentent vainement d'éluder ou d'amender dans un sens opportuniste. Elle a une organisation de masse, des journaux, des syndicats, des associations politiques, — cette même organisa-

tion de masse que nous voyons aujourd'hui s'établir si visiblement chez nous comme la victoire générale des marxistes-pravdistes aux élections à la Douma, dans la presse quotidienne, aux élections au Conseil des assurances sociales, dans les syndicats. Les efforts déployés par nos liquidateurs, « démis de leurs fonctions » par les ouvriers, pour esquiver le problème de cette organisation de masse, adaptée aux conditions de la Russie, sont aussi vains et aussi révélateurs d'une mentalité d'intellectuels *coupés* du mouvement ouvrier que les efforts des populistes.

Mais si les mérites de la social-démocratie allemande sont réels, ce n'est pas grâce à des interventions aussi odieuses que le discours de Legien et les articles des collaborateurs des *Cahiers socialistes mensuels*, c'est *malgré* eux. Nous ne devons pas estomper et dissimuler par des phrases empreintes d'un « optimisme officiel » l'indubitable *maladie* dont souffre le parti allemand, et qui se manifeste par des phénomènes de cet ordre. Notre devoir est de la mettre à nu devant les ouvriers russes, afin que nous fassions notre profit de l'expérience d'un mouvement plus ancien, afin que nous sachions ce qu'il convient de ne pas imiter.

« Prosvéchtchénié » n° 4, avril 1914.
Signé : V. I.

Conforme au texte de la revue « Prosvéchtchénié »

COMPTE RENDU D'UN LIVRE

N. Roubakine, *Parmi les livres*, t. II (Editions « Naouka »), Moscou 1913. Prix 4 roubles (2e édition)

Cet énorme volume de 930 pages grand format, imprimé très serré, en partie sur deux colonnes, constitue un « aperçu des publications de la Russie en liaison avec l'histoire des idées scientifiques et philosophiques, littéraires et sociales ». C'est ce que dit le sous-titre.

Le contenu du tome II, qui fait l'objet de ce compte rendu, embrasse différents domaines des sciences sociales. On y trouve, notamment, le socialisme, aussi bien d'Europe occidentale que de Russie. Inutile de dire qu'un ouvrage de ce genre présente un intérêt considérable et que le plan, dans ses grandes lignes, est conçu d'une façon parfaitement juste. En effet, on ne saurait donner un « aperçu » *rationnel* des « publications de la Russie » et un « répertoire » à l'usage des autodidactes et des bibliothèques qu'en connexion avec l'histoire des idées. Il y faut, nécessairement, des « remarques préliminaires » en tête de chaque section (ce que fait d'ailleurs l'auteur), avec un aperçu général de l'objet et un exposé précis de *chaque* courant idéologique, puis une bibliographie se rapportant à la section dans son ensemble et à chacun des courants idéologiques considérés.

L'auteur et ses nombreux collaborateurs, dont l'avant-propos donne la liste, ont accompli un immense travail et amorcé une entreprise extrêmement précieuse à laquelle il faut souhaiter de tout cœur, de progresser en largeur et en profondeur. Il est très intéressant, notamment, qu'on n'exclue ni les éditions publiées à l'étranger, ni celles qui ont été l'objet de poursuites. Aucune bibliothèque qui se respecte ne pourra se passer de l'ouvrage de M. Roubakine.

Les faiblesses de l'ouvrage sont l'éclectisme de l'auteur et la contribution insuffisante (ou, plus exactement, à peine amorcée) des spécialistes dans l'étude de certains problèmes.

Le premier défaut est dû peut-être à la curieuse prévention de l'auteur contre la « polémique ». Dans son avant-propos, M. Roubakine déclare que « de sa vie, il n'a jamais pris part à quelque polémique que ce soit, estimant que, dans l'immense majorité des cas, la polémique est un des meilleurs moyens d'obscurcir la vérité par toutes sortes de passions ». D'abord, il ne se doute pas que sans « passions » il n'y a jamais eu, il n'y a pas et il ne peut y avoir de *recherche* de la vérité ; ensuite, il oublie qu'il entend donner un aperçu de « l'histoire des idées », et que cette histoire est celle du changement et, *par conséquent*, de la *lutte* des idées.

De deux choses l'une : *ou bien* on se refuse à prendre conscience de la lutte des idées, et alors il est bien difficile de se charger d'en retracer l'histoire (pour ne pas parler d'une participation à cette lutte) ; *ou bien* on renonce à la prétention de « ne jamais prendre part à quelque polémique que ce soit ». Je prends, par exemple, les « remarques préliminaires » de M. Roubakine sur la théorie de l'économie politique, et je m'aperçois aussitôt que l'auteur tente d'échapper à ce dilemme, premièrement, en recourant à une polémique *camouflée* (genre de polémique qui en a tous les défauts et aucune de ses grandes qualités), et, deuxièmement, en prenant la défense de l'éclectisme.

Exposant le *Cours abrégé* de Bogdanov, M. Roubakine « se permet » de souligner l'« intéressante » analogie entre l'une des conclusions de l'auteur « marxiste » et « la célèbre formule du progrès énoncée par N. Mikhaïlovski » (p. 815)...

O M. Roubakine, « qui n'a jamais, de sa vie, pris part à quelque polémique que ce soit » ! ...

Sur la page qui précède, on célèbre « l'esprit rigoureusement scientifique, la profonde analyse des théories les plus importantes et la position critique adoptée à leur égard » ... devinez-vous par qui ? ... par ce modèle de tous les éclectiques qu'est M. Tougan-Baranovski !!. . . M. Roubakine est lui-même contraint de reconnaître que ce professeur est partisan d'une once de marxisme, d'une once de populisme, d'une once de « théorie de l'utilité maxima », mais il ne l'en qualifie pas moins de « socialiste » !!! N'est-ce pas *polémiser* de la pire façon qui soit *contre* le socialisme que d'écrire une telle monstruosité ?

Si M. Roubakine avait divisé en quatre parties les 80 000

caractères et plus (toute une brochure) qu'il a consacrés à son introduction aux ouvrages d'économie politique, pour en confier la rédaction, disons, à un Cent-Noir, à un libéral, à un populiste et à un marxiste, il y aurait eu davantage de polémique *ouverte*, et 999 lecteurs sur 1 000 auraient trouvé la vérité mille fois plus vite et plus facilement.

Ce procédé, — l'appel à la collaboration de représentants de la « polémique » — M. Roubakine l'a appliqué au sujet du menchévisme et du bolchévisme, en nous confiant, à L. Martov et à moi-même*, une petite demi-page à chacun. En ce qui me concerne, je suis très satisfait de l'exposé de L. Martov, par exemple de son aveu que le courant liquidateur se ramène aux tentatives de « fonder un parti ouvrier légal » et à « une position négative à l'égard des organisations clandestines qui ont subsisté » (pp. 771-772), ou bien de cet aveu : « le menchévisme ne voyait pas pour le prolétariat d'autre possibilité de participer avec fruit à cette crise » (c'est-à-dire à la crise de 1905) « que de prêter son concours à la démocratie libérale bourgeoise qui s'efforçait d'écarter du pouvoir d'Etat la partie réactionnaire des classes possédantes, concours que le prolétariat devait apporter en conservant toutefois sa pleine indépendance politique » (772).

Dès que M. Roubakine entreprend de poursuivre lui-même cet aperçu du menchévisme, on relève des erreurs, comme cette affirmation suivant laquelle Axelrod et Plékhanov se sont « *écartés* » du courant liquidateur (772). Sans tenir rigueur à M. Roubakine de telles erreurs, inévitables au début dans une vaste publication d'un caractère aussi divers, on ne peut que souhaiter de le voir appliquer plus souvent la méthode consistant à faire appel aux représentants des diverses tendances, *dans tous* les domaines de la connaissance. L'ouvrage n'en serait que plus précis et plus complet, en même temps que plus *objectif* ; seuls l'éclectisme et la polémique *camouflée* y perdraient.

« Prosvéchtchénié » n° 4.
avril 1914.
Signé : V. I.

Conforme au texte
de la revue « Prosvéchtchénié »

* Voir Lénine, Œuvres, t. 18, « Les libéraux maquillent la vérité sur le servage ». (*N.R.*)

UNE DEFINITION DU COURANT LIQUIDATEUR

Les lecteurs de notre journal savent combien de discussions et de luttes suscite actuellement le courant liquidateur dans le mouvement ouvrier de Russie. Nous avons constamment souligné la nécessité, pour tout ouvrier conscient (et on peut même dire dans un certain sens : pour tout démocrate conscient) d'une compréhension claire et précise de ce qu'est le courant liquidateur.

Cependant, nos adversaires de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* comme de la *Nacha Zaria*, loin de citer intégralement et d'expliquer à leurs lecteurs les décisions officielles portant sur le fond de la question (par exemple, d'après les textes des années 1908 et 1910) en ce qui concerne le courant liquidateur, se livrent au contraire à une activité infiniment plus fâcheuse et plus nuisible : ou bien ils « nient » purement et simplement l'existence d'un tel courant, ou bien, au lieu d'exposer d'une façon précise la décision *unanime* de 1910, *remplacent* cet exposé par des phrases confuses, sans rapport avec le sujet.

C'est la raison pour laquelle nous estimons indispensable de profiter de cette occasion extraordinairement rare où *L. Martov lui-même* a donné par écrit une définition ou une description incroyablement (incroyablement pour cet écrivain) précise et véridique du courant liquidateur.

Dans le tome II de l'ouvrage bien connu de N. Roubakine *Parmi les livres* (2e édition, Moscou 1913, p.771), nous trouvons, reproduite sans aucune modification par M. Roubakine, une lettre de L. Martov répondant à sa demande « d'ex-

poser l'essence et l'histoire du menchévisme ». L. Martov y écrit textuellement ce qui suit :

« Après la défaite du mouvement social, cette même tendance des menchéviks » (c'est-à-dire la tendance « à jeter les bases d'une nouvelle édification du parti dans un esprit socialiste de classe plus défini ou à donner une nouvelle base à la social-démocratie en vue de sa réforme radicale ») « à réorganiser le parti s'est manifestée par une activité accrue visant à constituer toutes sortes d'organisations ouvrières sans-parti : des syndicats, des associations éducatives (en partie des coopératives), etc., et *par des tentatives, en s'appuyant sur ces associations, de créer un parti ouvrier légal* ou ses avant-postes (ceux qui ont pris part à ces tentatives ont reçu au cours de la polémique le sobriquet de « légalistes » ou de « *liquidateurs* » *pour leur attitude négative à l'égard des organisations clandestines qui avaient subsisté*). »

C'est là tout ce qu'a dit Martov sur le courant liquidateur. Nous avons souligné les principaux passages de son exposé. Ne nous arrêtons pas au petit mensonge selon lequel c'est seulement « au cours de la polémique » que les seuls « participants aux tentatives » ont été appelés des liquidateurs ; en fait, la décision officielle de 1908 prise par le bloc marxiste et obligatoire pour tous les marxistes, parle d'un courant liquidateur bien défini. Mais c'est là relativement une bagatelle.

Le principal, l'essentiel, c'est que L. Martov a montré ici par mégarde qu'il comprend et sait très bien ce qu'est le courant liquidateur.

Les tentatives de créer un parti ouvrier légal et, cela va de soi, la propagande et la défense de cette idée. L'attitude négative à l'égard des organisations « du type ancien » qui ont subsisté (et, bien entendu, à l'égard de celles qui se sont créées ou se créent depuis). Tel est le fond de la question que la *Nacha Zaria*, le *Loutch* et la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* se sont efforcés et s'efforcent d'embrouiller, d'estomper et de nier des milliers de fois.

Le lecteur qui réfléchira à la signification des faits cités comprendra pour quelle raison les bavardages des liquidateurs sur l'« unité » suffisent, à eux seuls, à provoquer chez les ouvriers conscients soit un vif sentiment de révolte et d'indignation, soit (selon l'humeur) un sourire sarcastique. Car on peut parfaitement concevoir qu'un partisan de l'idée du parti légal répudie sincèrement et honnêtement

l'« organisation clandestine », si telle est sa conviction. Mais *on ne saurait* concevoir des discours sincères et honnêtes sur l'« unité » de la part de ceux qui collaborent à la *Nacha Zaria* ou à la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazêta*. Collaborer à ces organes signifie *pratiquement* lutter *contre* l'« organisation clandestine » et *pour* le parti légal qu'ils continuent à prôner.

C'est la raison pour laquelle, lorsque le Bureau socialiste international a mis à l'ordre du jour, en décembre 1913, l'examen des conditions de l'unité en Russie, les marxistes organisés, aussi bien de Pétersbourg que de Moscou, ont déclaré d'emblée et publiquement : la condition première et fondamentale, c'est la répudiation résolue et inconditionnelle du courant liquidateur, le changement complet, radical de *toute la tendance* du groupe de la *Nacha Zaria* et du *Loutch*. Les loutchistes ont répondu, eux aussi publiquement (F.D. comme L.M.), qu'ils n'étaient pas d'accord.

Dans ces conditions, il est évident que parler d'« unité » avec ce groupe qui s'obstine dans ses idées libérales, c'est se duper soi-même et duper les autres. L'unité réelle de la majorité des ouvriers conscients s'est déjà faite et se fera à l'avenir dans le rassemblement autour des décisions marxistes et du bloc marxiste, contre ce groupe scissionniste.

« Pout Pravdy » n° 73,
29 avril 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

CONCLUSION POUR LE RECUEIL : « LE MARXISME ET LE COURANT LIQUIDATEUR »

La question du courant liquidateur revêt la plus grande importance, non seulement pour la démocratie ouvrière, mais aussi pour les milieux démocratiques de la Russie en général. Si notre presse démocratique s'efforce de l'éluder ou de l'effleurer en passant comme si c'était une « discussion privée » entre marxistes, cela ne fait que révéler sa tendance à esquiver un jugement sur les principaux problèmes politiques de notre temps. Car la question du courant liquidateur n'est rien d'autre que celle de l'appréciation de tout notre système du 3 juin[97] et même, plus largement, de notre contre-révolution en général ; elle touche aux objectifs fondamentaux et aux méthodes d'action de la démocratie.

Personne n'a encore douté, semble-t-il, que l'époque actuelle de l'histoire russe, depuis 1908 environ, soit caractérisée, non seulement par une recrudescence extrême de la répression à laquelle se livre la réaction contre tout ce qui est démocratique, mais aussi par un désarroi et une désagrégation idéologique considérables, affectant aussi bien le prolétariat que tous les éléments de la démocratie bourgeoise. Mais si *tout le monde* reconnaît ce fait patent, seuls les marxistes se sont fixé clairement pour objectif immédiat de déterminer avec précision les origines *de classe* et la signification *de classe* de ce désarroi et de cette désagrégation. Sans cette précision, il est impossible d'adopter une tactique en connaissance de cause.

A l'étranger, la presse marxiste a entrepris ce travail dès 1908, c'est-à-dire aussitôt après la mise en évidence

du désarroi. Les marxistes ne pouvaient s'abandonner à cet état d'esprit comme les libéraux, mais ils ne pouvaient pas non plus se borner à une condamnation subjective du désarroi, comme l'ont fait même les meilleurs (du point de vue démocratique) des populistes. Les courants sociaux devaient être expliqués d'un point de vue économique et social, c'est-à-dire de classe.

Nous avons vu comment, en décembre 1908, la presse bolchévique répondit à la question portant sur l'essence du courant liquidateur, réponse ratifiée alors par une décision du Parti, obligatoire pour tout le Parti. Au printemps 1909, ce fut la rupture formelle des bolchéviks (en la personne de leur organisme dirigeant) avec le groupe « Vpériod »*, représentant de l'otzovisme[98] ou partisan d'admettre cette tendance au nombre des « nuances légitimes », protagoniste de la « construction de Dieu » et de la philosophie réactionnaire du machisme**. Cette rupture a précisé les traits fondamentaux du « courant liquidateur de gauche », orienté vers l'anarchisme, — alors que le courant liquidateur de droite, liquidateur au sens propre du terme, était un tournant en direction du libéralisme.

Vers le mois de janvier 1910, cette analyse marxiste du désarroi et de la désagrégation actuels, effectuée pour les neuf dixièmes par la presse bolchévique paraissant à l'étranger, était déjà si achevée, si indiscutablement établie, que les décisions bien connues prises en janvier 1910 par *tous* les marxistes, par les représentants de *tous* les courants (avec la participation des liquidateurs *aussi bien que* du groupe « Vpériod »), durent reconnaître *unanimement* que la « déviation » liquidatrice ainsi que celle du groupe « Vpériod » étaient une *manifestation de l'influence bourgeoise* sur le prolétariat.

Afin d'apprécier la portée sociale de cette analyse et de cette décision marxistes, il suffit de jeter les yeux sur les courants *non*-marxistes. Chez les libéraux, nous verrons

---

* Alexinski, Bogdanov, Lounatcharski, Stan. Volski, etc.

** Voir Lénine, Œuvres, t. 15, « Conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* du 8-17 (21-30) juin 1909. » (*N.R.*)

le courant ultra-liquidateur du groupe des « Viékhi » et la confusion, qui règne *jusqu'à présent* sur la question de savoir si les méthodes de l'année 1905 sont ou non liquidées. Chez les populistes *de gauche*, nous verrons des prises de position archi-liquidatrices, à partir des publications de Paris de 1908-1911 jusqu'aux discours liquidateurs de MM. Savinkov-Ropchine et Tchernov dans les *Zavéty*, en passant par les thèses vaguement liquidatrices de la revue *Potchine*[99]. D'autre part, l'« otzovisme » officiel des populistes de gauche continue de ronger et d'affaiblir cette tendance.

La vérité objective de l'analyse marxiste a été confirmée par le fait que, pendant plus de cinq ans, depuis 1908, *tous* les courants d'avant-garde de la pensée sociale ont constamment buté et continuent à buter précisément sur « ces » erreurs liquidatrices et populistes, précisément sur « ces » questions de l'aptitude à défendre les anciennes méthodes pour résoudre les problèmes anciens encore non résolus, tout en préparant les forces, dans la nouvelle situation, par des moyens nouveaux.

Au début de la période du 3 juin, l'analyse marxiste a mis en lumière les déviations théoriques de tendance liquidatrice ou « otzoviste ». A la fin de cette période, nous voyons comment, même au grand jour, au vu et au su de tous, l'immense majorité des ouvriers conscients de Russie s'est rassemblée autour des marxistes, tandis que, sur les deux *flancs* de la presse démocratique qui s'efforce d'influencer le prolétariat, on trouve les liquidateurs petits-bourgeois et les populistes petits-bourgeois. Tout récemment, la *Sévernaïa Mysl* (n° 1) des populistes de gauche publiait une correspondance de Riga dans laquelle M. Braines écrit à propos de la campagne pour les élections aux conseils des assurances sociales :

« Le courant de boycottage n'est sensible que chez les cordonniers, parmi lesquels il s'est formé des groupes dont les principaux inspirateurs sont, hélas, des populistes » (cité dans la *Prolétarskaïa Pravda*, 1913, n° 12, 20 décembre, article « Le populisme et le courant liquidateur, facteurs de désagrégation du mouvement ouvrier »*).

* Voir le présent tome, pp. 54-58. (*N.R.*)

Le même journal reconnaissait :

« A l'honneur des marxistes, il faut noter qu'à l'heure actuelle dans les syndicats, ils exercent une grande influence, tandis que nous autres, populistes de gauche, y agissons sans plan défini ; c'est pourquoi nous ne nous faisons presque pas remarquer » (*ibid.*).

L'impuissance théorique des populistes de gauche, qui allient l'opportunisme dernier cri des petits bourgeois européens à la défense petite-bourgeoise authentiquement russe des petits exploitants « laborieux », a pour complément naturel l'impuissance tactique et les flottements. Il n'est rien resté de l'ancien parti des populistes de gauche, sinon les flottements, exactement comme chez les liquidateurs. Vaincus dans le mouvement ouvrier, ces deux courants petits-bourgeois n'avaient plus d'autre issue que de *faire bloc contre les marxistes.*

De fil en aiguille ! De la propagande en faveur d'un parti légal, des discours des Potressov et des Iouchkévitch, qui abdiquaient l'idée d'hégémonie et le marxisme, les liquidateurs ont glissé à la *lutte* ouverte contre le parti marxiste. Voici ce qu'écrivait ces jours derniers un populiste de gauche de Pétersbourg dans la *Stoïkaïa Mysl* (n° 5) :

« Dès que nous pénétrons dans le local (pour les élections au Conseil des assurances sociales), la position étroitement fractionnelle des pravdistes devient évidente, mais nous ne perdons pas espoir. Nous dressons avec les liquidateurs une liste commune non-fractionnelle où une place nous est réservée parmi les membres titulaires du Conseil et deux parmi les suppléants » (cité dans le *Pout Pravdy*, 1914, n° 38, 16 mars 1914).

Démocrates petits-bourgeois de toutes tendances, désireux de corrompre les ouvriers par l'influence bourgeoise, unissez-vous contre les marxistes ! Qu'il est pratique, ce petit mot bébête de « non-fractionnel », qui captive les gens incapables de penser et qui n'ont rien appris, et comme il plaît aux philistins ! Seulement, le bloc avec les populistes de gauche n'a été — et ne sera — d'aucun secours aux pauvres liquidateurs ; les ouvriers conscients ont élu au Conseil des assurances sociales *uniquement* des marxistes, ennemis du courant liquidateur.

Les groupuscules d'intellectuels sans-parti qui veulent soumettre les ouvriers à la politique et à l'idéologie bourgeoises sont désormais nettement déterminés en Russie ;

ce sont les liquidateurs et les populistes de gauche. Cette *alliance* entre les opportunistes parmi les marxistes gravitant autour du parti et les populistes *contre* le marxisme conséquent a été préparée pendant près de vingt ans, depuis la première apparition de l'« économisme » (1894-1895). Le moment est venu de regarder les choses en face et de dire avec fermeté et résolution : c'est *seulement* dans la lutte contre le courant liquidateur et le populisme que se forme et peut se former le mouvement ouvrier marxiste en Russie.

Partout dans le monde le prolétariat, inévitablement lié dans toute société capitaliste à la petite bourgeoisie par des milliers de liens intermédiaires, a connu à l'époque de la constitution des partis ouvriers une période plus ou moins longue de subordination politique et idéologique plus ou moins marquée à la bourgeoisie. Ce phénomène, commun à tous les pays capitalistes, a pris des formes variées dans les différents pays, selon les particularités historiques et économiques. En Angleterre, dans les conditions d'une entière liberté politique et d'une situation privilégiée prolongée de ce pays, la bourgeoisie libérale a su corrompre et asservir idéologiquement pendant des dizaines d'années la majorité des ouvriers conscients. En France, les traditions de radicalisme de la petite bourgeoisie républicaine ont transformé et transforment de très nombreux ouvriers en partisans du parti « radical » bourgeois ou d'un anarchisme non moins bourgeois. Il y a un demi-siècle, en Allemagne, les ouvriers suivaient encore le libéral Schulze-Delitsch et étaient influencés par les ballottements opportunistes « national-libéraux » (et en même temps «monarcho-prussiens ») de Lassalle et Schweitzer ; et, à présent, des centaines de milliers d'ouvriers suivent le « centre » catholique qui joue au « démocratisme ».

En Russie, la solution *démocratique bourgeoise* de la question paysanne n'est pas encore arrivée à son terme. Comment s'étonner que le populisme petit-bourgeois s'affuble de la toge « socialiste » ? La Russie est le pays *le plus* petit-bourgeois de tous les pays capitalistes. C'est ce qui explique l'apparition dans le marxisme, dès que celui-ci est devenu un courant social *de masse* en Russie, d'un opportunisme petit-bourgeois d'intellectuels, d'abord sous

la forme de l'« économisme » et du « marxisme légal » (1895-1902), puis sous la forme du menchévisme* (1903-1908), et enfin sous la forme du courant liquidateur (1908-1914).

A présent, le courant liquidateur est venu entièrement à maturité, jusqu'à se détacher complètement du parti ouvrier marxiste : si le liquidateur le plus « à gauche » — et le plus habile pour ce qui est des formulations évasives — Monsieur *L.M.*, écrit qu'

« il est démontré par l'expérience que le « parti ouvrier légal » n'est pas un rêve réactionnaire, puisque, *dans un certain sens, un tel parti existe* actuellement en Russie... » (souligné par Monsieur L. M. : *Nacha Zaria*, 1914, n° 2, p. 83)

...chacun doit voir clairement combien il serait absurde et ridicule d'envisager la *possibilité* d'une « union » ou d'une « conciliation » d'un *tel* groupe avec le parti ouvrier marxiste.

Seuls des gens absolument futiles peuvent parler maintenant de l'« unité » du parti ouvrier marxiste avec un *tel* groupe, avec le groupe de *Nacha Zaria* et de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta.*

La différenciation politique des classes en Russie a considérablement progressé, sous tous les rapports, entre 1904 et 1914. L'aristocratique noblesse terrienne était encore homogène à l'époque, et le libéralisme de salon de certains de ses représentants effrayait même le vieux pouvoir. Celui-ci croyait tellement que le paysan « mal dégrossi » était le soutien de l'ordre qu'il lui accordait une immense influence à la Douma de Boulyguine et de Witte. Le libéra-

* Les historiens liquidateurs offrent un spectacle particulièrement ridicule lorsqu'ils font des mains et des pieds pour *camoufler* le fait désagréable, mais incontestable, de la formation du menchévisme (et plus encore du courant liquidateur) *à partir* de ce même « économisme », « bundisme » et « marxisme légal » contre lequel lutta *pendant trois ans* la vieille *Iskra* qui créa le parti de la classe ouvrière en Russie. Voyez, par exemple, la brochure de M. Potressov sur Axelrod. M. Potressov essaie avec non moins de zèle et d'insuccès de couvrir et de *dissimuler* le fait qu'Axelrod, dans le « plan de la campagne des zemstvos », recommandait de ne pas effrayer les libéraux. A propos, en ce qui concerne le courant liquidateur, même le menchévik Plékhanov en a entièrement reconnu la parenté historique (sans parler de sa parenté théorique) avec l'« économisme » et le « marxisme légal ».

lisme et le démocratisme de Goutchkov-Milioukov-Péchékhonov pouvaient encore se présenter comme un bloc uni et sans fissure. A cette époque, le menchévisme voulait être et était effectivement, dans l'ensemble, un courant *intérieur* du Parti, qui défendait ses mots d'ordre opportunistes dans des «discussions sur les plates-formes » *dans le cadre* du parti ouvrier.

Le courant liquidateur d'aujourd'hui, qui a fait depuis lors un bond gigantesque vers la droite, qui a quitté le Parti et rompu avec l'« organisation clandestine », qui s'est solidement regroupé en un centre antiparti de journalistes légaux de la presse libérale et liquidatrice, qui a été relevé de tous ses postes par les ouvriers dans les organisations et associations ouvrières de toute sorte, — *ce* courant-*là* ne saurait être comparé au menchévisme de 1903-1907 que si l'on se laisse aveugler et assourdir par de vieux noms et surnoms, par le son de vieux mots, si l'on ne comprend absolument rien à l'évolution enregistrée depuis dix ans dans les rapports des classes et des partis de la Russie.

Le courant liquidateur actuel, celui de 1914, équivaut à ce qu'était le groupe du journal *Tovarichtch*[100] en 1907.

Il est parfaitement naturel que, dans la déportation et dans l'émigration, où les gens sont si coupés de la vie réelle, si claquemurés dans les souvenirs d'un passé remontant à 7 ou 10 ans, on puisse rencontrer nombre de « ci-devant » (très nombreux également, mais dans un sens beaucoup plus triste, au pire sens moral du terme, parmi les intellectuels membres du parti ouvrier en 1904-1907 et qui occupent maintenant diverses « grasses sinécures » légales), qui rêvent d'une « unité » du parti ouvrier avec le groupe de Messieurs L. M., F. D., Potressov, Ejov, Sédov et consorts.

Mais il est tout aussi naturel que, parmi la jeunesse ouvrière russe actuelle, qui *a vu* les liquidateurs quitter le Parti et *fuir* les « cellules nécrosées », — qui a entendu leurs discours de renégats sur l'action clandestine et sur la malfaisance « de la publicité faite à la presse illégale » (voir la citation de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* du 13 mars 1914), — qui a dû lutter *contre* le bloc de ces messieurs avec les populistes et des éléments sans-parti à plusieurs

congrès, au cours des élections à la IVe Douma, dans diverses réunions d'associations ouvrières, lors des élections au Conseil des assurances sociales, — qui a dû *destituer* ces individus *des postes* qu'ils occupaient dans des associations ouvrières de toute sorte, — il est parfaitement naturel que, parmi la jeunesse ouvrière actuelle, les rêveries et les phrases des bonnes gens sur l'« unité » des liquidateurs et du parti ouvrier ne suscitent, selon l'humeur du moment, qu'un rire homérique, tout à fait irrévérencieux, ou bien un regard de stupeur et de compassion à l'adresse des Manilov intellectuels.

Libre à Trotski, qui dans la *Borba*, lance des œillades suppliantes vers Skobélev et Tchkhéidzé, libre aussi aux collaborateurs du journal parisien *Za Partiou**, qui fondent leurs espérances sur Bourianov[101], de rabâcher ces phrases sur l'« unité », — leurs propos ont déjà comme une résonance nostalgique et désuète.

Pour prêcher l'« unité » des marxistes avec des gens qui disent qu'« un parti ouvrier légal n'est pas un rêve réactionnaire », etc., il faut être un homme d'une inintelligence surnaturelle, ou bien ne rien savoir et ne rien comprendre du tout au mouvement ouvrier russe et à la situation sur place, ou bien enfin, convoiter cette situation agréable de « balancier » où — sait-on jamais ? — Trotski précisément (ou quelque autre élément « non-fractionnel ») sera invité en qualité d'élément « non-fractionnel » lors de l'unification « sur une base paritaire » du groupe des publicistes de *Nacha Zaria*, du *Dien* et de la *Kievskaïa Mysl*[102] avec les groupes d'ouvriers marxistes. Quelle perspective délicieusement enivrante !

Mais la vie réelle, l'histoire réelle des tentatives d'« unification » avec les liquidateurs nous offre un tableau fort éloigné de ces perspectives délicieusement enivrantes. Il y eut une tentative sérieuse et vraiment générale de faire l'unité avec les liquidateurs en janvier 1910 : les liquidateurs la firent échouer. Il y eut l'union de *tous* les groupes et groupuscules avec les liquidateurs contre la conférence exécrée de janvier 1912. Ce fut une union passionnée, fougueuse, cimentée par les injures les plus virulentes

* Plékhanov.

(et même monumentales) contre cette conférence : Trotski aussi bien que les collaborateurs de *Za Partiou* participèrent à cette « union », avec bien entendu le groupe « Vpériod » au grand complet. Si les méchants scissionnistes-« léninistes » avaient réellement été l'obstacle à l'unité, comme la véritable unité se serait rapidement épanouie après cette intervention commune en mars 1912, dans les colonnes du « *Vorwärts* » *, de tous les groupes possibles et imaginables, y compris les liquidateurs, contre les « léninistes » !

Hélas ! C'est justement depuis cette époque, depuis le moment où les ouvriers de Russie, ayant commencé à faire paraître la *Pravda* en avril, se sont mis à rassembler, sur la base du respect le plus scrupuleux de l'esprit de Parti, des centaines et des milliers de groupes ouvriers dans tous les coins de la Russie, — c'est précisément depuis mars 1912 que ces étranges unificateurs se divisent avec une énergie toujours plus grande !! Au mois d'août 1912, le fameux « bloc d'Août » des liquidateurs s'en tire déjà *sans* le groupe « Vpériod », *sans Za Partiou*.

Dix-huit mois s'écoulent. L'union des groupes ouvriers de Russie a grandi, a mûri, s'est consolidée définitivement dans *toutes* les associations ouvrières légales, dans tous les groupements, dans toutes les organisations, dans toute une série de journaux et de publications, avec la fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma, fraction prête à exécuter la volonté de la majorité des ouvriers.

Et nos « unificateurs »?

Oh, ils se sont « unis » avec un grand succès, avec tant de succès qu'au lieu d'un seul groupe « Vpériod », il y en a *deux* (sans compter Bogdanov, l'empiriomoniste, que certains prennent pour un troisième groupe « Vpériod »), qu'au lieu de l'organe commun de Trotski et des liquidateurs (le *Loutch*) il y a la revue particulière de Trotski, la *Borba*, qui promet cette fois un véritable « non-fractionnisme ». Et non seulement Trotski s'est détaché craintivement des liquidateurs, mais ceux-ci ont vu se détacher d'eux, résolument, *tous les marxistes lettons organisés* qui,

---

* « En avant ! » (*N.R.*)

malgré leur stricte neutralité et leur non-fractionnisme, ont déclaré catégoriquement à leur congrès de 1914 :

« les conciliateurs (les membres du bloc d'Août) sont tombés eux-mêmes sous la dépendance politique et idéologique des liquidateurs »!!

Entre le mois de mars 1912, lorsque *tous* se sont unis aux liquidateurs contre les méchants « scissionnistes »-« léninistes », et le mois de mars 1914, lorsque le fictif « bloc d'Août » s'est désagrégé définitivement, il est devenu plus qu'évident que l'union véritable des ouvriers marxistes (en Russie et non à Paris, non à Vienne) ne se fait et ne se fera que *contre* le groupe des liquidateurs et *en passant outre* aux phrases creuses sur l'« unité » avec les zélateurs d'un « parti ouvrier légal ».

Les milliers de groupes ouvriers qui se rassemblent ouvertement, aux yeux de tous, autour du journal marxiste, voilà la preuve vivante de l'unité réelle et de sa croissance. Fondée sur la base idéologique élaborée par les marxistes dès le début de l'époque du 3 juin, cette unité a su utiliser toutes les possibilités légales avec cent fois plus d'efficacité que quiconque, mais elle les a utilisées *dans l'esprit* d'une guerre impitoyable contre les idées qui obligent à condamner « la publicité faite à la presse illégale », ou qui s'accommodent de la sympathie pour un « parti légal », pour l'abdication de l'hégémonie, pour la mise au rancart des « piliers », etc., etc.

Et c'est seulement cette unité, fondée uniquement sur cette base idéologique, qui indique la voie juste à la classe ouvrière de Russie.

Ecrit en avril 1914.
Publié en 1914 dans le recueil : « Le marxisme et le courant liquidateur », IIe partie.
Editions « Priboï », Saint-Pétersbourg

Conforme au texte du recueil

UNE FOIS ENCORE SUR LA CRISE POLITIQUE

Les journaux ont déjà beaucoup parlé de la fameuse séance du 22 avril à la Douma, marquée par l'expulsion de tous les social-démocrates et troudoviks[103]. Mais la signification de cet événement n'a pas encore été suffisamment élucidée.

Toute crise politique, indépendamment de son issue, est utile aussi en ce sens qu'elle porte au grand jour ce qui est latent, qu'elle met en évidence les ressorts de la politique, qu'elle dévoile les mystifications et détruit les illusions, les phrases et les fictions, qu'elle montre d'une façon concrète et enfonce, pour ainsi dire, dans la tête « *ce qui est* ».

Tous les députés démocrates de la Douma, tant les social-démocrates que les troudoviks, ont été exclus pour 15 séances, et la plupart d'entre eux ont été expulsés par la force armée. Cette exclusion avait pour but de complaire à ceux qui, en décidant de poursuivre Tchkhéidzé, ont manifesté ouvertement la « ferme » intention de faire un pas (ou plutôt une dizaine de pas d'un seul coup) à droite. Ont voté cette exclusion les droitiers et les octobristes, *plus une partie des progressistes*, c'est-à-dire des libéraux bourgeois, alliés d'une façon très étroite, pratiquement indissoluble, avec les cadets.

Les cadets se sont abstenus !!! Cette abstention d'un parti qui se prétend démocrate a magnifiquement mis en lumière — et c'est loin d'être la première fois — la nature véritable du libéralisme de Messieurs les cadets. La IV^e^ Douma se prépare à chasser Tchkhéidzé, et après lui les

autres social-démocrates, et ensuite tous les démocrates, en commençant par les exclure, et Messieurs les « chefs » de l'opposition libérale *s'abstiennent !!* Quels que soient les flots d'encre que les libéraux et les cadets déverseront après cela pour tripoter des sophismes ou des subterfuges, pour affirmer, par exemple, qu'ils se sont bornés, voyez-vous, à désapprouver la « forme » des interventions des social-démocrates, etc., le fond de l'affaire demeurera clair pour quiconque ne veut pas se duper soi-même.

S'abstenir alors que Gorémykine, Rodzianko et leur majorité excluaient les députés démocrates revenait pratiquement à soutenir par le silence, à approuver moralement, à renforcer politiquement Gorémykine et Rodzianko et leur majorité.

On ne saurait considérer comme juste le point de vue de L. M. exposé dans le n° 61 de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*, où il écrit que « la majorité de la Douma, les octobristes en tête, s'est politiquement suicidée ». C'est là le point de vue d'un libéral de gauche et non d'un démocrate, et encore moins, d'un social-démocrate.

La majorité de la Douma et les octobristes ne se sont aucunement suicidés. Ce sont tous des contre-révolutionnaires conscients, des participants conscients au bloc du 3 juin et au système de Stolypine, des ennemis conscients de la démocratie. De quel suicide peut-il donc s'agir en l'occurrence si, reconnaissant Gorémykine pour chef politique, ils le suivent contre leurs ennemis de classe ? contre les représentants de la démocratie, laquelle est notoirement hostile aux octobristes ?

A quoi bon ces phrases ronflantes et radicalement fausses sur le « suicide » ? Car enfin, elles *supposent* que les octobristes *ne sont pas* des ennemis de la démocratie, autrement dit, elles impliquent un mensonge révoltant. Ces phrases ressemblent au démocratisme vulgaire de ces populistes de gauche, peu raisonnables, qui clamaient souvent que la III^e^ et la IV^e^ Doumas étaient une institution « de carton », un château de cartes. On ne pourrait considérer comme un suicide le vote octobriste en faveur de Gorémykine, Maklakov et Chtchéglovitov que si les octobristes avaient été les porte-parole de la « volonté du peuple ». Mais ils sont en fait les porte-parole de la « *volonté* » des

couches de la grande bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, qui craignent mortellement le peuple.

Non, regardons la vérité en face. En politique, c'est toujours la meilleure méthode et la seule juste.

L'événement du 22 avril, à la Douma, a brisé et anéanti les vestiges des illusions constitutionnelles et légalistes: voilà la vérité. Le bloc contre-révolutionnaire de Pourichkévitch, de Rodzianko et des octobristes « de gauche », plus une partie des progressistes, s'est prononcé explicitement, *ouvertement*, résolument, militairement (pas dans un sens figuré, mais au sens propre de cette dernière expression, car les soldats ont été appelés à la Douma), contre la démocratie. Les libéraux contre-révolutionnaires, les Milioukov et consorts, *se sont abstenus*. On ne pouvait que s'y attendre après toute l'histoire des III^e^ et IV^e^ Doumas, après toute l'histoire des dix premières années du XX^e^ siècle.

Eh bien ! Moins de chimères, mieux cela vaut pour le peuple. Qu'a gagné le pays à l'incident du 22 avril à la Douma ? Il y a gagné d'avoir perdu encore une parcelle des illusions nuisibles à la cause de la liberté de ce pays.

« Pout Pravdy » n° 76,
3 mai 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

LA LUTTE IDEOLOGIQUE DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

Une particularité distinctive extrêmement importante de la Russie après la révolution est le profond tournant idéologique qui s'est opéré parmi les couches *d'opposition* ou progressives. Quiconque oublie cette particularité se prive de la possibilité de comprendre la révolution russe et son caractère aussi bien que les tâches de la classe ouvrière à l'époque actuelle.

Le revirement idéologique qui s'est opéré dans la bourgeoisie libérale se traduit par la création d'une tendance antidémocratique (Strouvé, Izgoïev, V. Maklakov s'y sont engagés ouvertement, les autres cadets en secret, « craintivement »).

Dans les milieux démocratiques, le tournant marque un flottement et un désarroi idéologiques immenses tant parmi les social-démocrates (démocratie prolétarienne), que parmi les socialistes-révolutionnaires (démocratie bourgeoise). Même les meilleurs représentants de la démocratie se contentent de *déplorer* ce flottement, ce désarroi, ce reniement. Quant aux marxistes, ils recherchent les racines *de classe* de ce phénomène *social*.

La manifestation principale de ce désarroi est le courant liquidateur, qui a reçu dès 1908 une définition officielle, ratifiée par le « bloc marxiste », suivant laquelle ce courant est qualifié de « tentative faite par un certain nombre des intellectuels pour liquider » l'organisation clandestine et lui « substituer » un parti ouvrier légal [104]. A la dernière réunion officielle des dirigeants marxistes, qui se tint en janvier 1910, en présence des représentants de

tous les « courants » et groupuscules, il ne se trouva *personne* qui pût s'élever contre la condamnation du courant liquidateur en tant que *manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat*. Cette condamnation et, en même temps, cette explication des racines *de classe* du courant liquidateur furent adoptées *à l'unanimité*.

Depuis lors, plus de quatre ans se sont écoulés, et l'immense expérience du mouvement ouvrier de masse a confirmé cette appréciation des milliers de fois.

Les faits ont démontré que la théorie du marxisme comme la pratique du mouvement ouvrier de masse en avaient fini sans retour avec le courant liquidateur, courant bourgeois, anti-ouvrier. Il suffit de rappeler, par exemple, comment, au cours du seul mois de mars 1914, la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* a dénigré la « presse illégale » (numéro du 13 mars) ou les manifestations (M. Gorski dans le numéro du 11 avri); comment Boulkine a diffamé tout à fait dans le style des libéraux l'« organisation clandestine » (*Nacha Zaria*, n° 3), comment le tristement fameux *L. M.* a soutenu pleinement Boulkine sur ce point au nom de la rédaction de *Nacha Zaria* et préconisé l'« édification d'un parti ouvrier légal », — il suffit de rappeler tout cela pour comprendre pourquoi les ouvriers conscients *ne peuvent* se comporter envers le courant liquidateur autrement qu'en condamnant impitoyablement et en boycottant totalement les liquidateurs.

Mais ici se pose une question très importante : comment ce courant a-t-il surgi historiquement ?

Il a surgi au cours des *vingt ans* d'histoire de la liaison du marxisme avec le mouvement ouvrier de masse en Russie. Avant 1894-1895, cette liaison n'existait pas. Le groupe « Libération du travail » ne fonda la social-démocratie que théoriquement et fit un premier pas à la rencontre du mouvement ouvrier.

Ce furent seulement l'agitation de 1894-1895 et les grèves de 1895-1896 qui créèrent un lien solide et continu entre la social-démocratie et le mouvement ouvrier de masse. *Aussitôt* commença la lutte idéologique des deux courants au sein du marxisme : les « économistes » contre les marxistes conséquents ou (plus tard) les « iskristes » (1895-1902), les « menchéviks » contre les

« bolchéviks » (1903-1908), les liquidateurs contre les marxistes (1908-1914).

L'économisme et le courant liquidateur sont des formes différentes d'un seul et même opportunisme d'intellectuels petit-bourgeois, qui existe depuis 20 ans. Qu'il s'agisse des idées ou des personnes, le lien de toutes ces formes de l'opportunisme constitue un fait indéniable. Il suffit de citer le chef des économistes, A. Martynov, devenu par la suite menchévik et qui est actuellement liquidateur. Il suffit de se référer à un témoin tel que G. Plékhanov, qui était lui-même proche des menchéviks sur de très nombreux points,* et qui n'en a pas moins reconnu expressément que les menchéviks ont absorbé les éléments intellectuels-opportunistes, que les liquidateurs perpétuent les erreurs de l'« économisme » et sont des destructeurs du parti ouvrier.

Les gens qui (à l'instar des liquidateurs et de Trotski) éludent ou déforment cette histoire de 20 années de lutte idéologique au sein du mouvement ouvrier, causent le plus grand tort aux ouvriers.

Un ouvrier ne saurait être conscient s'il reste indifférent à l'histoire de son mouvement. De tous les pays capitalistes, la Russie est l'un des plus arriérés, l'un des plus petits-bourgeois. Partant, si le mouvement *de masse* des ouvriers a engendré une *aile* petite-bourgeoise, opportuniste, ce n'est pas un hasard, c'est un phénomène nécessaire.

L'affranchissement du mouvement ouvrier de l'influence de la bourgeoisie, de l'influence de l'économisme et du

---

* Pourquoi disons-nous « sur de très nombreux points » ? Parce que Plékhanov a occupé une position *particulière* et s'est *maintes* fois retiré du menchévisme : 1) au congrès de 1903, Plékhanov a combattu l'opportunisme des menchéviks ; 2) après le congrès, Plékhanov a assuré la rédaction des nos 46 à 51 de l'*Iskra*, également contre les menchéviks ; 3) en 1904, Plékhanov a défendu le plan de la campagne des zemstvos établi par Axelrod en passant sous silence ses principales erreurs ; 4) au printemps 1905, Plékhanov a quitté les menchéviks ; 5) en 1906, après la dissolution de la 1re Douma, Plékhanov a pris une position nullement menchévique (voir le *Prolétari*[165], août 1906) (voir Lénine, Œuvres, t.11, « Les flottements en matière de tactique ». — *N.R.*) ; 6) au congrès de Londres de 1907, ainsi que le relate Tchérévanine, Plékhanov a lutté contre l'« anarchisme en matière d'organisation » des menchéviks. Il faut connaître ces faits pour comprendre pourquoi le menchévik Plékhanov a combattu et dénoncé si longtemps et si résolument le courant liquidateur.

courant liquidateur, a fait au cours de ces 20 années un *immense* progrès. Pour la première fois, on voit aujourd'hui se constituer solidement le véritable fondement prolétarien d'un véritable parti marxiste. Tous reconnaissent, même les ennemis des pravdistes sont obligés de reconnaître — les faits les y contraignent! — que les pravdistes forment l'immense majorité des ouvriers conscients. Ce que l'« assemblée plénière » marxiste de janvier 1910 a reconnu *théoriquement* (à savoir que le courant liquidateur marque « une influence bourgeoise sur le prolétariat »), les ouvriers conscients l'ont traduit dans la pratique en l'espace de quatre ans et l'ont imposé concrètement en réduisant les liquidateurs à l'impuissance, en les destituant de leurs postes, en ramenant le courant liquidateur à un groupe de publicistes opportunistes légaux, étranger au mouvement ouvrier de masse.

Au cours de ces vingt années de lutte idéologique, le mouvement ouvrier de Russie a grandi, s'est renforcé, s'est aguerri d'une façon continue. Il a vaincu l'« économisme »: toute la fleur du prolétariat conscient s'est ralliée aux « iskristes ». A tous les moments décisifs de la révolution, il a laissé les « menchéviks » dans la minorité : Lévitski *en personne* a dû reconnaître que les masses ouvrières suivaient les bolchéviks.

Enfin, le mouvement ouvrier a vaincu à présent le courant liquidateur et a pu ainsi s'engager sur la voie juste de la grande lutte, éclairée par la théorie marxiste, déployée sous les mots d'ordre «non-tronqués », lutte que mène la classe d'avant-garde pour les objectifs historiques progressifs de l'humanité.

« Pout Pravdy » n° 77,
4 mai 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

PROJET DE LOI SUR L'EGALITE EN DROITS DES NATIONS ET SUR LA DEFENSE DES DROITS DES MINORITES NATIONALES[106]

1. Les limites des subdivisions administratives, rurales et urbaines, de la Russie (villages, cantons, districts, provinces, arrondissements et quartiers dans les villes, banlieues, etc.), sont remaniées en fonction des conditions économiques actuelles et de la composition nationale de la population locale.

2. Ces conditions sont déterminées par des commissions élues par la population locale au suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret, à la représentation proportionnelle ; les minorités nationales trop minuscules pour pouvoir élire (à la représentation proportionnelle) un membre de la commission ayant voix délibérative élisent un membre ayant voix consultative.

3. La ratification définitive des nouvelles limites revient au Parlement central de l'Etat.

4. L'autonomie administrative locale est établie dans toutes les localités sans exception, sur la base du suffrage universel, direct et égal, du scrutin secret et de la représentation proportionnelle ; un ensemble de localités qui se distinguent par des conditions particulières, géographiques, sociales ou économiques, ou bien par une composition nationale particulière, a le droit de constituer une région autonome avec une diète locale autonome.

5. La délimitation des attributions des diètes autonomes et des institutions d'auto-administration locale est du ressort du Parlement central de l'Etat.

6. Toutes les nations faisant partie de l'Etat sont absolument égales en droits, et tout privilège dont bénéficierait l'une des nations ou l'une des langues est tenu pour inacceptable et anti-constitutionnel.

7. Les institutions d'auto-administration et les diètes autonomes locales choisissent la langue dans laquelle sont expédiées les affaires des institutions d'Etat et sociales de la localité ou du territoire en question ; toute minorité appartenant à une autre nationalité est en droit d'exiger que ses droits en matière de langue soient entièrement protégés sur une base d'égalité, par exemple le droit de recevoir la réponse des institutions d'Etat et sociales dans la langue même où la demande était formulée, etc. Les mesures prises par les zemstvos, les villes, etc., enfreignant l'égalité en droits des langues des minorités nationales dans le domaine financier, administratif, judiciaire et tout autre sont nulles et non avenues, et doivent être abrogées sur la requête de tout citoyen de l'Etat, indépendamment de son lieu de résidence.

8. Chaque unité administrative autonome, rurale ou urbaine, de l'Etat élit au suffrage universel, égal et direct et au scrutin secret, à la représentation proportionnelle, les conseils scolaires qui administrent, à l'exclusion de toute autre autorité et d'une manière autonome, les fonds destinés à tous les besoins de la population dans le domaine de l'enseignement et de la culture, sous le contrôle et la direction des institutions urbaines et des zemstvos.

9. Dans les unités territoriales à composition nationale hétérogène, le nombre des membres des conseils scolaires ne peut être inférieur à 20. Ce nombre (20) peut être augmenté par décret des unités administratives et des diètes autonomes. Sont considérées comme localités à composition nationale hétérogène celles où une minorité nationale atteint 5% de l'ensemble de la population.

10. Toute minorité nationale ressortissant à une unité administrative autonome donnée, et trop minuscule pour pouvoir élire à la représentation proportionnelle un membre au conseil scolaire ayant voix délibérative, est en droit d'y élire un membre ayant voix consultative.

11. La proportion des sommes dépensées pour les besoins éducatifs et culturels des minorités nationales d'une

localité donnée ne peut être inférieure à la proportion que représentent ces minorités par rapport à l'ensemble de la population de ladite localité.

12. Des recensements de la population, tenant compte de la langue maternelle des citoyens, ont lieu au minimum une fois tous les 10 ans dans l'ensemble de l'Etat, et au minimum une fois tous les 5 ans dans les régions et localités à composition nationale hétérogène.

13. Toute mesure des conseils scolaires enfreignant en quoi que ce soit la pleine égalité en droits des nations et des langues de la population locale, ou la proportionnalité des dépenses consacrées aux besoins de l'instruction et de la culture des minorités nationales, est nulle et non avenue et doit être abrogée sur la requête de tout citoyen de l'Etat, indépendamment de son lieu de résidence.

Ecrit après le 6 (19) mai 1914. *Conforme au manuscrit*
Publié pour la première fois en 1937
dans le Recueil Lénine n° XXX

LES « VOISINS DE PROPRIETE »

Il est des mots bien placés qui expriment avec une étonnante justesse la nature profonde de phénomènes fort complexes. Tel est le cas, sans contredit, de l'exclamation d'un hobereau membre de la majorité de droite de la Douma d'Etat, lors de la séance historique du 22 avril, à propos du discours de Gorémykine.

« *Qu'il serait agréable d'avoir I. Gorémykine pour voisin de propriété!* »

Ces mots, prononcés le jour de l'expulsion des députés ouvriers et paysans de la Douma, il est éminemment utile de les rappeler aujourd'hui que les députés chassés ont repris leur place. Ils peignent admirablement la force à laquelle la démocratie se heurte à la Douma et hors d'elle.

Le nobliau qui a lancé ces mots voulait plaisanter, mais il a lâché par mégarde une vérité d'importance, plus profonde que celle qu'il croyait énoncer. En effet, toute cette IVe Douma, toute cette majorité d'hommes de droite et d'octobristes, ainsi que les « dignitaires » du Conseil d'Etat, qui sont-ils, sinon des « voisins de propriété » ?

En Russie, 3 103 579 déciatines de terre sont aux mains de 194 conseillers privés, ce qui fait en moyenne plus de 20 000 hectares pour chacun d'eux. Les plus grands propriétaires fonciers de Russie, qui, au total, sont moins de 30 000, possèdent 70 millions de déciatines. C'est à cette classe précisément qu'appartient la majorité de la Douma, du Conseil d'Etat et de la haute administration, sans parler des zemstvos et de l'administration locale. Ces gens-là sont tous « voisins de propriété ».

En notre siècle capitaliste, les « voisins de propriété » deviennent toujours plus fréquemment usiniers, distillateurs, raffineurs, etc.; ils participent chaque jour davantage à toutes sortes d'entreprises industrielles et commerciales, financières, ferroviaires. La haute noblesse est étroitement liée à la grande bourgeoisie.

Les « voisins de propriété » sont la meilleure organisation *de classe* de la Russie, car ils sont organisés, non seulement en voisins, non seulement en associations, mais également en tant que force d'Etat. Les plus importantes administrations sont occupées par eux; formées « à leur image », selon leurs « besoins » et leurs intérêts. Evidemment, notre régime politique présente aussi certaines particularités très importantes qui s'expliquent par l'histoire militaire de la Russie, etc., particularités susceptibles de provoquer parfois le mécontentement de la classe des propriétaires fonciers eux-mêmes. Mais dans l'ensemble, ces messieurs les propriétaires fonciers de Grande-Russie offrent un magnifique exemple d'organisation *de classe* !

Notre bourgeoisie profite mal de ce modèle, elle qui craint, notamment, de songer à organiser *sa propre* classe en force d'Etat. Par contre, le prolétariat, en s'organisant en tant que classe, n'a jamais oublié et n'oubliera jamais le bel exemple des « voisins de propriété »...

« Poul Pravdy » n° 80, 8 mai 1914

Conforme au texte du « Poul Pravdy »

LES POPULISTES ET LA « VIOLENCE FRACTIONNELLE »

Plus le mouvement ouvrier se déploie, plus son action est cohérente, et plus les groupuscules d'intellectuels, coupés des masses, hurlent au « fractionnisme », à l'« épidémie pravdiste », à l'«aveuglement fractionnel », etc. Ces bonnes gens ne se doutent pas qu'ils se délivrent eux-mêmes, ce faisant, un certificat d'indigence. Là où ils ne voient qu'une sorte de calamité naturelle, un sujet de bruyantes lamentations, se manifestent pratiquement la maturité et la haute tenue de notre mouvement ouvrier.

Rien n'a autant démasqué toute la vilenie et l'hypocrisie des criailleries d'intellectuels contre le « fractionnisme » ouvrier que les récentes élections publiques où les ouvriers ont désigné leurs délégués aux conseils des assurances sociales.

Prenez le journal populiste *Mysl Trouda*. Même *après* toutes les élections aux conseils des assurances sociales qui ont eu lieu à Pétersbourg, nous trouvons dans le numéro du 20 avril un article extrêmement tapageur, démontrant avec le plus grand sérieux qu'il ne faut en aucun cas « se soumettre à la violence fractionnelle (!!) des pravdistes ».

La violence fractionnelle ! Quel sans-gêne a-t-il fallu au journal populiste pour écrire ces paroles démagogiques !

Songez-y, lecteur. Des élections publiques ont lieu parmi les ouvriers. Ceux-ci s'enquièrent les uns auprès des autres sur la tendance politique des participants. On publie, afin que nul ne les ignore, les données suivantes, que personne ne conteste, sur l'appartenance politique des délégués électeurs : 37 pravdistes, 7 liquidateurs,

4 populistes et 5 sans étiquette. Bien entendu, les ouvriers élisent une majorité de pravdistes. (Une certaine représentation est accordée aussi à la minorité : aux menchéviks non liquidateurs.) Après cela, le journal populiste tempête contre la « violence fractionnelle ».

Mais vous vous rendez tout simplement ridicules, messieurs les populistes. Votre propre exemple montre clairement toute l'*absurdité* du vocable éculé de « fractionnisme ». Vous avez oublié deux simples chiffres : 37 et 4. Sur 53 délégués ouvriers, il ne s'est trouvé que 4 populistes, c'est-à-dire quelque chose comme 7 pour cent. Mais les populistes estiment, apparemment, que les ouvriers doivent élire leurs représentants *à la minorité* des voix et non à la majorité. Pour complaire aux populistes, 37 délégués électeurs ouvriers devraient être considérés comme équivalents à 4·37=4 : voilà, au fond, ce que tentent de faire accroire aux ouvriers ces bons populistes si hostiles au « fractionnisme ». Rien d'étonnant que les ouvriers demeurent rebelles à cette haute sagesse populiste.

Il y a une limite à tout, messieurs les populistes « non fractionnistes ». Si, ayant 4 délégués électeurs sur 53, vous vous permettez de crier à la « violence fractionnelle » de la majorité, vous montrez tout simplement par là que vous ne savez pas respecter la volonté de la majorité et que, par vos cris frénétiques contre le « fractionnisme », vous tentez de *faire échec à la volonté de l'immense majorité des ouvriers*. C'est vous, et personne d'autre, qui essayez en réalité d'imposer la volonté d'une infime minorité à l'écrasante majorité.

Pratiquant la politique la plus lamentable, la plus dénuée de principes, d'un petit cercle coupé des masses, vous essayez, par vos clameurs contre la « violence fractionnelle », d'agir sur les nerfs des ouvriers, et vous *extorquez* par ce procédé peu reluisant la satisfaction des intérêts de votre coterie. S'il existe un « fractionnisme», et du plus mauvais aloi, il se manifeste précisément dans le comportement des cercles liquidateur et populiste, qui sabotent la volonté des ouvriers.

On observe un tableau identique à l'occasion des élections aux conseils des assurances sociales dans un centre aussi important que *Riga*.

Une réunion des gérants des caisses-maladie a lieu, afin de désigner les candidats au conseil des assurances sociales de la province. 21 caisses sont représentées. Une lutte serrée se déroule entre les tendances politiques. D'un côté, il y a les liquidateurs, les populistes, des éléments sans-parti, certains syndicats. De l'autre, les pravdistes. De nombreux orateurs interviennent de part et d'autre. En fin de compte, la liste des pravdistes obtient 44 voix, et le bloc de tous les autres en recueille 20. (Nous empruntons ces chiffres au n° 2 de la *Mysl Trouda* elle-même.) Les pravdistes ont donc plus des deux tiers des voix.

Après cela, les populistes se répandent de nouveau en lamentations au sujet du « fractionnisme » et de la « violence fractionnele ».

Remarquez comment ils jouent sur les mots. Car enfin, les populistes n'ont jamais été une *fraction* de la social-démocratie. Les populistes et les social-démocrates ont toujours constitué *deux partis* distincts, ayant chacun son programme, sa tactique, son organisation. La lutte entre les social-démocrates et les populistes est une lutte politique *entre partis*, et nullement une lutte « fractionnelle ». Que vient donc faire ici le « fractionnisme »?

N'est-il pas évident que les vociférations des liquidateurs et des « conciliateurs » contre le « fractionnisme » font uniquement le jeu des *ennemis* du parti ouvrier, qu'elles ne font que semer le chaos et la discorde, embrouiller les notions et désorienter les ouvriers.

Les cris contre le «fractionnisme » sont devenus un système, utilisé sciemment par les ennemis des marxistes pour dérouter les ouvriers. Qu'une décision des ouvriers déplaise à tel ou tel intellectuel ou à tel cercle d'intellectuels, et le voilà qui crie : au secours, « fractionnisme », à l'aide, « violence fractionnelle » !

Vous n'étonnerez personne avec cela, messieurs. Lorsque le scissionniste et libéral F. D., dans la *Sévernaïa Likvidatorskaïa Gazêta**, jure ses grands dieux à chaque ligne qu'il est pour l'« unité » ; lorsque Trotski clame dans sa feuille archi-intellectuelle, intellectuelle d'un bout à l'aure,

---

* Voir note 13. (*N.R.*)

avec des expressions grandiloquentes, qu'il faut « s'affranchir du fractionnisme » ; lorsque les petits bourgeois pseudo-socialistes de la *Mysl Trouda* assurent qu'ils sont pour l'unité, les ouvriers leur répondent : quiconque est pour l'unité authentique du mouvement ouvrier doit se soumettre à la majorité des ouvriers conscients et n'a pas le droit de combattre le programme marxiste et la tactique marxiste.

« Pout Pravdy » n° 81,
9 mai 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

LA CORRUPTION DES OUVRIERS PAR UN NATIONALISME RAFFINE

Plus le mouvement ouvrier se développe, et plus sont acharnées les tentatives de la bourgeoisie et des féodaux pour l'écraser ou le disloquer. Ces deux procédés, l'écrasement par la force et la dislocation sous l'influence bourgeoise, sont constamment pratiqués dans le monde entier, dans tous les pays, la priorité étant accordée tantôt à l'un, tantôt à l'autre, par les différents partis des classes dominantes.

En Russie, notamment après 1905, lorsque les plus intelligents des bourgeois ont vu clairement combien la force brutale était insuffisante à elle seule, toutes sortes de partis et de groupes bourgeois « progressistes » usent de plus en plus souvent du procédé de la *division* des ouvriers par la diffusion de diverses idées et doctrines bourgeoises qui affaiblissent la lutte de la classe ouvrière.

Au nombre de ces idées, il faut ranger un nationalisme raffiné, qui prêche la division et l'émiettement du prolétariat sous les prétextes les plus spécieux et les plus séduisants ; par exemple, sous prétexte de défendre les intérêts de la « culture nationale », de l'« autonomie ou de l'indépendance nationales », etc., etc.

Les ouvriers conscients s'efforcent de rejeter *tout* nationalisme, aussi bien le nationalisme grossier, violent, à la Cent-Noir, que le nationalisme le plus raffiné, celui qui prêche l'égalité en droits des nations *en même temps que... la dislocation* du camp ouvrier, des organisations ouvrières,

du mouvement ouvrier, *par* nationalités. Mettant en pratique les résolutions adoptées à la dernière conférence des marxistes (été 1913), ils défendent — à la différence de toutes les couches de la bourgeoisie nationaliste — non seulement l'*égalité en droits* la plus complète, la plus conséquente, une égalité poussée jusqu'au bout, des nations et des langues, mais aussi la *fusion* des masses ouvrières des différentes nationalités dans toutes sortes d'organisations prolétariennes *uniques*.

Là est la différence radicale entre le programme national du marxisme et celui de n'importe quelle bourgeoisie, fût-elle la plus « avancée ».

La reconnaissance de l'égalité en droits des nations et des langues est chère aux marxistes non seulement parce qu'ils sont les plus conséquents des démocrates. Les intérêts de la solidarité prolétarienne, de l'unité fraternelle de la lutte de classe des ouvriers, exigent la plus complète égalité en droits des nations, afin d'éliminer la moindre méfiance, le moindre particularisme, la moindre suspicion, la moindre animosité d'ordre national. Et la pleine égalité des droits implique aussi la répudiation de tout privilège en faveur d'une langue quelconque, elle implique la reconnaissance du *droit* à la libre disposition de toutes les nations.

Au contraire, pour la bourgeoisie, la revendication de l'égalité en droits des nations revient bien souvent à prêcher en fait l'exclusivisme national et le chauvinisme, et s'associe très fréquemment à une *propagande* en faveur de la division et de l'isolement des nations. L'*internationalisme* prolétarien est *absolument* inconciliable avec cette position, car il enseigne, non seulement le *rapprochement* des nations, mais la *fusion* des masses ouvrières de toutes les nationalités d'un Etat donné au sein d'organisations prolétariennes *uniques*. C'est pourquoi les marxistes condamnent résolument ce qu'on appelle l'« autonomie nationale culturelle », c'est-à-dire le *retrait* de l'école du ressort de l'Etat pour la remettre entre les mains des *différentes* nationalités. Ce plan de division revient à confier l'école, les questions de « culture nationale » à des *unions nationales*, ayant *leurs propres* diètes, *leurs* finances scolaires, *leurs* conseils scolaires, *leurs* institutions scolaires.

C'est un plan d'un nationalisme raffiné qui corrompt et divise la classe ouvrière. A ce plan (qui est celui des bundistes, des liquidateurs et des populistes, c'est-à-dire des différents groupes petits-bourgeois) les marxistes opposent le principe suivant : égalité absolue en droits des nations et des langues, jusques et y compris la négation de la nécessité d'une langue officielle, mais, en même temps, prise de position en faveur du rapprochement le plus complet des nations, de l'unité des institutions *d'Etat* pour toutes les nations, de l'unité des conseils scolaires et de la politique scolaire (école laïque !), de l'unité des ouvriers des différentes nations dans leur lutte contre *le nationalisme de toute bourgeoisie nationale*, contre ce nationalisme que, pour tromper les naïfs, on présente sous la forme du mot d'ordre de « culture nationale ».

Que les nationalistes petits-bourgeois, les bundistes, les liquidateurs, les populistes, les publicistes du *Dzvin*, défendent au grand jour leurs principes d'un nationalisme bourgeois raffiné, c'est leur droit. Mais qu'ils n'essaient pas de tromper les ouvriers, comme le fait, par exemple, Madame V. O., dans le n° 35 de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta, en s'appliquant* à persuader les lecteurs que le journal *Za Pravdou rejette* l'enseignement dans la langue maternelle ! ! !

C'est une grossière calomnie, car non seulement les pravdistes reconnaissent ce droit, mais ils le font *d'une façon plus conséquente* que quiconque. Ils ont été *les premiers* en Russie à admettre *intégralement* les droits de la langue maternelle quand ils se sont joints à la conférence des marxistes qui se prononça pour *la suppression de la langue officielle obligatoire !*

Confondre l'enseignement dans la langue maternelle avec « la division de l'école par nationalités dans les limites d'un même Etat », avec l'« autonomie nationale culturelle », avec le « retrait de l'école du ressort de l'Etat », c'est faire preuve de l'ignorance la plus crasse.

Nulle part dans le monde les marxistes (et même les démocrates) ne rejettent l'enseignement dans la langue maternelle. Et *nulle part dans le monde* les marxistes n'ont adopté un programme d'« autonomie nationale culturelle » ; c'est *seulement* en Autriche qu'il *a été proposé*.

L'exemple de la Finlande, invoqué par Madame V. O., se retourne contre elle, car dans ce pays, l'*égalité en droits des nations et des langues* (que nous reconnaissons sans réserve et plus résolument que quiconque) est proclamée et réalisée, mais *il n'y est seulement question de « retirer l'école du ressort de l'Etat »*, de créer des unions nationales particulières chargées de régler toutes les questions scolaires, de cloisonner l'école d'Etat par des barrières nationales, etc.

« Pout Pravdy » n° 32,
10 mai 1914
Signé : V. I.

Conforme au texte du « Pout Pravdy »

LA SITUATION POLITIQUE

La situation politique actuelle en Russie est caractérisée par la croissance du mouvement de grèves en général, et aussi par la multiplication des grèves politiques (par exemple, celles du 1er mai), ainsi que par le renforcement de la tendance « pravdiste » parmi les ouvriers (les élections aux conseils des assurances sociales de la capitale et de toute la Russie en ont apporté une preuve nouvelle.

Le lien entre le caractère du mouvement ouvrier et la tendance reconnue comme *la leur*[107] par l'immense majorité des ouvriers conscients est évident et n'exige pas d'explications particulières.

Ensuite, on voit se dessiner très clairement et très distinctement, dans la situation politique actuelle, un «bloc de gauche», c'est-à-dire des actions communes de la démocratie prolétarienne et de la démocratie bourgeoise (troudoviks et liquidateurs), contre les Pourichkévitch et aussi contre le libéralisme bourgeois et ses trahisons. L'obstruction de la gauche à la Douma et l'exclusion des social-démocrates et des troudoviks grâce aux voix de la droite, des octobristes et d'une partie des progressistes, les cadets *s'abstenant*, ont nettement montré l'existence de ce « bloc de gauche ». La démocratie prolétarienne n'a pas affaibli son indépendance d'un iota et ne s'est en rien écartée de sa ligne prolétarienne, pravdiste. Seuls les troudoviks et les liquidateurs ont soutenu cette ligne contre les libéraux,

bien que les uns et les autres penchent fréquemment du côté des libéraux.

Enfin, au sein des classes bourgeoises, la situation politique actuelle est marquée par des flottements et du mécontentement. Cela s'est traduit par les discours et la résolution du congrès des industriels et des commerçants. Mécontentement évident à l'égard du gouvernement, tendance évidente à l'opposition.

Cela s'est manifesté lors de l'adoption à la Douma par les octobristes—ceux des zemstvos et les libéraux—d'une résolution hostile au ministère de l'Intérieur, dans la discussion sur le budget de ce ministère. Jubilant de voir les octobristes se rallier à « leur » point de vue, les cadets oublient d'ajouter qu'ils se sont alignés eux-mêmes, en l'occurrence, sur la position *octobriste!!*

La résolution prise par la IVe Douma exprime un point de vue contre-révolutionnaire et impérialiste parfaitement défini. La politique gouvernementale y est condamnée parce que

« l'arbitraire administratif généralisé suscite le mécontentement et une sourde effervescence dans les larges couches paisibles de la population » (c'est-à-dire parmi la bourgeoisie réactionnaire et les grands propriétaires fonciers) « et contribue par là même à l'apparition et à l'accentuation de courants hostiles à l'Etat ».

Messieurs les octobristes parlent de démocratie. Messieurs les cadets, une fois de plus, ont renié publiquement la démocratie. Tant mieux, car ils n'ont jamais été et ne sauraient être des démocrates, car ils n'ont fait que se jouer de la démocratie quand ils se sont avisés de la représenter. La démocratie ne saurait avancer d'un seul pas en Russie si elle ne se libère pas des supercheries du libéralisme bourgeois des cadets.

Bilan.

Nouveau renforcement du mouvement ouvrier. Rassemblement continu de la majorité des ouvriers autour du « pravdisme ».

Ebauche très nette d'un « bloc de gauche » se traduisant par des actions communes de la démocratie prolétarienne et de la démocratie bourgeoise (troudoviks et liquidateurs) contre la droite et contre les cadets.

Désagrégation, flottements, méfiance mutuelle et mécontentement au sein du système du 3 juin, parmi les propriétaires fonciers et la bourgeoisie réactionnaire. « Ils » s'accusent les uns les autres — les Pourichkévitch s'en prenant aux libéraux, et les libéraux aux Pourichkévitch — d'encourager une nouvelle révolution et d'en hâter la venue. Telle est la situation.

« Poul Pravdy » n° 55,
13 mai 1914

Conforme au texte
du « Poul Pravdy »

L'UNITE DES OUVRIERS ET LES «COURANTS» PARMI LES INTELLECTUELS

Tout en poursuivant leur progression, les ouvriers conscients mesurent constamment le chemin parcouru par le mouvement ouvrier et se demandent sans cesse si cette voie est juste, s'il n'y a pas moyen de l'améliorer.

De toutes les classes de la Russie, aucune, même la bourgeoisie cultivée et riche, ne discute aussi franchement, aussi nettement et, autant que possible, aussi ouvertement que la classe ouvrière de sa tactique, c'est-à-dire de l'orientation et des formes de son mouvement. Seuls des gens peu intelligents ou qui craignent la participation des larges masses à la politique peuvent trouver déplacés ou superflus les débats publics et passionnés sur la tactique qui se déroulent constamment dans la presse ouvrière. En fait, ces discussions ardentes contribuent à entraîner tous les ouvriers dans le mouvement, à leur apprendre à considérer sous tous ses aspects leur politique, la politique ouvrière, à élaborer une ligne de classe ferme, claire, définie.

Récemment, des ouvriers du « Service d'émission des papiers d'Etat » ont montré d'une façon tout à fait convaincante quelle est et quelle doit être l'attitude des ouvriers conscients à l'égard des controverses sur la tactique.

« Certains camarades du Service — ont-ils écrit dans le n° 68 du *Pout Pravdy* — se sont associés à l'appel des partisans de la *Sévernaïa Rábotchaïa Gazéta* et ont effectué une collecte à parts égales au profit des deux journaux, avec le sentiment de faire un pas vers la réalisation de l'unité ; nous

considérons leur geste comme une erreur qui, loin de mener à l'unité du mouvement ouvrier, éloigne au contraire le moment où les ouvriers s'uniront sous le même étendard du marxisme. En effet, prenons l'exemple suivant. Admettons que deux hommes discutent passionnément d'une question à laquelle nous sommes nous-mêmes intéressés, que cette dispute nous soit désagréable et que nous voulions la faire cesser. Que devons-nous faire dans ce cas ? C'est clair comme le jour : établir lequel des deux a raison et prendre son parti ; celui qui a tort se convaincra alors de son erreur, ou, s'il en est incapable, il se lassera et abandonnera la discussion. Mais si nous soutenons et encourageons l'un et l'autre, le débat n'en finira jamais. »

Voilà ce qu'ont écrit des ouvriers du Service. Et il est absolument impossible de contester leur explication très simple qui s'adresse à tous les ouvriers.

L'aide « à parts égales » ou le désir de fusionner ou « d'unir *tous* les courants » (ce dont parlent, soit dit en passant, les députés de la Douma, favorables au courant liquidateur) ne signifie en fait rien d'autre que le désir de commander indirectement les ouvriers espérant que ces derniers seront incapables de « se débrouiller » eux-mêmes. Chaque groupuscule d'intellectuels peut éditer une brochure ou une feuille de chou et se proclamer « courant », comme le groupuscule du philosophe antimarxiste Bogdanov, celui de Trotski ou celui de N. Guimmer qui hésite entre les populistes et les marxistes, etc.

Il y a des « courants » en veux-tu en voilà, et on dit aux ouvriers : aidez tout le monde « à parts égales », reconnaissez « *tous les courants* »!!!

Il est certain que tout ouvrier tant soit peu conscient répliquera : sur quoi porte la discussion ? sur *mon* combat ? sur *ma* politique et *ma* tactique ? sur *mon* parti ?

Dans ce cas, chers messieurs, je m'orienterai moi-même, et je ne déclarerai *mienne* que la tactique que j'approuve et que je partage.

C'est clair comme le jour.

C'est uniquement parce que la liberté de la presse n'existe pas en Russie et qu'on y trouve encore (surtout en province) des masses d'ouvriers qui voient pour la première fois un journal ouvrier, qui ne « se débrouillent » encore pas du

tout dans les questions de la politique ouvrière, c'est uniquement pour cette raison que des intellectuels peuvent s'adresser aux ouvriers sur ce ton de commandement en les appelant à reconnaître « tous les courants » et à les aider « à parts égales ».

Au marché, il arrive souvent que celui qui crie le plus fort et invoque tous les saints veuille écouler une marchandise particulièrement avariée.

A la foire de la gent intellectuelle, bien souvent ceux qui s'élèvent avec le plus d'énergie contre les méthodes de commandement à l'égard des ouvriers sont justement ceux qui appliquent ces méthodes et qui créent une multitude de « courants » antimarxistes et antiprolétariens.

Prenez Pétersbourg. A moins d'avoir perdu l'esprit, qui pourra contester que, par rapport à la province, les ouvriers de la capitale sont plus cultivés et plus conscients, plus habitués et plus aptes à « se débrouiller » réellement par eux-mêmes dans toutes les questions de la doctrine marxiste et de la pratique du mouvement ouvrier ?

Et alors ?

Les ouvriers de Pétersbourg *se sont débrouillés* et estiment que le courant *pravdiste* a raison.

A Pétersbourg, l'écrasante majorité des ouvriers s'est prononcée pour le « pravdisme » et a démontré concrètement que *seul* ce « courant » est reconnu par elle comme étant le *sien*.

En province, la prédominance des pravdistes est moins nette, mais il y a quand même prédominance. Cela a été prouvé par des chiffres portant sur deux ans et concernant les groupes ouvriers, des chiffres « désagréables » pour les adversaires du « pravdisme », mais qui n'en demeurent pas moins des faits.

La majorité des ouvriers conscients s'est orientée, a pesé les arguments pour et contre telle ou telle tactique, et a reconnu la tactique pravdiste pour *sienne*. Les fondateurs des « courants » intellectuels, du courant liquidateur, du trotskisme (la *Borba*), de l'amalgame de populisme et de marxisme (le *Sovrémennik* [188] de M. Guimmer), etc., essaient à présent de saper et de violer l'unité et la volonté de cette majorité des ouvriers.

Nous sommes convaincus que tous ces « courants » intellectuels qui propagent des idées antimarxistes ou prêchent

la nécessité de leur faire des concessions se briseront contre la conscience et la volonté des ouvriers marxistes d'avant-garde. L'exemple de Pétersbourg renforce notre certitude.

Il est vraiment ridicule de voir les promoteurs intellectuels des groupuscules et « courants » crier à l'« unité », tout en s'ingéniant à détruire l'unité des ouvriers. Ils sont contre l'unité des ouvriers, qui s'est créée en fait, et pour l'unité des courants intellectuels, promise en paroles.

« Pout Pravdy » n° 85,
13 mai 1914

Conforme au texte
du « Pout Pravdy »

A PROPOS DES POPULISTES DE GAUCHE

Les populistes de gauche dans le n° 20 de la *Stoïkaïa Mysl* et les populistes dans le n° 4 du *Rousskoïé Bogatstvo* s'en sont pris aux *Rousskié Viédomosti* populistes parce que cette dernière publication s'était prononcée pour la liberté de « transaction », c'est-à-dire la liberté de l'achat, de la vente et de l'hypothèque des lots de terre concédés.

Cette question est intéressante parce qu'elle confirme avec évidence le caractère extrêmement rétrograde et réactionnaire de la théorie populiste, dénoncé par les marxistes. De surcroît, la portée pratique de ce problème nous oblige à nous y arrêter.

Dans une société où prédomine la production marchande, tout petit patron agricole est inévitablement entraîné de plus en plus dans l'*échange* et devient toujours plus dépendant du *marché*, non seulement local et national, mais *mondial*. Chaque progrès du développement économique du globe, chaque kilomètre de nouvelles voies ferrées, chaque départ d'un ouvrier agricole pour la ville ou plus généralement pour la fabrique, « à la recherche d'un gagne-pain », chaque nouvelle machine agricole — en un mot, chaque poussée de la vie économique universelle entraîne dans l'échange les régions les plus éloignées. D'innombrables phénomènes quotidiens attestent, en tous les points du monde et dans tous les pays sans exception, cet essor de l'économie d'échange, de la production marchande, du capitalisme. Car la transformation de l'économie d'échange et de la production marchande simple en capitalisme est également un phénomène confirmé par d'innombrables observations économiques faites quotidiennement dans chaque village, dans chaque métier et dans chaque branche de l'industrie « artisanale ».

Il est évident que dans cette économie mondiale le paysan est un *producteur de marchandises*, et qu'il tombe chaque jour davantage sous la dépendance du marché en vendant ses produits, en achetant des instruments de travail et des articles de consommation, en embauchant des ouvriers ou en s'embauchant lui-même comme ouvrier. Cela étant, et puisque la propriété de la terre est un fait, la liberté de la vendre, de l'acheter et de l'hypothéquer est une condition nécessaire du développement du capitalisme. Toute tentative de restreindre cette liberté ne peut qu'entraîner mille et une infractions à la loi et mille et une lenteurs et routines administratives, ainsi qu'une *aggravation* de la situation du paysan. Essayer d'arrêter le capitalisme mondial par des lois ou des règlements limitant la liberté de « transaction » de la terre, serait aussi stupide que de vouloir arrêter un train avec une haie. Préconiser de telles tentatives, c'est préconiser le joug du servage, la stagnation et le *pourrissement* de la campagne.

Quiconque a étudié peu ou prou l'économie politique sait qu'en Russie la capitalisme prend la relève du servage. Il *n'existe* en Russie aucune autre, aucune «tierce» forme de l'économie nationale. Le servage ainsi que le capitalisme impliquent l'exploitation du travail ; et, *dans ce sens, les deux* régimes signifient «la corde au cou et la servitude». Mais le servage est caractérisé par une stagnation séculaire, par l'abrutissement et l'ignorance des travailleurs, le faible niveau de la productivite du travail. Tandis que le propre du capitalisme est un développement économique et social très rapide, un énorme accroissement du rendement, la suppression de l'abrutissement des travailleurs et l'éveil en eux de la capacité de s'unir et d'accéder à une vie consciente.

Aussi, dire que le capitalisme c'est «la corde au cou et la servitude», *tout en défendant*, comme le font les populistes, les *entraves* au développement du capitalisme, signifie *pratiquement* défendre les vestiges du servage, de la sauvagerie et de la stagnation.

Les marxistes ont toujours traité et traiteront toujours de «socialistes-réactionnaires» les populistes de gauche qui veulent restreindre la liberté de transaction.

Nous conseillons aux ouvriers conscients de « livrer combat » précisément dans ce domaine aux populistes de gauche et à tous les autres ! Nous répondons sur notre tête que les populistes de gauche auront pour alliés les vieillards décrépits qui prônent, en même temps que la limitation de la liberté de transaction, la croyance au diable, la servilité, la peine du fouet, le droit pour le beau-père d'abuser de sa bru et l'« éducation » des paysannes à coups de gourdin.

Toute la jeune génération, robuste, instruite, qui ne croit pas au diable, sera avec nous. Il suffira d'une seule citation empruntée à M. Péchékhonov pour que cette génération adopte l'attitude qui convient à l'égard de ce genre d'individus :

« J'ai dit, écrit M. Péchékhonov, que les paysans sont incapables d'user avec assez de bon sens du crédit hypothécaire. Ce qui se conçoit parfaitement : le régime de l'entreprise agricole fondée sur le travail ne les y a pas préparés... »

Les paysans n'ont pas de « bon sens », voyez-vous ! Les féodaux et les fonctionnaires libéraux ont, voyez-vous, la « capacité » de décider *pour* le paysan !!

Voilà une question vivante, actuelle, pratique, modeste, mais claire. C'est sur ce point qu'il faut ridiculiser MM. les populistes de gauche devant chaque assemblée réunissant des paysans éveillés et conscients.

Quant à l'entreprise agricole « fondée sur le travail », c'est une phrase mielleuse et vide d'intellectuel. Tout paysan sait pertinemment qu'on ne peut vivre sans vendre ni acheter. Devant ce simple fait, les bavardages sur « le régime de l'entreprise agricole fondée sur le travail » s'en vont en fumée.

* * *

Les populistes de gauche jettent de la poudre aux yeux du « brave petit moujik » en confondant la question de la liberté de transaction avec la revendication « du retrait de la terre de la circulation marchande et de sa transformation en bien du peuple tout entier » (*Stoïkaïa Mysl* n° 20).

Premièrement, seuls des ânes bâtés peuvent ignorer que « la transformation de la terre en bien du peuple tout entier » *n'est pas* le retrait de la terre de la circulation marchande, mais *au contraire* son *inclusion* encore plus large, plus libre et plus rapide dans cette circulation.

Etudiez donc l'économie politique de Marx, messieurs les « socialistes-réactionnaires » !

Deuxièmement, les bourgeois *radicaux*, comme l'a montré et démontré Marx, peuvent revendiquer et ont revendiqué plus d'une fois « la transformation de la terre en bien du peuple tout entier ». C'est indiscutable. Mais croire qu'en prônant les restrictions *féodales* de la liberté de transaction, on facilite cette transformation, c'est être un bourgeois non pas radical, mais rétrograde.

Tant qu'existe la propriété privée de la terre, la limitation de transaction est une mesure nuisible et réactionnaire. Pour réaliser les idéaux de la démocratie ouvrière, il n'y a pas d'autre voie que la disparition la plus rapide des vestiges du servage et le développement le plus rapide du capitalisme.

* * *

Les marxistes ont toujours dit et ils le répètent maintenant : il faut *débarrasser* les vues démocratiques des paysans des survivances du *servage*. Le populiste ne mérite d'être soutenu *que pour autant* qu'il est contre le servage et pour la démocratie. Mais dans la mesure où il défend l'abrutissement et l'état arriéré, l'étroitesse d'esprit et l'égoïsme des petits bourgeois, il est le pire des réactionnaires.

«Poul Pravdy» n° 86,
14 mai 1914

Conforme au texte
du «Poul Pravdy»

LES LIQUIDATEURS ET LA BIOGRAPHIE DE MALINOVSKI

Dans leurs nombreux articles consacrés au départ de Malinovski[109], les liquidateurs affirment, entre autres calomnies, que c'est seulement le « scissionnisme » des pravdistes qui avait promu Malinovski à un poste important, que Malinovski est une « girouette » politique, etc., etc.

Nous reproduisons ci-dessous, mot pour mot, un *éditorial* du journal *Loutch*, publié par les liquidateurs le lendemain de l'élection de Malinovski à la Douma d'Etat, c'est-à-dire à un moment où les liquidateurs n'avaient pas encore besoin de s'abaisser à de grossiers mensonges pour combattre leurs adversaires.

Voici cet article dans son texte intégral (*Loutch* du 28 octobre 1912, n° 37) :

R. MALINOVSKI

(Député des ouvriers de Moscou)

Ancien secrétaire du syndicat des métallurgistes de Pétersbourg, Roman Malinovski, a été élu député des ouvriers de la province de Moscou. En sa personne, la fraction social-démocrate de la Douma acquiert pour la première fois un praticien éminent du mouvement syndical, qui joua un rôle actif, au cours des plus dures années de la réaction, dans les organisations ouvrières légales.

Malinovski était membre du syndicat depuis sa fondation, le 1er mai 1906. Au début de 1907, il fut élu secrétaire du syndicat et remplit cette importante fonction sans interruption jusqu'en novembre 1909, date où il fut arrêté lors de la réunion préparatoire de la première délégation ouvrière au congrès anti-alcoolique. Son expulsion de Saint-Pétersbourg suspendit sa participation active au travail syndical, mais ses liens idéologiques avec l'organisation se maintinrent comme par le passé.

A l'époque où Malinovski exerçait ses fonctions de secrétaire, le syndicat devait lutter non seulement contre les pénibles conditions extérieures, mais encore contre l'apathie des ouvriers eux-mêmes. L'exemple personnel de Malinovski put servir d'arme acérée contre cet « ennemi intérieur ».

Son énergie semblait inépuisable. Il s'attaquait avec une égale ardeur à des tâches aussi responsables que la direction d'une grève et à un minutieux travail d'organisation.

Et, chose essentielle, Malinovski s'est toujours efforcé de rattacher cette activité quotidienne aux tâches générales du mouvement ouvrier; dans la lutte pour les revendications immédiates, il ne perdait pas de vue l'objectif final.

Le travail syndical exigeait bien du temps et des forces. Pourtant, Malinovski ne s'y cantonnait pas et participait plus ou moins à toutes les actions ouvrières de ces dernières années. Il fut délégué des ouvriers de Saint-Pétersbourg au congrès des coopératives de Moscou en 1908. A Pâques 1909, il représenta les métallurgistes de Saint-Pétersbourg au 1er congrès des médecins de fabrique où il fit un rapport sur les assurances vieillesse et invalidité. Les métallurgistes le délèguèrent aussi au congrès anti-alcoolique, mais son arrestation l'empêcha d'y prendre part.

A Moscou, l'activité de Malinovski fut inévitablement quelque peu réduite. Mais, là encore, il ne resta pas les bras croisés ; il participa à la préparation du deuxième congrès des médecins de fabrique, suivit de près à un moment donné les coopératives ouvrières, etc.

Le mouvement politique ouvrier a toujours vivement intéressé, lui aussi, le nouveau député de Moscou.

Ses convictions font de lui un bolchévik. Mais cela ne l'a pas empêché, en 1908, de s'élever, au nom de l'unité du mouvement syndical, contre ses compagnons politiques, lorsque ceux-ci, après le congrès de Londres, cherchaient à obtenir une représentation du Parti dans les directions des syndicats. Cela ne l'a pas empêché, au 1er congrès des médecins de fabrique, de s'élever au nom de l'unité de la délégation ouvrière contre les tentatives de désorganisation faites par les bolchéviks de Moscou.

On a toutes les raisons d'espérer que l'activité du nouveau député ouvrier sera aussi féconde sur le plan politique que dans le domaine syndical.

C'est en ces termes élogieux que s'exprimaient les *liquidateurs eux-mêmes, il y a deux ans, à propos du bolchévik Malinovski.* Pouvait-il en être autrement après le travail accompli par ce dernier sous les yeux de tous les ouvriers ? *Même* les liquidateurs, qui étaient dès cette époque ses ennemis politiques, ne pouvaient lui refuser une immense estime. Rappelant son activité passée, qui lui avait déjà valu la notoriété, ils en parlent dans les termes les plus flatteurs. Ils le posent en exemple. Pas question de le

traiter de « girouette ». La fable selon laquelle il serait entré à la Douma comme candidat de l'« unité » à la sauce liquidatrice n'est pas encore inventée.

Une quinzaine de jours plus tard a lieu la première réunion de la fraction social-démocrate unifiée de la Douma. Les liquidateurs eux-mêmes élisent à l'unanimité Malinovski vice-président de la fraction, exactement comme ils avaient soutenu auparavant sa candidature à la présidence des délégations ouvrières aux congrès sociaux (par exemple, au congrès des médecins de fabrique), etc. Un représentant éminent du « bloc d'Août » (actuellement pilier de la revue *Borba*) écrit à Malinovski, après les élections à la Douma, des lettres extrêmement flatteuses où il le qualifie presque de futur Bebel.

Mais lorsque Malinovski se montra un adversaire résolu du courant liquidateur, lorsqu'il eut commis un acte que lui-même dut reconnaître peu après comme profondément erroné, il n'est pas de basse calomnie que les liquidateurs n'aient puisée dans la poubelle de la presse ultra-réactionnaire pour la jeter à la face de l'ancien député qu'ils avaient eux-mêmes encensé.

Que Malinovski, avec sa biographie politique et son talent, eût pu jouer un rôle éminent dans toute fraction, que les liquidateurs en eussent fait une idole s'il s'était solidarisé avec eux — cela, tout le monde le sait. Or, les liquidateurs ont le cynisme de dire que c'est la « scission » qui a promu Malinovski.

On *a honte* pour des gens qui essaient d'exploiter le malheur personnel d'un homme afin de lutter contre une tendance politique ennemie. Nous ne voulons pas comparer Malinovski à Khroustalev. Mais que diraient les liquidateurs si, après ce qui s'est passé avec ce dernier, leurs adversaires politiques s'avisaient, à partir de ce cas particulier, de déshonorer le menchévisme et d'« utiliser » le cas Khroustalev contre toute la tendance menchévique ? Or, on sait que Khroustalev était un menchévik, qu'il a été un représentant éminent des menchéviks au congrès de Londres, dans la presse, etc., et qu'il fut un temps où ces derniers étaient fiers de lui.

Les « pravdistes » ne manquent pas d'adversaires politiques. Mais *aucun* journal ennemi — à l'exclusion tou-

tefois des doubrovinistes et des journaux de Pourichkévitch — n'a atteint l'abjection où a sombré ces jours-ci le journal des liquidateurs. Même les libéraux se sont conduits d'une façon incomparablement plus décente.

Déverser sur un ennemi les vilenies les plus invraisemblables et finir par un appel emphatique à... l'unité avec ce même ennemi qu'on vient de calomnier. Telle est la tactique hypocrite, indigne, méprisable, de tous ces Martov et de tous ces Dan.

Leur attitude répugnante à l'occasion du départ de Malinovski doit ouvrir les yeux même aux aveugles.

« Rabotchi » n° 2, 22 mai 1914.
Signé : Un pravdiste

Conforme au texte du « Rabotchi »

A PROPOS DES DEUX VOIES

Dans un article qui a retenu l'attention des ouvriers conscients, le chef des liquidateurs caucasiens, An, a récemment exprimé son désaccord avec le *Loutch* et ses successeurs, avec leur tactique *opportuniste*.

Cette déclaration équivaut à la *désagrégation* du « bloc d'Août » : voilà un fait qu'aucun faux-fuyant ou diatribe ne pourra démentir.

Mais, pour l'instant, nous voudrions appeler l'attention des lecteurs sur autre chose, plus précisément, sur le raisonnement d'An à propos des deux voies de développement de la Russie. Il écrit :

> « Le *Loutch* lie sa tactique à la possibilité de réformes, il est axé sur les réformes. La *Pravda* lie sa tactique à la « tempête », elle est axée sur la « démolition ».

An en conclut : il faut unir *les deux* tactiques. Cette conclusion ne vaut absolument rien. Elle n'est pas marxiste.

Expliquons-nous :

Qu'est-ce qui détermine la *voie* de la Russie, le caractère et la rapidité de son évolution ?

Le rapport des forces sociales, la résultante de la lutte des classes.

C'est évident.

Quelles sont les forces sociales agissant en Russie ? Quelle est l'orientation de la lutte des classes ?

La Russie est un pays capitaliste ; elle ne peut manquer de se développer d'une façon capitaliste. Elle traverse à présent une période de transformation démocratique bour-

geoise, d'abolition du servage, d'émancipation. Dans le cadre du capitalisme mondial, l'affranchissement de la Russie est inévitable. On ignore seulement jusqu'à présent quelle sera la résultante des forces sociales qui tendent à l'émancipation. Ces forces sont essentiellement : 1) le libéralisme monarchique bourgeois (les capitalistes et une fraction des propriétaires fonciers des partis progressiste et cadet et, partiellement, du parti octobriste) ; 2) la démocratie bourgeoise (la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine, les intellectuels, etc.) ; 3) le prolétariat.

Chacune de ces classes agit — nous ne considérons, bien entendu, que l'action des masses — selon une ligne déterminée par la situation économique de chaque classe. Il n'y aura et il ne peut y avoir *qu'une seule* résultante.

Dans quel sens peut-on parler des deux voies de la Russie ? Uniquement en ce sens que nous ne connaissons pas — et que nous ne connaîtrons pas jusqu'à l'issue de la lutte — cette résultante, qui passera au plus près de l'*une des deux* lignes les plus simples, les plus claires et les plus nettement évidentes pour tous. La première est celle des « réformes » ; la seconde, celle de la « tempête ».

On appelle réformes des changements qui *ne* retirent *pas* le pouvoir d'Etat des mains de l'ancienne classe dominante. Les changements présentant le caractère opposé sont appelés « tempête ». Les intérêts de classe du libéralisme bourgeois *n'exigent que* des réformes, car la bourgeoisie craint plus la « tempête » que la réaction, et entend conserver les vieilles institutions de type féodal (la bureaucratie, les deux Chambres, etc.) pour se défendre contre les ouvriers. La paysannerie de tous les pays du monde sans exception, y compris la Russie, hésite, en période de transformation démocratique bourgeoise, entre la bourgeoisie et le prolétariat. Ces hésitations sont inévitables, car les paysans sont les ennemis des grands propriétaires fonciers et du servage, mais sont eux-mêmes des petits patrons, des petits bourgeois.

Quant au prolétariat, ses intérêts, qui coïncident avec ceux de l'immense majorité de la population, de tous les exploités, *ne* suivent *pas* la voie réformiste ; ils suivent la voie caractérisée en Russie par les fameux « trois piliers ».

Si la majorité des paysans et de la population suit les libéraux, la « voie » sera des plus mauvaises ; la moins avantageuse pour les ouvriers et les exploités, la plus douloureuse pour eux. Si la majorité des paysans et de la population suit les ouvriers, c'est le contraire qui se produira. Seule l'issue définitive de la lutte montrera clairement laquelle des résultantes l'aura emporté.

On voit à présent le sens réel du raisonnement vague et confus d'An, qui a senti plutôt que compris l'opportunisme des liquidateurs et leur trahison à l'égard de la classe ouvrière.

Les liquidateurs sont des réformistes. En fait, ils pratiquent une politique ouvrière *libérale* et non marxiste et engagent les ouvriers à se soumettre à la bourgeoisie.

Les « pravdistes » pratiquent une politique marxiste, prolétarienne, en défendant les intérêts de la classe ouvrière dans la transformation de la Russie. Ne perdent-ils pas de vue les réformes ? Il est aisé de répondre à cette question en invoquant les faits. Prenez une réforme effective, et non fictive : les assurances sociales. Chacun sait que les pravdistes s'y sont « attelés » dix fois plus vigoureusement que les liquidateurs ; référez-vous aux *Voprossy Strakhovania*[110] et aux résultats des élections au Conseil des assurances sociales de Russie.

Prenez les « revendications partielles » de la lutte économique lors des grèves. Chacun sait que les pravdistes mènent cette campagne véritable, et non fictive, 1 000 fois plus énergiquement que quiconque.

S'il existait un groupe niant la nécessité d'utiliser les réformes et les améliorations partielles, on *ne pourrait pas* s'unir à lui : c'eût été une politique funeste aux ouvriers, une politique non-marxiste.

On ne peut pas non plus s'unir aux liquidateurs, car condamner et injurier l'« organisation clandestine », condamner et reléguer à l'arrière-plan deux « piliers », proclamer dans la Russie actuelle la lutte pour un parti légal et la possibilité de réformes politiques, c'est trahir la classe ouvrière et passer aux côtés de la bourgeoisie.

Les pravdistes s'orientent vers « la tempête ou la démolition », selon l'expression d'An, sans perdre de vue — comme l'attestent les faits — la moindre possibilité de

réformes réelles et d'améliorations partielles et en expliquant aux masses le caractère mensonger du réformisme. Cette tactique est la seule juste, la seule marxiste, et c'est pourquoi elle a été adoptée par l'immense, l'écrasante majorité (comme l'ont prouvé les faits, le nombre des groupes ouvriers) des ouvriers conscients de toute la Russie.

Seuls les partisans de la démocratie petite-bourgeoise, les populistes et les liquidateurs, luttent vainement contre les ouvriers, contre le « pravdisme ».

« Rabotchi » n° 3,
24 mai 1914

Conforme au texte
du « Rabotchi »

PLEKHANOV QUI NE SAIT PAS CE QU'IL VEUT

On sait qu'il est déjà arrivé plusieurs fois de tristes aventures à Plékhanov dans les questions de tactique et d'organisation. Il s'y est empêtré à plus d'une reprise, le plus comiquement du monde, au cours des 11 dernières années (depuis l'automne 1903, date à laquelle il passa des bolchéviks aux menchéviks).

Voilà qu'il recommence à s'y empêtrer, et il nous faut présenter à nos lecteurs cet affligeant tableau. Rappelons, pour commencer, le grand mérite de Plékhanov pendant les dures années de 1909 à 1911. Il a exalté l'organisation clandestine et soutenu avec vigueur les décisions du Parti au sujet de la lutte contre le courant liquidateur. Il a montré l'opportunisme des liquidateurs et la façon dont ils ressuscitaient l'« économisme » (tendance bourgeoise au sein du marxisme au cours des années 1894-1902). Il a démontré que les liquidateurs, en répudiant l'organisation clandestine, avaient trahi le Parti. Il a expliqué très justement que « Monsieur Potressov » était l'équivalent de Judas, et que les apôtres étaient plus forts *sans* Judas qu'*avec* lui.

C'étaient là des idées claires, précises, cohérentes, bien dans la ligne des décisions de 1908 et de 1910.

Mais admirez le nouveau « tournant » de Plékhanov. Dans le journal *Edinstvo*[111], il maudit aujourd'hui les pravdistes en les taxant de « fractionnisme » et d'« usurpation » (prise de pouvoir illicite, imposture), en affirmant qu'il existe chez nous « non pas une presse ouvrière, mais même deux ».

Sans être très bien dit, ce n'en est pas moins clair. Le journal liquidateur est déclaré journal ouvrier ! Passez muscade ! Or, ce même Plékhanov défendait la résolution proclamant que le courant liquidateur exprimait une *influence bourgeoise sur le prolétariat.*

C'est en vain qu'il prétend l'oublier. Les ouvriers ne feront que sourire de cette perte de mémoire.

La presse liquidatrice *n'est pas* une presse ouvrière : elle propage l'*influence bourgeoise sur le prolétariat.* Cela est dit nettement et clairement dans la résolution prise par le « bloc »[112]. C'est ce que les liquidateurs continuent à confirmer manifestement, aux yeux de tous (voir, par exemple, les propos concordants de Boulkine et de Martov *contre* l'organisation clandestine dans *Nacha Zaria*, 1914, n° 3).

Que signifie donc, chez Plékhanov, cet appel à l'unité avec les liquidateurs ? L'unité avec le groupe de publicistes qui rejettent, tout à fait à la Potressov, l'organisation clandestine ? Défendre cette unité, c'est *se prononcer pour la répudiation de l'organisation clandestine !*

Plékhanov s'est tellement empêtré qu'il ne sait plus où donner de la tête !

Pourtant, les liquidateurs ont dit, on ne peut plus clairement, dans *Nacha Zaria* et dans la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* (F.D. et L.M., ses chefs), ainsi que par la bouche de Tchkhéidzé et Cie, qu'ils *restaient sur leurs positions*, c'est-à-dire qu'ils soutenaient Potressov et qu'ils admettaient qu'on dénigre l'organisation clandestine. Ils préconisent l'idée d'un parti ouvrier légal.

Quant à Plékhanov, il condamne le courant liquidateur comme un crime contre le Parti, tout en prêchant, dans le même temps, l'« unité » avec les liquidateurs.

On ne peut qu'en sourire.

Les pravdistes accueillent à bras ouverts tous les ouvriers désireux d'approuver pratiquement la « forme » repoussée par Potressov ; mais les phrases creuses sur l'« unité » avec les adversaires de l'organisation clandestine, ils les considèrent comme des phrases creuses de gens qui ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils veulent.

Quand on les accuse d'« usurpation », les pravdistes répondent tranquillement : ne ressemble-t-il pas à un

usurpateur et à un imposteur, celui qui se plaît à déclamer, à débiter des phrases, et qui craint les *faits* ? Plékhanov vit à l'étranger ; pourquoi donc garde-t-il un discret silence sur le fait que, d'août 1912 à mai 1914, les liquidateurs n'ont pas édité à l'étranger *un seul* numéro de journal ? Qu'ils n'ont pas mentionné *une seule fois* ces « organisations » que défendait aussi Plékhanov ? ?

Les adversaires du courant liquidateur, quant à eux, indiquent dans *toute une série* de numéros de nombreux *faits concrets* concernant *toutes* les régions de la Russie.

Plékhanov passe les faits sous silence, car ils font crouler ses belles phrases.

Prenons des chiffres publiés en Russie et susceptibles d'être publiquement contrôlés. Au cours des deux années 1912 et 1913, les pravdistes *ont rassemblé* (ce qui est prouvé par les collectes de groupes) *2 801* groupes ouvriers, les liquidateurs, *750*. Si l'on ajoute l'année 1914, du 1er février au 6 mai, on obtient, en première approximation, *5 302* groupes contre *1 382*.

Les pravdistes ont une majorité des *quatre cinquièmes* environ !!

On conçoit que les gens qui *craignent* les faits en soient réduits à se retrancher derrière des phrases et encore des phrases.

Autour de décisions claires et précises, complétées et vérifiées à trois reprises par les représentants des ouvriers (en janvier 1912, en février 1913 et pendant l'été de la même année), les pravdistes *ont rassemblé* les 4/5 des ouvriers conscients de Russie. Ces décisions sont explicitées dans des centaines d'articles et elles sont appliquées.

Ce ne sont pas là des phrases, des contes, des anecdotes sur les goîtres et les sauvages (Plékhanov ressasse toujours son vieux stock d'anecdotes !), mais des *faits*. C'est là une *unité réelle*, l'unité *des ouvriers* qui ont soumis *leur* tactique au contrôle de l'expérience.

Si l'on veut baptiser dédaigneusement de « léniniste » cette tactique qui a l'approbation de milliers d'ouvriers, ce ne sera qu'à la louange de Lénine, et les *5 000* groupes ouvriers n'en disparaîtront pas pour autant, ni leur unité, ni leur Parti.

Les vocables « fractionnisme », « dispersion », « désa-

grégation », etc., concernent précisément Plékhanov et ses amis d'aujourd'hui. Voyez, en première page de l'*Edinstvo* de Plékhanov, la liste des collaborateurs de la piteuse revue des intellectuels populistes, le *Sovrémennik*. Nous y trouvons M. Guimmer et Cie, qui prêchent des idées *antimarxistes* ; Plékhanov avait raison de les qualifier de « *socialistes-réactionnaires* ». Nous y trouvons des « chercheurs de Dieu » et des machistes : Bogdanov, Bazarov, Lounatcharski. Nous y trouvons des liquidateurs : Dan, Martov, Tchérévanine (on ne sait pourquoi Potressov a disparu, alors que son nom figurait dans le n° 66 de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*). Il y a là aussi le libéral Bogoutcharski, etc.

Dans ce *Sovrémennik* qui n'a rien d'ouvrier, M. Guimmer se flatte ouvertement de ce que Plékhanov soit pour l'unité avec lui !! *Et Plékhanov ne dit rien.*

N'est-il pas temps de jeter le masque, sinon les ouvriers pourraient bien l'arracher sans plus de façons ! Des cercles d'intellectuels *antimarxistes*, des débris de la démocratie bourgeoise, voilà où s'est fourvoyé le pauvre Plékhanov, voilà où l'on trouve le chaos, l'éparpillement et les dérisoires petites fractions dressées contre l'unité de milliers de groupes ouvriers de tendance pravdiste qui ont serré leurs rangs au cours de ces deux années.

Plaignons Plékhanov : il méritait mieux, après sa lutte contre les opportunistes, les populistes, les machistes et les liquidateurs. Et continuons à bâtir l'unité, déjà réalisée aux 4/5, des groupes ouvriers qui possèdent une tactique précise vérifiée par l'expérience.

Nous accueillerons tous ceux qui désavouent le courant liquidateur ; les portes ne sont pas closes.

Par l'exemple de la *Borba* de Trotski et de l'*Edinstvo* de Plékhanov, nous ne cesserons de montrer les tristes et ridicules oscillations des groupuscules d'intellectuels coupés du mouvement ouvrier, qui oscillent sans fin tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, de l'intellectuel de pacotille Potressov à l'intellectuel de pacotille Guimmer.

Spectacle affligeant, mais inévitable dans un pays petit-bourgeois à une époque de transformations démocratiques bourgeoises.

« Rabotchi » n° 4,
25 mai 1914

Conforme au texte du « Rabotchi »

A PROPOS DU BUDGET DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE[113]

Dans sa lutte contre la révolution, notre gouvernement considère comme un très grand succès, sa nouvelle politique agraire, qui est une politique de destruction accentuée et accélérée de la communauté rurale avec le concours des chefs de zemstvo, une politique encourageant l'attribution aux paysans des otroubs*. Dès 1906, aussitôt après la révolution, le Conseil de la noblesse unifiée[114] invita le gouvernement à implanter la propriété foncière privée des paysans, afin de créer le plus rapidement possible une couche de paysans riches qui se rangeraient aux côtés des grands propriétaires fonciers, contre les paysans. Stolypine s'engagea sans tarder dans la voie indiquée par le Conseil de la noblesse unifiée. Les partis des grands propriétaires fonciers à la IIIe Douma, la droite et les octobristes, soutinrent de toutes leurs forces cette nouvelle politique foncière, y voyant non seulement le meilleur moyen de lutter contre la révolution, mais aussi un grand progrès vers un régime économique à l'européenne, un pas en avant vers l'abolition des vestiges du servage.

On sait que cet éloge de la nouvelle politique agraire, considérée comme un acte d'« émancipation », a été et est repris sur tous les tons dans la presse du gouvernement, de la droite et des octobristes.

C'est sous cet angle que je voudrais, dans mon discours, porter une appréciation sur les *principes* de la politique

---

* Voir note 66.

gouvernementale dans le domaine agraire. Tout le monde nous parle du nombre croissant des « attributions » de la terre à titre de propriété privée, de la multiplication des « otroubs ». Mais on ne nous dit pas un mot des proportions qu'atteignent aujourd'hui encore les rapports de servitude et de servage dans nos campagnes. Or, c'est là le fond de la question. On nous promet une transformation « à l'européenne » de notre agriculture arriérée qui laisserait intacte la toute-puissance économique et politique de la classe des féodaux, de la classe des Pourichkévitch. Les promesses ne sont que des promesses, mais quelle est *actuellement* la situation à la campagne, *après* tous ces progrès dont se félicite le gouvernement ? Quelle est *actuellement*, en ce moment précis, l'étendue de l'asservissement des masses paysannes, écrasées comme elles l'étaient au temps du servage ??

Afin d'élucider cette question, je prendrai à témoin une revue dont le directeur a mérité récemment — et à juste titre — les louanges enthousiastes *d'Antoine Volynski en personne*, ainsi que celles, évidemment, d'auteurs connus pour leur esprit réactionnaire (et pour leur empressement à se faire les valets du gouvernement) comme Rozanov, du *Novoïé Vrémia*. Ce n'est pas, Dieu merci, une revue « de gauche » ! C'est celle de gens qui ont repris à leur compte *toutes* les attaques et *toutes* les invectives lancées par les réactionnaires contre la révolution. C'est la publication dans laquelle on défend avec acharnement l'obscurantisme de toute espèce et l'inviolabilité de la grande propriété foncière. Vous avez probablement deviné qu'il s'agit de la *Rousskaïa Mysl*.

Cette revue, une fois n'est pas coutume, a dit la vérité et donné des renseignements, des renseignements précis, sur l'extension prise en Russie par des phénomènes tels que le *métayage* et la *louée d'hiver*. Tout le monde sait que ce sont des choses quotidiennes, tout ce qu'il y a de plus ordinaire dans nos campagnes. Mais « tout le monde » préfère parler de n'importe quoi, hormis ces choses quotidiennes.

« Les louées d'hiver, écrit ladite revue, n'est-ce pas une absurdité en notre siècle, le siècle de l'électricité et des aéroplanes ? Or,

cette forme d'esclavage et d'asservissement continue à prospérer aujourd'hui encore, telles des sangsues sur l'organisme du peuple... Les louées d'hiver ont conservé dans toute sa fraîcheur le terme féodal de paysans « redevables ».

Ce jugement porté sur la louée d'hiver n'est pas de moi, il est d'une revue connue pour sa haine de la révolution. Esclavage, asservissement, servage, voilà comment des gens « des mieux intentionnés » *sont contraints* de nommer l'« ordre de choses » qui règne dans nos campagnes.

Avec la louée d'hiver :

« le paysan accepte les conditions les plus dures, il s'engage pour un salaire deux ou trois fois inférieur à celui qui est consenti au printemps et en été. En hiver, on donne approximativement par hectare — pour un travail consistant à labourer trois fois, semer, couper (faucher ou moissonner), lier et engranger — ce que l'on paye en été pour la seule récolte (couper et lier) ».

Combien de paysans se trouvent dans cette situation de serfs, d'esclaves ?

« D'après des informations locales, on comptait, *au printemps 1913*, jusqu'à 48% de feux « redevables » dans certains villages de la région du Sud-Ouest jusqu'à 52% dans la province de Moguilev, jusqu'à 56% dans celle de Tchernigov. »

Remarquez qu'il est question du printemps 1913 !! C'était après la récolte de 1912 !! C'était à l'époque des succès prétendument merveilleux de la « réglementation du régime de la terre » à propos de laquelle le gouvernement fait tant de bruit et dont il se vante dans le monde entier !!

Peut-on, après cela, appeler cette fameuse « réglementation du régime de la terre » autrement qu'un sépulcre blanchi qui dissimule l'ancien servage des temps révolus, toujours semblable à lui-même ?

La moitié des feux paysans sont « redevables », tenus sous le joug par une misère sans issue. La faim, la faim même dans l'année de la meilleure récolte, les oblige en hiver à vendre leur travail au grand propriétaire foncier à des conditions draconiennes, trois fois moins cher que le prix habituel. Cela équivaut en fait à la perpétuation pure et simple de la corvée, du servage, parce que l'essence

même de ce servage est restée intacte : il est toujours là, le moujik miséreux, affamé, ruiné, obligé jusque dans la meilleure année de cultiver la terre du seigneur avec ses pauvres outils et son chétif bétail aux conditions de la « louée d'hiver ».

Le nombre des « attributions » de terre à titre de propriété privée peut bien augmenter. Cela peut même être une mesure très utile en ce qui concerne les prolétaires qui seront débarrassés d'un lourd fardeau et seront plus libres de lutter pour la liberté et le socialisme.

Mais il est évident qu'aucune « attribution », qu'aucun des « bienfaits » de la propriété privée n'aidera les millions de feux, les dizaines de millions de paysans qui ne peuvent sortir *hors* de la campagne et qui doivent, l'hiver, se plier au joug des propriétaires fonciers.

Ces paysans doivent inévitablement aspirer au passage à titre gratuit de toutes les terres des propriétaires fonciers entre leurs mains, car c'est là *l'unique* moyen d'échapper à leur implacable asservissement. La communauté de la terre n'a rien à voir en l'occurrence. Le « podvornik » aussi bien que le « propriétaire privé » le plus absolu resteront, tout comme le membre de la communauté rurale, des esclaves éternellement écrasés s'ils ne peuvent tenir avec leur blé plus longtemps que « *jusqu'à la Saint-Nicolas* » et s'ils sont obligés d'emprunter au propriétaire foncier à des conditions usuraires.

Pour ces dizaines de millions de paysans, il est ridicule de parler de « progrès » de l'économie, de « méthodes modernes de travail », de perfectionnement dans la mise en valeur de la terre, etc.! De quels perfectionnements peut-il être question quand la misère noire oblige ces paysans à se louer au propriétaire foncier trois fois moins cher que le prix habituel et que, l'été, ils devront laisser leur propre blé s'égrener, car les gendarmes et les gardes les traîneront de force chez le « *seigneur* », qui a avancé du blé ou de l'argent remboursable en travail ! !

Le propriétaire foncier qui prête en hiver du blé ou de l'argent remboursable en travail n'a rien d'un patron « européen », ni d'un entrepreneur capitaliste en général. Il n'est pas un chef d'entreprise, mais un usurier ou un seigneur féodal. Avec un tel « système de gestion

économique », les perfectionnements de la production ne sont pas seulement inutiles, mais franchement *indésirables, inutiles et dangereux* pour ce système. Un paysan ruiné, misérable, affamé, avec un bétail famélique et de pauvres outils, voilà ce qu'*il faut* à une économie seigneuriale de ce genre, à une économie qui *perpétue* l'état arriéré de la Russie et l'abrutissement des paysans. Si la masse de la population paysanne est réduite à de semblables conditions de dépendance féodale, celles-ci peuvent bien durer encore des dizaines d'années, aussi longtemps que les paysans ne se seront pas affranchis de ce joug, car la promotion d'une petite minorité de riches « otroubniki » ou l'« attribution » des lots et leur vente par les prolétaires ne changent en rien l'état d'asservissement de la masse paysanne.

Voilà ce qu'oublient, ou plus exactement ce que s'efforcent d'oublier, d'éluder, de camoufler, ceux qui applaudissent à la nouvelle politique agraire de Stolypine. Ils chantent en chœur que cette politique est synonyme de « progrès », mais ils *passent sous silence* le fait que ce progrès ne touche qu'une trop petite minorité et n'avance qu'à pas de tortue, alors que la *majorité* demeure dans l'état ancien d'asservissement et de servage.

Le nombre des « otroubniki » augmente, on importe en Russie davantage de machines, la culture des herbes fourragères s'y développe, les coopératives se multiplient dans les campagnes. Tout cela est exact, messieurs les défenseurs du gouvernement ! Mais il y a le revers de la médaille que vous cachez. La majorité des paysans, en dépit de tous ces fameux progrès, continue à subir un esclavage féodal. D'où l'*étroitesse* et la *précarité* de tous ces « progrès », d'où l'inéluctabilité des famines, d'où la faiblesse et l'indigence de tout le marché intérieur, d'où la persistance de l'illégalité et de l'arbitraire, d'où la nécessité *plus forte* d'une nouvelle révolution agraire. Car plus forte est la contradiction du siècle des aéroplanes, de l'électricité, des automobiles et de la « louée d'hiver » ou du « métayage ».

Voici de *toutes récentes* données, tirées de la même revue que cautionne Antoine Volynski, sur le métayage en Russie. Par rapport aux ensemencements pratiqués

par les paysans sur leur propre terre, les surfaces ensemencées pour le compte des propriétaires fonciers s'élèvent à 21% dans les provinces du Centre, à 42% dans les provinces riveraines des lacs, à 68% dans celles du Nord-Ouest !! Quant aux fenaisons, elles sont de 50% dans les provinces du Centre, et de 110 à 185% dans celles des lacs, d'outre-Volga et du Nord-Ouest !!

Cela revient à dire que les fenaisons de cette espèce *l'emportent* sur celles que les paysans font pour leur propre compte dans *trois* immenses régions de la Russie!!

Mais qu'est-ce que le « métayage » ?

« Le paysan qui a la jouissance d'une terre appartenant au propriétaire foncier utilise ses propres semences, effectue toutes les opérations de culture et de récolte, y compris l'engrangement des gerbes, et ne prend pour lui que la moitié de la récolte. Quant aux fenaisons, elles se font « au tiers », le métayer gardant pour lui une meule de foin sur trois, les deux autres allant au propriétaire foncier. »

Ce n'est pas tout.

« Dans certains cas (notamment dans les provinces de Minsk et de Tchernigov), outre le paiement de la terre par l'abandon de la moitié de la récolte, et du foin par la livraison des deux tiers, le métayer s'engage à travailler gratuitement, pendant *une ou deux semaines, dans le domaine du grand propriétaire foncier, le plus souvent avec son cheval ou avec un jeune garçon.* »

N'est-ce pas la corvée sous sa forme la plus pure ? N'est-ce pas l'antique servage ?

Ces données n'apportent absolument rien de nouveau. Au contraire, c'est le passé vétuste qui s'est conservé intact dans toute sa monstruosité, *parallèlement* à la « nouvelle » politique agraire. Ce passé vétuste, quiconque est en contact avec la vie des campagnes, le connaît depuis fort longtemps. Des dizaines et des centaines d'ouvrages lui sont consacrés par les statisticiens et les observateurs de la campagne. Et il continue à régner jusqu'à nos jours, consolidant l'état scandaleusement arriéré et le scandaleux arbitraire qui sévissent en Russie.

Il n'est point de lois qui puissent mettre fin à ce servage, tant que la masse des terres sera entre les mains des propriétaires fonciers tout-puissants. Ce n'est pas la substitution

de la « propriété foncière privée » à la « communauté rurale » des paysans écrasés par le besoin qui y changera quelque chose.

D'après les statistiques gouvernementales de 1905, publiées par le ministère de l'Intérieur, *moins de 30 000* propriétaires fonciers possédaient dans la Russie d'Europe *70 millions* d'hectares de terre...

Ecrit avant le 28 mai (10 juin) 1914. Publié pour la première fois en 1924 dans la revue « Proletarskaïa Révolutsia » n° 3 (26)

Conforme au manuscrit

A PROPOS DE L'UNITE

« Les ouvriers sont las de la scission. Les ouvriers veulent l'unité. Les ouvriers sont indignés de constater que la scission dégénère parfois en bagarre »...

Il arrive qu'on entende ces propos, ou d'autres semblables, de la bouche de certains ouvriers.

L'unité est effectivement nécessaire aux ouvriers. Et il est nécessaire par-dessus tout de comprendre que *personne* hormis les ouvriers eux-mêmes ne leur « donnera » l'unité, que personne d'autre *n'est en mesure* d'aider à leur unité. On ne peut « promettre » l'unité — ce serait vaine vantardise et illusion ; on ne peut « fonder » l'unité sur l'« entente » de groupuscules d'intellectuels — c'est la plus triste, la plus naïve et la plus grossière des erreurs.

L'unité, il faut la *conquérir* ; et seuls les ouvriers eux-mêmes, les ouvriers conscients eux-mêmes sont en état d'y parvenir, par un travail persévérant et opiniâtre.

Rien n'est plus facile que d'écrire en lettres hautes d'un mètre le mot « unité », que de la promettre, que de se « proclamer » partisan de l'unité. Mais, en réalité, seuls le travail et l'organisation des ouvriers d'avant-garde, de *tous* les ouvriers conscients peuvent faire progresser la cause de l'unité.

L'unité est impossible sans organisation. L'organisation est impossible sans la soumission de la minorité à la majorité.

Ces vérités sont indiscutables. Personne n'en doutera. Reste seulement — seulement ! — à les mettre en pratique. Ce n'est pas facile. Cela exige du travail, de la persévé-

rance, l'union de tous les ouvriers conscients. Mais, sans ce travail, inutile même de parler de l'unité ouvrière.

La résolution d'Amsterdam de l'Internationale insiste sur l'unité du parti ouvrier de chaque pays[115]. Cette résolution est juste. Elle réclame l'*unité des ouvriers*, mais on lui substitue chez nous l'*unité de groupuscules d'intellectuels qui se refusent à reconnaître la volonté de la majorité des ouvriers !!*

Ce serait risible, si ce n'était si triste.

La majorité des ouvriers conscients de toute la Russie ont réalisé en fait leur union, en deux ans et demi (depuis le 1er janvier 1912), autour des décisions pravdistes adoptées en janvier 1912, en février 1913 et pendant l'été de la même année. Cela est prouvé par des chiffres précis concernant les versements effectués par les groupes ouvriers aux différents journaux. Si les groupuscules d'intellectuels qui ne peuvent trouver des partisans dans la masse ouvrière négligent et passent sous silence ces renseignements, ces derniers n'en disparaissent pas pour autant : cela montre seulement que ces groupuscules sont coupés de la masse ouvrière et qu'ils *craignent la vérité*.

Nombre de groupes ouvriers ayant effectué des versements aux journaux de Saint-Pétersbourg :

	Pravdistes	Liquidateurs
Durant les deux années 1912 et 1913	2 801	750
Durant la moitié de 1914 (du 1er janvier au 13 mai)	2 873	671
Total	5 674	1 421

Ces chiffres, publiés maintes fois et que personne n'a ni rectifiés ni contestés, indiquent que les liquidateurs n'ont rassemblé *qu'un cinquième* des ouvriers conscients (notons qu'on a compté avec les liquidateurs *tous* leurs alliés, les Caucasiens, les trotskistes, les bundistes, les Lettons, alors qu'actuellement ces alliés *se détachent* d'eux ; les Lettons *se sont déjà détachés*).

Ainsi, les 4/5 des ouvriers ont fait *leurs* les décisions pravdistes, ont approuvé le pravdisme, se sont unis *réellement* autour du pravdisme.

Voilà l'unité *des ouvriers*, et non celle des groupuscules d'intellectuels, l'unité en fait, et non en paroles, l'unité réalisée à la suite de deux ans et demi d'action au sein du mouvement ouvrier dans toute la Russie, et non celle des promesses.

Et c'est pour cette unité qu'il faut continuer à combattre, pour la soumission à cette majorité des 4/5 des ouvriers. *Il n'y a pas* et *il ne peut y avoir* d'autre voie. Les ouvriers seraient-ils des enfants pour admettre que leur majorité des 4/5 permette à la minorité de 1/5 ou à des groupuscules intellectuels ne comptant aucun ouvrier de *faire échec à leur volonte ??* Il est ridicule et absurde rien que d'y songer.

Libre à tout un chacun de traiter les pravdistes d'« usurpateurs » (d'envahisseurs, d'imposteurs). Libre aux liquidateurs, à Plékhanov, à Trotski, aux gens du « Vpériod », aux bundistes et à qui voudra de s'unir sur ce terrain. Ce ne sont qu'injures de groupuscules impuissants, furieux de leur impuissance. En criant à l'« unité », ces groupuscules impuissants, coupés de la masse ouvrière, se conduisent en hypocrites, car *ce sont eux précisément* qui violent l'unité, ce sont eux précisément *qui font échec par leur position scissionniste à la volonté de la majorité.*

Ils s'évertuent vainement. Leurs insultes ne méritent aucune attention. Quant à l'*unité des ouvriers*, les ouvriers pravdistes la bâtissent et la bâtiront en dépit de toutes les invectives de groupuscules d'intellectuels courroucés, mais impuissants.

« Troudovaïa Pravda » n° 2,
30 mai 1914

Conforme au texte
de la « Troudovaïa Pravda »

A VOULOIR TROP SE HATER ON SE COUVRE DE RIDICULE

La revue mensuelle social-démocrate autrichienne *la Lutte* a inséré récemment un entrefilet sensationnel signé F.A. [116], selon lequel le chef bien connu des opportunistes allemands, Edouard Bernstein, aurait renoncé à ses conceptions révisionnistes, opportunistes, et serait revenu au marxisme.

Le révisionnisme ou « révision » du marxisme est à l'heure actuelle l'une des principales manifestations, sinon la principale, de l'influence bourgeoise sur le prolétariat et de la corruption des prolétaires par la bourgeoisie. C'est la raison pour laquelle le chef des opportunistes, Edouard Bernstein, est si notoirement (et tristement) célèbre dans le monde entier.

Donc, Edouard Bernstein serait revenu au marxisme ? La nouvelle a dû sembler étrange à tous ceux qui sont tant soit peu familiarisés avec la presse social-démocrate allemande ; l'organe principal des opportunistes, les *Cahiers socialistes mensuels* (en langue allemande), continue à paraître, propageant comme par le passé des vues purement bourgeoises qui se ramènent, somme toute, à un abandon total du socialisme. Bernstein est toujours un collaborateur éminent de cette revue. De quoi s'agit-il donc ?

Il s'agit d'un exposé fait par Bernstein à Budapest, et dans lequel, selon le compte rendu d'un journal local, il aurait renié le révisionnisme.

L'Autrichien F. A. a fait montre d'une grande crédulité et d'une hâte inconsidérée en s'empressant de proclamer à la face du monde entier le nouveau changement des

conceptions de Bernstein. Quant au liquidateur V. Lévitski, l'un des collaborateurs opportunistes les plus marquants de la revue opportuniste *Nacha Zaria* (que le menchévik Plékhanov a baptisé les *Cahiers socialistes mensuels russes*), il fut dix fois plus déraisonnable en se basant *uniquement sur les dires* de F. A. pour écrire dans la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* (du 3 avril, n°46) tout un feuilleton portant ce titre ronflant : « Du révisionnisme au marxisme ».

M. Lévitski n'a même pas attendu la publication du rapport de Bernstein dans la presse. A vouloir trop se hâter on se couvre de ridicule.

Ayant appris la « gloire » que lui valait dans le monde entier son exposé de Budapest, Edouard Bernstein écrivit le 11 avril (nouveau style) au journal social-démocrate de Bruxelles *le Peuple* [117] une lettre où il déclare catégoriquement : « L'information de *la Lutte* est absolument fausse, je n'ai rien dit de nouveau à Budapest, je ne me suis écarté en rien des *Prémisses du socialisme* (le principal ouvrage opportuniste de Bernstein), et le compte rendu du journal de Budapest sur mon exposé a simplement confondu mes paroles avec les remarques de l'auteur. »

Tout le bruit s'est trouvé ramené à un simple canard de presse.

Et l'affaire n'a fait que révéler la pitoyable faiblesse de certains social-démocrates autrichiens (autrichiens seulement ?), trop enclins à *couvrir* l'opportunisme et à le déclarer disparu.

Zélé plus que de raison, M. Lévitski n'a pas hésité à renchérir. Il a écrit dans la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* : « Après le tournant (?) vers le marxisme du fondateur (?) du révisionnisme, Bernstein, le révisionnisme au sein de la social-démocratie allemande est définitivement (!!?) mort. »

Autant de mots, autant de perles. Il n'y a pas eu de tournant. Bernstein n'est pas le fondateur du révisionnisme. Et celui-ci n'est pas mort.

...« En Russie — écrit le diligent M. Lévitski — le révisionnisme a cessé d'être une mode théorique même parmi les populistes de gauche qui, pendant un temps, étaient prêts à s'appuyer sur cette doctrine dans la lutte contre le marxisme. Au sein de la social-démocratie russe elle-même, il n'avait aucune influence, malgré les tentatives faites par certains auteurs pour le transplanter sur le sol russe »...

A tout coup, une contrevérité. Aujourd'hui encore, les populistes de gauche « s'appuient » sur les « doctrines » révisionnistes dans *toutes* les questions importantes ; cela ressort de chaque livraison du *Rousskoïé Bogatstvo* et des *Zavéty*, de chaque numéro de la *Stoïkaïa Mysl*. Il est nuisible d'estomper l'opportunisme des populistes de gauche.

Le révisionnisme *a exercé une influence* sur la social-démocratie russe *dès le début* du mouvement ouvrier de masse et du mouvement social-démocrate de masse, en 1895-1896. M. Lévitski n'a-t-il pas entendu parler de la lutte qui a opposé pendant de longues années les marxistes conséquents et les partisans de l'ancienne *Iskra* aux « économistes » ? N'a-t-il pas entendu parler des résolutions du Parti et des nombreux articles de cette époque qui affirmaient, démontraient et expliquaient que l'« économisme » est la forme russe du révisionnisme, de l'opportunisme ? M. Lévitski a-t-il oublié Monsieur A. Martynov, liquidateur en vue d'aujourd'hui, économiste en vue d'hier ?

M. Lévitski répudie le révisionnisme pour couvrir *son propre* révisionnisme. Bornons-nous à lui rappeler les quatre points suivants : 1) le menchévik Plékhanov n'a-t-il pas déclaré dans la presse en 1909-1910 que les menchéviks avaient recruté tout un contingent d'éléments opportunistes ? 2) le même Plékhanov n'a-t-il pas démontré le caractère opportuniste du mot d'ordre liquidateur de « lutte pour la légalité du parti » ? 3) *plusieurs* menchéviks antiliquidateurs n'ont-ils pas démontré qu'il existe un *lien* entre le courant liquidateur et l'« économisme » ? 4) la négation par Koltsov de « deux piliers » (sur les trois) du point de vue de leur utilité pour l'agitation, n'est-elle pas de l'opportunisme ?

A eux seuls, ces quatre faits — et on pourrait en citer quarante-quatre — montrent clairement que l'« économisme » des années 1895-1902, le « menchévisme » de 1903-1908, le courant liquidateur de 1908-1914, ne sont rien d'autre qu'une forme ou variété russe de l'opportunisme et du révisionnisme.

« Prosvéchtchénié » n° 5,
mai 1914.
Signé : V. I.

Conforme au texte
de la revue « Prosvéchtchénié »

LA VIOLATION DE L'UNITE AUX CRIS DE : « VIVE L'UNITE !»

Publié en mai 1914
dans la revue «Prosvéchtchénié» n° 5.
Signé: V. Iline

Conforme au texte de la revue

Les questions du mouvement ouvrier contemporain sont, à maints égards, névralgiques, surtout pour les représentants de ce qui fut l'hier (c'est-à-dire l'étape historique qui vient de s'écouler) de ce mouvement. Parmi ces questions figurent, tout d'abord, celles relatives à ce qu'on appelle le fractionnisme, à la scission, etc. On peut entendre assez souvent les intellectuels participant au mouvement ouvrier demander avec émotion, avec nervosité, et sur un ton presque hystérique, qu'on ne touche pas à ces questions névralgiques. Pour ceux qui ont vécu les longues années de lutte de tendances parmi les marxistes, par exemple depuis 1900 ou 1901, bien des raisonnements sur ces questions névralgiques peuvent apparaître, naturellement, comme des répétitions superflues.

Mais ils ne sont guère nombreux, aujourd'hui, parmi les marxistes, les participants des quatorze années de lutte (et à plus forte raison des dix-huit — dix-neuf années de lutte, si l'on remonte aux premiers symptômes de l'apparition de l'« économisme »). L'immense majorité des ouvriers qui sont aujourd'hui dans les rangs des marxistes ne se souviennent plus de la lutte d'autrefois, ou bien ne la connaissent pas du tout. Pour cette immense majorité (au reste, l'enquête de notre revue l'a également prouvé), les questions névralgiques sont d'un très grand intérêt. Et nous avons l'intention de nous arrêter à ces questions, que la *Borba*, « revue ouvrière non-fractionniste » de Trotski, soulève *comme* à nouveau (et réellement à nouveau pour la jeune génération d'ouvriers).

I. DU « FRACTIONNISME »

Trotski déclare que sa nouvelle revue est un organe « non-fractionnel ». Il réserve à ces mots la première place dans sa publicité, il les souligne de toutes les manières dans les éditoriaux de la *Borba* elle-même et aussi de la *Sevérnaïa Rabotchaïa Gazéta* des liquidateurs, dans laquelle il avait publié un article au sujet de la *Borba* avant la parution de cette revue.

Qu'est-ce donc que le « non-fractionnisme » ?

La « revue ouvrière » de Trotski est une revue de Trotski *pour* les ouvriers ; car il n'y a trace, dans ses pages, ni d'initiative ouvrière, ni de liaison avec les organisations ouvrières. Désireux d'être populaire, Trotski, dans sa revue pour les ouvriers, explique aux lecteurs les mots « territoire », « facteur », etc..

Fort bien. Alors pourquoi ne pas expliquer aussi aux ouvriers le mot : « non-fractionnisme » ? Serait-il *plus* compréhensible que les mots territoire et facteur ?

Non. Là n'est pas la question. La vérité est que cette étiquette de « non-fractionnel » sert aux pires représentants des pires vestiges du fractionnisme à *induire en erreur* la jeune génération ouvrière. Voilà qui mérite une explication.

Le fractionnisme est le principal trait distinctif du Parti social-démocrate d'une époque historique déterminée. Laquelle précisément ? Celle qui va de 1903 à 1911.

Pour expliquer le plus clairement possible en quoi consistait le fractionnisme, il faut se rappeler les conditions concrètes des années 1906-1907, par exemple. A ce moment-là, le Parti formait un tout, il n'y avait pas de scission ; mais il était divisé en fractions, c'est-à-dire que dans le Parti unique existaient *en fait deux* fractions, deux organisations pratiquement distinctes. Les organisations ouvrières de base étaient unies, mais, sur chaque question sérieuse, les deux fractions élaboraient deux tactiques ; leurs défenseurs s'affrontaient dans les organisations ouvrières communes (par exemple lors de la discussion du mot d'ordre : ministère de la Douma ou ministère cadet en 1906 ; ou lors des élections au congrès de Londres en 1907), et les questions étaient résolues *à la majorité* : l'une des fractions a été battue au congrès

commun de Stockholm (1906), l'autre au congrès commun de Londres (1907).

Ce sont là des faits universellement connus de l'histoire du marxisme organisé en Russie.

Il suffit de rappeler ces faits universellement connus pour apercevoir le flagrant mensonge de Trotski.

Depuis 1912, c'est-à-dire depuis plus de deux ans, *il n'y a plus* de fractions, en Russie, parmi les marxistes organisés ; on ne discute plus sur la tactique dans des organisations *communes*, à des *conférences* et congrès communs. Il y a rupture *complète* entre le Parti qui a officiellement déclaré, en janvier 1912, que les liquidateurs *n'*appartenaient *plus* au Parti, et les liquidateurs. Trotski qualifie souvent cet état de choses de « scission », et nous reviendrons spécialement sur cette définition. Mais ce qui est certain, c'est que le mot « fractionnisme » *n'est pas conforme à la vérité.*

Ce mot, nous l'avons déjà dit, est la répétition dépourvue d'esprit critique, inintelligente, absurde, *de ce qui était vrai hier*, c'est-à-dire à une époque révolue. Et lorsque Trotski nous parle du « chaos de la lutte fractionnelle » (voir le n° 1, pp. 5, 6 et bien d'autres encore), on voit tout de suite *quel est très précisément* le passé révolu qui parle par sa bouche.

Voyez la situation actuelle du point de vue des jeunes ouvriers russes, qui représentent aujourd'hui, en Russie, les neuf dixièmes des marxistes organisés. Le jeune ouvrier russe voit se manifester en grand *trois* conceptions ou tendances différentes dans le mouvement ouvrier : celle des « pravdistes » groupés autour d'un journal tirant à 40 000 exemplaires, celle des « liquidateurs » (15 000 exemplaires) et celle des populistes de gauche (10 000 exemplaires). Les chiffres du tirage montrent au lecteur le caractère *de masse* de certaine propagande.

Il est permis de se demander ce que vient faire ici le « chaos » ? Trotski, on le sait, aime les phrases sonores et creuses, mais le mot « chaos » *n'est pas simplement* cela ; il est *aussi* la transplantation (plus exactement, une vaine tentative de transplanter) sur le terrain russe de l'époque actuelle, des rapports de l'époque *d'hier*, qui avaient cours *à l'étranger*. C'est là le fond de la question.

Il n'existe aucun « chaos » dans la lutte des marxistes contre les populistes. Et il faut espérer que *même* Trotski

n'osera pas prétendre le contraire. La lutte des marxistes contre les populistes dure depuis plus de trente ans, depuis la naissance même du marxisme. Elle a pour cause la divergence radicale des intérêts et des conceptions de deux classes différentes : le prolétariat et la paysannerie. Le « chaos », si chaos il y a, n'existe que dans l'esprit des hurluberlus qui ne comprennent pas cette vérité.

Que reste-t-il alors ? Le « chaos » de la lutte des marxistes contre les liquidateurs ? Cela encore est faux, car on ne saurait qualifier de chaos la lutte contre un *courant* que l'ensemble du Parti a reconnu comme tel et condamné depuis 1908. Et quiconque s'intéresse tant soit peu à l'histoire du marxisme en Russie sait que le courant liquidateur est lié indissolublement et de la façon la plus étroite, même en ce qui concerne ses chefs et ses participants, au « menchévisme » (1903-1908) et à l'« économisme » (1894-1903). Ainsi donc, là encore, il s'agit d'une période historique de près de vingt années. Considérer l'histoire de son propre parti comme un « chaos », c'est avoir la tête impardonnablement vide.

Mais voyez la situation actuelle *du point de vue* de Paris ou de Vienne. Tout change aussitôt. *Outre* les « pravdistes » et les « liquidateurs », il y a *au moins cinq* « fractions » *russes*, c'est-à-dire des groupes distincts qui se réclament tous du même parti social-démocrate : le groupe de Trotski, les deux groupes « Vpériod », les « bolchéviks-partiitsy » et les « menchéviks-partiitsy » [118]. A Paris et à Vienne (je prends à titre d'exemple deux centres particulièrement importants), tous les marxistes le savent fort bien.

Là, Trotski a raison en un sens : c'est vraiment le fractionnisme, c'est vraiment le chaos !

Le « fractionnisme », c'est-à-dire l'unité nominale (en *paroles*, tous sont du même parti) et le morcellement réel (en fait, tous les groupes sont indépendants ; ils entrent en pourparlers les uns avec les autres et passent des accords, comme des puissances souveraines).

Le « chaos », c'est-à-dire 1° l'absence de données objectives, contrôlables, sur la liaison de ces fractions avec le mouvement ouvrier de Russie, et 2° l'absence de documents permettant de juger de la véritable physionomie idéologique et politique de ces fractions. Voyez la période des deux années

1912 et 1913. Comme on le sait, ce furent des années de reprise et d'essor du mouvement ouvrier, où tout courant ou tendance ayant tant soit peu un caractère *de masse* (et ceux-là seuls comptent en politique) *ne pouvait pas ne pas* influer sur les élections à la IVe Douma, sur le mouvement gréviste, sur les journaux légaux, sur les syndicats, sur la campagne des élections aux conseils des assurances sociales, etc. Pas une seule de ces cinq fractions à l'étranger, en cette période de deux années, ne s'est signalée par quoi que ce soit de marquant *dans aucune* des manifestations de masse, que nous venons de citer, du mouvement ouvrier de Russie.

C'est un fait que chacun peut aisément vérifier.

Et ce fait montre que nous avions raison d'appeler Trotski le représentant des « pires vestiges du fractionnisme ».

Non-fractionniste en paroles, Trotski est notoirement, pour tous ceux qui connaissent un peu le mouvement ouvrier de Russie, le représentant de la « *fraction* Trotski » ; il y a là fractionnisme, puisque ses deux indices essentiels sont réunis : 1° reconnaissance nominale de l'unité et 2° séparatisme de groupe, en fait. Il y a là un vestige de fractionnisme, car il est impossible d'y découvrir rien de sérieux dans le sens d'une liaison avec le mouvement ouvrier de masse en Russie.

Enfin, c'est la pire espèce de fractionnisme, car il n'y a là *aucune* précision politique, ni idéologique. On ne saurait dénier cette précision ni aux pravdistes (même notre adversaire déterminé L. Martov reconnaît qu'il y a chez nous « cohésion et discipline » autour des décisions formelles, que tout le monde connaît, sur toutes les questions), ni aux liquidateurs (ils ont, du moins les plus marquants d'entre eux, une physionomie très précise, c'est-à-dire libérale et non marxiste).

On ne saurait dénier une certaine précision à une partie des fractions qui, comme celle de Trotski, n'ont une existence réelle que du point de vue de Vienne et de Paris, et non du point de vue de la Russie. Sont précises, par exemple, les théories *machistes* du groupe machiste « Vpériod » ; est précise, chez les « menchéviks-partiitsy », la négation résolue de ces théories et la défense du marxisme, à côté de la condamnation théorique des liquidateurs.

Tandis que, chez Trotski, il n'y a aucune précision

politique et idéologique, car le brevet de « non-fractionnisme » n'est (nous le verrons tout à l'heure plus en détail) qu'un brevet de liberté complète de *voltiger* d'une fraction à l'autre et vice versa.

Résultat :

1° Trotski n'explique ni ne comprend la portée historique des divergences *idéologiques* entre les courants et fractions du marxisme, bien que ces divergences remplissent vingt années d'histoire de la social-démocratie et concernent les principaux problèmes d'actualité (comme nous le montrerons encore) ;

2° Trotski n'a pas compris les particularités essentielles du *fractionnisme*, comme reconnaissance nominale de l'unité et division réelle ;

3° sous couleur de « non-fractionnisme », Trotski défend l'une des fractions à l'étranger qui sont particulièrement dépourvues de principes et privées de toute base dans le mouvement ouvrier de Russie.

Tout ce qui brille n'est pas or. Il y a beaucoup de clinquant et de tapage dans les phrases de Trotski ; mais de contenu, point.

II. DE LA SCISSION

On nous objectera : « Si vous, les pravdistes, ne pratiquez pas le fractionnisme, c'est-à-dire la reconnaissance nominale de l'unité et, en fait, la division, vous faites pire en pratiquant le scissionnisme. » Ainsi parle Trotski qui, ne sachant pas peser ses mots et enchaîner logiquement ses bavardages, tantôt clame contre le fractionnisme, tantôt crie : « La scission fait l'une après l'autre des conquêtes qui sont autant de suicides » (n° 1, p. 6).

Cette déclaration ne peut avoir qu'un sens, à savoir que « les *pravdistes* font une conquête après l'autre » (c'est là un fait objectif et contrôlable, établi par l'étude du mouvement ouvrier de masse en Russie, ne serait-ce qu'en 1912 et 1913), *mais moi, Trotski*, je condamne les pravdistes : 1° comme des scissionnistes et 2° comme des politiciens pratiquant le suicide.

Voyons ce qu'il en est.

Tout d'abord, remercions Trotski : il n'y a pas si longtemps (d'août 1912 à février 1914), il suivait F. Dan qui, comme on le sait, menaçait de « *tuer* » le courant antiliquidateur et exhortait les autres à le faire. Maintenant, Trotski ne menace pas de « tuer » notre tendance (et notre Parti, — ne vous fâchez pas, citoyen Trotski, car c'est la vérité !), il se contente de prophétiser qu'elle se tuera *elle-même* !

C'est beaucoup plus modéré, n'est-il pas vrai ? C'est presque du « non-fractionnisme », vous ne trouvez pas ?

Mais trêve de plaisanteries (bien que la plaisanterie soit le seul moyen de répliquer en termes mesurés à la phraséologie insupportable de Trotski).

Le « suicide » est une simple phrase, une phrase creuse, du « trotskisme » et rien de plus.

Le scissionnisme est une grave accusation politique. Cette accusation portée contre nous est répétée de mille manières et par les liquidateurs et par tous les groupes énumérés plus haut qui, du point de vue de Paris et de Vienne, existent incontestablement.

Ils répètent tous cette grave accusation politique avec une légèreté étonnante. Voyez Trotski. Il a reconnu que « la scission fait (lisez : que les pravdistes font) l'une après l'autre des conquêtes qui sont autant de suicides ». Et il ajoute :

« *De nombreux ouvriers avancés, dans un état de désarroi politique complet, deviennent bien souvent eux-mêmes des agents actifs de la scission* » (*n° 1, p. 6*).

Peut-on traiter la question avec plus de légèreté que celle qui apparaît derrière ces mots ?

Vous nous accusez de scissionnisme, alors que, dans l'arène du mouvement ouvrier de Russie, nous ne voyons absolument rien d'autre que le courant liquidateur. Vous trouvez donc que notre attitude à l'égard du courant liquidateur est erronée ? En effet, *tous* les groupes de l'étranger, que nous avons nommés plus haut, sont justement d'accord, si accusées que soient leurs divergences, pour estimer que notre attitude à l'égard du courant liquidateur est erronée, « scissionniste ». C'est là aussi la ressemblance (et le rapprochement politique essentiel) de *tous* ces groupes avec les liquidateurs.

Si notre attitude à l'égard du courant liquidateur est erronée du point de vue de la théorie, du point de vue des

principes, Trotski aurait dû le dire *nettement*, le déclarer *explicitement*, indiquer sans détours en quoi il la trouve erronée. Or, il esquive depuis *des années* ce point capital.

Si la pratique, l'expérience du mouvement, condamne notre attitude à l'égard du courant liquidateur, il faut analyser cette expérience, ce que Trotski ne fait pas non plus. « De nombreux ouvriers avancés, avoue-t-il, deviennent des *agents actifs* de la scission » (lisez : des agents actifs de la ligne des pravdistes, de leur tactique, de leur système, de leur organisation).

Mais à quoi tient ce fait regrettable, confirmé de l'aveu de Trotski par l'expérience, que des ouvriers *avancés*, et *nombreux* par surcroît, s'affirment pour la *Pravda* ?

Cela tient au « désarroi politique complet » de ces ouvriers avancés, répond Trotski.

Certes, cette explication est extrêmement flatteuse pour Trotski, pour les cinq fractions existant à l'étranger et pour les liquidateurs. Trotski aime beaucoup donner, « avec l'air savantissime d'un connaisseur » et en usant de phrases pompeuses et sonores, une explication des phénomènes historiques qui soit flatteuse pour sa propre personne. Si « de nombreux ouvriers avancés » deviennent des « agents actifs » d'une ligne politique, de parti, qui ne concorde pas avec celle de Trotski, ce dernier résout la question sans le moindre embarras, allant d'emblée droit au but : ces ouvriers avancés se trouvent « dans un état de désarroi politique complet », alors que lui, Trotski, est sans doute « dans un état » de fermeté politique, caractérisé par une ligne claire et juste !... Et c'est ce même Trotski qui, se frappant la poitrine, fulmine contre le fractionnisme, contre l'esprit de coterie, contre la tendance qu'ont les intellectuels à vouloir imposer leur volonté aux ouvriers !...

Vraiment, en lisant cela, on se demande involontairement si ces paroles ne viennent pas d'une maison de fous.

La question du courant liquidateur et de sa condamnation a été posée par le Parti devant les « ouvriers avancés » depuis 1908 ; et la question de la « scission » avec un groupe de liquidateurs nettement déterminé (le groupe « Nacha Zaria »), c'est-à-dire de l'impossibilité d'édifier le Parti autrement que *sans* ce groupe et contre lui, fut posée il y a plus de deux ans, en janvier 1912. Et les ouvriers avancés se sont

prononcés dans leur immense majorité *pour* le soutien de la « ligne de janvier (1912) ». Trotski lui-même reconnaît ce fait, lorsqu'il parle des « conquêtes » et des « nombreux ouvriers avancés ». Et il s'en tire avec une pirouette, *en traitant* tout simplement ces ouvriers avancés de « scissionnistes » se trouvant dans « un état de désarroi politique » !

Les gens qui n'ont pas perdu la raison tireront de ces faits une autre conclusion. Là où la *majorité* des ouvriers conscients s'est groupée autour de décisions claires et précises, il y a *unité* d'opinion et d'action, il y a esprit du Parti et Parti tout court.

Là où nous avons vu les liquidateurs « démis de leurs fonctions » par les ouvriers, là où une demi-douzaine de groupes de l'étranger, en deux ans, n'ont prouvé *en rien* leur liaison avec le mouvement ouvrier de masse en Russie, là règnent le désarroi et le *scissionnisme*. En tentant aujourd'hui de persuader les ouvriers *de ne pas exécuter les décisions* du « bloc » que reconnaissent les marxistes-pravdistes, Trotski *tente* de désorganiser le mouvement et de provoquer la scission.

Ces tentatives sont impuissantes, mais il faut bien démasquer les chefs trop présomptueux des groupuscules d'intellectuels qui, tout en œuvrant à la scission, crient à la scission ; qui, après avoir en l'espace d'un peu plus de deux ans subi une *défaite totale* auprès des « ouvriers avancés », *crachent* avec une impudence inouïe sur les décisions et la volonté de ces ouvriers avancés, en *les* déclarant en état de « désarroi politique ». Ne sont-ce pas là les procédés typiques de Nozdrev et de Petit-Judas Golovlev ? [119]

En notre qualité de publiciste, nous ne nous lasserons pas de citer, en réponse aux criailleries sur la scission, des données *précises* et irréfutables. A la II[e] Douma, la curie ouvrière comprenait 47% de députés bolchéviks ; à la III[e], 50% ; à la IV[e], 67%.

Voilà où est la majorité des « ouvriers avancés », voilà où est le Parti, voilà où est l'unité de pensée et d'action de la majorité des ouvriers conscients.

Les liquidateurs objectent (voir Boulkine et L. M. dans le n° 3 de la *Nacha Zaria*) que nous prenons argument des curies instituées par Stolypine. C'est là une objection inintelligente et de mauvaise foi. Les Allemands mesurent leurs

succès par les élections effectuées d'après la loi électorale de Bismarck, qui écarte les femmes. Il faudrait avoir perdu la raison pour en faire le reproche aux marxistes allemands, qui mesurent leurs succès en fonction du système électoral *existant*, sans approuver aucunement ses restrictions réactionnaires.

De même, sans défendre les curies, ni le système correspondant, nous avons mesuré nos succés en fonction du système électoral *existant*. Il y avait des curies sous les trois Doumas (la IIe, la IIIe, la IVe) ; et, *au sein* de la même curie ouvrière, *au sein* de la social-démocratie, il s'est produit un *renversement* de majorité aux dépens des liquidateurs. Quiconque n'entend pas s'abuser soi-même ni abuser les autres doit reconnaître ce fait objectif de la victoire de *l'unité ouvrière contre* les liquidateurs.

L'autre objection n'est pas moins « intelligente » : « pour tel ou tel bolchévik ont voté (ou bien ont pris part aux élections) des menchéviks et des liquidateurs ». Parfait ! Mais cela n'est-il pas vrai aussi pour les 53% des députés *non*-bolchéviks de la IIe Douma, pour les 50% de la IIIe Douma, pour les 33% de la IVe ?

Si l'on pouvait, au lieu des renseignements sur les députés, en avoir sur les délégués électeurs désignés par les ouvriers, etc., nous nous en servirions bien volontiers. Mais de tels renseignements, plus détaillés, *n'existent pas* ; par conséquent, les « objecteurs » jettent simplement de la poudre aux yeux du public.

Et les données sur les groupes ouvriers qui ont aidé les journaux des diverses tendances ? En *deux* ans (1912 et 1913), 2 801 groupes se sont prononcés pour la *Pravda* et 750 pour le *Loutch* *. Tout le monde peut vérifier ces chiffres, et personne n'a tenté de les réfuter.

Où donc est ici *l'unité d'action et de volonté de la majorité* des « ouvriers avancés », et où est la *violation* de la volonté de la majorité ?

Le « non-fractionnisme » de Trotski, c'est très précisément le scissionnisme, dans le sens de la violation la plus impudente de la volonté de la majorité des ouvriers.

* Au 1er avril 1914, un recensement préliminaire a dénombré 4 000 groupes pour la *Pravda* (depuis le 1er janvier 1912) et 1 000 pour les liquidateurs avec tous leurs alliés.

III. DE LA DESAGREGATION DU BLOC D'AOUT

Mais il est encore un autre moyen, un moyen très important, de vérifier la justesse et la véracité des accusations de scissionnisme lancées par Trotski.

Vous estimez que ce sont les « léninistes » qui font œuvre de scissionnistes ? Bien. Admettons que vous ayez raison.

Mais si vous avez raison, pourquoi donc tous les autres groupes et fractions n'ont-ils pas prouvé, *sans* les « léninistes » et *contre* les « scissionnistes », la possibilité de faire l'unité avec les liquidateurs ?... Si nous sommes des scissionnistes, comment se fait-il que vous, les unificateurs, n'ayez pas fait l'unité entre vous et avec les liquidateurs ? Car vous auriez par là montré *pratiquement* aux ouvriers que l'unité était possible et utile !...

Faisons un peu de chronologie.

En janvier 1912, les « léninistes » « scissionnistes » déclarent qu'ils ont un parti *sans* liquidateurs et *adversaire* de ces derniers.

En mars 1912 *s'unissent* contre ces « scissionnistes », dans leurs feuilles russes et dans les colonnes du journal social-démocrate allemand *Vorwärts*, *tous* les groupes et « fractions » : liquidateurs, trotskistes, groupe « Vpériod », « bolchéviks-partiitsy » et « menchéviks-partiitsy ». D'un commun accord, unanimes, avec ensemble et d'une seule voix, tous nous traitent d'« usurpateurs », de « mystificateurs » et nous gratifient d'autres qualificatifs non moins tendres, non moins caressants.

Fort bien, messieurs ! Mais rien n'était plus facile que de vous unir *contre* les « usurpateurs » et de donner « aux ouvriers avancés » un exemple *d'unité*. Si les ouvriers avancés avaient vu d'un côté l'unité de tous contre les usurpateurs, l'unité des liquidateurs et des *non*-liquidateurs et, d'un autre côté, les *seuls* « usurpateurs », les « scissionnistes », etc., n'auraient-ils pas soutenu les premiers ? ?

Si les divergences ont été simplement inventées ou grossies, etc., par les « léninistes », et qu'en réalité l'unité *est possible* entre liquidateurs, plékhanoviens, gens du groupe « Vpériod », trotskistes, etc., pourquoi ne l'avez-vous pas prouvé pendant ces deux années par *votre* exemple ?

En août 1912 se tint la conférence des « unificateurs ».

Ce fut aussitôt la *division* : les plékhanoviens refusèrent net de s'y rendre ; le groupe « Vpériod » s'y rendit, mais pour se retirer en protestant et en dénonçant le caractère fictif de toute l'entreprise.

Se sont « unis » les liquidateurs, les Lettons, les trotskistes (Trotski et Semkovski), les Caucasiens, le groupe des Sept. Se sont-ils vraiment unis ? Dès cette époque, nous avions déclaré que non, que ce n'était qu'un camouflage du courant liquidateur. Les événements nous ont-ils donné tort ?

Exactement un an et demi plus tard, en février 1914, il se trouve :

1° Que le groupe des Sept se désagrège : Bourianov l'abandonne.

2° Que dans le nouveau « groupe des Six » qui était resté, Tchkhéidzé et Touliakov, ou un autre, ne peuvent s'entendre sur la réponse à faire à Plékhanov. Ils déclarent dans la presse qu'ils lui répondront, *mais ils ne peuvent le faire.*

3° Que Trotski qui, depuis bien des mois déjà, s'est en fait retiré du *Loutch*, *s'est détaché du lot* en publiant une revue « à lui » : la *Borba*. En qualifiant cette revue de « non-fractionnelle », Trotski indique clairement (pour tous ceux qui sont un peu au courant de la question) que la *Nacha Zaria* et le *Loutch se sont révélés*, selon lui, Trotski, des unificateurs « fractionnels », c'est-à-dire de mauvais unificateurs.

Si vous êtes un unificateur, aimable Trotski, si vous déclarez possible l'unité avec les liquidateurs, si vous vous tenez avec eux sur la position des « idées fondamentales formulées en août 1912 » (*Borba*, n° 1, p. 6, « Note de la rédaction »), pourquoi *ne* vous êtes-vous *pas vous-même* uni aux liquidateurs dans la *Nacha Zaria* et dans le *Loutch* ?

Lorsque, avant la parution de la revue de Trotski, la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* publia une note fielleuse disant que la physionomie de la revue n'était pas « clairement dégagée » et que, « dans les milieux marxistes, on avait pas mal parlé » d'elle, le *Pout Pravdy* (n° 37*) dut naturellement dénoncer le mensonge : « dans les milieux marxistes on avait parlé » de la note secrète de Trotski *contre* les loutchistes ; la physionomie de Trotski et son départ du bloc d'Août sont parfaitement « dégagés ».

---

* Voir le présent tome, pp. 162-165. (*N.R.*)

4° An, le chef bien connu des liquidateurs caucasiens, qui avait à un moment donné attaqué L. Sédov (ce qui lui valut une semonce publique de la part de F. Dan et consorts), fait maintenant son apparition dans la *Borba*. Une question reste à « dégager » : il s'agit de savoir si c'est Trotski ou Dan que les Caucasiens veulent suivre aujourd'hui.

5° Les marxistes lettons qui, dans le « bloc d'Août », étaient les seuls à former une organisation incontestée, l'ont *formellement* quitté, en déclarant (en 1914) dans la résolution de leur dernier congrès que

« la tentative faite par les conciliateurs pour réaliser à tout prix l'unité avec les liquidateurs (conférence d'août 1912) s'est révélée inopérante, et les unificateurs tombèrent eux-mêmes sous la dépendance idéologique et politique des liquidateurs ».

C'est ce qu'a déclaré, après un an et demi d'expérience, une organisation qui se tient elle-même sur une position de *neutralité* et ne veut se lier à *aucun* des deux centres. Cette décision de gens *neutres* devrait avoir d'autant plus de poids pour Trotski !

Cela suffit, je pense ?

Ceux-là mêmes qui nous accusaient de scissionnisme, qui nous reprochaient de ne pas vouloir ou de ne pas savoir nous accorder avec les liquidateurs ne se sont pas *eux-mêmes* accordés avec eux. Le bloc d'Août s'est révélé une fiction, et il s'est désagrégé.

En cachant à ses lecteurs cette désagrégation, Trotski les trompe.

L'expérience de nos adversaires a prouvé que nous avons raison et qu'il est impossible de travailler avec les liquidateurs.

IV. LES CONSEILS D'UN CONCILIATEUR AU « GROUPE DES SEPT »

L'éditorial du n° 1 de la *Borba* : « La scission de la fraction de la Douma » contient les conseils d'un conciliateur au groupe des sept députés à tendances liquidatrices (ou qui penchent vers le courant liquidateur) de la Douma d'Etat. Le fond de ces conseils est le suivant :

« s'adresser au groupe des Six chaque fois qu'il y aura nécessité d'un accord avec les autres fractions » (p. 29).

Voilà un conseil raisonnable et qui est probablement l'une des causes des divergences entre Trotski et les liquidateurs du *Loutch*. Dès le commencement de la lutte entre les deux fractions à la Douma, depuis la résolution de la conférence d'été (1913), les pravdistes s'en sont tenus à ce point de vue. La fraction ouvrière social-démocrate de Russie a déclaré à maintes reprises dans la *presse*, même après la scission, qu'elle continuait à s'en tenir à cette position, malgré les refus réitérés du « groupe des Sept ».

Dès le début, depuis la résolution de la conférence d'été, nous avons pensé et pensons toujours que les *accords* sur les questions du travail *à la Douma* sont désirables et possibles : si de tels accords ont été maintes fois pratiqués avec les démocrates paysans petits-bourgeois (les troudoviks), ils sont évidemment d'autant plus possibles et nécessaires avec les hommes politiques ouvriers petits-bourgeois, libéraux.

Il faut ne pas exagérer les divergences et regarder la réalité en face : le « groupe des Sept », ce sont des gens qui penchent vers le courant liquidateur, qui suivaient entièrement Dan hier, et qui portent aujourd'hui un regard anxieux tantôt vers Dan tantôt vers Trotski. Les liquidateurs forment un groupe de légalistes, qui s'est séparé du Parti et fait une politique ouvrière libérale. Comme ils répudient l'« organisation clandestine », il ne saurait être question d'aucune unité avec ce groupe dans les problèmes touchant à l'édification du Parti et au mouvement ouvrier. Quiconque ne pense pas ainsi se trompe lourdement, car il ne tient pas compte des profonds changements survenus depuis 1908.

Mais, pour certaines questions, des *accords* sont évidemment admissibles avec ce groupe hors-Parti ou à côté du Parti : ce groupe aussi, nous *devons* constamment l'obliger, comme les troudoviks, à faire son choix entre la politique ouvrière (pravdiste) et la politique libérale. Par exemple, en ce qui concerne la lutte pour la liberté de la presse, des hésitations se sont nettement manifestées chez les liquidateurs entre la façon libérale de poser la question, en niant ou en oubliant la presse hors censure, et la politique opposée, la politique ouvrière.

Dans le cadre de la politique *au sein de la Douma*, où ne sont pas posées directement les questions les plus importantes, celles qui relèvent de l'activité *en dehors de la Douma*, des accords avec le groupe des sept députés ouvriers libéraux sont possibles et souhaitables. Sur ce point, Trotski est passé *des* liquidateurs *à* la position de la conférence d'été (1913) du Parti.

Il ne faut pas oublier toutefois que le groupe hors-Parti entend par accords tout autre chose que ce qu'entendent ordinairement par là les membres du Parti. Pour les gens qui ne sont pas du Parti, conclure un « accord » à la Douma, c'est « *élaborer* une résolution ou une ligne tactique ». Pour les membres du Parti, un accord est une tentative de *faire participer* d'autres personnes à l'application de la ligne du Parti.

Les troudoviks, par exemple, n'ont pas de parti. Par accord, ils entendent l'« élaboration » pour ainsi dire « libre » d'une ligne politique, aujourd'hui avec les cadets, demain avec les social-démocrates. Nous, en revanche, par accord avec les troudoviks, nous entendons tout autre chose ; nous avons des décisions du Parti sur toutes les questions importantes de tactique, et nous ne nous écarterons jamais de ces décisions ; passer des accords avec les troudoviks, cela signifie, dans notre esprit, les *gagner* à nous, les *persuader* que nous avons raison, *ne pas renoncer* à l'action commune contre les Cent-Noirs et les libéraux.

A quel point Trotski a oublié (ce n'est pas pour rien qu'il a fait un séjour chez les liquidateurs !) cette distinction élémentaire entre le point de vue de Parti et le point de vue sans-parti sur les accords, c'est ce que montre son raisonnement ci-dessous :

« Il est nécessaire que les hommes de confiance de l'Internationale convoquent les deux parties de notre représentation parlementaire scindée, et qu'ils examinent avec elles les points qui les unissent et ceux qui les divisent... Une résolution tactique détaillée pourrait être élaborée, qui formulerait les principes de la tactique parlementaire »... (n° 1, pp. 29-30).

Voilà un exemple caractéristique, hautement typique, de point de vue liquidateur sur la question ! La revue

de Trotski oublie le Parti : vaut-il la peine, en effet, de songer à une pareille bagatelle ?

Lorsque, en Europe (Trotski aime à parler d'européanisme hors de propos), des partis différents concluent un accord ou s'unissent, les choses se passent généralement ainsi : leurs représentants se rencontrent et établissent avant tout les points de divergence (c'est justement ce que l'Internationale avait mis à l'ordre du jour pour la Russie, sans introduire aucunement dans la résolution l'affirmation irréfléchie de Kautsky : « le vieux parti n'existe plus »). Après avoir élucidé les points de divergence, les représentants arrêtent les *décisions* (résolutions, conditions, etc.) sur les problèmes de tactique, d'organisation, etc., *qui doivent être examinées en congrès par chacun des deux partis.* Si l'on réussit à établir un projet de décisions communes, les congrès décident si elles doivent ou non être adoptées ; si l'on arrive à des propositions *différentes*, les congrès des deux partis les examinent de même, en dernier ressort.

Les liquidateurs et Trotski n'ont de « sympathie » que pour les modèles *européens* d'opportunisme, mais pas du tout pour les modèles européens d'esprit de parti.

Les députés à la Douma élaboreront une « résolution tactique détaillée » !! Les « ouvriers avancés » russes, dont Trotski a des raisons d'être si mécontent, peuvent voir nettement, par cet exemple, où en arrive la ridicule manie des projets parmi les groupuscules de l'étranger, à Paris et à Vienne, qui ont persuadé Kautsky lui-même qu'en Russie « il n'y a plus de parti ». Mais si l'on réussit parfois à tromper les étrangers sur ce point, les « ouvriers avancés » russes (au risque de mécontenter une fois de plus le terrible Trotski) riront au nez de ces faiseurs de projets.

« Les résolutions tactiques détaillées, leur diront-ils, sont élaborées chez nous par les congrès et les conférences du Parti (nous ignorons ce qu'il en est chez vous, les sans-parti), par exemple ceux de 1907, 1908, 1910, 1912 et 1913. Nous ferons volontiers connaître aux étrangers non informés, de même qu'aux Russes oublieux, les décisions de notre Parti ; et c'est encore plus volontiers que nous demanderons aux représentants du « groupe des Sept » ou du « bloc d'Août », ou aux gens de l'aile gauche du P.S.P.,

ou à n'importe qui de nous faire connaître les résolutions de leurs congrès ou conférences et de poser devant leur prochain congrès la question précise de l'attitude à prendre à l'égard de nos résolutions ou à l'égard de la résolution du congrès letton neutre de 1914, etc.»

Voilà ce que diront les « ouvriers avancés » de Russie à tous ces faiseurs de projets ; voilà ce qu'*ont déjà dit*, par exemple, dans la presse marxiste, les marxistes organisés de Pétersbourg. Trotski préfère méconnaître ces conditions fixées par écrit et posées aux liquidateurs ? Tant pis pour Trotski. Notre devoir est de prévenir les lecteurs et de leur montrer tout le ridicule de cette manie des projets d'« unification » (sur le modèle de l'« unification » d'août ?), qui ne veut pas tenir compte de la volonté de la majorité des ouvriers conscients de Russie.

V. LES CONCEPTIONS LIQUIDATRICES DE TROTSKI

Trotski s'est appliqué, dans sa nouvelle revue, à parler le moins possible sur le fond de ses conceptions. Le *Pout Pravdy* (n° 37) a déjà souligné que, ni sur l'organisation clandestine, ni sur le mot d'ordre de la lutte pour un parti légal, etc., Trotski n'a lâché un traître mot*. Voilà, entre autres raisons, pourquoi nous parlons de *pire* fractionnisme dans ce cas où une organisation séparée entend se constituer *sans* avoir aucune physionomie politique ni idéologique.

Mais si Trotski n'a pas voulu exposer ses conceptions explicitement, un grand nombre de passages de sa revue montrent quelles sont les idées qu'il répand en sous main, sous le manteau.

Dans le premier éditorial du premier numéro, nous lisons déjà :

« La social-démocratie d'avant la révolution n'était chez nous un parti *ouvrier* que par ses idées, par ses objectifs. En réalité, c'était une organisation d'intellectuels marxistes qui menaient derrière eux la classe ouvrière en train de s'éveiller » (5).

C'est là un refrain libéral et liquidateur connu depuis longtemps et qui, en fait, sert de préambule au *reniement*

* Voir le présent tome, pp. 162-165. (*N. R.*)

du Parti. Ce refrain est fondé sur une altération des faits historiques. Les grèves de 1895-1896 avaient déjà créé un mouvement ouvrier *de masse*, lié à la social-démocratie dans le domaine idéologique comme dans celui de l'organisation. Et ces grèves, cette agitation économique et non économique auraient, elles aussi, été organisées par « des intellectuels *menant derrière eux la classe ouvrière* » !!?

Ou bien encore : voici des données précises sur les crimes commis contre l'Etat pendant la période 1901-1903, comparativement à l'époque antérieure :

Sur 100 participants au mouvement d'émancipation (poursuivis pour crimes contre l'Etat), il y en avait:

Epoques	Dans l'agriculture	Dans l'industrie et le commerce	Dans les professions libérales et parmi les étudiants	Ayant des occupations non déterminées et sans occupations
1884-1890	7.1	15.1	53.3	19.9
1901-1903	9.0	46.1	28.7	8.0

Nous voyons que, dans les années 80, lorsqu'*il n'y avait pas* encore de Parti social-démocrate en Russie et que le mouvement était « populiste », les intellectuels prédominaient : ils forment plus de la moitié des participants.

Le tableau change du tout au tout en 1901-1903, alors que le Parti social-démocrate existe déjà et que se poursuit l'activité de la vieille *Iskra*. Les intellectuels ne forment plus qu'une *minorité* parmi les participants au mouvement ; les *ouvriers* (« industrie et commerce ») sont déjà bien plus nombreux que les intellectuels ; les ouvriers et les paysans réunis totalisent plus de la moitié du chiffre global.

C'est dans la lutte des tendances au sein du marxisme que se signale l'*aile* des intellectuels petits-bourgeois de la social-démocratie, en commençant par l'« économisme » (1895-1903), pour continuer par le « menchévisme » (1903-1908) et le « courant liquidateur » (1908-1914). Trotski reprend les calomnies des liquidateurs contre le Parti et se garde de toucher à l'histoire de la lutte de vingt ans des tendances au sein du Parti.

Voici un autre exemple :

« En ce qui concerne son attitude envers le parlementarisme, la social-démocratie russe est passée par les mêmes trois stades... (que dans les autres pays)... d'abord le « boycottage»... ensuite la reconnaissance de principe de la tactique parlementaire, mais... (un « mais » magnifique, le même « mais » que Chtchédrine traduisait par la phrase : les oreilles ne poussent pas plus haut qu'on n'a la tête, pas plus haut !)... uniquement à des fins d'agitation... et enfin en portant à la tribune de la Douma... les revendications immédiates »... (n° 1, p. 34).

Nouvelle altération de l'histoire par les liquidateurs. La distinction entre le second stade et le troisième a été inventée pour pouvoir faire passer en contrebande la défense du réformisme et de l'opportunisme. Le boycottage, en tant que stade dans « l'attitude de la social-démocratie envers le parlementarisme », n'a existé *ni* en Europe (où l'on trouvait et où l'on trouve encore l'anarchisme), *ni* en Russie où le boycottage, par exemple, de la Douma Boulyguine, qui visait *uniquement* une institution déterminée, n'a *jamais* été rattaché au « parlementarisme » et fut engendré par la lutte particulière que se livrèrent le libéralisme et le marxisme et qui avait pour enjeu la continuation de l'assaut. Comment cette lutte s'est répercutée sur le conflit des deux tendances au sein du marxisme, Trotski n'en souffle mot !

Si l'on aborde l'histoire, il faut expliquer les problèmes concrets et les racines de classe des diverses tendances ; quiconque désirera étudier en marxiste la lutte des classes et la lutte des tendances autour de la participation à la Douma Boulyguine y découvrira les racines de la politique ouvrière libérale. Mais Trotski « aborde » l'histoire dans le but d'*esquiver* les problèmes concrets et d'*inventer* une justification ou un semblant de justification pour les opportunistes actuels !

...« En fait, toutes les tendances, écrit-il, appliquent les mêmes méthodes de lutte et d'organisation. » — « Les cris sur le danger libéral dans notre mouvement ouvrier ne sont qu'une grossière caricature sectaire de la réalité » (n° 1, pp. 5 et 35).

Voilà une défense très claire et très virulente des liquidateurs. Nous nous permettrons cependant de prendre ne serait-ce qu'un seul petit fait, parmi les plus récents. Trotski se borne à lancer des phrases. Nous aimerions, quant à nous, que les ouvriers méditent eux-mêmes sur ce fait.

C'est un fait que la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* a écrit dans son numéro du 13 mars :

« Au lieu de mettre l'accent sur la tâche précise et concrète qui se pose devant la classe ouvrière : obliger la Douma à repousser le projet de loi (sur la presse), on préconise une formule confuse de lutte pour les « mots d'ordre non-tronqués », en même temps qu'on fait autour de la presse illégale une réclame qui ne peut qu'affaiblir la lutte des ouvriers pour leur presse légale. »

Voilà un document qui constitue une défense claire et précise de la politique des liquidateurs et une critique de la politique des pravdistes. Eh bien ? Se trouvera-t-il une seule personne sachant lire pour affirmer que les deux tendances appliquent dans cette question « les mêmes méthodes de lutte et d'organisation » ? Se trouvera-t-il une seule personne sachant lire pour affirmer que les liquidateurs *ne* pratiquent *pas* ici une politique ouvrière *libérale* ? que le danger libéral dans le mouvement ouvrier est ici de pure invention ?

Si Trotski évite les faits et les indications concrètes, c'est parce qu'ils réfutent implacablement toutes ses exclamations virulentes et ses phrases pompeuses. Il est évidemment très facile de prendre une pose avantageuse et de dire : « C'est là une grossière caricature sectaire. » Il n'est pas difficile non plus d'ajouter quelques mots encore plus virulents, encore plus pompeux, sur l'« affranchissement à l'égard de l'influence de fractionnisme conservateur ».

Seulement, n'est-ce pas user d'un moyen vraiment trop facile ? Cette arme ne sort-elle pas d'un arsenal remontant à l'époque où Trotski brillait devant les collégiens ?

Les « ouvriers avancés » qui se sont attiré la colère de Trotski souhaiteront néanmoins obtenir une réponse nette et claire à cette question : approuvez-vous la « méthode de lutte et d'organisation » nettement formulée dans l'appréciation portée ci-dessus sur une campagne politique concrète ? oui ou non ? Si oui, c'est de la politique ouvrière libérale, c'est une trahison envers le marxisme et le Parti, et parler de « paix » ou d'« unité » avec une

telle politique, avec les groupes qui *l'*appliquent, c'est s'abuser soi-même et abuser les autres.

Non ? Alors dites-le franchement. Parce qu'avec des phrases on ne saurait ni étonner, ni satisfaire, ni intimider l'ouvrier d'aujourd'hui.

Au fait : la politique préconisée par les liquidateurs dans le passage cité est stupide même du point de vue libéral ; car l'adoption d'une loi par la Douma dépend des « octobristes-membres des zemstvos » du genre Bennigsen, qui a déjà découvert son jeu dans la commission.

* * *

Les vieux participants au mouvement marxiste russe connaissent bien Trotski et il n'est pas nécessaire de leur en parler. Mais la jeune génération ouvrière ne le connaît pas, et il faut lui en parler, car c'est un personnage typique pour les cinq petits groupes de l'étranger qui, en fait, oscillent aussi entre les liquidateurs et le Parti.

Au temps de la vieille *Iskra* (1901-1903), ces hésitants et transfuges qui passaient du camp des « économistes » dans celui des « iskristes » et vice versa avaient reçu un surnom : les « transfuges de Touchino » (c'est ainsi qu'aux temps troubles, dans la vieille Russie, on appelait les combattants qui passaient d'un camp à l'autre).

Lorsque nous parlons du courant liquidateur, nous désignons un certain courant idéologique formé pendant des années et dont les racines se rattachent au « menchévisme » et à l'« économisme » tels qu'ils se sont manifestés durant les vingt années d'histoire du marxisme, et qui est lié à la politique et à l'idéologie d'une classe déterminée, la bourgeoisie libérale.

Les « transfuges de Touchino » se déclarent au-dessus des fractions pour la seule raison qu'ils « empruntent » leurs idées aujourd'hui à une fraction, demain à une autre. Trotski fut un farouche « iskriste » en 1901-1903, et Riazanov a dit de lui qu'il avait joué au congrès de 1903 le rôle de « matraque de Lénine ». A la fin de 1903, Trotski est un farouche menchévik, c'est-à-dire qu'il est passé des iskristes aux « économistes » ; il proclame qu'« il y a un abîme entre la vieille et la nouvelle *Iskra* ». En 1904-1905, il quitte les menchéviks et occupe une position

indécise : tantôt il collabore avec Martynov (un « économiste »), tantôt il proclame l'absurde théorie gauchiste de la « révolution permanente ». En 1906-1907, il se rapproche des bolchéviks et, au printemps 1907, il se déclare solidaire de Rosa Luxembourg.

A l'époque de la désagrégation, après de longs flottements « non-fractionnistes », il oblique de nouveau vers la droite et fait bloc, en août 1912, avec les liquidateurs. Maintenant, il s'en écarte à nouveau, mais *au fond* il reprend leurs misérables petites idées.

De tels personnages sont caractéristiques en tant que débris des formations historiques d'hier, lorsque le mouvement ouvrier de masse sommeillait encore en Russie et que le premier groupuscule venu avait « toute latitude » de se présenter comme un courant, un groupe, une fraction, en un mot comme une « puissance » qui parle d'unification avec d'autres « puissances ».

Il faut que la jeune génération ouvrière sache bien à qui elle a affaire, lorsqu'elle entend formuler des prétentions inouïes par des gens qui ne veulent absolument compter *ni* avec les décisions du Parti, lesquelles ont établi et fixé dès 1908 l'attitude à observer envers le courant liquidateur, *ni* avec l'expérience du mouvement ouvrier actuel en Russie, qui a créé dans les faits l'*unité* de la majorité en partant de la reconnaissance absolue de ces décisions.

COMPTE RENDU D'UN LIVRE

I. Drosdov, *Le salaire des ouvriers agricoles de Russie et le mouvement agraire de 1905-1906. Saint-Pétersbourg.* (Editeur M. Sémionov.) 1914, 68 p., prix 50 c.

On ne peut que saluer l'initiative de M. Drozdov, qui a traité dans sa brochure une question extrêmement intéressante et importante. L'auteur a pris les chiffres relatifs au salaire à la journée (exprimé en espèces et en blé) et au rendement des champs de seigle appartenant aux cultivateurs pour les années 1902-1904, puis les chiffres annuels pour 1905-1910, et les a comparés suivant les régions de la Russie d'Europe.

Il a établi la plus grande augmentation du salaire en 1905 dans la région du Sud-Ouest (10% par rapport à 1902-1904). L'accroissement moyen pour la Russie atteint 1,2% en 1905, et 12,5% en 1906. L'auteur en conclut que le salaire a augmenté surtout dans les régions où le capitalisme agricole est le plus développé et où la lutte par la grève est la plus répandue (contrairement au « saccage »). Strictement parlant, les chiffres n'autorisent pas encore à tirer une telle conclusion. Par exemple, la région de l'Oural occupe la deuxième place pour l'accroissement du salaire en 1905 (9,68% contre 10,35% dans la région du Sud-Ouest). Si l'on considère le salaire moyen pour *toute* la période post-révolutionnaire, c'est-à-dire pour les années 1905-1910, on obtient 110,3% (par rapport à 1902-1904) dans le Sud-Ouest et 121,7% dans l'Oural. L'auteur « récuse » la région de l'Oural en se référant à mon *Développement du capitalisme*. Mais j'y récusais cette région

en ce qui concerne l'étude du *déplacement* massif des ouvriers et non le niveau des salaires en général*, de sorte que l'argument de l'auteur tombe à faux. Quant au faible pourcentage des emblavures appartenant aux cultivateurs dans l'Oural, cette référence n'est pas plus satisfaisante**. L'auteur aurait dû prendre des chiffres plus détaillés, province par province, et confronter l'accroissement du salaire avec les données sur la *force* relative du mouvement agraire en général, qu'il s'agisse des grèves ou du « saccage », etc.

Dans l'ensemble de la Russie, le salaire en espèces des ouvriers agricoles a augmenté *surtout* de 1905 à 1906 : 101,2% en 1905 et 112,5% en 1906 par rapport à 1902-1904. Pour les quatre années suivantes, les chiffres correspondants sont de 114,2%, 113,1%, 118,4% et 119,6%. Il est clair que l'augmentation *générale* des salaires en espèces à la suite de la révolution traduit une influence directe et prédominante de la lutte menée en 1905-1906.

Renvoyant le lecteur pour les détails à la brochure substantielle de M. Drozdov, notons que ce dernier qualifie bien à tort de « notoirement irréalisables » les revendications des paysans, qui se réduisaient en somme à « déloger les propriétaires fonciers » (p. 30). Et quand l'auteur assure à propos de la région où les paysans se livraient au saccage que « la lutte s'est livrée pour la jouissance égalitaire de la terre et, en général, pour d'autres revendications semblables, petites-bourgeoises et utopiques » (38), cette déclaration est aussi mal fondée et irréfléchie. D'abord, les paysans ont combattu non seulement pour la jouissance de la terre mais encore pour sa possession (le « délogeage ») ; ensuite, ils ont lutté non pour l'égalitarisme, mais pour faire passer entre leurs mains les terres des propriétaires fonciers, ce qui est tout dfférent ; en troisième lieu, ce qui était et demeure utopique, ce sont les *aspirations* (et les « *théories* ») subjectives des populistes en ce qui concerne l'« égalitarisme », la « socialisation», le « retrait de la terre du circuit commercial » et autres

* Voir Lénine, Œuvres, «Le développement du capitalisme en Russie» (*N. R.*)

** L'auteur assimile sous ce rapport la région septentrionale à l'Oural. Mais dans la région septentrionale le salaire a diminué en 1905 de 6% et n'a augmenté en 1906 que de 8%.

absurdités analogues, mais il n'y a rien d'« utopique » dans le « délogeage » des féodaux par la masse petite-bourgeoise. L'auteur confond la portée historiquement objective de la lutte paysanne pour la terre, lutte bourgeoise qui était progressive et radicale, avec les théories et aspirations subjectives des populistes, qui furent et demeurent utopiques et réactionnaires. Une telle confusion implique une profonde erreur, une position non dialectique, non historique.

La conclusion générale de l'auteur, quand il compare les moyennes pour 1891-1900 et pour 1901-1910, est que le salaire journalier *en espèces* s'est élevé de 25,5% en Russie, et le salaire *réel*, exprimé en blé, de 3,9% *seulement* ; en d'autres termes, on peut dire qu'il n'a presque pas changé. Notons qu'en ce qui concerne le niveau de l'augmentation du salaire en espèces pour les périodes indiquées, les régions se classent dans l'ordre suivant : Lituanie +39%, Volga +33%, Oural +30%, Petite-Russie +28%, région agricole du Centre + 26%, etc.

En terminant, l'auteur compare pour les deux dernières périodes de dix ans (1891-1900 et 1901-1910) l'accroissement du salaire des ouvriers agricoles à celui de la rente foncière. Il apparaît que, dans l'ensemble de la Russie, le salaire moyen est passé de 52,2 cop. par jour à 66,3 cop., soit une hausse de 27%. Tandis que le prix de la terre — on sait que le prix de la terre est la rente capitalisée — est passé de 69,1 roubles par déciatine à 132,4 roubles, *c'est-à-dire* qu'il s'est élevé de 91%. Autrement dit, le salaire a augmenté d'un quart, alors que la rente foncière *a presque doublé* !!

« Ce fait, conclut l'auteur avec juste raison, ne signifie qu'une chose, à savoir que l'abaissement du niveau de vie relatif des ouvriers agricoles en Russie va de pair avec une élévation relative du niveau de vie de la classe des propriétaires terriens... La distance sociale entre la classe des grands propriétaires fonciers et la classe des ouvriers salariés s'accroît de plus en plus. »

« Prosvéchtchénié » n° 5,
mai 1914.
Signé : V. I.

Conforme au texte
de la revue « Prosvéchtchénié »

LA LUMIERE EST FAITE

A L'ATTENTION DES OUVRIERS CONSCIENTS

Dans le n° 63 du *Pout Pravdy*, la fraction social-démocrate de Russie a fait une dernière tentative pour savoir au juste si les six députés (la fraction Tchkhéidzé) avaient l'intention — maintenant que l'immense majorité des ouvriers conscients a condamné leur alliance avec les liquidateurs — d'envisager une entente avec la fraction ouvrière social-démocrate de Russie[120].

Cette dernière a demandé à la « fraction social-démocrate » si elle était disposée à présent à reconnaître *sans aucune réserve* les décisions prises par le bloc marxiste en 1903 (le programme [121]) et en 1908-1910 (condamnation du courant liquidateur). Si la fraction ouvrière social-démocrate de Russie a choisi de poser en premier lieu cette question, c'est que les décisions de 1903, 1908 et 1910 ont été prises *avant toute scission* entre les marxistes et les liquidateurs ; elles sont la bannière de tous les marxistes ; si une entente quelconque est possible entre la fraction ouvrière social-démocrate de Russie et la « fraction social-démocrate », elle ne peut évidemment être réalisée que sur la base de la reconnaissance absolue de ces décisions qui datent d'avant la scission.

Dans le n° 2 de *Nacha Rabotchaïa Gazéta*, la fraction Tchkhéidzé a donné une « Réponse publique » qui a fait définitivement la lumière ; aussi mérite-t-elle la plus grande attention de la part de tous les ouvriers qui désirent s'y reconnaître comme il se doit parmi les divergences et qui aspirent à une véritable unité.

1. LE PROGRAMME ET LA QUESTION NATIONALE

Au *congrès* marxiste qui assuma la tâche d'élaborer le programme (1903), les bundistes (les liquidateurs juifs) proposèrent d'y introduire la revendication de « création d'institutions leur garantissant la pleine liberté du développement culturel ». S'y opposèrent les liquidateurs d'aujourd'hui Martynov, Martov et Koltsov. Ils montrèrent très justement que cette exigence était contraire aux principes internationaux de la social-démocratie. Le congrès *écarta* cette demande à l'unanimité des suffrages moins les bundistes (voir les procès-verbaux).

Les marxistes affirment que la « fondation d'institutions » n'est rien d'autre que l'« autonomie nationale culturelle » que repousse la social-démocratie.

Dans leur « Réponse publique », les six députés prétendent le contraire. Ils disent : nous avons réclamé la « fondation d'institutions » mais non l'autonomie nationale culturelle.

— Bien, leur répondons-nous. *Admettons* un instant que ce ne soit pas, en effet, la même chose. *Mais le fait est que le congrès a repoussé aussi la « fondation d'institutions »*. Vous le savez parfaitement. Vous savez que *vous avez abandonné le programme* pour complaire aux nationalistes. Les bundistes, dont la proposition a été repoussée par le congrès, vous ont complimentés pour cette violation du programme.

Après la déclaration faite par la fraction social-démocrate au début de la IVe Douma, ils ont écrit :

— « On pourrait dire que la formule des social-démocrates [c'est-à-dire des liquidateurs] n'était pas suffisamment claire. C'est tout à fait exact. *Mais l'important est que les députés ouvriers* [lisez : les partisans de Tchkhéidzé] *se soient écartés du point de vue rigide* auquel se tient la théorie officielle en ce qui concerne la question nationale » (*Zeit* n° 9, éditorial, 3e colonne).

La « théorie officielle », c'est le *programme*. Les bundistes félicitent Tchkhéidzé et ses amis *d'avoir violé le programme*. La fraction ouvrière social-démocrate de Russie a posé cette question : la « fraction social-démocrate » est-elle prête à renoncer à cet abandon du programme?

La réponse a suivi, très claire : « cette formule [c'est-à-dire la « fondation d'institutions »] ne renferme absolument rien à quoi la fraction social-démocrate doive renoncer » (voir la « Réponse publique »).

Nous ne voulons pas désavouer la violation du programme, telle est la réponse de la « fraction social-démocrate ».

2. LA DECISION DE 1908

La fraction ouvrière social-démocrate de Russie a demandé ensuite à la « fraction social-démocrate » si elle consentait à reconnaître la décision des marxistes de 1908, que les conciliateurs lettons ont, eux aussi, récemment ratifiée.

Cette résolution déclare :

« Le courant liquidateur signifie qu'un certain nombre d'intellectuels du Parti prétendent liquider » (c'est-à-dire dissoudre, détruire, supprimer, abolir (« l'organisation existante du Parti et lui substituer à toute force une union amorphe dans le cadre de la légalité » (c'est-à-dire d'une existence « au grand jour »), « cette dernière dût-elle être réalisée au prix d'un renoncement manifeste au programme, à la tactique et aux traditions » (c'est-à-dire à l'expérience antérieure) « du Parti ».

Cette décision proclame « *la nécessité d'une lutte à outrance, sur le terrain idéologique et d'organisation, contre les tentatives des liquidateurs* » (voir le compte rendu, p. 38)[123].

Ce document a été adopté par le bloc marxiste, en présence des délégués de toutes les fractions, y compris les liquidateurs (Dan, Axelrod et d'autres), les bundistes, etc. Il l'a été en décembre 1908, *avant* toute scission.

La fraction ouvrière social-démocrate de Russie a demandé à la fraction de Tchkhéidzé si elle reconnaissait *cette* décision de 1908 qui condamne le courant liquidateur.

Or, qu'a répondu la fraction Tchkhéidzé ?

R i e n ! Pas un traître mot ! Elle a passé cette résolution sous silence comme si elle n'existait absolument pas. C'est incroyable, mais c'est ainsi. Et ce silence est plus éloquent que tous les discours. Il montre l'invraisemblable ***désinvolture*** avec laquelle on traite les décisions. Celles qui

ne me plaisent pas n'ont pour moi aucune existence, telle est la morale des députés qui donnent dans le courant liquidateur.

Ces derniers ont eu la même attitude à propos de l'admission dans leur fraction du député Jagiello. On leur signale que la décision de 1908 a repoussé l'« unité » avec le parti de Jagiello qui *n'est pas* un parti social-démocrate. Ils répliquent qu'en 1907, c'est-à-dire un an avant cette résolution, la fraction qui siégeait à la IIe Douma a admis dans son sein les Lituaniens qui étaient d'incontestables social-démocrates. C'est bafouer manifestement les décisions.

3. LA DECISION DE 1910

Cette décision déclare :

« La situation historique dans laquelle se développe le mouvement social-démocrate à l'époque de la contre-révolution bourgeoise engendre inévitablement, *en tant que manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat*, d'une part le rejet du parti social-démocrate illégal, dont on minimise le rôle et l'importance, les tentatives visant à tronquer les objectifs et les mots d'ordre du programme et de la tactique de la social-démocratie conséquente, etc., d'autre part, une attitude négative à l'égard de l'activité de la social-démocratie à la Douma et les possibilités offertes par la légalité, l'incapacité de comprendre l'importance de l'un et de l'autre, d'adapter une tactique social-démocrate conséquente aux conditions historiques particulières du moment actuel, etc.

Dans cette situation, une tâche capitale de la tactique social-démocrate consiste à surmonter ces deux déviations par l'élargissement et l'intensification de l'activité social-démocrate dans tous les domaines de la lutte de classe menée par le prolétariat, et à expliquer le danger de ces déviations. »

Cette décision a été adoptée *à l'unanimité*, avant toute scission, en présence des délégués de *toutes* les fractions. Elle condamne le courant liquidateur et l'otzovisme.

La fraction ouvrière social-démocrate de Russie demande à la « fraction social-démocrate » si elle reconnaît cette résolution. Réponse : Mais voyons, « les décisions de 1910 ne contiennent même pas le *mot* liquidateur ».

Le « mot » n'y est pas ! Mais *à qui donc* le bloc marxiste songeait-il quand il condamnait le « rejet du parti

social-démocrate illégal, dont on minimise le rôle et l'importance » ?? A qui, sinon aux liquidateurs ?

Enfin, nous possédons un document des plus précis, publié voilà trois ans et que personne n'a démenti, un document émanant de tous les marxistes « nationaux » (lettons, bundistes, polonais) et de Trotski (les liquidateurs ne sauraient imaginer de meilleurs témoins); ce document déclare sans ambages qu'« au fond, il aurait été désirable d'appeler courant liquidateur la tendance indiquée dans la résolution et contre laquelle il est indispensable de lutter ».

Comment les députés osent-ils donc induire aussi peu... élégamment les ouvriers dans une... erreur aussi évidente ?

La «fraction social-démocrate » refuse de reconnaître la décision de 1910 ! En revanche, elle exprime sa « totale solidarité » avec le journal liquidateur *Nacha Rabotchaïa Gazéta*.

Les décisions prises par le bloc marxiste en 1903, 1908, 1910 n'existent pas pour les députés qui donnent dans le courant liquidateur. Seules existent pour eux les « décisions » du journal liquidateur.

4. LES « COURANTS »

Rejetant des décisions qui ne laissent place à aucune équivoque, et passant outre à la volonté des ouvriers, la « fraction social-démocrate » s'étend par le menu sur l'utilité que présenteraient tous les « courants du marxisme ».

Dans le monde entier, les marxistes ont pour base les *organisations ouvrières* ; chez nous, on voudrait avoir pour base des « courants » insaisissables. En Allemagne, comme dans le reste du monde, les social-démocrates unissent les *ouvriers*, leurs cellules, leurs organisations, leurs groupes. Chez nous, on voudrait unir on ne sait quels « courants ».

« Tous les courants qui existent parmi les marxistes » ! Rien que parmi les liquidateurs, on compte actuellement au moins deux « courants » : la *Borba* et *Nacha Rabotchaïa Gazéta*, qui se disputent pour savoir qui est le meilleur dépositaire des « principes d'août ».

L'unification d'une dizaine de « courants » coupés des masses est une entreprise sans espoir. L'unification *de tous les ouvriers* qui veulent bâtir le bloc marxiste, c'est la grande œuvre qui se réalise sous nos yeux avec l'ardent appui de la fraction ouvrière social-démocrate de Russie.

* * *

La lumière est faite. L'immense majorité des ouvriers (voir les chiffres sur les élections aux conseils des assurances sociales, les collectes de groupes, les rapports des groupes ouvriers avec les deux fractions à la Douma) s'est prononcée pour les marxistes, pour la fraction ouvrière social-démocrate de Russie, contre les liquidateurs. Le bloc d'Août s'est disloqué : les social-démocrates lettons sont partis, Bourianov est parti, les partisans d'An et de la *Borba* s'en vont. Les six députés groupés autour de Tchkhéidzé se sont affiliés au *pire* débris, le plus liquidateur, de ce bloc.

Les ouvriers doivent en tirer leurs conclusions.

« Troudovaïa Pravda » n° 7,
5 juin 1914

Conforme au texte
de la « Troudovaïa Pravda »

DE L'AVENTURISME

Quand les marxistes parlent de l'esprit aventurier de certains groupuscules, ils pensent aux particularités sociales et historiques parfaitement déterminées de ce phénomène, que doit connaître tout ouvrier conscient.

L'histoire de la social-démocratie russe fourmille de petits groupes apparus « pour une heure », pour quelques mois, n'ayant aucune racine dans les masses (or, une politique sans les masses est une politique aventurière), n'ayant aucune idée sérieuse et ferme. Dans un pays petit-bourgeois, et dans une période historique de réformes bourgeoises, *il est inévitable* que des intellectuels de toute espèce se joignent aux ouvriers et tentent de créer toutes sortes de groupuscules aventuriers, dans le sens que nous venons d'indiquer.

Les ouvriers qui ne veulent pas se laisser mener par le bout du nez doivent strictement vérifier si ces petits groupes ont des idées sérieuses et des racines dans les masses. Ne pas se fier aux paroles, contrôler le plus rigoureusement possible : tel est le mot d'ordre des ouvriers marxistes.

Rappelons la lutte entre l'« iskrisme » et l'« économisme » de 1895 à 1902. C'étaient deux courants de la pensée social-démocrate : l'un prolétarien et marxiste, mis à l'épreuve au cours de la campagne menée par l'*Iskra* durant trois années, vérifié par tous les ouvriers d'avant-garde qui ont reconnu comme leurs les décisions précises, claires, nettement formulées, sur la tactique et l'organisation « iskristes ». L'« économisme » était un courant *bour-*

geois, opportuniste, qui subordonnait les ouvriers aux libéraux.

Outre ces deux courants proprement dits, on comptait une quantité de groupuscules bâtis sur le sable (« Svoboda », «Borba», groupe des feuilles berlinoises, etc.), qui sont oubliés depuis longtemps. Il y avait là nombre de social-démocrates honnêtes et de bonne foi, mais ces groupuscules *révélèrent* un esprit d'aventure, en ce sens qu'ils *n'avaient* ni idées sérieuses et fermes, ni programme, ni tactique, ni organisation, ni racines dans les masses.

C'est ainsi et uniquement ainsi, en étudiant l'histoire, en réfléchissant à la signification idéologique d'une propagande déterminée, en soumettant les phrases à l'épreuve des faits, que doivent se comporter les gens sérieux qui désirent porter une appréciation sur les courants et les groupuscules actuels.

Seuls des benêts peuvent faire confiance sur parole.

Le « pravdisme » est un courant qui a donné des réponses marxistes précises, et pris des résolutions (1908, 1910, 1912, février et été 1913) sur toutes les questions de tactique, d'organisation et de programme. Ces décisions suivent rigoureusement la même ligne depuis les temps de l'ancienne *Iskra* (1901-1903), sans parler du congrès de Londres (1907). Leur justesse est vérifiée par l'expérience qu'ont faite au cours de 5-6 années (1908-1914) tous les ouvriers d'avant-garde, qui ont reconnu pour *leurs* ces décisions. Le « pravdisme » a rassemblé en fait les $^4/_5$ des ouvriers conscients de Russie (5 300 groupes d'ouvriers social-démocrates sur 6 700 en 2 ans et demi).

Le courant liquidateur a une histoire vieille de près de vingt ans, car il est le prolongement direct de l'« économisme » (1895-1902) et le fruit du menchévisme (1903-1908). Les racines et la teneur bourgeoises libérales de ce courant ont été reconnues dans des résolutions (en 1908 et en 1910 ; ce n'est pas sans raison que les liquidateurs redoutent le simple fait de leur publication intégrale !!). Les idées libérales des liquidateurs se tiennent et sont cohérentes : contre l'organisation clandestine, contre les « piliers », pour un parti légal, contre la « frénésie gréviste », contre les formes supérieures de lutte, etc. La sympathie éprouvée envers les liquidateurs, dans la « société »

bourgeoise libérale, tant par les cadets que par les intellectuels sans-parti (ou gravitant autour du parti), existe de longue date et est solidement implantée. Le courant liquidateur est un courant proprement dit, mais il est d'essence bourgeoise libérale, et non marxiste, non prolétarienne. Seuls des gens sans cervelle peuvent parler de « paix » avec les liquidateurs.

Et maintenant, prenez tous les autres groupuscules qui prétendent aussi être des « courants ». Enumérons-les : 1) les gens du groupe « Vpériod » avec Alexinski ; 2) de même avec Bogdanov ; 3) de même avec Voïnov; 4) les plékhanoviens ; 5) les « bolchéviks-partiitsy » (qui sont en fait des conciliateurs : Marc Sommer avec tous les siens) ; 6) les trotskistes (c'est-à-dire Trotski, même sans Semkovski) ; 7) les « Caucasiens » (c'est-à-dire An sans le Caucase).

Nous avons énuméré les groupuscules dont il a été question *dans la presse* ; on a dit en Russie et à l'étranger qu'ils voulaient être des « courants » et des groupes *particuliers*. Nous nous sommes efforcés d'énumérer tous les groupes russes, en laissant de côté les non russes.

Tous ces groupuscules, sans aucune exception, relèvent d'un aventurisme intégral.

Pour quelles raisons ? Où en est la preuve ? demandera le lecteur.

La preuve, c'est l'histoire des dix dernières années (1904-1914), les plus riches en événements et les plus remarquables. Les dirigeants de tous ces petits groupes ont manifesté, au cours de ces 10 années, les flottements les plus impuissants, les plus lamentables, les plus ridicules sur les questions importantes de tactique et d'organisation ; ils ont dévoilé leur *incapacité absolue* de créer des courants plongeant des racines dans les masses.

Prenons le meilleur de tous, Plékhanov. Ses mérites personnels sont immenses dans le passé. En vingt ans, de 1883 à 1903, il a écrit quantité d'œuvres excellentes, spécialement contre les opportunistes, les machistes, les populistes.

Mais depuis 1903, sur les questions de tactique et d'organisation, Plékhanov est ballotté de la façon la plus grotesque : 1) août 1903 : il est bolchévik; 2) novembre 1903

(n° 52 de l'*Iskra*) : il est pour la paix avec les « *opportunistes* » menchéviks ; 3) décembre 1903 : il est un menchévik, et des plus fervents ; 4) printemps 1905, après la victoire des bolchéviks : il est pour l'« unité » des « frères ennemis » ; 5) de la fin de 1905 au milieu de 1906 : il est menchévik ; 6) milieu de 1906 : il commence à s'écarter parfois des menchéviks et, à Londres, en 1907, il les blâme (aveu de Tchérévanine) pour leur « anarchisme en matière d'organisation » ; 7) 1908 : rupture avec les liquidateurs ; 8) 1914 : nouveau virage vers les liquidateurs. Plékhanov prêche l'« unité » avec eux, sans être capable de préciser tant soit peu les *conditions* de l'unité. Pour quelle raison est-elle devenue possible avec *Monsieur* Potressov ? Où est la garantie que telles ou telles conditions seront remplies ?

Après cette expérience de dix années, nous pouvons dire en toute certitude que Plékhanov est capable de lancer des giclures, mais qu'il n'y a et qu'il n'y aura pas ici de « courant ».

Nous comprenons parfaitement les pravdistes qui publiaient volontiers les articles de Plékhanov contre les liquidateurs : pouvaient-ils refuser des articles absolument conformes aux décisions de 1908 et 1910 contre les liquidateurs ? Plékhanov s'est maintenant mis à répéter à la suite de ces derniers, à la suite de Bogdanov et C^ie^, les phrases sur l'unité de «tous les courants ». Nous condamnons formellement ce procédé contre lequel on doit mener une lutte impitoyable.

Nulle part dans le monde les partis ouvriers ne rassemblent des groupuscules et des « courants » d'intellectuels. Ils rassemblent les *ouvriers* à condition 1) qu'ils reconnaissent et appliquent les décisions marxistes nettement définies portant sur les questions de tactique et d'organisation ; 2) que la minorité des ouvriers conscients se soumette à la majorité.

Cette unité, basée sur le désaveu absolu des adversaires de l'organisation clandestine, a été réalisée aux 4/5 par les pravdistes en deux ans et demi (1912-1914). Les gens futiles auront beau les traiter de fractionnistes, de scissionnistes, etc., l'unité des ouvriers n'en subsistera pas moins, malgré ces phrases et ces injures...

Plékhanov menace à présent de détruire cette unité de la majorité. Nous déclarons tranquillement et fermement aux ouvriers : ne vous fiez pas aux mots, vérifiez-les par les faits, et vous verrez que chaque pas de chacun des groupuscules aventuriers cités plus haut révélera de plus en plus clairement leurs impuissants et pitoyables ballottements.

« Rabotchi » n° 7,
9 juin 1914.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du « Rabotchi »

LES DECISIONS DES MARXISTES LETTONS ET LES LIQUIDATEURS

Qui ne se souvient, parmi les ouvriers, du vacarme que firent les liquidateurs quand, dans un numéro spécial de notre journal, nous mîmes nos lecteurs au courant des dernières décisions des marxistes lettons et que nous déclarâmes à leur propos : les Lettons ont payé tribut à l'esprit de compromis, mais, en même temps, ils ont porté un coup mortel au bloc liquidateur d'Août *.

Les liquidateurs ont tout mis en œuvre pour contester cette conclusion. Toute l'adresse de Martov, toute la... droiture de Dan, tout l'esprit et tout le brillant talent littéraire de Semkovski et de Ionov, tout fut mobilisé à cette fin. Coûte que coûte ils voulaient « prouver » que le congrès des Lettons n'avait pas du tout condamné le courant liquidateur, qu'il ne s'était pas prononcé contre le bloc d'Août, etc., etc. En un mot, ils voulaient nier l'évidence.

Mais deux ou trois mois, à peine, se passent. Et, dans la propre revue des liquidateurs (*Nacha Zaria* n°4), nous trouvons aujourd'hui un article du liquidateur letton le plus « en vue », Monsieur F. Weiss, qui *confirme en tout point* l'appréciation objective, que nous donnions des événements.

M. Weiss est un de nos adversaires les plus acharnés. Il se livre à la « critique » la plus virulente des « léninistes » de Russie et de la majorité des marxistes lettons. Mais il a le courage de reconnaître franchement sa défaite,

---

* Voir le présent tome, pp. 184-188. (*N.R.*)

tout en affirmant son intention de poursuivre la lutte pour faire prévaloir ses opinions liquidatrices. Il ne tergiverse pas, il ne biaise pas, il n'essaye pas, à la manière des Semkovski, de rendre noir ce qui est blanc et vice versa. On peut discuter âprement avec un tel adversaire, mais il mérite malgré tout qu'on l'estime de ne pas recourir aux... mesquines méthodes des Semkovski.

Il écrit:

— « Y prédomina (à ce congrès), encore que ce ne fût qu'à la majorité d'une voix, de deux pour certaines questions, la tendance des marxistes lettons qui sympathisent... avec le « groupe léniniste ».

— Le IVe congrès des marxistes lettons dénote une tentative de retour à l'ancienne... idéologie bolchévique.

— La résolution sur la fraction (à la Douma) a été adoptée à l'unanimité. Elle représente une importante concession *de la part de la minorité* du congrès (c'est-à-dire une concession en faveur des « léninistes »).

— Le groupe léniniste peut compter sur le soutien officiel des Lettons », etc.

L'auteur fait des réserves en déclarant que « la minorité a réussi à gâter quelque peu le triomphe des léninistes » ; il qualifie de « singulières » (et pour cause !) les concessions que la majorité a consenties aux conciliateurs.

Mais il reconnaît nettement et sans ambages que le congrès a pris parti pour « la lutte contre le courant liquidateur », qu'il a, pour l'essentiel, suivi les pravdistes.

C'est la vieille histoire qui recommence. Pendant deux ou trois mois, les liquidateurs poussent de grands cris ; et puis, ils doivent eux-mêmes reconnaître que c'est bien nous qui donnions des faits la version exacte.

Jusqu'où vont parfois les liquidateurs dans leurs tentatives d'« expliquer » les décisions du Parti qui leur sont désagréables, c'est ce que nous allons voir maintenant. Comme on le sait, en décembre 1908, la conférence des marxistes de Russie *a rejeté* l'union avec le parti de Jagiello (le P.S.P.). Et cela, sous la forme la plus énergique : en refusant même de discuter la proposition d'union avec le parti non social-démocrate du député Jagiello et en passant à l'ordre du jour. Les Lettons ont confirmé, à leur congrès de 1914, toutes les décisions de 1908, déclarant ainsi qu'ils condamnaient l'admission de Jagiello, qui n'est pas social-démocrate, dans la fraction social-démocrate. Cette

résolution est particulièrement désagréable aux liquidateurs.

Eh bien, le journal des liquidateurs juifs, la *Zeit*, « explique » cette décision de la façon suivante :

— « Que signifie le passage à l'ordre du jour ? Il signifie que l'assemblée ne veut pas mettre aux voix la proposition, qu'elle ne veut ni l'écarter ni l'adopter. On passe alors à une autre question. L'assemblée de 1908 a tout simplement laissé pendante (!!) la question de l'union avec la tendance Jagiello » (*Zeit* n° 17).

Une telle « explication » des décisions du Parti n'est-elle pas un comble de ... sans-gêne ?

Quand la proposition des liquidateurs sur l'union avec la tendance Jagiello fut repoussée, F. Dan, dans son compte rendu de presse officiel, écrivit à l'époque, en 1908 :

«Sur la proposition de la délégation polonaise [des social-démocrates polonais], la conférence n'a même pas voulu examiner notre résolution et a décidé de passer à l'ordre du jour. Dans ce petit fait, l'intolérance de groupe et l'esprit de coterie ont atteint probablement leur point culminant » (compte rendu de F. Dan, p. 45).

F. Dan fulminait parce qu'il savait que le passage à l'ordre du jour, c'était le refus *le plus catégorique* d'une union avec le parti non social-démocrate de Jagiello. Or, aujourd'hui, on nous « explique » ce même refus catégorique en nous disant que la question « a été laissée pendante » et que chacun est libre de la résoudre à sa façon ! On ne saurait bafouer les décisions marxistes avec plus de désinvolture.

Les liquidateurs ont beau multiplier leurs pirouettes, la vie triomphe toujours. Elle confirme la ligne marxiste. Ce qui se passe dans la social-démocratie lettone le confirme avec la même évidence que toute l'évolution du mouvement ouvrier dans l'ensemble de la Russie.

« Rabotchi » n° 7,
9 juin 1914

Conforme au texte du « Rabotchi »

LA CLASSE OUVRIERE ET LA PRESSE OUVRIERE

Il n'est pas de devoir plus important pour les ouvriers conscients que de *comprendre l'importance* de leur mouvement et de le *connaître avec précision*. L'unique—mais en revanche inépuisable—source d'où découle la force du mouvement ouvrier, c'est la *conscience* des ouvriers et l'ampleur de leur lutte, c'est-à-dire la participation à celle-ci de la *masse* des ouvriers salariés.

La presse marxiste de Saint-Pétersbourg, qui existe depuis des années, constitue une documentation unique, parfaite, irremplaçable, vérifiable par tout un chacun, sur l'envergure du mouvement ouvrier et sur ses principales tendances. Seuls peuvent négliger cette documentation, comme le font les libéraux et les liquidateurs, des gens qui veulent cacher la vérité.

Le camarade V. A. T.[123] a dressé un tableau d'ensemble des collectes pour les journaux « pravdistes » (marxistes) et liquidateurs de Saint-Pétersbourg, du 1er janvier au 13 mai 1914. Nous le publions intégralement, en citant par-ci par-là dans le texte de l'article, des chiffres arrondis, afin de ne pas trop compliquer la tâche du lecteur.

Voici ce tableau (voir pages 384-385).

Tout d'abord, arrêtons-nous sur le *nombre* des groupes ouvriers. Nous disposons de chiffres pour toute la période d'existence des journaux « pravdistes » et « liquidateurs ». Le nombre des groupes *ouvriers* était le suivant :

	Journaux pravd.	Journaux liquid.
Pour toute l'année 1912 . . .	620	89
Pour toute l'année 1913 . . .	2 181	661
Du 1er janvier au 13 mai 1914.	2 873	671
Total.	5 674	1 421

Le nombre total des groupes est de 7 095. Bien entendu, certains d'entre eux ont fait plusieurs collectes, mais on ne possède pas de renseignements au sujet de leur nombre.

Nous voyons que 1/5 (un cinquième) *seulement* de l'ensemble des groupes ouvriers sympathise avec les liquidateurs. Le « pravdisme », les décisions pravdistes, la tactique pravdiste *ont rassemblé* en deux ans et demi les 4/5 des ouvriers conscients de Russie. Il est utile de confronter cette unité réelle des ouvriers avec les phrases sur l'« unité » émanant de divers groupuscules d'intellectuels, des gens du groupe « Vpériod », des « plékhanoviens », des « trotskistes », etc., etc.

Comparons les données pour 1913 et 1914 (pour 1912, la comparaison ne peut se faire, car la *Pravda* a commencé à paraître en avril et le *Loutch*, cinq mois plus tard). On verra que le nombre des groupes pravdistes s'est accru de 692, *soit 31,7%*, et celui des groupes liquidateurs de 10, *soit 1,5%*. Par conséquent, la volonté des ouvriers de soutenir les journaux pravdistes a augmenté *20 fois plus rapidement* que celle de soutenir les journaux liquidateurs.

Voyons comment se répartissent les ouvriers des deux tendances dans l'ensemble de la Russie :

	Pourcentage des groupes ouvriers	
	Pravdistes	Liquidateurs
A St-Pétersbourg	86%	14%
A Moscou	83%	17%
En province	68%	32%

La conclusion est claire : plus les masses ouvrières sont évoluées, plus leur conscience et leur activité politique sont élevées, et *plus est forte* parmi elles la prépondérance des pravdistes. A Saint-Pétersbourg, les liquidateurs sont presque entièrement éliminés (14 sur 100) ; ils

Fonds recueillis pour les journaux marxistes du 1er janvier

Origine des fonds recueillis	Saint-Pétersbourg						Moscou					
	Pravdistes			Liquidateurs			Pravdistes			Liquidateurs		
	Nombre de versements	Somme recueillie		Nombre	Somme		Nombre	Somme		Nombre	Somme	
		Rb.	Cop.		Rb.	Cop.		Rb.	Cop.		Rb.	Cop.
Groupes d'ouvriers . . .	2 024	13943	24	308	2 231	98	130	865	—	25	263	52
Total des versements effectués par des non-ouvriers . . .	325	1 256	92	165	1 799	40	46	260	51	24	1 137	30
Dont:												
Groupes d'étudiants et de jeunes. . .	26	369	49	19	292	13	8	119	30	3	21	—
Groupes de «partisans», «amis», etc.	8	164	—	14	429	25	6	42	10	5	892	—
Autres groupes	2	8	—	6	72	60	1	2	—	—	—	—
Particuliers .	281	650	96	120	966	72	29	63	61	14	197	80
Origine non mentionnée	8	64	47	6	38	70	2	33	50	2	26	50
De l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	2 349	15 200	16	473	4 031	38	176	1 125	51	49	1 400	82

(«pravdistes») et liquidateurs de Saint-Pétersbourg au 13 mai 1914

Province						Total					
Pravdistes			Liquidateurs			Pravdistes			Liquidateurs		
Nombre	Somme		Nombre	Somme		Nombre	Somme		Nombre	Somme	
	Rb.	Cop.		Rb.	Cop.		Rb.	Cop.		Rb.	Cop.
719	4 125	86	338	2 800	62	2 873	18 934	10	671	5 296	12
332	1 082	79	230	2 113	90	713	2650	01	453	6 759	77
20	162	13	23	317	09	54	650	92	45	630	22
28	252	72	35	1 129	35	42	458	82	54	2 450	60
30	115	29	24	113	52	33	125	29	30	186	12
221	332	05	132	443	80	531	1 046	62	266	1 608	32
33	220	60	16	110	14	43	318	57	24	175	34
—	—	—	—	—	—	10	49	79	34	1 709	17
1 051	5 208	65	568	4 914	52	3 586	21 584	11	1 124	12 655	89

se maintiennent encore tant bien que mal en province (32 sur 100), où les masses s'orientent le moins bien en politique.

Il est instructif au plus haut point de noter que des données provenant d'une source tout à fait différente, et concernant les délégués ouvriers aux élections aux conseils des assurances sociales, concordent d'une façon remarquable avec celles relatives aux groupes ouvriers. Lors des élections au conseil de la capitale, on comptait 37 délégués pravdistes et 7 liquidateurs, soit 84% et 16%. Par rapport au nombre total des délégués, les pravdistes étaient 37 sur 53, soit 70% ; et, pour les élections au Conseil des assurances sociales *de toute la Russie*, ils étaient 47 sur 57, soit 82%. Les liquidateurs, les sans-parti et les populistes constituent une petite minorité d'ouvriers qui subissent encore l'influence bourgeoise.

Poursuivons. Voici des chiffres intéressants sur la moyenne des collectes faites par les groupes ouvriers :

	Montant moyen des collectes faites par les groupes ouvriers	
	Pravdistes	Liquidateurs
A Saint-Pétersbourg	6 r. 88 c.	7 r. 24 c.
A Moscou	6 » 65 »	10 » 54 »
En province	5 » 74 »	8 » 28 »
Dans toute la Russie . . .	6 » 58 »	7 » 89 »

Les groupes pravdistes révèlent un phénomène pour ainsi dire naturel, compréhensible, normal : à mesure que s'élève le salaire moyen des masses ouvrières, la contribution d'un groupe ouvrier moyen augmente elle aussi.

Quant aux liquidateurs, à part le bond des groupes de Moscou (ils sont 25 en tout!), on observe une contribution *plus élevée* pour les groupes de province que pour ceux de Saint-Pétersbourg !!! Comment peut-on expliquer un phénomène aussi étrange ?

Seule une étude plus détaillée exigeant un grand travail, peut fournir une réponse valable à cette question. Notre hypothèse est la suivante : les liquidateurs rassemblent une minorité des ouvriers les mieux rétribués de certaines catégories industrielles. On a observé dans le monde entier que ces travailleurs sont les partisans les plus

obstinés des idées libérales et opportunistes. Chez nous, à Saint-Pétersbourg, ce sont les ouvriers du livre qui ont le plus longtemps toléré les liquidateurs, et ce n'est qu'aux dernières élections de leur syndicat, le 27 avril 1914, que les pravdistes ont conquis la moitié des postes dirigeants et la majorité dans la liste des suppléants. Or, dans tous les pays, les ouvriers du livre sont les plus enclins à l'opportunisme, et certaines de leurs catégories sont parmi les mieux payées.

Si notre conclusion relative à la sympathie témoignée aux liquidateurs par une minorité d'ouvriers, par l'aristocratie ouvrière, n'est qu'hypothétique, celle qui concerne les *particuliers* ne laisse aucun doute. Sur les fonds ne provenant pas d'ouvriers, *plus de la moitié* est versée par des *particuliers* (531 sur 713 chez nous, 266 sur 453 chez les liquidateurs). Chez nous, le montant moyen de cette contribution est de 1 rouble 97 copecks ; chez les liquidateurs, il est de *6 roubles 05 copecks !!*

Il est évident que, dans le premier cas, il s'agit de petits employés, de petits fonctionnaires et autres éléments petits-bourgeois de caractère semi-prolétarien. Chez les liquidateurs, ce sont des amis riches issus de la bourgeoisie.

Ces derniers se révèlent encore plus nettement sous l'aspect des « groupes de partisans, d'amis, etc.» qui nous ont donné 458 r. 82 c., soit 2% du montant des collectes, la collecte moyenne d'un groupe étant de 10 r. 92 c., soit une fois et demie seulement de plus que la collecte moyenne d'un groupe ouvrier. Quant aux liquidateurs, les groupes dont il est question leur ont fourni 2 450 r. 60 c., c'est-à-dire *plus* de 20% du montant global des collectes, la collecte moyenne étant égale à *45 r. 39 c.*, soit *six fois* plus que la collecte moyenne d'un groupe ouvrier !!

Ajoutons l'étranger, où les étudiants d'origine bourgeoise fournissent la majeure partie des fonds collectés. L'étranger nous a versé 49 r. 79 c., soit moins de 1/4% et aux liquidateurs 1 709 r. 17 c., soit *14%*.

En groupant les *particuliers*, les « partisans et amis » et l'étranger, on obtient le total suivant pour les fonds provenant de ces sources :

Chez les pravdistes 1 555 r. 23 c., soit *7%* des fonds collectés.

Chez les liquidateurs 5 768 r. 09 c., soit *48%* des fonds collectés.

Chez nous, cette source rapporte moins de 1/10 du total recueilli par les groupes ouvriers (18 934 r.). Chez les liquidateurs, *plus* que les groupes ouvriers (5 296r.) !!

La conclusion s'impose d'elle-même : journal liquidateur *n'est pas* un journal ouvrier, mais un journal *bourgeois*. Il est entretenu principalement par des *amis riches issus de la bourgeoisie*.

La dépendance réelle des liquidateurs à l'égard de la bourgeoisie est infiniment plus grande que ne le montrent nos chiffres. Le fait est que les journaux pravdistes ont *maintes fois* publié au grand jour leurs comptes rendus financiers. Il en ressort qu'en ajoutant les collectes aux recettes, le journal couvre ses frais. Avec un tirage de 40 000 exemplaires (moyenne du mois de mai 1914), cela se conçoit, malgré les saisies et le manque d'annonces. Quant aux liquidateurs, ils n'ont publié leurs comptes *qu'une seule fois* (n° 101 du *Loutch*), accusant un déficit de 4 000 roubles, après quoi ils ont pris l'habitude répandue dans toute la presse bourgeoise de ne plus rien publier du tout. Avec leur journal tirant à 15 000 exemplaires, le déficit est inévitable, et il est évidemment comblé chaque fois par leurs riches amis bourgeois.

Les politiciens ouvriers libéraux aiment faire allusion au « parti ouvrier *existant au grand jour* », mais ils ne veulent pas *montrer au grand jour* aux véritables ouvriers qu'ils dépendent en réalité de la bourgeoisie ! C'est nous, militants du parti clandestin, qui sommes obligés d'apprendre aux liquidateurs-libéraux l'utilité des comptes rendus publiés au grand jour...

Finalement, la proportion des fonds d'origine ouvrière et non ouvrière s'établit comme suit :

Origine des fonds:	Sur chaque rouble, il a été collecté pour les journaux: pravdistes	liquidateurs
ouvrière	87 copecks	44 copecks
non ouvrière	13 copecks	56 copecks
Total	1 r. 00 copeck	1 r. 00 copeck

Les pravdistes bénéficient de l'aide de la bourgeoisie pour 1/7 et, comme nous l'avons vu, de ses couches les

plus démocratiques et les moins fortunées. L'entreprise liquidatrice est *surtout* une entreprise bourgeoise, suivie encore par une minorité des ouvriers.

Les chiffres sur l'origine des fonds nous montrent aussi la situation de classe des lecteurs qui achètent les journaux.

Les versements volontaires ne proviennent que des lecteurs permanents qui sympathisent le plus consciemment avec l'orientation du journal. A son tour, l'orientation du journal « s'adapte », bon gré mal gré, à la couche la plus « influente » de son public.

Les conclusions qui découlent de nos données sont d'abord théoriques, en ce sens qu'elles aident à faire connaître à la classe ouvrière les conditions de son mouvement ; en second lieu, pratiques, en ce sens qu'elles fournissent des indications très nettes pour notre travail.

On dit parfois qu'il y a deux presses ouvrières en Russie. Plékhanov lui-même l'a répété récemment. Mais c'est faux. Ceux qui parlent ainsi trahissent leur ignorance totale ou bien le désir secret d'aider les liquidateurs à propager l'influence bourgeoise parmi les ouvriers. Les décisions du Parti ont depuis longtemps et à maintes reprises (par exemple en 1908 et 1910) signalé d'une façon précise, claire et sans équivoque, le caractère bourgeois du courant liquidateur. Cette vérité a été expliquée des centaines de fois dans la presse marxiste.

L'expérience d'un journal quotidien s'adressant ouvertement aux masses devait immanquablement *révéler* le véritable caractère *de classe* du *courant* liquidateur. C'est ce qui s'est passé. Le journal liquidateur s'est avéré, pratiquement, une entreprise bourgeoise entraînant derrière elle une minorité d'ouvriers.

N'oublions pas non plus que, jusqu'au printemps 1914, ou peu s'en faut, le journal liquidateur était l'organe du bloc d'Août. C'est seulement maintenant que les Lettons s'en sont détachés ; Trotski, Em-El, An, Bourianov, Egorov ont quitté ou quittent les liquidateurs ; le bloc continue à se désagréger. Le proche avenir dévoilera inévitablement, avec plus de clarté encore, le caractère bourgeois du *courant* liquidateur aussi bien que l'absence de vitalité des *groupuscules* d'intellectuels : groupe « Vpériod », plékhanoviens, trotskistes, etc.

On peut résumer les conclusions pratiques de la façon suivante :

1) Le nombre de 5 674 groupes ouvriers rassemblés par les pravdistes en moins de deux ans et demi est assez considérable, si l'on songe aux dures conditions qui règnent en Russie. Mais ce n'est qu'un début. Ce n'est pas de milliers, mais de dizaines de milliers de groupes ouvriers que nous avons besoin. Il faut décupler le travail. Dix roubles collectés copeck par copeck auprès de centaines d'ouvriers sont plus importants et plus précieux, du point de vue idéologique comme en matière d'organisation, que 100 roubles provenant de riches amis bourgeois. Même sur le plan financier, l'expérience obligera à reconnaître qu'on peut bâtir solidement un journal ouvrier avec les copecks des ouvriers, mais que c'est impossible avec les roubles des bourgeois. L'entreprise liquidatrice est une bulle de savon qui doit éclater et qui éclatera.

2) La province, chez nous, est particulièrement en retard ; 32% des groupes ouvriers y suivent les liquidateurs !! Chaque ouvrier conscient doit tendre tous ses efforts pour mettre fin à cette triste et déshonorante situation. Nous devons déployer toute notre énergie dans ce sens.

3) Il semble bien que les ouvriers agricoles ne soient encore presque pas touchés par le mouvement. Si difficile que soit le travail dans ce domaine, il faut s'en acquitter avec la plus grande persévérance et la plus grande opiniâtreté.

4) Tout comme une mère veille avec sollicitude sur son enfant malade, les ouvriers conscients doivent veiller sur les régions et les fabriques où les travailleurs sont contaminés par le courant liquidateur. Cette maladie, contractée auprès de la bourgeoisie, est inévitable dans un jeune mouvement ouvrier ; mais, avec des soins appropriés et un traitement constant, elle passe sans marquer les victimes de traces particulièrement nuisibles pour le reste de leur existence. Nourrir plus assidûment de publications marxistes les ouvriers malades, — expliquer avec plus de soin et d'une manière plus accessible l'histoire et la tactique du Parti, le sens des décisions du Parti sur le caractère bourgeois du courant liquidateur, — s'étendre plus en détail sur la nécessité absolue de l'unité prolé-

tarienne, c'est-à-dire de la subordination de la minorité à la majorité, c'est-à-dire de la subordination du cinquième aux quatre cinquièmes des ouvriers conscients de Russie. Telle est l'une de nos tâches primordiales.

« Troudovaïa Pravda » n^os 14 et 15, 13 et 14 juin 1914.
Recueil : « Le marxisme et le courant liquidateur », 2e partie.
Editions « Priboï », Saint-Pétersbourg, 1914.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte du recueil collationné avec celui de la « Troudovaïa Pravda »

LE POPULISME DE GAUCHE ET LE MARXISME

A maintes reprises déjà, les marxistes ont souligné l'importance de la question relative à la liberté de transaction (c'est-à-dire la liberté d'acheter, de vendre et d'hypothéquer les terres paysannes). C'est à propos de ce problème, éminemment concret et pratique, qu'apparaît avec le plus d'évidence le caractère petit-bourgeois, et même *franchement réactionnaire*, de nos populistes.

Tous les populistes, depuis les semi-cadets (les « social-cadets », comme les appelaient très justement naguère MM. Tchernov, Vikhliaïev, etc.) du *Rousskoïé Bogatstvo* jusqu'aux populistes les plus « à gauche » de la *Stoïkaïa Mysl*, sont les adversaires d'une pleine liberté de transaction sur les terres paysannes, surtout en ce qui concerne les lots.

Les marxistes, au contraire, disent catégoriquement dans leur *programme* qu'ils « *s'opposeront toujours et invariablement à toutes les tentatives visant à retarder la marche de l'évolution économique* ».

L'évolution économique de la Russie, comme celle du monde entier, va du servage au capitalisme et, en passant par la grande production capitaliste mécanisée, au socialisme.

« Rêver » à un « autre » chemin qui mènerait au socialisme sans passer par la phase *ultérieure* du capitalisme, la grande production *capitaliste* mécanisée, est le propre en Russie soit des fils à papa libéraux, soit des petits propriétaires arriérés (des petits bourgeois). Ces rêves, dont les populistes de gauche ont jusqu'à présent la tête farcie, ne font qu'exprimer le caractère retardataire (réactionnaire) et l'impuissance de la petite bourgeoisie.

Les ouvriers conscients dans le monde entier, y compris ceux de Russie, sont de plus en plus convaincus de la justesse du marxisme, car la vie elle-même leur montre que seule la grande production mécanisée provoque l'éveil des ouvriers, les éclaire et les unit, et crée les conditions *objectives* nécessaires à un mouvement *de masse*.

Quand le *Pout Pravdy* a rappelé cette vérité marxiste bien connue que le capitalisme constitue un *progrès* par rapport au servage *, que vouloir entraver l'évolution du capitalisme est l'utopie la plus absurde, la plus réactionnaire, la plus nuisible pour les travailleurs, le populiste de gauche M. Rakitnikov (n° 7 de la *Smélaïa Mysl*) a reproché à notre journal de se donner « la peu honorable mission d'orner de belles couleurs le nœud coulant du capitalisme ».

Tous ceux qui s'intéressent au marxisme et à l'expérience du mouvement ouvrier mondial feront bien de réfléchir à cela ! ! Il est rare qu'on rencontre une ignorance aussi crasse du marxisme que celle dont font preuve M. Rakitnikov et les populistes de gauche, si ce n'est peut-être chez les économistes bourgeois.

M. Rakitnikov n'aurait-il lu ni *le Capital*, ni *Misère de la philosophie*, ni le *Manifeste communiste* ? S'il ne les a pas lus, il est bien inutile de parler du socialisme ; c'est perdre son temps sottement.

Mais s'il les a lus, il doit savoir que l'idée *fondamentale* de Marx, dans *toutes* ses œuvres, l'idée qui s'est trouvée confirmée, après Marx, par l'expérience de tous les pays, est celle du *caractère progressif* du capitalisme par rapport au servage. En ce sens, c'est Marx lui-même, et avec lui tous les marxistes, qui « ornent de belles couleurs » (comme le dit maladroitement et sottement M. Rakitnikov) « le nœud coulant du capitalisme » ! !

Seuls les anarchistes ou les petits bourgeois, qui ne comprennent pas les conditions de l'évolution historique, peuvent dire : peu importe qu'il s'agisse du capitalisme ou du servage, l'un et l'autre sont des « nœuds coulants » ! ! Cela signifie qu'on se borne à *condamner*, et qu'on ne comprend pas la marche *objective* de l'évolution économique.

---

* Voir le présent tome, pp. 312-315. (*N.R.*)

Condamner, c'est exprimer notre mécontentement subjectif. Mais la marche objective qui transforme le servage en capitalisme a fait qu'avec le développement des villes, des chemins de fer, des grandes fabriques, des déplacements de main-d'œuvre, des *millions* de travailleurs *sont arrachés* aux conditions de la vie léthargique du servage, sont réveillés par le capitalisme lui-même et rassemblés par lui.

Le capitalisme et le servage oppriment, l'un et l'autre, l'ouvrier et visent à le maintenir dans l'ignorance. Mais le servage *peut* tenir et tient *pendant des siècles* des millions de paysans dans l'abêtissement (par exemple en Russie, du IX^e^ au XIX^e^ siècles ; en Chine, encore davantage). Au contraire, le capitalisme *ne peut pas* maintenir les ouvriers dans l'immobilité, la torpeur, l'abrutissement, les ténèbres.

Les siècles du servage furent des siècles de léthargie pour les travailleurs.

Les quelques dizaines d'années du capitalisme ont réveillé des millions de salariés.

Ne pas comprendre cela, messieurs les populistes de gauche, c'est ne rien comprendre du tout au socialisme, ou bien faire du socialisme, qui est la lutte de millions d'hommes, née de conditions objectives, une histoire édifiante de bon seigneur !

Défendre la moindre *restriction*, si minime soit-elle, à la *liberté* de transaction sur les lots, c'est s'aligner *en fait* sur une position réactionnaire, c'est se mettre au service des féodaux.

Les restrictions à la liberté de transaction *freinent* l'évolution économique, *gênent* l'éducation, le progrès, l'éveil, le rassemblement de la classe des salariés, *aggravent* la situation des ouvriers aussi bien que des paysans, *accentuent* l'influence des féodaux.

MM. les Péchékhonov et les Rakitnikov s'avèrent, *en fait*, les complices de ces « catégories » sociales quand ils défendent des mesures qui restreignent la liberté de transaction sur les terres paysannes.

« Troudovaïa Pravda » n° 19, 19 juin 1914

Conforme au texte de la « Troudovaïa Pravda »

LA QUESTION AGRAIRE EN RUSSIE

La question agraire revêt actuellement en Russie une importance capitale. Il est de notoriété publique que non seulement les larges masses populaires ont mis ce problème au centre de leurs préoccupations, mais aussi le gouvernement.

Ce qui caractérise historiquement le mouvement de 1905, c'est que l'immense majorité de la population du pays, à savoir la paysannerie, a placé la question agraire au tout premier plan. Le parti de la bourgeoisie libérale aussi bien que le parti ouvrier ont tenu compte de ce fait dans leurs programmes. De même, le gouvernement, réalisant « dans le système du 3 juin » l'alliance des grands propriétaires fonciers et des couches supérieures de la bourgeoisie, a fait de la question agraire le pivot de sa politique (destruction par la contrainte de la propriété communale de la terre et implantation de la propriété privée des lots, principalement par la création de fermes séparées).

En quoi réside l'essence économique de la question agraire en Russie ? Elle réside dans la transformation démocratique bourgeoise du pays. La Russie est devenue un pays capitaliste, bourgeois. Mais la propriété foncière demeure encore, dans une très large mesure, féodale : celle des grands propriétaires fonciers comme celle des paysans possesseurs de lots. Dans un très grand nombre de cas, le système d'exploitation porte toujours l'empreinte du servage : prestations remboursées en travail, corvées, les petits exploitants à demi-ruinés, misérables, affamés, étant obligés pour se procurer de la terre, des prairies, des pâturages, de l'argent, de les emprunter aux grands propriétaires fonciers en s'engageant à « travailler en remboursement » sur la terre « seigneuriale ».

Plus la Russie rurale, dominée par le servage, retardait sur la Russie industrielle, commerçante, capitaliste, et plus brutale devait être la destruction inévitable de l'ancienne propriété féodale, celle des grands propriétaires fonciers comme celle des détenteurs de lots.

Les grands propriétaires fonciers se sont efforcés de procéder à cette destruction à leur façon et dans leur intérêt, en conservant tout leur domaine, en aidant les koulaks à déposséder rapidement les paysans. Les paysans, dans leur majorité, se sont efforcés de procéder à cette destruction à leur façon et dans leur intérêt.

Dans les deux cas, la transformation *reste bourgeoise.* Marx a parfaitement démontré, aussi bien dans la *Misère de la philosophie* que dans *le Capital* et dans les *Théories sur la plus-value*, que les économistes *bourgeois* avaient réclamé plus d'une fois la *nationalisation* de la terre, c'est-à-dire la transformation de toute la terre en propriété sociale, et que cette mesure est *éminemment bourgeoise.* Le capitalisme ne s'en développera que plus largement, plus librement et plus rapidement. Cette mesure est hautement progressive et démocratique ; elle extirpera définitivement le servage, elle sapera le monopole de la propriété foncière, elle sapera la rente *absolue* (que nie à tort le liquidateur P. Maslov, à la remorque des savants bourgeois). Elle accélérera le développement des forces productives dans l'agriculture et épurera le mouvement de classe des ouvriers salariés.

Mais, répétons-le, c'est une mesure démocratique *bourgeoise.* Les populistes de gauche, par exemple M. V—dimov dans la *Smélaïa Mysl*, s'obstinent à qualifier la nationalisation *bourgeoise* de la terre de « *socialisation* » et à passer sous silence les explications les plus circonstanciées de Marx sur l'essence de la nationalisation de la terre en régime capitaliste.

Les populistes de gauche s'obstinent à reprendre la doctrine purement bourgeoise de « l'entreprise agricole fondée sur le travail » et de son progrès dans le cadre de la « socialisation », alors qu'en fait, avec la nationalisation de la terre, c'est la propriété foncière *capitaliste* qui se développera nécessairement, d'une manière toujours plus large et plus rapide, et cela sous la forme la plus pure et la plus affranchie du servage.

L'expression « socialisation de la terre » ne révèle de la part des populistes de gauche qu'une incompréhension totale des fondements de l'économie politique de Marx et leur glissement (furtif, par à-coups, souvent inconscient) dans le camp de l'économie politique bourgeoise.

Selon la recommandation de Marx, les ouvriers conscients doivent, tout en prenant une claire conscience du caractère bourgeois de toutes les réformes agraires en régime capitaliste (y compris la nationalisation), soutenir les réformes démocratiques bourgeoises dirigées contre le servage et ses tenants. Mais les marxistes ne sauraient confondre des mesures bourgeoises avec le socialisme.

« Troudovaïa Pravda » n° 22,
22 juin 1914

Conforme au texte
de la « Troudovaïa Pravda »

DE LA SIGNIFICATION POLITIQUE DES INJURES

(A PROPOS DE L'UNITÉ)

Les injures peuvent-elles avoir une signification politique ? demandera le lecteur.

Incontestablement. Voici un exemple tiré d'un domaine qui intéresse tous les ouvriers conscients.

Nous autres, pravdistes, sommes traités d'« usurpateurs ». C'est sur ce terrain *qu'en mars 1912* se sont « unis » les plékhanoviens, le groupe « Vpériod », les trotskistes, les liquidateurs et encore un tas d'autres groupuscules.

Aujourd'hui, *en juin 1914*, un peu plus de deux ans après, les partisans de l'*Edinstvo*, les liquidateurs, le groupe « Vpériod », les trotskistes et probablement encore une douzaine d'autres groupuscules « *s'unissent* » une fois de plus contre nous sur la même base.

Afin d'étudier à fond la signification politique de cette injure, nous invitons le lecteur à se remémorer certaines vérités premières que les partisans de l'*Edinstvo* et consorts veulent « exorciser » à force de vacarme et d'injures.

Tous, « ils » ont qualifié la conférence de janvier 1912 d'usurpation, de mainmise illégale. Elle n'avait prétendument pas le droit de s'intituler organe suprême, institution de l'ensemble du mouvement.

Très bien, Messieurs ! Seulement, voyez comme les *faits politiques* démasquent toute l'inanité et toute l'imposture de vos phrases.

Admettons que vous ayez raison, admettons que la conférence de janvier 1912 ait été une « mainmise illégale ». Qu'en découle-t-il ?

Il en découle que tous les groupes, courants, cercles, tous les social-démocrates outragés par cette « mainmise illégale » auraient dû *se dresser pour défendre* la « légalité » ? N'est-ce pas ? S'unir non seulement pour injurier les usurpateurs, mais aussi *pour les renverser*.

Cela paraît indiscutable, n'est-il pas vrai ?

Il semble que le vaillant Plékhanov, le courageux Trotski, le hardi groupe « Vpériod », les nobles liquidateurs *ne pouvaient* s'unir pour invectiver les usurpateurs *sans* s'unir *pour les renverser*.

Car si nos héros n'avaient pas agi ainsi, ils auraient été de vains moulins à paroles, n'est-ce pas ?

Or, que fallait-il pour renverser les « usurpateurs » ?

Pour cela, il aurait suffi que les nobles protestataires condamnant les usurpateurs se réunissent *sans* eux, qu'ils les blâment et montrent aux ouvriers *un exemple, une expérience, un fait* — un fait et non des promesses, des actes et non des phrases — un exemple d'institutions légitimes qui se distinguent de celles des usurpateurs.

Quiconque ne prend pas les ouvriers conscients de Russie pour des imbéciles conviendra, assurément, que ces ouvriers, après avoir vu le travail accompli en commun par les nobles protestataires contre les « usurpateurs », auraient soutenu les premiers et chassé les seconds, auraient gratifié les usurpateurs de sarcasmes et de réprobations ! !

N'est-ce pas évident ?

Ne semble-t-il pas absolument indiscutable que non seulement un marxiste, mais que tout démocrate qui se respecte *aurait été tenu* de s'unir à tous les adversaires de l'« usurpation » pour *renverser* les usurpateurs ?

Mais en fait ?

Qu'est-il advenu en fait ?

Que s'est-il produit *deux ans après* le déclencnement par nos nobles adversaires de l'« usurpation » de la campagne contre les usurpateurs ?

Il s'est produit que les « usurpateurs » ont rassemblé autour de leurs décisions les 4/5 (*les quatre cinquièmes*) des ouvriers conscients de Russie.

En deux ans et demi, du 1er janvier 1912 au 13 mai 1914, 5 674 groupes ouvriers ont aidé par leurs collectes les journaux pravdistes, tandis que les nobles adversaires de

l'«usurpation », les liquidateurs et leurs amis, n'ont été soutenus que par 1 421 groupes ouvriers.

Les « usurpateurs » ont réalisé l'*unité* des 4/5 des ouvriers de Russie, en fait et non en paroles.

Et les nobles ennemis de l'« usurpation » se sont dispersés au vent, car leur bloc d'Août s'est désagrégé, car Trotski, les Lettons, les chefs des Caucasiens, etc., s'en sont séparés pour former des groupuscules *distincts qui se sont avérés nuls dans le mouvement réel*, tant séparément que dans leur ensemble.

Quel est ce miracle ?

Comment les 4/5 des ouvriers pouvaient-ils prendre parti *pour* la vile « usurpation », *contre* les nobles ennemis de l'« usurpation », si nombreux, si variés, représentant une « *multitude de courants* » ?

Cela pouvait et cela devait arriver, cher lecteur, pour la raison suivante : en politique, les injures cachent fréquemment l'absence d'idées et l'impuissance totale, l'impuissance hargneuse des insulteurs.

Pas plus que cela.

Quant aux ouvriers conscients, malgré toutes les injures adressées aux « pravdistes », aux « usurpateurs », aux « léninistes », etc., etc., ils s'unissent et continueront à s'unir autour des idées et de la tactique du marxisme conséquent. Malgré toutes ces injures, ils ne reconnaissent *que l'unité par en bas, l'unité des ouvriers sur la base de la condamnation du courant liquidateur*, sur la base de la reconnaissance de toutes les décisions de l'« ensemble ». Seule la subordination de la minorité à la majorité — et non une entente avec des groupuscules d'intellectuels — peut constituer le principe du mouvement ouvrier.

« Troudovaïa Pravda » n° 23, 24 juin 1914

Conforme au texte de la « Troudovaïa Pravda »

DONNEES OBJECTIVES SUR LA FORCE DES DIVERS COURANTS DU MOUVEMENT OUVRIER [124]

Il n'est point, pour les ouvriers conscients, de devoir plus important que de *connaître* le mouvement de leur classe, sa nature, ses objectifs et ses tâches, ses conditions et ses formes pratiques. Car toute la force du mouvement ouvrier est dans sa conscience et dans son caractère *de masse* : en se développant, le capitalisme accroît le nombre des prolétaires, des ouvriers salariés ; il les rassemble, les organise, les éclaire, préparant ainsi une force de classe qui doit inéluctablement marcher vers son propre but.

Le programme des marxistes et leurs décisions tactiques, constamment éclairés dans la presse, aident la masse ouvrière à prendre conscience de la nature, des objectifs et des tâches du mouvement.

La lutte entre les divers courants au sein du mouvement ouvrier de Russie a de profondes racines de classe. Les deux « courants » qui luttent contre le marxisme (contre le pravdisme) dans le mouvement ouvrier de Russie et qui (par leur caractère de masse et leurs racines historiques) méritent le nom de « courants » — le populisme et le courant liquidateur — sont l'expression de l'influence exercée par la bourgeoisie sur le prolétariat. Cela, les marxistes l'ont expliqué maintes fois et l'ont reconnu dans nombre de leurs décisions, aussi bien en ce qui concerne les populistes (la lutte contre eux se poursuit depuis trente ans) que les liquidateurs (l'histoire du courant liquidateur compte près de vingt années, car celui-ci est la continuation directe de l'« économisme » et du menchévisme).

Aujourd'hui, les données *objectives* sur la force des divers courants au sein du mouvement ouvrier de Russie vont s'accumulant. Nous devons employer tous nos efforts pour rassembler, vérifier et étudier ces données objectives concernant l'attitude et l'état d'esprit des *masses*, et non de tels ou

tels individus ou groupes, données tirées de divers journaux *hostiles* et susceptibles d'être *vérifiées* par tout homme tant soit peu cultivé.

Seules des données de ce genre permettent de tirer les enseignements voulus et d'étudier le mouvement de sa classe. L'un des principaux, sinon le principal défaut (ou crime envers la classe ouvrière) des populistes et des liquidateurs, aussi bien que des divers groupuscules d'intellectuels — les partisans de « Vpériod », de Plékhanov, de Trotski — est leur *subjectivisme*. A tout instant, ils font passer leurs propres désirs, leurs « opinions », leurs appréciations, leurs « vues », pour la volonté des ouvriers, pour les besoins du mouvement ouvrier. Lorsqu'ils parlent de l'« unité », par exemple, ils dédaignent majestueusement l'*expérience* que constitue la création d'une unité réelle par la *majorité* des ouvriers conscients de Russie en l'espace de deux ans et demi, du début de 1912 au milieu de 1914.

Dressons donc un tableau d'ensemble des données *objectives* dont nous disposons aujourd'hui sur la force des divers courants au sein du mouvement ouvrier. Que celui qui veut croire aux appréciations et aux promesses subjectives se rallie aux « groupuscules » ; quant à nous, nous nous adressons uniquement à ceux qui veulent étudier les faits objectifs. Ces faits, les voici :

Elections à la Douma d'Etat:	Partisans de la *Pravda*	Liquidateurs	Pourcentages		Populistes de gauche
			Partisans de la *Pravda*	Liquidateurs	
1. Nombre de députés de la curie ouvrière					
IIe Douma, 1907 . .	11	12	47	53	—
IIIe Douma, 1907-1912	4	4	50	50	boycotta e
IVe Douma, 1912 . .	6	3	67	33	

	Partisans de la *Pravda*	Liquidateurs	Pourcentages		Populistes de gauche
			Partisans de la *Pravda*	Liquidateurs	
Nombre de groupes ouvriers ayant effectué des versements					
2. Nombre de versements effectués par des groupes ouvriers aux journaux de Pétersbourg:					
1912	620	89	—	—	—
1913	2 181	661	76,9	23,1	264
au 13 mai 1914 .	2 873	671	81,1	18,9	524
Elections ouvrières aux Conseils des assurances sociales					
3. Nombre de délégués électeurs au Conseil des assurances sociales de Russie. .	47	10	82,4	17,6	?1 — 2?
4. Nombre de délégués au Conseil des assurances sociales de la capitale	37	7	84,1	15,9	4
Signatures recueillies par les résolutions de chacune des fractions de la Douma:					
5. Signatures dans les deux journaux pour le groupe de «Six» (partisans de la *Pravda*) et pour le groupe de «Sept» (liquidateurs)	6 722	2 985	69,2	30,8	—
Liaisons avec les groupes ouvriers:					
6. Nombre d'adresses, accompagnées de versements, envoyées par les divers groupes ouvriers à l'une ou l'autre des fractions (d'octobre 1913 au 6 juin 1914)	1 295	215	85,7	14,3	—

	Partisans de la *Pravda*	Liquidateurs	Pourcentages		Populistes de gauche
			Partisans de la *Pravda*	Liquidateurs	
Tirage des journaux de Pétersbourg:					
7. Nombre d'exemplaires imprimés (données recueillies et publiés par E. Vandervelde)	40 000	16 000	71,4	28,6	12 000
Presse publiée à l'étranger:					(trois fois par semaine)
8. Nombre de numéros du journal dirigeant parus après la conférence d'août (1912) des liquidateurs et jusqu'à juin 1914	5	0	—	—	9
9. Nombre de mentions, relevées dans ces numéros, relatives aux organisations *non* légales (chaque citation compte pour une mention) .	44	0	—	—	21
Dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie:					
10. Collectes pour les journaux de Saint-Pétersbourg (du 1er janvier au 13 mai 1914). Pourcentage des collectes effectuées *ailleurs que* parmi les ouvriers	—	—	13	56	50
11. Nombre des bilans financiers publiés dans la presse pendant toute l'époque considérée	3	1	—	—	? (0?)
12. Dont: pourcentage des bilans accusant un déficit couvert par des fonds provenant de sources inconnues, c'est-à-dire bourgeoises	—	—	0	100	?
13. Fonds passés par l'une ou l'autre des fractions de la Douma (d'octobre 1913 au 6 juin 1914). Pourcentage des sommes de provenance *non* ouvrière	—	—	6	46	—

Page du manuscrit de V. Lénine avec un tableau-brouillon pour l'article « Données objectives sur la force des divers courants du mouvement ouvrier ». — Juin 1914

Réduction

Объективные данные о силе течений в рабочем движении России.

		Правдисты	Ликвидаторы	Процент правд. %	Процент ликв. %	Левонародники
1. Выборы в Г. Думу. Число депутатов рабочей курии:	II Дума, 1907	11	12	47	53	—
	III Дума, 1907-1912	4	4	50	50	} бойкот
	IV Дума, 1912	6	3	67	33	
2. Число рабочих групп, дававших денежные взносы в газеты (в Спб.):	1912	620	89	—	—	
	1913	2181	661	76,7	23,3	264
	1914 (по 13/V)	2873	671	81,1	18,9	524
3. Денежные сборы на газеты. Процент сборов не от рабочих (с 1 янв. по 13 мая 1914 г.)		—	—	13	56	50
4. Тираж с.-петерб. газет (данные, сообщ. и напеч. Э. Вандервельдом)		40.000	16.000	71,4	28,6	12.000 (по оценке)
5. Число рабочих групп, отчитавшихся с рабочими взносами в ту и другую думскую фракцию (с окт. 1913 по 6 июня 1914 г.)		1295	215	85,7	14,3	—
6. Денежные суммы, прошедшие через ту и другую думскую фракцию. Процент сумм не от рабочих (с окт. 1913 г. по 6 июня 1914 г.)		—	—	6	46	—
7. Выборы во всероссийское страховое учреждение. Число уполномоченных		47	10	82,4	17,6	? 1-2 ?
8. Выборы в столичное страховое учреждение. Число уполномоченных		37	7	84,1	15,9	4
9. Число денежных отчетов, напечатанных газетами за все время		3	1	—	—	?
10. Из них процент отчетов с дефицитами, покрытыми из неизвестных, т. е. буржуазных, жертвователей		—	—	0	100	?
11. Число подписей, заявленных в обеих газетах за ту и другую думскую фракцию („за 6-ку" и „7-ку")		6722	2985	69,2	31,8	—
12. Заграничная печать. Число номеров руководящей газеты, вышедших после августовской (1912 г.) конференции ликвидаторов по июнь 1914 г.		5	0	—	—	9
13. Число указаний в этих номерах на нелегальную организацию (каждое место считается за 1 указание)		44	0	—	—	21
14. Число корреспонденций, выданных ликвидаторами за рабочие, а на деле взятых из буржуазных газет, без указ. источника		0	5 (?)	—	—	0
15. Профессиональных союзов, в которых большинство членов (судя по большинству членов правления) сочувствует направлению (в Спб.)		14	4	77,8	22,2	2

	Partisans de la *Pravda*	Liquidateurs	Pourcentages		Populistes de gauche
			Partisans de la *Pravda*	Liquidateurs	
14. Nombre des correspondances attribuées tacitement aux ouvriers, mais tirées en fait de journaux bourgeois, sans indication de source	—	5 (dans les numéros 17 et 19 de la *Nacha Rabotchaïa Gazéta*)			0
Syndicats:					
15. Nombre des syndicats de Saint-Pétersbourg dans lesquels la majorité des adhérents (à en juger par la majorité des membres des comités directeurs) sympathise avec l'une ou l'autre des tendances	14 1/2*	3 1/2*	—	—	2

Apportons d'abord quelques brefs commentaires aux données ci-dessus, avant de passer aux conclusions.

Le plus commode est de procéder point par point. Point 1. Les données sur les délégués électeurs et les mandataires *font défaut*. Quiconque se plaint de nous voir utiliser les données « par curies » est tout simplement ridicule, car il n'en est point d'autres. Les social-démocrates allemands mesurent leurs succès d'après la loi électorale bismarckienne, qui exclut les femmes et crée une curie « masculine » !

Point 2. Le nombre de groupes ouvriers qui versent des fonds, au lieu de se contenter de « parapher des résolutions », est l'indice le plus sûr et le plus fidèle de la force du courant, et aussi de l'esprit d'organisation, de l'esprit de parti.

* Dans l'un des syndicats, il y avait autant de partisans de la *Pravda* que de partisans des liquidateurs.

C'est pourquoi les liquidateurs et les « groupuscules » sont hostiles à cet indice.

Les liquidateurs ripostent : nous avons encore un journal juif et un journal géorgien, alors que la *Pravda* est seule. C'est faux. D'abord, le journal estonien et le journal lituanien sont de la tendance de la *Pravda* [125]. Ensuite, si l'on prend la province, est-il permis d'oublier Moscou ? Le journal ouvrier de Moscou a rassemblé, a réuni, au cours de 1913, *390* groupes ouvriers (*Rabotchi* n° 1, p. 19), tandis que le journal juif *Zeit* a, du n° 2 (29 décembre 1912) au 1er juin 1914, réuni *296* groupes ouvriers (dont 190 au 20 mars 1914 et 106 du 20 mars au 1er juin 1914). Ainsi, Moscou à elle seule a amplement « réfuté » la référence subjective à la *Zeit* faite par les liquidateurs !

Nous invitons les camarades géorgiens et arméniens à recueillir des données sur les journaux des liquidateurs caucasiens. Combien y a-t-il là-bas de groupes ouvriers ? Il importe d'avoir des données étendues et objectives.

Des erreurs de calcul sont possibles, en ce qui concerne les groupes, mais seulement pour le détail. Nous invitons tout le monde à vérifier et à rectifier.

Les points 3 et 4 se passent de commentaires. Une enquête serait désirable pour réunir de *nouvelles* données sur la province.

Point 5. Parmi les 2 985 signatures de liquidateurs, *on compte* 1 086 signatures de bundistes et 719 de Caucasiens. Il serait bon que les camarades vérifient sur place ces données.

Point 6. Les trésoriers des deux fractions publient les comptes rendus de *toutes* les sommes versées à chacune d'elles à des fins diverses. Indice précis, objectif, des liaisons avec les ouvriers.

Point 7. Tirage des journaux. Données recueillies et publiées par E. Vandervelde, mais que dissimulent les liquidateurs et les libéraux (*Kievskaïa Mysl*). « Subjectivisme ». Il serait désirable que des données plus complètes soient réunies, ne fût-ce que pour un mois.

Points 8 et 9. Une des illustrations objectives du reniement de l'« organisation clandestine », c'est-à-dire du Parti, par les liquidateurs. Or, à l'étranger, les partisans de la *Pravda* ont reçu, du 1er janvier au 13 mai 1914, 49 roubles

79 copecks (1/4%), et les liquidateurs 1 709 roubles 17 copecks (14%). Ne dis pas : « je ne peux pas », mais dis : « je ne veux pas » !

Points 10 à 14. Indices objectifs de la dépendance des liquidateurs et des populistes vis-à-vis de la bourgeoisie, de leur caractère bourgeois. *Subjectivement*, les liquidateurs et les populistes sont des « socialistes » et des « social-démocrates ». *Objectivement*, tant par le contenu de leurs *idées* que par *l'expérience* du mouvement de masse, ils forment des groupes d'intellectuels bourgeois, qui détachent du parti ouvrier une minorité d'ouvriers.

Nous attirons surtout l'attention des lecteurs sur la falsification des correspondances ouvrières par les liquidateurs. Tromperie inouïe, révoltante ! Que tous les marxistes la dénoncent sur place et recueillent les données objectives (voir la *Troudovaïa Pravda* n° 12, 11 juin 1914 [126]).

Point 15. Données particulièrement importantes qu'il serait bon de compléter et de vérifier par une enquête spéciale. Nous avons emprunté les données au *Spoutnik Rabotchévo*, Editions « Priboï », Saint-Pétersbourg 1914 [127]. Parmi les syndicats liquidateurs, nous avons rangé les employés de bureau, les dessinateurs industriels et les pharmaciens (lors des dernières élections à la direction du syndicat du Livre, le 27 avril 1914, la moitié des membres de la direction et plus de la moitié des membres suppléants étaient partisans de la *Pravda*). Aux syndicats populistes appartiennent les boulangers et les boîtiers. Nombre total des syndiqués : 22 000 environ.

A Moscou, sur 13 syndicats, 10 sont partisans de la *Pravda*, 3 n'ont pas encore pris position, mais sont proches des partisans de la *Pravda*. Pas un seul syndicat liquidateur ou populiste.

De ces données objectives on peut conclure que seul le pravdisme est une tendance vraiment indépendante à l'égard de la bourgeoisie, une tendance marxiste, prolétarienne, qui organise et groupe *plus* des 4/5 des ouvriers (81,1% des groupes ouvriers en 1914, comparativement aux liquidateurs). Le courant liquidateur et le populisme sont incontestablement des courants démocratiques bourgeois, et non ouvriers.

L'expérience du mouvement de masse en 1912 et 1913 et

dans la première moitié de 1914 a entièrement et brillamment confirmé le point de vue des partisans de la *Pravda* en matière de programme, de tactique et d'organisation, la justesse de leurs décisions, de leur ligne. C'est dans la conviction que nous sommes sur le bon chemin que nous devons puiser de l'énergie pour un travail encore plus intensif.

« Troudovaïa Pravda » n° 25, 26 juin 1914

Conforme au texte de la « Troudovaïa Pravda »

QUELLE EST LA FORCE DU COURANT POPULISTE DE GAUCHE PARMI LES OUVRIERS ?

On sait que, dans le monde entier, une partie des ouvriers suit encore tels ou tels partis bourgeois. En Russie, à notre époque de transformations démocratiques bourgeoises, une minorité d'ouvriers conscients est encore sous l'emprise du groupe bourgeois des hommes de lettres liquidateurs et du courant démocratique bourgeois que représente le populisme.

Tout le courant populiste, les populistes de gauche y compris, représente la démocratie bourgeoise (paysanne) en Russie, comme les marxistes l'ont maintes fois répété dans leurs *décisions* les plus précises, les plus claires et les plus formelles (1903, 1907, 1913) [128]. Qu'une partie des ouvriers suive les populistes de gauche, qui qualifient de « socialisme » d'audacieuses revendications *paysannes* (pleinement et absolument *bourgeoises* dans leur essence), voilà qui se conçoit fort bien dans un pays capitaliste à une époque de lutte aiguë contre le servage.

Mais quelle est exactement la partie des ouvriers conscients qui suit les populistes de gauche ?

Une des feuilles d'intellectuels les plus dénuées de principes, le *Sovrémennik*, qui « rassemble » (à coups de mensonges) les populistes de gauche, Plékhanov, M. Potressov et Cie, a déclaré récemment qu'« environ » le tiers des ouvriers suivait les populistes de gauche.

C'est là un de ces mensonges impudents et éhontés dont les liquidateurs sont coutumiers.

Il n'existe, autant que nous le sachions, que trois sortes de données objectives sur le degré d'influence des populistes de gauche parmi les ouvriers. Primo, les données sur le tirage des journaux. Secundo, les données sur le nombre des groupes ouvriers ayant effectué des versements de fonds. Tertio, les données sur le nombre des délégués-électeurs aux élections pour le Conseil des assurances sociales de la capitale.

Comparons ces données, qui diffèrent des mensonges impudents de MM. Martov, Guimmer et C^ie^ en ce sens que *tout le monde* peut les trouver et les contrôler en s'adressant à des sources ouvertes, publiques, concernant les *différents* partis.

				Pourcentage		
	Pravdistes	Liquidateurs	Populistes de gauche	Pravdistes	Liquidateurs	Populistes de gauche
Nombre d'exemplaires du journal de Pétersbourg, paraissant chaque semaine . .	240 000	96 000	36 000	64,5	25,8	9,7
Nombre de versements de fonds effectués par des groupes ouvriers en 1913	2 181	661	264	70,2	21,3	8,5
En 1914 (jusqu'au 13 mai)	2 873	671	524	70,6	16,6	12,8
Nombre de délégués-électeurs pour le Conseil des assurances sociales de la capitale	37	7	4	77,1	14,6	8,3

Les données les plus « avantageuses » pour les groupes bourgeois (liquidateurs et populistes de gauche) sont celles relatives au tirage des journaux. Mais il se trouve précisément que ces gens éditent des journaux bourgeois, et *non pas* ouvriers ! C'est ce que prouvent les données sur les versements (du 1^er^ janvier au 13 mai 1914). Les liquidateurs

ont publié (*Troudovaïa Pravda* n° 15) une liste des versements où ceux provenant *d'ailleurs* que des ouvriers représentent 56 % du montant *total* *. Pour les populistes de gauche, le chiffre correspondant est de 50%. Et ceux-ci n'ont jamais publié, pour autant que nous le sachions, les bilans financiers de leur journal qui est évidemment alimenté, comme c'est le cas pour les liquidateurs, *par leurs riches amis de la bourgeoisie.*

Seul le journal pravdiste est un journal ouvrier. Celui des liquidateurs comme celui des populistes de gauche sont des *journaux bourgeois.* Aucun mensonge ne peut réfuter ce *fait objectif.*

Les données sur les groupes ouvriers cadrent au plus près avec les données européennes concernant l'effectif de chaque parti.

Les populistes de gauche croissent très rapidement (ils ont doublé en un an) et ont atteint 12,8% de l'ensemble des journaux. Ils croissent *aux dépens des liquidateurs*, car on note chez ces derniers un marasme presque absolu quant au nombre des groupes (pendant la moitié de 1914, malgré l'énorme développement du mouvement ouvrier, l'augmentation est, en tout et pour tout, de 10 groupes) et une *diminution* en ce qui concerne le pourcentage des groupes ouvriers : de 21,3% à 16,6%.

L'opportunisme et le reniement du Parti pratiqués par MM. les liquidateurs rejettent les ouvriers vers *un autre* groupe bourgeois, plus « radical » (en paroles).

Les pravdistes ont gagné, de 1913 à 1914, 692 groupes ; les liquidateurs 10, les populistes de gauche 260. En pourcentages : les pravdistes +31,7%, les liquidateurs +1,5%, les populistes de gauche +100% (les petits nombres croissent toujours plus vite que les grands ; par exemple, si Plékhanov a 9 groupes ouvriers et qu'à Vienne [129] — et pour Vienne — il en ait 27 ou 45, cela donnera en pourcentage +200% +400%).

Les données concernant les élections aux conseils des assurances sociales n'intéressent que Pétersbourg. Il faut noter qu'en 1914, à Saint-Pétersbourg, les populistes de

---

* Voir le présent tome, pp. 382—391. (*N.R.*)

gauche ont pris *une avance sur les liquidateurs* quant au nombre des versements effectués par les groupes ouvriers.

Précisons que le nombre des versements effectués par les groupes ouvriers à Saint-Pétersbourg, du 1er janvier au 13 mai 1914, fut pour les pravdistes de 2 024, pour les liquidateurs de 308 et pour les populistes de gauche de *3 91*. En pourcentages : pravdistes 74,3%, liquidateurs 11,4%, populistes de gauche 14,3%.

En opportunistes bon teint, nos liquidateurs, à la suite de ce renforcement des populistes de gauche, ne sont pas passés à une lutte de principe plus active en faveur du marxisme, mais ont fait bloc avec les populistes de gauche contre les marxistes (les pravdistes) ! !

Quant aux populistes de gauche, tous leurs chefs préconisent ouvertement ce bloc dans le *Sovrémennik*. Les liquidateurs, eux, *n'osent pas* dire clairement et ouvertement aux ouvriers de quoi il retourne, et ils se dérobent. De véritables cadets !

Par exemple, un journal populiste de gauche (la *Jivaïa Mysl Trouda* n° 3, 15 juin 1914) a passé récemment un article intitulé : « A propos des élections des délégués à la caisse-maladie de l'usine «Aïvaz ». Nous y lisons : ...« deux listes seront soumises inévitablement au jugement des ouvriers d'« Aïvaz » : *l'une présentée en commun par les menchéviks et les populistes de gauche*... l'autre présentée par les pravdistes » ... (souligné par nous).

Dans le même article, les populistes de gauche interprètent ouvertement l'union avec les liquidateurs comme le principe de la collaboration de tous les courants « *socialistes* », c'est-à-dire qu'on prête ouvertement aux liquidateurs la volonté de renier non seulement la résolution de 1907 sur le caractère bourgeois du courant populiste de gauche, mais également la résolution de 1903, qui avait été présentée par Axelrod.

Pour les marxistes, le renforcement des populistes de gauche est l'un des indices ou des signes avant-coureurs du réveil de la paysannerie, réveil qui peut tout naturellement « tourner la tête » à des prolétaires peu conscients et à des intellectuels petits-bourgeois. Mais ce fait ne peut que nous inciter, nous marxistes, à renforcer notre propagande en

faveur du marxisme en le distinguant bien du populisme petit-bourgeois.

Camarades ouvriers ! Ne vous fiez pas trop à des assurances qui ne sont que des fables ! Etudiez plus attentivement les données *objectives* concernant votre mouvement, le mouvement ouvrier, ainsi que celles montrant l'influence qu'exercent sur une minorité d'ouvriers les idées bourgeoises et les pratiques bourgeoises des liquidateurs et des populistes de gauche.

« Troudovaïa Pravda » n° 27, 28 juin 1914

Conforme au texte de la « Troudovaïa Pravda »

DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

Ecrit de février à mai 1914.

Publié d'avril à juin 1914 dans la revue «Prosvéchtchénié», les nos 4,5 et 6.

Signé: V. Iline

Conforme au texte de la revue

Le paragraphe 9 du programme des marxistes russes, qui traite du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, a suscité ces derniers temps (ainsi que nous l'avions déjà indiqué dans le *Prosvéchtchénié*) * une véritable levée de boucliers de la part des opportunistes. Le liquidateur russe Semkovski dans la feuille liquidatrice de Pétersbourg, le bundiste Liebmann et le national-social ukrainien Iourkévitch, dans leurs organes respectifs, ont violemment attaqué ce paragraphe pour lequel il affectent le plus profond dédain. Nul doute que cette « mobilisation du ban et de l'arrière-ban » de l'opportunisme contre notre programme marxiste ne soit étroitement liée aux actuels flottements nationalistes en général. Aussi estimons-nous opportun de procéder à une analyse minutieuse de la question soulevée. Notons seulement qu'aucun des opportunistes mentionnés n'a produit un seul argument qui lui soit propre : ils se bornent tous à répéter ce que Rosa Luxembourg avait dit en 1908-1909 dans son long article polonais : « La question nationale et l'autonomie ». Ce sont donc les arguments « originaux » de cet auteur que nous aurons le plus souvent à considérer au cours de notre exposé.

1. QU'EST-CE QUE LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES ?

Cette question se pose tout naturellement au premier chef lorsqu'on essaye d'envisager en marxiste ce qu'on appelle le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Que

* Voir le présent tome, pp. 9-45. (*N.R.*)

faut-il entendre par là ? Chercherons-nous la réponse dans les définitions juridiques tirées de toutes sortes de « notions générales » de droit ? Ou faut-il la chercher dans l'étude historico-économique des mouvements nationaux ?

Rien d'étonnant à ce que les Semkovski, les Liebmann et les Iourkévitch ne se soient même pas avisés de poser cette question, se bornant à ricaner à propos du « manque de clarté » du programme marxiste et ignorant même visiblement, dans leur simplicité, que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes est évoqué non seulement dans le programme russe de 1903, mais aussi dans la résolution du congrès international tenu à Londres en 1896 (nous reviendrons en détail sur ce point). Ce qui est beaucoup plus étonnant, c'est que Rosa Luxembourg, qui s'est livrée à tant de déclamations au sujet du caractère prétendument abstrait et métaphysique de ce paragraphe, soit elle-même tombée dans ce péché d'abstraction et de métaphysique. C'est elle, précisément, qui se perd constamment dans des considérations générales sur la libre détermination (jusqu'à spéculer de façon tout à fait plaisante sur la manière de connaître la volonté d'une nation) sans poser explicitement nulle part cette question : le fond du problème est-il dans les définitions juridiques ou dans l'expérience des mouvements nationaux du monde entier ?

Poser d'une façon précise cette question, qu'un marxiste ne peut éluder, ruinerait d'emblée les neuf dixièmes des arguments de Rosa Luxembourg. Ce n'est pas la première fois que des mouvements nationaux apparaissent en Russie, et ils ne sont pas propres uniquement à ce pays. Dans le monde entier, l'époque de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme a été liée à des mouvements nationaux. Le fondement économique de ces mouvements, c'est que la victoire complète de la production marchande exige la conquête du marché intérieur par la bourgeoisie, le rassemblement au sein d'un même Etat des territoires dont la population parle la même langue, et l'élimination de tout obstacle de nature à entraver le développement de cette langue et sa consécration par une littérature. La langue est le plus important des moyens de communication entre les hommes. L'unité de la langue et le libre développement sont parmi les conditions les plus importantes d'un commer-

ce vraiment libre, vraiment large et correspondant au capitalisme moderne, du groupement libre et large de la population dans chaque classe prise en particulier ; la condition, enfin, d'une étroite liaison du marché avec chaque patron, grand ou petit, avec chaque vendeur et chaque acheteur.

La formation d'*Etats nationaux*, qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne, est donc une tendance propre à tout mouvement national. Les facteurs économiques les plus profonds y contribuent ; et, pour l'Europe occidentale, — plus encore : pour le monde civilisé tout entier, — ce qui est *typique*, normal en période capitaliste, c'est donc l'État national.

Par conséquent, si nous voulons, sans jouer sur les définitions juridiques, sans « inventer » des notions abstraites, mais en analysant les conditions historico-économiques des mouvements nationaux, comprendre ce qu'est la libre détermination des nations, nous ne pouvons manquer d'aboutir à cette conclusion : par autodétermination des nations, on entend leur séparation en tant qu'Etat d'avec les collectivités nationales étrangères, on entend la formation d'Etats nationaux indépendants.

Nous verrons par la suite pour quelles autres raisons encore il serait faux d'entendre par droit de libre détermination autre chose que le droit d'exister en tant qu'Etat distinct. Maintenant, nous devons nous arrêter à la façon dont Rosa Luxembourg a tenté d'« esquiver » l'inévitable conclusion touchant les causes économiques profondes de la tendance à constituer un Etat national.

Rosa Luxembourg connaît fort bien la brochure de Kautsky : *Nationalität und Internationalität* (supplément à la *Neue Zeit* [130] n° 1, 1907-1908, traduit en russe dans la revue *Naoutchnaïa Mysl*, Riga 1908). Elle sait que Kautsky, après avoir minutieusement analysé au §4 de cette brochure la question de l'Etat national, est arrivé à la conclusion qu'Otto Bauer « *sous-estime* la forte tendance à constituer un État national » (p. 23 de la brochure citée). Rosa Luxembourg cite elle-même ces mots de Kautsky : « *L'Etat national est la forme d'Etat qui correspond le mieux* aux conditions modernes » (c'est-à-dire à celles du capitalisme, de la civilisation, du progrès économique, à la différence des

conditions moyenâgeuses, précapitalistes, etc.) ; « c'est la forme dans laquelle il peut le plus aisément accomplir ses tâches » (c'est-à-dire assurer le développement le plus libre, le plus large et le plus rapide du capitalisme). A cela il faut ajouter cette remarque finale de Kautsky, plus précise encore, suivant laquelle les Etats à composition nationale hétérogène (les Etats dits de nationalités, à la différence des Etats nationaux) sont « toujours des Etats dont la formation interne est restée, pour une raison ou pour une autre, anormale ou insuffisante » (arriérée). Il va sans dire que Kautsky emploie le terme d'anormal exclusivement dans le sens de non-conforme à ce qui est le mieux adapté aux exigences du développement capitaliste.

Et quelle est, demandera-t-on, la position de Rosa Luxembourg à l'égard de ces conclusions historico-économiques de Kautsky ? Sont-elles justes ou erronées ? Qui a raison : Kautsky avec sa théorie historico-économique ou Bauer, dont la théorie, en son essence, est psychologique ? Quel lien existe-t-il entre l'« opportunisme national » incontestable de Bauer, sa défense de l'autonomie nationale culturelle, ses emballements nationalistes (« il y a çà et là une surestimation du facteur national », selon l'expression de Kautsky), sa « forte exagération du facteur national et son oubli total du facteur international » (Kautsky), et sa sous-estimation de la force de la tendance à constituer un Etat national ?

Rosa Luxembourg n'a même pas posé cette question. Elle n'a pas remarqué ce lien. Elle n'a pas considéré l'*ensemble* des conceptions théoriques de Bauer. Elle n'a même pas confronté du tout les théories historico-économique et psychologique de la question nationale. Elle s'est bornée aux remarques suivantes contre Kautsky :

« ...Cet Etat national « le meilleur » n'est qu'une abstraction qu'il est facile de développer en théorie, de défendre en théorie, mais qui ne correspond point à la réalité » (*Przeglad Socjaldemokratyczny**, 1908, n° 6, p. 499).

Et, à l'appui de cette déclaration péremptoire, suivent des raisonnements d'où il ressort que le développement des grandes puissances capitalistes et l'impérialisme rendent illusoire pour les petits peuples le « droit de libre détermi-

* La *Revue social-démocrate*. (*N.R.*)

nation ». « Peut-on parler sérieusement, s'écrie Rosa Luxembourg, de «libre détermination » des Monténégrins, des Bulgares, des Romains, des Serbes, des Grecs, formellement indépendants, et même partiellement des Suisses, dont l'indépendance est elle-même le produit de la lutte politique et du jeu diplomatique du « concert européen » ? » ! (p.500.) Ce qui correspond le mieux aux conditions, « ce n'est pas l'Etat national, comme le pense Kautsky, mais l'Etat de Proie ». Et de citer quelques dizaines de chiffres sur l'importance des colonies appartenant à l'Angleterre, à la France, etc.

Lorsqu'on lit de semblables raisonnements, on ne peut que s'étonner de l'incapacité où se trouve l'auteur de *faire le point* ! Enseigner à Kautsky d'un air sentencieux que les petits Etats dépendent économiquement des grands, que les Etats bourgeois luttent entre eux pour écraser et spolier les autres nations, qu'il existe un impérialisme et des colonies, c'est raffiner ridiculement et d'une façon puérile, car tout cela n'a pas le moindre rapport avec la question. Non seulement les petits Etats, mais aussi la Russie, par exemple, dépendent entièrement, au point de vue économique, de la puissance du capital financier impérialiste des « riches » pays bourgeois. Non seulement les Etats-miniatures des Balkans, mais aussi l'Amérique du XIX^e^ siècle était économiquement une colonie de l'Europe, ainsi que Marx le disait déjà dans *le Capital* [131]. Tout cela, bien entendu, Kautsky et chaque marxiste le savent parfaitement, mais ce sont des questions qui n'ont absolument rien à voir avec les mouvements nationaux et l'Etat national.

Au problème de la libre détermination politique des nations dans la société bourgeoise, de leur indépendance en tant qu'Etat, Rosa Luxembourg a substitué la question de leur autonomie et de leur indépendance économiques. Cela est aussi intelligent que si, lors de la discussion de la revendication-programme sur la suprématie du Parlement (c'est-à-dire de l'assemblée des représentants du peuple) dans l'Etat bourgeois, on entreprenait d'exposer sa conviction absolument juste de la suprématie du grand capital, quel que soit le régime, dans tout pays bourgeois.

Nul doute que des portions considérables de l'Asie, la partie du monde la plus peuplée, ne se trouvaient dans la

situation soit de colonies des « grandes puissances », soit d'Etats extrêmement dépendants et opprimés sur le plan national. Cette vérité universellement connue infirme-t-elle en quoi que ce soit ce fait incontestable qu'en Asie même, les conditions du développement le plus complet de la production marchande, de l'essor le plus libre, le plus large et le plus rapide du capitalisme n'existent qu'au Japon, c'est-à-dire uniquement dans un Etat national indépendant ? Cet Etat est bourgeois; aussi a-t-il lui-même commencé à opprimer d'autres nations, et à asservir des colonies. Nous ignorons si l'Asie parviendra avant la faillite du capitalisme, à constituer un système d'Etats nationaux indépendants, à l'instar de l'Europe. Mais une chose est incontestable, c'est qu'en éveillant l'Asie, le capitalisme a suscité partout, là aussi, des mouvements nationaux, que ces mouvements tendent à constituer des Etats nationaux en Asie, et que ce sont précisément ces Etats qui assurent au capitalisme les meilleures conditions de développement. L'exemple de l'Asie témoigne *en faveur* de Kautsky, *contre* Rosa Luxembourg.

L'exemple des Etats balkaniques, lui aussi, témoigne contre elle, car chacun voit aujourd'hui que les meilleures conditions de développement du capitalisme dans les Balkans se créent justement au fur et à mesure que des Etats nationaux indépendants naissent dans cette péninsule.

Ainsi, l'exemple de toute l'humanité civilisée la plus avancée, comme celui des Balkans, comme celui de l'Asie, démontrent, à l'encontre de Rosa Luxembourg, l'absolue justesse de la thèse de Kautsky : l'Etat national est la règle et la « norme » du capitalisme, l'Etat à composition nationale hétérogène n'est qu'un stade arriéré ou une exception. Du point de vue des rapports entre nationalités, l'Etat national offre incontestablement les meilleures conditions pour le développement du capitalisme. Cela ne signifie évidemment pas qu'un tel Etat, sur le terrain des rapports bourgeois, puisse exclure l'exploitation et l'oppression des nations. Cela veut dire seulement que les marxistes ne peuvent perdre de vue les puissants facteurs *économiques* qui engendrent les tendances à la création d'Etats nationaux. Cela veut dire que, dans le programme des marxistes, la « *libre* détermination des nations » *ne peut* avoir, du point de vue historico-économique, d'autre signification que la *libre* détermina-

tion politique, l'indépendance en tant qu'Etat, la formation d'un Etat national.

Quant aux conditions qui, du point de vue marxiste, c'est-à-dire du point de vue de classe du prolétariat, président au soutien de la revendication démocratique bourgeoise d'un « Etat national », nous y reviendrons en détail un peu plus loin. Nous nous bornons pour l'instant à définir la *notion* de « libre détermination », et il nous faut seulement noter encore que Rosa Luxembourg *sait* ce que renferme cette notion (d'« Etat national »), alors que ses partisans opportunistes, les Liebmann, les Semkovski, les Iourkévitch *ignorent même cela* !

2. POSITION HISTORIQUE CONCRETE DE LA QUESTION

Lorsqu'on analyse une question sociale, la théorie marxiste exige expressément qu'on la situe dans un cadre historique *déterminé* ; puis, s'il s'agit d'un seul pays (par exemple, du programme national pour un pays donné), qu'il soit tenu compte des particularités concrètes qui distinguent ce pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique.

Que représente cette exigence expresse du marxisme, appliquée à la question qui nous intéresse ?

Avant tout, la nécessité d'établir une stricte distinction entre deux époques du capitalisme, lesquelles diffèrent radicalement du point de vue des mouvements nationaux. D'une part, l'époque où s'effondrent le féodalisme et l'absolutisme, où se constituent une société et un Etat démocratiques bourgeois, où les mouvements nationaux deviennent pour la première fois des mouvements de masse et entraînent d'une façon ou d'une autre *toutes* les classes de la population dans la vie politique par le truchement de la presse, par la participation aux institutions représentatives, etc. D'autre part, l'époque où les Etats capitalistes sont pleinement constitués, avec un régime constitutionnel depuis longtemps établi, et où l'antagonisme est fortement développé entre le prolétariat et la bourgeoisie, époque que l'on peut appeler la veille de l'effondrement du capitalisme.

Ce qui est typique pour la première époque, c'est l'éveil

des mouvements nationaux où se trouve entraînée la paysannerie, couche de la population la plus nombreuse et la plus « difficile à mettre en train » étant donné la lutte pour la liberté politique en général et pour les droits de la nationalité en particulier. Ce qui est typique pour la seconde époque, c'est l'absence de mouvements démocratiques bourgeois de masse, alors que le capitalisme développé, rapprochant et brassant de plus en plus les nations déjà entièrement entraînées dans le circuit commercial, met au premier plan l'antagonisme entre le capital fusionné à l'échelle internationale et le mouvement ouvrier international.

Certes, chacune de ces deux époques n'est pas séparée de l'autre par une muraille ; elles sont reliées entre elles par de nombreux maillons intermédiaires, différents pays se distinguant en outre par la rapidité de leur développement national, la composition nationale de leur population, la répartition de cette dernière, etc., etc. Il ne saurait être question de procéder à l'élaboration du programme national des marxistes d'un pays donné sans tenir compte de toutes ces conditions historiques générales et des particularités concrètes de tel ou tel Etat.

C'est ici que nous touchons du doigt le point le plus faible des raisonnements de Rosa Luxembourg. Elle s'applique avec un zèle peu commun à truffer son article d'expressions « vigoureuses » dirigées contre le § 9 de notre programme, qualifié de « trop général », de « cliché », de « phraséologie métaphysique », et ainsi de suite. Il serait tout naturel d'attendre d'un auteur qui condamne si bien la métaphysique (au sens où l'entendait Marx, c'est-à-dire l'antidialectique) et les vaines abstractions, qu'il nous fournisse un modèle d'examen historique concret de la question. Il s'agit du programme national des marxistes d'un pays déterminé : la Russie, et d'une époque déterminée : le début du XX^e^ siècle. Sans doute Rosa Luxembourg pose-t-elle la question de savoir *quelle* époque *historique* traverse la Russie, *quelles* sont les particularités *concrètes* du problème national et des mouvements nationaux de *ce* pays à *cette* époque ?

De tout cela Rosa Luxembourg ne dit absolument rien ! Vous ne trouverez pas chez elle la moindre analyse de la façon dont se pose le problème national en *Russie* à l'époque historique envisagée, ni des particularités de la *Russie* à cet égard !

On nous dit que la question nationale se pose dans les Balkans autrement qu'en Irlande ; que Marx portait telle ou telle appréciation sur les mouvements nationaux polonais et tchèque dans les conditions concrètes de 1848 (page d'extraits empruntés à Marx) ; qu'Engels en portait telle ou telle autre sur la lutte des cantons forestiers de Suisse contre l'Autriche et sur la bataille de Morgarten qui eut lieu en 1315 (page de citations tirées d'Engels, avec le commentaire correspondant de Kautsky) ; que Lassalle considérait comme réactionnaire la guerre des paysans en Allemagne au XVI^e siècle, etc.

On ne saurait dire que ces remarques et citations brillent par la nouveauté, mais il est en tout cas intéressant pour le lecteur de se rappeler une fois de plus comment Marx, Engels et Lassalle abordaient l'analyse des questions historiques concrètes de différents pays. Et lorsqu'on relit ces citations si instructives de Marx et d'Engels, on voit très nettement dans quelle situation ridicule Rosa Luxembourg s'est elle-même placée. Elle prêche avec éloquence et sévérité la nécessité d'une analyse historique concrète de la question nationale, dans les différents pays aux différentes époques, mais *n*'essaie *absolument pas* de déterminer *quel* stade historique de développement du capitalisme traverse la *Russie* au début du XX^e siècle, quelles sont les *particularités* de la question nationale dans ce pays. Rosa Luxembourg montre, par des exemples, comment *d'autres* ont analysé la question en marxistes, et elle souligne ainsi comme à dessein que l'enfer est souvent pavé de bonnes intentions, et que les bons conseils servent souvent à masquer le refus ou l'incapacité de leur donner une application pratique.

Voici, entre autres, un rapprochement instructif. S'élevant contre le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, Rosa Luxembourg se réfère à son ouvrage de 1898, où elle faisait la démonstration du rapide « développement industriel de la Pologne » écoulant ses produits manufacturés en Russie. Inutile de dire que cela ne prouve encore absolument rien quant au *droit* de libre détermination, que cela démontre uniquement la disparition de la vieille Pologne seigneuriale, etc. Or, Rosa Luxembourg en arrive chaque fois insensiblement à cette conclusion que, parmi les

facteurs unissant la Russie à la Pologne, prédomineraient dès à présent les facteurs purement économiques des rapports capitalistes modernes.

Mais voici que notre Rosa passe à la question de l'autonomie, et — bien que son article soit intitulé « La question nationale et l'autonomie » *en général* — elle entreprend de démontrer le droit *exceptionnel* du royaume de Pologne à l'autonomie (voir à ce sujet la revue *Prosvéchtchénié* n° 12, 1913*). Afin de confirmer le droit de la Pologne à l'autonomie, Rosa Luxembourg caractérise le régime politique de la Russie, sans doute d'après des indices relevant de l'économie, de la politique, des mœurs et de la sociologie, comme constituant un ensemble de traits dont la somme nous fournit la notion de « despotisme asiatique » (n° 12 du *Przeglad*, p. 137).

Chacun sait que ce genre de régime politique jouit d'une très grande stabilité dans des pays où l'économie est marquée par la prédominance de traits entièrement patriarcaux, précapitalistes, et par un faible développement de l'économie marchande et de la différenciation des classes. Si, dans un de ces pays dont le régime politique se distingue par un caractère *pré*capitaliste nettement marqué, il existe une région nationalement délimitée où le capitalisme se développe *rapidement*, on peut dire que plus ce développement capitaliste est rapide, et plus forte est la contradiction entre celui-ci et le régime politique *pré*capitaliste, plus probable est la séparation de la région avancée d'avec l'ensemble, auquel la rattachent non pas des liens d'un « capitalisme moderne », mais d'un « despotisme asiatique ».

Ainsi, Rosa Luxembourg s'est montrée parfaitement incapable de retomber sur ses pieds, même dans la question de la structure sociale du pouvoir en Russie par rapport à la Pologne bourgeoise ; quant à la question des particularités historiques concrètes des mouvements nationaux en Russie, elle ne l'a même pas posée.

C'est sur cette question que nous devons nous arrêter.

---

* Voir le présent tome, pp. 38-45. (*N.R.*)

3. LES PARTICULARITES CONCRETES DE LA QUESTION NATIONALE EN RUSSIE ET LA TRANSFORMATION DEMOCRATIQUE BOURGEOISE DE CE PAYS

...« En dépit de l'élasticité du principe du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », qui est un pur lieu commun, car il est sans doute également applicable aux peuples habitant la Russie et aux nations habitant l'Allemagne et l'Autriche, la Suisse et la Suède, l'Amérique et l'Australie, nous ne le trouvons dans aucun programme des partis socialistes d'aujourd'hui »... (n° 6 du *Przeglad*, p. 483).

Voilà ce qu'écrit Rosa Luxembourg au début de sa campagne contre le § 9 du programme marxiste. Voulant nous faire accroire que ce point du programme est « le plus pur lieu commun », Rosa Luxembourg tombe elle-même sous le coup de cette accusation lorsqu'elle déclare avec une plaisante désinvolture que ce point serait « sans doute également applicable » à la Russie, à l'Allemagne, etc.

Il est évident, répondrons-nous, que Rosa Luxembourg a résolu de nous offrir dans son article un répertoire de fautes de logique comme on en trouve dans les devoirs de lycéens. Car la tirade de Rosa Luxembourg n'est d'un bout à l'autre qu'un non-sens et une caricature du point de vue historique concret sur la question.

Si l'on interprète le programme marxiste non point d'une façon puérile, mais en marxiste, on comprendra aisément qu'il concerne les mouvements nationaux démocratiques bourgeois. S'il en est ainsi, ce qui est certainement le cas, il s'ensuit « sans doute » que ce programme concerne d'une façon « trop générale » en tant que « lieu commun », etc., *tous* les cas de mouvements nationaux démocratiques bourgeois. Non moins évidente serait également pour Rosa Luxembourg, si elle voulait bien réfléchir un tant soit peu, cette conclusion que notre programme concerne *uniquement* les cas où nous sommes en présence d'un tel mouvement.

Si elle avait médité ces évidences, Rosa Luxembourg aurait compris sans trop de peine l'absurdité de sa position. *Nous* accusant d'avancer un « lieu commun », elle produit *contre nous* cet argument qu'il n'est rien dit du droit des nations à disposer d'elles-mêmes dans le programme des pays où *il n'existe pas* de mouvements nationaux démocratiques bourgeois. Argument d'une intelligence remarquable !

Comparer le développement politique et économique de différents pays, ainsi que leurs programmes marxistes respectifs, est d'une importance considérable du point de vue du marxisme, car la nature capitaliste commune des Etats modernes aussi bien que la loi générale de leur développement ne sauraient être contestées. Mais cette comparaison doit se faire à bon escient. La condition préalable la plus élémentaire, en l'occurrence, est de savoir si les époques historiques du développement des pays comparés *se prêtent à la comparaison*. Ainsi, seuls de parfaits ignorants (tel le prince E. Troubetskoï dans la *Rousskaïa Mysl*) peuvent « comparer » le programme agraire des marxistes de Russie à ceux de l'Europe occidentale, car notre programme fournit une réponse au problème de la réforme agraire *démocratique bourgeoise*, dont il n'est même pas question dans les pays d'Occident.

Il en est de même pour la question nationale. Dans la plupart des pays d'Occident, elle est depuis longtemps résolue. Il est ridicule de chercher une réponse à des questions qui n'existent pas dans les programmes d'Occident. Rosa Luxembourg, ici, a perdu de vue l'essentiel : la différence entre les pays où les transformations démocratiques bourgeoises sont depuis longtemps terminées et ceux où elles ne le sont pas encore.

C'est cette différence qui est la clé de tout le problème. En la méconnaissant complètement, Rosa Luxembourg a fait de son interminable article un assemblage de lieux communs inconsistants, vides de sens.

Dans l'Europe occidentale, continentale, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises embrasse un intervalle de temps assez précis, qui va à peu près de 1789 à 1871. Cette époque a été celle des mouvements nationaux et de la création d'Etats nationaux. Au terme de cette époque, l'Europe occidentale s'est trouvée transformée en un système d'Etats bourgeois, généralement homogènes au point de vue national. Aussi bien, chercher à l'heure actuelle le droit de libre détermination dans les programmes des socialistes d'Europe occidentale, c'est ne rien comprendre à l'a b c du marxisme.

En Europe orientale et en Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a fait que commencer en

1905. Les révolutions en Russie, en Perse, en Turquie, en Chine, les guerres balkaniques, telle est la chaîne des événements mondiaux de *notre* époque, dans notre « Orient ». Et il faut être aveugle pour ne pas voir dans cette chaîne d'événements l'éveil de *toute une série* de mouvements nationaux démocratiques bourgeois, de tendances à la formation d'Etats nationaux indépendants et homogènes. C'est parce que la Russie et les pays voisins traversent cette époque, et uniquement pour cela, qu'il nous faut dans notre programme un paragraphe relatif au droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Mais voyons un peu comment se poursuit la citation que nous avons empruntée à l'article de Rosa Luxembourg.

...« En particulier, écrit-elle, le programme d'un parti qui agit dans un Etat à composition nationale extrêmement hétérogène et pour lequel la question nationale joue un rôle de premier plan — je veux parler du programme de la social-démocratie autrichienne — ne renferme pas le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (*ibidem*).

Ainsi, l'on veut convaincre « tout particulièrement » le lecteur par l'exemple de l'Autriche. Examinons si c'est là, du point de vue historique concret, un exemple vraiment raisonnable.

En premier lieu, posons la question essentielle, celle de l'achèvement de la révolution démocratique bourgeoise. En Autriche, elle a commencé en 1848 et s'est terminée en 1867. Depuis près d'un demi-siècle, il règne dans ce pays une Constitution toute bourgeoise, sur le terrain de laquelle un parti ouvrier légal œuvre légalement.

Aussi, dans les conditions intérieures du développement de l'Autriche (c'est-à-dire du point de vue du développement du capitalisme en Autriche, en général, et dans chacune des nations qui la composent en particulier), il *n'est point* de facteurs susceptibles de provoquer des bonds qui auraient éventuellement pour corollaire la formation d'Etats nationaux indépendants. En donnant à entendre par sa comparaison que, sur ce point, la Russie se trouve dans des conditions analogues, Rosa Luxembourg n'admet pas seulement une hypothèse radicalement fausse, antihistorique, mais se range involontairement sur les positions des liquidateurs.

En second lieu, il est particulièrement important de

souligner que les rapports entre nationalités sont absolument différents en Autriche et en Russie dans la question qui nous occupe. Non seulement l'Autriche fut longtemps un Etat où prédominèrent les Allemands, mais les Allemands d'Autriche prétendaient à l'hégémonie sur l'ensemble de la nation allemande. Cette « prétention », comme daignera peut-être s'en souvenir Rosa Luxembourg (qui exècre tellement, paraît-il, les lieux communs, les clichés, les abstractions...), fut brisée par la guerre de 1866. La nation allemande qui prédominait en Autriche se trouva *en dehors* de l'Etat allemand indépendant, qui se constitua définitivement en 1871. D'autre part, la tentative faite par les Hongrois pour constituer un Etat national indépendant s'était effondrée, dès 1849, sous les coups portés par les troupes russes formées de serfs.

De sorte qu'il s'est créé une situation éminemment originale : une tendance des Hongrois, puis des Tchèques, non pas à se séparer de l'Autriche, mais à maintenir l'intégrité de l'Autriche dans l'intérêt, précisément, de l'indépendance nationale, qui aurait pu être complètement étouffée par des voisins plus rapaces et plus forts ! L'Autriche s'est constituée, du fait de cette situation originale, en un Etat à deux centres (dualiste), et elle se transforme aujourd'hui en un Etat à trois centres (« trialiste » : Allemands, Hongrois et Slaves).

Existe-t-il quoi que ce soit d'analogue en Russie ? Existe-t-il chez nous une tendance des « allogènes » à s'unir aux Grands-Russes sous peine de subir une oppression nationale *pire encore* ?

Il suffit de poser cette question pour voir tout ce qu'une comparaison entre la Russie et l'Autriche, à propos de la libre détermination des nations, renferme d'absurdité, de banalité et d'ignorance.

Les conditions particulières de la Russie, en ce qui concerne la question nationale, sont exactement l'inverse de ce que nous avons vu en Autriche. La Russie est un Etat à centre national unique, grand-russe. Les Grands-Russes occupent un immense territoire d'un seul tenant, et leur nombre s'élève à 70 millions environ. Cet Etat national a ceci de particulier, premièrement, que les « allogènes » (qui constituent dans l'ensemble la majorité de la population :

57%) vivent justement à la périphérie ; deuxièmement, que l'oppression endurée par ces allogènes est beaucoup plus forte que dans les Etats voisins (et même pas seulement dans les Etats d'Europe) ; troisièmement, que dans nombre de cas, les nationalités opprimées vivant à la périphérie ont, de l'autre côté de la frontière, des compatriotes jouissant d'une indépendance nationale plus grande (il suffit d'indiquer, par exemple, à la frontière occidentale et méridionale de l'Etat, les Finnois, les Suédois, les Polonais, les Ukrainiens, les Roumains) ; quatrièmement, que le développement du capitalisme et le niveau général de culture sont assez souvent plus élevés dans les régions périphériques peuplées d'« allogènes » qu'au centre de l'Etat. Enfin, c'est justement dans les Etats asiatiques voisins que nous constatons le début d'une période de révolutions bourgeoises et de mouvements nationaux englobant en partie des nationalités qui leur sont apparentées et qui peuplent l'intérieur de la Russie.

Ce sont donc les particularités historiques concrètes de la question nationale en Russie qui confèrent chez nous, à l'époque que nous traversons, une importance particulière à la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

D'ailleurs, même en s'en tenant strictement aux faits, on constate que l'affirmation de Rosa Luxembourg est inexacte, selon laquelle la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ne figure pas dans le programme des social-démocrates autrichiens. Il suffit d'ouvrir les procès-verbaux du congrès de Brünn, qui adopta le programme national, pour y lire les déclarations faites par le social-démocrate ruthène Gankévitch au nom de toute la délégation ukrainienne (ruthène) (p. 85 des procès-verbaux), et par le social-démocrate polonais Reger au nom de toute la délégation polonaise (p. 108). Il ressort de ces déclarations que les social-démocrates autrichiens de ces deux nations aspirent, notamment, à l'unification nationale, à la liberté et à l'indépendance de leurs peuples. Par conséquent, tout en n'inscrivant pas explicitement dans son programme le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la social-démocratie autrichienne admet parfaitement que des *portions* du Parti revendiquent l'indépendance nationale. Il va de soi que c'est là reconnaître en fait le droit des nations à

disposer d'elles-mêmes ! De sorte qu'à *tous* les points de vue, la référence de Rosa Luxembourg à l'Autriche se retourne *contre* Rosa Luxembourg.

4. LE « PRATICISME » DANS LA QUESTION NATIONALE

Les opportunistes ont repris avec un zèle tout particulier l'argument de Rosa Luxembourg selon lequel le §9 de notre programme ne renferme rien de « pratique ». Rosa Luxembourg est si enchantée de cet argument que nous rencontrons parfois dans son article cette « formule » répétée jusqu'à huit fois par page.

Le § 9 « ne fournit, écrit-elle, aucune indication pratique pour la politique quotidienne du prolétariat, aucune solution pratique des problèmes nationaux ».

Examinons cet argument, que l'on trouve aussi formulé de la façon suivante : ou bien le §9 ne signifie absolument rien, ou bien il fait un devoir de soutenir toutes les aspirations nationales.

Que signifie la revendication du « praticisme » dans la question nationale ?

Ou bien le soutien à toutes les aspirations nationales; ou bien réponse : « oui ou non » à la question de la séparation de chaque nation ; ou encore, en général, l'immédiate « possibilité de réalisation » des revendications nationales.

Considérons ces trois sens possibles de la revendication du « praticisme ».

La bourgeoisie, qui a tout naturellement, au début de tout mouvement national, une position d'hégémonie, qualifie d'action pratique le soutien de toutes les aspirations nationales. Mais la politique du prolétariat dans la question nationale (de même que dans les autres questions) ne soutient la bourgeoisie que dans une direction déterminée, sans jamais coïncider avec la politique de cette dernière. La classe ouvrière soutient la bourgeoisie uniquement dans l'intérêt de la paix nationale (que la bourgeoisie ne peut assurer entièrement et qui n'est réalisable qu'à la condition d'une *entière* démocratisation), dans l'intérêt de l'égalité en droits, afin que la lutte de classe se déroule dans l'ambiance la plus favorable. Aussi les prolétaires *opposent-ils au pra-*

ticisme de la bourgeoisie une politique *de principe* dans la question nationale, *n'*accordant jamais à la bourgeoisie *qu'*un soutien *conditionnel*. Dans la cause nationale, toute bourgeoisie veut soit des privilèges pour *sa* nation, soit des avantages exceptionnels pour celle-ci ; c'est ce qu'on entend par être « pratique ». Le prolétariat est contre tout privilège, contre tout exclusivisme. Exiger qu'il soit « pratique », c'est marcher sous la houlette de la bourgeoisie, c'est verser dans l'opportunisme.

Répondre par « oui ou non » à la question de la séparation de chaque nation ? C'est là, semble-t-il, une revendication très « pratique ». Or, en fait, elle est absurde, elle est métaphysique quant à son aspect théorique et, pratiquement, elle tend à subordonner le prolétariat à la politique de la bourgeoisie. La bourgeoisie place toujours au premier plan ses propres revendications nationales. Elle les formule de façon catégorique. Pour le prolétariat, elles sont subordonnées aux intérêts de la lutte de classe. Théoriquement, on ne saurait affirmer par avance si c'est la séparation d'une nation ou son égalité en droits avec une autre qui couronnera la révolution démocratique bourgeoise ; pour le prolétariat il importe *dans les deux cas* d'assurer le développement de sa propre classe ; ce qui importe pour la bourgeoisie, c'est d'entraver ce développement, en faisant passer les objectifs du prolétariat après ceux de « sa » nation. Aussi ce dernier se borne-t-il à revendiquer de façon négative, pour ainsi dire, la reconnaissance du *droit* de libre détermination, sans rien garantir à aucune nation, sans prendre *aucun* engagement *au sujet* d'une autre nation.

Cela n'est pas « pratique » ? Soit. Mais, en fait, c'est la meilleure garantie de la plus démocratique des solutions possibles ; ce qu'il faut au prolétariat, ce sont *uniquement* ces garanties, alors que la bourgeoisie de chaque nation désire voir garantir *ses* avantages, sans égard à la situation (avec ses inconvénients éventuels) des autres nations.

Ce qui intéresse surtout la bourgeoisie, c'est la « possibilité de réalisation » d'une revendication donnée ; d'où la perpétuelle politique de transactions avec la bourgeoisie des autres nations au détriment du prolétariat. Le prolétariat, lui, tend à renforcer sa propre classe contre la

bourgeoisie, à éduquer les masses dans l'esprit d'une démocratie conséquente et du socialisme.

Cela ne paraît pas « pratique » aux opportunistes ? Soit. Mais ce n'en est pas moins l'unique garantie effective assurant le maximum d'égalité en droits et de paix entre les nations, en dépit des féodaux comme de la bourgeoisie *nationaliste*.

La tâche des prolétaires dans la question nationale n'est « rien moins que pratique » du point de vue de la bourgeoisie *nationaliste* de chaque nation, car les prolétaires, étant hostiles à tout nationalisme, exigent une égalité en droits « abstraite » et l'absence totale des moindres privilèges. Pour ne pas l'avoir compris, Rosa Luxembourg, qui exalte inconsidérément le praticisme, a ouvert la porte toute grande précisément aux opportunistes, en particulier aux concessions opportunistes faites au nationalisme grand-russe.

Pourquoi grand-russe ? Parce que les Grands-Russes sont en Russie la nation qui opprime et que, sous l'angle national, l'opportunisme se manifestera naturellement de façon différente chez les nations opprimées et chez les nations qui oppriment.

Au nom du « caractère pratique » de ses revendications, la bourgeoisie des nations opprimées appellera le prolétariat à soutenir sans réserve ses aspirations. Le plus pratique, c'est de dire franchement « oui » à la séparation de *telle* nation, mais non point au *droit* de séparation de toutes les nations, quelles qu'elles soient !

Le prolétariat est contre un tel praticisme : reconnaissant l'égalité en droits et un droit égal à constituer un Etat national, il prise par-dessus tout l'alliance des prolétaires de toutes les nations et apprécie *sous l'angle* de la lutte de classe des ouvriers toute revendication nationale, toute séparation nationale. Le mot d'ordre du praticisme n'est en fait que le mot d'ordre de l'adhésion non critique aux aspirations bourgeoises.

On nous dit : en soutenant le droit de séparation, vous soutenez le nationalisme bourgeois des nations opprimées. Ainsi parle Rosa Luxembourg, ainsi reprend en écho, après elle, l'opportuniste Semkovski, le représentant unique, soit dit en passant, des idées liquidatrices sur cette question dans le journal des liquidateurs !

Nous répondons : non, c'est à la bourgeoisie qu'il importe d'avoir ici une solution « pratique », tandis qu'aux ouvriers il importe de différencier les deux tendances *sur le plan des principes. Pour autant* que la bourgeoisie d'une nation opprimée lutte contre la nation qui opprime, nous sommes toujours *pour*, en tout état de cause et plus résolument que quiconque, car nous sommes l'ennemi le plus hardi et le plus conséquent de l'oppression. Pour autant que la bourgeoisie de la nation opprimée est pour *son propre* nationalisme bourgeois, nous sommes contre. Lutte contre les privilèges et les violences de la nation qui opprime ; aucune tolérance pour la recherche de privilèges de la part de la nation opprimée.

Si nous ne mettons pas en avant et si nous ne faisons pas passer dans notre effort d'agitation le mot d'ordre du *droit* de séparation, nous ferons le jeu non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des féodaux et de l'absolutisme de la nation *qui opprime.* Cet argument, que Kautsky a depuis longtemps formulé contre Rosa Luxembourg, est irréfutable. Par crainte d'« aider » la bourgeoisie nationaliste de Pologne, Rosa Luxembourg, en repoussant le *droit* de séparation inscrit au programme des marxistes *de Russie*, aide *en fait* les Cent-Noirs grands-russes. Elle aide en fait les opportunistes qui appellent à s'accommoder des privilèges (ou pire que des privilèges) des Grands-Russes.

Entraînée par sa lutte contre le nationalisme en Pologne, Rosa Luxembourg a oublié le nationalisme des Grands-Russes, bien que *ce* nationalisme-là soit le plus redoutable à l'heure actuelle, bien qu'il soit moins bourgeois mais plus féodal, bien qu'il soit le principal frein à la démocratie et à la lutte prolétarienne. Dans *tout* nationalisme bourgeois d'une nation opprimée il existe un contenu démocratique général dirigé *contre* l'oppression ; et c'est ce contenu que nous appuyons *sans restrictions*, tout en le séparant rigoureusement de la tendance à l'exclusivisme national, en luttant contre la tendance du bourgeois polonais à écraser le Juif, etc., etc.

Cela n'est pas « pratique » du point de vue du bourgeois et du philistin. C'est, dans la question nationale, la seule politique pratique, de principe, favorisant réellement la démocratie, la liberté, l'union des prolétaires.

Reconnaître à tous le droit de séparation ; apprécier chaque problème concret touchant la séparation d'un point de vue excluant toute inégalité, tout privilège, tout exclusivisme.

Prenons la position de la nation qui opprime. Un peuple peut-il être libre s'il en opprime d'autres ? Non. Les intérêts de la liberté de la population* grand-russe exigent que l'on combatte une telle oppression. Une longue histoire, l'histoire séculaire de la répression des mouvements des nations opprimées, la propagande systématique en faveur de cette répression par les classes « supérieures », ont créé chez le peuple grand-russe des préjugés, etc., qui sont d'énormes obstacles à la cause de sa propre liberté.

Les Cent-Noirs grands-russes entretiennent sciemment ces préjugés et les attisent. La bourgeoisie grand-russe en prend son parti ou s'en accommode. Le prolétariat grand-russe ne peut atteindre les buts *qui sont les siens*, ne peut se frayer un chemin vers la liberté sans combattre systématiquement ces préjugés.

La constitution d'un Etat national autonome et indépendant reste pour le moment, en Russie, le privilège de la seule nation grand-russe. Nous, prolétaires grands-russes, ne défendons de privilèges d'aucune sorte ; nous ne défendons pas non plus ce privilège-là. Nous luttons sur le terrain d'un Etat déterminé ; nous rallions les ouvriers de toutes les nations de cet Etat déterminé ; nous ne pouvons garantir telle ou telle voie de développement national; nous marchons vers notre objectif de classe par *toutes* les voies possibles.

Mais on ne peut marcher vers cet objectif sans combattre tout nationalisme et sans défendre l'égalité des diverses nations. L'Ukraine, par exemple, est-elle appelée à constituer un Etat indépendant ? Cela dépend de mille facteurs imprévisibles. Et, sans nous perdre en vaines « *conjectures* », nous nous en tenons fermement à ce qui est incontestable : le droit de l'Ukraine à constituer un tel Etat. Nous res-

---

* Selon un certain L. Vl.[132], de Paris, ce mot ne serait pas marxiste. Ledit L. Vl. est plaisamment « superklug » (ce qu'on peut ironiquement traduire par « intelligentissime »). L'« intelligentissime » L. Vl. se propose vraisemblablement d'écrire une étude sur la nécessité d'éliminer de notre programme-minimum (du point de vue de la lutte de classe !) les mots « population », « peuple », etc.

pectons ce droit ; nous ne soutenons pas les privilèges du Grand-Russe par rapport aux Ukrainiens ; nous *éduquons* les masses dans l'esprit de la reconnaissance de ce droit, dans l'esprit de la répudiation des privilèges *d'Etat* de quelque nation que ce soit.

Dans les perturbations que connurent tous les pays à l'époque des révolutions bourgeoises, les collisions et la lutte pour le droit d'exister en tant qu'Etat national sont possibles et vraisemblables. Nous, prolétaires, nous nous déclarons par avance les *adversaires* des privilèges des Grands-Russes, et c'est dans ce sens que nous orientons toute notre propagande et notre agitation.

Courant après le « praticisme », Rosa Luxembourg a perdu de vue la *principale* tâche pratique du prolétariat grand-russe comme du prolétariat des autres nationalités : le travail quotidien d'agitation et de propagande contre tout privilège national dans l'Etat, et pour le droit égal de toutes les nations à constituer leur propre Etat national ; c'est là notre principale tâche (à l'heure actuelle) dans la question nationale, car c'est le seul moyen que nous ayons de sauvegarder les intérêts de la démocratie et de l'alliance, fondée sur l'égalité des droits des prolétaires de toutes les nations.

Qu'importe si cette propagande n'est pas « pratique », tant du point de vue des oppresseurs grands-russes que de celui de la bourgeoisie des nations opprimées (les uns comme les autres exigent une réponse *précise*, par oui ou par non, et accusent les social-démocrates d'« imprécision »). En fait, cette propagande est la seule à assurer une éducation réellement démocratique et réellement socialiste des masses. Elle est la seule à garantir le maximum de chances de paix nationale en Russie, si ce pays reste un Etat à composition nationale hétérogène, ainsi que la division la plus paisible (et la plus inoffensive pour la lutte de classe du prolétariat) en différents Etats nationaux si cette question vient à être posée.

Afin d'expliquer de façon plus concrète cette politique, la seule prolétarienne, dans la question nationale, nous allons examiner l'attitude du libéralisme grand-russe vis-à-vis du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », ainsi que l'exemple qu'offre la séparation de la Norvège d'avec la Suède.

5. LA BOURGEOISIE LIBERALE ET LES OPPORTUNISTES SOCIALISTES DANS LA QUESTION NATIONALE

Nous avons vu que Rosa Luxembourg considère comme l'un de ses principaux « atouts » dans sa lutte contre le programme des marxistes russes l'argument que voici : reconnaître le droit de libre détermination équivaut à soutenir le nationalisme bourgeois des nations opprimées. D'autre part, dit Rosa Luxembourg, si l'on entend uniquement par ce droit la lutte contre toute violence à l'égard des nations, il est inutile d'inscrire un point spécial au programme, car les social-démocrates sont en général contre la violence et l'inégalité des droits sur le plan national.

Le premier argument, ainsi que l'a précisé irréfutablement Kautsky il y a près de vingt ans, attribue à autrui le nationalisme dont il est lui-même entaché : par crainte du nationalisme de la bourgeoisie des nations opprimées, Rosa Luxembourg fait *en réalité* le jeu du nationalisme cent-noir des Grands-Russes! Le deuxième argument n'est, au fond, qu'une craintive dérobade devant cette question : la reconnaissance de l'égalité en droits des nations comporte-t-elle ou non la reconnaissance du droit de séparation ? Si oui, c'est que Rosa Luxembourg reconnaît la justesse de principe du §9 de notre programme. Si non, c'est qu'elle ne reconnaît pas l'égalité en droits des nations. Ni les dérobades ni les subterfuges n'y pourront rien changer !

Mais le meilleur moyen de vérifier la valeur des arguments indiqués plus haut et de tous les autres analogues, c'est d'analyser la position des *différentes classes* de la société devant ce problème. Pour un marxiste, une telle vérification est obligatoire. Il faut partir des faits objectifs ; il faut, sur cette question, envisager les rapports entre les classes. Pour ne l'avoir pas fait, Rosa Luxembourg tombe exactement dans le péché de métaphysique, d'abstraction, de lieu commun, de généralité, etc., qu'elle tente en vain d'imputer à ses adversaires.

Il s'agit du programme des marxistes *de Russie*, c'est-à-dire des marxistes de toutes les nationalités de la Russie. Ne conviendrait-il pas de considérer la position des classes *dominantes* de Russie ?

Chacun connaît la position de la « bureaucratie » (nous

nous excusons d'user de ce terme impropre) et des grands propriétaires fonciers féodaux du type de la noblesse unifiée. Négation absolue de l'égalité en droits des nationalités comme du droit d'autodétermination. Le vieux mot d'ordre datant du servage : autocratie, orthodoxie, nationalisme, en n'entendant par ce dernier terme que le nationalisme grand-russe. Jusqu'aux Ukrainiens qu'on déclare «allogènes», jusqu'à leur langue maternelle qui devient un objet de persécution !

Considérons la bourgeoisie de Russie, « appelée » à participer, très modestement il est vrai, mais tout de même à participer au pouvoir dans le système de législation et de gouvernement « du 3 juin ». Que les octobristes suivent en fait la droite dans cette question, point n'est besoin de s'attarder là-dessus. Malheureusement, certains marxistes consacrent beaucoup moins d'attention à la position de la bourgeoisie grand-russe libérale, des progressistes et des cadets. Et pourtant, quiconque n'étudie et n'analyse pas cette position tombera inévitablement dans le péché d'abstraction et d'affirmation gratuite lors de la discussion du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

L'an dernier, la polémique engagée par la *Pravda* avec la *Retch* a contraint à certains aveux précieux ce principal organe du parti constitutionnel-démocrate, si expert cependant en l'art d'esquiver diplomatiquement une franche réponse à des questions « désagréables ». Ce qui mit le feu aux poudres, ce fut le Congrès des étudiants d'Ukraine qui se tint à Lvov au cours de l'été 1913. L'« ukrainisant » attitré ou le collaborateur ukrainien de la *Retch*, M. Moguilianski, publia un article dans lequel il accablait des pires invectives (« délire », « esprit d'aventure », etc.) l'idée de la séparation de l'Ukraine, idée pour laquelle le national-social Dontsov rompit des lances et que ledit congrès approuva.

Le journal *Rabotchaïa Pravda*, sans se solidariser le moins du monde avec M. Dontsov, et après avoir expressément indiqué que celui-ci était un national-social et que bon nombre de marxistes ukrainiens n'étaient pas d'accord avec lui, déclara cependant que le *ton* de la *Retch*, ou plutôt *la façon dont la Retch posait en principe la question*, était absolument inconvenant, inadmissible, pour un démocrate

grand-russe ou pour un homme voulant faire figure de démocrate *. Que la *Retch* réfute catégoriquement les Dontsov, soit ; mais il est inadmissible, *d'un point de vue de principe*, que l'organe grand-russe de prétendus démocrates oublie la *liberté* de séparation, le *droit* de séparation.

Quelques mois plus tard, M. Moguilianski donnait dans le n° 331 de la *Retch* des « éclaircissements », après avoir pris connaissance, par le journal ukrainien de Lvov *Les Chliakhi* [133], des objections de M. Dontsov, qui faisait notamment remarquer que « seule la presse social-démocrate russe avait convenablement souillé (flétri ?) cette incartade chauvine de la *Retch* ». Les « éclaircissements » de M. Moguilianski ont consisté à répéter à trois reprises : « la critique des recettes de M. Dontsov » « n'a rien de commun avec la négation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».

« Il faut dire, écrivait M. Moguilianski, que le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » n'est pas, lui non plus, une sorte de fétiche (tenez-vous bien !!) n'admettant aucune critique : les conditions de vie malsaines d'une nation peuvent engendrer des tendances malsaines dans la question de la *libre* détermination nationale. Mettre ces tendances en lumière, ce n'est pas pour autant nier le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. »

Comme vous le voyez, ces phrases d'un libéral à propos du « fétiche » étaient entièrement dans l'esprit de celles de Rosa Luxembourg. Il était évident que M. Moguilianski voulait éviter de répondre directement à la question de savoir s'il reconnaissait ou non le droit de libre détermination politique, c'est-à-dire de séparation.

Et la *Prolétarskaïa Pravda* (n° 4, 11 décembre 1913) posa *carrément* cette question à M. Moguilianski comme au *parti* constitutionnel-démocrate **.

La *Retch* publia alors (n° 340) une déclaration non signée, c'est-à-dire officielle, faite au nom de la rédaction, et répondant à cette question. Cette réponse se résume en trois points :

1° Le programme du parti constitutionnel-démocrate,

* Voir V. Lénine, Œuvres, t. 19, « Les cadets et la question d'Ukraine ». (*N.R.*)

** Voir V. Lénine, Œuvres, t. 19, « Les cadets et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». (*N.R.*)

dans son §11, évoque explicitement, nettement et clairement le « droit à la libre détermination *culturelle* » des nations.

2° La *Prolétarskaïa Pravda*, à en croire la *Retch*, « confond irrémédiablement » la libre détermination et le séparatisme, la séparation de telle ou telle nation.

3° « *C'est un fait que les cadets ne se sont jamais* mêlés de défendre le droit « des nations à se séparer » de *l'Etat russe* ». (Voir l'article : « Le national-libéralisme et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » dans la *Prolétarskaïa Pravda* n° 12, 20 décembre 1913*.)

Portons tout d'abord notre attention sur le second point de la déclaration de la *Retch*. Comme il montre nettement aux Semkovski, aux Liebmann, aux Iourkévitch et autres opportunistes que leurs cris et propos au sujet du prétendu « manque de clarté » ou de « précision » que présenterait le sens du mot « libre détermination » ne sont *en fait*, c'est à-dire par le rapport objectif des classes et de la lutte des classes en Russie, qu'une *simple répétition* des discours que tient la bourgeoisie monarchiste libérale !

Lorsque la *Prolétarskaïa Pravda* posa *trois* questions à MM. les « constitutionnalistes-démocrates » éclairés de la *Retch* : 1) s'ils niaient que, dans toute l'histoire de la démocratie internationale, à partir surtout de la seconde moitié du XIX^e^ siècle, on entendait par *libre* détermination des nations précisément leur *libre* détermination politique, le droit de former un Etat national autonome ; 2) s'ils niaient que la décision que l'on sait du congrès socialiste international de Londres, en 1896, avait ce même sens et 3) s'ils niaient que Plékhanov, parlant dès 1902 de la *libre* détermination, entendait précisément la *libre* détermination politique ; lorsque la *Prolétarskaïa Pravda* posa ces trois questions, *messieurs les cadets gardèrent le silence ! !*

Ils ne répondirent pas un seul mot parce qu'ils n'avaient rien à répondre. Ils durent reconnaître implicitement que la *Prolétarskaïa Pravda* avait absolument raison.

Les cris des libéraux prétendant que la notion de « libre détermination » manque de clarté et que les social-démocrates la « confondent irrémédiablement » avec le séparatisme, ne révèlent que le désir d'*embrouiller* la question, de se

* Voir le présent tome, pp. 51-53. (*N.R.*)

dérober à la reconnaissance d'un principe établi par l'ensemble des démocrates. Si les Semkovski, les Liebmann et les Iourkévitch étaient moins ignares, ils se feraient scrupule de parler devant les ouvriers dans un esprit *libéral.*

Mais poursuivons. La *Prolétarskaïa Pravda* a contraint la *Retch* à reconnaître que, dans le programme des constitutionnels-démocrates, les mots relatifs à la *libre* détermination « culturelle » ont très précisément le sens d'une *négation* de la libre détermination *politique.*

« C'est un fait que les cadets ne se sont jamais mêlés de défendre le droit « des nations à se séparer » de l'Etat russe » : ce n'est pas sans raison que la *Prolétarskaïa Pravda* recommandait ce propos de la *Retch* au *Novoïé Vrémia* et à la *Zemchtchina* comme un échantillon de la « loyauté » de nos cadets. Dans son numéro 13 563, le *Novoïé Vrémia,* qui, bien entendu, ne perd pas une occasion de « bouffer du Juif » et de déchirer les cadets à belles dents, a cependant déclaré :

« Ce qui, pour les social-démocrates, constitue un axiome de sagesse politique » (c'est-à-dire la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à se séparer) « commence aujourd'hui à provoquer des désaccords même parmi les cadets. »

Les cadets ont adopté une position de principe absolument identique à celle du *Novoïé Vrémia,* en déclarant qu'« ils ne se sont jamais mêlés de défendre le droit des nations à se séparer de l'Etat russe ». C'est là un des fondements du *national-libéralisme* des cadets, de leur affinité avec les Pourichkévitch, de leur dépendance politique à l'égard de ces derniers au point de vue idéologique et pratique. « Messieurs les cadets ont étudié l'histoire, écrivait la *Prolétarskaïa Pravda,* et ils savent parfaitement à quels actes « s'assimilant aux pogroms » — pour employer un euphémisme — a souvent abouti pratiquement l'application du droit traditionnel que s'arrogent les Pourichkévitch « d'en user à sa guise envers les non-Russes ». Bien que connaissant parfaitement la source et la nature féodales de l'omnipotence des Pourichkévitch, les cadets ne s'en placent pas moins entièrement *sur le terrain* des rapports et des frontières créés par cette classe. Bien que sachant parfaitement tout ce qu'il y a de non européen, d'antieuropéen (d'asiatique, dirions-nous, si cela ne paraissait exprimer un dédain in-

justifié à l'égard des Japonais et des Chinois) dans les rapports et les frontières constitués ou déterminés par cette classe, Messieurs les cadets les reconnaissent comme une limite au-delà de laquelle on ne saurait aller.

C'est ce qui s'appelle s'adapter aux Pourichkévitch, ramper devant eux, craindre d'ébranler leur situation, les protéger contre le mouvement populaire, contre la démocratie. « Cela revient en fait, écrivait la *Prolétarskaïa Pravda*, à s'adapter aux intérêts des féodaux et aux pires préjugés nationalistes de la nation dominante, au lieu de combattre systématiquement ces préjugés. »

En hommes connaissant l'histoire et prétendant au titre de démocrates, les cadets ne tentent même pas d'affirmer que le mouvement démocratique, qui caractérise de nos jours l'Europe orientale comme l'Asie et tend à remanier l'une et l'autre sur le modèle des pays civilisés capitalistes, doit absolument laisser intactes les frontières déterminées par une époque féodale, celle de l'omnipotence des Pourichkévitch et de l'asservissement politique des larges couches de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie.

Ce qui prouve, entre autres considérations, que la question soulevée par la polémique de la *Prolétarskaïa Pravda* avec la *Retch* n'était pas simplement une question littéraire, mais qu'elle avait la plus grande actualité politique, c'est la dernière conférence du parti constitutionnel-démocrate, qui s'est tenue du 23 au 25 mars 1914. Dans le compte rendu officiel qu'en a fait la *Retch* (n° 83 du 26 mars 1914), nous lisons :

« Les questions nationales furent, elles aussi, débattues avec une extrême vivacité. Les députés de Kiev auxquels se sont joints N. Nékrassov et A. Kolioubakine, ont indiqué que la question nationale est un puissant facteur en train de mûrir et qu'on doit l'aborder plus résolument qu'on ne l'a fait jusqu'ici. F. Kokochkine a montré cependant » (c'est ce même « cependant » qui correspond au « mais » de Chtchédrine : « les oreilles ne poussent pas plus haut qu'on n'a pas la tête, pas plus haut ! ») « que le programme, aussi bien que l'expérience politique déjà acquise, exigent qu'on en use avec beaucoup de prudence à l'égard des « formules élastiques » de la libre détermination politique des nationalités. »

Ce raisonnement fort remarquable, formulé à la conférence des cadets, mérite la plus grande attention de la part des marxistes et des démocrates. (Notons, entre parenthèses,

que la *Kievskaïa Mysl*, apparemment très bien renseignée et rapportant fidèlement, sans aucun doute, les idées de M. Kokochkine, ajoute que ce dernier a spécialement insisté, bien entendu en manière d'avertissement à ses contradicteurs, sur la menace d'une « dislocation » de l'Etat.)

Le compte rendu officiel de la *Retch* est fait avec une virtuosité de diplomate, afin de soulever le moins possible le voile et de dissimuler au maximum. Néanmoins, on voit clairement, dans ses grandes lignes, ce qui s'est produit à la conférence des cadets. Des délégués—bourgeois libéraux au courant de la situation en Ukraine et cadets « de gauche » — ont posé *précisément* la question de la libre détermination *politique* des nations. Sinon, M. Kokochkine n'aurait pas eu à demander qu'on use « avec prudence » de cette « formule ».

Dans le programme des cadets, que connaissaient bien entendu les délégués à la conférence, figure la libre détermination *non pas* politique, mais « culturelle ». C'est donc que M. Kokochkine *défendait* le programme *contre* les délégués de l'Ukraine, *contre* les cadets de gauche, qu'il défendait la libre détermination « culturelle » *contre* la libre détermination « politique ». Il est tout à fait évident qu'en s'élevant contre la libre détermination « politique », en agitant la menace d'une « dislocation de l'Etat », en qualifiant d'« *élastique* » (exactement dans l'esprit de Rosa Luxembourg !) la formule de « la libre détermination politique », M. Kokochkine défendait le national-libéralisme grand-russe contre les éléments plus « à gauche » ou plus démocratiques du parti constitutionnel-démocrate et contre la bourgeoisie ukrainienne.

M. Kokochkine l'a emporté à la conférence des cadets, comme le montre ce petit mot révélateur : « cependant », dans le compte rendu de la *Retch*. Le national-libéralisme grand-russe a triomphé parmi les cadets. Cette victoire ne contribuera-t-elle pas à éclairer l'esprit de ces éléments déraisonnables, parmi les marxistes de Russie, qui, emboîtant le pas aux cadets, commencent eux aussi à craindre les « formules élastiques de la libre détermination politique des nationalités » ?

Suivons « cependant », en allant au fond des choses, le cours des idées de M. Kokochkine. Invoquant « l'expé-

rience politique antérieure » (c'est-à-dire, évidemment, l'expérience de l'année 1905, quand la bourgeoisie grand-russe trembla pour ses privilèges nationaux et communiqua son épouvante au parti cadet), agitant la menace d'une « dislocation de l'Etat », M. Kokochkine a montré qu'il comprenait parfaitement ceci : la libre détermination politique ne peut signifier que le droit de se séparer et de former un Etat national autonome. La question se pose de savoir comment il faut considérer ces craintes de M. Kokochkine du point de vue de la démocratie en général, et du point de vue de la lutte de classe du prolétariat en particulier.

M. Kokochkine veut nous faire croire que reconnaître le droit de séparation augmente le danger d'une « dislocation de l'Etat ». C'est là le point de vue du policier Mymrétsov [134], avec sa devise : « en user à sa guise envers les non-Russes ». Du point de vue de la démocratie en général, c'est le contraire qui est vrai : la reconnaissance du droit de séparation *diminue* le danger d'une « dislocation de l'Etat ».

M. Kokochkine raisonne absolument comme les nationalistes. A leur dernier congrès, ils ont fulminé contre les Ukrainiens-« mazeppistes ». Le mouvement ukrainien — se sont exclamés MM. Savenko et Cie — menace d'affaiblir le lien qui unit l'Ukraine à la Russie, car l'Autriche, par son ukrainophilie, renforce les attaches des Ukrainiens avec l'Autriche ! ! On ne comprend pas alors pourquoi la Russie ne pourrait pas tenter de « renforcer » le lien unissant les Ukrainiens à la Russie en employant *cette même méthode* dont Messieurs les Savenko font un grief à l'Autriche, c'est-à-dire en accordant aux Ukrainiens la liberté d'user de leur langue maternelle, l'autonomie administrative, une Diète autonome, etc.

Les raisonnements des Savenko et des Kokochkine sont absolument similaires, et pareillement ridicules et ineptes du point de vue purement logique. N'est-il pas clair que plus la nationalité ukrainienne de tel ou tel pays aura de liberté, et plus solide sera le lien unissant cette nationalité au pays en question ? Il semble qu'on ne puisse guère contester cette vérité élémentaire, à moins de rompre résolument avec les principes du démocratisme. Et peut-il exister une liberté plus grande, pour une nationalité considérée

en tant que telle, que la liberté de séparation, la liberté de former un Etat national autonome ?

Afin d'élucider mieux encore cette question embrouillée par les libéraux (et par ceux qui, inconsidérément, leur font écho), nous ferons appel à un exemple des plus simples. Prenons la question du divorce. Rosa Luxembourg écrit dans son article que l'Etat démocratique centralisé, tout en admettant pleinement l'autonomie de certaines de ses parties, doit laisser à la compétence du Parlement central tous les principaux domaines de la législation et, entre autres, la législation du divorce. Ce souci de voir le pouvoir central de l'Etat démocratique assurer la liberté du divorce se conçoit parfaitement. Les réactionnaires sont contre la liberté du divorce ; ils appellent à « n'en user qu'avec prudence » et proclament qu'elle signifie la « dislocation de la famille ». Les démocrates, eux, estiment que les réactionnaires sont des hypocrites, qu'ils défendent en fait l'omnipotence de la police et de la bureaucratie, les privilèges d'un sexe et la pire oppression de la femme ; ils pensent qu'en fait, la liberté du divorce ne signifie pas la « dislocation » des liens de famille, mais au contraire leur renforcement sur des bases démocratiques, les seules qui soient possibles et stables dans une société civilisée.

Accuser les partisans de la libre détermination, c'est-à-dire de la libre séparation, d'encourager le séparatisme, est aussi absurde et hypocrite que d'accuser les partisans de la liberté du divorce d'encourager la destruction des liens de famille. De même que, dans la société bourgeoise, les défenseurs des privilèges et de la vénalité, sur lesquels repose le mariage bourgeois, s'élèvent contre la liberté du divorce, de même, dans un Etat capitaliste, nier la libre détermination des nations, c'est-à-dire la liberté de se séparer, c'est défendre purement et simplement les privilèges de la nation dominante et les méthodes policières de gouvernement au détriment des méthodes démocratiques.

Il est certain que les habitudes politiciennes engendrées par l'ensemble des rapports de la société capitaliste incitent parfois des parlementaires ou des publicistes à parler à la légère ou même à proférer des absurdités sur la séparation de telle ou telle nation. Mais seuls des réactionnaires peuvent se laisser intimider (ou feindre d'être intimidés)

par un semblable bavardage. Quiconque se place au point de vue de la démocratie, c'est-à-dire de la solution des problèmes relatifs à l'Etat par la masse de la population, sait parfaitement que du bavardage des politiciens à la décision des masses « la distance est grande » [135]. Les larges couches de la population connaissent fort bien, par leur expérience quotidienne, l'importance des liens géographiques et économiques, les avantages d'un vaste marché et d'un vaste Etat, et elles ne penseront à se séparer que si l'oppression nationale et les frictions nationales rendent la vie commune absolument insupportable et entravent les rapports économiques de toutes sortes. Et, dans ce cas, les intérêts du développement capitaliste et de la liberté de la lutte de classe seront précisément du côté de ceux qui se séparent.

Ainsi, de quelque côté que l'on aborde les raisonnements de M. Kokochkine, ils sont le comble de l'ineptie et une dérision des principes de la démocratie. Mais ils ne sont pas exempts d'une certaine logique, de la logique des intérêts de classe de la bourgeoisie grand-russe. Comme la majorité du parti constitutionnel-démocrate, M. Kokochkine est le laquais du sac d'écus de cette bourgeoisie. Il défend ses privilèges en général et ses privilèges *d'Etat* en particulier ; il les défend avec Pourichkévitch à ses côtés ; seulement, Pourichkévitch a davantage confiance dans la trique du servage, alors que Kokochkine et C^ie^ comprennent qu'en 1905 cette trique a été fortement endommagée, et ils comptent plutôt sur les moyens bourgeois de tromper les masses : ils préfèrent, par exemple, effrayer les petits bourgeois et les paysans par le spectre de la « dislocation de l'Etat », les abuser par des phrases sur une combinaison de la « liberté populaire » et des principes historiques traditionnels, etc.

La vraie signification de classe de l'hostilité des libéraux au principe de la libre détermination politique des nations est exclusivement le national-libéralisme, la sauvegarde des privilèges d'Etat de la bourgeoisie grand-russe. Et les marxistes opportunistes russes qui, aujourd'hui, à l'époque du système du 3 juin, partent en guerre contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, qu'il s'agisse du liquidateur Semkovski, du bundiste Liebmann ou du petit

bourgeois ukrainien Iourkévitch, se traînent tous *en fait*, purement et simplement, à la remorque du national-libéralisme et corrompent la classe ouvrière par des idées national-libérales.

Les intérêts de la classe ouvrière et de sa lutte contre le capitalisme exigent une solidarité complète et la plus étroite unité des ouvriers de toutes les nations ; ils exigent qu'une riposte soit infligée à la politique nationaliste de la bourgeoisie de quelque nationalité que ce soit. Aussi, ce serait pour les social-démocrates se soustraire aux tâches de la politique prolétarienne et subordonner les ouvriers à la politique bourgeoise que de dénier aux nations le droit de disposer d'elles-mêmes — c'est-à-dire le droit pour les nations opprimées de se séparer, — aussi bien que d'appuyer toutes les revendications nationales de la bourgeoisie des nations opprimées. Il est indifférent à l'ouvrier salarié que son principal exploiteur soit la bourgeoisie grand-russe de préférence à la bourgeoisie allogène, ou la polonaise de préférence à la juive, etc. L'ouvrier salarié conscient des intérêts de sa classe est indifférent aux privilèges d'Etat dont bénéficient les capitalistes grands-russes, comme à la promesse des capitalistes polonais ou ukrainiens d'instaurer le paradis sur terre lorsqu'ils détiendront des privilèges d'Etat. De toute façon, le développement du capitalisme se poursuit et se poursuivra, dans un Etat hétérogène unique aussi bien que dans des Etats nationaux distincts.

Dans tous les cas l'ouvrier salarié subira l'exploitation, et, pour la combattre avec succès, il faut que le prolétariat soit étranger à tout nationalisme, que les prolétaires soient pour ainsi dire entièrement neutres dans la lutte de la bourgeoisie des différentes nations pour la suprématie. Le moindre appui accordé par le prolétariat d'une nation quelconque aux privilèges de « sa » bourgeoisie nationale provoquera inévitablement la défiance du prolétariat de l'autre nation, affaiblira la solidarité internationale de classe des ouvriers, les désunira pour la plus grande joie de la bourgeoisie. Or, nier le droit de libre détermination ou de séparation conduit inévitablement, dans la pratique, à soutenir les privilèges de la nation dominante.

Nous pouvons nous en convaincre avec plus d'évidence encore en étudiant l'exemple concret de la séparation de la Norvège d'avec la Suède.

6. LA SEPARATION DE LA NORVEGE D'AVEC LA SUEDE

Rosa Luxembourg prend justement cet exemple et raisonne à son propos de la façon que voici :

« Le dernier événement dans l'histoire des rapports fédératifs, la séparation de la Norvège d'avec la Suède, — dont la presse social-patriote de Pologne (cf. le *Naprzód*[136] de Cracovie) s'est empressée de saisir à l'époque comme d'une réconfortante manifestation de la force et du caractère progressif des aspirations à la création d'un Etat séparé — a fourni la preuve que le fédéralisme et la création consécutive d'un Etat séparé ne sont nullement l'expression d'un progrès ou du démocratisme. Après la soi-disant révolution norvégienne, qui consista à détrôner et éloigner de Norvège le roi de Suède, les Norvégiens, ayant formellement repoussé par un plébiscite un projet tendant à instituer la république, se donnèrent le plus tranquillement du monde un autre roi. Ce que les admirateurs superficiels de tout mouvement national et de tout semblant d'indépendance avaient proclamé une « révolution » n'était qu'une simple manifestation de particularisme paysan et petit-bourgeois, du désir d'avoir pour son argent son roi « à soi » au lieu de celui qu'avait imposé l'aristocratie suédoise ; c'était donc un mouvement n'ayant absolument rien de révolutionnaire. En même temps, l'histoire de cette rupture de l'union suédo-norvégienne a démontré une fois de plus à quel point, dans ce cas aussi, la fédération qui avait existé jusque-là n'était que l'expression d'intérêts purement dynastiques et, par conséquent, une forme de monarchisme et de réaction » (*Przeglad*).

Voilà tout ce que Rosa Luxembourg dit à ce sujet ! ! Et il faut reconnaître qu'il serait difficile de souligner la faiblesse de sa position mieux que ne l'a fait Rosa Luxembourg dans cet exemple.

Il s'agissait et il s'agit de savoir si les social-démocrates d'un Etat à composition nationale hétérogène ont besoin d'un programme reconnaissant le droit de libre détermination ou de séparation.

Que nous dit donc à ce propos l'exemple de la Norvège choisi par Rosa Luxembourg elle-même ?

Notre auteur tourne et biaise, fait de l'esprit, s'attaque au *Naprzód*, mais ne répond pas à la question ! ! Rosa Luxembourg parle de tout ce qu'on veut *pour ne pas dire un mot* sur le fond de la question ! !

Il est certain que les petits bourgeois norvégiens, qui ont voulu avoir pour leur argent un roi à eux et ont repoussé par le plébiscite le projet d'instauration d'une république, ont manifesté des caractères petits-bourgeois hautement détestables.

Il est certain que si le *Naprzód* n'a pas remarqué la chose, il a manifesté des caractères non moins détestables et non moins petits-bourgeois.

Mais qu'est-ce que tout cela vient faire ici ? ?

Car enfin, il s'agissait du droit des nations à disposer d'elles-mêmes et de l'attitude du prolétariat socialiste envers ce droit ! Pourquoi donc Rosa Luxembourg, au lieu de répondre à la question, tourne-t-elle autour du pot ?

Pour une souris, dit-on, il n'est pas d'animal plus fort que le chat. Pour Rosa Luxembourg, apparemment, il n'est pas d'animal plus fort que la « frak ». On appelle « frak », en langage familier, le « Parti socialiste polonais », la fraction dite révolutionnaire ; et la feuille *Naprzód*, de Cracovie, partage les idées de cette « fraction ». La lutte que Rosa Luxembourg mène contre le nationalisme de cette « fraction » aveugle à ce point notre auteur que tout disparaît de son horizon, hormis le *Naprzód*.

Si le *Naprzód* dit « oui », Rosa Luxembourg estime qu'il est de son devoir sacré de dire aussitôt « non », sans penser le moins du monde que, ce faisant, elle n'affirme pas son indépendance à l'égard du *Naprzód*, mais au contraire sa comique dépendance à l'égard des « fraks », son impuissance à considérer les choses d'un point de vue un peu plus large et plus profond que celui de la fourmilière de Cracovie. Certes, le *Naprzód* est un organe très mauvais, et nullement marxiste, mais cela ne doit pas nous empêcher d'analyser à fond l'exemple de la Norvège, dès l'instant que nous l'avons choisi.

Pour analyser cet exemple en marxiste, nous devons nous arrêter non pas sur les mauvaises qualités de ces terribles « fraks », mais tout d'abord sur les conditions historiques concrètes, particulières de la séparation de la Norvège d'avec la Suède, et ensuite sur les tâches qui se sont posées au *prolétariat* des deux pays lors de cette séparation.

Les liens géographiques, économiques et linguistiques qui rapprochent la Norvège de la Suède ne sont pas moins étroits que ceux qui rattachent aux Grands-Russes de nombreuses autres nations slaves. Mais l'union de la Norvège avec la Suède n'avait pas été volontaire, de sorte que Rosa Luxembourg parle de « fédération » tout à fait sans rime ni

raison et simplement parce qu'elle ne sait que dire. Ce sont les monarques qui, au temps des guerres napoléoniennes, *donnèrent* la Norvège à la Suède contre la volonté des Norvégiens; et les Suédois durent faire entrer leurs troupes en Norvège pour la soumettre.

Après quoi, durant des dizaines d'années, et en dépit de la très large autonomie dont jouissait la Norvège (elle avait sa propre Diète, etc.), les frictions entre la Norvège et la Suède persistèrent, les Norvégiens cherchant de toutes leurs forces à secouer le joug de l'aristocratie suédoise. Ils le secouèrent enfin en août 1905 ; la Diète norvégienne décida que le roi de Suède avait cessé d'être roi de Norvège ; consulté ensuite par voie de referendum, le peuple norvégien se prononça à une énorme majorité (environ deux cent mille voix contre quelques centaines) en faveur de la séparation complète d'avec la Suède. Après quelques hésitations, les Suédois prirent leur parti de cette séparation.

Cet exemple nous montre sur quel terrain sont possibles et se produisent des cas de séparation des nations dans le cadre des rapports économiques et politiques actuels, et quelle *forme* revêt parfois la séparation dans les conditions de la liberté politique et de la démocratie.

Pas un social-démocrate, à moins qu'il n'ose déclarer que les questions de liberté politique et de démocratie lui sont indifférentes (mais il cesserait alors, bien entendu, d'être un social-démocrate) ne pourra nier que cet exemple démontre *effectivement l'obligation* pour les ouvriers conscients de se livrer à une propagande et à une préparation systématiques afin que les conflits éventuels entraînés par le problème de la séparation de nations soient résolus *uniquement* comme ils le furent en 1905 entre la Norvège et la Suède, et non « à la russe ». C'est précisément ce qu'exprime le point du programme qui revendique la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Et Rosa Luxembourg a dû se dérober à ce fait, qui contrarie sa théorie, en s'attaquant violemment au philistinisme des petits bourgeois norvégiens et au *Naprzód* de Cracovie. Car elle comprenait parfaitement à quel point ce fait historique *réfute sans autre forme de procès* ses phrases selon lesquelles le droit des nations à disposer d'elles-mêmes serait une « utopie », équivaudrait au droit de « manger dans des assiettes en or », etc.

De telles phrases n'expriment qu'une foi opportuniste, faite de médiocrité et de suffisance, dans l'immuabilité de l'actuel rapport des forces entre les nationalités de l'Europe orientale.

Poursuivons. A propos de la libre disposition des nations, comme de toute autre question, ce qui nous intéresse avant tout et par-dessus tout, c'est la libre disposition du prolétariat à l'intérieur des nations. Cette question aussi, Rosa Luxembourg l'a très modestement éludée, sentant le préjudice que porterait à sa « théorie » l'analyse de cette question sur l'exemple choisi par elle : celui de la Norvège.

Quelle a été et quelle devait être la position du prolétariat norvégien et du prolétariat suédois dans le conflit provoqué par la séparation ? Les ouvriers conscients de Norvège auraient dû, assurément, voter pour la république * *après* la séparation. Et s'il s'est trouvé des socialistes pour voter d'une autre manière, cela montre tout simplement combien il y a parfois d'opportunisme obtus et petit-bourgeois dans le socialisme européen. Il ne saurait y avoir deux avis là-dessus, et nous ne touchons ce point que parce que Rosa Luxembourg essaie d'escamoter le fond de la question par des propos *à côté du sujet*. Pour ce qui est de la séparation, nous ignorons si le programme socialiste norvégien faisait un devoir aux social-démocrates de Norvège de s'en tenir à une seule opinion déterminée. Admettons que non, que les socialistes norvégiens aient laissé en suspens la question de savoir dans quelle mesure l'autonomie de la Norvège assurait une liberté suffisante à la lutte de classe et dans quelle mesure les continuels conflits et frictions avec l'aristocratie suédoise entravaient la liberté de la vie économique. Mais il est incontestable que le prolétariat norvégien devait se dresser contre cette aristocratie en défendant la démocratie paysanne norvégienne (quelles que fussent les étroitesses petites-bourgeoises de cette dernière).

---

* Si la majorité de la nation norvégienne était pour la monarchie et le prolétariat, pour la république, alors, d'une façon générale, deux voies s'ouvraient devant le prolétariat norvégien : ou faire la révolution, si les conditions étaient mûres, ou se soumettre à la majorité et entreprendre un long travail de propagande et d'agitation.

Et le prolétariat suédois ? On sait que les grands propriétaires fonciers de Suède, épaulés par le clergé suédois, prêchaient la guerre contre la Norvège ; et comme la Norvège est bien plus faible que la Suède, comme elle avait déjà subi l'invasion suédoise, comme l'aristocratie suédoise est d'un très grand poids dans son pays, cette propagande constituait une menace très grave. On peut gager que les Kokochkine suédois se sont longuement et assidûment évertués à corrompre les masses de Suède en les appelant à « user avec prudence » des « formules élastiques de la libre détermination politique des nations », en dépeignant les dangers d'une « dislocation de l'Etat », et en affirmant que la « liberté du peuple » était compatible avec les principes fondamentaux de l'aristocratie suédoise. Il ne fait pas le moindre doute que la social-démocratie suédoise aurait trahi la cause du socialisme et celle de la démocratie si elle n'avait pas combattu de toutes ses forces l'idéologie et la politique des grands propriétaires fonciers aussi bien que des Kokochkine ; si elle n'avait pas défendu, *outre* l'égalité en droits des nations en général (que reconnaissent aussi les Kokochkine), le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la liberté de sécession pour la Norvège.

L'alliance étroite des ouvriers norvégiens et suédois, leur entière solidarité fraternelle de classe *a gagné* à cette reconnaissance — par les ouvriers suédois — du droit des Norvégiens à se séparer. Car les ouvriers de Norvège se sont convaincus que les ouvriers de Suède n'étaient pas contaminés par le nationalisme suédois, qu'ils plaçaient la fraternité avec les prolétaires norvégiens au-dessus des privilèges de la bourgeoisie et de l'aristocratie suédoises. La destruction des liens imposés à la Norvège par les monarques européens et les aristocrates suédois a renforcé le lien unissant les ouvriers norvégiens et suédois. Les ouvriers suédois ont démontré qu'à travers *toutes* les péripéties de la politique bourgeoise — un retour à la subordination des Norvégiens aux Suédois par la force est parfaitement possible sur le terrain des rapports bourgeois ! — ils sauront maintenir et sauvegarder la complète égalité des droits et la solidarité de classe des ouvriers des deux nations dans la lutte contre la bourgeoisie suédoise et contre la bourgeoisie norvégienne.

On voit par là, notamment, combien sont peu fondées et même tout simplement gratuites, les tentatives que font parfois les « fraks » pour « exploiter » nos désaccords avec Rosa Luxembourg contre la social-démocratie polonaise. Les « fraks » ne sont pas un parti prolétarien, ni socialiste, mais un parti nationaliste petit-bourgeois, quelque chose comme des socialistes-révolutionnaires polonais. Il n'a jamais été et il ne pouvait être question d'une unité quelconque des social-démocrates russes avec ce parti. Tandis qu'au contraire, il ne s'est jamais trouvé un social-démocrate russe pour « se repentir » d'un rapprochement et d'une union avec les social-démocrates polonais. C'est à la social-démocratie polonaise que revient l'immense mérite historique d'avoir créé, pour la première fois en Pologne, dans ce pays imprégné de tendances et de passions nationalistes, un parti véritablement marxiste, véritablement prolétarien. Toutefois, ce mérite des social-démocrates polonais est grand, non point parce que Rosa Luxembourg a débité des choses absurdes contre le § 9 du programme marxiste russe, mais en dépit de cette fâcheuse circonstance.

Pour les social-démocrates polonais, le « droit de libre détermination » n'a certes pas la même importance que pour les social-démocrates russes. Il est tout naturel que la lutte contre la petite bourgeoisie polonaise aveuglée par le nationalisme ait contraint les social-démocrates polonais à « forcer la note » avec un zèle particulier (parfois même un peu excessif). Jamais un marxiste russe n'a songé à faire grief aux social-démocrates polonais d'être contre la séparation de la Pologne. Ces social-démocrates ne commettent une faute que lorsqu'ils tentent, comme le fait Rosa Luxembourg, de nier la nécessité d'inclure le droit de libre détermination dans le programme des marxistes *russes*.

C'est, en somme, vouloir étendre des rapports compréhensibles du point de vue de la mentalité cracovienne à tous les peuples et à toutes les nations de Russie, y compris les Grands-Russes. C'est être des « nationalistes polonais à rebours », mais non des social-démocrates russes, des social-démocrates internationalistes.

Car la social-démocratie internationaliste proclame précisément le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Arrêtons-nous sur ce point.

7. LA DECISION DU CONGRES INTERNATIONAL DE LONDRES DE 1896

Cette décision déclare :

« Le congrès proclame qu'il s'affirme pour le plein droit de libre détermination (Selbstbestimmungsrecht) de toutes les nations ; et il exprime sa sympathie aux ouvriers de tout pays qui souffre à l'heure actuelle sous le joug de l'absolutisme militaire, national ou autre; le congrès appelle les ouvriers de tous ces pays à rejoindre les rangs des ouvriers conscients (Klassenbewusste=conscients des intérêts de leur classe) du monde entier, afin de lutter avec eux pour vaincre le capitalisme international et atteindre les objectifs de la social-démocratie internationale*. »

Comme nous l'avons déjà dit, nos opportunistes, MM. Semkovski, Liebmann et Iourkévitch, ignorent tout simplement cette décision. Mais Rosa Luxembourg la connaît et en cite le texte intégral où figure la même expression que dans notre programme : la « libre disposition ».

On se demande comment Rosa Luxembourg s'y prend pour écarter cet obstacle qui barre la route à son « originale » théorie.

Oh ! très simplement... le centre de gravité réside ici dans la seconde partie de la résolution... le caractère déclaratif de cette dernière... ce n'est que par un malentendu que l'on peut s'y référer ! !

L'impuissance et le désarroi de notre auteur sont vraiment frappants. D'ordinaire, seuls les opportunistes, qui se dérobent peureusement à toute franche polémique contre les points démocratiques et socialistes conséquents du programme, invoquent leur caractère déclaratif. Ce n'est vraisemblement pas sans raison que, cette fois-ci, Rosa Luxembourg s'est trouvée en la triste compagnie des Semkovski, des Liebmann et des Iourkévitch. Elle n'ose pas dire franchement si elle tient cette résolution pour juste ou pour

* Voir le compte rendu officiel allemand du congrès de Londres : *Verhandlungen und Beschlüsse des internationalen sozialistischen Arbeiter- und Gewerkschafts-Kongresses zu London, vom 27. Juli bis 1. August 1896*, Berlin 1897. S. 18. (*Procès-verbaux et décisions du congrès international socialiste des partis ouvriers et des syndicats, tenu à Londres du 27 juillet au 1er août 1896*, Berlin 1897, p. 18. — *N.R.*) Il existe une brochure russe contenant les décisions des congrès internationaux, où « libre disposition » est traduit à tort par « autonomie ».

erronée. Elle louvoie et se cache, comme si elle comptait sur l'inattention et l'ignorance d'un lecteur qui, parvenu à la seconde partie de la résolution, aurait oublié la première, ou qui n'aurait jamais entendu parler des débats qui ont eu lieu dans la presse socialiste *avant* le congrès de Londres.

Mais Rosa Luxembourg se trompe fort si elle croit pouvoir, devant les ouvriers conscients de Russie, fouler aux pieds aussi facilement la résolution de l'Internationale sur une importante question de principe, sans daigner même l'analyser dans un esprit critique.

Au cours des débats qui précédèrent le congrès de Londres, principalement dans les colonnes de la revue des marxistes allemands *Die Neue Zeit*, le point de vue de Rosa Luxembourg a été exprimé, et *il a subi en fait un échec devant l'Internationale !* Voilà la vérité que le lecteur russe, surtout, ne doit pas perdre de vue.

Les débats ont porté sur la question de l'indépendance de la Pologne. Trois points de vue ont été formulés :

1. Le point de vue des « fraks », au nom desquels intervint Hecker. Ils voulaient que l'Internationale reprenne à son compte, dans *son* programme, la revendication de l'indépendance de la Pologne. Cette proposition ne fut pas adoptée. Ce point de vue subit un échec devant l'Internationale.

2. Le point de vue de Rosa Luxembourg : les socialistes polonais ne devaient pas revendiquer l'indépendance de la Pologne. Il ne pouvait donc être question de proclamer le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Ce point de vue subit également un échec devant l'Internationale.

3. Le point de vue que K. Kautsky, intervenant contre Rosa Luxembourg pour démontrer le caractère extrêmement « unilatéral » de son matérialisme, développa à l'époque le plus à fond. De ce point de vue, l'Internationale ne pouvait pas, dans les conditions du moment, préconiser l'indépendance de la Pologne. Mais les socialistes polonais, disait Kautsky, sont pleinement en droit de formuler cette revendication. Du point de vue des socialistes on aurait tort, incontestablement, de méconnaître les tâches de libération nationale qui se posent là où existe l'oppression nationale.

La résolution de l'Internationale a repris les thèses essentielles, fondamentales, de ce point de vue : d'une part, reconnaissance catégorique et n'admettant aucune fausse interprétation du droit absolu, pour toutes les nations, à disposer d'elles-mêmes ; d'autre part, appel non moins explicite aux ouvriers à réaliser l'unité *internationale* de leur lutte de classe.

Nous pensons que cette résolution est tout à fait juste, et que, pour les pays d'Europe orientale et d'Asie, au début du XX^e^ siècle, ce texte dont les deux parties constituent un tout indissoluble fournit la seule directive juste dont puisse s'inspirer la politique de classe prolétarienne dans la question nationale.

Voyons un peu plus en détail les trois points de vue indiqués plus haut.

On sait que K. Marx et F. Engels considéraient comme un devoir absolu pour la démocratie d'Europe occidentale, et à plus forte raison pour la social-démocratie, de soutenir activement la revendication de l'indépendance de la Pologne. Pour les années 1840-1850 et 1860-1870, époque de la révolution bourgeoise en Autriche et en Allemagne, époque de la « réforme paysanne » en Russie, ce point de vue était parfaitement juste et représentait le seul point de vue démocratique conséquent et prolétarien. Alors que les masses populaires de Russie et de la plupart des pays slaves dormaient encore d'un sommeil profond ; alors que dans ces pays *il n'existait pas* de mouvements démocratiques indépendants ayant un caractère de masse, le mouvement libérateur *seigneurial* de Pologne acquérait une importance gigantesque, de premier plan, du point de vue de la démocratie non seulement de la Russie, non seulement des pays slaves, mais encore de toute l'Europe *.

* Ce serait un très intéressant travail historique que de confronter la position du gentilhomme polonais insurgé de 1863, la position du révolutionnaire démocrate de Russie Tchernychevski qui, lui aussi (à l'instar de Marx), sut apprécier l'importance du mouvement polonais, et la position du petit bourgeois ukrainien Dragomanov, apparu beaucoup plus tard et exprimant le point de vue du paysan, encore si barbare, si torpide, si attaché à son tas de fumier que sa haine légitime à l'égard du seigneur polonais l'empêchait de comprendre l'importance que présentait la lutte de ces seigneurs pour la démocratie russe. (Voir *La Pologne historique et la démocra-*

Mais si ce point de vue de Marx était entièrement juste pour le deuxième tiers ou le troisième quart du XIX^e^ siècle, il a cessé de l'être au XX^e^. Des mouvements démocratiques indépendants, et même un mouvement prolétarien indépendant, ont pris naissance dans la plupart des pays slaves et même dans un des pays slaves les plus arriérés, la Russie. La Pologne seigneuriale a disparu pour faire place à une Pologne capitaliste. Dans ces conditions, la Pologne ne pouvait manquer de perdre son importance révolutionnaire *exceptionnelle*.

Lorsque le P.S.P. (le « parti socialiste polonais », les « fraks » d'aujourd'hui) tenta en 1896 de « consacrer » le point de vue formulé par Marx *à une autre époque*, c'était vouloir exploiter la *lettre* du marxisme contre l'*esprit* du marxisme. Aussi les social-démocrates polonais ont-ils eu parfaitement raison de s'élever contre les emballements nationalistes de la petite bourgeoisie polonaise, de montrer l'importance secondaire de la question nationale pour les ouvriers polonais, de créer pour la première fois un parti purement prolétarien en Pologne, de proclamer le principe éminemment important de l'alliance la plus étroite de l'ouvrier polonais et de l'ouvrier russe dans leur lutte de classe.

Cela signifiait-il cependant qu'au début du XX^e^ siècle l'Internationale pouvait considérer comme superflu, pour l'Europe orientale et pour l'Asie, le principe de la libre détermination politique des nations, leur droit de séparation ? C'eût été une absurdité monumentale qui aurait consisté (sur le plan théorique) à reconnaître pour achevée la transformation démocratique bourgeoise des Etats turc, russe, chinois, et à adopter (sur le plan pratique) une attitude opportuniste à l'égard de l'absolutisme.

Non. En Europe orientale et en Asie, à l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises déjà commencées, à l'époque de l'éveil et de l'intensification des mouvements nationaux, à l'époque de l'apparition de partis prolétariens indépendants, la tâche de ces partis en matière de politique nationale doit être double : reconnaissance du droit

---

tie grand-russe, par Dragomanov.) Dragomanov a pleinement mérité les embrassades enthousiastes dont le gratifia par la suite Monsieur P. Strouvé, alors qu'il était déjà devenu national-libéral.

de libre disposition pour toutes les nations, car la transformation démocratique bourgeoise n'est pas encore achevée, car la démocratie ouvrière défend l'égalité en droits des nations avec esprit de suite, sérieusement et sincèrement, et non pas à la manière des libéraux ni des Kokochkine — et union la plus étroite, indissoluble, dans leur lutte de classe, des prolétaires de toutes les nations d'un Etat donné pendant toutes les péripéties de son histoire, et quels que soient les remaniements des frontières des différents Etats par la bourgeoisie.

Telle est la double tâche du prolétariat que formule la résolution de 1896 de l'Internationale. Tels sont les principes sur lesquels se fonde la résolution adoptée par la conférence des marxistes russes au cours de l'été 1913. D'aucuns estiment « contradictoire » le fait que, dans son point 4, cette résolution, reconnaissant le droit de libre détermination, de séparation, semble « accorder » le maximum au nationalisme (en fait, la reconnaissance du *droit* de *toutes* les nations à disposer d'elles-mêmes implique un maximum de *démocratisme* et un minimum de nationalisme), tandis qu'au point 5 elle met les ouvriers en garde contre les mots d'ordre nationalistes de la bourgeoisie quelle qu'elle soit, et réclame l'unité et le groupement des ouvriers de toutes les nations dans des organisations prolétariennes unies sur le plan international. Mais seuls peuvent voir ici une « contradiction » des esprits tout à fait plats, incapables, par exemple, de comprendre pourquoi l'unité et la solidarité de classe du prolétariat suédois et norvégien *ont gagné* à ce que les ouvriers suédois aient su défendre la liberté pour la Norvège de se séparer et de former un Etat indépendant.

8. L'UTOPISTE KARL MARX ET LA PRATIQUE ROSA LUXEMBOURG

Qualifiant d'« utopie » l'indépendance de la Pologne et ressassant cette affirmation jusqu'à satiété, Rosa Luxembourg s'exclame ironiquement : pourquoi ne pas revendiquer l'indépendance de l'Irlande ?

La « pratique » Rosa Luxembourg ignore sans doute quelle était l'attitude de K. Marx au sujet de l'indépendance

de l'Irlande. Il vaut la peine de s'arrêter sur cet exemple d'analyse véritablement marxiste, et non opportuniste, d'une revendication *concrète* d'indépendance nationale.

Marx avait coutume de « tâter les dents », comme il disait, aux socialistes de sa connaissance, afin de s'assurer de leur degré de conscience et de la force de leur conviction [137]. Ayant fait la connaissance de Lopatine, Marx écrit à Engels, le 5 juillet 1870, une lettre contenant une appréciation flatteuse au plus haut point pour le jeune socialiste russe, mais il ajoute :

...« Un point faible : la *Pologne*. Sur ce point, Lopatine parle absolument comme un Anglais — disons un chartiste anglais de la vieille école — à propos de l'Irlande » [138].

Marx interroge un socialiste d'une nation qui en opprime d'autres sur son attitude à l'égard d'une nation opprimée, et il découvre aussitôt le défaut *commun* aux socialistes des nations dominantes (anglaise et russe) : incompréhension de leurs devoirs de socialistes à l'égard des nations asservies, rabâchage de préjugés empruntés à la bourgeoisie de la « grande nation dominante ».

Avant de passer aux déclarations positives de Marx à propos de l'Irlande, il faut faire cette réserve que Marx et Engels considéraient la question nationale en général avec un sévère esprit critique, analysant sa signification en fonction des conditions historiques. C'est ainsi qu'Engels écrivait à Marx, le 23 mai 1851, que l'étude de l'histoire l'amenait à des conclusions pessimistes au sujet de la Pologne ; que celle-ci n'avait qu'une importance temporaire, uniquement jusqu'au jour où la révolution agraire serait réalisée en Russie. Le rôle des Polonais dans l'histoire consiste à commettre d'« audacieuses sottises ». « On ne peut supposer un seul instant que, même face à la seule Russie, la Pologne puisse représenter le progrès ou avoir une importance historique quelconque. » Il existe en Russie plus d'éléments de civilisation, d'instruction, d'industrie, de bourgeoisie, que dans la « chevaleresque et indolente Pologne ». « Qu'est-ce que Varsovie et Cracovie à côté de Pétersbourg, de Moscou, d'Odessa ! » Engels ne croit pas au succès des soulèvements des gentilshommes polonais.

Mais toutes ces pensées, où il y a tant de perspicacité géniale, n'ont nullement empêché Engels et Marx, douze

ans plus tard, alors que la Russie sommeillait encore et que la Pologne était en ébullition, de sympathiser ardemment avec le mouvement polonais.

En 1864, alors qu'il rédige l'Adresse de l'Internationale, Marx écrit à Engels (le 4 novembre 1864) qu'il lui faut combattre le nationalisme de Mazzini. « Lorsque, dans l'Adresse, il est question de la politique internationale, je parle des pays et non des nationalités, je dénonce la Russie et non des Etats moins importants », écrit Marx. Pour lui, il ne fait pas de doute qu'à côté de la « question ouvrière », la question nationale n'a qu'une importance subordonnée. Mais sa théorie est aussi éloignée de la méconnaissance des mouvements nationaux que le ciel l'est de la terre.

Arrive l'année 1866. Marx écrit à Engels au sujet de la « clique proudhonienne » de Paris qui « traite la nationalité de non-sens et s'en prend à Bismarck et à Garibaldi. En tant qu'argument polémique dirigé contre le chauvinisme, cette tactique est utile et peut s'expliquer. Mais lorsque les adeptes de Proudhon (auxquels appartiennent également mes bons amis d'ici, Lafargue et Longuet) pensent que toute l'Europe peut et doit rester tranquillement et paisiblement assise sur son postérieur en attendant que ces messieurs de France abolissent la misère et l'ignorance... ils sont ridicules » (lettre du 7 juin 1866).

« Hier, écrit Marx le 20 juin 1866, il y a eu discussion au Conseil de l'Internationale sur la guerre en cours... Les débats, comme il fallait s'y attendre, se sont concentrés sur la question des « nationalités » et de notre attitude à son égard... Les représentants de la « jeune France » (*qui n'étaient pas des ouvriers*) défendirent le point de vue suivant lequel toute nationalité et la nation elle-même sont des préjugés surannés. Du stirnérisme * proudhonien... Le monde entier doit attendre que les Français soient mûrs pour accomplir la révolution sociale... Les Anglais ont bien ri lorsque j'ai commencé mon discours en disant que notre ami Lafargue et les autres abolisseurs des nationalités s'adressent à nous en français, c'est-à-dire en une langue incompréhensible aux neuf dixièmes de l'assemblée. Ensuite j'ai

* Mot forgé d'après le nom de Max Stirner (1806-1856), philosophe idéaliste allemand, théoricien de l'anarchisme. (*N. du Trad.*)

donné à entendre que, sans s'en rendre compte lui-même, Lafargue semble comprendre, par négation des nationalités, leur absorption par la nation française, considérée comme un modèle. »

Toutes ces remarques critiques de Marx aboutissent à une conclusion très claire : la classe ouvrière est moins susceptible que personne de faire un fétiche de la question nationale, car le développement du capitalisme n'éveille pas forcément *toutes* les nations à une vie indépendante. Mais une fois que sont apparus des mouvements nationaux de masse, les répudier, refuser de soutenir ce qu'ils ont de progressif, c'est en fait céder aux préjugés *nationalistes*, c'est reconnaître « sa » nation comme la « nation modèle » (ou, ajouterons-nous pour notre part, comme la nation détenant le privilège exclusif d'édifier un Etat) *.

Mais revenons à la question de l'Irlande.

La position de Marx sur cette question est exprimée avec le maximum de clarté dans les extraits suivants de ses lettres :

« Je me suis efforcé de susciter par tous les moyens une manifestation des ouvriers anglais en faveur du fénianisme... Auparavant, je considérais la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre comme impossible. Aujourd'hui, je la considère comme inévitable, dût-on, après la séparation, aboutir à une fédération. » Ainsi s'exprimait Marx dans une lettre à Engels en date du 2 novembre 1867.

Dans une lettre du 30 novembre de la même année, il ajoutait :

« Que devons-nous conseiller aux ouvriers *anglais* ? A mon avis, ils doivent inclure dans leur programme le *Repeal* (rupture) de l'union » (de l'Irlande avec l'Angleterre, c'est-à-dire qu'ils doivent demander la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre) — « bref, ils doivent reprendre la revendication de 1783, mais en la démocratisant et en l'adaptant aux conditions actuelles. C'est là l'unique forme légale de l'affranchissement de l'Irlande et, pour cette rai-

* Voyez encore la lettre de Marx à Engels en date du 3 juin 1867... « C'est avec une véritable satisfaction que j'ai appris, par la correspondance parisienne du *Times*, les exclamations polonophiles des Parisiens contre la Russie... M. Proudhon et sa petite clique de doctrinaires, ce n'est pas encore le peuple français. »

son, la seule qui puisse être adoptée par le programme d'un parti *anglais*. L'expérience montrera par la suite si une simple union personnelle entre les deux pays peut être durable...

... Ce qu'il faut aux Irlandais, c'est :

1. L'autonomie administrative et l'indépendance à l'égard de l'Angleterre.

2. La révolution agraire »...

Attribuant une importance énorme à la question irlandaise, Marx faisait à l'Alliance ouvrière allemande des rapports d'une heure et demie sur ce sujet (lettre du 17 décembre 1867).

Engels note dans une lettre du 20 novembre 1868 « la haine pour les Irlandais qui règne parmi les ouvriers anglais » ; près d'une année plus tard (24 octobre 1869), revenant sur le sujet, il écrit :

« De l'Irlande à la Russie, *il n'y a qu'un pas* *... L'histoire de l'Irlande montre quel malheur c'est pour un peuple, d'avoir asservi un autre peuple. Toutes les bassesses anglaises ont leur origine dans la sphère irlandaise. Je dois encore étudier l'époque de Cromwell, mais, en tout cas, il est pour moi incontestable que les choses, en Angleterre également, auraient pris un autre tour n'eût été la nécessité de maîtriser militairement l'Irlande et de créer une nouvelle aristocratie. »

Mentionnons en passant la lettre de Marx à Engels, en date du 18 août 1869 :

« En Posnanie, les ouvriers polonais ont fait une grève victorieuse grâce à l'appui de leurs camarades de Berlin. Cette lutte contre « Monseigneur le Capital » — même sous sa forme inférieure, celle d'une grève — mettra fin aux préjugés nationaux bien plus efficacement que les déclamations sur la paix dans la bouche de messieurs les bourgeois. »

La politique de Marx au sein de l'Internationale à l'égard de la question irlandaise ressort de ce qui suit :

Le 18 novembre 1869, Marx écrit à Engels qu'il a tenu un discours d'une heure un quart, au Conseil de l'Internationale, à propos de l'attitude du ministère britannique

* En français dans le texte. (*N.R.*)

dans la question de l'amnistie irlandaise, et qu'il a proposé la résolution suivante :

« Il a été arrêté

que, dans sa réponse aux revendications irlandaises demandant la mise en liberté des patriotes irlandais, M. Gladstone offense sciemment la nation irlandaise ;

qu'il fait dépendre l'amnistie politique de conditions humiliant aussi bien les victimes d'un mauvais gouvernement que le peuple qu'elles représentent ;

que Gladstone, bien que lié par sa situation officielle, a publiquement et solennellement salué la révolte des esclavagistes américains, et entreprend à présent de prêcher au peuple irlandais la doctrine de l'obéissance passive ;

que toute sa politique à l'égard de l'amnistie irlandaise est la plus authentique manifestation de cette « *politique de conquêtes* » dont la dénonciation a permis à M. Gladstone de renverser le ministère de ses adversaires, les tories ;

que le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs exprime son admiration pour la hardiesse, la fermeté et la noblesse de caractère avec lesquelles le peuple irlandais mène sa campagne pour l'amnistie ;

que cette résolution doit être communiquée à toutes les sections de l'Association internationale des travailleurs et à toutes les organisations ouvrières d'Europe et d'Amérique en rapport avec elle. »

Le 10 décembre 1869, Marx écrit que son rapport au Conseil de l'Internationale sur la question irlandaise sera conçu de la façon suivante :

...« En dehors de toute phraséologie « internationaliste » et « humanitaire » sur la « justice envers l'Irlande », — car la chose va de soi au Conseil de l'Internationale, — *les intérêts directs, absolus, de la classe ouvrière anglaise exigent que soient rompus ses liens actuels avec l'Irlande.* Telle est ma conviction la plus profonde, basée sur des raisons dont je ne peux révéler qu'une partie aux ouvriers anglais eux-mêmes. J'ai longtemps pensé qu'il serait possible de renverser le régime irlandais grâce aux progrès de la classe ouvrière anglaise. J'ai toujours défendu cette opinion dans la *New York Tribune* (journal américain auquel Marx a longtemps collaboré). Une étude plus approfondie de la question m'a

convaincu du contraire. La classe ouvrière anglaise *ne pourra rien faire* tant qu'elle ne sera pas débarrassée de l'Irlande... La réaction anglaise en Angleterre a ses racines dans l'asservissement de l'Irlande » (l'italique est de Marx).

La politique de Marx dans la question irlandaise doit être parfaitement claire maintenant pour le lecteur.

L'« utopiste » Marx est si « peu pratique » qu'il se prononce pour la séparation de l'Irlande, laquelle, même un demi-siècle plus tard, n'est pas encore réalisée.

Qu'est-ce donc qui inspire cette politique de Marx, et n'était-elle pas erronée ?

Marx avait d'abord pensé que ce n'était pas le mouvement national de la nation opprimée, mais le mouvement ouvrier au sein de la nation des oppresseurs qui libérerait l'Irlande. Marx ne fait pas des mouvements nationaux un absolu, car il sait que seule la victoire de la classe ouvrière pourra affranchir entièrement toutes les nationalités. Prévoir à l'avance toutes les corrélations possibles entre les mouvements émancipateurs bourgeois des nations opprimées et le mouvement émancipateur prolétarien dans la nation des oppresseurs (problème qui rend précisément si difficile à résoudre la question nationale dans la Russie moderne) est chose impossible.

Mais les circonstances ont fait que la classe ouvrière anglaise est tombée pour un temps assez long sous l'influence des libéraux, qu'elle se traîne à leur remorque, et qu'elle est décapitée par une politique ouvrière libérale. Le mouvement émancipateur bourgeois en Irlande s'est renforcé et a pris des formes révolutionnaires. Marx revise son opinion et la corrige. « Quel malheur c'est, pour un peuple, d'en avoir asservi un autre. » La classe ouvrière d'Angleterre ne s'affranchira pas aussi longtemps que l'Irlande ne sera pas affranchie du joug anglais. L'asservissement de l'Irlande raffermit et alimente la réaction en Angleterre (comme l'asservissement de nombreuses nations alimente la réaction en Russie !).

Et Marx, tout en faisant voter par l'Internationale une résolution de sympathie à la « nation irlandaise », au « peuple irlandais » (le subtil L. VI. aurait certainement mis en pièces le pauvre Marx pour son oubli de la lutte des classes !),

recommande la *séparation* de l'Irlande d'avec l'Angleterre, « dût-on, après la séparation, aboutir à une fédération ».

Quelles sont les prémisses théoriques de cette conclusion de Marx ? D'une façon générale, la révolution bourgeoise en Angleterre est depuis longtemps terminée. Mais en Irlande elle n'est pas achevée ; les réformes des libéraux anglais ne l'achèvent qu'aujourd'hui, après un demi-siècle. Si le capitalisme avait été renversé en Angleterre aussi rapidement que Marx l'avait d'abord espéré, il n'y aurait pas eu de place en Irlande pour un mouvement national démocratique bourgeois. Mais puisqu'il est apparu, Marx conseille aux ouvriers anglais de le soutenir, de lui imprimer une poussée révolutionnaire, de le mener jusqu'au bout dans l'intérêt de *leur propre* liberté.

Les relations économiques de l'Irlande et de l'Angleterre étaient, vers 1860-1870, certainement plus étroites encore que celles de la Russie avec la Pologne, avec l'Ukraine, etc. Le caractère « peu pratique » et « irréalisable » de la séparation de l'Irlande (ne fût-ce qu'en vertu des conditions géographiques et aussi de l'énorme puissance coloniale de l'Angleterre) sautait aux yeux. Ennemi en principe du fédéralisme, Marx admet dans ce cas particulier la fédération *, *à la seule condition* que l'émancipation de l'Irlande se fasse par la voie révolutionnaire et non réformiste, par un mouvement des masses populaires d'Irlande que soutiendrait la classe ouvrière d'Angleterre. Il ne peut faire de doute que seule une telle solution du pro-

---

* Il est d'ailleurs facile de voir pourquoi le droit de « libre détermination » des nations ne saurait signifier, du point de vue social-démocrate, *ni* la fédération *ni* l'autonomie (bien qu'abstraitement parlant, l'une et l'autre entrent dans la notion de « libre détermination »). Le droit à la fédération est, d'une façon générale, un non-sens, car la fédération est un contrat bilatéral. Les marxistes ne peuvent absolument pas inscrire dans leur programme la défense du fédéralisme en général ; il ne saurait en être question. Quant à l'autonomie, les marxistes défendent non le « droit à » l'autonomie, mais l'autonomie *elle-même* en tant que principe général, universel, d'un Etat démocratique à composition nationale hétérogène et dont les conditions géographiques et autres seraient nettement différenciées. C'est pourquoi reconnaître le « droit des nations à l'autonomie » serait aussi absurde que reconnaître le « droit des nations à la fédération ».

blème historique aurait réellement favorisé les intérêts du prolétariat et accéléré le développement social.

Les choses ont tourné autrement. Il est apparu que le peuple irlandais et le prolétariat anglais étaient trop faibles. C'est maintenant seulement qu'à la suite de misérables tractations entre les libéraux anglais et la bourgeoisie irlandaise la question irlandaise *se résout* (l'exemple de l'Ulster montre combien laborieusement) par une réforme agraire (avec rachat) et une autonomie (pour le moment encore non réalisée). Qu'est-ce à dire ? S'ensuit-il que Marx et Engels étaient des « utopistes », qu'ils formulaient des revendications nationales « irréalisables », qu'ils se laissaient influencer par les nationalistes petits-bourgeois d'Irlande (le caractère petit-bourgeois du mouvement des « fenians » est indubitable), etc. ?

Non. Dans la question irlandaise comme ailleurs Marx et Engels ont appliqué une politique prolétarienne conséquente, propre à éduquer réellement les masses dans l'esprit de la démocratie et du socialisme. Seule cette politique était susceptible d'épargner à l'Irlande comme à l'Angleterre le retard d'un demi-siècle apporté à la réalisation des réformes indispensables, ainsi que la mutilation de ces dernières par les libéraux désireux de complaire à la réaction.

La politique de Marx et d'Engels dans la question irlandaise a fourni un très grand exemple, qui conserve jusqu'à présent une énorme importance *pratique*, de la façon dont le prolétariat des nations qui en oppriment d'autres doit se comporter envers les mouvements nationaux ; elle a été une mise en garde contre l'« empressement servile » avec lequel les petits bourgeois de tous les pays, de toutes les couleurs et de toutes les langues qualifient d'« utopique » la modification de frontières d'Etat créées par la violence et par les privilèges des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie d'une nation.

Si le prolétariat d'Irlande et celui d'Angleterre n'avaient pas approuvé la politique de Marx, n'avaient pas adopté comme mot d'ordre la séparation de l'Irlande, c'eût été de leur part le pire opportunisme, un oubli des tâches qui incombent à tout démocrate et à tout socialiste, une concession à la réaction et à la bourgeoisie *anglaises*.

9. LE PROGRAMME DE 1903 ET SES LIQUIDATEURS

Les procès-verbaux du congrès de 1903, qui adopta le programme des marxistes russes, sont devenus des pièces très rares, et l'immense majorité des militants actuels du mouvement ouvrier ignorent le pourquoi des différents points de ce programme (d'autant plus que tous les écrits qui s'y rapportent ne jouissent pas des bienfaits de la légalité, tant s'en faut...). Aussi est-il nécessaire de nous arrêter sur l'examen, au congrès de 1903, de la question qui nous intéresse.

Notons tout d'abord que, si pauvre qu'elle soit, la littérature social-démocrate russe concernant le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » montre cependant que, de toute évidence, ce droit a toujours été compris dans le sens du droit à la séparation. Messieurs les Semkovski, les Liebmann et les Iourkévitch, qui révoquent ce fait en doute et déclarent que le § 9 « manque de clarté », etc., ne parlent de ce « manque de clarté » que par ignorance extrême ou par négligence. Dès 1902, intervenant dans la *Zaria* pour le maintien du « droit de libre détermination » dans le projet de programme, Plékhanov écrivait que cette revendication, qui n'est pas obligatoire pour les démocrates bourgeois, « est obligatoire pour les social-démocrates ». « Si nous l'avions omise, écrivait Plékhanov, ou si nous n'avions pas osé la formuler par crainte de heurter les préjugés nationaux de nos compatriotes de la nation grand-russe, nous nous serions condamnés à proférer un vil mensonge... en lançant cet appel... : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » [139]

C'est là une caractéristique très heureuse de l'argument essentiel en faveur du point considéré, tellement heureuse que les adversaires de notre programme, ces critiques « sans feu ni lieu », avaient et ont toutes les raisons de l'éluder peureusement. Renoncer à ce point du programme, quels que soient les motifs invoqués, c'est consentir *en fait* une « honteuse » concession au nationalisme *grand-russe*. Pourquoi grand-russe, puisqu'on parle du droit de *toutes* les nations à disposer d'elles-mêmes ? Parce qu'il s'agit de la séparation *d'avec* les Grands-Russes. Les intérêts de *l'union des prolétaires*, les intérêts de leur solidarité de classe exi-

gent la reconnaissance du droit des *nations* à la *séparation* : voilà ce que Plékhanov a reconnu il y a douze ans, dans les termes que nous avons cités. S'ils y avaient bien réfléchi, nos opportunistes n'auraient sans doute pas dit tant de sottises à propos de la *libre* détermination.

Au congrès de 1903 où fut ratifié ce projet de programme défendu par Plékhanov, le gros du travail s'est fait à la *commission du programme*. Malheureusement, il n'y a pas été dressé de procès-verbaux. Or, c'est sur ce point qu'ils auraient été particulièrement intéressants, car c'est *seulement* au sein de la commission que les représentants des social-démocrates polonais, Warszawski et Ganecki, ont essayé de défendre leurs conceptions et de contester la « reconnaissance du droit de libre détermination ». Le lecteur qui voudrait comparer leurs arguments (exposés dans le discours de Warszawski, ainsi que dans une déclaration qu'il avait faite avec Ganecki, pp. 134-136 et 388-390 des procès-verbaux) à ceux que développe Rosa Luxembourg dans son article polonais que nous avons analysé, constaterait l'identité complète de ces arguments.

Quelle fut, à cet égard, l'attitude de la commission du programme du IIe congrès, où Plékhanov s'éleva plus que personne contre les marxistes polonais ? Ces arguments furent cruellement raillés ! L'ineptie de la proposition faite aux marxistes *de Russie* de rejeter la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes apparut avec tant de clarté et d'évidence que les marxistes polonais *n'osèrent même pas reprendre leurs arguments devant l'assemblée plénière du congrès ! !* Ils quittèrent le congrès après s'être convaincus que leur position était condamnée par l'assemblée suprême des marxistes, tant grands-russes que juifs, géorgiens et arméniens.

Cet épisode historique a, bien entendu, une très grande importance pour quiconque s'intéresse sérieusement à *son* programme. Le fiasco des arguments des marxistes polonais à la commission du programme et leur renonciation à toute tentative de défendre leurs opinions devant l'assemblée du congrès sont un fait extrêmement symptomatique. Ce n'est pas sans raison que Rosa Luxembourg l'a « discrètement » passé sous silence dans son article de 1908 ; apparemment, le souvenir du congrès lui était par trop désagréable ! De

même, elle a passé sous silence la proposition ridiculement malheureuse d'« amender » le §9 du programme, proposition faite en 1903 par Warszawski et Ganecki au nom de tous les marxistes polonais, et que n'ont osé (ni n'oseront) renouveler ni Rosa Luxembourg ni les autres social-démocrates polonais.

Mais si Rosa Luxembourg, voulant dissimuler sa défaite de 1903, a passé ces faits sous silence, les militants qui s'intéressent à l'histoire de leur Parti se préoccuperont de les connaître et d'en méditer la signification.

...« Nous proposons, écrivaient les amis de Rosa Luxembourg au congrès de 1903 en le quittant, de formuler de la façon suivante le septième (aujourd'hui le neuvième) point du projet de programme : § 7. *Institutions garantissant la pleine liberté du développement culturel à toutes les nations qui composent l'Etat* » (p. 390 des procès-verbaux).

Ainsi, les marxistes polonais défendaient à cette époque une position tellement vague sur la question nationale qu'*au lieu* de la libre détermination, ils proposaient, au fond, un simple pseudonyme de la fameuse « autonomie nationale culturelle » !

Cela paraît presque invraisemblable, mais c'est malheureusement un fait. Au congrès même, bien qu'il s'y trouvât cinq bundistes disposant de cinq voix et trois Caucasiens disposant de six voix, sans compter la voix consultative de Kostrov, il ne s'est pas trouvé *une seule* voix pour proposer la *suppression* du paragraphe concernant la libre détermination. Trois voix se prononcèrent pour l'adjonction à ce paragraphe de l'« autonomie nationale culturelle » (pour la formule de Goldblatt : « création d'institutions garantissant aux nations la pleine liberté du développement culturel »), et quatre pour la formule de Liber (« droit pour elles — pour les nations — à un libre développement culturel »).

Maintenant qu'est apparu un parti libéral russe, le parti des cadets, nous savons que *son* programme a substitué « la libre détermination culturelle » à la libre détermination politique des nations. De sorte que les amis polonais de Rosa Luxembourg ont si bien « *combattu* » le nationalisme du P.S.P. qu'ils ont proposé de remplacer le programme marxiste par un programme *libéral* ! Et, en même temps, ce

sont eux qui accusaient notre programme d'opportunisme. Peut-on s'étonner qu'à la commission du programme du IIe congrès cette accusation n'ait suscité que des éclats de rire !

Quelle idée se faisaient de la « libre détermination » les délégués au IIe congrès, dont *pas un*, nous l'avons vu, ne s'est prononcé contre le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes »?

C'est ce que nous disent les trois passages suivants des procès-verbaux :

« *Martynov* trouve qu'on ne doit pas interpréter le mot « libre disposition » dans un sens trop large ; il signifie simplement le droit des nations à s'isoler en un tout politique distinct, et nullement l'autonomie administrative régionale » (p. 171). Martynov était membre de la commission du programme où furent réfutés et tournés en ridicule les arguments des amis de Rosa Luxembourg. Par ses conceptions, c'était alors un économiste, un farouche adversaire de l'*Iskra*, et s'il avait exprimé une opinion autre que celle de la majorité de la commission du programme, sa déclaration eût certainement été réfutée.

Goldblatt, un bundiste, prit le premier la parole lorsque, après les travaux de la commission, le congrès passa à l'examen du §8 (aujourd'hui §9) du programme.

« On ne peut rien objecter au « droit de libre détermination», déclara Goldblatt. Si une nation quelconque lutte pour son indépendance, on ne doit pas s'y opposer. Si la Pologne ne veut pas contracter un mariage légitime avec la Russie, il faut la laisser faire, ainsi que s'est exprimé le camarade Plékhanov. Dans ces limites, je suis d'accord avec ce point de vue » (pp. 175-176).

Plékhanov n'est pas du tout intervenu à ce sujet devant l'assemblée plénière du congrès. Goldblatt se réfère aux paroles prononcées par Plékhanov à la commission du programme, où le « droit de libre détermination » avait été amplement expliqué, d'une façon populaire, dans le sens du droit à la séparation. Liber, qui parla après Goldblatt, fit cette remarque :

« Bien entendu, si une nationalité quelconque ne peut pas vivre dans les limites de la Russie, le Parti n'y fera pas obstacle » (p. 176).

Le lecteur voit qu'au IIe Congrès du Parti, qui adopta le programme, tous étaient d'accord pour reconnaître que

la libre détermination signifiait « uniquement » le droit à la séparation. Les bundistes eux-mêmes s'étaient alors pénétrés de cette vérité, et c'est seulement à notre triste époque de contre-révolution persistante et de « reniements » de toutes sortes qu'il s'est trouvé des gens assez forts de leur ignorance pour déclarer que le programme « manque de clarté ». Mais avant de consacrer quelques instants à ces pitoyables pseudo-social-démocrates, terminons-en avec l'attitude des Polonais envers le programme.

Ils étaient venus au IIe congrès (1903) en déclarant que l'unification était nécessaire et urgente. Mais ils quittèrent le congrès après leur « échec » à la commission du programme, et leur *dernier mot* fut une déclaration écrite, publiée dans les procès-verbaux du congrès, qui renferme la proposition mentionnée plus haut, tendant à *remplacer* la libre détermination par l'autonomie nationale culturelle.

En 1906, les marxistes polonais adhérèrent au Parti ; ni au moment de leur adhésion, ni après (ni au congrès de 1907, ni aux conférences de 1907 et 1908, ni à la session plénière de 1910), *pas une fois ils n'ont fait* une seule proposition visant à modifier le §9 du programme de Russie ! !

C'est un fait.

Et ce fait démontre nettement, en dépit de toutes les phrases et assurances, que les amis de Rosa Luxembourg estimaient que les débats à la commission du programme du IIe congrès et la décision de ce congrès épuisaient la question ; qu'ils avaient tacitement reconnu leur erreur et l'avaient corrigée en adhérant au Parti en 1906, après avoir quitté le congrès en 1903 sans avoir jamais essayé de poser par la voie *du Parti* la question de la révision du §9 du programme.

L'article de Rosa Luxembourg parut sous sa signature en 1908, — bien entendu, il n'est jamais venu à l'idée de personne de dénier aux publicistes du Parti le droit de critiquer le programme — et, *après* cet article de même, *aucun* organisme officiel des marxistes polonais n'a soulevé la question de la révision du §9.

Aussi est-ce en vérité au pavé de l'ours que s'apparente le service rendu par Trotski à certains admirateurs de Rosa

Luxembourg, lorsqu'il écrit au nom de la rédaction de la *Borba* (n° 2, mars 1914) :

...« Les marxistes polonais estiment que le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » est absolument dénué de contenu politique et qu'il doit être éliminé du programme » (p. 25).

L'obligeant Trotski est plus dangereux qu'un ennemi ! Nulle part, si ce n'est dans des « entretiens privés » (c'est-à-dire tout simplement dans les commérages, dont se nourrit toujours Trotski), il *n'a pu* trouver de preuves lui permettant de ranger les « marxistes polonais » en général parmi les partisans de chaque article de Rosa Luxembourg. Trotski a présenté les « marxistes polonais » comme des gens sans honneur ni scrupule, ne sachant même pas respecter leurs propres convictions et le programme de leur Parti. L'obligeant Trotski !

Lorsque, en 1903, les représentants des marxistes polonais quittèrent le IIe congrès *à cause* de la divergence sur le droit de libre détermination, Trotski pouvait dire, *à ce moment-là*, qu'à leur avis ce droit était dénué de contenu et devait être éliminé du programme.

Mais, depuis, les marxistes polonais *ont adhéré* au Parti qui s'était donné ce programme, et jamais ils n'ont fait la proposition de le réviser*.

Pourquoi Trotski a-t-il caché ces faits aux lecteurs de sa revue ? Uniquement parce qu'il lui est avantageux de spéculer sur l'aggravation des désaccords entre les adversaires polonais et russes du courant liquidateur, et de tromper les ouvriers russes en ce qui concerne le programme.

Jamais encore Trotski n'a eu d'opinion bien arrêtée sur aucune question sérieuse du marxisme ; il a toujours eu coutume de « s'échapper par la tangente » à propos des divergences et de passer d'un camp à l'autre. A l'heure

* On nous communique qu'à la conférence des marxistes de Russie qui s'est tenue au cours de l'été 1913, les marxistes polonais avaient *seulement* voix consultative, et que, sur la question du droit de libre détermination (de séparation), ils ne votèrent pas du tout, parce qu'ils étaient contre ce droit en général. Bien entendu, ils avaient entièrement le droit d'agir ainsi et de continuer à mener en Pologne une agitation contre sa séparation. Mais ce n'est pas tout-à-fait ce dont parle Trotski, parce que les marxistes polonais n'ont pas demandé que le § 9 fût « éliminé du programme ».

actuelle, il se trouve en compagnie des bundistes et des liquidateurs. Or, ces messieurs en prennent à leur aise avec le Parti.

Voyez le bundiste Liebmann :

« Quand la social-démocratie russe », écrit ce gentleman, « inscrivit à son programme, il y a quinze ans, un paragraphe sur le droit de chaque nationalité à « disposer d'elle-même », chacun (!!) se demanda ce que signifiait, à proprement parler, cette expression à la mode (!!). A cela il n'y eut pas de réponse (!!). Cette expression est restée (!!) enveloppée de brouillard. En réalité, il eût été difficile à l'époque de dissiper ce brouillard. On disait alors : le temps n'est pas encore venu de concrétiser ce paragraphe, qu'il reste pour l'instant enveloppé de brume (!!), la vie elle-même suggérera le contenu à lui donner.»

N'est-il pas magnifique, « ce bambin encore dans les linges » [140] qui se moque du programme du Parti ?

Et pourquoi s'en moque-t-il ?

Tout bonnement parce qu'il est un ignorant achevé qui n'a rien appris, qui n'a même rien lu sur l'histoire du Parti, et qui est simplement tombé dans un milieu de liquidateurs où l'ignorance la plus puérile est de bon ton quand il s'agit du Parti et des principes du Parti.

Chez Pomialovski, un séminariste se vante d'avoir « craché dans un baquet de choucroute ». Messieurs les bundistes ont fait mieux. Ils lâchent des Liebmann afin que lesdits gentlemen crachent publiquement dans leur propre baquet. Qu'il y ait eu une décision d'un congrès international, qu'au congrès de leur propre parti deux représentants de leur propre Bund se soient montrés (et pourtant c'étaient là des critiques « sévères » et des ennemis décidés de l'*Iskra* !) parfaitement capables de comprendre le sens de la « libre détermination » et qu'ils aient même été d'accord avec elle, qu'importe à messieurs les Liebmann ? Et ne sera-t-il pas plus aisé de liquider le Parti si des « publicistes du Parti » (ne rions pas !) se comportent en séminaristes à l'égard de l'histoire et du programme du Parti ?

Et voici un autre « bambin dans les linges » : Iourkévitch du *Dzvin*. M. Iourkévitch a vraisemblablement eu entre les mains les procès-verbaux du IIe congrès, car il cite les paroles de Plékhanov reproduites par Goldblatt, et il sait visiblement que la libre détermination ne peut

signifier que le droit à la séparation. Mais cela ne l'empêche pas de répandre parmi la petite bourgeoisie ukrainienne des calomnies contre les marxistes russes, en prétendant qu'ils seraient pour l'« intégrité de l'Etat » russe (1913, n° 7-8, p. 83 et d'autres encore). Certes, les Iourkévitch ne pouvaient imaginer meilleur moyen que cette calomnie pour éloigner la démocratie ukrainienne de la démocratie grand-russe. Un tel éloignement est conforme à toute la ligne politique du groupe des littérateurs du *Dzvin*, qui prêchent le rassemblement des ouvriers ukrainiens en une organisation nationale *distincte* *.

Certes, il sied à merveille à un groupe de petits bourgeois nationalistes qui divisent le prolétariat — et c'est bien le rôle objectif du *Dzvin* — de répandre une confusion extrême dans la question nationale. Il va de soi que les Iourkévitch et les Liebmann — qui se fâchent « terriblement » lorsqu'on les traite d'éléments « à côté du Parti » — n'ont pas dit un mot, mais absolument pas un mot, sur la façon dont *eux* auraient voulu résoudre dans le programme la question du droit de séparation.

Et voici le troisième et principal « bambin dans les linges », M. Semkovski, qui, dans les colonnes de l'organe des liquidateurs, « démolit » à la face du public grand-russe le § 9 du programme et déclare en même temps « ne pas approuver, pour certaines raisons, la proposition » tendant à éliminer ce paragraphe ! !

C'est incroyable, mais c'est un fait.

En août 1912, la conférence des liquidateurs pose officiellement la question nationale. Au cours de dix-huit mois, pas un article, hormis celui de Semkovski, au sujet du §9. Et, dans cet article, l'auteur *réfute* le programme, « sans approuver, pour *certaines* raisons » (une maladie secrète, peut-être ?), la proposition tendant à l'amender ! ! On peut affirmer qu'il serait malaisé de trouver dans le monde entier des exemples d'un tel opportunisme ou, pis encore, d'un tel reniement, d'une telle liquidation du Parti.

---

* Voir notamment la préface de M. Iourkévitch au livre de M. Lévinski : *Aperçu sur le développement du mouvement ouvrier ukrainien en Galicie*, Kiev 1914.

Ce que sont les arguments de Semkovski, un exemple suffira pour les illustrer :

« Comment faire, écrit-il, si le prolétariat polonais voulait, dans le cadre d'un même Etat, mener la lutte en commun avec l'ensemble du prolétariat de Russie, et si les classes réactionnaires de la société polonaise, elles, voulaient au contraire séparer la Pologne de la Russie et recueillaient dans un referendum (une consultation populaire) la majorité des voix : devrions-nous, social-démocrates russes, voter au Parlement central avec nos camarades polonais *contre* la séparation, ou bien, par crainte de violer le « droit de libre détermination », *pour* la séparation ! » (*Novaïa Rabotchaïa Gazéta* n° 71).

On voit par là que M. Semkovski ne comprend même pas *de quoi il s'agit* ! Il n'a pas songé que le droit de séparation suppose précisément que la question a été résolue *non* par le Parlement central, mais uniquement par le parlement (par une Diète, par un referendum, etc.) de la région *qui se sépare*.

La perplexité puérile de ce « comment faire », si en régime démocratique la majorité est pour la réaction, masque la question de la politique réelle, véritable, vivante, où les Pourichkévitch *comme* les Kokochkine tiennent pour criminelle la seule idée de la séparation ! Peut-être les prolétaires de *toute* la Russie ne doivent-ils pas lutter aujourd'hui contre les Pourichkévitch et les Kokochkine, mais, sans s'occuper d'eux, contre les classes réactionnaires de la Pologne ! !

Et c'est cette absurdité sans nom que publie l'organe des liquidateurs, dont l'un des directeurs idéologiques est Monsieur L. Martov. Ce même L. Martov qui rédigea le projet de programme et le défendit en 1903 et qui, plus tard aussi, écrivit des articles en faveur de la liberté de séparation. L. Martov raisonne maintenant, selon toute apparence, d'après cette règle :

Pas besoin d'intelligence,
Envoyez-y donc Réad,
Et moi, je réfléchirai[14].

Il envoie Réad-Semkovski et lui permet, dans un quotidien, devant de nouveaux lecteurs qui ne connaissent pas notre programme, de dénaturer celui-ci et de l'embrouiller inextricablement !

Oui, vraiment, le courant liquidateur est allé loin ; il ne reste pas la moindre trace d'esprit de parti chez nombre d'ex-social-démocrates, même marquants.

Rosa Luxembourg, bien entendu, ne saurait être assimilée aux Liebmann, aux Iourkévitch et aux Semkovski ; mais le fait que des gens comme ceux-là se soient cramponnés à son erreur prouve avec évidence dans quel opportunisme elle est tombée.

10. CONCLUSION

Faisons le bilan.

Du point de vue de la théorie du marxisme en général, le droit de libre détermination ne présente aucune difficulté. Il ne peut être sérieusement question ni de contester la décision de Londres de 1896, ni de vouloir entendre par libre détermination autre chose que le droit de séparation, ni de nier que la formation d'Etats nationaux indépendants est une tendance propre à toutes les révolutions démocratiques bourgeoises.

La difficulté tient, jusqu'à un certain point, au fait qu'en Russie luttent et doivent lutter côte à côte le prolétariat des nations opprimées et le prolétariat de la nation qui opprime les autres. Sauvegarder l'unité de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme, combattre victorieusement toutes les influences bourgeoises et archiréactionnaires du nationalisme, telle est la tâche à résoudre. Parmi les nations opprimées, le rassemblement du prolétariat en un parti indépendant entraîne parfois une lutte si acharnée contre le nationalisme de la nation intéressée que la perspective se trouve déformée et qu'on oublie le nationalisme de la nation qui opprime.

Mais cette déformation de la perspective n'est possible que pour un temps. L'expérience de la lutte commune des prolétaires de différentes nations montre trop clairement que ce n'est pas du point de vue « de Cracovie », mais d'un point de vue commun à toute la Russie, que nous devons traiter les questions politiques. Or, ce sont les Pourichkévitch et les Kokochkine qui prédominent dans la politique générale de la Russie. Leurs idées règnent, leur campagne d'excitation contre les allogènes qu'ils accusent de

«Séparatisme », qu'ils accusent de *songer* à la séparation, est faite à la Douma, dans les écoles, les églises, les casernes, dans des centaines et des milliers de journaux. C'est ce poison du nationalisme grand-russe qui intoxique l'atmosphère politique de la Russie tout entière. Malheur au peuple qui, en asservissant d'autres peuples, renforce la réaction dans toute la Russie. Le souvenir des années 1849 et 1863 constitue une tradition politique bien vivante qui, à moins que ne surviennent des tempêtes de très grande envergure, menace d'entraver pendant des dizaines d'années encore tout mouvement démocratique et *surtout* le mouvement social-démocrate.

Si naturel que paraisse parfois le point de vue de certains marxistes des nations opprimées (dont le « malheur » est souvent que la masse de la population est aveuglée par l'idée de « son » émancipation nationale), il est hors de doute qu'*en fait*, étant donné le rapport objectif des forces de classe en Russie, renoncer à défendre le droit de libre détermination, c'est verser dans le pire opportunisme, c'est inoculer au prolétariat les conceptions des Kokochkine. Or, celles-ci sont, au fond, les conceptions et la politique des Pourichkévitch.

C'est pourquoi, si l'on pouvait, au début, justifier le point de vue de Rosa Luxembourg comme une étroitesse spécifiquement polonaise, « cracovienne » *, cette étroitesse devient impardonnable aujourd'hui, alors que s'est partout accentué le nationalisme, avant tout le nationalisme gouvernemental, grand-russe, et que c'est *lui* qui dirige la politique. En fait, on voit s'y accrocher les opportunistes de *toutes* les nations, qu'effarouche l'idée de « tempêtes » et de « bonds », qui tiennent pour achevée la révolution démocratique bourgeoise, qui ne voient que le libéralisme des Kokochkine.

* On concevra aisément que la reconnaissance par les marxistes *de toute la Russie*, et au premier chef par les marxistes grands-russes, du *droit* des nations à se séparer n'exclut nullement pour les marxistes de telle ou telle nation *opprimée la propagande* contre la séparation, de même que la reconnaissance du droit au divorce n'exclut pas, dans tel ou tel cas, la propagande contre le divorce. Aussi pensons-nous que le nombre ne fera que croître des marxistes polonais qui se moqueront de l'imaginaire « contradiction » aujourd'hui « réchauffée» par Semkovski et Trotski.

Comme tout autre nationalisme, le nationalisme grand-russe traversera différentes phases, selon la prépondérance de telles ou telles classes dans le pays bourgeois. Avant 1905, nous avons connu presque exclusivement des national-réactionnaires. Après la révolution, nous avons vu apparaître en Russie des *national-libéraux*.

C'est la position qu'adoptent chez nous, en fait, aussi bien les octobristes que les cadets (Kokochkine), c'est-à-dire toute la bourgeoisie contemporaine.

Et il est *inévitable* qu'ensuite nous voyions apparaître des national-démocrates grands-russes. M. Péchékhonov, l'un des fondateurs du parti « socialiste populaire », a déjà exprimé ce point de vue en exhortant (dans le fascicule d'août 1906 du *Rousskoïé Bogatstvo*) à la prudence vis-à-vis des préjugés nationalistes du moujik. On aura beau nous calomnier, nous autres bolchéviks, en prétendant que nous « idéalisions » le paysan : nous avons toujours fait et nous continuerons de faire une stricte distinction entre le jugement du paysan et ses préjugés, entre le démocratisme du paysan qui l'oppose à Pourichkévitch et la tendance du paysan qui le porte à s'accommoder du pope et du hobereau.

La démocratie prolétarienne doit, dès à présent, tenir compte du nationalisme des paysans grands-russes (non pour lui faire des concessions, mais pour le combattre), et elle devra probablement en tenir compte assez longtemps encore*. L'éveil du nationalisme chez les nations opprimées, qui s'est manifesté si fortement après 1905 (rappelons

* Il serait intéressant de suivre, par exemple, les avatars du nationalisme polonais qui, naguère seigneurial, est devenu bourgeois, puis paysan. Dans son livre *Das polnische Gemeinwesen im preussischen Staat* (*Les Polonais en Prusse* — il existe une traduction russe), Ludwig Bernhard, qui se place lui-même au point de vue d'un Kokochkine allemand, décrit un phénomène très caractéristique : la création d'une sorte de « république paysanne » des Polonais en Allemagne, sous la forme d'un rassemblement étroit de coopératives de toutes sortes et d'autres associations de paysans *polonais* luttant pour leur nationalité, pour leur religion, pour la terre « polonaise ». Le joug allemand a uni les Polonais, les a fait se replier sur eux-mêmes, éveillant le nationalisme d'abord de la noblesse, puis de la bourgeoisie, et enfin de la masse paysanne (surtout après la campagne entreprise en 1873 par les Allemands contre l'enseignement en polonais dans les écoles). C'est vers cela que l'on s'achemine aussi en Russie, et pas seulement en ce qui concerne la Pologne.

ne serait-ce que le groupe des « autonomistes-fédéralistes » à la Ier Douma, l'essor du mouvement ukrainien, du mouvement musulman, etc.), ne peut manquer de provoquer une recrudescence du nationalisme de la petite bourgeoisie grand-russe des villes et des campagnes. Plus la transformation démocratique de la Russie sera lente, et plus opiniâtres, brutales et acharnées seront la persécution nationale et la rivalité de la bourgeoisie des différentes nations. Et la politique particulièrement réactionnaire des Pourichkévitch russes suscitera (et accentuera) les aspirations « séparatistes » parmi telles ou telles nations opprimées, qui jouissent parfois d'une liberté beaucoup plus grande dans les Etats voisins.

Cet état de choses assigne au prolétariat de Russie une double tâche, ou plutôt une lutte sur deux fronts : lutter contre tout nationalisme et, au premier chef, contre le nationalisme grand-russe ; reconnaître non seulement la complète égalité en droits de toutes les nations en général, mais aussi leur droit égal à édifier un Etat, c'est-à-dire reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à se séparer ; et à côté de cela, précisément pour assurer le succès de la lutte contre toute espèce de nationalisme dans toutes les nations, sauvegarder l'unité de la lutte du prolétariat et des organisations prolétariennes et leur fusion la plus étroite dans une communauté internationale, en dépit des tendances de la bourgeoisie à promouvoir un particularisme national.

Egalité complète des nations ; droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; union des ouvriers de toutes les nations : voilà le programme national enseigné aux ouvriers par le marxisme, par l'expérience du monde entier et l'expérience de la Russie.

Cet article était déjà sous presse lorsque j'ai reçu le n° 3 de *Nacha Rabotchaïa Gazéta*, où Monsieur Vl. Kossovski écrit ce qui suit à propos de la reconnaissance du droit de toutes les nations à disposer d'elles-mêmes :

« Mécaniquement reproduit d'après la résolution du Ier congrès du Parti (1898), lequel l'avait à son tour emprunté aux décisions des congrès socialistes internationaux, il a été, comme en font foi les

débats, compris par le congrès de 1903 dans l'acception que lui donnait aussi l'Internationale socialiste : celle de la libre détermination politique, c'est-à-dire la libre détermination des nations dans le sens de l'indépendance politique. Ainsi, la formule de la libre détermination nationale, signifiant le droit au particularisme territorial, ne touche pas du tout à la façon de régler les rapports nationaux *à l'intérieur* d'un organisme d'Etat donné pour les nationalités qui ne peuvent ou ne veulent pas sortir de l'Etat existant. »

On voit tout de suite que Monsieur Vl. Kossovski a eu entre les mains les procès-verbaux du IIe congrès de 1903 et qu'il connaît fort bien le sens réel (et unique) de la notion de *libre* détermination. Comparez à cela l'attitude de la rédaction du journal bundiste *Zeit*, qui fait donner M. Liebmann pour qu'il raille le programme en l'accusant de manquer de clarté !! Singulières mœurs « de parti » chez messieurs les bundistes... Pourquoi Kossovski déclare-t-il que l'adoption de la *libre* détermination par le congrès est une reproduction *mécanique* ? « Allah seul le sait ». Il est des gens qui « ont envie de répliquer ». Mais ils ignorent eux-mêmes quoi, comment, pourquoi et à quelle fin.

LES PROCEDES DES INTELLECTUELS BOURGEOIS DANS LEUR LUTTE CONTRE LES OUVRIERS

Dans tous les pays capitalistes du monde, la bourgeoisie use de deux méthodes de lutte contre le mouvement ouvrier et contre les partis ouvriers. La première est celle des violences, des persécutions, des interdictions, de la répression. C'est au fond une méthode qui porte la marque du servage, du moyen âge. Il y a partout — moins dans les pays avancés et davantage dans les pays arriérés — des couches et des groupes de la bourgeoisie qui préfèrent ces procédés, lesquels, à certains moments spécialement critiques de la lutte des ouvriers contre l'esclavage salarié, rallient *toute* la bourgeoisie sans exception. Le chartisme en Angleterre, les années 1849 et 1871 en France, nous fournissent des exemples de tels moments historiques.

L'autre méthode de lutte utilisée par la bourgeoisie contre le mouvement ouvrier consiste à diviser les ouvriers, à désorganiser leurs rangs, à corrompre certains représentants ou certains groupes du prolétariat afin de les faire passer dans le camp de la bourgeoisie. Ces procédés ne relèvent pas du servage ; ils sont *purement* bourgeois, propres aux temps modernes, conformes aux us et coutumes évolués et civilisés du capitalisme, au régime démocratique.

En effet, le régime démocratique est l'une des formes de la société bourgeoise, sa forme la plus pure et la plus parfaite, où le maximum de liberté, d'ampleur, de clarté de la lutte des classes va de pair avec le maximum de ruse, d'astuce, d'artifices, de pression « idéologique » exercée par la bourgeoisie sur les esclaves salariés en vue de les distraire de la lutte contre l'esclavage salarié.

Etant donné l'énorme retard de la Russie, les méthodes féodales de lutte contre le mouvement ouvrier y prédominent terriblement. Mais, dès l'année 1905, on note un très grand « progrès » quant aux méthodes libérales et démocratiques utilisées pour duper et corrompre les ouvriers. Parmi les méthodes libérales s'inscrivent, par exemple, le développement du nationalisme, l'accentuation des efforts pour rénover et vivifier une religion « pour le peuple » (aussi bien directement que sous la forme indirecte du développement de la philosophie idéaliste, kantienne et machiste), les « succès » des théories bourgeoises d'économie politique (jointes à la théorie de la valeur-travail ou se substituant à elle), etc., etc.

Au nombre des procédés démocratiques utilisés pour donner le change aux ouvriers et les assujettir à l'idéologie bourgeoise, il faut ranger ceux que pratiquent les liquidateurs, les populistes et les cadets. C'est sur eux que nous voulons attirer l'attention du lecteur au cours de cet article, à propos de certains faits d'actualité qui se situent *autour* du mouvement ouvrier.

1. L'ALLIANCE DES LIQUIDATEURS ET DES POPULISTES CONTRE LES OUVRIERS

L'histoire, dit-on, se plaît à l'ironie, elle aime à jouer des tours aux gens. L'homme propose et elle dispose. Cela arrive régulièrement, dans l'histoire, aux hommes, aux groupes, aux tendances qui n'ont pas saisi, qui n'ont pas compris quelle était leur véritable nature, c'est-à-dire *quelles étaient les classes* auxquelles ils se sentaient attirés *dans la réalité* (et non dans leur imagination). Que cette incompréhension soit sincère ou simulée, c'est une question qui peut intéresser le biographe de tel ou tel personnage, mais elle est secondaire, de toute façon, pour un homme politique.

Ce qui est important, c'est la façon dont l'histoire et la politique *démasquent* les groupuscules et les tendances, en révélant, sous leurs belles phrases pseudo-socialistes ou pseudo-marxistes, leur nature bourgeoise. Partout, dans le monde entier, à l'époque des révolutions

démocratiques bourgeoises, des dizaines de groupuscules et de tendances se sont crus « socialistes » et se sont proclamés tels (voyez, par exemple, la liste de certains d'entre eux au chapitre III du *Manifeste Communiste* de Marx et d'Engels [142]). L'histoire les a rapidement démasqués, en quelque 10 ou 20 ans, sinon moins.

La Russie passe justement par une période de ce genre.

Plus de dix ans ont passé depuis que les « économistes », puis leurs héritiers, les « menchéviks », puis les héritiers des menchéviks, les « liquidateurs », ont commencé à se couper du mouvement ouvrier de Russie.

Les menchéviks se sont signalés par leurs protestations véhémentes dénonçant la « collusion » des bolchéviks avec les populistes...

Et voilà que nous nous trouvons maintenant en présence d'une *alliance* nettement définie des liquidateurs et des populistes contre la classe ouvrière et contre les bolchéviks restés fidèles à cette classe.

L'alliance des intellectuels petits-bourgeois, liquidateurs et populistes, contre les ouvriers s'est développée et se développe spontanément. C'est d'abord la « pratique » qui y a poussé — on a bien raison de dire que la pratique précède la théorie (chez ceux surtout qui se laissent guider par une théorie erronée). Quand, à Pétersbourg, les ouvriers eurent « démis de leurs fanchons » les liquidateurs, en mettant ces représentants de l'influence bourgeoise à la porte des directions syndicales et en les chassant des postes responsables dans les conseils des assurances sociales, les liquidateurs se trouvèrent *d'eux-mêmes* alliés aux populistes.

« Dès que, écrivait un sincère et naïf populiste dans le nº 5 de la *Stoïkaïa Mysl*, nous pénétrons dans le local (pour les élections au Conseil des assurances sociales), la position étroitement fractionnelle des pravdistes devient évidente, mais nous ne perdons pas espoir. Nous dressons avec les liquidateurs une liste commune non fractionnelle, où une place nous est réservée parmi les membres titulaires du Conseil et deux parmi les suppléants » (voir le *Pout Pravdy* nº 38 du 16 mars 1914).

Pauvres liquidateurs, quel méchant tour l'histoire leur a joué ! Avec quelle cruauté leur nouvel « ami et allié », le populiste de gauche, a arraché leur masque !

Ils n'ont même pas eu le temps de désavouer leurs propres déclarations et résolutions les plus formelles des années 1903 et autres, où les populistes de gauche étaient traités de démocrates bourgeois.

L'histoire a balayé les belles phrases, dissipé les illusions, mis à nu l'essence de classe de ces groupuscules. Les populistes, aussi bien que les liquidateurs, sont des groupuscules d'intellectuels petits-bourgeois, écartés par le mouvement ouvrier marxiste et désireux de s'y faufiler à nouveau par une manœuvre frauduleuse.

On utilise à cette fin le petit mot de « fractionnisme » — celui-là même que le fameux Akimov, le chef des « économistes », brandissait contre les partisans de l'*Iskra* au deuxième congrès du Parti, en 1903. Ce mot d'Akimov, ce mot d'un opportuniste avéré, est la seule arme qui reste aux liquidateurs et aux populistes. La revue *Sovrémennik*, cette feuille de chou, semble avoir vu le jour tout exprès pour montrer avec plus d'évidence à qui sait lire, à quel point cette arme est émoussée, hors d'usage, rongée par la rouille.

Ce *Sovrémennik* constitue un phénomène sans précédent dans notre monde du journalisme démocratique. A côté des noms de collaborateurs occasionnels (que de gens la nécessité ne pousse-t-elle pas, chez nous, à chercher un salaire dans d'*autres* journaux !), nous trouvons un assemblage *nettement significatif* de noms qui ont pour mission de faire croire à un rassemblement de tendances.

Le libéral Bogoutcharski, les populistes Soukhanov, Rakitnikov, B. Voronov, V. Tchernov et autres, les liquidateurs Dan, Martov, Trotski, Scher (Potressov fut cité dans le n° 66 de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* à côté de Plékhanov, mais il a disparu... on ne sait pourquoi), les machistes Bazarov, Lounatcharski et enfin le héros principal de l'« unité » (avec et sans majuscule) G. Plékhanov : tels sont les noms *significatifs* dont resplendit la liste des collaborateurs du *Sovrémennik*. Et, tout à fait dans la même ligne, l'*essentiel* de la tendance du journal est la propagande (par les populistes) en faveur de l'alliance des populistes et des « marxistes » (ne riez pas !).

Que le lecteur se fasse une idée du genre de cette propagande d'après les articles du leader, Soukhanov. Voici quelques « pensées » ***substantielles*** de ce monsieur :

« ...Les anciens groupements sont de toute façon liquidés. Il n'est plus possible de déterminer le point où cesse le marxisme et où commence le populisme. Dans l'un et dans l'autre camp, il y a populisme et il y a marxisme. Et l'un et l'autre camp n'est ni marxiste, ni « populiste ». Du reste, comment aurait-il pu et pourrait-il en être autrement ? Comment, au XX^e siècle, un collectiviste pourrait-il ne pas penser en marxiste ? Et comment un socialiste russe pourrait-il ne pas être populiste ? »

« ...Il convient de dire, à propos du programme agraire marxiste d'aujourd'hui, exactement ce qui fut dit autrefois du programme populiste : il est marxiste par les méthodes de son argumentation, et populiste par les objectifs pratiques qu'il se propose. Il en appelle à « la logique de l'histoire » et s'efforce de faire passer dans les faits le mot d'ordre : terre et liberté » (n° 7, pp. 75-76).

Cela n'est-il pas suffisant ?

Ce M. Soukhanov se vante publiquement d'être approuvé par Plékhanov. Et Plékhanov ne dit mot !

Mais voyez le raisonnement de M. Soukhanov.

Le nouvel allié de Plékhanov et des liquidateurs a « liquidé » la différence qu'il y a entre le marxisme et le populisme en donnant pour argument que ces deux courants s'efforceraient de donner corps, à en juger par les objectifs pratiques qu'ils se proposent, au mot d'ordre : terre et liberté.

C'est là, entièrement et mot pour mot, une argumentation préconisant l'« *unité* » des ouvriers et de la bourgeoisie. Par exemple, « à en juger par leurs objectifs pratiques », la classe ouvrière et la bourgeoisie libérale « s'efforcent de faire passer dans les faits », pourrait-on dire, le mot d'ordre : Constitution. Le subtil M. Soukhanov doit en conclure que la division en prolétariat et bourgeoisie est « liquidée », qu'il « n'est plus possible de déterminer le point où cesse » la démocratie prolétarienne et où commence la démocratie bourgeoise.

Prenez le texte du programme agraire marxiste. Soukhanov a le comportement de tous les bourgeois libéraux qui s'emparent d'un mot d'ordre « pratique » (« Constitution » !) et déclarent que la différence entre les conceptions socialiste et bourgeoise du monde est du domaine de l'« abstraction théorique» !! Mais nous nous permettons de penser que la portée et le sens des mots d'ordre pratiques ne sont pas sans intérêt pour un ouvrier conscient, comme pour tout homme politique conscient, qu'il n'est pas sans

intérêt pour eux de savoir quelle classe servent ces mots d'ordre et comment.

Ouvrons le programme agraire marxiste (que M. Soukhanov mentionne pour le dénaturer outrageusement) et nous trouvons d'emblée, à côté de points pratiques sur lesquels il y a litige entre les marxistes (par exemple la municipalisation), des points *qui n'admettent aucune contestation* :

« En vue d'éliminer les vestiges du servage qui pèsent lourdement avant tout sur les paysans, et pour favoriser le libre développement de la lutte des classes dans les campagnes »... ainsi débute le programme agraire marxiste. Pour M. Soukhanov, il s'agit d'une négligeable « théorie abstraite » ! Voulons-nous la Constitution pour permettre le libre développement de la lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, ou pour aboutir à une « réconciliation sociale » des ouvriers et des capitalistes ? La question est sans importance et relève de la « théorie abstraite », affirment tous les bourgeois.

Les bourgeois sont fidèles à leurs intérêts de classe lorsqu'ils affirment cela aux ouvriers. M. Soukhanov se comporte en parfait bourgeois *quand il écarte* la question de savoir *dans quel but* il nous faut des réformes agraires : pour le libre développement de la lutte de classe du salarié contre les gros et petits patrons, ou bien pour leur « réconciliation sociale » à l'aide de belles paroles bourgeoises au sujet de l'entreprise agricole « fondée sur le travail » ?

On peut lire un peu plus loin, dans le programme agraire marxiste : les marxistes... « s'opposeront toujours et invariablement à toutes les tentatives ayant pour but de freiner la marche de l'évolution économique ». C'est précisément pour cela, on le sait, que les marxistes stigmatisent toute limitation, même minime, de la liberté de transaction (achat-vente, hypothèque, etc.) sur les terres paysannes comme une mesure *réactionnaire*, extrêmement nuisible aux ouvriers et à toute l'évolution sociale.

Les populistes, du « social-cadet » Péchékhonov aux populistes de gauche de la *Smélaïa Mysl*, sont *pour* telle ou telle restriction à la liberté de transaction. Les populistes sont, sur cette question, des *réactionnaires* hautement pernicieux, disent les marxistes.

M. Soukhanov passe cela sous silence ! Il ne tient pas à rappeler que, pour cette raison, Plékhanov traitait les populistes de « socialistes-réactionnaires ». M. Soukhanov tourne le dos à la « théorie abstraite », en se référant à la « pratique », et il tourne le dos à la « pratique » (la liberté de transaction sur les terres paysannes), en se référant, sans plus de détails, au mot d'ordre : « terre et liberté ».

La conclusion est claire : M. Soukhanov n'est rien d'autre qu'un bourgeois *qui laisse dans l'ombre* la divergence de classe opposant ouvriers et patrons.

Et c'est à ce genre de bourgeois que le programme agraire des marxistes fait allusion quand il déclare :

« ... Dans tous les cas et quelles que soient les modalités des réformes agraires démocratiques... » (notez bien : dans tous les cas et quelles que soient les modalités, c'est-à-dire qu'il y ait municipalisation, partage, ou n'importe quelle autre éventualité)... les marxistes « se posent comme tâche d'œuvrer assidûment à la mise sur pied d'une organisation de classe autonome du prolétariat agricole, d'expliquer à celui-ci l'opposition *inconciliable* qu'il y a entre ses intérêts et ceux de la bourgeoisie paysanne, *de le mettre en garde contre l'illusion du système de la petite exploitation*, qui n'est *jamais* en mesure de supprimer la misère des masses sous le régime de la *production marchande* », etc.

Voilà ce que dit le programme agraire marxiste. Voilà ce que dit le point, qui, précisément, a été emprunté par les menchéviks *au projet des bolchéviks* et adopté au Congrès de Stockholm, *c'est-à-dire* le point qui est le moins discuté, le plus généralement admis parmi les marxistes.

Voilà ce que dit le point le plus important en ce qui concerne la question du populisme, celui qui traite justement du « système de la *petite* exploitation ».

Et M. Soukhanov le passe complètement sous silence ! !

M. Soukhanov a liquidé l'« ancien groupement » des tendances, leur division en marxisme et populisme, *en restant muet* sur les passages clairs et précis du « programme agraire marxiste », qui sont dirigés *contre* le populisme !!

Le doute n'est pas possible : M. Soukhanov est un bavard écervelé, comme il y en a tant dans les salons de notre « société » libérale qui n'entend rien au marxisme et qui « liquide » avec désinvolture les distinctions, relevant d'on

ne sait quel socialisme, qu'on établit entre le marxisme et le populisme.

Or, en fait, aussi bien du point de vue théorique que du point de vue pratique, il y a un abîme entre le marxisme et le populisme. La théorie de Marx est celle du développement du capitalisme et de la lutte de classe des ouvriers salariés contre les patrons. La théorie du populisme est une idéalisation bourgeoise du capitalisme par de belles paroles au sujet de l'« entreprise agricole fondée sur le travail » ; c'est une théorie visant à estomper, obscurcir et freiner la lutte de classe en usant de ces belles paroles, en préconisant des restrictions à la liberté de transaction, etc.

Au cours de l'histoire, la profondeur de l'abîme qui sépare le marxisme du populisme a été révélée en Russie *par la pratique...* non pas des mots d'ordre, bien sûr, — seuls des gens vraiment bornés peuvent prendre des « mots d'ordre » pour la « pratique », — mais celle *de la lutte de masse poursuivie ouvertement par des millions d'hommes* pendant les années 1905-1907. Cette pratique a montré la fusion du marxisme avec le mouvement de la classe ouvrière et la fusion (ou le début de fusion) du populisme avec le mouvement de la paysannerie petite-bourgeoise (union paysanne, élections à la Ire et à la IIe Doumas d'Etat, mouvement paysan, etc.).

Le populisme, c'est la démocratie bourgeoise de Russie.

Cela a été prouvé par l'évolution, pendant un demi-siècle, de ce courant, et par l'action déclarée de millions d'hommes en 1905-1907. Cela a été reconnu maintes fois de la manière la plus catégorique et la plus officielle par les instances supérieures du « bloc » marxiste depuis 1903 jusqu'en 1907 et jusqu'à la conférence de l'été 1913.

Si nous considérons maintenant l'alliance de plume des *chefs* du populisme (Tchernov, Rakitnikov, Soukhanov) et de diverses fractions d'intellectuels social-démocrates, soit qu'elles luttent directement contre l'organisation illégale, c'est-à-dire contre le parti ouvrier (les liquidateurs * Dan, Martov, Tchérévanine), soit qu'elles aident les mêmes liquidateurs appartenant à des *groupuscules sans ouvriers* (Trotski et Scher, Bazarov, Lounatcharski, Plékhanov),

* Voyez avec quel soin M. Voronov défend les liquidateurs dans le *Sovrémennik* !

nous nous trouvons tout bonnement, *en fait*, devant *une alliance des intellectuels bourgeois contre les ouvriers.*

L'unité des ouvriers sur la base de la reconnaissance effective de l'organisation illégale et des décisions précises unifiant et dirigeant leur tactique selon l'ancien esprit (décisions de janvier 1912, de février et de l'été 1913), nous la trouvons dans le pravdisme. C'est un fait que le pravdisme a rassemblé effectivement, du 1er janvier 1912 au 13 mai 1914, 5 674 groupes ouvriers contre 1 421 aux liquidateurs et rien, ou presque rien, aux groupuscules du « Vpériod », de Plékhanov, de Trotski et Scher, etc. (Voir le journal *Rabotchi* n° 1, « De l'histoire de la presse ouvrière en Russie », p. 19, la *Troudovaïa Pravda* n° 2 du 30 mai 1914.) *

C'est un fait que cette unité des ouvriers repose sur la base solide de décisions de principe conséquentes, complètes, formant un tout et portant sur *toutes* les questions qui concernent la vie des ouvriers marxistes. Voilà où est le *bloc*, car les 4/5 ont le droit le plus absolu de s'affirmer, d'agir et de parler au nom du « bloc ».

Quant à l'alliance, dans le *Sovrémennik*, des leaders du populisme et de toutes sortes de groupuscules social-démocrates sans ouvriers (sans tactique définie, sans décisions précises, avec uniquement des hésitations entre le courant et le *bloc* du pravdisme d'une part et les liquidateurs d'autre part), elle s'est faite *spontanément. Pas un seul* des « groupuscules social-démocrates sans ouvriers » n'a pris le parti — alors que la conférence de l'été 1913 s'était prononcée contre l'alliance avec les populistes — de s'affirmer franchement, clairement, publiquement *pour* une pareille alliance. Pas un seul groupuscule — ni les liquidateurs, ni les gens du groupe « Vpériod », ni Plékhanov et Cie, ni Trotski et Cie ! Ils se sont simplement laissé entraîner par le courant, mus qu'ils étaient par leur opposition au pravdisme et poussés par leur désir de le briser ou de l'affaiblir, recherchant d'instinct les uns auprès des autres une aide *contre* les 4/5 des ouvriers, les liquidateurs auprès de Soukhanov et de Tchernov, Soukhanov et Tchernov auprès de Plékhanov, Plékhanov auprès des précédents, Trotski auprès des mêmes, etc. Pas de politique

* Voir le présent tome, pp. 239-242. (*N.R.*)

unique, pas de tactique tant soit peu déterminée, pas de prise de position ouvertement déclarée devant les ouvriers pour défendre leur alliance avec les populistes, rien de semblable dans aucun de tous ces groupuscules.

C'est une alliance sans principes des intellectuels bourgeois contre les ouvriers. Plaignons Plékhanov de se voir en aussi lamentable compagnie, mais regardons la vérité en face. Libre à qui voudra de baptiser « unité » l'alliance de ces groupuscules ; nous estimons pour notre part que c'est là *se détacher* du bloc ouvrier, et les *faits* démontrent la justesse de notre point de vue.

2. COMMENT LES LIBERAUX DEFENDENT L'« UNITE » DES OUVRIERS ET DES LIQUIDATEURS

La venue en Russie du président du Bureau socialiste international Emile Vandervelde a naturellement ranimé les débats sur la question de l'unité. Rassembler des informations à ce propos, sonder le terrain et faire toutes les démarches possibles en faveur de l'unité était le premier objectif de E. Vandervelde. On sait par la presse qu'il a rendu visite aux directions des deux journaux, marxiste et liquidateur, et qu'il a procédé à des échanges de vues avec des représentants de l'un et de l'autre au cours d'un « banquet ».

Dès son retour chez lui, c'est-à-dire à Bruxelles, les deux principaux quotidiens socialistes de langue française, *l'Humanité*[143] de Paris et *le Peuple* de Bruxelles, publièrent, le 21 juin (nouveau calendrier), une interview du président du Bureau socialiste international. A cette occasion, Vandervelde a formulé d'une manière inexacte les divergences qui existent parmi les social-démocrates russes. Les uns, a-t-il dit, « veulent s'organiser légalement et réclament le droit de former des coalitions, les autres veulent obtenir immédiatement la proclamation d'un... « pilier »... et l'expropriation des terres. *Cette* divergence, Vandervelde l'a qualifiée d'« assez puérile ».

Nous ne craignons guère de nous tromper en pensant que les ouvriers conscients de Russie auront un sourire « assez bon enfant » à la lecture de ce jugement. Si « les

uns » « veulent s'organiser légalement », c'est-à-dire sont pour un parti ouvert, légal, il est évident que les autres répliquent, *sur ce point*, non pas en se référant à « un pilier » ou à « des piliers », mais en prenant la défense de l'organisation illégale et en refusant catégoriquement de participer à la « lutte pour un parti légal ». Une telle divergence porte sur l'existence même du Parti, et il n'y a sur ce point aucune « conciliation » possible, n'en déplaise à l'honorable camarade E. Vandervelde. Il est impossible d'enterrer quelque peu l'organisation illégale et de la remplacer quelque peu par un parti légal...

Mais Vandervelde n'a pas seulement cherché à s'informer sur les divergences : il y a sur ce point dans le portefeuille du président et du secrétaire du Bureau socialiste international, une masse de papiers, de rapports et de lettres émanant des représentants de tous les « organismes directeurs » possibles et imaginables, réels et fictifs. Vandervelde s'est évidemment efforcé de profiter de son séjour à Pétersbourg pour recueillir des données *concrètes* concernant le degré d'influence *sur les masses* des différents courants et groupes socialistes (et pseudo-socialistes) de Russie. C'est un homme qui a une grande expérience politique, et il sait évidemment fort bien qu'en politique, d'une façon générale, et dans le mouvement ouvrier en particulier, on ne peut prendre au sérieux que les courants ayant une influence de masse.

A ce propos nous trouvons, dans les deux journaux socialistes de langue française cités plus haut, cette information donnée par Vandervelde : « Les socialistes de Russie possèdent trois quotidiens. Les révolutionnaires » (il s'agit visiblement des populistes de gauche) « ont un tirage de 10 000 à 12 000 exemplaires ; les léninistes, de 35 000 à 40 000 ; les modérés » (il s'agit visiblement des liquidateurs) « d'environ 16 000 ».

E. Vandervelde a commis ici une petite erreur : le journal des populistes de gauche paraît, on le sait, non pas quotidiennement, mais trois fois par semaine. De plus, selon les informations dont nous disposons, le tirage maximum du journal des pravdistes est sous-estimé : il a atteint 48 000 exemplaires. Il eût été souhaitable de rassembler sur cette question importante (pour la connaissance du mouvement

ouvrier) des données précises portant sur tout un mois, par exemple, si c'était impossible pour une année entière.

Mais la différence est grande entre le véritable Européen qu'est Vandervelde, qui n'attache pas d'importance à la « confiance en la parole » ou aux « estimations à vue de nez », que pratiquent les Asiatiques, mais recueille des *faits*, et les moulins à paroles russes, liquidateurs et libéraux-bourgeois, qui jouent les « Européens » ! Dans le journal *Retch*, des représentants officiels des cadets écrivaient, par exemple dans l'article : « E. Vandervelde et les socialistes russes » (n° 152 du 7 (20) juin, juste à la veille de l'interview de Vandervelde publiée à Paris et à Bruxelles) :

« Quand, au cours du repas, l'un des bolchéviks assura Vandervelde qu'il n'y avait personne avec qui réaliser l'union, étant donné que « dans les ateliers, dans la classe ouvrière, cette union est déjà faite autour du seul drapeau pravdiste, hors duquel il ne reste qu'une poignée d'intellectuels », il s'est évidemment laissé aller à une excessive exagération polémique. »

Voilà un exemple des mensonges que les liquidateurs et les libéraux enrobent dans de belles phrases bien polies et bien léchées.

« Une excessive exagération polémique » ! Comme s'il pouvait y avoir une exagération non excessive... Mais les cadets officiels ne se contentent pas d'écrire incorrectement ; ils trompent tout bonnement leurs lecteurs. Si les bolchéviks se livrent à une « exagération polémique », pourquoi alors, messieurs les cadets, quand vous entreprenez de traiter dans la presse cette question que vous avez soulevée, pourquoi ne citez-vous pas des *données* qui ne soient pas exagérées, qui ne contiennent pas de polémique ?

Bien que ne sachant pas le russe, Vandervelde a pu, pendant les trois ou quatre jours qu'il est resté en Russie, recueillir des données *objectives*. Tandis que messieurs les cadets de Pétersbourg, tout comme les liquidateurs de Pétersbourg *, n'ont *pas une seule fois* apporté dans la presse

* La libérale *Kievskaïa Mysl*, à laquelle collabore une masse de liquidateurs, a reproduit l'interview de Vandervelde parue dans *le Peuple*, mais a fait sauter comme par hasard les chiffres des tirages !! (*Kievskaïa Mysl* n° 159.)

les moindres données objectives, et se sont contentés de taxer gratuitement et hypocritement les pravdistes d'« exagération » !

Prenons les données de Vandervelde. Le tirage hebdomadaire respectif des journaux marxiste, liquidateur et populiste, s'y trouve exprimé par les chiffres suivants :

		%	%	
journal marxiste	240 000	64,5	71,4	100%
journal liquidateur	96 000	25,8	28,6	
journal populiste	36 000	9,7		
Total	372 000	100		

Telles sont les données objectives recueillies par le président du Bureau socialiste international. Même en y comprenant les populistes, auxquels ne veulent « s'unir *que* les liquidateurs, les machistes et Plékhanov, qui craignent cependant de le dire ouvertement, nous constatons, à l'avantage des pravdistes, une majorité de près des 2/3. Et si l'on ne compte pas les populistes, la majorité détenue par les pravdistes comparativement aux liquidateurs est de 71,4%, *soit plus des sept dixièmes !*

Mais les journaux ne sont pas lus et soutenus uniquement par les ouvriers. Des données objectives sur les versements, parues dans la presse des marxistes et des liquidateurs, ont montré (pour la période du 1er janvier au 13 mai 1914) que 80% des groupes ouvriers soutiennent les pravdistes, et qu'à Pétersbourg ce pourcentage atteint 86%. Sur les 21 000 roubles recueillis par les pravdistes, plus des 8/10 proviennent des ouvriers, alors que les liquidateurs *ont reçu plus de la moitié de leurs fonds des mains de la bourgeoisie* *. Ce qui prouve d'une manière absolue, irréfutable, que les informations sur le tirage des journaux *sous-estiment* la prédominance des pravdistes, puisque l'organe des liquidateurs *vit aux frais* de la bourgeoisie. Et des données non moins objectives, concernant les élections aux conseils des assurances sociales, indiquent que les pravdistes ont eu 47 délégués sur 57 élus au Conseil pour toute la Russie, c'est-à-dire 82,4%.

* Voir l'article « La classe ouvrière et la presse ouvrière » dans la *Troudovaïa Pravda* du 14 juin (voir le présent tome, pp. 382-391). (*N.R.*)

En taxant publiquement les pravdistes d'« exagération » (et même d'« excessive exagération ») sans apporter aucune donnée objective, ni sur le tirage des journaux, ni sur les groupes ouvriers, ni sur les élections aux conseils des assurances sociales, les cadets mentent effrontément, *et portent aux nues les liquidateurs.*

Il est évident que les intérêts de classe de la bourgeoisie libérale russe la poussent à défendre les liquidateurs, qui ont été unanimement reconnus par les marxistes (décision de 1910) comme « *des agents de l'influence bourgeoise sur le prolétariat* ». Mais si les libéraux affichent, par-dessus le marché, des prétentions à l'« impartialité », leurs mensonges en deviennent particulièrement hypocrites et rebutants.

Les propos des cadets ont une seule et unique signification politique : ils tendent à faire pénétrer, par l'intermédiaire des liquidateurs, l'influence de la bourgeoisie chez les ouvriers.

« Il est hors de doute, continue la *Retch*, que la véritable(!!) intelliguentsia ouvrière, les ouvriers qui ont pris sur eux tout le poids du travail social-démocrate » (!! appréciation des cadets, experts en activité social-démocrate) « pendant les années les plus pénibles, accordent leurs sympathies non pas aux bolchéviks, mais à leurs adversaires (aux liquidateurs, aux menchéviks). Si ces éléments se trouvaient amputés du parti ouvrier russe, le potentiel intellectuel de ce dernier serait à ce point amoindri que les bolchéviks eux-mêmes seraient épouvantés par les conséquences de leur œuvre. »

Ainsi s'expriment les cadets dans un éditorial de la *Retch*.

Et voici, à titre de comparaison, ce qu'écrit le chef idéologique des liquidateurs, Monsieur L. M., dans le n° 3 de *Nacha Zaria* (1914, p. 68) :

« C'est une révolte » (des ouvriers-pravdistes) « contre les Démentiev, les Gvodzev, les Tchirkine, les Romanov, les Boulkine, les Kabtsane, etc., en tant que représentants de toute une couche, assez importante dans les capitales, d'ouvriers marxistes qui ont fait et qui font tous leurs efforts pour « liquider » le stade romantique et puéril du mouvement ouvrier russe. »

Comme vous le voyez, l'identité est parfaite. Les cadets reprennent en leur nom, dans des articles que signe la rédaction de la *Retch*, exactement les couplets de L. M. dans *Nacha Zaria*. L'insuffisance du tirage de *Nacha Zaria*

et de *Nacha Likvidatorskaïa Gazéta est compensée* par les journaux cadets, qui se portent garants devant le public du social-démocratisme des Boulkine, Tchirkine et Cie.

Monsieur L. M. énumère les noms d'une poignée d'ouvriers liquidateurs. Ces noms, nous les répétons de bonne grâce. Tous les ouvriers conscients de Russie reconnaîtront aussitôt des *ouvriers libéraux* connus de longue date pour leur lutte contre l'organisation illégale, c'est-à-dire contre le Parti. Lisez ce qu'écrit Boulkine dans cette même *Nacha Zaria* à côté de L. M., et vous verrez que l'un comme l'autre désavouent l'organisation illégale et en disent du mal, à la grande joie des libéraux.

Consignons donc et tâchons de retenir que les « Démentiev, Gvozdev, Tchirkine, Romanov, Boulkine, Kabtsane » nommés par Monsieur L. M. sont, *comme le prétendent les cadets*, « la véritable intelliguentsia ouvrière ». Effectivement, ce sont d'authentiques ouvriers libéraux ! L'article de Boulkine le prouve. Nous le recommandons instamment à l'attention des ouvriers conscients qui n'ont pas encore eu l'occasion d'entendre personnellement ces prolétaires libéraux.

Le journal libéral *Retch* veut nous faire peur avec la perspective de voir « amputer du parti ouvrier » ces social-démocrates (à en croire ce journal), ces social-démocrates qu'il couvre de louanges.

Mais nous ne ferons que sourire de cet avertissement, car chacun sait que ladite poignée d'hommes s'est elle-même amputée du Parti en allant rejoindre les libéraux-liquidateurs, et que cette « amputation » fut le gage et le fondement de la formation d'un parti réellement *ouvrier* (et non pas libéral-ouvrier).

La *Retch* fait l'éloge, dans ce même éditorial, du « *courage civique attesté par les propos sereins, parfois lénifiants* », des liquidateurs et des ouvriers libéraux. Comment la *Retch* et les libéraux ne les loueraient-ils point ! Les libéraux de Russie ne sont pas en mesure, surtout depuis 1905, d'influencer directement les ouvriers. Comment pourraient-ils ne pas apprécier les liquidateurs qui, sous un masque social-démocrate, font ce même travail libéral « lénifiant » et exercent cette même « influence bourgeoise sur le prolétariat » (voir la décision de 1910 !).

« Les points de divergence qui existent entre elles » (les fractions social-démocrates) « ne disparaîtront pas de sitôt, écrit la *Retch*, mais elles doivent, tout en gardant leur propre physionomie, s'unir et ne pas introduire leurs discordes dans la masse ouvrière qui vient juste de s'éveiller à une vie politique consciente. La scission parmi les ouvriers procure une grande joie à la réaction. A elle seule, cette raison doit inciter les honnêtes gens des deux fractions à s'efforcer sincèrement et sérieusement de réaliser l'union. »

Voilà ce qu'écrit la *Retch*.

Nous sommes très heureux de *ne pas* appartenir à la société libérale des « honnêtes » gens ni au nombre de ceux que cette société tient pour tels. Ce serait pour nous un *déshonneur*. Ils faut être bien naïf ou bien sot, nous en sommes convaincus, pour croire à l'« impartialité » des bourgeois libéraux, surtout quand il s'agit du mouvement de libération de la classe ouvrière, c'est-à-dire du mouvement qu'elle dirige contre la bourgeoisie.

Les cadets se trompent quand ils croient les ouvriers russes aussi naïfs que des enfants, quand ils les supposent capables de croire à l'« impartialité » des appréciations de la bourgeoisie libérale sur l'« honnêteté ». Les bourgeois libéraux tiennent pour « honnêtes » les liquidateurs et leurs défenseurs *parce que et seulement parce que* le courant liquidateur rend service politiquement à la bourgeoisie en exerçant sur le prolétariat une influence bourgeoise.

Les marxistes unis de Russie ont affirmé nettement et ouvertement, devant tous les ouvriers de Russie, en prenant pleinement leurs responsabilités, qu'un groupe déterminé de liquidateurs, le groupe de *Nacha Zaria* et du *Loutch*, etc., étaient *hors du Parti*. Cela fut déclaré en janvier 1912. Depuis, au cours de deux ans et demi, 5 674 groupes ouvriers (contre 1 421 aux liquidateurs et à tous leurs défenseurs), soit les 4/5 des ouvriers conscients de Russie, se sont rangés aux côtés du « pravdisme », c'est-à-dire qu'ils *ont approuvé* la décision de janvier. Les liquidateurs se sont pratiquement comportés de telle sorte que les ouvriers *se sont séparés* d'eux. La vie et l'expérience de l'immense majorité des ouvriers ont sanctionné notre décision.

Les libéraux préconisent l'« unité » (des ouvriers et des liquidateurs) dans un but *de classe intéressé*. Ce n'est qu'en se séparant des liquidateurs que le parti ouvrier a pu

sortir *à son honneur* — nous ne comprenons pas ce mot de la même façon, messieurs de la *Retch* ! — de la période des années difficiles. Voir les liquidateurs sortir du Parti ouvrier a causé non du « plaisir », mais du *chagrin* à la réaction, car les liquidateurs empêchaient de reconnaître les formes anciennes, l'ancienne « hiérarchie », les anciennes décisions, etc., tout en se montrant eux-mêmes, pendant deux ans et demi, absolument incapables de fonder une organisation quelconque. Le bloc «d'Août» (1912) des liquidateurs et de leurs amis s'est désagrégé.

C'est seulement *malgré* les liquidateurs, c'est seulement *sans* eux et *contre* eux que les ouvriers ont mené et ont pu mener cette brillante campagne du mouvement gréviste, des élections aux conseils des assurances sociales, de la création de journaux, campagne qui a abouti à cette majorité actuelle des 4/5 détenue par les adversaires du courant liquidateur.

En parlant de « scission », les libéraux veulent dire que les adversaires de l'organisation illégale, qu'une poignée d'intellectuels liquidateurs ont été bannis des organisations ouvrières. Quand ils parlent d'« unité », les libéraux entendent le *maintien de l'influence* des liquidateurs sur les ouvriers.

Nous voyons les choses autrement : nous appelons « unité » le rassemblement des 4/5 des ouvriers autour de l'ancien drapeau ; et scission, le refus du groupuscule liquidateur de reconnaître la volonté de la majorité des ouvriers et de s'y soumettre, le sabotage par lui de cette volonté. Convaincus par l'expérience qu'en deux ans et demi le pravdisme a rassemblé autour de lui les 4/5 des ouvriers, nous estimons nécessaire de continuer, de réaliser une unité encore plus complète, de passer des 4/5 aux 9/10, et puis aux 10/10 des ouvriers, *en suivant le même chemin*.

Les deux jugements opposés, portés sur les liquidateurs, le nôtre et celui des libéraux, découlent de la différence entre la position et les points de vue du prolétariat et ceux de la bourgeoisie.

Comment s'explique la position de Plékhanov ? Il avait si résolument rompu en 1908 avec les liquidateurs et si fermement défendu dans la presse, pendant quelque temps, les décisions du Parti contre les liquidateurs, que certains

espéraient le voir définitivement libéré de ses hésitations. Aujourd'hui que les 4/5 des ouvriers se sont rassemblés autour du pravdisme, Plékhanov retombe dans ses hésitations. On ne peut expliquer sa « position », qui concorde au fond *exactement*, en ce moment, avec celle du journal libéral *Retch*, que par ses hésitations personnelles, par cette maladie qui le tient depuis 1903.

Comme la *Retch*, Plékhanov appelle aujourd'hui « unité » le maintien de l'influence des liquidateurs sur les ouvriers en dépit de la volonté de ceux-ci, en dépit des décisions du Parti, en dépit du sabotage de ces décisions par les liquidateurs. Hier, il comparait M. Potressov à Judas et déclarait très justement que *sans* Judas les apôtres étaient plus forts qu'*avec* lui. Aujourd'hui que les *faits* ont montré définitivement que les liquidateurs sont complètement solidaires de Potressov et crachent sur les décisions du Parti, Plékhanov se rallie aux liquidateurs et conseille aux pravdistes de ne pas leur parler le « langage des vainqueurs » !!! Autrement dit, pour s'exprimer plus nettement et plus clairement, la majorité des ouvriers *ne* doit *pas* exiger la reconnaissance de leur volonté et le respect de leurs décisions par une minorité à la remorque de ceux qui violent délibérément les décisions du Parti !!!

Les ouvriers conscients devront reconnaître, avec un sentiment de tristesse, que Plékhanov est de nouveau la proie de cette maladie politique de flottements et d'hésitations qui a débuté il y a dix ans, — et ils passeront outre

---

Il y a d'ailleurs aux hésitations de Plékhanov une autre explication, que nous mettons au second plan parce qu'elle est beaucoup moins à son honneur. Entre les *courants* en lutte : celui des liquidateurs (qui puise sa force sociale dans la sympathie que lui manifeste la bourgeoisie libérale) et celui des « pravdistes » (qui puise sa force dans la conscience et la cohésion de la majorité des ouvriers de Russie qui sortent des ténèbres et s'éveillent à la lumière), apparaissent inévitablement des groupuscules d'intellectuels hésitants. Ils n'ont pas derrière eux de force sociale, ils ne peuvent avoir une influence de masse sur les ouvriers ; politiquement, ils se réduisent à zéro. A la place d'une ligne

ferme et claire, qui séduirait les ouvriers et que sanctionnerait l'expérience de la vie, on voit régner dans ces groupuscules *une diplomatie de coterie*. L'absence de liaison avec les masses, l'absence de racines historiques dans les courants de masse de la social-démocratie russe (la social-démocratie a pris un caractère de masse en Russie depuis les grèves de 1895), l'absence d'une ligne conséquente, homogène, claire, définie de bout en bout et vérifiée par une expérience de nombreuses années, c'est-à-dire l'absence de réponses aux questions de tactique, d'organisation, de programme : tel est le terrain sur lequel se développe la diplomatie de coterie, tels sont ses symptômes.

Le journal de Plékhanov *Edinstvo*, considéré en tant qu'équipe politique, présente tous ces symptômes (de même que la *Borba* de Trotski : à ce propos, que les lecteurs réfléchissent un peu aux *motifs* de la désunion de ces prétendus « unificateurs », la *Borba* et l'*Edinstvo*...). Le député Bourïanov, comme tout député relativement ancien parmi les hommes politiques russes qui, eux, ne font pas long feu, fut longtemps liquidateur. Maintenant il « oscille » vers Plékhanov. Il ne sait pas lui-même si cette oscillation est faite pour durer et vers quoi elle tend exactement. Mais, pour la diplomatie de coterie, il n'y a évidemment pas de meilleure chance qu'un député qui « oscille » ainsi, qui rêve d'une « unité » entre le groupe des Six qui veulent aider les liquidateurs du parti à *faire échec* à la volonté de la majorité des ouvriers, et le groupe des Six qui désirent suivre cette volonté.

Imaginez l'« unité » de ces deux groupes de Six réalisée *indépendamment* de la volonté exprimée par la majorité des ouvriers. C'est une idée monstrueuse, répliquerez-vous, car les députés doivent accomplir la volonté de la majorité ! Mais, précisément, ce qui est monstrueux pour le prolétariat, les *libéraux* le nomment vertu, bienfait, utilité, honnêteté, probablement même sainteté (Strouvé prouvera sans doute demain, dans la *Rousskaïa Mysl*, avec l'aide de Berdiaïev, d'Izgoïev, de Mérejkovski et C^ie^, que les « léninistes » sont des « schismatiques » qui vivent dans le péché, tandis que les liquidateurs et Plékhanov qui les défend aujourd'hui contre les ouvriers « victorieux », accomplissent saintement la volonté de Dieu).

Placez-vous un instant à ce point de vue (libéral, en fait) de l'« unité » des deux groupes de Six de la Douma, réalisée *indépendamment* de la majorité des ouvriers. Et vous comprendrez tout de suite, de ce point de vue, l'intérêt de coterie qu'ont Bourianov et le groupuscule des publicistes de l'*Edinstvo* à *jouer* sur les divergences des deux groupes, à tirer avantage de leurs dissentiments pour tenir le rôle éternel de... « conciliateur » !

D'un côté, peut dire un tel conciliateur, Bourianov, Trotski, Plékhanov, Scher, Tchernov, Soukhanov ou un autre, d'un côté donc les six liquidateurs ont tort, car ils liquident les décisions du Parti. D'un autre côté, les six pravdistes ont tort, car ils parlent à leurs collègues sur « un ton de vainqueurs » déplacé, inconvenant, coupable, au nom d'une prétendue majorité. Il se peut même qu'un pareil « conciliateur » qualifie son attitude éclectique et intrigante de « dialectique » et prétende au titre d'« unificateur »... Cela s'est déjà vu dans notre Parti: rappelez-vous le rôle des bundistes et de Tychko aux congrès de Stockholm et de Londres et, d'une façon générale, au cours de la période 1906-1911 !

Il y a eu de ces périodes heureuses pour les diplomates de coterie, de ces moments malheureux pour le parti ouvrier, quand la cohésion des ouvriers conscients en lutte contre les agents de l'influence bourgeoise, les « économistes » et les « menchéviks », n'était pas encore assez solide.

Ces périodes sont en passe de disparaître. La *Retch* de messieurs les cadets *déplore* « que des divergences se faisaient jour parmi la masse ouvrière ». C'est un point de vue de seigneur libéral. Nous, c'est *avec plaisir* que nous accueillons « les divergences qui se font jour parmi la masse ouvrière », car c'est précisément cette masse, et elle seule, *qui fera le tri* entre les « divergences » et les dissensions fondamentales, qui fera *elle-même* le point en ce qui concerne les divergences, qui élaborera *sa propre* opinion, qui résoudra la question de savoir non pas « avec qui aller, mais où aller »*, c'est-à-dire la question de sa propre ligne,

* Comme l'ont si bien dit les ouvriers de Moscou (voir le n° 6 du *Rabotchi* du 29 mai 1914), qui ont immédiatement décelé toute l'hypocrisie de l'*Edinstvo* de Plékhanov.

clairement définie, mûrement pesée et vérifiée par ses propres soins.

Cette époque est arrivée ; nous nous y engageons de plus en plus. La masse des ouvriers pravdistes discerne *dès à présent* les « divergences »; elle s'est déjà orientée parmi les dissensions, elle a déjà défini elle-même sa propre ligne. Les données sur les groupes ouvriers *après* deux années de lutte ouverte (1912-1913) le prouvent *effectivement*.

La diplomatie de coterie touche à son terme*.

3. POURQUOI LES ORGANISATIONS OUVRIERES ONT-ELLES STIGMATISE PUBLIQUEMENT LES LIQUIDATEURS COMME DES CALOMNIATEURS

Le n° 92 du *Pout Pravdy* du 21 mai 1914, a publié une résolution *des représentants de dix syndicats de Moscou*. Cette résolution condamne de la façon la plus nette et la plus catégorique comme un « crime » le départ désorganisateur de Malinovski ; elle exprime ensuite sa pleine confiance dans la fraction ouvrière social-démocrate russe de la Douma d'Etat (« suivez fermement votre route, la classe ouvrière est avec vous! »), et stigmatise enfin publiquement les liquidateurs de *Nacha Rabotchaïa Gazéta* comme des gens « *qui lancent dans le dos du député partant de sales calomnies* » ; le procédé de ces gens est mis sur le même plan que « la propagation par la presse de droite de rumeurs diffamatoires visant à jeter la confusion dans les rangs des ouvriers ».

« Le devoir sacré de tous ceux à qui la cause ouvrière est chère, écrivent dans leur résolution les représentants de dix syndicats de Moscou, est de s'unir et d'infliger une riposte unanime aux calomniateurs. » « En réponse, la classe ouvrière resserrera ses rangs autour de ses représen-

* La participation des *leaders* de divers groupes, des liquidateurs (Dan et Martov), de Plékhanov, de Trotski, de Lounatcharski, à l'alliance avec les populistes (le *Sovrémennik*) est également un exemple de la diplomatie de coterie, car *personne* n'a osé dire à l'avance, clairement et nettement, aux ouvriers : j'entre dans cette alliance pour telle raison et dans telle intention. Fruit de la diplomatie de coterie, le *Sovrémennik* est une entreprise mort-née.

tants » (c'est-à-dire la fraction ouvrière social-démocrate de Russie) « et se *détournera des calomniateurs avec mépris.* »

Inutile de donner le texte des nombreuses autres résolutions ouvrières d'un contenu similaire, de rappeler l'opinion du journal ouvrier letton*, etc. Nous nous répéterions.

Voyons ce qui s'est passé.

Pourquoi les ouvriers conscients de Russie, en la personne des représentants de dix syndicats de Moscou et de beaucoup d'autres, ont-ils traité publiquement les liquidateurs de *Nacha Rabotchaïa Gazéta* de vils calomniateurs et invité la classe ouvrière à se détourner d'eux avec mépris ?

Qu'a donc fait *Nacha Rabotchaïa Gazéta* ?

Elle a propagé des rumeurs anonymes et de louches allusions au sujet de prétendues provocations de Malinovski.

On n'a cité le nom d'aucun accusateur. On n'a pas apporté le moindre fait précis. Il n'a pas été produit la moindre preuve nettement formulée, étayée ne serait-ce que par des pseudonymes de clandestinité, des exemples de délation à la police, des dates.

Rien que d'obscures rumeurs, rien que le grossissement démesuré du « comportement énigmatique » qu'a eu le départ de Malinovski de la Douma. Mais c'est précisément pour ce comportement, pour cette fuite clandestine, que les ouvriers organisés, les membres du parti ouvrier, ont durement condamné Malinovski.

Les ouvriers marxistes organisés ont immédiatement réuni tous leurs organismes directeurs locaux, syndicaux, de la Douma, de la Russie, et ont dit franchement, ouvertement, publiquement, au prolétariat et au monde entier : Malinovski ne nous a pas expliqué son départ et ne nous en a pas prévenus. Ce comportement énigmatique, cet acte

* « Nous estimons inutile de nous arrêter aux bruits répandus dans la presse et aux calomnies pures et simples visant Malinovski, ainsi que la fraction dans son ensemble et l'orientation qu'elle suit sans faiblesse, parce que ces bruits *sont toujours lancés avec des intentions malhonnêtes* et sont toujours dénués de tout fondement. » (*Troudovaïa Pravda* n° 1, 23 mai 1914.)

d'indiscipline sans précédent est fait d'un déserteur ; or, nous sommes engagés dans une lutte de classe grave, difficile, lourde de responsabilités. Nous avons jugé le déserteur, nous l'avons condamné et nous le condamnons sans ménagement. Un point, c'est tout. L'affaire est classée.

« Un homme, ce n'est rien. La classe ouvrière, c'est tout. Défendez fermement vos positions. Nous sommes avec vous. » (Télégramme adressé par quarante employés de commerce de Moscou à la fraction ouvrière social-démocrate de Russie. Voir le n° 86 du *Pout Pravdy* du 14 mai 1914.)

L'affaire est classée. Les ouvriers organisés l'ont menée jusqu'au bout *d'une manière cohérente* ; ils ont serré les rangs pour continuer l'action. Au travail !

Mais les cercles d'intellectuels n'ont pas la même attitude. Ce « comportement énigmatique » ne provoque pas, chez eux, une prise de position *organisée* (*pas un seul* organisme de direction des liquidateurs ou de leurs amis n'a porté un *jugement* public, direct, *exhaustif, sur le fond même de l'affaire* !!!), mais des propos *médisants*. Ah ! ah ! un « comportement énigmatique » ? Voilà qui intrigue les commères de la gent intellectuelle.

Les calomniateurs n'ont aucun fait à citer. Les commères du cercle de Martov *ne sont pas capables d'une action organisée* : convoquer tel ou tel collège, rassembler des informations ayant un intérêt ou une portée politique, contrôler, analyser, réfléchir ensemble, prendre une décision en bonne et due forme, engageant leur responsabilité et ayant une valeur d'indication pour le prolétariat. Les commères en sont bien incapables.

Mais bavarder et multiplier les cancans, aller chez Martov (ou chez d'autres vils calomniateurs du même acabit) ou s'en venir de chez lui et ranimer de louches rumeurs, accueillir et colporter des allusions, là, nos commères intellectuelles sont à leur affaire ! Quiconque a vu, ne serait-ce qu'une fois dans sa vie, ce milieu de commères intellectuelles avec leurs ragots, conservera certainement toute sa vie (à moins d'être lui-même une commère) de la répulsion pour ces êtres abjects.

A chacun sa manière. A chaque couche sociale sa « façon de vivre », ses habitudes, ses penchants. Chaque insecte

est doté d'une arme : certains combattent en sécrétant un liquide fétide.

Les ouvriers marxistes organisés ont agi d'une façon organisée. Ils ont réglé d'une façon organisée l'affaire du départ de leur ancien collègue indiscipliné, et ils ont poursuivi d'une façon organisée le travail et la lutte. Les commères intellectuelles du clan des liquidateurs ne pouvaient aller et ne sont pas allées plus loin que leurs vils cancans et leurs calomnies.

Dès les premiers articles de *Nacha Rabotchaïa Gazéta*, les ouvriers marxistes organisés ont reconnu ces commères et les ont jugées d'emblée comme il convenait de le faire : « vile calomnie », «se détourner avec mépris ». Pas l'ombre de crédit aux « bruits » répandus par Martov et Dan ; la ferme volonté de ne pas leur prêter attention, de ne pas leur attribuer d'importance.

Au fait. Les résolutions des ouvriers indignés de l'attitude des liquidateurs parlent des liquidateurs en général. A mon avis, il aurait été beaucoup plus juste de parler de Messieurs Martov et Dan, comme ce fut le cas dans le télégramme de Lénine [144] et dans certains articles et résolutions. Nous n'avons pas de raison de condamner *tous* les liquidateurs en général et de les stigmatiser publiquement comme de vils calomniateurs ; mais Martov et Dan, eux, ont montré à maintes reprises depuis dix ans, à commencer par leur tentative de faire échec à la volonté du deuxième congrès (1903) du Parti, que leur « manière » de combattre était basée sur les insinuations et les basses calomnies. Ces deux individus ont vainement voulu prétexter que quelqu'un dénonçait les véritables rédacteurs de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*. Il n'a nulle part été dit le moindre mot ni sur la rédaction de cet organe, ni sur ses rédacteurs réels.

Mais ces calomniateurs que le parti ouvrier a appris à connaître depuis dix ans, il fallait les appeler par leur nom, et c'est ce qui a été fait.

Ils ont essayé de désorienter les gens sans expérience ou totalement incapables de réfléchir par leur demande « plausible » d'un jugement « non officiel » ; nous ne savons, allèguent-ils, rien de très précis, nous n'accusons personne, les bruits sont « insuffisants » pour formuler une

accusation, ils ne permettent que d'ouvrir une « enquête » !

Mais c'est justement là que se trouve, juridiquement parlant, le « corps du délit » de basse calomnie : des gens répandent dans la presse des rumeurs suspectes, anonymes, sans être en mesure d'offrir la moindre garantie émanant d'aucun citoyen honnête, ni d'aucun organisme démocratique responsable de quelque consistance, *quant au sérieux* de ces rumeurs !

Toute la question est là.

Martov et Dan sont des calomniateurs connus de longue date et maintes fois démasqués. Le fait a été évoqué des dizaines de fois dans la presse étrangère. Quand Martov écrivit, avec le concours de Dan qui partage ses responsabilités, la brochure particulièrement diffamatrice : *Sauveurs ou démolisseurs*, *même* le délicat et prudent Kautsky, fort enclin ces derniers temps à faire des « concessions » aux liquidateurs, la qualifia de « *répugnante* ».

Le fait est là. La presse étrangère en a parlé, il y a déjà longtemps.

Et, après cela, Martov et Dan voudraient que, sur *leur* initiative, à la suite de *leur* intervention diffamatrice, nous consentions à ouvrir une enquête *avec la participation* des groupes qui les couvrent !!!

C'est le comble de l'impudence et de l'ineptie.

Nous n'ajoutons pas foi au moindre mot de Dan et de Martov. *Jamais nous n'accepterons* de faire aucune « enquête » sur des rumeurs suspectes *avec la participation* des liquidateurs et des groupuscules qui les aident. Car ce serait *couvrir* le crime de Martov et de Dan, alors que nous nous proposons de l'étaler au grand jour devant la classe ouvrière.

Quand Martov et Dan, et ceux qui les couvrent, les bundistes, Tchkhéidzé et Cie, les gens du « bloc d'Août », etc., nous convient directement ou indirectement à nous joindre à eux pour une « enquête », nous leur répondons : nous n'avons pas confiance en Martov et en Dan. Nous ne les considérons pas comme des citoyens honnêtes. Nous les traiterons comme de vils calomniateurs, et pas autrement.

Que ceux qui les couvrent, ou que les intellectuels aux nerfs fragiles qui ajoutent foi aux « bruits » répandus par ces messieurs, poussent des oh ! et des ah ! à la pensée de

la justice bourgeoise. Ce n'est pas ce qui nous intimidera. Contre les maîtres-chanteurs, nous serons *toujours et sans réticence* pour la légalité bourgeoise de la justice bourgeoise.

Quand un individu vous dit : donnez-moi 100 roubles, sinon je raconterai à tout le monde que vous trompez votre femme et que vous vivez avec NN, c'est un chantage de droit commun. Nous sommes en ce cas pour la justice bourgeoise.

Quand un individu vous dit : faites-moi des concessions politiques, considérez-moi comme camarade ayant les mêmes droits que les autres au sein du bloc marxiste, sinon je répandrai partout des rumeurs sur la provocation de Malinovski, c'est un chantage politique.

Nous sommes en ce cas pour la justice bourgeoise.

Et les ouvriers ont pris *d'eux-mêmes* cette position quand, après les premiers articles de Dan et de Martov, ils ne leur ont pas fait crédit et ne se sont pas demandé : se pourrait-il après tout que ces « bruits » soient véridiques, puisque Martov et Dan en font état ? — Non, les ouvriers ont compris *tout de suite* de quoi il retournait et ont proclamé : « La classe ouvrière se détournera de cette vile calomnie. »

Ou bien vous portez une accusation directe sous votre signature, afin que la justice bourgeoise puisse vous confondre et vous punir (il n'est point d'autres moyens de lutter contre le chantage), ou bien vous gardez la marque d'infamie dont vous ont publiquement gratifiés les représentants de dix syndicats en vous traitant de calomniateurs. Choisissez, MM. Martov et Dan !

Notre organisme directeur a enquêté sur ces bruits et les a déclarés absurdes. Les ouvriers de Russie accordent leur confiance à cet organisme, qui démasquera *jusqu'au bout* ceux qui répandent ces calomnies. Que Martov ne pense pas pouvoir, quant à *lui*, rester dans l'ombre.

Mais les groupuscules politiques qui défendent les liquidateurs ou qui ont pour eux tant soit peu de sympathie n'accordent pas leur confiance à notre organisme directeur? Non, bien sûr ! Nous n'avons pas besoin de leur confiance, et nous ne ferons pas *la moindre* démarche impliquant la moindre confiance à leur égard.

Nous disons : messieurs les membres des groupuscules qui *font confiance* à Martov et à Dan et qui veulent s'« unir »

à eux, vous tous, gens du « bloc d'Août », trotskistes, gens du groupe « Vpériod », bundistes, etc., etc., de grâce, montrez-vous, manifestez-vous ! De deux choses l'une, messieurs :

Si vous voulez vous-mêmes vous « unir » avec Martov et Dan, et que vous appeliez les ouvriers à le faire, c'est que vous avez (ce qui nous manque) un minimum de confiance en eux, les chefs notoires de la tendance politique et idéologique des liquidateurs. Et puisque vous avez cette confiance, puisque vous admettez, reconnaissez et préconisez l'« union » avec eux, passez donc *aux actes*, ne vous payez pas de *mots* !

Ou bien vous exigerez de Dan et de Martov (vous leur faites confiance et ils vous font confiance) qu'ils vous indiquent la source de ces « rumeurs », vous les examinerez vous-mêmes et déclarerez publiquement à la classe ouvrière : nous garantissons que ce ne sont pas de stupides racontars de commères, ni des insinuations haineuses de liquidateurs exaspérés ; ce sont des preuves *solides* et *sérieuses*. Si vous agissiez de la sorte et s'il était prouvé que, dès l'apparition des bruits, les organismes directeurs des liquidateurs, du groupe de Plékhanov, etc., les ont contrôlés et ont immédiatement informé l'organisme directeur pravdiste, nous répondrions : nous sommes convaincus que vous vous trompez, messieurs, et nous vous le prouverons, mais nous reconnaissons que vous avez agi en démocrates honnêtes.

Ou bien vous vous dissimulerez, messieurs les chefs des « courants » et des groupuscules qui appellent les ouvriers à s'unir avec les liquidateurs, — vous vous dissimulerez derrière le dos de Dan et de Martov, vous les laisserez calomnier à leur guise sans exiger qu'ils indiquent leurs sources, sans prendre la peine (*et la responsabilité politique*) de contrôler si ces bruits sont fondés.

Alors nous déclarerons ouvertement aux ouvriers : camarades, ne voyez-vous donc pas que tous ces chefs de groupuscules sont les *acolytes* et les *complices* des vils calomniateurs ?

Nous verrons ce que décideront les ouvriers.

Prenons, pour fixer les idées, un exemple concret. Quand l'organisme directeur reconnu comme tel par les

4/5 des ouvriers conscients de Russie eut déclaré qu'il avait enquêté sur les bruits et qu'il était absolument convaincu de leur totale absurdité (pour ne pas dire plus), *deux* groupes sont intervenus dans la presse : 1) celui de Tchkhéidzé, Tchkhenkéli, Skobélev, Khaoustov, Touliakov, Mankov et Jagiello ; 2) celui du « bloc d'Août », c'est-à-dire l'organisme directeur des liquidateurs.

Qu'ont-ils dit ?

Uniquement qu'ils *n'avaient pas participé* à l'enquête menée par l'organisme directeur pravdiste !! Uniquement cela !

Examinons la chose.

Imaginons, d'abord, qu'à la place du groupe Tchkhéidzé et Cie, nous ayons devant nous des démocrates honnêtes. Ces gens ont élu Malinovski vice-président de *leur* fraction à la Douma. Et tout à coup, dans la presse, dans l'organe dont ils portent la responsabilité politique, le bruit court que Malinovski serait un agent provocateur !

Est-il possible qu'il y ait deux avis sur ce que doit être, en pareil cas, le devoir le plus élémentaire, le plus évident, de tout démocrate honnête ?

Ces gens devaient constituer immédiatement un jury avec des personnes de leur entourage ou tous autres individus de leur choix, ouvrir immédiatement une enquête pour savoir d'où venaient les bruits, qui les avait répandus et quand, contrôler la *bonne foi* et le bien-fondé de ces bruits et dire publiquement, franchement, honnêtement, à la classe ouvrière : camarades, nous avons fait notre travail, *nous avons enquêté*, nous vous garantissons qu'il s'agit là d'une affaire grave.

C'est ainsi qu'auraient agi des démocrates honnêtes. Se taire, ne pas faire d'enquête et continuer d'assumer la responsabilité de l'organe de presse qui répand ces bruits suspects, c'est le comble de la lâcheté et de la bassesse, c'est indigne d'honnêtes citoyens.

Imaginons maintenant qu'à la place de Tchkhéidzé et Cie nous ayons affaire à des acolytes et des complices de cette vile calomnie, qui *ou bien ont entendu eux-mêmes* ces bruits suspects de la bouche de Martov ou de ses amis, mais n'ont jamais eu l'idée de les prendre au sérieux (car qui, en effet, parmi les gens qui sont en rapport avec les activités

socialdémocrates, n'a pas entendu des dizaines de fois des « bruits » stupides, manifestement absurdes, auxquels il serait ridicule de prêter attention ?), ou bien n'ont rien entendu mais, connaissant bien la « manière » de Dan et de Martov, préfèrent « ne pas se mêler d'une affaire difficile et délicate » [145], parce qu'ils craignent de se salir et de se compromettre pour le restant de leurs jours en exprimant ouvertement leur confiance quant au bien-fondé des bruits répandus dans la presse par Martov et par Dan, et parce qu'ils veulent, en même temps, couvrir *secrètement* ces deux hommes.

Des gens agissant conformément à notre seconde hypothèse *se seraient comportés très exactement comme l'ont fait Tchkhéidzé et Cie*.

Ce que nous venons de dire s'applique intégralement, aussi, aux hommes du « bloc d'Août ».

Que les ouvriers optent eux-mêmes pour l'une de nos deux hypothèses, qu'ils examinent et jugent eux-mêmes l'attitude de Tchkhéidzé et Cie.

Examinons également l'attitude de Plékhanov. Dans le n° 2 de l'*Edinstvo*, il qualifie les articles des liquidateurs sur Malinovski de « révoltants » et de « répugnants », mais il ajoute en même temps ce reproche manifeste à l'adresse des pravdistes : voilà les fruits de *votre* scission : « Débander l'arc ne guérit pas la plaie ! »

Que signifie ce comportement de Plékhanov ?

Si Plékhanov, bien que Dan et Martov affirment expressément considérer ces bruits comme sérieux et de bonne foi (autrement, ils ne réclameraient pas une enquête), qualifie néanmoins les articles des liquidateurs de révoltants et de répugnants, c'est qu'il n'a pas la moindre confiance en Dan et en Martov !!! C'est qu'il les considère *aussi* comme de vils calomniateurs !!

Sinon, pourquoi donc, pour quelle raison valable, qualifierait-il publiquement de « répugnants » les articles de gens qui désirent (disent-ils) rendre service à la démocratie et au prolétariat en dénonçant un mal très grave et redoutable, une provocation ??

Mais si Plékhanov ne croit pas un mot de ce que disent Martov et Dan, s'il les considère comme de vils calomniateurs, comment peut-il donc nous faire grief, *à nous* les

pravdistes, des méthodes de lutte utilisées par les liquidateurs exclus du Parti ? *Comment* peut-il écrire : « Débander l'arc ne guérit pas la plaie. » Car cela veut dire qu'il *justifie* Dan et Martov par la « *scission* » !!.

C'est monstrueux, mais c'est ainsi.

Plékhanov *disculpe* de vils calomniateurs auxquels il n'accorde pas lui-même la moindre confiance, en prétendant que les pravdistes ont eu tort de les exclure du Parti.

Il pratique donc une défense « diplomatique » (comme le lui a déjà dit publiquement un « groupe de marxistes », qui était sur le point de le croire mais qui eut tôt fait de perdre ses illusions), diplomatique, c'est-à-dire une défense de maîtres-chanteurs dictée par la diplomatie de coterie et qui équivaut objectivement à un encouragement à persévérer dans leurs hauts faits.

Si nous sommes parvenus d'emblée, doivent penser Martov et Dan, à ce que l'«antiliquidateur » Plékhanov, qui ne nous croit pas, *accuse*, ne serait-ce qu'indirectement, ne serait-ce que partiellement, les pravdistes de nous avoir acculés par la « scission » à un combat aussi désespéré, c'est que. . . c'est que, allez de l'avant ! continuez dans le même sentiment ! Plékhanov nous *donne à espérer* que nous *aurons des concessions* pour prix de notre chantage !!*

La diplomatie de coterie de Plékhanov a été aussitôt percée à jour par les ouvriers. La réaction des Moscovites au n° 1 de l'*Edinstvo* l'a bien montré, ainsi que la réponse de ce « groupe de marxistes » qui allaient faire confiance à Plékhanov et qui l'ont baptisé « le diplomate ». Et la diplomatie de coterie de Plékhanov sera bientôt démasquée jusqu'au bout.

---

* Le lecteur peut trouver chez Trotski une défense du chantage très semblable à celle entreprise par Plékhanov, mais sous une forme encore plus lâche et plus dissimulée. Dans le n° 6 de la *Borba*, Trotski, qui *collabore* à la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*, n'a pas un mot de blâme pour la « campagne » de Dan et de Martov, mais il accuse les pravdistes d'avoir semé des « germes empoisonnés de haine et de scission » (p. 44) !! Ainsi, ce n'est pas dans la calomnie, bien sûr, mais dans le respect de la décision du Parti sur les agents de l'influence bourgeoise et les diffamateurs de l'organisation clandestine que gît le « poison». Dont acte.

Les représentants des ouvriers ont ouvertement et formellement exclu du Parti, en janvier 1912, un groupe bien défini de liquidateurs, Martov et Dan en tête. Depuis cette époque, au cours de deux années et demie, les ouvriers de Russie ont approuvé cette décision à la majorité des 4/5 et l'ont faite *leur*. Le chantage exercé par ces deux hommes et les calomnies lancées par eux n'inciteront pas les ouvriers à leur faire des « concessions », mais renforceront chez ces derniers la conviction que c'est seulement *sans* les liquidateurs et *contre* eux qu'il est possible d'édifier un « bloc » marxiste ouvrier, déjà constitué aux 4/5.

Tout le monde, à l'heure actuelle, parle du développement de la conscience politique chez les ouvriers russes, du passage intégral et exclusif entre leurs mains des affaires du parti ouvrier, du progrès considérable de leur maturité et de leur indépendance depuis la révolution. Trotski et Plékhanov en appellent tous deux aux ouvriers contre les « groupuscules d'intellectuels » ou l'« esprit de fraction des intellectuels ». Mais — chose curieuse ! — dès qu'on en vient à parler des données *objectives* concernant la tendance politique que choisissent, approuvent et créent les ouvriers conscients *d'aujourd'hui* en Russie, Plékhanov, Trotski et les liquidateurs changent de front et crient: ces ouvriers, les ouvriers-pravdistes, qui constituent la majorité des ouvriers conscients de Russie, ce n'est que « par désarroi d'esprit » (*Borba* n° 1, page 6) qu'ils suivent le pravdisme, ils ne font que *céder* à la « démagogie » ou à l'esprit de fraction, etc., etc.

Il s'ensuit que les liquidateurs, Plékhanov et Trotski reconnaissent la volonté de la majorité des ouvriers conscients *non pas* dans le présent, mais dans l'avenir, et plus précisément et uniquement dans un avenir où les ouvriers seront d'accord avec eux, avec les liquidateurs, avec Plékhanov, avec Trotski !!

Plaisant subjectivisme ! Plaisante phobie des données objectives ! Mais si l'on ne veut pas passer son temps à s'accuser réciproquement de cultiver un esprit de coterie propre aux intellectuels, il faut justement s'en tenir aux données *d'aujourd'hui*, et justement aux données *objectives*.

Par ailleurs, nos conciliateurs, Plékhanov, Trotski et Cie, raisonnent d'une manière subjective fort plaisante à propos de l'éducation politique des ouvriers qui, de l'avis général, fait des progrès. Plékhanov et Trotski *hésitent* entre les deux courants en lutte au sein du mouvement de classe social-démocrate et, partant de leurs propres hésitations subjectives, ils les attribuent aux ouvriers en disant : la participation des ouvriers à la lutte entre les courants est due à leur manque de conscience ; mais quand ils seront plus conscients, ils cesseront cette lutte, ils ne seront plus partagés en « fractions » (Plékhanov et Trotski répètent, « comme au bon vieux temps », ce terme ressassé de « fractionnisme », bien que depuis janvier 1912, c'est-à-dire depuis deux ans et demi, les pravdistes en aient fini avec le « fractionnisme » en excluant purement et simplement les liquidateurs).

Le subjectivisme de l'appréciation portée par Plékhanov et Trotski saute aux yeux. Considérez l'histoire, — ce n'est pas un crime, pour un marxiste, que de considérer l'histoire du mouvement ! — elle vous montre qu'il y a eu lutte, *pendant près de vingt ans*, contre les courants bourgeois de l'« économisme » (1895-1902) et du menchévisme (1903-1908), et contre le courant liquidateur (1908-1914). Le lien indissoluble et la continuité entre ces trois aspects de l'« influence bourgeoise sur le prolétariat » ne peut faire aucun doute. Que les ouvriers avancés de Russie aient chaque fois participé à cette lutte et se soient placés aux côtés des « iskristes » contre les « économistes », — aux côtés des bolchéviks contre les menchéviks (aveux de Lévitski *lui-même*, qui y fut contraint par la masse des faits objectifs), et enfin aux côtés du « pravdisme » contre les liquidateurs, c'est là un fait historique.

Une question se pose : ce fait historique, qui concerne le mouvement social-démocrate *de masse* des ouvriers, n'exprime-t-il pas quelque chose de plus grave que les vœux subjectifs de Plékhanov et de Trotski qui, depuis dix ans déjà, se font un mérite de ne pouvoir se mettre à l'unisson avec la tendance social-démocrate de masse des ouvriers ?

Les faits objectifs de l'époque actuelle, puisés aux deux sources, celle des liquidateurs et celle des pravdistes, ainsi que l'histoire des vingt dernières années, montrent de toute

évidence que c'est *précisément* dans la lutte contre le courant liquidateur et dans la victoire sur ce courant qu'apparaissent la culture politique des ouvriers russes et la formation d'un parti ouvrier *véritable* qui *ne* recule *pas* devant les influences petites-bourgeoises s'exerçant dans un pays petit-bourgeois.

En exprimant aux ouvriers leur vœu subjectif (qui ne tient compte ni de l'histoire ni des tendances de masse qui règnent à l'intérieur de la social-démocratie) de les voir cesser la lutte, Plékhanov et Trotski considèrent la question de la culture politique des ouvriers d'un point de vue très banal. Il y a eu de l'histoire, disait spirituellement Marx à propos de Proudhon, mais il n'y en a plus ![146] Jusqu'ici, pendant vingt ans, la culture politique des ouvriers n'a progressé qu'à la faveur de la lutte contre le courant bourgeois de l'« économisme » et contre les manifestations ultérieures d'une tendance similaire, mais maintenant, après deux ou trois vérités « premières » proférées par Plékhanov et Trotski au sujet du mal que cause cette lutte, l'histoire va suspendre son cours, on va voir disparaître les racines de masse (qui sont telles grâce au soutien accordé par la bourgeoisie) du courant liquidateur, ainsi que le «pravdisme » de masse (qui ne doit sa puissance qu'au « désarroi » des ouvriers !), et c'est alors que s'instaurera quelque chose d'« authentique » ... Le mode de raisonnement de Plékhanov et de Trotski est vraiment impayable !

La véritable éducation politique des ouvriers ne peut progresser que dans une lutte suivie, conséquente, menée jusqu'au bout, des influences, des aspirations, des tendances du prolétariat contre celles de la bourgeoisie. Et que le courant liquidateur (comme l'économisme des années 1895-1902) soit une manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat, c'est ce que *même* Trotski n'ose pas contester ; quant à Plékhanov, il a défendu *en personne*, dans un passé très, très lointain, qui remonte bien à un an et demi ou deux ans et demi, la décision du Parti établissant cette vérité.

Mais l'influence que la bourgeoisie exerce sur les ouvriers n'a jamais et nulle part été d'ordre uniquement idéologique. Quand son influence idéologique sur les ouvriers subit un déclin, quand elle est sapée et s'affaiblit, la bourgeoisie re-

court et recourra *partout et toujours* aux pires mensonges et à la calomnie la plus effrénée. Chaque fois que Martov et Dan tentaient de faire échec à la volonté de la majorité des marxistes organisés et qu'ils étaient à court d'armes idéologiques, ils ont toujours eu recours à celle des insinuations et de la calomnie.

Seulement, jusqu'ici, ils opéraient dans le cadre de l'émigration, devant des cercles d'« auditeurs » relativement restreints, et beaucoup de choses passaient impunément. Mais voilà qu'ils se sont produits devant des dizaines de milliers d'ouvriers russes et, du premier coup, tout a tourné court. Le « numéro » de commérages et de calomnies d'émigrés a fait fiasco. Les ouvriers ont dès à présent un niveau de conscience politique tel qu'ils ont décelé d'emblée l'absence de sincérité, la mauvaise foi des interventions de Martov et de Dan, rien que *par le caractère* de ces interventions, et qu'ils ont publiquement stigmatisé leurs auteurs comme des calomniateurs, à la face de toute la Russie.

Les ouvriers russes d'avant-garde ont encore progressé dans la voie de leur culture politique, *en arrachant* des mains d'un groupe bourgeois (celui des liquidateurs) l'arme de la calomnie.

Ni l'alliance bourgeoise des chefs liquidateurs, de Plékhanov et de Trotski, avec les populistes, ni les efforts déployés par la presse libérale pour démontrer que la tâche des « honnêtes » gens est de réaliser l'union des ouvriers avec les liquidateurs du parti ouvrier, ni la campagne de calomnies déclenchée par Martov et Dan n'arrêteront les progrès et le developpement de l'unité prolétarienne autour des idées, du programme, de la tactique et de l'organisation du « pravdisme ».

« Prosvéchtchénié » n° 6, juin 1914.
Signé : V. Iline

Conforme au texte de la revue « Prosvéchtchénié »

A PROPOS DES « GENS DU « VPERIOD » ET DU GROUPE « VPERIOD »

Dans le journal des liquidateurs de Pétersbourg, A. Bogdanov a formulé les accusations les plus violentes contre la *Pravda* et le « pravdisme ». A présent, la revue de Trotski, qui était hier encore le grand ami des liquidateurs et qui vient de se séparer d'eux à moitié, publie une lettre du cercle parisien et genevois du groupe idéologique et marxiste « Vpériod » (n° 4, p. 56).

Ce groupe parisien et genevois qui existe depuis 1909, c'est-à-dire depuis environ cinq ans, n'a trouvé pour le défendre qu'un seul groupe, dans le Caucase. De ce fait, il était peut-être inutile de perdre son temps à des explications supplémentaires, après celles que nous avons déjà données dans le *Pout Pravdy**.

Mais l'insistance des liquidateurs et de leur ami d'hier, Trotski, à défendre les « gens du « Vpériod» nous incite à répondre encore une fois à ces derniers, d'autant plus que l'alliance de fait qu'on voit de nouveau se réaliser entre les liquidateurs, Trotski et les gens du « Vpériod », nous fournit l'occasion d'expliquer aux ouvriers de Russie la valeur de principe et la signification politique de cette alliance.

Le groupe « Vpériod » s'est détaché des bolchéviks en 1909, à l'étranger. A la fin de la même année, il fit paraître une brochure exposant sa « plate-forme », sous le titre *La situation actuelle et les tâches du parti.*

---

* Voir le présent tome, pp. 123-126. (*N.R.*)

« La plate-forme a été élaborée, lisons-nous à la page 32 de cette brochure, avec la participation de 15 membres du parti : 7 ouvriers et 8 intellectuels. La majeure partie de la plate-forme a été adoptée à l'unanimité. Ce n'est que sur la question de la Douma d'État qu'il y a eu trois abstentions (deux « otzovistes » et un « antiboycottiste»). »

La plate-forme affirmait (pp. 17 et suivantes) une « philosophie prolétarienne ».

Parmi les noms des « gens du « Vpériod » qui se sont eux-mêmes nommés dans la presse, citons : N. Maximov, Voïnov, Alexinski, Lounatcharski, Liadov, St. A. Volski, Domov, A. Bogdanov [147].

Que sont-ils devenus ?

N. Maximov a quitté le groupe « Vpériod ».

Voïnov et Alexinski y sont restés, mais il y a eu entre eux une scission et ils appartiennent maintenant à *deux* groupes « Vpériod » distincts, comme il a été annoncé officiellement à Paris.

A. Lounatcharski a rompu avec Alexinski.

Liadov, selon toute apparence, est parti ; on ne sait rien de sa position en face de la nouvelle scission du « Vpériod ».

St. A. Volski s'en est allé chez les populistes de gauche, à en juger par sa collaboration systématique aux journaux de ces derniers (voir les *Zavéty*).

Domov a annoncé, dans le n° 3 du recueil *Vpériod* (mai 1911), qu'« il ne prenait plus aucune part aux publications du groupe « Vpériod » (p. 78).

A. Bogdanov a déclaré dans la presse qu'il avait quitté le groupe « Vpériod ».

Tels sont les faits.

Et maintenant, confrontez ces faits avec la déclaration des « gens du « Vpériod » parisiens et genevois que publie Trotski :

« Il est contraire à la réalité d'affirmer, comme l'a fait le *Pout Pravdy*, que le groupe « Vpériod » a amalgamé dès sa naissance des éléments antimarxistes hétérogènes, qui se sont désagrégés parallèlement à l'essor du mouvement ouvrier. »

Le lecteur verra par là que Trotski, qui connaît fort bien tous les noms que nous venons de citer et toute l'histoire du groupe « Vpériod », auquel il a plus d'une fois

accordé son appui, publie un mensonge flagrant et révoltant des « gens du « Vpériod », et que le *Pout Pravdy* a dit la pure vérité.

Rappelons encore un fait : en 1910 ou en 1911, nous semble-t-il, le *Sovrémenny Mir* a publié un compte rendu, par G. Alexinski, d'un ouvrage de A. Bogdanov où ce dernier était traité de « monsieur » n'ayant rien à voir avec le marxisme.

Qu'est-ce que cela signifie ?

C'est que les gens du « Vpériod » étaient bien un amalgame d'éléments antimarxistes hétérogènes. Ces éléments, sous le rapport des tendances idéologiques, étaient au nombre de *deux* : le « machisme » et l'« otzovisme », ce qui ressort d'ailleurs des passages que nous avons cités.

Le « machisme » est la philosophie de Mach et d'Avenarius, amendée par Bogdanov, dont ce dernier s'est fait le défenseur en compagnie de Lounatcharski et de Volski, et qui *se dissimule* dans la plate-forme du « Vpériod » sous le pseudonyme de « philosophie prolétarienne ». En fait, cette philosophie est une variété de l'idéalisme philosophique, c'est-à-dire d'une défense subtile de la religion, et ce n'est pas le hasard qui a fait glisser Lounatcharski de cette philosophie à la propagande en faveur de l'union du socialisme scientifique et de la religion. A. Bogdanov défend encore maintenant, dans une série de livres « nouveaux », cette philosophie profondément antimarxiste et profondément réactionnaire que combattirent vigoureusement aussi bien le menchévik G. Plékhanov que le bolchévik V. Iline.

Nous demandons à chacun et à tous si les liquidateurs, A. Bogdanov, Trotski et les gens du « Vpériod » de Paris et de Genève, se conduisent honnêtement lorsque, publiant la déclaration du « Vpériod » et parlant de ce groupe, ils *cachent* aux ouvriers de Russie :

1) que le groupe « Vpériod » a de lui-même intégré dans sa plate-forme la « philosophie prolétarienne », c'est-à-dire le « machisme » ;

2) qu'il y a eu, parmi les marxistes des diverses fractions, une lutte opiniâtre et de longue haleine contre le « machisme », considéré comme une philosophie profondément réactionnaire ;

3) que même Alexinski, chaud partisan du « Vpériod », qui avait signé lui-même la plate-forme en compagnie de machistes, fut obligé, peu de temps après, de s'élever contre le machisme de la façon la plus énergique.

Passons à l'otzovisme.

Nous avons vu plus haut que les « otzovistes » faisaient partie du groupe « Vpériod ». La plate-forme de ce groupe, comme cela fut montré dès sa parution dans la presse étrangère, contient elle-même un otzovisme camouflé et fait des concessions inadmissibles à cette tendance, par exemple au point d), à la page 16 de la plate-forme, où il est dit que (jusqu'à un certain moment)

« tous les moyens et procédés de lutte semi-légaux et légaux de la classe ouvrière, y compris la participation à la Douma d'Etat, ne peuvent avoir aucune valeur décisive par eux-mêmes ».

C'est bien là de l'« otzovisme », mais camouflé, confus, embrouillé. Les bolchéviks et les menchéviks qui sont hostiles au courant liquidateur, ont constamment expliqué, et à maintes reprises, qu'une telle plate-forme était inadmissible pour la social-démocratie, que c'était une défense profondément erronée et profondément dangereuse de l'« otzovisme ».

Les otzovistes étaient contre la participation à la IIIe Douma, et les événements ont clairement montré qu'ils se trompaient, qu'*en fait* leur point de vue menait à l'anarchisme.

Cette défense camouflée et atténuée de l'« otzovisme » ne pouvait, *en fait*, promouvoir la ligne que suivait victorieusement la *Pravda* et qui a donné aux pravdistes la victoire sur les destructeurs du Parti, sur les liquidateurs, dans l'immense majorité des organisations ouvrières légales et archi-légales.

C'est pourquoi, quand les « gens du « Vpériod » parlent jusqu'à maintenant d'un « marxisme de gauche non-tronqué », nous sommes obligés d'intervenir et de mettre les ouvriers en garde, nous sommes obligés de déclarer que, sous ces mots ronflants, se dissimule une doctrine antimarxiste, hostile au marxisme, qui porte le plus grand préjudice au mouvement ouvrier et est absolument inconciliable avec ce dernier.

Cette variété, à la « Vpériod », de « marxisme de gauche non-tronqué » est une caricature du bolchévisme, comme les bolchéviks l'ont dit et montré depuis longtemps déjà, il y a plus de cinq ans ; en fait, et même si les gens du « Vpériod » n'en ont pas conscience, nous voyons se manifester ici une déviation du marxisme vers l'anarchisme.

L'assemblée plénière de janvier 1910, celle-là même à laquelle se réfèrent les gens du « Vpériod » dans la revue de Trotski en prétendant qu'elle a ratifié la formation de leur groupe, *a condamné unanimement cette déviation*, aussi nocive que la déviation des liquidateurs. Au cours de toute l'année 1910, les organismes directeurs créés par l'assemblée plénière afin de faire appliquer ses décisions, par exemple, la rédaction de l'organe central, ont montré *maintes fois* et avec force détails dans leurs publications que les gens du « Vpériod », tout comme les liquidateurs, *ont violé* les décisions de l'assemblée plénière et qu'en fait ils sont, comme les liquidateurs, des *agents de l'influence bourgeoise sur le prolétariat*.

Puisque les gens du « Vpériod » se réfèrent maintenant, dans la revue de Trotski, à « une première et une seconde écoles du « Vpériod », il nous faut rappeler les faits : la moitié des ouvriers *ont quitté* la première école, l'expérience les ayant convaincus de l'orientation antimarxiste et désorganisatrice de cette dernière. En ce qui concerne la seconde, l'organe central, appliquant les décisions de l'assemblée plénière, a mis tout spécialement les ouvriers en garde en leur expliquant que cette école suivait l'orientation que nous venons de signaler.

Et qui donc a accordé son appui à cette seconde école ? Uniquement les liquidateurs et Trotski, *en dépit* de la mise en garde officielle émanant d'un organe officiel du Parti.

Dans cette seconde école, absolument comme à l'heure actuelle dans le journal des liquidateurs de Pétersbourg et dans la *Borba* de Trotski, nous constatons en toute clarté l'existence du bloc de fait, de l'alliance, qui réunit les liquidateurs, les gens du « Vpériod » et le groupuscule de Trotski.

C'est l'alliance de groupes antimarxistes, désorganisateurs, qui haïssent le marxisme de la *Pravda* et la discipline, la discipline fraternelle de parti qui rassemble au-

tour de la *Pravda* l'immense majorité des ouvriers conscients de Russie.

Cette alliance, ainsi que le groupe « Vpériod » lui-même et toute sa tendance, nous sommes *bien forcés* de la taxer « d'esprit d'aventure » dans ce sens qu'il ne peut rien sortir d'autre du « vpériodisme » et du « bloc » qu'il constitue avec Trotski et les liquidateurs, que le mépris des principes, un encouragement à développer des idées antimarxistes (sans pour autant les défendre ouvertement soi-même) et la désorganisation du mouvement ouvrier.

Néanmoins, tout en étant foncièrement et irréductiblement hostiles au « Vpériod » et à sa tendance, nous n'avons jamais fermé et ne fermerons jamais nos portes aux « gens du « Vpériod » qui abandonnent ce groupe (comme l'ont fait la plupart des fondateurs du « Vpériod ») et sont décidés à aider la majorité des ouvriers conscients de Russie, rassemblés et unis par le « pravdisme ». Aucun passe-droit à l'égard de la défense du « machisme » (dans laquelle, hélas, « s'obstine » définitivement Bogdanov) ou du « vpériodisme » — et aucun obstacle pour les camarades qui reconnaissent de bonne foi les erreurs du « Vpériod » *dont ils se détournent* pour *revenir* au Parti.

Quant aux attaques et aux invectives lancées par Bogdanov dans le journal des liquidateurs, et par les gens du « Vpériod » dans la revue de Trotski, à l'adresse des « publicistes Iline, Zinoviev et Kaménev », notons brièvement ceci : ces publicistes ont toujours mis en pratique les *décisions* des ouvriers marxistes unis, qui ont montré à la face du monde, par leur union autour du « pravdisme » ou par leurs votes aux conseils des assurances sociales de la capitale et de toute la Russie, qu'ils constituent l'immense majorité des ouvriers conscients et organisés de Russie.

Agissant en accord avec ces décisions et dans leur esprit, ces publicistes ont toutes les raisons de considérer leur activité comme conforme à la volonté de la majorité des ouvriers marxistes, et ce ne sont évidemment pas les mauvaises querelles des gens du « Vpériod », de Trotski et des liquidateurs qui les détourneront de leur action.

L'histoire du groupe « Vpériod », de sa désagrégation, des blocs qu'il constitue sans cesse avec Trotski et avec

les liquidateurs, présente un intérêt général pour les ouvriers, et même un intérêt social certain, car nous voyons là un phénomène typique de formation de groupuscules d'intellectuels en période de désarroi et de décadence. Chacun est libre de former un groupe idéologique particulier et d'indiquer au prolétariat une voie particulière, mais à tout fondateur d'un groupe nouveau « il sera beaucoup demandé ». Erreur n'est pas compte, cela va de soi, mais *s'obstiner* dans des erreurs qu'éclaircit la théorie aussi bien que la pratique d'un mouvement de plus de cinq années, c'est partir ouvertement en guerre contre le marxisme, contre la majorité, cohérente et unie, des ouvriers.

Les fluctuations ou déviations des liquidateurs et des gens du « Vpériod » ne sont pas le fait du hasard, mais le produit d'une époque de désarroi et de décadence. De part et d'autre du chemin que suit la lutte de classe des ouvriers marxistes, nous constatons ces déviations bourgeoises, qui servent d'avertissement à tout ouvrier conscient.

P. S. Ces lignes étaient déjà écrites quand nous avons reçu le numéro de la *Borba* de Trotski contenant une nouvelle lettre des « groupes marxistes « Vpériod » de Genève, de Paris et de Tiflis, ainsi que de leurs sympathisants de Pétersbourg ».

En lisant la liste des signataires, nous constatons qu'en quatre ans et demi, les gens du « Vpériod », qui ont présenté « *leur* » plate-forme à la fin de l'année 1909, ont gagné en Russie le *seul* « cercle de Tiflis » et, selon toute probabilité, *deux* « sympathisants de Pétersbourg » (car s'il y en avait eu trois, ils auraient constitué, sans aucun doute, un cercle idéologique marxiste de Pétersbourg, ou de la capitale, ou de toute la Russie !). Pour qui juge un peu sérieusement les choses de la politique, ce résultat de quatre ans d'« activité » du groupe « Vpériod » suffit amplement à motiver un jugement à son endroit. Que Trotski prenne donc plaisir à s'associer avec lui dans les pages de « *sa* » petite revue, que les gens du « Vpériod » et les trotskistes jouent aux « puissances », aux « courants » qui passent des accords entre eux ! Ce n'est que le jeu puéril de gens

qui voudraient cacher derrière de grands mots le vide profond et l'indigence de leurs « groupuscules ».

C'est vraiment comique d'entendre ces groupuscules crier à l'unité et à la scission ! Voyons, messieurs, comprenez donc qu'on ne peut valablement parler que de l'unité du mouvement de masse des ouvriers, de l'unité du parti ouvrier ; quant à l'unité avec les cercles d'intellectuels qui, en quatre ans, n'ont pas rencontré la moindre sympathie parmi les ouvriers de Russie, bavardez-en donc tranquillement avec Trotski ! Cela ne vaut même pas la peine que nous en discutions.

« Prosvêchtchénié » n° 6,
juin 1914.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte
de la revue « Prosvêchtchénié »

NOTE «DE LA REDACTION» POUR «L'APPEL AUX OUVRIERS UKRAINIENS» D'OXEN LOLA[148]

Nous publions avec plaisir l'appel adressé par notre camarade, un marxiste ukrainien, aux ouvriers conscients ukrainiens : union de toutes les nations sans distinction. Cet appel est particulièrement actuel en ce moment en Russie. Les mauvais conseillers des ouvriers, les intellectuels petits-bourgeois du *Dzvin*, se mettent en quatre pour détourner les ouvriers social-démocrates ukrainiens des ouvriers social-démocrates grands-russes. Le *Dzvin* fait le jeu des petits bourgeois nationalistes.

Quant à nous, nous ferons le jeu des ouvriers internationalistes en rassemblant, en unissant, en faisant fusionner les ouvriers de toutes les nations pour un même travail effectué en commun.

Vive l'étroite et fraternelle alliance des ouvriers des nations ukrainienne, grand-russe et de toutes les autres nations de Russie !

« Troudovaïa Pravda » n° 28, 29 juin 1914

Conforme au texte de la « Troudovaïa Pravda »

RAPPORT DU COMITE CENTRAL DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DEMOCRATE DE RUSSIE ET INSTRUCTIONS À LA DELEGATION DU COMITE CENTRAL A LA CONFERENCE DE BRUXELLES [149]

Rédigé entre le 23 et le 30 juin (entre le 6 et le 13 juillet) 1914.
Publié pour la première fois en 1929 dans les 2e et 3e éditions des Œuvres de Lénine, tome XVII

Conforme au manuscrit

Avant de présenter le rapport du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, je saisis l'occasion qui m'est ainsi offerte d'accomplir un devoir agréable et d'exprimer, au nom de cet organisme, notre profonde reconnaissance au camarade Vandervelde, président du Comité exécutif du Bureau socialiste international, pour la visite qu'il a rendue à notre pays et pour les contacts personnels qu'il a pris avec les responsables du mouvement ouvrier de Pétersbourg. Nous sommes d'autant plus reconnaissants au camarade Vandervelde qu'il est le premier à avoir jeté les bases de relations directes entre des membres éminents de l'Internationale et les ouvriers conscients et dirigeants de Russie, et marqué le début de la publication dans la presse socialiste étrangère (nous pensons aux journaux « *le Peuple* »* et « *l'Humanité* »**), de données objectives sur le mouvement ouvrier de Russie, données rassemblées sur place auprès des rédactions des journaux des trois courants : « pravdiste » (c'est-à-dire de notre Parti), « liquidateur » et « socialiste-révolutionnaire ».

Mon rapport sur la question de l'unité de la social-démocratie russe sera composé des quatre parties que voici : 1) j'exposerai d'abord la *nature* des principales divergences qui existent au sein de la social-démocratie ; 2) j'étudierai ensuite les données concernant le mouvement ouvrier de masse en Russie en montrant combien *l'expérience de ce mouvement a prouvé la justesse* de la ligne de notre Parti ;

* et ** En français dans le texte. (*N.R.*)

3) je dirai la façon dont cette même expérience a permis de juger le travail, la ligne et la position de nos adversaires. Enfin 4) je formulerai, au nom du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, des propositions concrètes, positives, *pratiques*, concernant l'unité.

I

Il existe deux conceptions fondamentales sur la situation actuelle de la social-démocratie de Russie.

L'une de ces conceptions, exposée par Rosa Luxembourg dans la proposition qu'elle soumit, l'an dernier (décembre 1913), au Bureau socialiste international, et que partagent aussi bien les liquidateurs que les groupes qui les défendent, consiste à dire ceci : en Russie règne le « chaos » d'une lutte fractionnelle à laquelle se livre une quantité de fractions dont la pire, la fraction «léniniste», exacerbe particulièrement la scission. En fait, les divergences n'excluent absolument pas la possibilité d'un travail en commun. Le chemin de l'unité passe par un accord ou un compromis élaboré par l'ensemble des courants et des fractions.

La seconde conception, que nous partageons, consiste à dire : il n'y a rien, en Russie, qui ressemble au « chaos d'une lutte fractionnelle ». Il y a *seulement* une lutte contre les liquidateurs, et c'est *seulement* dans cette lutte que s'édifie un parti social-démocrate *réellement* ouvrier, qui a dès maintenant réuni une *immense majorité* : les 4/5 des ouvriers conscients de Russie. Le parti illégal qui réunit en son sein la majorité des ouvriers de Russie est apparu au cours des conférences et des réunions de janvier 1912, de février 1913 et de l'été 1913. Son organe légal est la *Pravda* [Vérité] * ; d'où la dénomination de pravdistes. C'est cette conception qu'a exprimée, entre autres, l'ouvrier pétersbourgeois qui a dit, au cours du banquet auquel assistait le camarade Vandervelde à Saint-Pétersbourg, que les ouvriers des fabriques et des usines de la ville avaient réalisé leur union et que, en dehors de cette union des ouvriers, il n'y avait que « des états-majors sans armée ».

Dans la deuxième partie de mon rapport, j'exposerai

* *Vérité* en français dans le texte. (*N.R.*)

les données objectives qui prouvent la justesse de notre point de vue. Pour l'instant, je m'arrêterai sur la nature du courant liquidateur.

C'est la conférence de janvier 1912 du P.O.S.D.R. qui a exclu formellement du Parti le groupe des liquidateurs. Mais la question du courant liquidateur avait été soulevée par notre Parti bien avant cette date. La conférence de Russie du P.O.S.D.R. réunie en décembre *1908* avait déjà adopté une résolution précise et formelle, obligatoire pour l'ensemble du Parti et qui condamnait sans réserve le courant liquidateur. Cette résolution en donnait la définition suivante :

(le courant liquidateur représente) « des tentatives faites par un certain nombre d'intellectuels du Parti pour liquider l'organisation existante du P.O.S.D.R. et lui substituer à toute force une union amorphe dans le cadre de la légalité, cette dernière dût-elle être réalisée au prix d'un renoncement manifeste au programme, à la tactique et aux traditions du Parti ».

Cela montre que, dès *1908*, le courant liquidateur était formellement déclaré et reconnu comme un courant *intellectuel* et que sa nature consiste à *renier* le parti illégal et à le *remplacer*, ou à préconiser son remplacement, par un parti légal.

L'assemblée plénière du Comité central de janvier *1910* a condamné une fois de plus *à l'unanimité* le courant liquidateur en tant que « *manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat* ».

Cela montre combien est erronée l'opinion selon laquelle les divergences qui nous séparent des liquidateurs seraient, non pas plus profondes, mais moins importantes que celles qui existent entre les radicaux et les modérés en Europe occidentale. Il n'y a pas un seul parti, littéralement pas un seul, en Europe occidentale, où l'on puisse trouver une résolution prise par l'ensemble du Parti contre des gens désireux de *dissoudre* le parti et de le *remplacer* par un nouveau !!

Nulle part en Europe occidentale la question ne s'est posée, ne se pose ni ne peut se poser de savoir s'il est permis de porter le titre de membre d'un parti *et de prêcher dans le même temps* la dissolution de ce parti, de proclamer

son inutilité, de réclamer son remplacement par un autre. Nulle part en Europe occidentale la question ne se pose, comme elle se pose chez nous, de l'*existence* même du Parti.

Ce n'est pas une divergence concernant l'organisation, concernant la *voie à suivre* pour bâtir le Parti ; c'est un désaccord sur la question de l'*existence* du Parti. Il ne peut donc être question ici d'aucune conciliation, d'aucune entente, d'aucun compromis.

Nous n'aurions pas pu bâtir (aux 4/5) notre Parti, et nous ne pouvons pas continuer à le faire, autrement qu'en luttant résolument contre ceux qui, dans la presse légale, combattent l'« organisation clandestine » (c'est-à-dire le parti illégal), déclarent qu'elle est un « *mal* », approuvent et exaltent la désertion, et préconisent un « parti légal ».

Dans la Russie d'aujourd'hui, où même le parti des libéraux les plus modérés n'est pas reconnu légalement, notre Parti ne peut exister que sous une forme illégale. L'originalité, le caractère spécifique de notre situation qui rappelle quelque peu celle des social-démocrates allemands au temps de la loi d'exception (encore que, même à cette époque, il y eût cent fois plus de légalité en Allemagne qu'en Russie), est le suivant. Notre parti ouvrier social-démocrate illégal est formé d'organisations ouvrières *illégales* (souvent appelées « cellules »), entourées d'un réseau plus ou moins dense de sociétés ouvrières *légales* (caisses d'assurances sociales, syndicats, sociétés culturelles, sociétés sportives, ligues de tempérance, etc.). Ces sociétés légales sont plus nombreuses dans la capitale ; il n'en existe souvent pas du tout en province.

Parfois les organisations illégales sont assez larges, parfois elles sont très étroites et se réduisent même aux « hommes de confiance »[150].

Les sociétés légales assurent une certaine *couverture* aux organisations illégales et une large diffusion légale parmi les masses de l'idée de l'union ouvrière. L'unification, à l'échelle de toute la Russie, des organisations dirigeantes de la classe ouvrière, la constitution d'un centre (Comité central), l'adoption de résolutions précises par le Parti sur toutes les questions — tout cela se fait évidemment dans l'illégalité la plus absolue et exige la clandesti-

nité la plus parfaite, ainsi que la confiance des ouvriers les plus sûrs, des ouvriers d'avant-garde.

Celui qui, dans la presse légale, prend position *contre* l'« organisation clandestine » ou pour un « parti légal », *désorganise* directement notre Parti, et nous ne pouvons manquer de considérer de tels individus comme *les pires ennemis* de notre Parti.

Il va de soi que le reniement de l'« organisation clandestine » va de pair avec le reniement de la tactique révolutionnaire et la défense du réformisme. La Russie passe par une époque de révolutions bourgeoises. A l'heure actuelle, même les plus modérés des bourgeois, les « cadets » et les « octobristes », y sont tout à fait mécontents du gouvernement. Mais ce sont tous des ennemis de la révolution, et ils nous haïssent pour notre « démagogie », pour les efforts que nous faisons pour ramener les masses sur les barricades, comme en 1905. Tous ces gens, tous ces bourgeois, se bornent à prêcher des « réformes » et tentent de répandre dans les masses l'idée profondément corruptrice que les réformes sont *compatibles* avec la monarchie tsariste d'aujourd'hui.

Notre tactique est toute différente. Nous utilisons toutes les réformes (par exemple, les assurances sociales) et toutes les sociétés légales possibles. Mais nous les utilisons pour développer la conscience révolutionnaire des masses et leur lutte révolutionnaire. Et, dans cette Russie où il n'y a pas jusqu'à présent de liberté politique, ces mots ont aujourd'hui à nos yeux une signification beaucoup plus immédiate qu'en Europe. Notre Parti dirige des *grèves révolutionnaires*, qui prennent en Russie une ampleur sans équivalent nulle part ailleurs dans le monde. Par exemple, prenons simplement le mois de mai : en mai 1912, 64 000 ouvriers ont participé à des grèves économiques ; en mai 1914, 99 000.

Mais 364 000 ouvriers ont pris part en 1912 à des grèves politiques, et 647 000, en 1914. La combinaison de la lutte politique et de la lutte économique donne la grève révolutionnaire qui, secouant des millions de paysans, fait leur éducation révolutionnaire. Notre Parti mène une campagne de *meetings révolutionnaires* et de *manifestations de rue révolutionnaires*. Notre Parti diffuse dans cette intention des *proclamations*

révolutionnaires et un *journal illégal*, l'organe central du Parti. Pour assurer l'unité idéologique de tout ce travail de propagande et d'agitation dans les masses, nous disposons des mots d'ordre élaborés par les instances supérieures de notre Parti : 1) journée de travail de huit heures ; 2) confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et 3) république démocratique. Etant donné la situation actuelle de la Russie, l'absence totale de droits et l'arbitraire qui y règne, étant donné que toutes les lois y sont foulées aux pieds par la monarchie tsariste, *seuls* ces mots d'ordre peuvent coordonner et diriger réellement toute la propagande et toute l'agitation du Parti dans l'esprit d'un soutien effectif du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière.

Cela nous fait rire d'entendre les liquidateurs dire, par exemple, que nous sommes contre la « liberté des coalitions » — car non seulement nous avons souligné l'importance de ce paragraphe de notre programme dans une résolution spéciale adoptée à la conférence de janvier 1912, mais nous avons aussi utilisé concrètement ce qui subsistait encore du droit de coalition (par exemple, les caisses d'assurances sociales) avec dix fois plus de succès que les liquidateurs. Mais quand des gens déclarent, dans la presse légale, que les mots d'ordre de confiscation des terres et de république ne peuvent être un thème d'agitation parmi les masses, alors nous déclarons qu'il ne saurait être question d'unité entre de *telles* gens ou un tel groupe de publicistes et notre Parti.

M'étant donné pour tâche d'exposer, dans cette première partie de mon rapport, la *nature* des divergences, je m'en tiendrai à ce que je viens de dire, en rappelant que, dans la quatrième partie de ce rapport, où j'énonce nos propositions pratiques, j'énumérerai avec précision toutes les déviations commises par les liquidateurs par rapport au programme et aux décisions du Parti.

Je ne vais pas retracer ici un historique détaillé de la façon dont les liquidateurs *se sont détachés* de notre Parti illégal, le P.O.S.D.R. J'indiquerai seulement les *trois* principales périodes de cet historique.

Première période : de l'automne 1908 à janvier 1910. Le Parti lutte contre le courant liquidateur au moyen de résolutions précises, formelles, qui le condamnent.

Deuxième période : de janvier 1910 à janvier 1912. Les liquidateurs *entravent* la reconstitution du Comité central du Parti, les liquidateurs démolissent le Comité central du Parti et *dissolvent* ce qui en subsistait encore : la Commission technique du « *Bureau* du Comité central à l'étranger» [151]. Les comités du Parti se trouvant *en Russie* créent alors, afin de rétablir le Parti, une « Commission russe d'organisation » (automne 1911). Celle-ci réunit la conférence de janvier 1912, laquelle reconstitue le Parti, élit un Comité central et exclut du Parti le groupe des liquidateurs.

Troisième période : de janvier 1912 à maintenant. Ce qui caractérise cette période, c'est que les 4/5 des ouvriers conscients de Russie se rassemblent autour des résolutions et des organismes créés par la conférence de janvier 1912.

Je passe maintenant à la seconde partie de mon exposé, où je vais définir la situation actuelle de notre Parti et celle des liquidateurs du point de vue du mouvement ouvrier de masse en Russie. Je m'efforcerai d'apporter une réponse claire à cette question : dans quelle mesure *l'expérience du mouvement de masse* a-t-elle prouvé la justesse de la ligne de notre Parti ou de celle des liquidateurs ?

II

Le 22 avril 1912 (ancien calendrier) commença à paraître en Russie un quotidien ouvrier, la *Pravda*, fondé *grâce* à la reconstitution du Parti lors de la conférence de janvier 1912 et popularisant (sous une forme souvent allusive, toujours incomplète) les décisions de cette conférence. On comprend, évidemment, que nous ne parlions jamais, *dans quelque publication que ce soit*, de la liaison illégale entre cette conférence illégale du parti tenue en janvier 1912 et le Comité central qui y fut créé, d'une part, et le journal légal qu'est la *Pravda*, d'autre part. En septembre 1912 commença à paraître un journal concurrent appartenant aux liquidateurs, le *Loutch*, aujourd'hui *Nacha Rabotchaïa Gazéta*. Puis, en automne 1912, eurent lieu les élections à la IVe Douma. En 1913, entra en vigueur en Russie la nouvelle loi sur les assurances sociales, créant des caisses-maladie ouvrières. Enfin, des syndicats légaux

renaissent constamment, en dépit de toutes les persécutions gouvernementales et des mesures d'interdiction réitérées.

On comprend sans peine que toutes ces manifestations du mouvement ouvrier *de masse*, surtout les journaux quotidiens des *deux* tendances, fournissent une énorme quantité de renseignements *objectifs*, publics, contrôlables. Nous estimons de notre devoir de protester énergiquement, devant le Comité exécutif du Bureau socialiste international, contre le procédé classique des liquidateurs et de leurs défenseurs à l'étranger qui consiste à procéder par affirmations gratuites, à prodiguer des assurances et lancer de grandes phrases sans aucune preuve à l'appui, et à *passer outre* aux faits objectifs concernant le mouvement ouvrier de masse en Russie.

Ce sont précisément ces faits qui ont décidément renforcé notre certitude de la justesse de notre ligne.

En janvier 1912, se tint la conférence du P.O.S.D.R. qui reconstitua le Parti illégal. Les liquidateurs et les groupuscules à l'étranger (dont Plékhanov) l'accueillirent par des injures. Mais les ouvriers de Russie ?

Les élections à la IVe Douma ont répondu à cette question.

Elles eurent lieu pendant l'automne 1912. Si, à la IIIe Douma, notre tendance avait obtenu *50* % des députés de la curie ouvrière (4 sur 8), à la IVe, le Parti en eut 6 sur 9, c'est-à-dire 67%. Cela montre que la masse des ouvriers a pris position en faveur de notre Parti et a repoussé le courant liquidateur. Si, maintenant, les six membres de la Douma qui penchent vers ce courant désirent réellement l'unité avec la fraction *du Parti* à la Douma, la fraction ouvrière social-démocrate de Russie, notre devoir est de leur dire : la condition de l'unité, c'est la reconnaissance du principe suivant lequel les députés doivent se conformer à la volonté de la majorité des ouvriers.

Autre chose. Les quotidiens sont un très puissant instrument *d'organisation* de la classe ouvrière. On y trouve quantité d'informations qui en fournissent la preuve. Par exemple, celles relatives au *nombre des versements effectués par les groupes ouvriers*. Les deux journaux, aussi bien celui des pravdistes (c'est-à-dire du Parti) que celui des liquidateurs, rendent compte des ver-

sements en espèces effectués par ces groupes. Ces comptes rendus constituent l'indice public et légal, — le meilleur que l'on puisse imaginer en Russie, — du degré *d'organisation* réel des masses ouvrières.

En Europe occidentale, où les partis socialistes sont légaux, le nombre des membres du Parti est connu de tous et est toujours pris comme point de départ quand il s'agit de porter un jugement sur le mouvement ouvrier organisé.

En Russie, il n'y a pas de parti déclaré, légal. Les organisations du Parti sont illégales, secrètes, « clandestines », comme nous disons. Mais *le nombre de versements en espèces effectués par les groupes ouvriers* donne des indications *indirectes* — ce qui ne les empêche pas d'être exactes — sur ces organisations.

Ces renseignements étant publiés régulièrement dans les deux journaux depuis plus de deux ans par nous, et plus d'un an et demi par les liquidateurs, tout mensonge ou toute erreur aurait immédiatement provoqué la protestation des ouvriers eux-mêmes. Ils sont donc *absolument dignes de foi* et constituent la meilleure des indications publiques légales sur le degré d'organisation des masses ouvrières.

Quand nos liquidateurs et les groupuscules qui les défendent à l'étranger persistent à méconnaître ces données et à les taire dans leur presse, nos ouvriers ne voient là qu'une manifestation du désir *de faire échec à la volonté de la majorité des ouvriers*; ils y voient un manque d'honnêteté.

Voici ces données pour *toute* l'année 1913. Le nombre des versements effectués par des groupes ouvriers fut de 2 181 chez les pravdistes, de 661 chez les liquidateurs. En 1914 (au 13 mai), les pravdistes ont l'appui de 2 873 groupes ouvriers, les liquidateurs de 671. Cela veut dire que le pourcentage des groupes ouvriers organisés par les pravdistes était de 77% en 1913 et qu'il est de 81% en 1914.

Les pravdistes publient systématiquement ces données depuis 1912, en invitant les lecteurs à les vérifier, en montrant leur caractère objectif, en appelant les *véritables* (et non pas les hypocrites) amis de l'« unité » à reconnaître franchement et honnêtement la volonté de la majorité

des ouvriers. *Faute de quoi*, tous les propos sur l'unité ne sont qu'hypocrisie.

Après la lutte menée pendant un an et demi par les liquidateurs contre le Parti, les ouvriers conscients de Russie ont, à la majorité des 4/5, *approuvé* la ligne « pravdiste », la fidélité à l'« organisation clandestine » et à la tactique révolutionnaire. Ce que nous attendons des liquidateurs et de leurs amis, ce ne sont pas des phrases sur l'« unité » *contre* la volonté du Parti, mais une franche déclaration : désirent-ils enfin, oui ou non, reconnaître cette volonté de l'immense majorité des ouvriers conscients de Russie ?

Rien de plus facile que de lancer des affirmations gratuites. Mais organiser un véritable journal ouvrier, financé effectivement par les ouvriers, est une chose très difficile. Nos camarades à l'étranger, plus expérimentés que nous, le savent bien. Un véritable journal ouvrier, c'est-à-dire un journal financé effectivement par les ouvriers et appliquant la ligne du Parti, est un puissant organisateur.

Et que nous enseignent les données déjà citées ? Ces données objectives nous disent que la *Pravda* est un journal véritablement ouvrier, mais que l'organe des liquidateurs, qui répudie l'« organisation clandestine », c'est-à-dire le Parti, est *en fait*, de par ses idées comme par l'origine de ses fonds, un journal *bourgeois*.

Du 1er janvier au 13 mai 1914, les deux journaux ont publié, comme toujours, les comptes rendus financiers relatifs à leurs collectes, et notre journal en a dressé un bilan d'ensemble dont voici les résultats. La *Pravda* a recueilli 21 584 roubles 11 copecks, dont 18 934 r. 10 c. provenant de groupes ouvriers. C'est-à-dire que les collectes auprès des ouvriers organisés ont donné 87% du total, et celles de la bourgeoisie 13% seulement.

Tandis que les liquidateurs ont recueilli 12 055 roubles 89 copecks, dont 5 296 r. 12 c. provenant de groupes ouvriers, soit *moins de la moitié*, 44% en tout. C'est la bourgeoisie qui fournit *plus de la moitié* de leurs fonds aux liquidateurs.

Ajoutez à cela que toute la presse bourgeoise libérale fait chaque jour l'éloge des liquidateurs, les *aidant* à faire échec à la volonté de la majorité des ouvriers, les *en-*

courageant dans leur réformisme et leur répudiation de l'organisation clandestine.

Comme exemple de l'activité des groupes de l'étranger je prendrai le journal *Edinstvo* du camarade Plékhanov, du député Bourianov, etc. J'ai devant moi trois numéros de ce journal, le premier daté du 18 mai, le troisième du 15 juin de cette année. Les comptes rendus montrent que quelqu'un a versé au journal 1 000 r. par l'intermédiaire du camarade Olguine, qui se trouve à l'étranger, et que les collectes à l'étranger ont rapporté 207 r. 52 c. *Six* (six !) groupes ouvriers ont versé 60 roubles.

Et c'est ce journal qui, appuyé par six groupes d'ouvriers de Russie, appelle les ouvriers à ne pas suivre les décisions du Parti et le traite de « scissionniste » !! Le parti qui a rassemblé en deux ans et demi *5 600* groupes ouvriers autour des décisions précises adoptées par les *trois* conférences illégales de 1912 et de 1913, est « scissionniste ». Tandis que le groupe Plékhanov, qui a rassemblé six groupes ouvriers de Russie et qui a recueilli à l'étranger 1 200 roubles afin de *faire échec* à la volonté des ouvriers russes est, voyez-vous, un groupe « unificateur » !!

Plékhanov accuse les autres de fractionnisme, comme si le fait de collecter des fonds à titre particulier pour un groupe particulier et d'appeler les ouvriers à ne pas suivre les décisions de la majorité des 4/5 *n'était pas* du fractionnisme.

Quant à nous, nous déclarons nettement que la conduite du groupe Plékhanov est, à nos yeux, un exemple de politique de *désorganisation*. Plékhanov se conduit comme le ferait Mehring, en Allemagne, s'il rassemblait six groupes ouvriers et appelait, dans un journal à part, les social-démocrates allemands à ne pas obéir à un parti qui aurait rompu, disons, avec les Polonais.

Nous ne parlons pas le même langage que Plékhanov. Nous disons que rassembler les 4/5 des ouvriers de Russie, c'est réaliser l'unité en fait, et non en paroles. Quant à la lutte que mènent des groupes de l'étranger, avec des fonds recueillis à l'étranger, contre la majorité des ouvriers de Russie, nous l'appelons une *politique de désorganisation*.

D'après les renseignements recueillis à Saint-Péters-

bourg et publiés par le camarade Vandervelde, la *Pravda* tire à 40 000 exemplaires et les liquidateurs à 16 000. La *Pravda* vit grâce aux ouvriers qui la soutiennent de leurs deniers, tandis que les liquidateurs sont soutenus par ceux que notre journal appelle *de riches amis bourgeois*.

Nous tenons à la disposition du Comité exécutif du Bureau socialiste international les comptes rendus financiers publiés dans les deux journaux : pour les camarades étrangers qui savent combien un journal ouvrier est une affaire sérieuse, ces documents auront plus de valeur que les assurances, les promesses, les déclarations et les injures à l'adresse des « léninistes ».

Nous demandons aux liquidateurs s'ils ont l'intention de continuer à passer outre à ce *fait objectif* que le journal de leur groupe est *en réalité* une entreprise de la bourgeoisie, destinée à préconiser le reniement de l'organisation clandestine et à *mettre en échec* la volonté de la majorité des ouvriers conscients de Russie.

Si oui, les propos qu'ils tiendront sur l'« unité » continueront à provoquer les railleries acerbes de nos ouvriers.

Quiconque désire sérieusement l'unité doit reconnaître en toute loyauté le caractère absolument erroné de la ligne suivie par les liquidateurs, caractère démontré aussi bien par les résolutions qu'a adoptées le Parti depuis 1908 que par l'*expérience* de la lutte menée depuis deux ans et demi par les *masses ouvrières*.

Autre chose. Voici des renseignements objectifs concernant les élections ouvrières aux conseils des assurances sociales. Nous rejetons, comme étant d'inspiration libérale, tous les beaux discours sur des réformes politiques, constitutionnelles, dans la Russie tsariste d'aujourd'hui, mais nous utilisons *concrètement*, et non en paroles, les réformes *véritables*, du genre des assurances sociales. *Tout* le groupe ouvrier du Conseil de Russie des assurances sociales est composé de *pravdistes*, c'est-à-dire d'ouvriers qui ont condamné et rejeté le courant liquidateur. Aux élections à cet organisme, 47 délégués-électeurs sur 57 furent des pravdistes, soit 82%. Aux élections au Conseil de la capitale, de Saint-Pétersbourg, il y eut 37 délégués pravdistes et 7 délégués liquidateurs, soit 84% en faveur des pravdistes.

Même situation en ce qui concerne les syndicats. Les camarades étrangers s'imaginent peut-être, à entendre les discours des social-démocrates russes à l'étranger sur le «chaos de la lutte fractionnelle» en Russie (c'est ce que disent Rosa Luxembourg, Plékhanov, Trotski et d'autres), que la scission règne chez nous au sein du mouvement syndical.

Il n'en est rien.

Il n'y a pas en Russie de syndicats parallèles. Aussi bien à Pétersbourg qu'à Moscou les syndicats sont uniques. La vérité est que, dans ces syndicats, la prépondérance des *pravdistes* est *absolue*.

Sur les 13 syndicats de Moscou, il n'y en a pas un seul qui soit liquidateur.

Sur les 20 syndicats de Saint-Pétersbourg énumérés dans notre calendrier ouvrier avec l'indication du nombre de leurs adhérents, seuls ceux des dessinateurs, des employés de pharmacie et de bureau sont liquidateurs, ainsi que la moitié des imprimeurs. Dans tous les autres syndicats, ceux des métallurgistes, des ouvriers du textile, des tailleurs, des ouvriers du bois, des employés de magasin, etc., les pravdistes jouissent d'une prépondérance *absolue*.

Et nous déclarons nettement que les liquidateurs peuvent renoncer à parler d'« unité » s'ils ne veulent pas transformer à fond toute leur tactique et cesser la lutte désorganisatrice qu'ils mènent contre la majorité organisée des ouvriers conscients de Russie.

La *Pravda* exalte chaque jour l'*organisation clandestine*, ne serait-ce que par allusions, et réprouve ceux qui la désavouent. Et les ouvriers suivent *leur Pravda*.

Voici les données concernant la presse illégale à l'étranger. *Entre* la conférence d'août 1912 tenue par les liquidateurs, et juin 1914, notre Parti a fait paraître *cinq* numéros d'un journal illégal donnant des directives politiques, *les liquidateurs, rien*, les socialistes-révolutionnaires, *neuf* numéros. Les proclamations diffusées en Russie et aidant à l'agitation révolutionnaire dans les grèves, les meetings, les manifestations, n'entrent pas ici en ligne de compte.

Les cinq numéros de notre organe contiennent *44* indications sur les organisations illégales de notre Parti ;

chez les liquidateurs *il n'y a rien* ; chez les socialistes-révolutionnaires, il y a *21* indications (concernant surtout les étudiants et la paysannerie).

Enfin, en octobre 1913, quand se fut constituée à la Douma la fraction ouvrière social-démocrate de Russie, fraction indépendante qui, à la différence des liquidateurs, voulait *appliquer* la volonté de la majorité des ouvriers conscients de Russie et non pas faire échec à cette volonté, les *deux* journaux publièrent les *résolutions* envoyées par les ouvriers de tous les points de la Russie en faveur de l'une ou de l'autre fraction, celle du Parti ou celle des liquidateurs. Il fut ainsi publié *6 7 2 2 signatures* en faveur de la fraction « pravdiste », c'est-à-dire du Parti, et *2 9 8 5* en faveur de la fraction des liquidateurs (y compris 1 086 provenant d'ouvriers bundistes et 719 émanant d'ouvriers du Caucase). Par conséquent, les liquidateurs avec tous leurs alliés ne purent recueillir que *moins du tiers* des signatures.

Telles sont, en bref, les données objectives que nous opposons aux affirmations gratuites des liquidateurs. Ces données objectives sur le mouvement *de masse* de la classe ouvrière de Russie depuis deux ans et demi prouvent d'une manière définitive, par l'expérience des ouvriers conscients, la justesse de la ligne de notre Parti.

Ici, il me faut faire une digression et insister sur un exemple concret, afin de montrer pourquoi il ne peut être question chez nous d'« unité » et même de « paix » avec le journal actuel des actuels liquidateurs.

Il s'agit d'un exemple d'une très grande portée, qui montre clairement comment se comportent les liquidateurs à l'égard du travail illégal de notre Parti, et c'est pourquoi je demande aux camarades de me prêter une attention toute particulière.

On sait qu'en Russie la grève révolutionnaire de masse connaît depuis 1912 un succès remarquable. Les patrons ont tenté de lui opposer le lock-out. Afin de riposter à cette mesure patronale, la conférence du Parti, en février *1913* (notez la date: *1913* !), a mis au point et publié une résolution *illégalement*[152].

Cette résolution pose nettement (page 11 de l'édition illégale) « comme objectif immédiat l'organisation de mani-

festations de rue révolutionnaires ». Il y est nettement recommandé (*ibidem*) « de rechercher pour riposter au lock-out de nouvelles formes de lutte, par exemple, la grève perlée, et de substituer aux grèves politiques des meetings révolutionnaires et des manifestations de rue révolutionnaires ».

Cela se passait, nous le répétons, en février 1913, c'est-à-dire *six mois* après la conférence d'août 1912 des liquidateurs, cette même conférence qui avait juré au monde entier que les liquidateurs *n'étaient pas* contre l'organisation clandestine. Ni pendant ces six mois, d'août 1912 à février 1913, *ni pendant l'année suivante*, de février 1913 à février 1914, *il n'y a pas eu la moindre résolution* du bloc d'Août sur cette question. Absolument aucune !! Et écoutez la suite.

Le 20 mars 1914, les usiniers de Saint-Pétersbourg décident de répondre aux grèves par le lock-out. En un seul jour, 70 000 ouvriers de la capitale sont jetés à la rue.

En accord avec la résolution du Parti, l'organisation illégale de notre Parti à Saint-Pétersbourg, le « Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. », décide de répondre au lock-out par une manifestation révolutionnaire organisée au jour anniversaire du massacre de la Léna, le 4 avril.

On édite une proclamation illégale adressée aux ouvriers. Je l'ai là, devant moi. Elle est signée : « Le Comité de Saint-Pétersbourg du P.O.S.D.R. ». Elle reprend les mots d'ordre du Parti (république et confiscation des terres) et conclut par ces mots :

« Camarades ! Tous sur la Perspective Nevski le 4 avril à 11 heures du matin. »

Il va de soi que le journal légal la *Pravda* ne peut pas reproduire le texte de cette proclamation, ni non plus en faire mention *de lui-même*.

Mais alors ? Comment exprimer à l'intention des lecteurs ouvriers, ne serait-ce que des plus conscients et des plus avancés, l'*idée* qu'ils doivent absolument apporter leur appui à cet appel illégal à une manifestation illégale, révolutionnaire ?

On ne peut que recourir, comme nous le faisons constamment, à la méthode allusive.

Et, le jour même de la manifestation, le vendredi 4 avril 1914, notre journal (*Pout Pravdy* n° 54) publie un éditorial

sans signature discrètement intitulé : « A propos des formes du mouvement ouvrier » *. Cet article *mentionne bel et bien* la « résolution formelle adoptée par les marxistes en février 1913 » et fait *allusion* à la manifestation de caractère révolutionnaire avec la formulation suivante :

« Les ouvriers conscients connaissent fort bien aussi quelques-unes des formes concrètes d'élévation » (c'est-à-dire d'élévation des formes de lutte), « éprouvées plus d'une fois au cours de l'histoire et qui ne paraissent « incompréhensibles » et « étrangères » qu'aux seuls liquidateurs » (*Pout Pravdy*, 1914, n° 54).

La police russe et les procureurs n'ont pas compris l'allusion. Mais les ouvriers conscients l'ont comprise.

La manifestation a lieu. Tous les journaux bourgeois parus dans la soirée du 4 avril en parlent. Aussi, le lendemain 5 avril, notre journal (voir le *Pout Pravdy* n° 55) *cite* des extraits de ces journaux bourgeois, où il est dit que

« ces derniers jours, des tracts ont été distribués en masse parmi les ouvriers, les appelant à participer aux manifestations du 4 avril pour l'anniversaire des événements de la Léna, et signés du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R.».

On ne peut pas traduire notre journal en justice pour avoir publié un *tel* extrait des journaux bourgeois. Et, en fin de compte, nous avons réussi à appliquer les décisions du parti illégal : organisation d'une manifestation révolutionnaire et *appui* apporté à ce travail par un journal légal que lisent quarante mille ouvriers.

Et que font les liquidateurs ?

Comme je l'ai déjà dit, ni pendant les six mois qui vont d'août 1912 à février 1913, ni pendant toute l'année suivante, il n'y a eu *la moindre résolution clandestine* émanant du bloc d'Août.

Personne n'a entendu parler à Saint-Pétersbourg d'appels illégaux quelconques lancés par les liquidateurs à l'occasion du 4 avril 1914, et les journaux bourgeois n'ont rien mentionné à ce sujet. Il faut dire que le témoignage des journaux bourgeois est *très important*, car quand des proclamations sont diffusées en quantité vraiment massive, les

* Voir le présent tome, pp. 217-220. (*N.R.*)

journaux bourgeois l'apprennent toujours et ne manquent pas d'en parler. Au contraire, si les proclamations sont diffusées en toute petite quantité, les masses n'en sont pas informées et les journaux bourgeois n'en parlent pas.

Donc, les liquidateurs n'ont rien fait pour organiser la manifestation révolutionnaire du 4 avril 1914. Ils se sont tenus à l'écart.

Ce n'est pas tout. Parlant, le lendemain, de la manifestation, l'organe légal des liquidateurs

ne reproduit pas les informations publiées par les journaux bourgeois sur la diffusion de tracts au nom du Comité de Saint-Pétersbourg de notre Parti!!

C'est monstrueux, mais c'est ainsi. Et je joins à mon dossier un exemplaire du journal liquidateur daté du 5 avril 1914 (*Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* n° 48), afin de stigmatiser ce fait à la face du Comité exécutif du Bureau socialiste international.

Réfléchissez un instant à ce que cela signifie !! Des gens qui proclament leur désir de réaliser l'« unité » avec notre Parti, des gens qui veulent s'appeler des social-démocrates, *cachent* aux ouvriers l'*existence* d'une organisation illégale de notre Parti, le Comité de Saint-Pétersbourg du P.O.S.D.R., et font le silence sur ses appels clandestins et *révolutionnaires* et sur le fait qu'*il* a organisé les manifestations du 4 avril 1914.

Ces gens qui réclament à cor et à cri l'« unité » avec notre Parti, *ne reproduisent pas* les informations des journaux bourgeois relatives à la diffusion massive de tracts *clandestins* sous la signature du Comité de Saint-Pétersbourg de notre Parti !

Les camarades des partis étrangers pourront comprendre par cet exemple pourquoi la question de la clandestinité a pour nous une importance aussi essentielle, aussi fondamentale.

Mais il y a mieux encore. Une semaine plus tard, le 11 avril 1914, le journal liquidateur (*Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* n° 51) publie un article dans lequel l'auteur *se moque précisément* de l'article publié par la *Pravda* le 4 avril, le jour de la manifestation, sur les « formes

supérieures » de lutte, et *r a i l l e* ce journal d'avoir « *exprimé ses idées sous une forme difficilement compréhensible* » ! !

Réfléchissez un instant : le journal légal des liquidateurs, qui désapprouvent et invectivent constamment l'organisation clandestine, *r a i l l e* notre journal légal, qui désirait *a i d e r* la clandestinité, de ne l'avoir fait que sous forme d'allusions ! !

Et, pour cette *a l l u s i o n* faite par notre journal aux « formes supérieures », c'est-à-dire à la manifestation révolutionnaire organisée par le Comité de Saint-Pétersbourg de notre Parti, les liquidateurs nous traitent publiquement, dans ce même article de leur journal, d'« *a v e n t u r i s t e s* » et d'« aventuristes tout à fait dépourvus de principes », d'« *a n a r c h o - s y n d i c a l i s t e s* » « *j o u a n t l e s p r o v o c a t e u r s* à l'égard des ouvriers » ! !

Je possède tous les documents, la proclamation du Comité de Saint-Pétersbourg, notre journal et celui des liquidateurs. Les camarades que cela intéresse peuvent nous demander de les leur traduire intégralement.

Et je déclare, au nom du Comité central de notre Parti et au nom de l'immense majorité des ouvriers social-démocrates de Russie : *il ne peut y avoir aucune « unité » et aucune « paix » avec un tel groupe de liquidateurs, tant qu'existera un pareil journal ! !*

Nous *n e p o u v o n s p a s* accomplir notre travail révolutionnaire auprès des masses en faisant l'« unité » avec un pareil journal.

III

Je passe maintenant à la troisième partie de mon rapport. Après avoir examiné l' *e x p é r i e n c e* du mouvement ouvrier de masse en Russie, qui a confirmé la justesse de notre ligne, je voudrais examiner l' *e x p é r i e n c e* de nos adversaires.

Nos adversaires, aussi bien les liquidateurs que les groupuscules de l'étranger, du genre de celui de Plékhanov, aiment à nous traiter d'« usurpateurs ». Ils ont repris cette insulte dans les pages du *Vorwärts*, en mars 1912. Et

le *Vorwärts* ne nous a pas permis de répondre ! Voyons donc quel peut-être le sens politique de cette accusation.

J'ai déjà dit que la conférence de 1912 avait été convoquée par une « Commission russe d'organisation » créée par un comité du Parti après que les liquidateurs eurent coulé l'ancien Comité central. Nous sommes fiers d'avoir permis ainsi la reconstitution du parti illégal, et la majorité des ouvriers de Russie ont reconnu ce mérite.

Mais, admettons un instant que nos si nombreux adversaires (nombreux du point de vue de l'étranger et des groupuscules d'intellectuels) aient raison. Admettons que nous soyons coupables d'« usurpation », de « scissionnisme », etc. Ne serait-il pas naturel, dans ce cas, que nos adversaires nous réfutent, *non pas à l'aide de mots, mais par l'expérience* de leur propre travail et de leur propre union ?

Si nous avons tort en affirmant qu'on ne peut pas bâtir le Parti autrement qu'en luttant contre le groupe des liquidateurs, ne serait-il pas naturel que les groupes et les organisations qui ne sont pas d'accord avec nous *démontrent par l'expérience de leur propre* travail qu'il est possible de réaliser l'unité avec les liquidateurs?

Or, voici ce que nous dit l'expérience de nos adversaires. En janvier 1912, le parti illégal a été reconstitué grâce à la conférence que nous avons réunie et à laquelle était représentée la majorité des organisations de Russie.

En mars 1912 se sont réunis, dans les pages du *Vorwärts*, pour nous abreuver d'invectives :

les liquidateurs
le Bund
les Lettons
les Polonais
les « trotskistes »
les « gens du « Vpériod ».

Que de « courants » et de « groupes », en effet ! Comme il leur aurait été aisé, par leur propre unité, de donner le bon exemple aux ouvriers de Russie ! !

Mais quand il s'est agi de réunir la conférence « d'août » des liquidateurs, il est apparu que nos adversaires *ne pouvaient* agir de concert.

Les Polonais et Plékhanov refusèrent d'assister même à la conférence « d'août » des liquidateurs.

Pourquoi?

Parce qu'*ils ne pouvaient pas* s'accorder même sur la notion d'appartenance au Parti !!!

C'est pourquoi, si aujourd'hui le groupe Plékhanov, ou Rosa Luxembourg, ou n'importe qui d'autre, prétendent se persuader et persuader les autres que *l'on peut* s'unir avec les liquidateurs, nous leur répliquons : essayez donc vous-mêmes, chers camarades, de vous « unir » avec les liquidateurs, *non pas en paroles, mais dans les faits*, sur le sens à donner à l'expression : appartenance au Parti.

Poursuivons. Les « gens du « Vpériod » sont allés à la conférence d'août, mais ils l'*ont quittée* en protestant et en démasquant son caractère fictif.

Maintenant, en février 1914, un an et demi après la « conférence d'août » des liquidateurs, vient de se tenir le congrès du parti letton. Les Lettons furent toujours pour l'« unité ». Les ouvriers de Lettonie *voulaient* travailler en compagnie des liquidateurs et ils l'ont prouvé, non pas à l'aide de mots, mais pratiquement, par l'*expérience*.

Et, au bout d'un an et demi d'expérience, les Lettons, *tout en restant strictement neutres*, ont déclaré à leur congrès qu'ils quittaient le bloc d'Août, car

— et voici les termes mêmes de la résolution adoptée au congrès letton :

« La tentative faite par les conciliateurs en vue de réaliser à tout prix l'unité avec les liquidateurs (conférence d'août 1912), s'est révélée inopérante, et les unificateurs sont eux-mêmes tombés sous la dépendance idéologique et politique des liquidateurs. »

Après cela, essaie qui voudra de renouveler l'« expérience de l'union avec les liquidateurs ». Quant à nous, nous déclarons que tant qu'ils n'auront pas cessé résolument de suivre leur ligne liquidatrice, toute union avec eux est impossible.

Enfin, le groupe Trotski, les Caucasiens avec leur chef An en tête et un certain nombre d'autres liquidateurs («Em-

El », par exemple) se sont pratiquement *séparés* du bloc d'Août en fondant un périodique *à part*, la *Borba*. Cette revue n'a aucun lien avec les ouvriers, mais, par le fait même de son existence, par sa critique de l'opportunisme des liquidateurs, par sa rupture avec ces derniers, cet organe d'un groupe d'ex-liquidateurs *a démontré* pratiquement, concrètement, que l'unité avec les liquidateurs est impossible.

Elle n'est possible que si les liquidateurs sont prêts à rompre résolument avec toute leur tactique et à cesser d'être des liquidateurs.

Et je passe à l'exposé des conditions précises et formelles de cette « unité ».

IV

Notre Comité central formule comme suit les conditions pratiques, concrètes, qui rendraient possible pour notre Parti l'« unité » avec les liquidateurs.

Première condition :

1. Les résolutions adoptées par l'ensemble du Parti en décembre 1908 et en janvier 1910 au sujet du courant liquidateur sont confirmées de la façon la plus catégorique et la plus absolue en ce qui concerne ledit courant.

Afin que cette confirmation soit comprise par tous les ouvriers conscients de Russie comme une décision véritablement sérieuse et définitive et, en même temps, afin qu'il ne puisse subsister de place pour quelque équivoque que ce soit, il est déclaré que doit être condamné et ne peut être toléré dans les rangs du P.O.S.D.R. illégal quiconque prendra position (en particulier dans la presse légale) contre l'« organisation clandestine », c'est-à-dire contre l'organisation illégale, traitera celle-ci de « cadavre », prétendra qu'elle n'existe pas, que sa reconstitution est une utopie réactionnaire, etc., — quiconque, d'une façon générale, tentera par quelque moyen que ce soit de rabaisser le rôle et l'importance de « l'organisation clandestine ».

Il est déclaré que doit être condamné et ne peut être toléré dans les rangs du parti illégal quiconque se dresserait (en particulier dans la presse légale) contre « la publicité faite à la presse illégale ». Ne peut être membre du parti illégal

que celui qui aide sincèrement et de toutes ses forces au développement de la *presse* illégale, des proclamations illégales, etc.

Il est reconnu que doit être condamné et ne peut être toléré dans les rangs du parti illégal quiconque préconisera sous quelque forme que ce soit, dans la Russie actuelle, un Parti ouvrier « déclaré » (c'est-à-dire légal), car ce dernier serait objectivement un parti ouvrier monarchiste, tsariste, — quiconque lancerait le mot d'ordre d'un « parti déclaré » ou de la « lutte » pour un tel parti.

Il est déclaré que doit être condamné et ne peut être toléré dans les rangs du parti illégal quiconque prend position sous quelque forme que ce soit (en particulier dans la presse légale) contre les grèves de masse révolutionnaires (c'est-à-dire celles qui associent à la lutte économique et politique l'agitation révolutionnaire), contre les meetings révolutionnaires et les manifestations de rue. Parmi ces attaques inadmissibles contre le travail révolutionnaire du parti qui organise les grèves et les manifestations, il faut ranger par exemple la condamnation, dans la presse légale, de la « frénésie gréviste » des ouvriers ou des « formes supérieures de lutte » (=le pseudonyme légal des manifestations).

Il est déclaré que les déviations susindiquées de la ligne social-démocrate dans le sens d'une « influence bourgeoise » ont essentiellement pour promoteurs la revue *Nacha Zaria* et le journal *Nacha Rabotchaïa Gazéta*.

2. Il est déclaré que doit être condamné et ne peut être toléré dans les rangs du parti illégal quiconque, sous quelque forme que ce soit (en particulier dans la presse légale), proclame impropres ou peu propres à l'agitation dans les masses les mots d'ordre de république démocratique et de confiscation des terres des grands propriétaires fonciers, — mots d'ordre adoptés dans le programme de notre Parti et particulièrement actuels dans la Russie d'aujourd'hui, où la monarchie tsariste a bafoué le peuple avec la reconnaissance toute formelle de la Constitution par le tsar.

Il est déclaré que — vu la diffusion massive par la presse libérale des idées du réformisme, de l'idée d'une conciliation entre la liberté politique et la monarchie tsariste, de l'idée que le renversement du tsarisme par la révolution

est inutile, nuisible et condamnable — l'agitation en faveur d'une réforme constitutionnelle telle que la liberté de coalition doit être poursuivie, et ce avec le maximum d'ampleur, une claire conscience de l'hostilité de la classe ouvrière à la propagande des réformistes libéraux et en relation étroite avec l'explication et la diffusion du mot d'ordre de république, considéré comme impliquant l'assaut révolutionnaire des masses, contre la monarchie tsariste.

3. Il est déclaré que l'adhésion de quelque groupe que ce soit de notre Parti, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, à un bloc ou une alliance avec *un autre* parti est absolument inadmissible et incompatible avec l'appartenance au Parti.

Est reconnu comme un exemple de ces blocs inadmissibles celui que forment le Bund et les liquidateurs avec un parti *non* social-démocrate, « l'aile gauche du P.S.P. », *contre* la volonté et sans l'accord de la social-démocratie *polonaise*, et sans décision du congrès du P.O.S.D.R.

En tant que membre d'un parti *non* social-démocrate, le député Jagiello ne peut que s'associer à la fraction de notre parti à la Douma, mais ne saurait absolument pas être membre de cette fraction.

4. Il est déclaré que, dans chaque ville et chaque localité, il ne doit y avoir qu'une seule et unique organisation social-démocrate, groupant les ouvriers de toutes les nationalités et déployant son activité dans toutes les langues parlées par le prolétariat local.

Est condamné le séparatisme national-juif du Bund, qui s'oppose jusqu'à maintenant, malgré la résolution adoptée au congrès de Stockholm du P.O.S.D.R. en 1906 et confirmée à la conférence de décembre 1908, à mettre en pratique le principe de l'unité internationale des ouvriers social-démocrates locaux, principe qui a fait si brillamment ses preuves au Caucase depuis 1898 [153].

5. Il est déclaré que la revendication de l'« autonomie nationale culturelle », qui tend à diviser les ouvriers d'après leur nationalité et prêche un nationalisme raffiné, revendication qui a été repoussée par une décision formelle du IIe Congrès (1903) du P.O.S.D.R., est en contradiction avec le programme du Parti (de même que le pseudonyme de l'autonomie nationale culturelle, c'est-à-dire « la création

d'institutions garantissant la liberté du développement national »).

Toutes les décisions prises par les organisations locales, nationales ou particulières de notre Parti (notamment par la fraction de la Douma) et admettant le principe de l'autonomie nationale culturelle sont annulées, et leur remise en vigueur sans décision du congrès du P.O.S.D.R. est déclarée incompatible avec l'appartenance au Parti.

6. Les ouvriers social-démocrates de toutes nuances sont appelés dès à présent par toutes les organisations du Parti, par toutes ses publications en toutes langues, à réaliser immédiatement l'*unité à la base*, c'est-à-dire à constituer localement des cellules, des organisations et des groupes social-démocrates illégaux ou à entrer dans ces organisations là où elles existent déjà. Il est entendu qu'on écarte absolument le principe de la fédération ou de l'égalité en droits de tous les « courants », et que le principe de la soumission loyale de la minorité à la majorité est le seul reconnu. Le nombre des versements effectués depuis 1913 par les groupes ouvriers aux journaux des diverses tendances est considéré par la presse légale comme l'indice le plus valable, bien qu'approximatif, du rapport des forces entre les différents courants du mouvement ouvrier. Aussi ce nombre est-il imprimé dans toutes les publications du Parti, lesquelles recommandent à tous les social-démocrates locaux de prendre ces données pour guides dans toutes leurs initiatives pratiques jusqu'à la réunion d'un nouveau congrès du P.O.S.D.R.

En ce qui concerne la définition de l'appartenance au Parti, il est déclaré que seule l'entrée dans une cellule, un groupe ou une autre organisation illégale (qu'il s'agisse d'une organisation locale, d'usine, d'arrondissement, ou d'un groupe social-démocrate à l'intérieur d'une société légale), que seul le travail illégal d'organisation de réunions, d'étude des résolutions du Parti, de diffusion de la littérature clandestine, — que cela *seul* est pris en considération dans la définition de l'appartenance au Parti.

Tous les groupes et tous les « courants » sont tenus de lancer immédiatement à ce propos des appels illégaux absolument clairs et précis.

7. Il est déclaré que l'existence de deux journaux con-

currents dans une même ville ou une même région est absolument inadmissible. Une minorité qui a des objections à formuler sur les questions de programme, de tactique et d'organisation a le droit de les présenter devant tout le Parti dans un périodique de discussion qui doit être créé spécialement à cet effet, mais elle ne peut se livrer, dans un journal concurrent, à un travail désorganisant l'action et les décisions de la majorité.

Considérant que le journal liquidateur de Pétersbourg, soutenu essentiellement par l'apport de fonds bourgeois et non prolétariens, est édité contrairement à la volonté de l'évidente et indiscutable* majorité des ouvriers social-démocrates conscients de Saint-Pétersbourg et se livre à un intense travail de désorganisation en appelant à méconnaître la volonté de la majorité, il est déclaré nécessaire de fermer immédiatement ce journal, tout en créant simultanément un périodique de discussion.

8. Est confirmée d'une façon absolument nette et catégorique la résolution du IIe Congrès de 1903, de même que celle du congrès de Londres de 1907, sur le caractère démocratique bourgeois de la tendance populiste en général et du parti socialiste-révolutionnaire en particulier.

Tous blocs ou unions, ou accords temporaires conclus par une partie des social-démocrates avec les socialistes-révolutionnaires (et, en général, avec les populistes) et dirigés contre l'autre partie des social-démocrates sont déclarés absolument inadmissibles.

Sont condamnés nettement et catégoriquement les liquidateurs de Pétersbourg, qui, sans même avoir défini à leur propre « conférence d'août » une ligne nouvelle concernant les rapports entre social-démocrates et socialistes-révolutionnaires, ont pratiqué et continuent de pratiquer, contre

* Dans leur journal (*Nacha Rabotchaïa Gazéta* n° 34 du 13 juin 1914), les liquidateurs estiment qu'il y a à Saint-Pétersbourg 72% de pravdistes et 28% de liquidateurs. Cet étrange calcul repose, non pas sur le nombre de groupes ouvriers, mais sur les fonds, recueillis aussi bien auprès des ouvriers qu'auprès des bourgeois. de sorte que 10 000 ouvriers donnant chacun 10 copecks sont équivalents à 1 bourgeois versant 1 000 roubles. En réalité, du 1er janvier au 13 mai 1914, le nombre de versements effectués par des groupes ouvriers de Saint-Pétersbourg fut de 2 024 pour les pravdistes et de 308 pour les liquidateurs, ce qui donne respectivement 86% et 14%.

l'immense majorité des ouvriers social-démocrates de Pétersbourg, une politique de blocs et d'accords avec les socialistes-révolutionnaires lors des élections aux conseils des assurances sociales.

Est déclaré inadmissible le bloc littéraire que constituent les liquidateurs les plus en vue et des social-démocrates connus appartenant aux groupuscules qui défendent le courant liquidateur (Plékhanov, Trotski, etc.) avec les socialistes-révolutionnaires, qui proclament dans la revue *Sovrémennik* de Saint-Pétersbourg que « les anciens groupements sont de toute façon liquidés » et qu'« il est impossible de déterminer le point où cesse le marxisme et où commence le populisme » (*Sovrémennik* n° 7, p. 76).

Les publicistes désireux d'être membres du parti social-démocrate et qui collaborent à cette revue pour d'autres raisons que la nécessité de se procurer un gagne-pain en travaillant dans la presse bourgeoise sont invités à cesser cette collaboration et à faire connaître leur départ par voie de presse.

9. Par suite de l'extrême désorganisation qu'apportent dans le mouvement ouvrier de Russie certains groupuscules de l'étranger qui, refermés sur eux-mêmes, travaillent sans mandat d'aucune organisation du Parti résidant en Russie, et sans aucun accord avec une organisation de ce genre, il est déclaré nécessaire de poser et de faire appliquer ce principe que tous les groupes de l'étranger, sans aucune exception, ne doivent entrer en rapport avec les organisations travaillant en Russie que par l'intermédiaire du Comité central du Parti.

Les groupes de l'étranger qui n'obéissent pas au centre russe du travail social-démocrate, c'est-à-dire au Comité central, et qui sèment la désorganisation par les rapports particuliers qu'ils ont avec la Russie en dehors du Comité central, ne peuvent faire usage de l'appellation P.O.S.D.R.

Il faut créer à l'étranger avec les fonds recueillis là-bas, un organe de discussion social-démocrate où seront largement débattues, sans censure, les questions de programme, de tactique et d'organisation.

Il faut réaffirmer et appliquer sans aucune restriction la disposition des statuts du Parti (§ 3) déclarant que seule

« une organisation du Parti qui a été validée a le droit de sortir des publications du Parti ».

10. Est déclarée absolument obligatoire pour tous les social-démocrates la résolution adoptée à l'unanimité par le Comité central à Londres (au début de janvier 1908) et où il est dit que :

« un travail plus poussé de la social-démocratie au sein du mouvement syndical, travail que commande l'état actuel des choses, doit être mené dans l'esprit des résolutions de Londres * et de Stuttgart **, c'est-à-dire qu'il ne s'agit en aucun cas de reconnaître le principe de la neutralité ou du caractère sans-parti des syndicats mais, tout au contraire, d'œuvrer constamment au rapprochement le plus étroit possible des syndicats et du Parti social-démocrate ».

Il est déclaré que les tentatives de mener dans les syndicats une campagne d'agitation contre le P.O.S.D.R. illégal sont incompatibles avec l'appartenance au Parti.

Les liquidateurs s'engagent à ne pas préconiser l'insubordination à l'égard des directions syndicales, à se soumettre loyalement à la majorité marxiste des syndicats et à ne jamais organiser des syndicats dissidents parallèles.

De même en ce qui concerne le travail dans les sociétés ouvrières de toutes sortes : clubs, etc.

Tous les social-démocrates doivent entrer dans les cellules social-démocrates illégales qui existent à l'intérieur de chaque syndicat, de chaque société culturelle, etc. Les décisions du parti illégal sont obligatoires pour ces cellules.

Est déclarée obligatoire pour tous les social-démocrates la lutte *contre* la division des syndicats d'après les nationalités.

11. Il est déclaré que les interventions dans la presse contre la représentation élue par les ouvriers de Saint-Pétersbourg aux organismes directeurs des assurances sociales (Conseil des assurances sociales pour toute la Russie, de la capitale, etc.) et les appels à ne pas exécuter ses décisions, etc., *sont inadmissibles.* Il est déclaré que le programme d'assurances sociales approuvé par cette représentation ouvrière *est obligatoire.*

* C'est-à-dire du Congrès de Londres du P.O.S.D.R. en 1907.
** C'est-à-dire du Congrès socialiste international de Stuttgart en 1907.

Le périodique *Strakhovanié Rabotchikh* [154], qui concurrence l'organe officiel de la représentation ouvrière aux assurances sociales (*Voprossy Strakhovania*), est supprimé.

12. Les social-démocrates caucasiens doivent reconnaître comme inadmissible l'agitation en faveur de l'autonomie nationale culturelle, qu'a rejetée le programme du P.O.S.D.R.

Ils doivent s'engager à ne pas déroger au principe d'une organisation internationale unique par ville, en s'abstenant dans tous les cas, au sein d'une organisation politique comme au sein d'une organisation syndicale, de diviser les ouvriers d'après leur nationalité.

13. Les six députés à la Douma (la fraction Tchkhéidzé), ainsi que le député Bourianov, doivent accepter toutes les conditions ci-dessus énumérées.

La fraction Tchkhéidzé doit proclamer à la tribune de la Douma que, conformément au programme des social-démocrates de Russie, elle *retire* sa proposition d'« autonomie nationale culturelle » (et son pseudonyme : « les institutions », etc.).

Elle doit reconnaître l'autorité du Comité central du Parti, élu à la conférence de janvier 1912, le caractère obligatoire pour elle de toutes les décisions prises par le Parti, ainsi que le droit de *veto* du Comité central.

Ces conditions étant réunies, le Comité central de notre Parti estimerait possible la réalisation de l'unité et engagerait une campagne dans ce sens. Nous déclarons que tous pourparlers et toutes relations sont absolument impossibles avec le groupe de liquidateurs qui publie *Nacha Zaria* et *Nacha Rabotchaïa Gazéta*, étant donné la tactique suivie *à l'heure actuelle* par ce groupe. Quant à tous les autres groupes, courants, fractions et organismes qui prennent la défense des liquidateurs ou qui prêchent l'unité ou un compromis avec eux, nous considérons, du point de vue de leur rôle politique réel dans ce mouvement ouvrier en Russie, qu'ils n'ont qu'une existence fictive.

Nous prétendons que nourrir la classe ouvrière de Russie d'affirmations et de promesses purement verbales sur la possibilité et la facilité de réaliser l'unité avec le groupe

des liquidateurs, c'est rendre un bien mauvais service à cette cause et vouloir faire prendre des bavardages pour la réalité.

Aussi faisons-nous la proposition pratique suivante.

Voilà un an déjà que notre Parti a proposé la réunion d'un congrès. On en a parlé dans les résolutions de la conférence tenue au cours de l'été 1913 par le Comité central du P.O.S.D.R. Ce projet est actuellement très proche de sa réalisation. Il est probable que notre Parti tiendra son congrès dans un très proche avenir [155], immédiatement après le Congrès de Vienne ou peut-être en même temps que celui-ci. Bien entendu, nous prions les camarades de ne pas publier cela et de ne pas en parler. Si les arrestations étaient très nombreuses, il se pourrait qu'à la place d'un congrès se réunisse une conférence.

Ainsi, tout en refusant de faire la moindre concession au groupe des liquidateurs ou à ceux qui le défendent *aussi longtemps que les conditions que nous venons d'énumérer n'auront pas été réalisées*, nous proposons à tous les groupes, courants et fractions qui — à l'inverse de nous — estiment possible de faire l'unité ou la paix ou de trouver un compromis avec le groupe actuel des liquidateurs pratiquant sa tactique actuelle, nous proposons à tous ces groupes de profiter du Congrès de Vienne pour organiser ensemble un examen approfondi des conditions que nous posons.

Que ceux qui prêchent la paix ou un compromis avec les liquidateurs ne se contentent pas de prêcher, mais prouvent *pratiquement* que l'unité est possible avec les liquidateurs tels qu'ils sont aujourd'hui.

Pour notre part, nous serions très heureux de pouvoir informer les représentants délégués au congrès ou à la conférence de notre Parti par les 4/5 des ouvriers de Russie, des résultats des délibérations qu'auront eues avec le groupe des liquidateurs tous les groupes qui s'en font les défenseurs.

14. Je dois en conclusion aborder encore un point, très désagréable, mais qu'un échange de vues loyal et à cœur ouvert sur le problème de l'unité des social-démocrates de Russie ne permet pas d'esquiver.

Voici de quoi il s'agit :

Nos adversaires, les liquidateurs, mènent dans leur presse une campagne acharnée contre la personne de certains membres de notre Parti, qu'ils accusent publiquement et devant les masses d'un tas d'actions honteuses, infâmes et criminelles, ou rapportent dans leur journal des « bruits » à ce sujet. La presse de notre Parti répond à ces attaques en qualifiant les liquidateurs — et tout spécialement leurs deux leaders Dan et Martov — de diffamateurs, et ce d'une façon nette et précise, au nom du Comité central de notre Parti.

Il est aisé d'imaginer la désorganisation et la démoralisation engendrées dans les masses par cette « campagne » des liquidateurs, à laquelle nous avons répondu et répondrons toujours en appliquant le principe : « à corsaire, corsaire et demi » *. Passons brièvement en revue quatre exemples :

1. En 1911, L. Martov publia à Paris une brochure : *Sauveurs ou démolisseurs*, consacrée essentiellement à des accusations imputant à Lénine des actions malhonnêtes et criminelles. Il adressa une traduction allemande de cette brochure à Kautsky, qui était alors arbitre dans un litige divisant les social-démocrates de Russie. Dans une lettre à Lounatcharski (groupe « Vpériod »), Kautsky qualifia la brochure de Martov de « répugnante », et cette appréciation fut rapportée par Plékhanov dans la presse social-démocrate de Russie. Aujourd'hui, le journal des liquidateurs entreprend, sous une forme allusive, de mettre progressivement en circulation parmi le public russe le contenu de cette brochure.

2. Depuis 1913, et jusqu'à maintenant, le journal des liquidateurs accuse publiquement de malhonnêteté un membre de notre Parti, Danski, qui travaille aux assurances sociales. Il prend comme prétexte que Danski a travaillé pour une organisation de patrons, d'employeurs, pour la bourgeoisie. Notre Parti, en la personne d'un certain nombre d'organismes (la rédaction de la *Pravda* et de la revue *Prosvéchtchénié*, la fraction ouvrière social-démocrate russe de la Douma, plusieurs syndicats, etc.), a examiné cette accusation et établi que Danski est passé progressivement

*En français dans le texte. (*N.R.*)

du service des patrons au service du mouvement ouvrier, ayant commencé par être un collaborateur anonyme de la *Pravda*. Quand il est entré définitivement dans notre Parti, on lui a demandé, en application de nos résolutions, de quitter complètement l'organisation patronale. Il l'a fait, il a cessé ce travail. Au nom du Comité central, je répète que notre Parti le tient pour un camarade honnête et qu'il ne permettra à personne de porter impunément atteinte à son honneur. Tout en accusant les liquidateurs de calomnier Danski, notre presse a montré que ceux-ci étaient particulièrement mal inspirés en l'occurrence, étant donné que Martov lui-même écrit constamment dans un journal bourgeois sous un autre pseudonyme (je tiens à donner ici toutes les précisions : *Egorov* dans la *Kievskaïa Mysl*) et que, parmi les plus proches collaborateurs du journal liquidateur, *Ejov* a travaillé dans un syndicat patronal et *Ermanski* y a travaillé ou y travaille encore.

3. Le membre de la Douma Malinovski a quitté la Douma et s'est démis subitement de son mandat sans donner les raisons de sa décision. Nos ouvriers ont réuni leurs organismes directeurs, locaux et centraux, et ont prononcé l'exclusion de Malinovski du Parti pour avoir abandonné son poste de combat sans explications et sans que la question ait été réglée préalablement en collège, ayant commis ainsi un acte de désorganisation et de désertion. Le journal des liquidateurs s'est mis alors à publier des bruits anonymes accusant Malinovski d'être un agent provocateur et exigea à ce sujet l'ouverture d'une enquête interfractions. Notre Comité central déclara qu'il se portait garant de Malinovski, qu'il avait examiné ces bruits et conclu qu'il s'agissait d'une vile diffamation, œuvre de Dan et de Martov. Le Comité central refuse de participer à toute commission commune avec les liquidateurs et, à la suite des représentants de dix syndicats de Moscou, accuse de diffamation les gens qui osent lancer dans la presse des « *bruits* » anonymes relatifs à une provocation au lieu de les transmettre par la voie normale, sans sortir de l'organisation, soit à notre Comité central, *soit au leur* (le « Comité d'organisation »), au Bund et aux groupes qui accordent leur confiance aux liquidateurs, pour les faire examiner *par des collèges* et des organismes

responsables. Bourtsev a déclaré qu'il ne croyait pas à ces bruits. La Commission d'enquête formée par notre Comité central a dit qu'elle publierait des renseignements concernant les propagateurs de ces bruits. Je peux seulement ajouter qu'il s'agit des *liquidateurs*.

4. Dernièrement, le journal liquidateur a publié une lettre ouverte émanant d'un ex-député à la IIe Douma, Alexinski, qui accuse de trahison le camarade Antonov, un membre de notre Parti revenu du bagne. Or, la conduite du camarade Antonov a été reconnue irréprochable tant par une commission spéciale composée de ses compagnons de bagne, que par une décision du Comité central du Parti remontant aux années 1907-1908, en Finlande, à l'époque où le Comité central comprenait et des menchéviks (c'est-à-dire les actuels liquidateurs) et toutes les « organisations nationales ». La réponse de notre presse consiste, une fois de plus, à accuser Dan et Martov de propager des calomnies.

Le Comité central m'a mandaté pour faire, devant le Comité exécutif du Bureau socialiste international, une proposition pratique à ce sujet. Nous tenons les procédés des liquidateurs pour des procédés de lutte politique très caractéristiques de la part de gens exclus du Parti. Aussi ne pensons-nous pas que des sentences morales puissent les « amender ». Mais quand des organismes qui servent de couverture aux liquidateurs (le « Comité d'organisation » et le Bund, par exemple, et également Trotski), ainsi que de multiples groupes de l'étranger (y compris Plékhanov) nous parlent de réaliser l'« *unité* » avec ces liquidateurs, nous leur faisons, devant le Comité exécutif du Bureau socialiste international, la proposition suivante :

qu'ils disent ouvertement et publiquement, sans faux-fuyants, s'ils approuvent ou non la « campagne » des liquidateurs sur les quatre points ci-dessus nommés (auxquels, n'en doutons pas, ils sont capables d'en ajouter 44 autres).

S'ils la désapprouvent, que les ouvriers de Russie le sachent.

S'ils l'approuvent, que *t o u s* les groupes qui nous proposent l'« unité » ou un compromis avec les liquidateurs élisent une commission commune et qu'ils rédigent et publient un acte d'accusation motivé, concret, dénonçant certains membres de notre Parti pour avoir agi malhonnêtement.

Nous soumettrons cet acte d'accusation à notre congrès, nous proposerons aux représentants de la commission de tous les groupes qui défendent les liquidateurs de se présenter devant notre congrès et d'y produire leurs preuves.

Nous nous estimons tenus de déclarer que si cela n'est pas fait, l'opinion qui se manifeste déjà dans les rangs de notre Parti, à savoir que tous les groupes qui se font les champions de l'« unité » avec les liquidateurs soutiennent *secrètement* les diffamateurs, s'en trouvera renforcée.

Au nom de la majorité des ouvriers conscients de Russie, nous continuerons de défendre contre les désorganisateurs l'organisation de notre Parti, et nous n'admettons pas d'autre défense que celle que nous avons assumée et que je viens d'exposer (sans parler de la justice bourgeoise à laquelle nous nous adresserons à la première occasion).

J'en ai fini avec le rapport dont m'avait chargé le Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Je me permettrai de le résumer brièvement dans les deux thèses que voici :

Au point de vue formel la situation est la suivante. Notre Parti, reconstitué à la conférence de janvier 1912 en dépit de l'opposition des liquidateurs, a prononcé l'exclusion de ces derniers. *Après* cela, après une activité de deux ans et demi, l'immense majorité des ouvriers conscients de Russie a approuvé la ligne de notre Parti. Nous avons donc toutes les raisons d'être, encore plus fermement que par le passé, persuadés de la justesse de la ligne que nous suivons *et nous ne nous en écarterons pas.* Si les liquidateurs et les groupes qui les défendent désirent que nous annulions la résolution excluant les liquidateurs de notre Parti, notre Comité central est prêt à présenter au congrès du parti une proposition en ce sens et à la défendre, mais *seulement* aux conditions que je viens d'énumérer.

Au point de vue matériel, c'est-à-dire sur le fond, la situation est la suivante. La Russie passe par une époque de révolutions bourgeoises, au cours de laquelle des groupuscules instables d'intellectuels sont parfois enclins à se considérer comme des social-démocrates ou à soutenir au sein de la social-démocratie la tendance opportuniste contre laquelle notre Parti lutte depuis 20 ans (l'« économisme » des années 1895-1902 ; le « menchévisme » des années 1903-1908

et le « courant liquidateur » des années 1908-1914). L'expérience du bloc d'Août (1912) des liquidateurs et de sa désagrégation a montré que les liquidateurs et ceux qui les défendent sont absolument incapables, pour leur part, de fonder quelque parti ou quelque organisation que ce soit. Ce n'est que dans la lutte contre ces groupes que se constitue et peut se constituer un parti social-démocrate de Russie réellement ouvrier, lequel a déjà rassemblé à l'heure actuelle, malgré d'immenses difficultés, les 8/10 des ouvriers conscients (si l'on ne tient compte que des social-démocrates) ou les 7/10 (si l'on tient compte à la fois des social-démocrates et des socialistes-révolutionnaires).

INSTRUCTIONS

I. NOTES PRIVEES*

En ce qui concerne le rapport que peuvent avoir avec l'« unité » les données sur la majorité ou la minorité des ouvriers de Russie qui suivent les pravdistes, ou plus exactement qui sont pravdistes, il convient de remarquer ceci :

1. Si tel parti ou tel groupe présente, d'une manière bien définie et bien précise, un programme ou une tactique avec lesquels notre Parti ne peut pas, par principe, être d'accord, la question de majorité n'a évidemment aucun sens. Par exemple, si le parti socialiste-révolutionnaire (les populistes de gauche), qui se distingue du nôtre à la fois par son programme et par sa tactique, arrivait à gagner la majorité des ouvriers de Russie, cela ne nous ferait absolument pas renoncer à la ligne que nous suivons. Cela vaut également pour les négateurs francs et déclarés de l'« organisation clandestine » (=du parti illégal) dans la Russie d'aujourd'hui.

Mais certains groupes social-démocrates et une partie des liquidateurs affirment qu'il n'existe pas entre eux et nous de divergences de principe inconciliables. A ces groupes et à ces individus nous tenons à montrer leur inconséquence quand ils refusent de se soumettre à la majorité.

---

* *Privées* en français dans le texte. (*N. R.*)

2. Ce qui nous a convaincus de la justesse de notre ligne en matière de tactique et d'organisation, c'est avant tout notre longue connaissance du mouvement social-démocrate ouvrier de Russie et la part que nous y avons prise, de même que nos convictions théoriques de marxistes. Mais notre opinion est que la pratique du mouvement ouvrier *de masse* ne le cède nullement en importance à la théorie, et que cette pratique est seule susceptible d'offrir à nos principes une *vérification* valable. « La théorie est grise, mon ami, mais vert est l'arbre éternel de la vie » (Faust). C'est pourquoi le fait qu'après deux ans et demi de lutte contre le courant liquidateur et ses alliés les 4/5 des ouvriers conscients se prononcent en faveur du « pravdisme », ce fait renforce et rend intangible la certitude que nous avons de la justesse de notre ligne.

3. Chez nous, en Russie, presque chaque groupe ou chaque « fraction » (suivant l'ancienne dénomination) accuse les autres de *n'etre pas* ouvrier, mais intellectuel bourgeois. Nous tenons cette accusation, ou plus exactement cette conception, cette façon de souligner le caractère social de tel ou tel groupe, pour *extrêmement importante d'un point de vue de principe*. Mais, précisément pour cette raison, nous considérons qu'il est de notre devoir de ne pas dénoncer gratuitement, *quant à nous*, le caractère social des autres groupes, mais qu'il faut appuyer cette dénonciation par des faits *objectifs*. Car les faits objectifs montrent irrévocablement et irréfutablement que *seul* le pravdisme est une tendance *ouvrière* en Russie, alors que le courant liquidateur et le parti socialiste-révolutionnaire sont, *en fait*, des partis intellectuels bourgeois.

II. NOTES PRIVEES*

Si des tentatives étaient faites (par un membre du Bureau socialiste international ou par un de nos adversaires, peu importe) pour « récuser » ou *rejeter* les données objectives concernant notre majorité, il faudrait absolument de-

* *Privées* en français dans le texte. (*N. R.*)

mander la parole afin d'exprimer formellement, au nom de toute la délégation, une protestation formelle, ainsi conçue :

Nous nous élevons catégoriquement contre l'affirmation (ou tentatives, indications, etc.) selon laquelle les données objectives que nous fournissons et qui montrent de quel côté se trouve l'immense majorité des ouvriers conscients de Russie ne peuvent être prises en considération par le Comité exécutif parce qu'elles n'ont pas été contrôlées par ce dernier (ou parce qu'elles sont sans rapport avec le problème de l'unité). Nous estimons, au contraire, que l'intérêt indubitable de l'ensemble de l'Internationale et la volonté du Bureau socialiste international, clairement exprimée dans sa résolution de décembre 1913, sont de recueillir les informations les plus complètes, les plus précises et les plus documentées sur la situation véritable du mouvement ouvrier en Russie.

Nous estimons que nos adversaires, qui connaissaient la résolution prise en décembre par le Bureau socialiste international, n'ont pas fait leur devoir en s'abstenant jusqu'à présent de rassembler, de leur côté, des données objectives sur le mouvement ouvrier en Russie.

Nous déclarons qu'après le voyage réussi du camarade Vandervelde en Russie il ne fait aucun doute que le Comité exécutif du Bureau socialiste international pourrait, par l'intermédiaire du camarade Vandervelde, adresser d'une façon parfaitement légale une lettre ouverte à toutes les rédactions de tous les journaux ouvriers (ou se voulant tels) de Russie et à tous les membres des directions de toutes les sociétés ouvrières légales de Russie afin de puiser à la source des renseignements sur la manière dont les ouvriers conscients de Russie se divisent en pravdistes, liquidateurs, socialistes-révolutionnaires (populistes de gauche) et autres tendances.

En l'absence de tels renseignements objectifs, les déclarations subjectives des représentants de divers « groupes » sont absolument sans valeur.

III. HORS RAPPORT

A en juger par quelques déclarations fragmentaires des liquidateurs au congrès des Lettons et par certaines allusions de la presse, l'un des plans qu'ils envisagent pour

réaliser leur fumisterie d'« unification » se présenterait sous l'aspect d'un projet de « congrès commun ».

Ce projet, qui vise manifestement à séduire des étrangers crédules, est à peu près le suivant : ou bien mettre sur pied un comité d'organisation « fédératif » chargé de la convocation d'un congrès commun, ou bien « compléter » le Comité central de notre Parti avec des représentants d'une organisation liquidatrice quelconque, en vue de réunir ce congrès commun.

Ce plan, quelle qu'en soit la forme, est absolument inacceptable pour nous, et s'il en est question d'une manière ou d'une autre à la Conférence de Bruxelles, la délégation du Comité central devra déclarer :

Nous ne pouvons absolument pas faire le moindre pas en avant dans le sens d'un congrès commun, ou d'une fédération, ou d'un rapprochement quelconque tant que le groupe des liquidateurs n'aura pas satisfait aux conditions que nous avons posées. Car nous ne pouvons pas accorder *la moindre* confiance à ce groupe, qui a été exclu du Parti et qui poursuit quotidiennement dans sa presse un travail de désorganisation, autrement qu'*après* l'acceptation et l'exécution par lui de ces conditions.

Lui faire confiance signifierait que nous l'*encourageons* à poursuivre son œuvre de désorganisation. Or, nous exigeons, en accord avec les décisions de nos congrès, de nos conférences et de notre Comité central, la *cessation* de cette activité des liquidateurs comme une *condition* de «paix » *sine qua non*.

Que les liquidateurs soient couverts par des organisations ou des groupes qui n'ont pas été formellement exclus du Parti (par exemple, le Bund ou le Bureau régional du Caucase ou les députés du « groupe des Six », etc.), cela ne change absolument rien à l'affaire. *Il n'y a qu'une chose* d'essentielle et de concrète en Russie, du point de vue de l'activité politique qui a lieu dans ce pays, c'est l'existence de ce groupe de liquidateurs et de leur journal qui appelle à enfreindre la volonté de la majorité.

Que le Bund, les députés du « groupe des Six » de Tchkhéidzé, etc., ou le Comité régional du Caucase, ou Trotski, ou le Comité d'organisation, ou qui que ce soit d'autre, s'ils désirent se rapprocher de nous, *obtiennent* d'abord

du groupe des liquidateurs qu'il accepte nos conditions, ou alors qu'ils le condamnent résolument et rompent avec lui. Autrement, il ne peut être question que nous fassions *le moindre* pas pour manifester notre confiance à l'égard du groupe des liquidateurs.

Que ceux qui désirent réellement l'unité de la social-démocratie russe ne se fassent pas d'illusions et ne se laissent pas prendre à des assurances subjectives, à des promesses, etc. Il n'y a qu'une seule et unique voie menant à l'unité : décider la minorité qui a quitté le parti illégal, qui tente de le désorganiser et de saboter le travail et la volonté de la majorité, à rompre avec sa façon d'agir et à *prouver par les faits* son désir de respecter la volonté de la majorité.

Tout encouragement, direct ou indirect, incitant le groupe des liquidateurs à persister dans son comportement *actuel*, ou tout ce qui peut lui donner l'espoir d'une possibilité de « fédération », ou de « conciliation », ou de « congrès commun », ou de « rapprochement », etc., ne peut mener à rien *tant que* ce groupe n'aura pas mis un terme à son activité actuelle et ne sera pas décidé à se soumettre *réellement* à la volonté de la majorité. Le parti des ouvriers social-démocrates de Russie, qui a rassemblé les 4/5 des ouvriers conscients, *ne permettra pas* qu'on fasse échec à sa volonté.

Que les groupes ou organismes qui s'« assurent » eux-mêmes et « assurent » les autres que les liquidateurs ne sont pas si mauvais que cela (le Bund, le Comité d'organisation, le Comité régional du Caucase), comprennent qu'il nous faut, non pas des mots, mais des faits. S'ils font confiance, *quant à eux*, aux liquidateurs, qu'ils organisent *eux-mêmes* un congrès avec ces gens-là, qu'ils y présentent *nos* conditions, qu'ils obtiennent des liquidateurs une réponse favorable et qu'ils les décident à satisfaire effectivement à ces conditions. Nous verrons les résultats, nous attendrons des *actes*, mais nous ne nous fions pas aux promesses.

Quand nos conditions auront effectivement été satisfaites, et seulement alors, un congrès commun sera possible, ainsi que des démarches en vue de sa réalisation.

Les camarades socialistes étrangers se trompent parfois très lourdement, quand ils pensent aider à l'unité en

inspirant aux liquidateurs l'espoir que nous pourrons nous mettre à travailler avec eux *s a n s* qu'ils changent complètement et radicalement leur attitude, *s a n s* qu'ils se soumettent à la volonté de la majorité. Cette tactique apporte objectivement une aide non pas à l'unité, mais aux scissionnistes.

Nos conditions constituent notre projet de « pacte d'unité » *, et tant que celui-ci n'aura pas été signé par les liquidateurs, tant qu'ils ne l'auront pas mis réellement en pratique, il ne saurait être question de quelque pas que ce soit vers un rapprochement.

IV

En ce qui concerne la manifestation du 4 avril 1914 **. 1) J'ai déjà fait expédier de Pétersbourg (à Popov) le n°18 de la *Stoïkaïa Mysl* (socialiste-révolutionnaire) et les journaux bourgeois des 4 et 5 avril 1914. Dès lors, il faudra s'en servir pour compléter les documents annexés au rapport.

Nous *n*'affirmons *p a s* que les liquidateurs n'ont jamais édité de tracts. Ils en ont eu un pour le Premier Mai *1913* (tiré à Vienne) ; pour 1914, les *P é t e r s b o u r g e o i s d i s e n t* qu'il n'y en a pas eu. Il y en eut un, dit-on, au sujet de la grève.

Mais le 4 avril 1914 est *u n* des exemples typiques de sabotage du travail clandestin.

Si Plékhanov ou Roubanovitch désirent faire une déclaration, devons-nous voter *pour* qu'ils soient entendus ? Je répondrais : « nous voterions bien *contre*, car Roubanovitch n'est pas social-démocrate, et Plékhanov *ne représente rien en Russie. Mais*, comme notre rapport contient une attaque directe contre le groupe Plékhanov et contre la tendance Roubanovitch, nous ne voulons pas voter contre et *nous nous abstenons* ».

---

* En français dans le texte. (*N. R.*)

** Voir le présent tome, pp. 541-544. (*N. R.*)

Offrirons-nous des garanties à la minorité ? nous demandera-t-on.

«Non, nous ne voulons discuter d'aucune garantie, ni avec le groupe des liquidateurs exclu du Parti, ni à propos de ce groupe. C'est nous qui exigeons des garanties de la part des liquidateurs et de leurs amis.»

N. B. : l'esprit général de nos conditions est un esprit de lutte contre le reniement de *l'ancien*, contre un tournant vers un parti nouveau. *Nous ne marchons pas!** Voir Axelrod et sa «réforme du parti, *ou plus exactement sa révolution de parti*» **.

N. B. ‖ Celui qui écrit cela est ridicule, s'il gémit sur la scission ! ! !

Un « Parti ouvrier social-démocrate de Russie » sans les nationaux est-il légitime ?

Il l'est, car il a été *de Russie* de 1898 à 1903 sans les Polonais et sans les Lettons, de 1903 à 1906 sans les Polonais, les Lettons et le Bund !!!

Nous n'avons pas exclu les nationaux ; ils sont partis d'eux-mêmes à cause des liquidateurs. *Tant pis pour eux* ***!!

Se battre *de toutes ses forces* pour que les procès-verbaux de la conférence soient publiés et élever une protestation *écrite* en cas de refus (si le refus est d'ordre général, réclamer la publication de nos résolutions — *nous les publierons de toutes façons* — et *des contre-résolutions* (le Comité exécutif pouvant se réserver le droit d'éliminer les « questions de personne »).

Nous n'avons qu'un seul but : contraindre les liquidateurs+ le Bund+ le P. S. P. + Plékhanov à *formuler*

---

* En français dans le texte. (*N. R.*)

** Voir V. Lénine, Œuvres, t. 18, « Axelrod dénonce les liquidateurs ». (*N. R.*)

*** En français dans le texte. (*N. R.*)

des contre-résolutions et des contrepropositions. Pour notre part, nous ne consentons en *aucun cas* à *quoi que ce soit*, et partons *après avoir promis* de présenter devant notre congrès les « contrepropositions » de nos *chers* camarades.

L'essentiel est de souligner (de préférence sous la forme d'une réponse) que nos « conditions » dans leurs principes *ont depuis longtemps été publiées par les ouvriers.* J'envoie à Popov les numéros correspondants de la *Pravda.*

Quel plan de travail devrait adopter, de notre point de vue, la conférence de Bruxelles ?

D'abord, les rapports de *toutes* les organisations et de *tous* les groupes, ce qui prendrait pas mal de temps. Puis, de brèves répliques et, à leur suite, la *formulation* par *toutes* les organisations et *tous* les groupes de propositions *concrètes.*

Quand tous les participants auront formulé leurs propositions concrètes, que chacun dise s'il estime possible, *sur la base de ces* propositions, de faire de nouveaux pas vers un rapprochement ou de parler de rapprochement, ou bien si, estimant que ce n'est pas possible, il communiquera *toutes les propositions* à son organisation.

Il est évident que, pour notre part, *nous n'accepterons en aucun cas* les propositions des liquidateurs, du Bund, de Rosa et de Plékhanov (ni celles de Kautsky et de Vandervelde), et que nous les communiquerons à notre congrès ou à notre conférence.

Notre objectif est uniquement de formuler très nettement nos conditions, de *prendre note* des « leurs » et de partir.

Nos conditions ont-elles le caractère d'un ultimatum, nous demandera-t-on ? Non. Nous examinerons les contrepropositions qui nous seront faites et nous dirons alors si nous jugeons possible ou non de poursuivre nos conversations sur cette base (attendre que *tout le monde* soit inter-

venu, demander *à chacun* de présenter des contrepropositions sur *toutes* les questions et partir. *Voilà notre programme* !)*.

Faut-il séparer les affaires de Pologne de celles de Russie ? Je pense que nous devons être contre la séparation. Nous en discuterons avec notre Polonais.

Il est évident qu'on va s'efforcer de nous attaquer par tous les moyens à cause de nos « monstrueuses » exigences. Nous devons invoquer tranquillement les résolutions de nos conférences et assemblées, ainsi que les résolutions sur l'unité adoptées par les Pétersbourgeois, les Moscovites, les Caucasiens, etc. J'en envoie la collection. Nous *dressons le bilan* de ce que pensent nos organisations. Que cela plaise on non, *nous n'y pouvons rien* *.

D'après le journal des liquidateurs, Vandervelde aurait sondé le terrain à Pétersbourg pour savoir si nous consentirions à ce que le Comité exécutif soit *non pas médiateur*, mais *arbitre*, c'est-à-dire « juge » *définitif* de nos divergences.

La réponse est celle-ci : quand Bebel, en 1905, a fait cette proposition, notre congrès a décliné son offre, tout en le remerciant, mais en déclarant que nous étions un parti autonome [156]. Je pense que notre congrès fera maintenant la même réponse. (Le Comité central, en tout cas, est de cet avis.)

Quant aux affaires de « diffamation », « ils » proposeront, sans doute, *le retrait général de toutes les accusations*. Demandons un vote ! *Nous sommes contre*. Et nous communiquerons leur proposition à notre congrès. (Ils auront bonne mine s'ils présentent et font passer une telle proposition.) [[Nous ne mettons pas sur le même plan la faute de ceux qui propagent des propos diffamatoires et l'acte de ceux qui appellent le diffamateur par son nom]].

D'une façon générale, il est hors de doute que, tous « ils » rechercheront des formules « moyennes », « conciliatrices ». Nous rappellerons qu'une telle tentative a été faite avec nous en janvier 1910 et avec les Lettons en août 1912, et que *nous ne la renouvellerons pas*. Que la conférence se scinde en deux camps bien distincts : ceux

---

* En français dans le texte. (*N. R.*)

qui estiment possible un rapprochement avec les liquidateurs *d'aujourd'hui*, et ceux qui ne marchent pas pour un tel rapprochement sans *un changement radical de la tactique et du comportement* des liquidateurs.

Il faut (c'est l'essentiel) *prendre note avec le plus grand soin* des formules « de conciliation », puis les critiquer un tout petit peu, et —.— rejeter le tout.

LA REACTION DES OUVRIERS A LA FORMATION DE LA FRACTION OUVRIERE SOCIAL-DEMOCRATE DE RUSSIE A LA DOUMA D'ETAT [157]

Il est clair que la lutte *ouverte* contre les liquidateurs devait s'aviver d'une façon particulièrement violente après la formation à la Douma d'Etat d'une fraction ouvrière social-démocrate indépendante de Russie. Les liquidateurs du Parti (et leurs défenseurs déclarés ou camouflés) n'auraient pas pu imaginer de prétexte plus commode et plus plausible pour hurler à l'« unité ». Si l'on pose le problème d'un point de vue de petit bourgeois, tout semble se ramener à ceci : un groupe ou bien deux groupes de la Douma désirent s'intituler social-démocrates ; quant à savoir de qui l'un ou l'autre groupe exécute la volonté, lequel des deux applique les décisions de la majorité des ouvriers conscients et organisés, ce qu'est l'« organisation clandestine », le petit bourgeois en est bien incapable, et il aurait même peur de chercher à comprendre.

C'est pourquoi, s'il y avait un point sur lequel les liquidateurs pouvaient obtenir la sympathie des petits bourgeois et des philistins, qui se moquent pas mal d'on ne sait quel « parti », c'était bien celui d'une prétendue « scission » au sein de la fraction social-démocrate de la Douma. Les clameurs des petits bourgeois désireux de se dire social-démocrates n'avaient jamais été aussi perçantes et aussi plaintives. L'absence de mystère dans toute cette histoire

permettait surtout aux ouvriers et au public de porter un jugement sur ce qui se passait, et la *Pravda* ainsi que l'organe des liquidateurs appelaient d'une seule voix le prolétariat conscient à exprimer son opinion.

Les deux journaux se remplirent de lettres, de déclarations, de résolutions émanant d'ouvriers.

De nombreux mois ont passé depuis la formation (à la fin du mois d'octobre 1913) de la fraction ouvrière social-démocrate indépendante de Russie. La campagne de résolutions adressées aux deux organes et favorables aux « Six » (à la fraction ouvrière social-démocrate de Russie) ou aux « Sept » (aux liquidateurs) est maintenant close.

Quels en ont été les résultats ?

Nous avons d'abord, à ce sujet, la déclaration suivante de Monsieur L. Martov, parue dans les nos 10-11 de *Nacha Zaria*.

« Comment le prolétariat a-t-il accueilli, écrit Monsieur L. Martov, la scission de la fraction de la Douma, qu'il avait coutume de se représenter comme un tout unique ? Il est difficile (!??) d'en juger d'après les données fournies par la presse. Plus de dix mille ouvriers ont donné leur avis sur cette question dans la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* et dans la *Za Pravdou*. *Un peu plus de la moitié* de ce nombre (les italiques sont de nous) ont approuvé l'initiative des « Six ». Mais l'importance de cette supériorité se trouve réduite (écoutez bien !) du fait qu'une grande quantité de groupes du Parti dont certains rassemblent un nombre relativement important d'ouvriers, se sont prononcés contre la scission et, par conséquent, pour la majorité de la fraction social-démocrate » (*N. Z.* 1913, no 10-11, p. 97).

Tel est textuellement le raisonnement de M. Martov, qui nous montre ainsi pour la millième fois, en toute clarté, les procédés à la Bourénine dont il use pour altérer la vérité ! « Un peu plus de la moitié ! ! Peut-on s'exprimer d'une manière plus évasive ? 51 aussi bien que 99 peuvent être dits « un peu plus de la moitié » de cent.

De quelle façon une grande quantité de groupes du Parti peut-elle « réduire » cette supériorité ? Primo, là encore, il n'est pas donné de chiffres ; par « une grande quantité », chacun peut entendre ce qu'il veut ; M. Martov semble avoir choisi à dessein cette formulation afin de *cacher* la vérité. Secundo, — *et c'est le plus important*, — si une gran-

de quantité de ces prétendus groupes du Parti est suivie par la *minorité* des ouvriers, il est clair que ce sont des groupes *fictifs*. Car seul un lecteur tout à fait incompétent ou inattentif pourrait croire Monsieur L. Martov en estimant possible l'existence d'un groupe *non fictif* qui *n'aurait pas recueilli* dans son journal *toutes les voix* des ouvriers qu'il représente, à propos d'une question importante et vitale.

Monsieur L. Martov a voulu jouer au plus fin. Il a avoué, non seulement que la *majorité* des ouvriers avait condamné la partie *liquidatrice* de la fraction social-démocrate, les « Sept », mais aussi que messieurs les liquidateurs se prévalent de groupes *fictifs* qui *n'ont pas* d'ouvriers derrière eux.

En avouant la défaite, il a tenté, en faisant état de « groupes » fictifs, de masquer par des procédés à la Bourénine l'*étendue* du désastre. Toute la question est là ! Et, sur cette étendue, des *chiffres précis* avaient *déjà* été publiés et communiqués aux amis de Martov à la réunion du 1er (14) décembre 1913 du Bureau socialiste international ! Pourquoi donc les liquidateurs n'ont-ils *jamais* dit *le moindre mot* de ces chiffres dans leurs publications ? Ne serait-ce point parce qu'ils n'avaient pas la conscience très nette ?

Ces chiffres constituaient un bilan arrêté au 20 novembre 1913. On n'avait considéré que les *signatures* accompagnant les déclarations des ouvriers, c'est-à-dire les données les plus précises que *personne* n'avait jamais contestées. Les résultats étaient les suivants : 4 850 signatures en faveur des « Six » et, en tout, 2 539 (dont 1 086 du Bund et 636 du Caucase) en faveur des liquidateurs, c'est-à-dire des « Sept ».

Et maintenant, comment caractériseriez-vous les procédés d'un auteur qui tente de persuader son public que la supériorité des adversaires du courant liquidateur est « réduite » par la « grande quantité » de groupes (fictifs) qui n'ont pu, *tous ensemble*, rassembler dans toute la Russie que le *tiers* des ouvriers ayant pris part à la discussion ?

Voici les renseignements concernant le nombre des *signatures* accompagnant les résolutions clairement exprimées et publiées dans les deux journaux au cours de *toute* la campagne (qui a pris fin au début de janvier) :

	Nombre de signatures accompagnant les résolutions et déclarations publiées		
	Pour les « Six » (pour le parti)	Pour les « Sept » (pour les liquidateurs)	En tout
St-Pétersbourg . . .	5 003	621	5 624
Reste de la Russie. .	1 511	559	2 070
Caucase	208	719	927
Bund	—	1 086	1 086
Total	6 722	2 985	9 707

A force de répéter avec une audace incroyable des affirmations mensongères, purement fantaisistes et ne souffrant pas la moindre vérification, les liquidateurs ont tellement corrompu le public qui lit leur prose, que nous ne saurions trop insister sur la valeur des chiffres ci-dessus. Ils ont été pris dans les deux journaux concurrents, et il suffit de savoir lire pour vérifier notre compte ou le refaire.

Ces chiffres donnent un tableau extrêmement édifiant de la situation du parti marxiste en Russie. Il n'y a pas un seul parti politique de Russie, absolument pas un seul, qui puisse présenter, pour toute la période de la contre-révolution en général, et pour l'année 1913 en particulier, une telle *enquête, publique et générale, auprès de tous ses membres*, à propos d'une question extrêmement importante touchant à la vie du Parti. Pas un seul des partis de Russie qui sont tolérés par la loi, pas un seul des partis libéraux et démocrates, qui sont riches et disposent d'un nombre incalculable de forces intellectuelles et de toutes sortes d'organes de presse, n'a pu faire ce qu'a fait le parti de la classe ouvrière, le parti des prolétaires miséreux réduits à la clandestinité et qui entretiennent avec leurs sous leur pauvre petit journal.

Le parti ouvrier a montré à *tous* les partis de Russie *comment* on doit entraîner la *masse* des simples membres du Parti à participer à des débats ouverts et approfondis sur les problèmes controversés. Les libéraux et les philistins de tous partis, de tous âges et de toutes espèces se plaisent à déplorer les « scissions » que connaît la social-démocratie. Ces bonnes âmes ne comprennent pas qu'il est impossible d'appliquer sans lutte la volonté de la majorité et que, si l'on n'applique pas la volonté de la majorité,

il ne peut être question ni d'esprit de parti, ni même d'une action politique organisée quelle qu'elle soit.

Les niais appellent « unité » un « ordre des choses » dans lequel 13 députés de la Douma agissent *contrairement* à la volonté de la *majorité* des ouvriers marxistes organisés et conscients de Russie, et baptisent « scission » ce qui se passe quand six députés constituent à la Douma une fraction indépendante *conformément* à la volonté de la majorité de ces ouvriers et *pour* appliquer cette volonté.

Ces niais ne sont-ils pas ridicules ? Ne méritent-ils pas notre mépris ?

Il doit être clair maintenant pour tout un chacun, sauf pour ceux qui veulent tromper les ouvriers, que la fameuse « unité » des 13 députés (qui fait jacasser les liquidateurs et les conciliateurs) *violait* la volonté du Parti et *bafouait* la volonté de la majorité des ouvriers.

Et inversement. Prenons le problème par l'autre bout. Pas un seul homme, s'il n'a pas perdu la raison, n'a essayé de mettre en doute le fait que, pendant l'été 1913, s'est tenue une conférence marxiste (très *fermée*) dont la décision, ratifiée par l'organisme directeur du Parti, est devenue la volonté et la décision du Parti. Cette décision exigeait des « Six » qu'ils prennent une position indépendante *. Vous censurez cette conférence, messieurs les liquidateurs et conciliateurs ? Vous dites qu'il s'agissait d'un petit cercle, d'une mise en scène, d'une fiction, etc. ? Très bien ! Mais votre censure n'est, en fin de compte, que l'expression de votre impuissance, car les faits objectifs sont indéniables : à la demande de ce « petit cercle », les 2/3 des ouvriers conscients de Russie se sont prononcés comme un seul homme *pour* la conférence, *pour que* sa volonté soit appliquée.

C'est bien ce qu'on appelle le *Parti*, messieurs les amateurs de phrases creuses sur l'« unité », qui appelez en fait « unité » l'*autorisation* pour les liquidateurs de *faire échec* à la volonté du Parti.

Notez qu'étant donné l'existence de deux quotidiens concurrents, il ne pouvait même pas être question que

* Voir V. Lénine, Œuvres, t. 19, « Résolutions adoptées par la conférence d'été 1913 du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux militants du Parti ». (*N. R.*)

quelqu'un pût empêcher de s'exprimer un seul ouvrier conscient désireux de le faire. Et il s'est trouvé que les liquidateurs ont rallié moins d'un tiers des ouvriers, sans compter que plus de la moitié de ces voix se prononçant en leur faveur provenaient du Bund et du Caucase. Notez encore que la part des ouvriers lettons est presque insignifiante dans la statistique que nous avons citée au sujet des *signatures* (ils ont donné 98 signatures pour les Six et 70 pour les liquidateurs, alors que, parmi ceux qui ont pris part au vote sur cette question, mais n'ont pas donné leur signature, 863 ont voté pour les « Six » et 347 pour les liquidateurs), et qu'on ne voit pas du tout figurer dans cette statistique plus de 800 ouvriers social-démocrates polonais qui, tout en votant aussi pour les « Six », n'ont pas donné leurs signatures (c'est aussi le cas d'environ 400 partisans de l'« aile gauche du P.S. P. » qui ont voté pour les liquidateurs).

CE QUE DIT L'EXPERIENCE DU PREMIER TRIMESTRE D'ACTIVITE DES DEUX FRACTIONS

Nous ne pouvons nous arrêter ici sur le contenu *politique* de cette activité. Il nous faut malheureusement laisser de côté, pour une autre fois, la très intéressante question des *avantages* qui sont maintenant acquis aux « Six » en ce qui concerne la proclamation, du haut de la tribune de la Douma, des requêtes, des revendications, des conceptions et de la volonté de la *majorité* des ouvriers. Notons simplement, en deux mots, que Badaïev et Malinovski, représentants des « *Six* » à la Douma d'Etat, ont, dans leurs discours du 4 mars 1914 à la Douma, posé *pour la première fois* le problème de la liberté de la presse *non pas* à la manière des libéraux, mais d'une façon digne du prolétariat, alors que les liquidateurs s'y sont perdus comme de vrais libéraux, aussi bien dans la société littéraire que dans les pages de leurs publications et dans les discours à la Douma des membres de leur groupe des « Sept » ; pas plus loin que dans le numéro du 13 mars de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* on peut lire, page 2, le jugement suivant : « la publicité faite à la presse illégale ne peut qu'affaiblir la lutte des ouvriers pour leur presse légale ». Nous avons déjà dit

plus d'une fois dans le texte de ce livre, et nous le redirons à maintes reprises, combien impérieuse était la nécessité *d'un point de vue de principe* pour former à la Douma d'Etat, une fraction ouvrière social-démocrate indépendante de Russie, afin de lutter contre des déclarations et des points de vue de renégat aussi ignominieux que ceux que nous venons de citer.

Pour l'instant, nous nous assignons une tâche plus modeste : attirer l'attention du lecteur sur les marques « extérieures », si l'on peut dire, attestant *ce* qu'est devenue immédiatement la fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma, *contrairement* aux sept liquidateurs.

Chaque fraction publie dans son journal des comptes rendus financiers de son trésorier concernant les sommes qui passent entre les mains de ladite fraction. Ces sommes, destinées aux victimes de la répression, aux grévistes des diverses fabriques et branches d'industrie et à différents autres besoins du mouvement ouvrier, nous dévoilent mille aspects de la *vie ouvrière* et montrent nettement — à l'aide de chiffres précis, indiscutables, impartiaux — quel est exactement le *rapport* qui existe entre l'une et l'autre fraction de la Douma d'Etat et le mouvement ouvrier.

Le dernier compte rendu de ce genre embrasse, pour les deux journaux et les deux fractions, la période qui va *jusqu'au* 21 janvier 1914. Ce qui revient à dire que nous ne possédons l'ensemble des comptes rendus financiers que pour *trois* mois de l'existence séparée des deux fractions : de la fin d'octobre à la fin de janvier. Voici le bilan des deux fractions pour ce trimestre :

Collectes, effectuées par les fractions :

	total	dont: venant de non-ouvriers	dont: venant d'ouvriers	nombre de groupes ouvriers
1) Fraction ouvrière soc.-dém. de Russie	6 173 r.—c.	71 r. 31 c.	6 101 r. 69 c.	719
2) Fraction soc.-dém. . .	2 212 r. 78 c.	765 r. 80 c.	1 446 r. 98 c.	94*

* Ce compte est arrêté, dans le texte, au 21 janvier 1914 (il part de la création de la fraction ouvrière social-démocrate de Russie, c'est-à-dire de la fin d'octobre 1913).

Malgré leur sécheresse, ces chiffres offrent une image admirablement claire des liens *d'organisation* et de toute la vie de chacune des deux fractions. Le nombre des groupes ouvriers qui ont eu, au cours de ce trimestre, des rapports avec la fraction des liquidateurs est presque *huit fois* moindre que celui des groupes qui ont été en rapports avec la fraction du Parti.

En revanche, la fraction des liquidateurs a manipulé des fonds *ne* provenant *pas* d'ouvriers* d'un total *dix fois* supérieur : 765 roubles contre 71. Le Parti a reçu de *non*-ouvriers des fonds dont le montant représente *un* pour cent de la somme totale reçue (71 roubles sur 6 173). Chez les liquidateurs, le pourcentage est de *trente-quatre* pour cent (765 roubles sur 2 213).

Ces chiffres permettent au grand public, qui ne suit que de loin la vie des fractions de la Douma, d'apprécier exactement et de bien méditer des faits connus de ceux qui suivent de près les mille « riens » quotidiens, notamment :

Nous nous estimons tenus de donner ici des renseignements plus complets, recueillis par le camarade V. A. T. et valables pour toute la période allant de la formation de la fraction ouvrière social-démocrate de Russie jusqu'en juin 1914.

Montant des sommes (pour l'aide aux victimes de la répression, etc.) passées entre octobre 1913 et le 6 juin 1914, d'après les comptes rendus publiés par les journaux marxistes et liquidateurs, entre les mains de chacune des deux fractions de la Douma :

	en tout	dont : venant de *non*-ouvriers	dont : venant d'ouvriers	nombre de groupes ouvriers
1) Fraction ouvrière soc.-dém. de Russie . . .	12 891 r. 24 c.	828 r. 63 c.	12 062 r. 61c.	1 295
2) Fraction soc.-dém. . .	6 114 r. 87 c.	2 828 r. 04 c.	3 286 r. 83 c.	215

La Fraction ouvrière social-démocrate de Russie a reçu de non-ouvriers 6% de la somme totale, la fraction (« social-démocrate ») des liquidateurs, 46%. Le nombre des groupes ouvriers qui se sont adressés à la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie représente 85,7% du nombre total des groupes (1 295 sur 1 510), la fraction « social-démocrate » a eu le concours de 14,3% du total.

* Il s'agit de versements effectués par des particuliers, des personnes fixées à l'étranger et des étudiants.

— Que la fraction des liquidateurs (les Sept) est une fraction sans ouvriers ;

— Que la fraction des liquidateurs a trente fois plus de liens que la fraction ouvrière social-démocrate de Russie avec les milieux *non*-ouvriers.

Ces faits, il y a longtemps qu'ils ont été notés de différents côtés. Le journal libéral *Retch* a très justement qualifié la fraction des liquidateurs de fraction « d'intellectuels », et toute la presse libérale a maintes fois exprimé le même avis. Plékhanov a montré autrefois que les liquidateurs avaient enrôlé plus d'un élément petit-bourgeois opportuniste outre M. Potressov. Le grand nombre de collaborateurs de *journaux* libéraux qu'on trouve parmi les liquidateurs et inversement (Enzis, Egorov, St. Novitch, E. Smirnov, Antide Oto, Névédomski, Lvov-Rogatchevski, Tchérévanine [158] et de nombreux autres) a déjà été signalé par le *Pout Pravdy*.

Par leur signification sociale réelle, les liquidateurs constituent une filiale du parti bourgeois libéral, dont la raison d'être est l'introduction dans les milieux prolétariens des idées de la politique ouvrière libérale et le *sabotage* de la volonté de la majorité des ouvriers organisés et conscients de Russie.

Ecrit en mars-avril 1914, complété en juin 1914.
Publié en 1914 dans le recueil : « Le marxisme et le courant liquidateur », 2e partie.
Editions « Priboï », Saint-Pétersbourg

Conforme au texte du recueil

DE LA CLARTE AVANT TOUT !

(A PROPOS DE L'UNITE)

1. A PROPOS DES GENS AYANT DEUX OPINIONS

Peut-on discuter sur un ton sérieux avec des gens manifestement incapables de traiter sérieusement des questions sérieuses ? C'est difficile, camarades, très difficile ! Cependant, une question dont certains sont incapables de parler sérieusement est par elle-même assez sérieuse pour qu'il ne soit pas inutile d'analyser même les réponses manifestement peu sérieuses qui lui sont faites.

Cette question sérieuse est celle de l'unité du mouvement ouvrier russe. Et les gens incapables d'en parler sérieusement sont les collaborateurs du journal *Edinstvo*.

Voici un premier exemple. Le n° 4 de l'*Edinstvo* publie un entretien avec le député Tchkhéidzé. La rédaction de l'*Edinstvo* espère que cet entretien sera « utile à l'unification de la classe ouvrière russe ». Très bien. Mais voyons ce qu'a dit Tchkhéidzé au sujet des questions d'organisation et de tactique qui intéressent les ouvriers russes.

Tchkhéidzé s'est exprimé ainsi : « Personnellement, je partage sans réserve les conceptions en matière de tactique et d'organisation exposées ces derniers temps dans la presse par le camarade An. »

Quelles sont donc les conceptions exposées ces derniers temps dans la presse par le camarade An ?

Qu'a-t-il dit, par exemple, à propos des conceptions des gens du *Loutch*, des liquidateurs eux aussi ?

An, qui est un menchévik en vue et un ennemi du « pravdisme », a exposé « ces derniers temps dans la presse » les

conceptions suivantes : « les liquidateurs s'orientent vers les réformes », leur point de vue sur l'organisation clandestine, les grèves, les « mots d'ordre non-tronqués », etc., est intimement lié à leur réformisme général ; si les ouvriers écoutaient leurs conseils, les ouvriers de province devraient s'abstenir de faire grève, etc.

Ces conceptions d'An signifiaient qu'il commençait à s'affranchir du joug liquidateur, et nous avons salué ce début d'affranchissement.

Tchkhéidzé déclare maintenant qu'il partage « sans réserve » ces conceptions d'An. C'est agréable à entendre. Déceler la nature du courant liquidateur et s'en détourner franchement est le commencement de la sagesse, n'est-il pas vrai ? Et nous serions prêts à saluer la conversion — si longtemps attendue — du député Tchkhéidzé à des vues claires en ce qui concerne le rôle du courant liquidateur en tant que tel.

Mais une question sérieuse se traite sérieusement ; aussi est-il utile de se renseigner, non seulement sur les déclarations de Tchkhéidzé dans l'*Edinstvo*, mais aussi sur ses actes.

Sur le *plan* de l'unité, la réponse de la fraction social-démocrate de la Douma (dont le président est le député Tchkhéidzé) à la fraction ouvrière social-démocrate de Russie au sujet des conditions d'unité proposées par cette dernière pourrait jouer un rôle capital.

Cette réponse a été publiée il n'y a pas très longtemps dans le n° 2 de *Nacha Rabotchaïa Gazéta*, sous forme d'appel aux ouvriers.

Dans cet appel aux ouvriers, le député Tchkhéidzé et ses amis politiques précisent aussi, notamment, leur attitude à l'égard du courant liquidateur, représenté par son organe, qui était alors la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*.

« En ce qui concerne le journal marxiste *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*, écrivent le député Tchkhéidzé et ses amis, «notre attitude à son égard est déterminée par *notre entière solidarité avec sa tendance* ».

Ainsi, dans un appel officiel aux ouvriers, le député Tchkhéidzé se déclare « *entièrement solidaire* » de la tendance du journal liquidateur, tandis que, dans l'entretien

publié par l'*Edinstvo*, il certifie qu'il « *partage sans réserve* » les conceptions d'An, lequel critique le journal précité en tant qu'organe des réformistes, qui jouent un rôle nuisible de frein dans le mouvement ouvrier moderne.

Est-ce admissible ? Est-ce ainsi qu'on traite sérieusement d'une question sérieuse ? Le député Tchkhéidzé peut-il dire quelque chose de sérieux à propos de l'unité avec les liquidateurs si, en l'espace de deux mois, il a lui-même trouvé le moyen de formuler deux opinions diamétralement opposées sur les liquidateurs ?

Mais, nous répondra-t-on, il est probable qu'au moment où était rédigée la « Réponse publique de la fraction social-démocrate », le député Tchkhéidzé ne connaissait pas encore les conceptions d'An et qu'il ne pouvait encore, pour cette raison, déceler clairement la nature du courant liquidateur.

Hélas, cette remarque ne correspondrait pas à la réalité, car l'article d'An a été publié bien avant que ne paraisse la « Réponse publique ».

Mais il y a plus.

Quelques jours après la parution des articles d'An, L. M. intervenait résolument dans la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* pour défendre les liquidateurs contre la critique d'An. Qu'a fait Tchkhéidzé ? A-t-il prononcé ne serait-ce qu'une parole en faveur des conceptions qu'il « partage sans réserve », ainsi qu'il ressort à l'heure actuelle ? Non, Tchkhéidzé s'est tu, et son camarade de fraction, le député Touliakov, est intervenu justement à ce moment comme éditeur de *Nacha Rabotchaïa Gazéta*...

Répétons-le : une telle attitude dans une question qui préoccupe la grande masse des ouvriers, qui a été maintes fois analysée dans des réunions, des conférences, etc., est-elle admissible de la part du président de la fraction social-démocrate ? Peut-on chercher chez Tchkhéidzé une réponse à la question de l'unité ? La question de l'unité n'est-elle pas remplacée ici par des considérations relevant de la diplomatie de coterie sur le sauvetage des liquidateurs ?

C'est bien ce qui fait le malheur commun de nos « unificateurs » : ils n'ont pas de réponse claire aux questions à l'ordre du jour, ils ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils veulent.

Une seule chose est claire dans leurs articles : ils ont décidé de sauver les liquidateurs et d'éviter ainsi la clarté et la précision dans la façon de poser et de résoudre les questions.

La clarté et la précision sont actuellement ce qu'il y a de plus dangereux pour les liquidateurs. Nous aurons encore l'occasion de nous en convaincre en analysant d'autres articles de l'*Edinstvo*.

Mais les ouvriers veulent la clarté et ils la feront, car s'ils veulent ériger l'unité de leur organisation, ce n'est pas sur la diplomatie et sur les équivoques, c'est en tenant compte, de la façon la plus précise, de l'importance politique des différentes « tendances ». Les gens qui ont deux opinions et même plus sur cette question sont de mauvais conseillers.

« Troudovaïa Pravda » n° 30.
2 juillet 1914

Conforme au texte
de la « Troudovaïa Pravda »

BILAN DE LA JOURNEE DE LA PRESSE OUVRIERE

D'APRÈS LE COMPTE RENDU DONNÉ PAR LE JOURNAL *POUT PRAVDY*

C'est aujourd'hui seulement que nous pouvons dresser un bilan approximatif du 22 avril, « journée de la presse ouvrière [159] ».

Le deuxième anniversaire de la *Pravda* a permis de faire le décompte des forces marxistes.

Ce jour-là, tous les ouvriers conscients ont apporté leur aide aux organes ouvriers qui sont les leurs. Et les gros sous de chacun ont fait des centaines et des milliers de roubles.

C'est seulement le 14 juin que le n° 15 de la *Troudovaïa Pravda* a publié le dernier relevé des sommes versées pour la journée de la presse ouvrière. Cette « journée » a duré presque deux mois.

« Mieux vaut tard que jamais », ont écrit maints camarades en envoyant leur obole après le 22 avril.

Les résolutions ont afflué à la rédaction en si grand nombre qu'il a été absolument impossible, non seulement de les publier toutes, mais même de les énumérer.

Mais elles ont atteint leur objectif, elles nous ont convaincus que nous sommes sur la bonne voie et que l'immense majorité des ouvriers se rallie aux mots d'ordre du marxisme conséquent.

Comme on le sait, les liquidateurs avaient déclaré que le second anniversaire des journaux de la tendance « pravdiste » serait, pour leur organe aussi, une « journée de la presse ». Ils avaient fait à l'époque beaucoup de tapage

pour démontrer leur droit de participer à la journée de la presse du 22 avril. Ils avaient proposé une fédération et demandé qu'on partage par moitié les sommes recueillies. La journée du 22 avril a montré que le journal liquidateur a parlé trop tôt de « fédération » et d'« égalité des droits ».

Les ouvriers de Pétersbourg ont repoussé complètement les « collectes communes ». Ce n'est que chez une partie de la jeunesse estudiantine et dans quelques usines de province que l'appel du journal liquidateur a trouvé un certain écho.

Les sommes produites par ces collectes en commun n'ont eu presque aucune influence sur les totaux définitifs des fonds recueillis à l'occasion de la journée de la presse. Dans son n° 34 du 13 juin, *Nacha Rabotchaïa Gazéta* a déjà essayé de dresser un bilan comparatif des sommes reçues par elle et par le *Pout Pravdy*. Nous disons qu'elle a essayé, car il est absolument impossible d'accepter comme définitif et comme exact ce bilan comparatif. Et si nous voulions attendre de *Nacha Rabotchaïa Gazéta* un travail complet de comparaison, nous pourrions l'attendre jusqu'à la consommation des siècles, car il est extrêmement avantageux pour les liquidateurs de travailler sur des chiffres globaux sans entrer dans l'examen détaillé de ces sommes, sans chercher à savoir de qui provient cet argent.

C'est pourquoi il nous faut procéder nous-mêmes à un examen détaillé des comptes, y compris ceux présentés par les liquidateurs.

Nacha Rabotchaïa Gazéta aboutit à des conclusions hautement réconfortantes : 1) les « pravdistes » ne rallient pas tout à fait les 3/5 des ouvriers conscients de Russie ; 2) la prépondérance des « pravdistes » n'est vraiment importante qu'a Pétersbourg ; en province, par contre, ce sont les partisans de *Nacha Rabotchaïa Gazéta* qui prédominent.

Il nous faut, tout d'abord, ajouter un petit complément au total définitif des sommes recueillies par nous, total que *Nacha Rabotchaïa Gazéta* a emprunté au n° du 11 juin de la *Troudovaïa Pravda*. Le chiffre avait été arrêté au 1er juin, mais comme *Nacha Rabotchaïa Gazéta* prend de son côté le total des sommes recueillies au 10 juin, nous ajouterons, pour la justesse de la comparaison, ce que nous

avons reçu du 1er au 10 juin et dont notre n° 15, du 14 juin, a publié le montant. D'autre part, les totaux du 10 juin n'étaient pas tout à fait exacts, car quelques menues rentrées venant de la province avaient été mises au compte de Pétersbourg.

Toutes ces corrections faites, nous obtenons les sommes définitives suivantes, qui serviront de base à notre analyse ultérieure :

Pétersbourg	11 680 r. 96 c.
Russie	6 325 r. 28 c.
Etranger	104 r. 97 c.
Total	*18 111 r. 21 c.*

Chiffres correspondants pour *Nacha Rabotchaïa Gazéta*

Pétersbourg	4 446 r. 13 c.
Russie	6 409 r. 12 c.
Etranger	946 r. 55 c.
Total	*11 801 r. 80 c.*

A première vue, la différence n'est pas très importante, et elle semblerait démontrer que les deux cinquièmes des ouvriers conscients sont en effet partisans de *Nacha Rabotchaïa Gazéta*. Mais il suffit de déterminer dans ces chiffres la part des ouvriers et celle des non-ouvriers pour que le tableau change du tout au tout.

A l'appel du *Pout Pravdy* en faveur de la « journée de la presse ouvrière » ont répondu pour toute la Russie :

1 915 groupes ouvriers, qui ont recueilli 16 163 r. 71 c.

A l'appel de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* ont répondu :

588 groupes ouvriers, qui ont recueilli 5 651 r. 78 c.

Le *Pout Pravdy* a reçu d'autres personnes que des ouvriers 1 842 r. 53 c. ; la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* en a reçu 6 062 r. 02 c., c'est-à-dire plus que le total des sommes provenant des ouvriers.

Ces chiffres relatifs aux fonds collectés pour la journée de la presse ouvrière fournissent une image semblable à

celle que nous avait donnée le bilan des collectes et le décompte des groupes à dater du 1er janvier 1914. Sur le nombre total de groupes ouvriers ayant répondu à l'appel en faveur de la « journée de la presse ouvrière », le journal liquidateur n'en a recueilli qu'un peu plus du cinquième. Pourtant, les liquidateurs avaient fait tout leur possible pour modifier le rapport des forces en leur faveur à l'occasion de cette journée. Ils n'y ont pas réussi. Les quatre cinquièmes des ouvriers conscients se rallient au pravdisme : ce fait, établi sur la base de chiffres couvrant les deux années d'existence des journaux légaux, est de nouveau *confirmé* par la journée de la presse ouvrière.

Passons à la situation à Pétersbourg et en province. A Pétersbourg, le nombre de versements (de groupes) au journal pravdiste fut de *1 276* produisant une somme de 10 762 r. 46 c. ; le journal liquidateur en reçut *224*, pour un total de 2 306 r. 27 c. La différence est si patente que les liquidateurs eux-mêmes n'osent pas nier la prépondérance des « pravdistes » parmi le prolétariat de la capitale, le plus avancé, le plus énergique, le mieux organisé et le plus mûr politiquement.

Mais ils invoquent la province.

« En province, écrit *Nacha Rabotchaïa Gazéta*, nous assistons au phénomène inverse de celui qui s'est produit à Pétersbourg ; en province, la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* a recueilli à elle seule *davantage* que l'organe pravdiste. »

Voilà un exemple de *tromperie* sur lequel nous attirons tout particulièrement l'attention des camarades ouvriers. Il faut reconnaître ce qui est: les pravdistes ont recueilli en province 6 325 r. 28 c., et les liquidateurs 6 409 r. 12 c. Davantage ! N'est-il pas vrai ? Mais veuillez jeter un coup d'œil sur les chiffres suivants :

En province, le journal pravdiste a reçu de *639* groupes ouvriers la somme de *5 401 r. 25 c.*, la part des éléments non-ouvriers se monte à 924 r. 03 c.

Quant au journal liquidateur, il a reçu de *364* groupes ouvriers la somme de *3 345 r. 51 c.*, et 78 groupes non-ouvriers ou donateurs individuels lui ont apporté *3 004 r. 89 c.*

Oui, il ne fait aucun doute que les liquidateurs *prédominent* en province, mais ce n'est pas parmi les ouvriers, c'est parmi les « amis et sympathisants » bien nantis.

Les liquidateurs ont trouvé un moyen très simple de montrer leur « *prépondérance* » en province : ils ont ajouté aux gros sous des ouvriers les magots de leurs amis bourgeois, et c'est ainsi qu'ils ont « écrasé » les pravdistes !

C'est peut-être fort habile, mais — très chers messieurs — vous n'avez pas démontré par là votre prépondérance en province, vous avez seulement montré que vous êtes tout aussi coupés des ouvriers de la province que des masses ouvrières de Pétersbourg.

Lorsqu'il s'agit de fonder une presse *ouvrière* et un bloc *ouvrier*, ce n'est pas sur les capitaux de riches « amis », mais sur l'initiative personnelle des ouvriers eux-mêmes qu'on peut et qu'on doit compter.

Lorsqu'il s'agit de la presse ouvrière et du bloc ouvrier, le fait que les liquidateurs ont reçu de non-ouvriers presque autant que des ouvriers (5 115 r. et 5 651 r.) est à nos yeux un élément non pas positif, mais négatif : c'est une preuve supplémentaire des liens étroits qui unissent le courant liquidateur aux milieux intellectuels de la bourgeoisie.

Pour notre part, nous ne pouvons qu'être fiers de ce que notre « fonds essentiel » est presque uniquement constitué par les gros sous des ouvriers, qui ont recueilli pour leur journal plus de 16 000 roubles en 6 semaines.

Comment se décompose cette somme ? Les ouvriers de quelles professions et de quelles régions ont-ils aidé à créer un journal marxiste conséquent, et quelle est leur part respective ?

A cela répond le tableau suivant, qui fournit également des renseignements hautement caractéristiques sur la situation du mouvement ouvrier contemporain.

Voici, par branches de production (par professions), ce tableau des fonds versés au *Pout Pravdy*. Viennent en tête, naturellement, les métallurgistes. Salut à vous, camarades !

	St-Pétersbourg			Province		
	Groupes	Roubles	Copecks	Groupes	Roubles	Copecks
Métallurgistes	393	5 304	95	108	1 319	02
Travailleurs du bois	116	1 014	73	24	172	10
Imprimeurs	113	966	34	37	236	47
Cheminots	24	165	93	34	345	24
Employés de magasin	59	238	11	18	132	76
Garçons de café	27	107	58	3	68	73
Tailleurs	49	203	21	28	245	82
Ouvriers du cuir	36	271	50	5	23	89
Electriciens	31	275	35	6	39	76
Ouvriers du textile	41	303	88	24	130	32
Employés communaux (tramways, etc.)	32	340	93	11	132	14
Ouvriers du bâtiment	12	57	14	4	15	71
Plombiers	10	27	10	1	3	—
Orfèvres	29	128	45	2	16	50
Boulangers	39	124	06	11	28	60
Mineurs	—	—	—	14	71	44
Organisations ouvrières	9	79	97	9	112	04
Peintres en bâtiment	12	50	20	3	14	60
Charcutiers	8	31	45	2	5	63
Industries chimiques	22	92	59	6	32	04
Carrossiers	16	78	62	1	5	—
Confiseurs	12	79	76	3	14	25
Cartonniers	5	13	45	—	—	—
Ouvriers des tabacs	12	83	63	—	—	—
Ouvriers du pétrole (de Bakou)	—	—	—	12	83	98
Employés (commis, etc.)	38	273	11	18	123	65
Déportés	—	—	—	23	67	72
Domestiques (concierges)	12	27	90	—	—	—
Autres branches et professions non précisées	99	422	52	232	1 960	84
Total	1 276	10 762	46	639	5 401	25

A PETERSBOURG

C'est Pétersbourg qui est à la tête du mouvement ouvrier de ces dernières années. Alors que le prolétariat de certaines régions de province (aujourd'hui peu nombreuses) est encore incapable de secouer son lourd sommeil de la

période 1907-1911, et que celui d'autres régions commence seulement à s'engager dans la voie qui l'amènera au niveau du prolétariat de Pétersbourg, ce dernier a déployé une intense activité, et réagi comme un baromètre de précision à tous les événements qui intéressent le mouvement ouvrier. Le prolétariat de Pétersbourg est en tête — même la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* osera difficilement le nier.

Et voici comment il a répondu à la « journée de la presse ouvrière ».

Les collectes en faveur du *Pout Pravdy* y ont été faites par 1 276 groupes et ont rapporté 10 762 r. 46 c.; la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* compte à son actif 224 groupes et 2 306 r. 27 c.

D'après le nombre de groupes, les liquidateurs constituent dans le mouvement ouvrier de Pétersbourg non plus 1/5, mais 1/7 des ouvriers conscients, et la somme qu'ils ont recueillie ne constitue qu'un peu plus du 1/6 du total collecté par les pravdistes.

Ces données montrent que la masse du prolétariat de Pétersbourg, qui est à la tête du mouvement ouvrier, a tourné le dos aux liquidateurs et défend les vieux mots d'ordre non-tronqués.

Même chez les imprimeurs, unique refuge des liquidateurs parmi les ouvriers organisés, la presse « pravdiste » a recueilli presque 5 fois plus que celle des liquidateurs (966 r. 34 c. pour le *Pout Pravdy* contre 201 r. 21 c. pour la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*).

Les collectes faites par les métallurgistes donnent le même résultat. Le *Pout Pravdy* a recueilli 5 075 r. 49 c. et la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*, 1 283 r. 66 c. Encore quatre fois plus, ce qui, au temps du syndicat, avait déjà été démontré par les échecs constants des liquidateurs aux élections, dans les interventions aux assemblées générales, etc.

La déconfiture des liquidateurs est encore plus complète dans les autres corps de métier de Pétersbourg. Alors que les ouvriers du bois ont versé au *Pout Pravdy* 1 014 r. 73 c., la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* n'a reçu d'eux en tout et pour tout que *38 r. 14 c.**

* Nous nous excusons par avance auprès de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* si, en analysant ses comptes rendus, nous avons sauté

Les publications des liquidateurs ont claironné plus d'une fois que ce sont les masses les plus ignares, ne comprenant rien aux grandes questions du mouvement, qui suivent la *Pravda*. Dans la toute récente livraison de juin de *Nacha Zaria*, le liquidateur A. Goriev pousse l'excès de zèle jusqu'à affirmer que les collectes et les résolutions en faveur de la *Pravda* « émanent des couches ouvrières engagées pour la première fois, au cours de l'histoire du mouvement ouvrier de Russie, dans la sphère des intérêts et des débats de la social-démocratie », du milieu de la jeunesse ignorante et inconsciente et des ouvriers attardés.

MM. les liquidateurs auront-ils l'audace de mettre au nombre de ces « couches » les métallurgistes et les imprimeurs, qui furent toujours au premier rang du mouvement ouvrier. Bien sûr, M. Goriev ne peut apporter aucune preuve à l'appui de son argument, et son appréciation est toute subjective. Qu'il la garde pour lui. Car nous avons démontré à l'aide de chiffres irréfutables que, parmi des corps de métiers aussi avancés que les imprimeurs et les métallurgistes de Pétersbourg, les liquidateurs ne rallient qu'à peine un cinquième de l'effectif total.

Nous ne pouvons pas donner ici de chiffres comparatifs pour les versements effectués par tous les autres corps de métier, car cela prendrait trop de place. Aussi ne donnerons-nous à ce sujet que des indications globales.

Les ouvriers autres que ceux des professions déjà énumérées ont versé au *Pout Pravdy* 3 700 roubles, et à la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*, 500 roubles (en chiffres ronds). Cela représente les dons des employés de magasin, des tailleurs, des ouvriers de cuir et du textile, des boulangers et autres ouvriers employés dans la petite industrie.

Là encore, le *Pout Pravdy* a recueilli 7 fois plus que la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*. Il n'y a pas un corps de métier qui ait donné plus à ce journal qu'au nôtre. Même les commis et les employés ont donné au *Pout Pravdy* 273 r. 11 c., alors que les commis et les employés de magasin réunis (renseignement fourni par la *Sévernaïa*

---

un ou deux ateliers pour lesquels la profession n'était pas indiquée. Cela ne se serait pas produit si la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* avait mis plus de soin à établir ses statistiques.

Rabotchaïa Gazéta) n'ont donné au journal liquidateur que 262 r. 32 c. ; les employés de magasin ont donné au *Pout Pravdy* 238 r. 11 c.

Voici, enfin, la liste des entreprises qui ont soutenu le plus activement leur journal ouvrier :

1) Usine Novy Aïvaz, 791 roubles 37 copecks (464 r. 67 c. à la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*) ; 2) Usine Poutilov, 335 r. 46 c. (59 r. 38 c. à la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*) ; 3) Usine des Métaux de St-Pétersbourg, 273 r. 36 c. (116 r. 92 c. à la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*) ; 4) Usine des tuyaux, 243 r. 80 c. (113 r. 41 c. à la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*) ; 5) Siemens-Schuckert, 229 r. 26 c.; 6) Fabrique Erikson, 228 r. 82 c. (55 r. 13 c. à la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*) ; 7) Parviaïnen, 183 r. 93 c. ; 8) Usine Stary Lessner, 168 r. 30 c. ; 9) Usine Franco-Russe, 148 r. 82 c. ; 10) Usine Novy Lessner, 116 r. 25 c. ; 11) Usine des câbles, 112 r. 62 c.; 12) Siemens-Halske, 104 r. 30 c. ; 13) Usine Oboukhov, 91 r. 02 c.; 14) Service d'émission des papiers d'Etat, 79 r. 12 c. (54 roubles à la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*)[160].

« Troudovaïa Pravda » n^os 30 et 31, 2 et 3 juillet 1914

Conforme au texte de la « Troudovaïa Pravda »

L'OPPOSITION SOCIAL-DEMOCRATE DE POLOGNE A LA CROISEE DES CHEMINS

Le passage dans le camp des liquidateurs, à la Conférence de Bruxelles, de l'opposition social-démocrate de Pologne a surpris beaucoup de gens et affecté cruellement tous les membres du Parti. On pensait que cette opposition n'était pas moins proche des pravdistes que les Lettons. Et tout à coup, voilà les Lettons qui prennent position contre les liquidateurs, alors que les social-démocrates polonais font faux bond !!

Qu'est-ce à dire ?

Il y a qu'il existe deux tendances parmi les social-démocrates de Pologne : les uns veulent éliminer Tychko et Rosa Luxembourg afin de poursuivre eux-mêmes la politique de Tychko. C'est une politique de diplomatie sans principes et de « louvoiement » entre les bolchéviks et les menchéviks, entre le Parti et les liquidateurs du Parti. On vote aujourd'hui pour les uns, et demain pour les autres. Sous couvert d'« impartialité », on trahit tout le monde à tour de rôle, en s'assurant « des avantages et des privilèges ». Les points de caractère fédératif de la Convention de Stockholm (1906) passée entre les social-démocrates de Pologne et ceux de Russie[161], sont un outil commode pour cette politique de bas étage, que Tychko et Rosa Luxembourg ont pratiquée en virtuoses.

L'autre tendance est pour la rupture la plus complète avec les liquidateurs, avec le fédéralisme, avec ce « jeu » de « bascule» entre les deux camps en lutte ; elle est pour une union sincère et étroite avec les pravdistes, avec le Parti.

A Bruxelles, la première tendance a triomphé. Aussi conçoit-on que nous ayons inévitablement la plus extrême méfiance à l'égard de la social-démocratie de Pologne. Qui vivra verra. Peut-être la seconde tendance réussira-t-elle à resserrer ses rangs, à brandir le drapeau clair, net et précis d'une politique de principe, d'une politique qui se dresse, non seulement contre le groupe Tychko, mais aussi contre la nature même des procédés chers à Tychko.

Inutile de dire que l'unification du prolétariat social-démocrate de Pologne n'est possible que sur la base d'une telle politique.

Ce qui sera fait dans les jours à venir pour réaliser cette union établira définitivement la vérité sur la situation réelle dans la social-démocratie de Pologne, et définira du même coup notre position à son égard.

Rédigé après le 7 (20) juillet 1914.
Publié pour la première fois dans le Recueil Lénine XXX, en 1937

Conforme au manuscrit

REPONSE A UN ARTICLE DE « LEIPZIGER VOLKSZEITUNG » [162]

Le numéro 157 de *Leipziger Volkszeitung*, en date du 11 juillet 1914, contient un article signé Z. L. et intitulé : « A propos de l'unité en Russie ». Le manque d'objectivité de l'auteur nous oblige à attirer l'attention des camarades allemands sur certains faits. Pour plus de clarté, nous reproduisons un tableau publié par la *Pravda**.

Fonds recueillis pour les journaux marxistes (pravdistes) et liquidateurs à Saint-Pétersbourg, du 1er janvier au 13 mai 1914

	Pravdistes		Liquidateurs	
	Nombre de versements	Somme recueillie	Nombre de versements	Somme recueillie
Groupes d'ouvriers	2 873	18 934,10	671	5 296,12
Groupes non-ouvriers	713	2 650,01	453	6 759,77
dont:				
Groupes d'étudiants et de jeunes . . .	54	650,92	45	630,22
Groupes de «partisans», «amis», etc.	42	458,82	54	2 450,60
Autres groupes . . .	33	125,29	30	186,12
Particuliers	531	1 046,62	266	1 608,32
Origine non mentionnée	43	318,57	24	175,34
De l'étranger	10	49,79	34	1 709,17
Total	3 586	21 584,11	1 124	12 055,89

* Voir le présent tome, pp. 384-385. (*N.R.*)

1. Nous indiquons exactement de quelle date à quelle date s'étend notre relevé (du 1er janvier au 13 mai 1914). Les liquidateurs ne l'indiquent pas. Est-il honnête, dès lors, de rapprocher des faits qui ne sont pas comparables et n'ont pas le même caractère de certitude ?

2. Les liquidateurs ont déclaré eux-mêmes, et ils l'ont publié (dans le n° 34 de *Nacha Rabotchaïa Gazéta*), que le nombre *total* de leurs groupes, c'est-à-dire pas seulement des groupes ouvriers, se monte à 948. Or, notre statistique établit clairement que les nombres 2 873 et 671 se rapportent *uniquement* aux groupes ouvriers. Le nombre total des groupes *est indiqué* dans notre tableau et il *ne concorde pas* avec celui des groupes ouvriers. Est-il honnête de ne pas en parler ?

3. Notre journal annonce que, pour les deux organes, nous indiquons le nombre de versements effectués par les groupes ouvriers, et que nous ne possédons aucun renseignement sur les versements effectués à plusieurs reprises par tels ou tels groupes. Il y a concordance entre les deux journaux. On ne voit absolument pas comment un critique honnête a pu trouver ici une « erreur » de notre part !

4. Nous avons fourni des données *parallèles*, c'est-à-dire s'étendant sur la même période pour les deux journaux, et les renseignements fournis par les deux journaux ont été analysés *de la même manière*.

Les liquidateurs ne fournissent pas de données parallèles et enfreignent ainsi les règles générales les plus élémentaires de tout travail statistique. Quiconque s'intéresse à cette question peut facilement se procurer les deux journaux et contrôler nos informations.

Nous sommes certains qu'aucun esprit objectif ne pourra qualifier d'honnêtes les procédés de « critique » utilisés par Z.L.

« Leipziger Volkszeitung » n° 165, 21 juillet 1914.
Signé : La Rédaction de la « Pravda »

Conforme au texte de « Leipziger Volkszeitung ». Traduit de l'allemand

NOTES

1. L'article « Notes critiques sur la question nationale » a été écrit par Lénine en octobre-décembre 1913 et publié la même année dans les nos 10, 11 et 12 de la revue bolchévique légale *Prosvéchtchénié* [l'Instruction].

Avant de le rédiger, Lénine avait fait plusieurs conférences sur la question nationale au cours de l'été 1913, dans diverses villes de Suisse : Zurich, Genève, Lausanne et Berne.

En automne 1913, il présenta un rapport sur la question nationale à la conférence « d'août » (« d'été ») du Comité central du P.O.S.D.R., élargie aux militants du Parti. Ce rapport servit de base à une résolution rédigée par Lénine. C'est après la conférence que Lénine écrivit l'article « Notes critiques sur la question nationale ». — P. 9.

2. *Sévernaïa Pravda* [la Vérité du Nord], l'un des noms du quotidien légal bolchévik *Pravda*, paraissant à Pétersbourg et fondé sur l'initiative des ouvriers de Pétersbourg en avril 1912.

La *Pravda* était un journal ouvrier de masse, édité grâce aux fonds collectés par les ouvriers eux-mêmes. Un large cercle de correspondants et de rédacteurs ouvriers se forma autour du journal. En un an, celui-ci publia plus de 11 000 correspondances d'ouvriers. La *Pravda* était tirée en moyenne à 40 000 exemplaires, et il y eut des mois où son tirage quotidien atteignit 60 000 exemplaires.

Lénine, qui se trouvait à l'étranger, dirigeait la *Pravda*, écrivait presque chaque jour, lui donnait des directives, rassemblait autour du journal les meilleures forces littéraires du Parti. V. Molotov, J. Sverdlov, J. Staline, M. Kalinine prenaient une part active au travail du journal. Les collaborateurs permanents de la rédaction étaient : M. Olminski, N. Polétaïev, K. Samoïlova, N. Batourine, A. Elizarova, K. Eréméïev, d'autres encore. Les députés bolchéviks à la IVe Douma d'Etat, A. Badaïev, G. Pétrovski, M. Mouranov, F. Samoïlov et N. Chagov, collaborèrent activement à la *Pravda*.

La *Pravda* était constamment l'objet de persécutions policières. Au cours de sa première année d'existence, elle fut saisie 41 fois et 36 procès furent intentés à ses rédacteurs qui firent

au total 47 mois et demi de prison. En deux ans et trois mois la *Pravda* fut interdite à huit reprises par le gouvernement tsariste, mais reparut chaque fois sous un nouveau titre : *Rabotchaïa Pravda* [la Vérité ouvrière], *Sévernaïa Pravda* [la Vérité du Nord], *Pravda Trouda* [la Vérité du travail], *Za Pravdou* [Pour la Vérité], *Prolétarskaïa Pravda* [la Vérité prolétarienne], *Pout Pravdy* [la Voie de la Vérité], *Rabotchi* [l'Ouvrier], *Troudovaïa Pravda* [La Vérité du Travail]. Le 8 (21) juillet 1914, à la veille de la première guerre mondiale, le journal fut interdit.

L'édition de la *Pravda* ne fut reprise qu'après la Révolution de Février. A partir du 5 (18) mars 1917, elle commença à paraître au titre d'organe central du P.O.S.D.R. Le 5 (18) avril, à son retour de l'étranger, Lénine entra à la rédaction et prit la direction du journal. Le 5 (18) juillet, le siège de la *Pravda* fut saccagé par les élèves-officiers et les cosaques. Dans la période de juillet à octobre 1917, la *Pravda*, en butte aux poursuites du Gouvernement provisoire, changea de nom à plusieurs reprises et parut sous les titres de *Listok Pravdy* [la Feuille de la Vérité], *Prolétari* [le Prolétaire], *Rabotchi* [l'Ouvrier], *Rabotchi Pout* [la Voie ouvrière]. A partir du 27 octobre (9 novembre), le journal reprit son ancien nom. — P. 11.

3. « *Zeit* » [le Temps], hebdomadaire, organe du Bund ; parut à Pétersbourg de décembre 1912 à juin 1914. — P. 11.

4. «*Dzvin*» [la Cloche], revue mensuelle légale nationaliste de tendance menchévique ; parut en langue ukrainienne à Kiev de janvier 1913 jusqu'au milieu de l'année 1914. — P. 11.

5. *Rousskoïé Slovo* [la Parole russe], quotidien bourgeois libéral ; parut à Moscou à partir de 1895 ; interdit en novembre 1917. — P. 12.

6. *V. Pourichkévitch* (1870-1920), réactionnaire, grand propriétaire foncier, monarchiste ; fondateur des organisations ultra-réactionnaires des Cent-Noirs pour la lutte contre le mouvement révolutionnaire. — P. 14.

7. *Bund*, « Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie », fondée en 1897, et rassemblant surtout les artisans juifs des régions occidentales de la Russie. Au Ier congrès du P.O.S.D.R., en mars 1898, le Bund adhéra au P.O.S.D.R. Au IIe congrès du P.O.S.D.R., les bundistes exigèrent que le Bund fût reconnu comme l'unique représentant des ouvriers juifs en Russie. Le congrès ayant repoussé le nationalisme bundiste en matière d'organisation, le Bund se retira du Parti. En 1906, après le IVe congrès (dit d'unification), il adhéra de nouveau au P.O.S.D.R. Les bundistes soutinrent constamment les menchéviks et menèrent une lutte de tous les instants contre les bolchéviks. Faisant officiellement partie du P.O.S.D R., le Bund était une organisation de caractère nationaliste bourgeois. A la revendication du programme bolchévik — le droit des nations à disposer d'elles-mêmes — le

Bund opposait la revendication de l'autonomie nationale culturelle. Pendant la première guerre mondiale de 1914-1918, les bundistes adoptèrent une position social-chauvine ; en 1917, le Bund soutint le Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire et combattit aux côtés des ennemis de la Révolution socialiste d'Octobre. Pendant la guerre civile, des bundistes en vue se joignirent aux forces de la contre-révolution. En même temps, parmi les militants de base du Bund, s'amorça un tournant en faveur de la coopération avec le pouvoir des Soviets. Lorsque la victoire de la dictature du prolétariat sur la contre-révolution intérieure et les interventionnistes étrangers devint évidente, le Bund déclara qu'il renonçait à lutter contre le pouvoir des Soviets. Il cessa de lui-même d'exister en mars 1921, et une partie de ses membres adhéra au P.C.R. (b) sur la base des statuts de ce dernier. — P. 19.

8. *S.E.R.P.* (Parti ouvrier socialiste juif), organisation nationaliste petite-bourgeoise, fondée en 1906. Son programme reposait sur la revendication de l'autonomie nationale pour les Juifs par la création de parlements (diètes) juifs extra-territoriaux, habilités à régler les questions d'ordre politique concernant les Juifs de Russie. Le S.E.R.P. était proche des socialistes-révolutionnaires et lutta avec eux contre le P.O.S.D.R. — P. 29.

9. *Affaire Beylis*, procès provocateur organisé en 1913 à Kiev par le gouvernement tsariste contre le juif Beylis, faussement accusé d'avoir assassiné à des fins rituelles le jeune garçon chrétien Iouchtchinski (en réalité, le meurtre avait été organisé par les Cent-Noirs). En montant ce procès, le gouvernement tsariste visait à attiser l'antisémitisme et à provoquer des pogroms antijuifs afin de détourner les masses du mouvement révolutionnaire qui se développait dans le pays. Ce procès suscita une vive indignation de l'opinion publique ; des manifestations ouvrières de protestation eurent lieu dans diverses villes. Beylis fut acquitté. — P. 30.

10. *P.S.P.*, Parti socialiste polonais (Polska partia socjalistyczna), parti nationaliste petit-bourgeois fondé en 1892. Ayant basé son programme sur la lutte pour une Pologne indépendante, le P.S.P. menait parmi les ouvriers polonais une propagande séparatiste nationaliste et s'efforçait de les détourner de la lutte commune avec les ouvriers russes contre l'autocratie et le capitalisme. En 1906, le P.S.P. se scinda en deux fractions : l'« aile gauche » et la droite, chauvine, dite la « fraction révolutionnaire du P.S.P. »

Sous l'influence du P.O.S.D.R.(b). et aussi grâce à l'action du Parti social-démocrate de Pologne et de Lettonie, ainsi qu'aux simples ouvriers, membres de l'« aile gauche » du P.S.P., celle-ci renonça peu à peu au nationalisme. Pendant la première guerre mondiale, la majeure partie de l'« aile gauche » du P.S.P. adopta une position internationaliste et en décembre 1918 fusionna

avec le Parti social-démocrate polonais ; les deux partis formèrent ensemble le Parti ouvrier communiste de Pologne (c'est ainsi que le Parti communiste polonais s'appela jusqu'en 1925).

La droite du P.S.P. poursuivit, au cours de la première guerre mondiale, une politique national-chauvine et créa les légions polonaises qui firent la guerre du côté de l'impérialisme austro-allemand.

Après la formation d'un Etat polonais bourgeois, la droite du P.S.P. reprit le nom de P.S.P. Devenu parti du gouvernement, il remit le pouvoir à la bourgeoisie polonaise et fit une propagande antisoviétique et anticommuniste systématique, encouragea une politique d'agression contre le pays des Soviets, une politique de conquête et d'oppression coloniale à l'égard de l'Ukraine occidentale et de la Biélorussie de l'Ouest. Après le coup d'Etat fasciste de Pilsudski (en mai 1926), le P.S.P. se trouvait officiellement dans l'opposition, mais collaborait en fait avec les fascistes et poursuivait une propagande antisoviétique.

Pendant la deuxième guerre mondiale, le P.S.P. se scinda de nouveau en deux groupes. Sa partie réactionnaire et chauvine qui avait pris le nom de « wolność, równość, niepodległość» (liberté, égalité, indépendance). W.R.N., collabora avec les fascistes et fit partie du « gouvernement » réactionnaire de l'émigration polonaise à Londres. L'autre partie, la gauche du P.S.P., qui s'intitula « Parti ouvrier des socialistes polonais », P.O.S.P., adhéra, sous l'influence du Parti ouvrier polonais (P.O.P.) fondé en 1942, au front uni contre les occupants hitlériens et lutta pour la libération de la Pologne de l'esclavage fasciste et pour l'établissement de relations amicales avec l'U.R.S.S.

En 1944, après que l'Est polonais fut libéré de l'occupation allemande et que se constitua le Comité pour la libération nationale de la Pologne, le Parti ouvrier des socialistes polonais reprit le nom de P.S.P. et participa avec le P.O.P. à l'édification de la Pologne démocratique populaire. En décembre 1948, le P.O.P. et le P.S.P. s'unirent pour former le Parti ouvrier unifié de Pologne (le P.O.U.P.). — P. 31.

11. « *Loutch* » [le Rayon], quotidien légal des menchéviks-liquidateurs ; parut à Pétersbourg de septembre 1912 à juillet 1913 ; subsistait « grâce aux fonds *de riches amis bourgeois* » (Lénine). Remplacé à partir de juillet 1913 par la *Jivaïa Jizn* [la Vie vivante], et ensuite par la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* [la Nouvelle Gazette ouvrière]. — P. 31.

12. Lénine se réfère à l'article de Staline « Le marxisme et la question nationale », qui cite dans son quatrième chapitre le texte du programme national adopté au congrès de Brunn du Parti social-démocrate autrichien. Cet article, signé K. Staline, parut dans les nos 3, 4, 5 (1913) de la revue *Prosvéchtchénié* sous le titre « La question nationale et la social-démocratie ».

« *Prosvéchtchénié* » [l'Instruction], revue mensuelle littéraire, politique et sociale bolchévique, éditée légalement à Péters-

bourg à partir de décembre 1911 ; créée sur les indications de Lénine à la place de la revue bolchévique *Mysl* [la Pensée], paraissant à Moscou, qui avait été interdite par le gouvernement tsariste. Lénine dirigeait le *Prosvéchtchénié* de l'étranger ; il y publia « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », « Questions de principe de la campagne électorale », « Résultats des élections », « Notes critiques sur la question nationale », « Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », etc.

La revue fut interdite par le gouvernement tsariste à la veille de la première guerre mondiale, en juin 1914. Sa publication fut reprise en automne 1917 ; un seul numéro (double) parut, contenant les articles de Lénine : « Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir ? » et « Pour une révision du programme du Parti ». — P. 32.

13. « *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* » [le Nouveau Journal Ouvrier], quotidien légal des menchéviks-liquidateurs ; commença à paraître à Pétersbourg au mois d'août 1913. Remplacé à partir du 30 janvier (12 février) 1914 par la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* [le Journal Ouvrier du Nord], puis *Nacha Rabotchaïa Gazéta* [Notre Journal Ouvrier]. Lénine a qualifié à plusieurs reprises ce journal de *Novaïa Likvidatorskaïa Gazéta* [Nouveau Journal Liquidateur] ou *Sévernaïa Likvidatorskaïa Gazéta* [Le Journal Liquidateur du Nord]. — P. 33.

14. Les chiffres cités ont été empruntés par Lénine au recueil de statistiques *Recensement portant sur une journée dans les écoles primaires de l'Empire, effectué le 18 janvier 1911*. Fascicule 1, 2e partie. Circonscription académique de Saint-Pétersbourg. Provinces de : Arkhangelsk, Vologda, Novgorod, Olonetz, Pskov et Saint-Pétersbourg. Saint-Pétersbourg 1912, p. 72. — P. 37.

15. *Dragomanov* (1841-1895), historien et publiciste ukrainien ; porte-parole de l'idéologie du national-libéralisme bourgeois ukrainien. — P. 40.

16. *Przeglad Socjaldemokratyczny* [Revue Social-Démocrate], revue éditée à Cracovie de 1902 à 1904 et de 1908 à 1910 par les social-démocrates polonais avec la participation immédiate de Rosa Luxembourg. — P. 40.

17. « *Vestnik Evropy* » [le Messager de l'Europe], revue mensuelle ; parut à Pétersbourg de 1866 au printemps 1918. Cette revue, qui propageait les conceptions de la bourgeoisie libérale russe, mena à partir du début des années 90 une lutte systématique contre le marxisme. — P. 43.

18. *Bureau socialiste international* (B.S.I.), organe exécutif de la IIe Internationale ; créé par décision du congrès de Paris en 1900. Le 14 décembre (nouveau style) 1913, le B.S.I. prit la décision de faire convoquer par le Comité exécutif du Bureau une conférence réunissant « toutes les fractions du mouvement ouvrier de Russie » afin d'élucider leurs divergences grâce à un « échange

de vues général », prétendument dans le but de rétablir l'unité au sein du P.O.S.D.R.

Cette question avait été posée à la session du B.S.I. sur l'initiative de Rosa Luxembourg pour venir en aide aux liquidateurs russes, lesquels venaient de subir une défaite dans la lutte qui les opposait aux bolchéviks. A l'occasion de la décision du B.S.I., le journal liquidateur *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* publia un télégramme de Londres annonçant qu'au cours d'une réunion le B.S.I. aurait repoussé la demande des bolchéviks d'envoyer à la Section interparlementaire de la IIe Internationale un représentant de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'Etat (un représentant des « Six »). Sur la demande de Lénine, le représentant du Comité central à Bruxelles pria le secrétaire du B.S.I., Huysmans, de dire comment il envisageait de répondre à cette manœuvre des liquidateurs. Huysmans fut contraint de démentir officiellement l'information mensongère publiée par la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta*. — P. 46.

19. *D.* : F. Dan, l'un des leaders des menchéviks-liquidateurs. — P. 47.

20. *L. S.* (Koltsov, L. Sédov) : pseudonymes du menchévik-liquidateur B. Guinsbourg. — P. 47.

21. Lénine fait allusion à la « Résolution à propos de la décision du Bureau socialiste », signée : « Un groupe de marxistes organisés » et publiée dans le journal *Prolétarskaïa Pravda*, n°9 du 17 décembre 1913. — P. 48.

22. Les *trois piliers*, expression conventionnelle employée par la presse bolchévique légale et dans les réunions légales pour désigner les trois mots d'ordre révolutionnaires de base (« non-tronqués ») : république démocratique, confiscation de toute la terre seigneuriale, journée de travail de huit heures. — P. 48.

23. Partisans du bloc d'Août, hostile au Parti. Voir le présent tome, pp. 162-165.—P. 49.

24. Il s'agit des trois principaux mots d'ordre révolutionnaires « non-tronqués » : république démocratique, confiscation de toute la terre seigneuriale, journée de travail de huit heures. — P. 49.

25. « *Retch* » [la Parole], quotidien, organe central du parti cadet ; parut à Pétersbourg à partir de février 1906. Interdit le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Pétrograd ; parut sous d'autres titres jusqu'en août 1918. — P.51.

26. « *Rossia* » [la Russie], quotidien policier ultra-réactionnaire ; parut à Pétersbourg de 1905 à 1914. A partir de 1906, fut l'organe officiel du ministère de l'Intérieur.

« *Novoïé Vrémia* » [Temps Nouveaux], quotidien ; parut à Pétersbourg de 1868 à octobre 1917. Modéré libéral au début,

il devint à partir de 1876 l'organe de la noblesse et des hauts fonctionnaires réactionnaires. Le journal combattit non seulement le mouvement révolutionnaire, mais aussi celui de la bourgeoisie libérale ; à partir de 1905, fut l'un des organes des Cent-Noirs. Lénine a qualifié le *Novoïé Vrémia* de modèle de la presse vénale.

Zemchtchina, quotidien des Cent-Noirs ; organe des députés d'extrême-droite de la Douma d'Etat ; parut à Pétersbourg de juillet 1909 à février 1917. — P.52.

27. « *Sévernaïa Mysl* » [la Pensée du Nord], l'un des titres du journal légal *Jivaïa Mysl* [la Pensée vivante] des populistes de gauche (des socialistes-révolutionnaires) qui parut à Pétersbourg deux fois, puis trois fois par semaine, d'août 1913 à juillet 1914. Au cours de cette période, le journal changea dix fois de titre : *Zavetnaïa Mysl* [la Pensée intime], *Svobodnaïa Mysl* [la Pensée libre], *Vernaïa Mysl* [la Pensée fidèle], etc. — P.54.

28. Allusion à la lutte qui s'est engagée autour des élections aux conseils des assurances sociales. La campagne a pris le départ en automne 1912 à la suite de la promulgation par le gouvernement tsariste (23 juin 1912) d'une loi sur les assurances aux ouvriers, loi qui ne s'étendait que sur 20% des ouvriers. Les bolchéviks utilisèrent ces élections pour renforcer la propagande révolutionnaire, engagèrent la lutte en vue de conquérir les organisations et les associations ouvrières légales ; ils allièrent habilement le travail légal et l'action illégale. Bien que les bolchéviks dussent se heurter, au cours des élections, au front uni des partis bourgeois, des menchéviks et socialistes-révolutionnaires, ils n'en remportèrent pas moins la victoire. — P. 54.

29. Lénine fait allusion à la *conférence du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux militants du Parti* qui eut lieu dans le village de Poronine du 23 septembre au 1er octobre (du 6 au 14 octobre) 1913, et que des raisons de sécurité firent appeler « conférence d'août » («d'été»). La résolution «Sur les populistes », dont il est question ici, fut rédigée par Lénine (voir Œuvres, t. 19, « Résolutions adoptées par la Conférence d'été 1913 du Comité central du P.O.S.D.R., élargie aux militants du Parti ». « Sur les populistes ». — P. 54.

30. « *Zavéty* » [les Préceptes], revue littéraire et politique mensuelle légale de tendance socialiste-révolutionnaire ; parut à Pétersbourg d'avril 1912 à juillet 1914. — P. 55.

31. Cette note est la postface à une lettre de Kautsky publiée dans l'organe central de la social-démocratie allemande, le journal *Vorwärts*, et reproduite dans le journal *Prolétarskaïa Pravda* n° 12, 20 décembre 1913. La lettre de Kautsky était une réponse à une lettre adressée par R. Luxembourg à la rédaction du *Vorwärts*. — P. 59.

32. « *Dien* » [le Jour], quotidien de tendance bourgeoise libérale ; parut à Pétersbourg à partir de 1912 avec la participation des

menchéviks-liquidateurs, aux mains desquels il passa entièrement après février 1917. Interdit le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Pétrograd. — P. 68.

33. « *Rousskaïa Mysl* » [la Pensée russe], revue mensuelle de la bourgeoisie libérale ; parut à Moscou à partir de 1880. Après la révolution de 1905, devint l'organe de l'aile droite du parti cadet. Dans cette période, Lénine l'appela la « Pensée des Cent-Noirs ». La revue fut interdite au milieu de l'année 1918. — P. 68.

34. Lénine fait allusion à la revue bimensuelle des bourgeois libéraux *Osvobojdénié* [Libération], éditée à l'étranger de 1902 à 1905, sous la direction de P. Strouvé. A partir de janvier 1904, elle fut l'organe d'une organisation monarchiste libérale, la « Ligue de libération ». Par la suite, les « libérateurs » formèrent le noyau du parti cadet, le principal parti bourgeois en Russie. — P. 70.

35. Lénine fait allusion aux décisions de la Conférence de Russie du P.O.S.D.R. (la Cinquième conférence du P.O.S.D.R.) et de l'assemblée plénière de janvier 1910 du Comité central du P.O.S.D.R.

La *Cinquième conférence du P.O.S.D.R.* eut lieu à Paris du 21 au 27 décembre 1908 (du 3 au 9 janvier 1909), et réunit 16 délégués à voix délibérative : 5 bolchéviks, 3 menchéviks, 5 social-démocrates polonais et 3 bundistes. Lénine représentait le Comité central du P.O.S.D.R. Il fit à la conférence un rapport « Sur le moment présent et les tâches du Parti » ; il intervint également sur la fraction social-démocrate à la Douma, sur les questions d'organisation, etc. A cette conférence, les bolchéviks combattirent les deux types d'opportunisme existant dans le Parti : celui des liquidateurs et celui des otzovistes. Sur la proposition de Lénine, la conférence condamna le courant liquidateur et invita toutes les organisations du Parti à combattre résolument les tentatives de liquider le Parti.

Sur les décisions de la conférence, voir les articles de Lénine : « Pour la route » et « La liquidation du courant liquidateur » (voir Œuvres, t. 15).

L'Assemblée plénière du Comité central du P.O.S.D.R. se tint à Paris du 2 au 23 janvier (du 15 janvier au 5 février) 1910. Elle fut convoquée malgré Lénine, avec l'appui d'alliés camouflés de Trotski : Zinoviev, Kaménev, Rykov. Outre les bolchéviks, des représentants de toutes les fractions et de tous les groupements fractionnels y participèrent ainsi que les représentants des organisations social-démocrates nationales. A l'opposé du plan léniniste de rapprochement avec les menchéviks-partiitsy (groupe Plékhanov) en vue de lutter contre le courant liquidateur, les conciliateurs et les trotskistes camouflés exigèrent la dissolution de toutes les fractions et l'union des bolchéviks avec les liquidateurs et les trotskistes. Les éléments

conciliateurs étaient en majorité à l'Assemblée plénière, ce qui leur permit de faire adopter plusieurs décisions antiléninistes. Ce n'est que sur l'insistance de Lénine que l'Assemblée plénière adopta une résolution condamnant le courant liquidateur et l'otzovisme. — P. 71.

36. Le congrès de Copenhague de la IIe Internationale eut lieu du 28 août au 3 septembre (nouveau style) 1910. En liaison avec la question de la scission tchéco-autrichienne, le congrès se prononça contre les principes « bundisto-nationalistes » des séparatistes tchèques. — P. 73.

37. *F. D.*, *Gamma*, *L. M.*, *Em-El*, *Rakitine*, menchéviks : F. D. pour F. Dan ; Gamma et L. M. pour L. Martov (I. Zederbaum) ; Em-El pour M. Loukomski et Rakitine pour V. Lévitski (V. Zederbaum). — P. 89.

38. *Groupe « Vpériod »* — groupe antiparti, composé d'otzovistes, d'ultimatistes, des constructeurs de Dieu, d'empiriomonistes (partisans de la philosophie réactionnaire, idéaliste, de Mach et d'Avénarius) ; organisé à l'étranger en décembre 1909 avec à sa tête A. Bogdanov et G. Alexinski ; rassemblait quelques petits cercles, surtout d'intellectuels, à Paris, Genève et Tiflis. Les conceptions du groupe « Vpériod » constituaient, selon l'expression de Lénine, « une caricature du bolchévisme ». N'ayant aucun appui parmi les ouvriers, le groupe « Vpériod » se désagrégea pratiquement en 1913. Sur le groupe « Vpériod », voir le présent tome, pp. 516-523. — P. 91.

39. Les sept députés menchéviks-liquidateurs qui firent partie de la fraction social-démocrate de la IVe Douma d'Etat. — P. 95.

40. *An* : pseudonyme du leader des menchéviks caucasiens N. Jordania. — P. 95.

41. *« Nacha Zaria »* [Notre Aurore], revue mensuelle légale des menchéviks-liquidateurs ; parut entre 1910 et 1914 à Pétersbourg. C'est autour de *Nacha Zaria* que se constitua le centre liquidateur en Russie. — P. 96.

42. Lénine fait allusion à l'article de Staline « Le marxisme et la question nationale ». — P. 98.

43. *Biélorousskaïa Gromada* (*Biélorousskaïa Sotsialistitcheskaïa Gromada*) [La Masse (socialiste) biélorusse], organisation nationaliste petite-bourgeoise, qui prit cette appellation en 1903 ; apparut en 1902 sous le nom de la *Masse révolutionnaire biélorusse*. Le programme et l'activité pratique de la *M.S.B.* reposaient sur l'entente avec la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers, la négation de la lutte de classe révolutionnaire, sur une propagande tendant à isoler le peuple biélorusse de la classe ouvrière révolutionnaire russe. Pendant la révolution de 1905-1907, la *M.S.B.* revendiqua l'« autonomie nationale culturelle ». Après la révolution démocratique bourgeoise de février 1917, elle se rallia au mot d'ordre des nationalistes

biélorusses qui voulaient séparer la Biélorussie de la Russie révolutionnaire. Après la Révolution socialiste d'Octobre, la *M.S.B.* se désagrégea.

Dachnaktsoutioun (dachnaks), organisation nationaliste bourgeoise arménienne ; fit son apparition au début des années 90 du XIX^e^ siècle ; défendait les intérêts de la bourgeoisie arménienne ; attisant la haine nationale entre les peuples, elle pratiquait une politique d'isolement national de l'Arménie, s'efforçait de détourner les masses du peuple arménien du mouvement révolutionnaire russe.

En 1918-1920, les dachnaks prirent la tête du gouvernement nationaliste bourgeois de l'Arménie, dont ils firent un point d'appui des interventionnistes anglo-français et des gardes-blancs russes dans leur lutte contre le pouvoir des Soviets.

Le gouvernement des dachnaks fut renversé en novembre 1920, à la suite de l'insurrection armée des travailleurs arméniens soutenus par l'Armée rouge.

Socialistes-fédéralistes géorgiens, parti nationaliste bourgeois, créé en 1904. Revendiquait l'autonomie nationale de la Géorgie dans le cadre de l'Etat russe des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Pendant les années de réaction, les socialistes-fédéralistes devinrent les ennemis déclarés de la révolution.

Après la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre en Russie, les socialistes-fédéralistes, de concert avec les menchéviks géorgiens, les dachnaks et les moussavatistes, organisèrent un bloc contre-révolutionnaire soutenu par les interventionnistes germano-turcs d'abord, et anglo-français ensuite.—P. 99.

44. « *Pougatchevchtchina* » (dans le texte russe), appellation non scientifique donnée par les historiens de la bourgeoisie russe au soulèvement paysan de 1773-1775, que dirigeait Emélian Pougatchev.—P. 100.

45. Allusion au livre *Statistiques agricoles pour 1905. Recueil de données pour les 50 provinces de la Russie d'Europe*, Saint-Pétersbourg, Editions de la Commission centrale des statistiques du ministère de l'Interieur, 1907.—P. 102.

46. *Rousskoïé Bogatstvo* [la Richesse russe], revue mensuelle ; parut à Pétersbourg de 1876 jusqu'au milieu de l'année 1918. A partir du début des années 90, devint l'organe des populistes libéraux. A partir de 1906, le *Rousskoïé Bogatstvo* devint pratiquement l'organe du parti semi-cadet des « socialistes populaires ». Lénine définissait la tendance du *Rousskoïé Bogatstvo* de cette période comme « populiste, populisto-cadette ». — P. 104.

47. *Nikolaï—on*, pseudonyme de N. Danielson, l'un des idéologues du populisme libéral des années 80-90 du XIX^e^ siècle. — P. 104.

48. *Mazeppa* (1644-1709), hetman de l'Ukraine (1687-1709). Il poursuivait une politique de trahison à l'égard de la Russie et de l'Ukraine en faveur des seigneurs polonais. Lors de

l'invasion des Suédois en Russie (1708), il passa à l'ennemi. Après la bataille de Poltava (1709) il s'enfuit avec Charles XII à Bendery et puis en Turquie. — P. 108.

49. Stolypine, ultra-réactionnaire, président du Conseil des ministres en 1906-1911. A son nom restent attachés l'écrasement de la première révolution russe (1905-1907) et la période de féroce réaction politique qui suivit. — P. 115.

50. Lénine fait allusion à la *réunion de la rédaction élargie du « Prolétari »* qui se tint à Paris du 8 au 17 (du 21 au 30) juin 1909. Y prirent part 9 membres du Centre bolchévik élu en 1907 par la fraction bolchévique du Cinquième congrès (Congrès de Londres) du P.O.S.D.R.I avec à leur tête Lénine, ainsi que les représentants des organisations de Pétersbourg, de la région de Moscou et de l'Oural.

La réunion avait pour but d'examiner le comportement des otzovistes et des ultimatistes.

Elle discuta des questions suivantes : 1) de l'otzovisme et de l'ultimatisme ; 2) des tendances à la « construction de Dieu » qui existaient au sein de la social-démocratie ; 3) de l'attitude à adopter à l'égard de l'activité à la Douma, comme un des aspects du travail du Parti ; 4) des tâches dévolues aux bolchéviks à l'intérieur du Parti ; 5) de l'école du Parti en cours de création à l'étranger (à Capri); 6) de l'agitation en faveur d'un congrès bolchévik ou d'une conférence bolchévique en dehors du Parti ; 7) de l'attitude de Maximov qui s'était détaché du Parti, etc.

Lénine dirigea les travaux. Il prit la parole sur toutes les questions essentielles de l'ordre du jour. A. Bogdanov (Maximov) et V. Chantser (Marat) représentaient et défendaient l'otzovisme et l'ultimatisme. Kaménev, Zinoviev, Rykov, Tomski adoptèrent une position équivoque.

La réunion condamna l'otzovisme et l'ultimatisme comme un « courant liquidateur à l'envers ». Elle déclara que l'école « du Parti » organisée à Capri par les otzovistes était « le centre d'une fraction qui se détache des bolchéviks ». A. Bogdanov refusa de se soumettre aux décisions prises par la rédaction élargie du *Prolétari* et fut exclu de l'organisation bolchévique.

La réunion condamna également la tendance des « constructeurs de Dieu », et il fut décidé de la combattre vigoureusement en dénonçant son caractère antimarxiste (voir Œuvres, t. 15, « Réunion de la rédaction élargie du « Prolétari », 8-17 (21-30) juin 1909. » — P. 123.

51. *Iline*, pseudonyme de Lénine. C'est sous le pseudonyme de Vl. Iline que parut en 1909 l'ouvrage de Lénine *Matérialisme et empiriocriticisme. Notes critiques sur une philosophie réactionnaire.* — P. 124.

52. *Vétéran*, P. Stoutchka. — P. 127.

53. Il s'agit de la conférence du Comité central du P.O.S.D.R.,

élargie aux militants du Parti, qui se tint en octobre 1913, à Poronine. Pour des raisons de sécurité, la conférence fut appelée conférence « d'août » (« d'été »). — P. 127.

54. *Le marxisme et le courant liquidateur. Recueil d'articles sur les questions fondamentales du mouvement ouvrier actuel.* 2e partie. Parut en juillet 1914 aux Editions du Parti « Priboï ». Dans le manuscrit de Lénine donnant le plan de ce recueil figurent les articles que Lénine estimait indispensable d'y inclure, ainsi qu'une liste des numéros de journaux contenant les articles à publier (dans le recueil, Lénine a modifié le titre d'une série d'articles). Selon ce plan, le recueil devait se composer de deux parties, dont le sommaire parut dans le journal *Pout Pravdy* n° 42 du 21 mars 1914.

La première partie du recueil n'a pas été publiée. Quelques dizaines d'exemplaires de la seconde partie, que l'éditeur ne parvint pas à sortir en temps utile de l'imprimerie, furent saisis. La plus grande partie du tirage put être diffusée.

Outre la préface, datée de février 1914, et la conclusion, la seconde partie contient 14 travaux de Lénine : « Le parti légal et les marxistes », « Le manifeste du parti ouvrier libéral», « Comment P. Axelrod démasque les liquidateurs », « A propos du séparatisme du Bund », « Marxisme et réformisme », « La bourgeoisie libérale et le réformisme », « Cécité libérale », « Une explication nécessaire », « Grève économique et grève politique », « Entretien au sujet des « boufeurs de cadets », « Du caractère et de la portée de notre polémique avec les libéraux », « La bourgeoisie libérale et les liquidateurs », « La classe ouvrière et la presse ouvrière », « Matériaux pour l'histoire de la formation de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma ».

Ce dernier texte possède un complément, spécialement rédigé pour le recueil, l'article : « La réaction des ouvriers à la formation de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'Etat » (voir le présent tome, pp. 571-579). En juin 1914, Lénine a ajouté à cet article un renvoi (voir pages 577-578) contenant de nouvelles précisions sur les versements de fonds aux journaux respectivement marxistes et liquidateurs par l'intermédiaire des fractions de la Douma.—P. 129.

55. Il s'agit des décisions prises par la cinquième conférence du P.O.S.D.R., tenue en décembre 1908 (voir note 35). — P. 129.

56. « *Viékhi* » [les Jalons], recueil cadet ; parut à Moscou au printemps 1909 avec des articles de N. Berdiaïev, de S. Boulgakov, de P. Strouvé, de M. Guerchenson et d'autres représentants de la bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire. Dans leurs articles sur l'intelligentsia russe, les viékhistes « s'efforçaient de discréditer les traditions démocratiques révolutionnaires des meilleurs représentants du peuple de Russie, dont Biélinski et Tchernychevski ; ils insultaient le mouvement révolutionnaire de 1905 et rendaient grâce au gouvernement tsariste

d'avoir, « par ses baïonnettes et par ses prisons », sauvé la bourgeoisie de la colère du peuple ». Le recueil appelait l'intelligentsia à servir l'autocratie. Lénine comparait le programme de *Viékhi*, aussi bien dans le domaine de la philosophie, qu'en matière de publicisme, à celui du journal des Cent-Noirs, les *Moskovskié Viédomosti*, et nommait ce recueil une « *encyclopédie de l'apostasie libérale* », un « flot continu d'ordures réactionnaires déversées sur la démocratie » (voir Œuvres, t. 16, « A propos des *Viékhi* »). — P. 132.

57. Lénine fait allusion au *Recueil statistique et économique*, fascicule VII, « Les cultures maraîchères et potagères dans le district de Moscou ». Moscou 1913. — P. 135.

58. Parti contre-révolutionnaire de la grande bourgeoisie industrielle et des gros propriétaires fonciers, fondé après la publication du manifeste tsariste du 17 octobre 1905 (d'où le nom d'*octobristes*), dans lequel le tsar, effrayé par la révolution, promettait d'introduire en Russie les « libertés civiques » et la constitution. Les octobristes donnaient leur plein appui à la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste. —P. 140.

59. *I. Chtchéglovitov* (1861-1918), ministre de la Justice de la Russie tsariste de 1906 à 1915. Pratiquant une politique ultra-réactionnaire, il fut l'un des promoteurs des cours martiales en août 1906, du procès contre les fractions social-démocrates, des IIe et IVe Doumas, de l'« affaire Beylis », ect. La « justice Chtchéglovitov » devint synonyme des falsifications de la justice et de l'arbitraire judiciaire sans frein en Russie tsariste. — P. 140.

60. L'organe du syndicat des métaux était la revue bimensuelle *Rabotchi po Métallou* [l'Ouvrier Métallurgiste].

La revue parut à Pétersbourg du 30 août (12 septembre) 1906 au 12 (25) juin 1914, en changeant sept fois de titre à cause de la censure : *Rabotchi po Métallou*, *Kouznetz* [le Forgeron], *Vestnik Rabotchikh po Obrabotké Métalla* [le Messager des ouvriers des métaux], *Nadiejda* [l'Espoir], *Edinstvo* [l'Unité], *Nach Pout* [Notre Voie], *Métallist* [le Métallurgiste].

La rédaction de la revue fut d'abord, tout comme la direction du syndicat, aux mains des liquidateurs, et ensuite, après le renouvellement de la direction syndicale de 1913, aux mains des bolchéviks. Dans ses numéros 7 (31), 8 (32) et 10 (34) de 1913 la revue *Métallist* publia l'article de Lénine : « Les grèves des métallurgistes en 1912. » Elle joua un grand rôle dans le rassemblement des ouvriers autour du Parti bolchévik.

Lénine fait allusion ici aux éditoriaux du *Nach Pout* n° 20 du 11 août 1911 et du *Métallist* n° 3 du 27 octobre 1911.—P. 143.

61. « *Rousskié Viédomosti* » [les Nouvelles Russes], quotidien édité à partir de 1863 à Moscou par des professeurs libéraux de l'Université de Moscou et des membres des zemstvos ; exprimait

les intérêts des propriétaires fonciers et des bourgeois de tendance libérale. Devint à partir de 1905 l'organe des cadets de droite ; interdit peu après la Révolution socialiste d'Octobre 1917. — P. 147.

62. *La conférence de janvier 1912 — La Sixième conférence de Russie (« conférence de Prague ») du P.O.S.D.R.* eut lieu du 5 au 17 (du 18 au 30) janvier 1912. Plus de vingt organisations du Parti y étaient représentées. Elle revêtit officiellement l'importance d'un congrès du Parti. Lénine y prononça un discours sur l'attribution à la conférence des droits d'organisme suprême du Parti et présenta des rapports sur la situation politique et les tâches du Parti, sur l'activité du Bureau socialiste international, sur les tâches de la social-démocratie dans la lutte contre la famine, sur la question de l'organisation, sur l'activité de l'organe central, le *Social-Démocrate*, et sur d'autres points.

Par une résolution de la conférence, les menchéviks-liquidateurs furent exclus du Parti et il fut mis fin pour toujours à l'union formelle des bolchéviks et des menchéviks au sein d'un même Parti. La Conférence de Prague élut un Comité central comprenant V. Lénine, G. Ordjonikidzé, S. Spandarian et d'autres militants. Lors d'une réunion du Comité central, J. Staline, qui était déporté à l'époque, fut coopté au C.C. ; J. Sverdlov fut coopté plus tard. Pour le cas où des membres du Comité central seraient arrêtés, on dressa une liste des membres suppléants à coopter : M. Kalinine, S. Chaoumian, E. Stassova, A. Boubnov. Pour diriger le travail du Parti en Russie, il fut créé un Bureau russe du Comité central dont firent partie G. Ordjonikidzé, J. Staline et S. Spandarian. L'activité du Bureau russe était dirigée par Lénine. — P. 162.

63. *Borba* [la Lutte], journal de Trotski ; parut à Pétersbourg de février à juillet 1914. Sous le masque du « non-fractionnisme », Trotski y combattit Lénine et le Parti bolchévik. — P. 162.

64. *Ejov*, le menchévik-liquidateur S. Zederbaum. — P. 164.

65. *Contre deux « piliers »*, c'est-à-dire contre les mots d'ordre bolchéviks de république démocratique et de confiscation de toute la terre seigneuriale. — P. 164.

66. La loi Stolypine du 9 novembre 1906 obligeait la société à attribuer de la terre aux paysans abandonnant la commune, *dans un seul endroit* (otroub, ferme séparée). A la différence des bénéficiaires d'une ferme séparée, le paysan ayant reçu un otroub, demeurait dans son village. — P. 172.

67. Il s'agit du IVe congrès de la social-démocratie de Lettonie, qui se tint du 26 janvier au 8 février (nouveau style) 1914 à Bruxelles.

Lénine participa de très près à la préparation et aux travaux du congrès. En mai 1913, il écrivit pour les bolchéviks lettons un « Projet de plate-forme pour le IVe congrès de la social-démocratie de Lettonie », publié en novembre 1913

en supplément au n°8 du *Biletens* [Bulletin] édité par le Bureau des groupes à l'étranger de la social-démocratie de Lettonie, puis dans les nos 9 et 10 de ce *Biletens* (voir Œuvres, t. 19, «Projet de plate-forme pour le IVe congrès de la social-démocratie de Lettonie »).

Lénine assista au congrès à titre d'hôte d'honneur délégué par le Comité central du P.O.S.D.R. Il présenta un rapport dans lequel il critiqua l'activité du Comité central de la social-démocratie de Lettonie, qui avait adopté une position opportuniste. Par la suite, il nota qu'il avait lutté avec vigueur au congrès contre de fortes tendances conciliatrices. Grâce aux efforts de Lénine, la social-démocratie de Lettonie se retira du bloc d'Août. — P. 185.

68. C'est la résolution adoptée par le IVe congrès de la social-démocratie de Lettonie que cite ici Lénine, avec les « modifications inévitables » imposées par l'existence de la censure tsariste ; ainsi, au lieu des mots : « congrès de la social-démocratie de Lettonie », il est dit « les représentants de tous les ouvriers marxistes lettons » ; au lieu de «P.O.S.D.R. », il est dit : « le bloc marxiste » ; au lieu de « conférence de Russie de 1908 et assemblée plénière de 1910 du Comité central du P.O.S.D.R.», il y a « représentation des marxistes de Russie en décembre 1908 et en janvier 1910 » ; au lieu de « Comité central de la social-démocratie de Lettonie », on lit « son organisme directeur ». — P. 185.

69. L'article « Encore un anéantissement du socialisme » parut en mars 1914 dans le n°3 de la revue *Sovrémenny Mir*.

« *Sovrémenny Mir* » [le Monde moderne], revue mensuelle littéraire, scientifique et politique, parut à Pétersbourg de 1906 à 1918. Des menchéviks, dont Plékhanov, y participaient très activement. Au cours de la période du bloc avec le groupe plékhanovien des menchéviks-partiitsy, les bolchéviks collaborèrent à la revue. — P. 193.

70. Léon Tolstoï en parle dans la préface à l'album de tableaux de N. Orlov : *Moujiks russes*, 1909. — P. 195.

71. «*Jizn*» [la Vie], revue mensuelle, éditée à Pétersbourg de 1897 à 1901 et à l'étranger en 1902. A partir de 1899, la revue devint l'organe des « marxistes légaux ».

Lénine y publia l'article « Réponse à Monsieur P. Nejdanov » (n° 12, décembre 1899) et deux articles intitulés : « Le capitalisme dans l'agriculture (A propos du livre de Kautsky et d'un article de M. Boulgakov) », nos 1 et 2, janvier et février 1900 (voir Œuvres, tome 4, « Réponse à Monsieur P. Nejdanov » et « Le capitalisme dans l'agriculture (A propos du livre de Kautsky et d'un article de M. Boulgakov »). — P. 193.

72. Voir K. Marx, *le Capital*, livre III (tome IV), Editions Sociales, Paris 1957, p. 198. — P. 201.

73. L'article « A propos des formes du mouvement ouvrier » fut

écrit à l'occasion du lock-out décidé par les usiniers de Pétersbourg le 20 mars (2 avril) 1914 en réponse aux grèves des ouvriers. Déclarer la grève générale dans les conditions du lock-out eût été inopportun ; aussi la *Pravda* bolchévique appelait-elle les ouvriers à d'autres formes de lutte : meetings de masse dans les usines et manifestations de rue. Un tract illégal, édité par le Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R., appelait aussi les ouvriers à participer à une manifestation révolutionnaire dont la date coïnciderait avec le second anniversaire du massacre de la Léna.

Cette manifestation eut lieu le 4 (17) avril. Ce jour-là parut le numéro régulier du journal *Pout Pravdy*, avec l'article de Lénine « A propos des formes du mouvement ouvrier ». Tous les journaux bourgeois rendirent compte de la manifestation révolutionnaire. L'organe des liquidateurs, la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*, publia une information rendant compte de la manifestation, mais ne parla pas de la diffusion du tract édité par le Comité de Pétersbourg et s'éleva ensuite contre l'article de Lénine « A propos des formes du mouvement ouvrier ».

Dans le rapport du Comité central du P.O.S.D.R. à la Conférence de Bruxelles, Lénine dénonça l'attitude des liquidateurs et de leur organe (voir le présent tome, pp. 540—544). — P. 217.

74. Allusion à la *Conférence du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux militants du Parti*, qui se tint à Cracovie du 26 décembre 1912 au 1er janvier 1913 (du 8 au 14 janvier 1913) et dite, pour des raisons de sécurité, conférence « de février ». Y assistèrent 14 personnes, les membres du Comité central, les députés bolchéviks à la IVe Douma, et les représentants des organisations du Parti de Pétersbourg, de la région de Moscou, de l'Oural, du Caucase et du Sud de la Russie.

La conférence se tint sous la présidence de Lénine ; il prit la parole sur différentes questions et rédigea les résolutions, ainsi que les communiqués relatifs à la conférence.

La conférence adopta les résolutions rédigées par Lénine et intitulées : « L'essor révolutionnaire, les grèves et les tâches du Parti » (dont il est question ici), « L'organisation illégale », « La fraction social-démocrate à la Douma », « La littérature illégale », « La campagne pour les élections aux conseils des assurances sociales », « Position à l'égard du courant liquidateur et de l'unité », « Les organisations social-démocrates « nationales » (voir Œuvres, t. 18, « Communiqué et résolutions de la Conférence du Comité central du P.O.S.D.R., élargie aux militants du Parti »). — P. 219.

75. Les élections au Conseil des assurances sociales de Pétersbourg eurent lieu le 2 (15) mars 1914. A cette occasion, une lutte particulièrement opiniâtre mit aux prises les bolchéviks, d'une part, et les liquidateurs et les populistes de gauche (les socialistes-révolutionnaires) d'autre part. Sur la base de la décision adoptée par la conférence « d'août » (conférence « d'été ») 1913 du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux militants

du Parti, décision intitulée « Le travail dans les sociétés légales », les bolchéviks partirent à la conquête des organisations ouvrières légales et des sociétés ouvrières légales. Dans cette bataille, le journal *Pravda* joua un rôle capital. A l'occasion des élections au Conseil des assurances sociales, la *Prolétarskaïa Pravda*, la revue *Voprossy Strakhovania* [Questions d'assurances], puis le *Pout Pravdy* publièrent le mandat des bolchéviks aux représentants des ouvriers dans les organismes et au Conseil des assurances sociales.

Les liquidateurs présentèrent dans la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* leur propre mandat, où ils réclamaient que les représentants ouvriers fussent réunis dans un groupe autonome indépendant du Parti. Mais les élections au Conseil des assurances sociales furent une défaite écrasante pour les liquidateurs : les trois quarts des participants à l'assemblée des délégués-électeurs prirent parti pour le mandat émanant des bolchéviks et repoussèrent celui que présentait le bloc des liquidateurs et des socialistes-révolutionnaires. Tous les candidats de la liste « pravdiste » entrèrent au Conseil. — P. 219.

76. *Batrak*, le socialiste-révolutionnaire M. Zatonski. — P. 221.

77. Le travail de Lénine « *A propos de la politique nationale* » est le projet d'un discours que devait prononcer à la Douma d'Etat un des députés-bolchéviks. L'intervention n'eut pas lieu, à cause de l'expulsion de la Douma pour 15 séances, le 22 avril (5 mai) 1914, des députés de gauche (voir le présent tome, pp. 285-287). Le manuscrit du projet n'a pas été conservé en entier. Des notes en bas de page indiquent les passages manquants. — P. 225.

78. « *Grajdanine* » [le Citoyen], journal réactionnaire qui parut à Pétersbourg de 1872 à 1914. Vers les années 80 du XIXe siècle, il devint l'organe des monarchistes extrémistes. Cet organe subsistait essentiellement grâce aux subsides du gouvernement tsariste. En 1906, il devint une revue hebdomadaire. — P. 225.

79. Le *Kolo polonais*, groupe de députés polonais aux Doumas d'Etat, qui s'étaient unis pour réclamer l'autonomie de la Pologne. Pour toutes les questions essentielles concernant la tactique à pratiquer au sein de la Douma, le Kolo polonais prêtait appui aux octobristes et aux hommes de droite. — P. 232.

80. Lénine fait allusion à la réponse par laquelle le Comité central du Parti acceptait de participer à la conférence des représentants des différents courants social-démocrates de Russie, convoquée par le Bureau socialiste international en vue, soi-disant, « de procéder à un échange général d'opinions » sur la possibilité du rétablissement de l'unité dans le P.O.S.D.R. Cette réponse contenait le « rapport officiel » du Comité central que Lénine avait promis à Huysmans dans sa lettre du 18-19 janvier (31 janvier-1er février) 1914 (voir le présent tome, pp. 70-78).— P. 243.

81. Il s'agit de la conférence des bolchéviks qui se tint à Prague en janvier 1912 et de ses décisions. — P. 244.

82. La louée d'hiver, pratiquée par les grands propriétaires fonciers et les koulaks pour les travaux d'été, en hiver, alors que les paysans avaient un pressant besoin d'argent ; l'embauchage se faisait à des conditions asservissantes. — P. 252.

83. Paysans qui, par ordonnance du 2 avril 1842, passaient contrat avec le propriétaire foncier. La situation des paysans redevables ne différait pas, au fond, de celle des paysans serfs. — P. 252.

84. Il s'agit de la confiscation des terres seigneuriales (voir note 22). — P. 254.

85. «*Kolokol*» [la Cloche], revue politique ; parut sous la devise « J'appelle les vivants ! » (« Vivos voco ! »). Fut éditée par A. Herzen et N. Ogarev dans l'Imprimerie russe libre fondée par Herzen de 1857 à avril 1865 à Londres, et de 1865 à décembre 1868 à Genève. En 1868, la revue parut en français, avec des annexes en russe.

Lénine donne une caractéristique du *Kolokol* dans son article « A la mémoire d'Herzen » (voir Œuvres, t. 18). — P. 255.

86. « *Lettre à Gogol* », écrite par V. Biélinski en juillet 1847 ; publiée pour la première fois par A. Herzen dans la *Poliarnaïa Zvezda* [l'Etoile polaire] en 1855 (voir V. Biélinski, *Textes philosophiques choisis*, trad. française, Moscou 1951, pp. 586-595). — P. 256.

87. *Sanct-Pëterbourgski Rabotchi Listok* [la Feuille ouvrière de Saint-Pétersbourg], journal illégal, organe de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg. Il en parut deux numéros : le n° 1 en février (marqué janvier) 1897, tiré au duplicateur en Russie à 300-400 exemplaires, et le n° 2 en septembre 1897 à Genève. — P. 258.

88. « *Vpériod* » [En avant !], journal bolchévik illégal édité à Genève du 22 décembre 1904 (4 janvier 1905) au 5 (18) mai 1905 ; totalisa 18 numéros. Organisé, orienté et dirigé par Lénine. V. Vorovski, M. Olminski et A. Lounatcharski faisaient également partie de la rédaction.

Le IIIe congrès du P.O.S.D.R. souligna dans une résolution spéciale le rôle éminent joué par le journal *Vpériod* dans la lutte contre le menchévisme et pour le rétablissement de l'esprit de parti, ainsi que dans la présentation et l'explication des questions de tactique posées par le mouvement révolutionnaire, et félicita la rédaction du journal.

Prolétari [le Prolétaire], hebdomadaire bolchévik illégal. Organe central du P.O.S.D.R., créé sur décision du IIIe congrès du Parti. L'assemblée plénière du Comité central du Parti en date du 27 avril (10 mai) 1905 désigna Lénine au poste de rédacteur de l'organe central.

Le *Prolétari* était édité à Genève. 26 numéros parurent

entre le 14 (27) mai et le 12 (25) novembre 1905. V. Vorovski, A. Lounatcharski et M. Olminski furent des collaborateurs permanents du *Prolétari* qui continua la ligne de la vieille *Iskra* léniniste et prit exactement la suite du journal bolchévik *Vpériod*. Lénine y fit paraître plus de 50 articles et entrefilets. Ces articles étaient repris dans les organes locaux de la presse bolchévique et édités en tracts.

Peu après le retour de Lénine en Russie, en novembre 1905, le *Prolétari* cessa de paraître. Les deux derniers numéros du journal (le n° 25 et le n° 26) furent publiés sous la rédaction de V. Vorovski. — P. 261.

89. « *Novaïa Jizn* » [La Vie Nouvelle], premier journal bolchévik légal ; parut quotidiennement à Pétersbourg du 27 octobre (9 novembre) au 3 (16) décembre 1905. Dès son retour d'émigration à Pétersbourg, au début de novembre, Lénine prit la direction du journal. La *Novaïa Jizn* était pratiquement l'organe central du P.O.S.D.R. V. Vorovski, M. Olminski, A. Lounatcharski et d'autres militants y collaboraient étroitement. A. M. Gorki y joua un rôle actif, tout en lui apportant une aide matérielle importante.

Le n°9 de la *Novaïa Jizn*, daté du 10 novembre 1905, passa un premier article de Lénine : « De la réorganisation du Parti. » Il en parut encore plus d'une dizaine. Le tirage quotidien du journal atteignit 80 000 exemplaires. La *Novaïa Jizn* fit l'objet de nombreuses mesures de répression. Sur 27 numéros du journal, 15 furent saisis et détruits. Après la parution du 27e numéro, le 2 (15) décembre, la *Novaïa Jizn* fut interdite par le gouvernement. Le dernier numéro, le 28e, parut illégalement. — P. 262.

90. « *Natchalo* » [le Commencement], quotidien menchévik légal ; parut à Pétersbourg en novembre-décembre 1905. — P. 262.

91. « *Volna* » [la Vague], quotidien bolchévik légal ; parut à Pétersbourg du 26 avril (9 mai) au 24 mai (6 juin) 1906 ; il en sortit 25 numéros. A partir du n° 9, 5 (18) mai (après la fin des travaux du IVe congrès et le retour de Lénine de Stockholm) le journal était pratiquement rédigé par Lénine, qui y publia plus de 20 articles. V. Vorovski et M. Olminski participèrent aux travaux de la rédaction. La *Volna* fut l'objet de maintes répressions, puis interdite par le gouvernement tsariste. A sa place parut le journal bolchévik légal *Vpériod*.

« *Écho* », quotidien bolchévik légal ; parut à Pétersbourg du 22 juin (5 juillet) au 7 (20) juillet 1906 à la place du journal *Vpériod*, interdit par le gouvernement. Il y eut 14 numéros. Le journal était rédigé en fait par Lénine, qui publiait des articles dans chaque numéro et participait directement à la rubrique « Parmi les journaux et les revues ».

Presque tous les numéros du journal l'*Écho* firent l'objet de poursuites. A la veille de la dissolution de la Ire Douma d'Etat, le journal fut interdit. — P. 262.

92. *Narodnaïa Douma* [la Douma du peuple], quotidien menchévik ; parut à Pétersbourg en mars-avril 1907. — P. 262.

93. *Parti socialiste d'Amérique* (S.P.), parti réformiste, opportuniste, fondé en 1901. Pendant la première guerre mondiale (1914-1918) l'aile droite du Parti approuva la guerre impérialiste et soutint la politique de l'impérialisme américain. L'aile gauche, révolutionnaire, constituée sous l'influence de la Révolution socialiste d'Octobre en Russie, fidèle aux positions internationalistes, prit parti contre la guerre.

En 1919, elle se sépara du S.P. et fut à l'origine de la fondation du Parti communiste des Etats-Unis. Après la scission, le Parti socialiste d'Amérique n'est plus qu'une petite organisation sectaire. Au début de 1957, il fusionne avec la fédération social-démocrate. La nouvelle organisation ne compte pas plus de 5 000 membres et porte le nom de Parti socialiste — Fédération social-démocrate.

La Fédération américaine de la classe ouvrière, — c'est ainsi que Lénine appela la *Fédération Américaine du Travail* (F.A.T.), — groupe une partie des syndicats des Etats-Unis ; elle a été fondée par Gompers en 1881. Les dirigeants de la Fédération se font les agents de l'idéologie bourgeoise au sein du mouvement syndical des Etats-Unis ; ils se livrent à une activité scissionniste au sein du mouvement ouvrier mondial. En 1955, la F.A.T. fusionne avec une autre fédération syndicale — le Congrès des syndicats d'industrie (C.S.I.). La nouvelle Fédération porte aujourd'hui le nom de F.A.T.-C.S.I. — P. 264.

94. Lénine fait allusion à l'attitude de la haute bureaucratie tsariste à l'égard du personnel démocrate des zemstvos — médecins, statisticiens, instituteurs, agronomes, etc., baptisés « troisième élément » dans un discours du vice-gouverneur de Samara, Kondoïdi, en 1900. L'expression « troisième élément » fut employée dans la littérature pour désigner l'intelliguentsia démocrate des zemstvos. — P. 266.

95. La question coloniale fut l'un des points essentiels de l'ordre du jour du Congrès socialiste international de Stuttgart, au mois d'août 1907. La partie opportuniste du congrès proposait une résolution qui tendait à justifier les conquêtes coloniales (voir Œuvres, t. 13, « Le Congrès socialiste international de Stuttgart »). — P. 267.

96. « *Cahiers socialistes mensuels* » [Sozialistische Monatshefte], revue qui fut l'organe principal des opportunistes de la social-démocratie allemande et l'un des organes de l'opportunisme international. Pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, adopta une position social-chauvine. Parut à Berlin de 1897 à 1933. — P. 267.

97. Le 3 (16) juin 1907 le gouvernement tsariste fit dissoudre la IIe Douma d'Etat et promulgua une nouvelle loi concernant les élections à la Douma. Loi qui augmentait notablement la

représentation des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie industrielle et commerciale à la Douma et diminuait de plusieurs fois l'effectif des députés des paysans, des ouvriers et des nationalités non russes. La nouvelle loi électorale garantissait la priorité absolue du bloc cent-noir des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie dans la IIIe et la IVe Douma d'Etat. Le coup d'Etat du 3 juin a marqué le début de la réaction de Stolypine, période connue sous le nom de « régime du 3 juin ». — P. 275.

98. *Otzovisme*, tendance opportuniste apparue chez un faible groupe de bolchéviks après la défaite de la révolution de 1905-1907.
Les otzovistes exigeaient le rappel des députés social-démocrates de la Douma d'Etat et l'abandon du travail dans les organisations légales. — P. 276.

99. « *Potchine* » [l'Initiative], revue de tendance populiste liquidatrice ; éditée par un groupe de socialistes-révolutionnaires. Il n'y eut qu'un numéro qui parut en juin 1912 à Paris. — P. 277.

100. « *Tovarichtch* » [Camarade], quotidien bourgeois ; parut à Pétersbourg de mars 1906 à janvier 1908 ; n'était pas officiellement l'organe d'un parti déterminé, mais représentait pratiquement le point de vue des cadets de gauche. Des menchéviks collaborèrent également au journal. — P. 281.

101. « *Za Partiou* » [Pour le Parti], bulletin des groupes menchéviks et conciliateurs parisiens ; édité irrégulièrement à Paris d'avril 1912 à février 1914.
Bourianov A., membre de la IVe Douma d'Etat ; fit partie du « groupe des Sept » menchévik. — P. 282.

102. « *Kievskaïa Mysl* » [la Pensée de Kiev], quotidien bourgeois libéral ; parut de décembre 1906 à décembre 1918 à Kiev, avec la participation immédiate des menchéviks-liquidateurs. — P. 282.

103. Le 22 avril (5 mai) 1914, à la séance de la Douma d'Etat, la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie (le « groupe des Six » bolchévik), la fraction social-démocrate (les menchéviks) et les troudoviks soumirent à la Douma une proposition tendant à retirer de l'ordre du jour la discussion du budget jusqu'à l'adoption du projet de loi sur la liberté de parole des députés.
Cette proposition fut rejetée par la majorité de la Douma d'Etat. Les bolchéviks, les menchéviks et les troudoviks firent alors de l'obstruction pendant le discours de Gorémykine, président du Conseil des ministres. En réponse, sur la proposition du président de la Douma Rodzianko, tous les social-démocrates et les troudoviks furent exclus pour 15 séances de la Douma d'Etat. Les ouvriers de Pétersbourg et de Moscou répondirent à l'exclusion des députés par des grèves de protestation. — P. 285.

104. Il s'agit de la Cinquième conférence du P.O.S.D.R. (pour toute la Russie, conférence tenue en 1908), qui a condamné le courant liquidateur. — P. 288.

105. « *Prolétari* » [le Prolétaire], journal illégal fondé par les bolchéviks après le IVe congrès (dit d'unification) du Parti ; parut du 21 août (3 septembre) 1906 au 28 novembre (11 décembre) 1909 sous la rédaction de Lénine. Le *Prolétari* portait le titre d'organe des comités de Moscou et de Pétersbourg et aussi, pendant un certain temps, du comité d'arrondissement de Moscou et des Comités de Perm, de Koursk et de Kazan. Pratiquement, le *Prolétari* était l'organe central des bolchéviks. Sur les 50 numéros qui parurent, les 20 premiers furent édités en Finlande. Du 13 (26) février au 1er (14) décembre 1908, le *Prolétari* fut édité à Genève ; puis, à partir du 8 (21) janvier 1909, à Paris.

Le journal publia plus de cent articles et notes de Lénine. Pendant les années de la réaction stolypinienne, il joua un rôle éminent dans le maintien et le renforcement des organisations bolchéviques. Au cours de l'assemblée plénière du Comité central du P.O.S.D.R. qui se tint en janvier 1910, les « conciliateurs » réussirent à faire adopter une décision sur la fermeture du *Prolétari*. — P. 290.

106. Le *Projet de loi sur l'égalité en droits des nations et sur la défense des droits des minorités nationales* devait être présenté devant la Douma d'Etat par la fraction bolchévique.

Le 6 (19) mai 1914, dans une lettre à S. Chaoumian, Lénine exposa le plan de ce *Projet*. Il attachait une importance toute particulière à sa présentation devant la Douma : « Il me semble, écrivait-il, que l'on pourra ainsi montrer à tout un chacun la stupidité de l'autonomie culturelle nationale et en *abattre* définitivement les partisans. »

Le projet de loi ne put être présenté devant la Douma. — P. 292.

107. Courant marxiste, bolchévik. — P. 305.

108. « *Sovrémennik* » [le Contemporain], revue mensuelle littéraire et politique ; parut à Pétersbourg de 1911 à 1915. Le *Sovrémennik* groupait des menchéviks-liquidateurs, des socialistes-révolutionnaires, des socialistes populaires et des libéraux de gauche, mais n'avait aucune liaison avec les masses ouvrières. — P. 310.

109. Lénine fait allusion au départ de la Douma d'Etat du membre de la Douma Malinovski. Malinovski fut exclu du Parti pour s'être conduit en désorganisateur et en déserteur en abandonnant son poste de combat.

Par la suite, il apparut que Malinovski était un agent provocateur. Il fut fusillé en 1918 conformément au verdict du Tribunal révolutionnaire. — P. 316.

110. « *Voprossy Strakhovania* » [Questions d'assurances sociales], revue bolchévique légale ; parut à Pétersbourg d'octobre 1913 à mars 1918 avec des interruptions. La revue était placée sous la direction du Comité central du Parti bolchévik. Elle ne luttait pas seulement pour la réalisation des assurances ouvrières, mais aussi pour les « mots d'ordre non-tronqués » des bolchéviks. — P. 322.

111. « *Edinstvo* » [l'Unité], journal légal publié par un groupe de menchéviks-partiitsy ayant à leur tête Plékhanov et des bolchéviks-conciliateurs ; parut à Pétersbourg de mai à juin 1914 ; il y eut en tout 4 numéros. — P. 324.

112. Lénine fait allusion à la résolution « A propos du courant liquidateur et du groupe des liquidateurs », adoptée par la Sixième conférence (« la Conférence de Prague ») du P.O.S.D.R. pour l'ensemble du Parti qui se tint en janvier 1912. Il en était lui-même l'auteur (voir V. Lénine, Œuvres, t. 17, « A propos du courant liquidateur et du groupe des liquidateurs »). — P. 325.

113. Le texte « *A propos du budget du ministère de l'Agriculture* » est le projet d'un discours rédigé par Lénine et que devait prononcer à la Douma un député bolchévik. Ce fut G. Pétrovski qui s'acquitta de cette mission le 28 mai (10 juin) 1914.

Dans les éditions antérieures des Œuvres de Lénine, ce projet de discours était publié d'après un manuscrit dont 4 pages manquaient. Ces quatre pages, découvertes en 1941, figurent dans la présente édition. La fin du manuscrit n'a pas été retrouvée. — P. 328.

114. Le *Conseil de la noblesse unifiée* était une organisation contre-révolutionnaire de grands propriétaires fonciers fondée au mois de mai 1906 ; elle eut une grande influence sur la politique du gouvernement. A l'époque de la IIIe Douma, un nombre important de ses membres faisaient partie du Conseil d'Etat et participaient aux directions des organisations des Cent-Noirs. — P.328.

115. Allusion à la résolution « L'unité du parti » adoptée par le congrès d'Amsterdam de la IIe Internationale en août 1904. — P.336.

116. « *La Lutte* » [Der Kampf], revue mensuelle, organe de la social-démocratie autrichienne ; avait une position opportuniste, centriste ; camouflait sous des phrases de gauche sa trahison de la révolution prolétarienne et sa servilité aux ordres de la bourgeoisie contre-révolutionnaire ; parut à Vienne de 1907 à 1938.

F. A. : Friedrich Adler, l'un des chefs de la social-démocratie autrichienne. — P. 338.

117. «*Le Peuple*, quotidien, organe central du Parti ouvrier (réformiste) belge ; paraît depuis 1884 à Bruxelles. — P. 339.

118. *Bolchéviks-partiitsy*, groupe de bolchéviks qui traitait en conciliateurs le courant de liquidation et l'otzovisme. La plupart des conciliateurs se montraient hostiles au bloc léniniste des bolchéviks et des menchéviks-partiitsy, recherchaient une alliance sans principes entre les bolchéviks et divers groupes qui, sans avoir de partisans dans les masses, prétendaient néanmoins à exercer une influence au sein de Parti.

Menchéviks-partiitsy, ce petit groupe de menchéviks, Plékhanov en tête, s'est séparé des menchéviks-liquidateurs et livrait combat aux liquidateurs en 1908-1912. — P. 346.

119. *Nozdrev* : personnage des *Ames mortes* de Gogol, type du men-

teur cynique et fanfaron. *Petit-Judas Golovlev* : personnage de la *Famille Golovlev* de Saltykov-Chtchédrine, type de l'hypocrite. — P. 351.

120. Le n° 50 du journal *Pout Pravdy* du 30 mars 1914 avait publié la résolution adoptée par le IVe congrès de la social-démocratie de Lettonie à propos de la scission qui s'était produite au sein de la fraction social-démocrate à la Douma. Cette résolution soulignait la nécessité de l'unité de la fraction social-démocrate à la Douma et en indiquait la condition : la reconnaissance du programme et des statuts du Parti, ainsi que des décisions du Ve congrès du P.O.S.D.R., de la Ve conférence du P.O.S.D.R. (décembre 1908) et de l'assemblée plénière de janvier 1910 du Comité central du P.O.S.D.R.

A cette occasion, le même numéro du *Pout Pravdy* publia une « Lettre ouverte » demandant aux députés menchéviks quelle était leur position à l'égard des principes posés par les ouvriers lettons. Les menchéviks ne répondirent pas à cette question du journal bolchévik. Alors, dans le n° 63 du *Pout Pravdy*, daté du 17 avril 1914, la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma publia une « Lettre ouverte » dans laquelle elle demandait qu'une réponse claire et précise fût apportée à la question posée.

La fraction Tchkhéidzé fit paraître une « Réponse ouverte », à l'analyse de laquelle est consacré le présent article. — P. 368.

121. Il s'agit du programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, adopté au IIe congrès du Parti en 1903. — P. 368.

122. Lénine cite la résolution de la Ve conférence du P.O.S.D.R. : *La Conférence panrusse du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (décembre 1908)*. Editions du journal *Prolétari*, Paris 1909, p. 38. — P. 370.

123. *V.A.T.* : initiales du collaborateur de la *Pravda* V. A. Tikhomirnov. — P. 382.

124. La rédaction de l'article « Données objectives sur la force des divers courants du mouvement ouvrier » a été précédée d'une recherche méticuleuse, de la vérification et de l'analyse approfondie des chiffres et des données concernant les fonds versés à la presse ouvrière et fournissant des preuves objectives de la force des divers courants du mouvement ouvrier en Russie. Les archives de l'Institut du marxisme-léninisme auprès du Comité central du P.C.U.S. possèdent à ce sujet divers manuscrits de Lénine : la liste des fonds collectés par la *Pravda*, la liste des groupes ouvriers rassemblés par le journal *Zeit*, des calculs se rapportant au tableau donné dans l'article (voir le présent tome, pp. 402-405), des tableaux d'ensemble indiquant l'origine et le montant des versements effectués en faveur de divers journaux. De plus, on a conservé la première ébauche du plan et le plan de l'article « Données objectives sur la force des divers courants du mouvement ouvrier ». Par la suite, Lénine s'est sou-

vent reporté, dans ses textes, aux chiffres donnés dans cet article. — P. 401.

125. Le journal pravdiste estonien *Tõõ Hääl* [la Voix du Travail] parut à Narva, trois fois par semaine, à partir de janvier 1914. Le journal pravdiste lituanien *Vilnis* [la Vague] parut à Riga à partir de novembre 1913. — P. 406.

126. La *Troudovaïa Pravda* publia dans son n° 12 daté du 11 juin 1914 une note intitulée « Comment cela se produit-il ? », citant plusieurs cas où l'organe des liquidateurs *Nacha Rabotchaïa Gazéta* avait repris, sous forme de lettres des ouvriers, des données tirées des journaux bourgeois dénaturant les faits réels de la vie ouvrière. — P. 407.

127. « *Spoutnik Rabotchévo* » [le Guide de l'ouvrier] pour 1914, calendrier de poche, publié par les éditions du Parti « Priboï » en décembre 1913. Le tirage fut épuisé en un jour. En février 1914 parut une seconde édition, revue.

Lénine publia dans le *Spoutnik Rabotchévo* l'article « Les grèves en Russie » (voir Œuvres, t. 19, « Les grèves en Russie»). — P. 407.

128. Lénine fait allusion à la résolution du IIe congrès du P.O.S.D.R. en 1903 « Sur les socialistes-révolutionnaires » ; à la résolution du Ve congrès du P.O.S.D.R. en 1907 « Sur l'attitude à l'égard des partis bourgeois » ; à la résolution de la conférence « d'août » (conférence « d'été ») 1913 du Comité central du P.O.S.D.R., « Sur les populistes ». — P. 409.

129. En août 1914, conformément à une décision du Bureau socialiste international, devait se tenir à Vienne le Xe congrès socialiste international dont on pensait que l'ordre du jour comporterait la question de l'unification des courants social-démocrates de Russie.

Les bolchéviks se battirent d'arrache-pied pour obtenir l'envoi de délégués ouvriers à ce congrès et pour se faire attribuer un plus grand nombre de mandats. Lénine apporta un soin tout particulier à la préparation de ce congrès, au choix des délégués bolchéviks. Les archives de l'Institut du marxisme-léninisme auprès du Comité central du P.C.U.S. conservent un manuscrit de sa main : le plan d'un rapport au congrès de Vienne, exposant en détail tous les points du rapport que préparait le Comité central du P.O.S.D.R. La dénonciation des liquidateurs y occupe une place importante. — P. 411.

130. « *Die Neue Zeit* » [Temps Nouveaux], revue de la social-démocratie allemande ; parut à Stuttgart de 1883 à 1923. En 1885-1895, la *Neue Zeit* passa plusieurs articles de F. Engels. Celui-ci donna fréquemment des indications à la rédaction de la revue et la critiqua âprement pour ses déviations par rapport au marxisme. A partir de la deuxième moitié des années 90, après la mort de F. Engels, la revue publia systématiquement des articles de révisionnistes. Pendant la guerre impérialiste mon-

diale de 1914-1918, elle adopta une position centriste, kautskyste et soutint les social-chauvins. — P. 419.

131. Voir K. Marx, *le Capital*, livre I, tome III, Editions Sociales, Paris 1950, p. 206, note. — P. 421.

132. *L. Vl.* : Vladimirov (pseudonyme de M. Sheinfinkel). — P. 436.

133. « *Chliakhi* » [les Chemins], organe de l'Union des Etudiants ukrainiens, de tendance nationaliste ; parut à Lvov d'avril 1913 à mars 1914. — P. 440.

134. *Mymrétsov*, personnage d'un récit de G. Ouspenski : « La Guérite », type du policier brutal et ignare d'une petite ville reculée de la Russie tsariste. — P. 445.

135. Lénine cite une expression tirée de la comédie de A. Griboïédov : *Le malheur d'avoir trop d'esprit*. — P. 447.

136. Il s'agit de l'organe central du Parti social-démocrate polonais de Galicie et de Silésie, le journal *Naprzód* [En avant], qui parut à Cracovie à partir de 1892. — P. 449.

137. Lénine fait allusion aux souvenirs de W. Liebknecht sur Marx et Engels. — P. 460.

138. Voir lettre de Marx à Engels du 5 juillet 1870. — P. 460.

139. Lénine cite l'article de Plékhanov « Projet de programme du Parti social-démocrate russe », publié dans le n° 4 de la *Zaria* en 1902.

«*Zaria*» [l'Aurore], revue scientifique et politique marxiste, éditée en 1901-1902 à Stuttgart par la rédaction du journal *Iskra*. Quatre numéros parurent en trois livraisons. La *Zaria* publia les articles de Lénine : « Notes fortuites », « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme », les quatre premiers chapitres de l'ouvrage « La question agraire et les « critiques de Marx » (sous le titre « MM. les « critiques » et la question agraire »), « Revue intérieure » et « Le programme agraire de la social-démocratie russe ». — P. 468.

140. Expression extraite des essais de N. Chtchédrine *A l'étranger*. — P. 474.

141. Lénine cite les paroles d'une chanson de soldats de Sébastopol évoquant la bataille livrée sur la rivière Tchornaïa le 4 août 1855, pendant la guerre de Crimée. L'auteur de la chanson était Léon Tolstoï. — P. 476.

142. Voir K. Marx et F. Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Editions Sociales, Paris 1957, pp. 36-46. — P. 484.

143. « *L'Humanité* », quotidien fondé par Jaurès en 1904 en tant qu'organe du Parti socialiste français. Pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, le journal se trouva entre les mains des éléments d'extrême-droite du Parti socialiste français et adopta une position social-chauvine. Peu de temps après

la scission du Parti socialiste, au congrès de Tours en décembre 1920, et la constitution du Parti communiste français, *l'Humanité* devint l'organe de ce parti ; paraît toujours à Paris en tant qu'organe central du Parti communiste. — P. 491.

144. Le télégramme de Lénine exigeant de Martov et de Dan qu'ils formulent une accusation précise et signée au lieu de répandre des rumeurs infamantes et de viles diffamations parut dans le journal *Rabotchi*, n° 4 du 25 mai 1914. — P. 505.

145. Lénine cite, en le modifiant légèrement, un poème de N. Nékrassov : *Un homme des années quarante*. — P. 510.

146. Voir K. Marx, *Misère de la philosophie*, Bureau d'Editions, Paris 1937, p. 110. — P. 514.

147. *N. Maximov* et *A. Bogdanov*, pseudonymes de A. Malinovski ; *Voïnov*, A. Lounatcharski ; *Liadov*, M. Mandestam ; *St. A. Volski*, A. Sokolov ; *Domov*, M. Pokrovski. — P. 517.

148. L'*Appel aux ouvriers ukrainiens* parut en langue ukrainienne sous la signature d'Oxen Lola, dans le n° 28 de la *Troudovaïa Pravda*, daté du 29 juin 1914 ; il invitait les ouvriers à s'unir sans distinction de nation pour lutter contre le capital et pour éditer, en annexe à la *Troudovaïa Pravda*, une *Feuille des ouvriers ukrainiens*.

Le projet d'*Appel* avait été rédigé par Lénine en russe au printemps 1914 et remis par Inessa Armand à Oxen Lola. Le projet d'édition de la *Feuille* ne put être réalisé. — P. 524.

149. Le rapport du Comité central du P.O.S.D.R. à la Conférence de Bruxelles a été conservé sous forme de deux manuscrits (incomplets) : l'un est de la main de Lénine ; l'autre est une copie faite par E. Kroupskaïa, avec des corrections de Lénine. Ont été conservés en outre les manuscrits suivants de Lénine : les « Notes *privées* » *, les notes « Hors rapport » et la lettre à la délégation (cette lettre est publiée pour la première fois ; voir le présent tome, pp. 566-570).

Le rapport du Comité central, rédigé par Lénine entre le 23 et le 30 juin (entre le 6 et le 13 juillet) 1914, fut lu à la conférence, en langue française, par Inessa Armand. C'est de Poronine (Galicie) que Lénine dirigea le travail de la délégation des bolchéviks à la Conférence de Bruxelles.

La *Conférence « d'unification » de Bruxelles*, réunie par le Comité exécutif du Bureau socialiste international « pour un échange d'opinions » à propos d'un éventuel rétablissement de l'unité du P.O.S.D.R., eut lieu du 16 au 18 juillet (nouveau style) 1914. Y étaient représentés : le Comité central du P.O.S.D.R. (les bolchéviks) ; le Comité d'organisation (les menchéviks), ainsi que les organisations affiliées à ce dernier, c'est-à-dire le Comité régional du Caucase et le groupe *Borba* (les trots-

* *Privées* en français dans le texte. (*N.d.T.*)

kistes) ; la Fraction social-démocrate à la Douma (les menchéviks) ; le groupe *Edinstvo*, de Plékhanov ; le groupe « Vpériod » ; le Bund ; la social-démocratie de Lettonie ; la social-démocratie de Lituanie ; les social-démocrates polonais ; l'opposition social-démocrate de Pologne ; l'« aile gauche » du P.S.P. (la « lévitsa »).

Bien que la conférence dût se borner à un simple échange de vues et ne pas prendre de décisions obligatoires, une résolution de Kautsky sur l'unification du P.O.S.D.R. fut cependant mise aux voix et adoptée à majorité des voix. Les bolchéviks et les social-démocrates de Lettonie refusèrent de participer au scrutin. — P. 525.

150. Les *hommes de confiance* étaient des ouvriers d'avant-garde chargés d'assurer un lien vivant permanent entre le Comité central et les groupes social-démocrates locaux, et de créer des formes souples de direction du travail local dans les centres importants du mouvement ouvrier.

C'est la Conférence « de février » 1913 du Comité central du P.O.S.D.R. qui décida d'instaurer ce système des hommes de confiance. — P. 530.

151. La *Commission technique du « Bureau du Comité central à l'étranger »* (C.T.E.) fut créée en juin 1911 au cours d'une conférence des membres du Comité central du P.O.S.D.R. pour remplir des fonctions techniques (édition, transport, etc.) en tant qu'organe provisoire, en attendant la convocation d'une assemblée plénière du Comité central. La C.T.E. dépendait d'un groupe de membres du Comité central qui avaient participé à la conférence de juin 1911. En faisaient partie un représentant des bolchéviks, un représentant des conciliateurs et un représentant de la social-démocratie polonaise. La majorité conciliatrice de la C.T.E. fit échec aux mesures d'organisation prises par les bolchéviks, refusa de se soumettre aux décisions de la Commission russe d'organisation, cessa d'accorder son aide financière pour l'édition de l'organe central du P.O.S.D.R., le *Social-Démocrate*, et se mit à attaquer dans la presse (dans des tracts et dans le *Bulletin d'information* de la C.T.E.) Lénine et les bolchéviks.

Le 19 octobre (1er novembre) 1911, le représentant des bolchéviks, M. Vladimirski, quitta la C.T.E. et les bolchéviks rompirent tout lien avec cet organisme. — P. 533.

152. Lénine fait allusion à la résolution de la conférence « de février » 1913 du Comité central du P.O.S.D.R. : « L'essor révolutionnaire, les grèves et les tâches du Parti », publiée dans la brochure *Compte rendu et résolutions de la conférence du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux militants du Parti. Février 1913*. Editions du Comité central du P.O.S.D.R. — P. 540.

153. Il s'agit des organisations bolchéviques social-démocrates qui rassemblaient dans leurs rangs les prolétaires d'avant-garde de différentes nationalités. — P. 549.

154. *Strakhovanié Rabotchikh* [les Assurances sociales ouvrières], revue des menchéviks-liquidateurs ; parut à Pétersbourg de décembre 1912 à juin 1918. — P. 554.

155. Il s'agit de la convocation d'un congrès du Parti, conformément à la décision de la conférence « d'août » (conférence « d'été ») 1913 du Comité central du P.O.S.D.R.

En avril 1914, au cours d'une conférence des membres du Comité central et du représentant de la fraction des bolchéviks à la Douma, conférence dirigée par Lénine, fut examinée la question des mesures pratiques à prendre concernant l'organisation d'un congrès. Il fut décidé de constituer une commission spéciale chargée de la préparation du congrès, d'envoyer dans les organisations locales les militants les plus en vue et, pour ce faire, de faire évader des lieux de déportation J. Sverdlov, S. Spandarian et J. Staline. En outre, on envisagea d'utiliser les députés bolchéviks à la Douma pour des voyages d'organisation et d'agitation en Russie.

L'ordre du jour du congrès fut de même déterminé à cette conférence : 1) compte rendu du Comité central et comptes rendus des organisations locales ; 2) la situation politique du moment ; 3) les tâches d'organisation du Parti ; 4) les objectifs du mouvement de grèves ; 5) attitude à l'égard des liquidateurs ; 6) élections au Comité central et à l'organe central et questions diverses.

La préparation du congrès fut menée secrètement sous forme de participation au Congrès socialiste international et en utilisant la coïncidence volontaire des deux dates.

Le déclenchement de la première guerre mondiale empêcha la tenue de ce congrès. — P. 555.

156. En février 1905, A. Bebel avait adressé à Lénine, au nom de la direction de la social-démocratie allemande, une lettre dans laquelle il se proposait comme arbitre entre les partisans de l'*Iskra* menchéviquo et ceux du journal bolchévik *Vpériod*. Lénine avait répondu que « ni lui, ni qui que ce soit d'autre des partisans du *Vpériod* qu'il connaissait n'avait le droit d'engager tout le Parti par ses propres démarches et que, de ce fait, la proposition de Bebel devait être soumise à l'examen du congrès du Parti actuellement convoqué par le bureau de Russie » (voir Œuvres, t. 8, « Convocation du IIIe congrès du Parti ».

Le IIIe congrès du P.O.S.D.R. déclina la proposition de Bebel. — P. 569.

157. On possède, pour l'article « La réaction des ouvriers à la formation de la fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'Etat », toute une série de textes préparatoires. Les archives de l'Institut du marxisme-léninisme détiennent les manuscrits suivants de Lénine : listes de signatures en faveur du « groupe des Six » bolchévik et du « groupe des Sept » menchévik, listes des sommes passées respectivement entre les mains

de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie et de la Fraction social-démocrate, d'octobre 1913 au 6 (19) juin 1914. — P. 571.

158. Il s'agit des menchéviks-liquidateurs : *Enzis* — V. Rozanov ; *Egorov* — L. Martov (I. Zederbaum) ; *St. Novitch* — S. Portougéis ; *E. Smirnov* — E. Gourévitch ; *Antide Oto*—L. Trotski ; *Névédomski* — M. Miklachevski ; *Lvov-Rogatchevski* — V. Rogatchevski ; *Tchérévanine* — F. Lipkine. — P. 579.

159. Le 22 avril (5 mai) 1912 parut le premier numéro du journal ouvrier de masse la *Pravda*. Le 21 mars (3 avril) 1914, le n°42 du journal *Pout Pravdy* publia une lettre ouverte signée « Un groupe de pravdistes », qui demandait que le 22 avril 1914 fût déclaré journée de la presse ouvrière, en l'honneur de la parution d'un journal bolchévik quotidien.

Les ouvriers de Russie répondirent chaleureusement à cet appel. Le second anniversaire de la *Pravda* fut célébré par les bolchéviks sous le signe du renforcement et de l'élargissement des liens unissant le journal aux masses ouvrières. — P. 584.

160. A la fin de l'article, on trouve une note de la rédaction : « A suivre. » Mais la suite annoncée ne parut pas dans les numéros prochains du journal, lequel cessa de paraître le 8 (21) juillet 1914. — P. 592.

161. Il s'agit des conditions de fusion de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie avec le P.O.S.D.R., conditions adoptées au IVe congrès (dit d'unification) du P.O.S.D.R. qui se tint en 1906 à Stockholm. — P. 593.

162. Le journal *Leipziger Volkszeitung* publia l'article en lui donnant ce titre : « Réplique. On nous écrit. » Le titre « Réponse à un article de *Leipziger Volkszeitung* » est de l'Institut du marxisme-léninisme auprès du Comité central du P.C.U.S.

Leipziger Volkszeitung, organe de l'aile gauche de la social-démocratie allemande. A paru quotidiennement de 1894 à 1933 ; eut longtemps pour rédacteurs F. Mehring et R. Luxembourg. De 1917 à 1922, *Leipziger Volkszeitung* fut l'organe des « indépendants » allemands ; après 1922, il devint celui des social-démocrates de droite. — P. 595.

LA VIE ET L'ŒUVRE

DE

V. LENINE

CHRONOLOGIE

(Décembre 1913-août 1914)

1913

Octobre-décembre — L'article de Lénine « Notes critiques sur la question nationale » est publié dans les nos 10, 11 et 12 de la revue *Prosvéchtchénié*.

19 décembre (1er janvier 1914) — Le n° 11 du journal *Prolétarskaïa Pravda* publie l'article de Lénine « Encore un mot sur le Bureau socialiste international et les liquidateurs ».

20 décembre (2 janvier 1914) — Les articles de Lénine « Le national-libéralisme et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », « Le populisme et le courant liquidateur, facteurs de division du mouvement ouvrier » et « A propos d'une lettre de Kautsky » sont publiés dans le n° 12 de la *Prolétarskaïa Pravda*.

Répondant à l'invitation à participer aux travaux du IVe congrès de la social-démocratie de Lettonie, Lénine s'informe auprès des bolchéviks lettons sur la composition, le lieu et la date de la réunion du congrès.

25 décembre (7 janvier 1914) — Dans une lettre aux bolchéviks lettons, Lénine leur donne pour objectif de resserrer leurs rangs en vue du prochain congrès de la social-démocratie de Lettonie.

L'article de Lénine « Le *Novoïé Vrémia* et la *Retch* à propos du droit des nations à disposer d'elles-mêmes » est publié dans le n° 16 de la *Prolétarskaïa Pravda*.

26-27 décembre (8-9 janvier 1914) — Lénine se rend de Cracovie à Berlin, où il doit rencontrer les bolchéviks lettons au sujet de la convocation du IVe congrès de la social-démocratie de Lettonie.

27-29 décembre (9-11 janvier 1914) — Lénine préside à Cracovie une conférence des membres du Comité central du P.O.S.D.R. consacrée au travail de la fraction bolchévique à la Douma.

1914

1er (14) janvier — L'article de Lénine « 4 000 roubles par an et la journée de travail de 6 heures » est publié dans le n°19 de la *Prolétarskaïa Pravda*.

Pas, plus tard que le 5 (18) janvier — Lénine arrive à Paris.

5 (18) janvier — A une réunion de bolchéviks, à Paris, Lénine fait une communication sur l'ingérence dans les affaires du P.O.S.D.R. du Bureau socialiste international qui voudrait réconcilier les bolchéviks et les menchéviks.

9 (22) janvier — Lénine participe à Paris à deux meetings social-démocrates organisés en l'honneur de l'anniversaire du 9 janvier 1905.

10 (23) janvier — Dans la grande salle de la Société de Géographie de Paris, Lénine fait un exposé sur « La question nationale ».

Pas plus tard que le 12 (25) janvier — Lénine arrive à Bruxelles.

13 (26) janvier — Lénine expédie à Paris les textes qu'il a rédigés pour le n°1 du *Bulletin du Comité central du P.O.S.D.R.* Le *Bulletin* paraît à Paris le 28 janvier (nouveau style).

13-20 janvier (26 janvier-2 février) — Lénine prend part aux travaux du IVe congrès de la social-démocratie de Lettonie et présente un rapport dans lequel il critique la position opportuniste du Comité central de la social-démocratie lettone.

18 (31) janvier — L'article de Lénine « Faut-il une langue officielle obligatoire ? » est publié dans le n°14 (32) de la *Prolétarskaïa Pravda*.

18-19 janvier (31 janvier-1er février) — Lénine rédige à l'intention d'Huysmans, secrétaire du Bureau socialiste international, un bref rapport sur les points essentiels de désaccord entre le Comité central du P.O.S.D.R. et le Comité d'organisation des liquidateurs.

20 janvier (2 février) — Lénine fait à Liège un exposé sur « La question nationale ».

Entre le 21 et le 24 janvier (entre le 3 et le 6 février) — Lénine fait à Leipzig un exposé sur « La question nationale» .

24 janvier (6 février) — Lénine retourne à Cracovie.

25 janvier (7 février) — Parution du n° 1 de la revue *Prosvéchtchénié* contenant l'article de Lénine « A propos des tâches de la statistique des zemstvos » et son compte rendu des « Documents sur la protection du travail, présentés à l'Exposition d'hygiène de Russie organisée à Saint-Pétersbourg en 1913 ».

31 janvier (13 février) — L'article de Lénine « Tentatives de corruption des ouvriers par des thèses libérales » et sa « Lettre à la rédaction » paraissent dans le n°9 du journal *Pout Pravdy*.

4 (17) février — Le n°12 du *Pout Pravdy* publie l'article de Lénine « Le chef des liquidateurs précise les conditions liquidatrices de l'« unité ».

5 (18) février — Les articles de Lénine « Contribution à l'histoire du programme national en Autriche et en Russie » et « L'excellentissime propriétaire foncier libéral et la « nouvelle Russie des zemstvos » paraissent dans le n°13 du *Pout Pravdy*.

18 février (3 mars) — L'article de Lénine « Le populisme et la classe des salariés » paraît dans le n°15 du *Pout Pravdy*.

20 février (5 mars) — Les articles de Lénine « Encore un mot sur le « nationalisme » et « Paysannerie et travail salarié » paraissent dans le n°17 du *Pout Pravdy*.

21 février (6 mars) — Le n°18 du *Pout Pravdy* publie l'article de Lénine « M. Strouvé et l'« assainissement du pouvoir ».

22 février (7 mars) — L'article de Lénine « Les populistes et N. Mikhaïlovski » paraît dans le n°19 du *Pout Pravdy*.

25 février (10 mars) — L'article de Lénine « A propos de A. Bogdanov » paraît dans le numéro 21 du *Pout Pravdy*.

Parution du n°2 de la revue *Prosvéchtchénié*, contenant l'article de Lénine « Commentaire de la rédaction à l'article de Vétéran : « La question nationale et le prolétariat de Lettonie. »

Février-avril — Lénine établit le plan du recueil « Le marxisme et le courant liquidateur » et en rédige la préface et la conclusion.

Février-mai — Lénine rédige l'article « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».

1er (14) mars L'article de Lénine « Les discussions politiques parmi les libéraux » est publié dans le n° 25 du *Pout Pravdy*.

2 (15) mars L'article de Lénine « La paysannerie « laborieuse » et le commerce de la terre » est publié dans le n°26 du *Pout Pravdy*.

6 (19) mars Le n°29 du *Pout Pravdy* publie l'article de Lénine « La préoccupation des libéraux ».

7 (20) mars L'article de Lénine « Les populistes et les liquidateurs dans le mouvement syndical (De précieux aveux) » paraît dans le n°30 du *Pout Pravdy*.

8 (21) mars Lénine fait un exposé à Cracovie sur « La social-démocratie de Russie et la question nationale ».

9 (22) mars L'article de Lénine « Vœux pieux » est publié dans le n°32 du *Pout Pravdy*.

11 (24) mars Lénine décline l'invitation que lui adresse la rédaction du *Sovrémennik* à collaborer à cette revue et donne pour raison de son refus son désaccord avec le programme de la revue.
Le n°33 du *Pout Pravdy* publie l'article de Lénine « Un professeur libéral parle d'égalité ».

12 (25) mars L'article de Lénine « Les libéraux anglais et l'Irlande » est publié dans le n° 34 du *Pout Pravdy*.

13 (26) mars Le n°35 du *Pout Pravdy* publie l'article de Lénine : « Le système Taylor, c'est l'asservissement de l'homme par la machine. »

14 (27) mars L'article de Lénine « L'«opposition responsable » et la participation des cadets à la conférence du 1er mars » paraît dans le n°36 du *Pout Pravdy*.

15 (28) mars L'article de Lénine « La désagrégation du bloc « d'Août » est publié dans le n°37 du *Pout Pravdy*.

19 mars (1er avril) Lénine expédie le projet d'« Appel aux ouvriers ukrainiens », rédigé par lui à l'intention d'Oxen Lola.

20 mars (2 avril) L'article de Lénine « Le capitalisme et la presse» paraît dans le n°41 du *Pout Pravdy*.

22 mars (4 avril) Parution du n°3 de la revue *Prosvéchtchénié*, contenant les articles de Lénine « L'opinion d'un bourgeois radical sur les ouvriers de Russie » et « Leçons politiques ».

28 mars (10 avril) Le « Projet de loi sur l'égalité en droits des nations » rédigé par Lénine est publié dans le n°48 du *Pout Pravdy*.

29 mars (11 avril)	Le n°49 du *Pout Pravdy* publie l'article de Lénine « Le salaire des ouvriers agricoles ».
30 mars (12 avril)	Les articles de Lénine « Les ouvriers lettons et la scission au sein de la fraction social-démocrate » et « La fiction « d'août » démasquée » sont publiés dans le n°50 du *Pout Pravdy*.
Mars	L'article de Lénine « Encore un anéantissement du socialisme » est publié dans le n°3 de la revue *Sovrémenny Mir*.
Mars-avril	Lénine écrit l'article « La réaction des ouvriers à la formation de la fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'Etat. »
4 (17) avril	Le n°54 du *Pout Pravdy* publie l'article de Lénine « A propos des formes du mouvement ouvrier (lock-out et tactique marxiste) ».
6 (19) avril	L'article de Lénine « Comment les populistes de gauche idéalisent la bourgeoisie » est publié dans le n°56 du *Pout Pravdy*.
Après le 6 (19) avril	Lénine rédige le projet de discours « A propos de la politique nationale » pour la fraction bolchévique à la Douma.
10 (23) avril	L'article de Lénine « La crise constitutionnelle en Angleterre» est publié dans le n°57 du *Pout Pravdy*.
12 (25) avril	Le n°59 du *Pout Pravdy* publie l'article de Lénine « L'unité ».
15 (28) avril	L'article de Lénine « L'avis des marxistes organisés sur l'intervention du Bureau international » est publié dans le n°61 du *Pout Pravdy*.
16 (29) avril	Les articles de Lénine « L'égalité en droits des nations » et « Les liquidateurs et le mouvement ouvrier letton » sont publiés dans le n°62 du *Pout Pravdy*.
20 avril (3 mai)	Le n°66 du *Pout Pravdy* publie l'article de Lénine « Le servage à la campagne ».
22 avril (5 mai)	L'article de Lénine « Du passé de la presse ouvrière en Russie » est publié dans le n°1 du journal *Rabotchi*.
	Parution du n°4 de la revue *Prosvéchtchénié*, contenant les articles de Lénine « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », « Ce qu'il ne faut pas imiter dans le mouvement ouvrier allemand » et le compte rendu de l'ouvrage de N. Roubakine « Parmi les livres ».

Avant le 26 avril (9 mai)	Lénine préside une conférence des membres du Comité central avec le représentant de la fraction bolchévique à la Douma sur la participation au congrès de Vienne de la IIe Internationale et sur la préparation du congrès du Parti.
26 avril (9 mai)	Lénine quitte Cracovie pour Poronine.
29 avril (12 mai)	L'article de Lénine « Une définition du courant liquidateur » paraît dans le n°73 du *Pout Pravdy*.
3 (16) mai	Le n°76 du *Pout Pravdy* publie l'article de Lénine « Une fois encore sur la crise politique ».
4 (17) mai	L'article de Lénine « La lutte idéologique dans le mouvement ouvrier » paraît dans le n°77 du *Pout Pravdy*.
Après le 6 (19) mai	Lénine rédige le « Projet de loi sur l'égalité en droits des nations et sur la défense des droits des minorités nationales ».
8 (21) mai	L'article de Lénine « Les « voisins de propriété » est publié dans le n°80 du *Pout Pravdy*.
9 (22) mai	L'article de Lénine « Les populistes et la « violence fractionnelle » est publié dans le n°81 du *Pout Pravdy*.
10 (23) mai	L'article de Lénine « La corruption des ouvriers par un nationalisme raffiné » paraît dans le n°82 du *Pout Pravdy*.
13 (26) mai	Les articles de Lénine « La situation politique » et « L'unité des ouvriers et les « courants » parmi les intellectuels » sont publiés dans le n°85 du *Pout Pravdy*.
14 (27) mai	L'article de Lénine « A propos des populistes de gauche » est publié dans le n°86 du *Pout Pravdy*.
24 mai (6 juin)	L'article de Lénine « A propos des deux voies » est publié dans le n°3 du journal *Rabotchi*.
25 mai (7 juin)	Parution du n°4 du *Rabotchi*, contenant l'article de Lénine « Plékhanov qui ne sait pas ce qu'il veut ».
Avant le 28 mai (10 juin)	Lénine rédige le projet de discours « A propos du budget du ministère de l'Agriculture » pour la fraction bolchévique à la Douma d'Etat.
30 mai (12 juin)	L'article de Lénine « A propos de l'unité » est publié dans le n°2 du journal *Troudovaïa Pravda*.
1er (14) juin	Parution du n°5 de la revue *Prosvêchtchênié*, contenant les articles de Lénine « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (suite), « A vouloir trop se hâter on se couvre de ridicule », « La

violation de l'unité aux cris de : « Vive l'unité ! » et le compte rendu de l'ouvrage de I. Drozdov : « Le salaire des ouvriers agricoles de Russie et le mouvement agraire de 1905 1906 ».

5 (18) juin — L'article de Lénine « La lumière est faite. A l'attention des ouvriers conscients » est publié dans le n°7 de la *Troudovaïa Pravda*.

9 (22) juin — Parution du n°7 du *Rabotchi*, contenant les articles de Lénine « De l'aventurisme » et « Les décisions des marxistes lettons et les liquidateurs ».

13 et 14 (26 et 27) juin — L'article « La classe ouvrière et la presse ouvrière » paraît dans les nos 14 et 15 de la *Troudovaïa Pravda*.

19 juin (2 juillet) — L'article de Lénine « Le populisme de gauche et le marxisme » paraît dans le n°19 de la *Troudovaïa Pravda*.

22 juin (5 juillet) — L'article de Lénine « La question agraire en Russie » paraît dans le n°22 de la *Troudovaïa Pravda*.

23 juin (6 juillet) — Lénine fixe la composition de la délégation du Comité central du P.O.S.D.R. à la Conférence de Bruxelles, convoquée par le Bureau socialiste international et comprenant des représentants de tous les courants social-démocrates de Russie.

23-30 juin (6-13 juillet) — Lénine rédige le rapport du Comité central du P.O.S.D.R. et les instructions pour la délégation du Comité central à la conférence de Bruxelles.

24 juin (7 juillet) — L'article de Lénine « De la signification politique des injures (A propos de l'unité) » est publié dans le n°23 de la *Troudovaïa Pravda*.

26 juin (9 juillet) — Le n°25 de la *Troudovaïa Pravda* publie l'article de Lénine « Données objectives sur la force des divers courants du mouvement ouvrier ».

28 juin (11 juillet) — L'article de Lénine « Quelle est la force du courant populiste de gauche parmi les ouvriers ? » est publié dans le n°27 de la *Troudovaïa Pravda*.

Parution du n°6 de la revue *Prosvéchtchénié*, contenant les articles de Lénine : « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (fin), « Les procédés des intellectuels bourgeois dans leur lutte contre les ouvriers » et « A propos des « gens du « Vpériod » et du groupe « Vpériod ».

29 juin (12 juillet) — La « Note « De la rédaction » pour « l'Appel aux ouvriers ukrainiens » d'Oxen Lola », rédigée par

Lénine, est publiée dans le n°28 de la *Troudovaïa Pravda*.

30 juin (13 juillet) Lénine envoie à la délégation bolchévique à la Conférence de Bruxelles le rapport, rédigé par lui, du Comité central.

2 (15) juillet Le n°30 de la *Troudovaïa Pravda* publie l'article de Lénine « De la clarté avant tout ! (A propos de l'unité) ».

2 et 3 (15 et 16) juillet L'article de Lénine « Bilan de la journée de la presse ouvrière. D'après le compte rendu donné par le journal *Pout Pravdy* » est publié dans les nos 30 et 31 de la *Troudovaïa Pravda*.

Du 3 au 6 (du 16 au 18) juillet Lénine dirige de Poronine (Galicie) le travail de la délégation bolchévique à la conférence de Bruxelles.

6 (18) juillet Parution du recueil « Le marxisme et le courant liquidateur », IIe partie, préparé par Lénine.

Après le 6 (18) juillet Lénine écrit à V. Kasparov, à Berlin, le priant de l'informer du développement des événements révolutionnaires en Russie.

Avant le 6 (19) juillet Lénine dirige la conférence des membres du Comité central avec des militants du Parti arrivés de Russie, qui étudie les questions posées par le travail de la fraction à la Douma et la préparation du congrès du Parti.

Après le 6 (19) juillet Lénine rédige le plan du compte rendu du Comité central du P.O.S.D.R. au congrès de Vienne.

Apres le 7 (20) juillet Lénine rédige l'article « L'opposition social-démocrate de Pologne à la croisée des chemins ».

8 (21) juillet La réponse de Lénine à l'article du journal *Leipziger Volkszeitung* est publiée dans le n°165 de ce journal.

15 (28) juillet Lénine accepte de terminer l'article « Karl Marx » pour le dictionnaire encyclopédique *Granat*.

Entre le 15 et le 17 (le 28 et 30) juillet Lénine définit le contenu du numéro à paraître du journal le *Social-Démocrate*, esquisse le plan de l'éditorial « La révolution et la guerre », étudie les questions techniques relatives à l'édition : format du numéro, nombre des caractères typographiques, etc.

25 juillet (7 août)	Les autorités autrichiennes perquisitionnent chez Lénine à Poronine.
26 juillet (8 août)	Arrestation de Lénine à Novy Targ (Galicie).
6 (19) août	Lénine est remis en liberté.
13 et 16 (26 et 29) août	Lénine reçoit à Poronine, puis à Cracovie, l'autorisation de quitter l'Autriche-Hongrie pour la Suisse.
23 août (5 septembre)	Lénine part pour la Suisse.

TABLE DES MATIERES

Préface 7

1913

NOTES CRITIQUES SUR LA QUESTION NATIONALE 9
1. Les libéraux et les démocrates dans la question des langues 12
2. La « culture nationale » 15
3. L'épouvantail nationaliste de l'« assimilationnisme » 19
4. L'« autonomie nationale culturelle » 26
5. L'égalité des nations et les droits de la minorité nationale 33
6. Centralisation et autonomie 38
ENCORE UN MOT SUR LE BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL ET LES LIQUIDATEURS 46
LE NATIONAL-LIBÉRALISME ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES 51
LE POPULISME ET LE COURANT LIQUIDATEUR, FACTEURS DE DIVISION DU MOUVEMENT OUVRIER 54
A PROPOS D'UNE LETTRE DE KAUTSKY 59
LE *Novoïé Vrémia* ET LA *Retch* A PROPOS DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES 61
LETTRE A LA RÉDACTION 63

1914

4 000 ROUBLES PAR AN ET LA JOURNÉE DE TRAVAIL DE 6 HEURES 64
FAUT-IL UNE LANGUE OFFICIELLE OBLIGATOIRE ? 67
A K. HUYSMANS 70
I 70
II 72
III 72
IV 73
V 73
VI 76

A PROPOS DES TÂCHES DE LA STATISTIQUE DES ZEMSTVOS 79
COMPTE RENDU D'UN LIVRE. *Documents sur la protection du travail présentés à l'Exposition d'hygiène de Russie organisée à Saint-Pétersbourg en 1913.* St-Pétersbourg 1913, 78 pages, sans indication de prix. 87
TENTATIVES DE CORRUPTION DES OUVRIERS PAR DES THÈSES LIBÉRALES 88
LETTRE À LA RÉDACTION 91
LE CHEF DES LIQUIDATEURS PRÉCISE LES CONDITIONS LIQUIDATRICES DE L'« UNITÉ » 93
CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DU PROGRAMME NATIONAL EN AUTRICHE ET EN RUSSIE 97
L'EXCELLENTISSIME PROPRIÉTAIRE FONCIER LIBÉRAL ET LA « NOUVELLE RUSSIE DES ZEMSTVOS » 100
LE POPULISME ET LA CLASSE DES SALARIÉS 104
ENCORE UN MOT SUR LE « NATIONALISME » 108
PAYSANNERIE ET TRAVAIL SALARIÉ 111
M. STROUVÉ ET L'« ASSAINISSEMENT DU POUVOIR » 115
LES POPULISTES ET N. MIKHAÏLOVSKI 118
A PROPOS DE A. BOGDANOV 123
COMMENTAIRE DE LA RÉDACTION A L'ARTICLE DE VÉTÉRAN : « LA QUESTION NATIONALE ET LE PROLÉTARIAT DE LETTONIE » 127
AVANT-PROPOS AU RECUEIL : « LE MARXISME ET LE COURANT LIQUIDATEUR » 129
LES DISCUSSIONS POLITIQUES PARMI LES LIBÉRAUX . . . 132
LA PAYSANNERIE « LABORIEUSE » ET LE COMMERCE DE LA TERRE 135
LA PRÉOCCUPATION DES LIBÉRAUX 139
LES POPULISTES ET LES LIQUIDATEURS DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL (*De précieux aveux*) 141
VŒUX PIEUX 146
UN PROFESSEUR LIBÉRAL PARLE D'ÉGALITÉ 148
LES LIBÉRAUX ANGLAIS ET L'IRLANDE 152
LE SYSTÈME TAYLOR, C'EST L'ASSERVISSEMENT DE L'HOMME PAR LA MACHINE 156
L'« OPPOSITION RESPONSABLE » ET LA PARTICIPATION DES CADETS A LA CONFÉRENCE DU 1er MARS 159
LA DÉSAGRÉGATION DU BLOC « D'AOÛT » 162
LE CAPITALISME ET LA PRESSE 166
L'OPINION D'UN BOURGEOIS RADICAL SUR LES OUVRIERS DE RUSSIE 170
LEÇONS POLITIQUES 175
PROJET DE LOI SUR L'ÉGALITÉ EN DROITS DES NATIONS . . 178
Projet de loi sur l'abrogation de toutes les restrictions aux droits des Juifs et, d'une façon générale, de toutes les restrictions liées à l'origine ou à l'appartenance à quelque nationalité que ce soit 179
LE SALAIRE DES OUVRIERS AGRICOLES 181
LES OUVRIERS LETTONS ET LA SCISSION AU SEIN DE LA

FRACTION SOCIAL-DÉMOCRATE
LA FICTION « D'AOÛT » DÉMASQUÉE 184
ENCORE UN ANÉANTISSEMENT DU SOCIALISME 189
I 193
II 196
III 197
IV 200
V 203
VI 205
VII 207
VIII 210
IX 212
X 214
A PROPOS DES FORMES DU MOUVEMENT OUVRIER (*Lock-out et tactique marxiste*) 216
COMMENT LES POPULISTES DE GAUCHE IDÉALISENT LA BOURGEOISIE 217
A PROPOS DE LA POLITIQUE NATIONALE 221
LA CRISE CONSTITUTIONNELLE EN ANGLETERRE 225
L'UNITÉ 235
L'AVIS DES MARXISTES ORGANISÉS SUR L'INTERVENTION DU BUREAU INTERNATIONAL 239
L'ÉGALITÉ EN DROITS DES NATIONS 243
LES LIQUIDATEURS ET LE MOUVEMENT OUVRIER LETTON 247
LE SERVAGE A LA CAMPAGNE 249
DU PASSÉ DE LA PRESSE OUVRIÈRE EN RUSSIE 252
CE QU'IL NE FAUT PAS IMITER DANS LE MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND 255
COMPTE RENDU D'UN LIVRE. N. ROUBAKINE, *Parmi les livres*, t. II (Editions « Naouka »), Moscou 1913, prix 4 roubles (2e édition) 264
UNE DÉFINITION DU COURANT LIQUIDATEUR 269
CONCLUSION POUR LE RECUEIL *Le marxisme et le courant liquidateur* 272
UNE FOIS ENCORE SUR LA CRISE POLITIQUE 275
LA LUTTE IDÉOLOGIQUE DANS LE MOUVEMENT OUVRIER 285
PROJET DE LOI SUR L'ÉGALITÉ EN DROITS DES NATIONS ET SUR LA DÉFENSE DES DROITS DES MINORITÉS NATIONALES 288
LES « VOISINS DE PROPRIÉTÉ » 292
LES POPULISTES ET LA « VIOLENCE FRACTIONNELLE » 295
LA CORRUPTION DES OUVRIERS PAR UN NATIONALISME RAFFINÉ 297
LA SITUATION POLITIQUE 301
L'UNITÉ DES OUVRIERS ET LES « COURANTS » PARMI LES INTELLECTUELS 305
A PROPOS DES POPULISTES DE GAUCHE 308
LES LIQUIDATEURS ET LA BIOGRAPHIE DE MALINOVSKI 312
A PROPOS DES DEUX VOIES 316
PLÉKHANOV QUI NE SAIT PAS CE QU'IL VEUT 320
A PROPOS DU BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE 324
328

A PROPOS DE L'UNITÉ 335
A VOULOIR TROP SE HATER ON SE COUVRE DE RIDICULE . . 338
LA VIOLATION DE L'UNITÉ AUX CRIS DE : « VIVE L'UNITÉ ! » 341
I. Du « fractionnisme » 344
II. De la scission 348
III. De la désagrégation du bloc d'Août 353
IV. Les conseils d'un conciliateur au « groupe des Sept » 355
V. Les conceptions liquidatrices de Trotski . . . 359
COMPTE RENDU D'UN LIVRE. I. Drozdov, *Le salaire des ouvriers agricoles de Russie et le mouvement agraire de 1905-1906*, Saint-Pétersbourg (Editeur M. Sémionov) 1914, 68 p., prix : 50 c. 365
LA LUMIÈRE EST FAITE. *A l'attention des ouvriers conscients* 368
1. Le programme et la question nationale 369
2. La décision de 1908 370
3. La décision de 1910 371
4. Les « courants » 372
DE L'AVENTURISME 374
LES DÉCISIONS DES MARXISTES LETTONS ET LES LIQUIDATEURS 379
LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA PRESSE OUVRIÈRE 382
LE POPULISME DE GAUCHE ET LE MARXISME 392
LA QUESTION AGRAIRE EN RUSSIE 395
DE LA SIGNIFICATION POLITIQUE DES INJURES (A PROPOS DE L'UNITÉ) 398
DONNÉES OBJECTIVES SUR LA FORCE DES DIVERS COURANTS DU MOUVEMENT OUVRIER 401
QUELLE EST LA FORCE DU COURANT POPULISTE DE GAUCHE PARMI LES OUVRIERS ? 409
DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES . . . 415
1. Qu'est-ce que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ? 417
2. Position historique concrète de la question . . 423
3. Les particularités concrètes de la question nationale en Russie et la transformation démocratique bourgeoise de ce pays 427
4. Le « praticisme » dans la question nationale . . 432
5. La bourgeoisie libérale et les opportunistes socialistes dans la question nationale 438
6. La séparation de la Norvège d'avec la Suède . 449
7. La décision du congrès international de Londres de 1896 455
8. L'utopiste Karl Marx et la pratique Rosa Luxembourg 459
9. Le programme de 1903 et les liquidateurs . . . 468
10. Conclusion 477
LES PROCÉDÉS DES INTELLECTUELS BOURGEOIS DANS LEUR LUTTE CONTRE LES OUVRIERS 482
1. L'alliance des liquidateurs et des populistes contre les ouvriers 483

2. Comment les libéraux défendent l'« unité » des ouvriers et des liquidateurs 491
3. Pourquoi les organisations ouvrières ont-elles stigmatisé publiquement les liquidateurs comme des calomniateurs 502
A PROPOS DES « GENS DU « VPÉRIOD » ET DU GROUPE « VPÉRIOD » 516
NOTE « DE LA RÉDACTION » POUR « L'APPEL AUX OUVRIERS UKRAINIENS » D'OXEN LOLA 524
RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE ET INSTRUCTIONS À LA DÉLÉGATION DU COMITE CENTRAL A LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES 525
I 528
II. 533
III 544
IV 547
Annexes. Instructions 561
I. Notes privées 561
II. Notes privées 562
III. Hors rapport 563
IV. 566
LA RÉACTION DES OUVRIERS A LA FORMATION DE LA FRACTION OUVRIÈRE SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE A LA DOUMA D'ETAT 571
Ce que dit l'expérience du premier trimestre d'activité des deux fractions 576
DE LA CLARTÉ AVANT TOUT ! (A PROPOS DE L'UNITÉ) . . . 580
1. A propos des gens ayant deux opinions . . . 580
BILAN DE LA JOURNÉE DE LA PRESSE OUVRIÈRE. *D'après le compte rendu donné par le journal « Pout Pravdy »* . . 584
A Pétersbourg 589
L'OPPOSITION SOCIAL-DÉMOCRATE DE POLOGNE À LA CROISÉE DES CHEMINS 593
RÉPONSE À UN ARTICLE DE *Leipziger Volkszeitung* 595
Notes 597
La vie et l'œuvre de V. Lénine 629

ILLUSTRATIONS

Portrait de Lénine (1914) 8-9
Pages 29-30 de la lettre de V. Lénine à K. Huysmans. — 31 janvier-1er février 1914 74-75
Page du manuscrit de V. Lénine avec un tableau-brouillon pour l'article « Données objectives sur la force des divers courants du mouvement ouvrier ». — Juin 1914 404-405

CE VOLUME A ETE TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITE DE ROGER GARAUDY, PAR JEAN STABUSCH, JACQUES KITOVER, PAUL KOLODKINE, HENRI PERDRIZET, ALEXANDRE ROUDNIKOV

Achevé d'imprimer en avril 1959 par les Editions en langues étrangères, Moscou

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

ТОМ 20

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT